

*Revue Scientifique en Sciences
de l'Information et de la
Communication*



Communication en Question

Actes du colloque international

**MIGRATIONS CONTEMPORAINES ET FRON-
TIÈRES DE L'HUMANITÉ :
DYNAMIQUES COMMUNICATIONNELLE ET
INTERCULTURELLE**

Université Félix Houphouët-Boigny,
Abidjan - Côte d'Ivoire

27- 29 mars 2019

12

Numéro spécial **2019**

ISSN : 2306 - 5184

PARTENAIRES



UFR Information, Communication et Arts
Université Félix Houphouët-Boigny



Centre d'Études et de Recherches sur les
Organisations, la Communications et l'Éducation



Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

- Chaire UNESCO
- en pratiques émergentes
- en technologies et communication
- pour le développement



Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Chaire UNESCO de communication internationale
Gresec
Université Grenoble Alpes

Table des matières

COMITÉ D'ORGANISATION-----	4
COMITÉ SCIENTIFIQUE -----	5
AXES DU COLLOQUE-----	7
COMMUNICATIONS -----	12
CONFÉRENCE INAUGURALE -----	13
Populations transnationales et mondialisation. De la nécessité de considérer les variables multifactorielles pour analyser les agirs numérisés des "agents interstitiels" - Bertrand CABEDOCHÉ -----	13
CONFÉRENCE PLÉNIÈRE -----	54
L'Afrique, continent des mobilités, continent en marche. Simon-Pierre EKANZA -----	54
AXE 1 : MIGRATION, ACTEURS ET COMMUNICATION -----	63
Communication sociale et réinsertion socio-professionnelle des migrants Ivoiriens rapatriés de la Libye. - Boua Paulin Sylvain AKREGBOU et Ahou Florence AGNEY -----	64
Le traitement de la traversée de la méditerranée dans la presse et le roman espagnols : chronique d'un retour au commerce triangulaire ou d'une quête suicidaire transculturelle annoncée ?- Djoko Luis Stéphane KOUADIO -----	76
Marché gbègo de porto-novo : un exemple d'intégration des migrants ouest africain au Bénin. - Soulaemann LIGALI, Germain T. S GONZALLO et Salvador O. T. EHOUE -----	97
La migration à travers la musique urbaine ivoirienne - Mahesse Stéphanie KOLÉ et Ettien Franck Stéphanie ADOU -----	110
Migration clandestine des ivoiriens : les réseaux sociaux comme vecteur de mobilisation.- Nanga Désiré COULIBALY-----	129
Dynamique du processus migratoire à Daloa : stratégies de communication et facteurs de stabilisation (Centre-ouest, Côte d'Ivoire).- Jean-Claude N'GUIA, Gniondjibohou Marc OUNNEBO et Kouakou Daniel YAO -----	142

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Perception des risques sanitaires liés aux mouvements migratoires et plaidoyer pour une meilleure gestion de ces risques. - Bassémory KONE et Marie-Laure TCHERE----- 168

Représentations sociales de l'émigration en milieu étudiant ivoirien. - Ya Eveline TOURÉ épouse JOHNSON et Matthias KEI----- 184

Médias et migrations : quels impacts des médias et quelle réponse en communication pour le développement ? - Pascal N. KADJA et Michelle TOPÉ -----203

AXE 2.MÉDIAS, MIGRATION ET INTERCULTURALITÉ ----- 220

Des mots et des interrogations pour la compréhension des problèmes dans la relation entre l'immigré africain et son hôte occidental. - Raoul Germain BLE----- 221

Traitement médiatique du trafic transfrontalier et exploitation des enfants au regard de la Convention des Droits des Enfants (CDE). - Okon Marguerite KOFFI-DJAH, Mahier Jules Michel BAH et Dago Rene DJAH ----- 234

L'altérité de l'être du migrant dans les formes de représentation des médias. - Tcheouhin faustin FAHET----- 245

La migration - Un défi interculturel par le média chez John Updike.- Olivier K. KOFFI 259

Le sentiment d'appartenance des immigrants français au Québec : au-delà de l'intégration socio-économique.- Sophie-Hélène GOULET----- 283

Mouvements migratoires des jeunes africains vers le nord : communication et changement des comportements.- Antoine KOUAKOU ----- 295

Contribution de la radio locale transfrontalière à la promotion de l'interculturalité au Burkina Faso.- Lacina KABORE----- 309

Espagnols en France entre 1939 et 1959 : les relations entre français et émigrés et impacts sur la foi religieuse des émigrés. - Sophie SOLAMA-COULIBALY ----- 323

La figure de l'étranger d'après des pratiques communicationnelles du vivre-ensemble chez les Akan. - Benoît Kouakou Oi KOUAKOU ----- 340

L'apport du numérique dans la construction du lien social des immigrants d'Abidjan avec le pôle d'émigration. - Eby Joseph BOSSON ----- 359

De la migration à l'intégration sociale et économique des migrants africains dans la société britannique : une exploration critique - Alidou Ibourahima BORO --- 376

AXE 3. DIASPORA, TIC ET MIGRATION----- 385

Projections médiatiques autour des « migrants ». De la quête du mieux-être au faire face du rejet ? - Linda SAADAOU----- 386

Pratiques communicationnelles des immigrants Ibo au Togo à l'ère du numérique. - Napo Mouncaïla GNANE ----- 402

Les pratiques culturelles et médiatiques à l'épreuve des luttes identitaires en Afrique - Edmond DOUA et Sidiki BAMBA----- 416

Le rôle des TIC dans l'émigration des Ivoiriens. - Manizan ALLOU----- 427

Sociabilités diasporiques sur le web : entre imaginaire collectif et migrations contemporaines des communautés ivoiriennes.- Oulaï Honoré KAH----- 439

AXE 4. ORGANISATIONS NATIONALES ET INTERNATIONALES ET QUESTIONS DE LA MIGRATION CONTEMPORAINE ----- 455

Étude des enjeux socioéconomiques de migrations internationales en Afrique de l'Ouest : analyse des apports des TIC pour les transferts de fonds des m.... - E. DAKOURÉ ---- 456

Communication des organisations nationales et internationales dans la crise migratoire contemporaine : enjeux des discours pro et anti-migrants. - Kacou GOA ----- 475

Les supports artistiques et communicationnels des organisations nationales et internationales et leurs rôles et impacts dans le traitement du phénomène de la migration clandestine en Côte d'Ivoire. - Aman Jean Pierre M'BESSO ----- 491

L'Union Africaine et l'Agenda africain sur la migration : un plan stratégique pour une autre approche de la crise migratoire. - Cyrille Aymard BEKONO ----- 508

COMITÉ D'ORGANISATION

Président du Comité d'organisation

Julien N'Guessan ATCHOUA, Université Félix Houphouët-Boigny

Membres

Julien Laurent Michel ADHEPEAU, Université Félix Houphouët-Boigny

Alain Regis DIASSE, Université Félix Houphouët-Boigny

Kacou GOA, Université Félix Houphouët-Boigny

Jean-Jacques BOGUI, Université Félix Houphouët-Boigny

Kouassi Raymond KRA, Université Félix Houphouët-Boigny

Marième N'DIAYE, Université Gaston Berger de Saint-Louis

Sidiki BAMBA, Université Félix Houphouët-Boigny

Angéline NANGA-ADJAFI, Université Félix Houphouët-Boigny

Jules Agnini TOA, Université Félix Houphouët-Boigny

Abibata DRAME, Université Félix Houphouët-Boigny

Dabié Désiré NASSA, Université Félix Houphouët-Boigny

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Camille ABOLOU, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)
Christian AGBOBLI, Université du Québec à Montréal (Canada)
Noble AKAM, Université Bordeaux-Montaigne (France)
Abderrahmane AMSIDDER, Université Ibn Zohr Agadir (Maroc)
Germaine Kouméalo ANATE, Université de Lomé (Togo)
Auguste Aghi BAH, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan (Côte d'Ivoire)
Alpha BARRY, Université Bordeaux-Montaigne (France)
Katia BELISARIO, Universidade de Brasília, (Brésil)
Ahmed BERKAS, Université de Lorraine (France)
Farrah BERUBE, Université du Québec à Trois-Rivières (Canada)
Céline BIKPO, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan (Côte d'Ivoire)
Aimé-Jules BIZIMANA, Université du Québec en Outaouais (Canada)
Raoul Germain BLE, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan (Côte d'Ivoire)
Nasreddine BOUZIANE, Université Constantine 3 (Algérie)
Caterine BOURASSA-DANSEREAU, Université du Québec à Montréal
Laurent-Charles BOYOMO, Université de Yaoundé (Cameroun)
Bertrand CABEDOCHÉ, Université Stendhal-Grenoble 3 (France)
Atta BRITWUM, University of Cape Coast (Ghana)
Patrice CORREA, Université Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal)
Fathallah DAGHMI, Université de Poitiers (France)
Etienne DAMOME, Université Bordeaux-Montaigne (France)
Yahaya DIABI, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan (Côte d'Ivoire)
Saikou DIALLO, Old Dominion University, Virginie (USA)
Philippe DUMAS, Université du Sud, Toulon-Var (France)
Mohamed EL HAJJI, Federal University of Rio de Janeiro (Brésil)
Mor FAYE, Université Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal)
Sophie-Hélène GOULET, Université Paris Descartes (France)
Mustapha GUENAOU, Université de Bejaia d'Alger (Algérie)
Oumar KANE, Université du Québec à Montréal (Canada)
Alain KIYINDOU, Université Bordeaux-Montaigne (France)
Hugues KONE, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan (Côte d'Ivoire)
Kouassi Raymond KRA, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan
Annie LENOBLE-BART, Université Bordeaux-Montaigne (France)
Ndiaga LOUM, Université du Québec en Outaouais (Canada)
Aissa MERAH, Université de Bejaia d'Alger (Algérie)
Harouna MOUNKAILA, Université Abdou Moumouni (Niger)
Aziz NAFA, CREAD, Alger (Algérie)
Dabié Désiré NASSA, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan (Côte d'Iv.)
Mamadou N'DIAYE, Université Cheikh Anta Diop, Dakar (Sénégal)
Marième N'DIAYE, Université Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal)
Michel N'GUESSAN, Governors State University, Chicago (USA)
Seydou NOUROU SALL, Université Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal)

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Fernando OLIVEIRA PAULINO, Universidade de Brasília, (Brésil)

Joseph PARÉ, Université Ki-Zerbo, Ouagadougou 1 (Burkina Faso)

Linda SAADAoui, Université de Strasbourg (France)

Farid TOUMI, Université Ibn Zohr, Agadir (Maroc)

Cousson TRAORE SALL, Université Cheikh Anta Diop, Dakar (Sénégal)

Roch YAO GNABELI, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan

Souleymane YEO, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan (Côte d'Ivoire)

Khaled ZOUARI, Université Blaise Pascal, Clermont-ferrand 2 (France)

AXES DU COLLOQUE

Préambule

Les mercredi 27, jeudi 28 et vendredi 29 mars 2019

Selon l'ONU, en 2017, 258 millions de personnes étaient des migrants internationaux, soit environ 3,3% de la population mondiale. Pourtant, les interrogations sur les migrations et leurs conséquences sont multiples. En effet, les mouvements migratoires, sujets à de multiples équations à résoudre dans le contexte actuel de l'identification des peuples à des espaces géographiques d'appartenance (régions, pays, royaumes, continents...), ont toujours été considérés comme essence de l'humanité (peuples conquérants, nomades...) et facteurs humains de construction de nos sociétés. Ainsi, le processus migratoire repose-t-il sur des questions qui varient de la thématique des intérêts partagés sur les déplacements intra et extraterritoriaux (la migration comme facteur de développement) aux soucis du contrôle de la mobilité des "indésirables" aux frontières des pays de destination (les crises migratoires transfrontalières). On peut donc noter que la diversité des mobiles de déplacements migratoires se traduit par des préoccupations liées aux questions de développement, d'intégration interculturelle, de menaces diversement partagées, voire de pratiques deshumanisantes dont sont victimes, au vu des diffusions médiatiques, ceux qui ont choisi l'aventure de l'immigration clandestine, par exemple, par la voie du sahel, de l'Amérique latine, etc. Ces cas de déshumanisation dont les médias traditionnels et les réseaux sociaux se sont fait l'écho, donne un aperçu de la capacité de ceux-ci de « construire » un événement, de le porter à la connaissance de l'opinion générale et de braquer les projecteurs sur les enjeux actuels des migrations inter ou intracontinentales, régionales ou sous régionales. Le processus de déshumanisation ainsi évoqué, permet de soulever les questions que pose le phénomène transnational, national et régional de mobilités humaines à l'ère de la mondialisation d'autant plus que les médias de masse, les technologies numériques notamment, y ont pris toute leur place de relais d'informations sur l'actualité des faits d'immigration plus que jamais accessible à tous. Au vu de l'importance de la question, le Centre d'Études et de Recherche en Communication (CERCOM) a jugé utile d'organiser un colloque en vue de permettre à des professionnels de l'humanitaire, des activistes, des intellectuels, aux hommes des médias et au grand public de débattre de cette thématique d'actualité : « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles ». Cette rencontre sera l'occasion d'une réflexion sur l'appropriation des moyens de communication par les réseaux de passeurs, sur l'influence de la couverture médiatique des mouvements migratoires ou encore sur la communication des organisations internationales, régionales et sous régionales sur le phénomène ainsi que sur les préoccupations interculturelles qu'il suscite.

AXE 1 : MIGRATION, ACTEURS ET COMMUNICATION

La migration comme processus de déplacement et de mobilité des individus et groupes de personnes, constitue, à l'exemple de ce que l'on pourrait appeler aujourd'hui « le cas libyen », un phénomène préoccupant. Les motivations personnelles, économiques et sociales ou même politiques qui poussent l'immigré à partir de son territoire pour d'autres horizons, parfois à risque, sont également d'une grande actualité médiatique et scientifique. Dans cette actualité des faits de migration, les communications médiatisées et les acteurs qui les animent ne demeurent pas moins des champs de réflexions sous l'angle des canaux de dénonciation ou de leur implication dans la prolifération du phénomène. Les réseaux de passeurs constituent sans nul doute une autre variante de ces acteurs de la mobilisation des jeunes à l'immigration. De même, les actions de personnes qui aident les immigrés ou les réfugiés constituent d'autres variantes du rapport à la migration. Les modes de communication (formelles et informelles) de ces acteurs locaux et leurs réseaux ainsi que les pratiques qui les caractérisent s'offrent comme une autre ligne du débat intellectuel que cet axe se propose de mettre en relief. L'enjeu ici est donc de s'intéresser aux profils de ces acteurs (individus, médias, institutions) et à leurs modes de communication. Comment les réseaux de passeurs ou de trafiquants s'approprient-ils les moyens de communication dans leurs activités pour inciter des jeunes à l'immigration ?

AXE 2 : MEDIAS, MIGRATION ET INTERCULTURALITÉ

Au nombre des axes de recherche et des productions sur le phénomène de l'immigration, la diversité culturelle et ses enjeux « d'accommodations raisonnables »¹, du « vivre ensemble » voire d'intégration interculturelle sont l'une des thématiques fondamentales les plus abordées en sciences humaines et sociales ainsi que par les médias dans leurs diffusions. Le sujet semble toujours d'actualité avec l'intensification du phénomène comme un fléau transnational et territorial. À titre d'exemple, la volonté de jeunes africains de migrer vers des destinations occidentales ou sahéliennes en passant par le nord de leur continent entraîne des situations de difficiles cohabitations sur des terres d'accueil ou de transit. Il en est de même pour les migrants haïtiens ou nigériens qui quittent les Etats-Unis pour se rendre au Canada en raison des politiques mises en place par le président américain. Dans ces lieux en questions, d'une part, les réactions des populations ainsi que la couverture médiatique sont plutôt tièdes et d'autre part,

¹ M. Belabdi, « Les mutations communicationnelles en contexte interculturel et les stratégies de repositionnement des immigrants au Québec », Communication internationale et communication interculturelle, regards épistémologiques et espaces de pratiques, presses de l'Université du Québec, Montréal, 2011, p.182.

des comportements de résurgence de l'esclavage comme servitude, maltraitance et déshumanisation de « l'outil animé »², qu'on croyait complètement aboli au début du XX^e Siècle y sont une pratique. Les informations dont ont été porteurs les médias et les réseaux sociaux sur ces cas récents ont suscité de fortes réactions et même de la mobilisation. Au Canada par exemple, on a eu recours à la « diaspora diplomacy »³ et en Lybie, la contestation de la diaspora africaine et des populations locales contre cette pratique esclavagiste jugée rétrograde face à l'évolution du monde et des droits humains, pose la problématique de « la figure de l'étranger » de Schütz dans une « position d'entre-deux-cultures » dans un nouveau milieu⁴ accueillant ou hostile. En d'autres mots, le phénomène de la migration clandestine ou régulière concernant des groupes d'individus motivés par diverses raisons (sociales, économiques, politiques, démographiques, sécuritaires, professionnelles, etc.) constitue un enjeu majeur de cohabitation, de pratiques quelquefois déshumanisantes, de relations interculturelles, de perceptions mutuelles, etc. Ces réalités auxquelles se heurte le migrant dans une dimension d'identités culturelles croisées (avec les populations locales) et les interactions sociales et communicationnelles qui en résultent révèlent des formes de représentation de soi et de l'autre qu'il apparaît important d'examiner à nouveau dans une aire où les outils de communication abondent et modifient les habitudes sociales et humaines en étant une partie intégrante de soi. Cet axe invite à réfléchir sur ces dimensions des variables interculturelles que l'immigration contemporaine permet de déclinier.

AXE 3 : DIASPORA, TIC ET MIGRATION

Le développement de l'internet et des TIC offre aux diasporas l'opportunité de se rapprocher plus aisément de la communauté d'origine (même dispersée à travers le monde) et d'obtenir plus aisément des informations sur la sphère géographique d'origine. Comme l'indique Proulx⁵, grâce aux TIC les migrants arrivent à maintenir ou créer des liens sociaux à distance. C'est ce qu'exprime en d'autres termes Sayad⁶ qui stipule que « Tout groupe dispose à chaque moment, pour pouvoir

² M.-P. Loicq-Berger, « Aristote et l'esclavage », FEC - Folia Electronica Classica (Louvain-la-Neuve) - n° 13, janvier-juin 2007, repéré à <http://bcs.fltr.ucl.ac.be/fe/13/esclavage.htm>, le 20 déc. 2017.

³ Elaine L.E. Ho and Fiona McConnell, "Conceptualizing 'diaspora diplomacy': Territory and populations betwixt the domestic and foreign", *Progress in Human Geography*, first published November 5, 2017.

⁴ C. Agbobli et Gaby Hsab, « Communication internationale et communication interculturelle, des champs croisés, des frontières ambulantes », *Communication internationale et communication interculturelle, regards épistémologiques et à l'espace de pratiques*, presses de l'Université du Québec, Montréal, 2011, p.15.

⁵ S. Proulx, « Des nomades connectés : Vivre ensemble à distance », *Hermès* No 51, 2008, p.155-160.

⁶ A. Sayad, « Du message oral au message sur cassette. La communication avec l'absent », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 59, 1985, p.61.

communiquer avec ses membres absents (où ses émigrés) d'un ensemble d'instruments qui forment système ». Les TIC (web social ou médias en ligne) favorisent l'émergence d'espace public diasporique. Elles permettent un accès à l'information en temps réel, une communication quasi instantanée avec les compatriotes restés au pays. Cette situation est perçue par certains comme un facteur explicatif des flux migratoires de l'Afrique vers l'occident. Les TIC entretiennent en quelque sorte une dynamique de communication entre les diasporas et les migrants sous l'aspect « d'individus connectés »⁷ à travers des applications numériques dans un contexte sociotechnique mondialisé. Ces échanges à forte dominance numérique laissent apparaître une nouvelle forme de sociabilité et par la même occasion, un champ de recherche pluridisciplinaire sur les enjeux qui en découlent. À partir de ce qui précède, on peut se poser la question, entre autres, de savoir comment le développement de la communication numérique participe à forger le désir de quitter son pays d'origine pour des contrées inconnues. Quel rôle jouent les diasporas connectées dans cette quête de l'eldorado hors des territoires d'origine? Comment les diasporas se positionnent-elles comme des groupes de référence pour les candidats à l'immigration? Ces interrogations constituent des pistes de réflexion sur les liens possibles entre diasporas, TIC et les phénomènes de migration contemporaine que cet axe de réflexion entend mettre en relief dans une perspective de débats scientifiques.

AXE 4 : ORGANISATIONS NATIONALES ET INTERNATIONALES ET QUESTIONS DE LA MIGRATION CONTEMPORAINE

En raison du développement expansif qu'il connaît et des diverses conséquences qu'il entraîne, le phénomène de migration internationale et transfrontalière constitue de plus en plus une préoccupation sociale, scientifique et médiatique. Il interpelle les organisations gouvernementales et non gouvernementales, la société civile et la communauté internationale sur des enjeux spécifiques en matière de sécurité, de mobilité ordonnée et « respectueuse de la dignité humaine profitables aux migrants et à la société »⁸ ou mieux de bonne gouvernance de la situation. Sur le cas d'ailleurs des migrants africains vendus aux enchères en Libye et qui a déclenché une indignation générale suite à une vidéo de CNN diffusée le 13 novembre 2017, le président français, Emmanuel Macron, parlant de « crime contre l'humanité »⁹, propose que le sujet soit abordé au sein du Conseil de sécurité de l'ONU. Dans le présent axe, il s'agit justement de s'intéresser à toutes

⁷ S. Proulx et A. Klein, « Introduction : les individus connectés communiquent-ils encore ? », *Connexions: Communication numérique et lien social*, Presses universitaires de Namur, 2012, p.7

⁸ Organisation Internationale pour les migrations (OIM), « Cadre de gouvernance des migrations », repéré à https://publications.iom.int/system/files/migof_brochure_fr.pdf, le 10 avril 2018.

⁹ AFP et Reuters, « Afrique, Libye : Emmanuel Macron qualifie de "crime contre l'humanité" les faits d'esclavage », 22/11/2017, repéré à <http://www.france24.com/fr/20171122-libye-emmanuel-macron-crime-contre-humanite-esclavage-onu>, le 10 décembre 2017.

les problématiques liées aux approches des organisations ou institutions nationales ou supranationales autour des phénomènes de migrations contemporaines : déshumanisations et esclavage, intégration culturelle, sécurité territoriale, développement socioéconomique, gouvernance des flux migratoires, etc. Cette vision implique toutes les actions, les communications (discours, moyens de communication...) et/ou les réflexions des organisations nationales (gouvernement, ONG...), internationales (UA, UE, ONU...) et scientifiques (instituts, fondations, écoles ou universités...) concernant les migrations contemporaines dans leur diversité. Cet axe peut être élargi aux migrations intercontinentales (de l'Afrique vers l'Europe, de l'Europe vers l'Amérique du Nord, de l'Orient vers l'Occident...) et intracontinentales (à l'exemple de l'Amérique du Sud et du centre vers l'Amérique du Nord, déplacements intra-africains, intra-européens et/ou intra-asiatiques...). Il nous invite à nous intéresser aux discours et communications des institutions nationales et internationales sur le phénomène des migrants, à aborder les intérêts nationaux et internationaux qui expliquent ces pratiques ainsi que les relations interculturelles qu'elles font apparaître. Quels sont, par ailleurs, les enjeux géostratégiques que révèlent les discours en question sur la crise migratoire ? Quelles en sont les méthodologies et les approches théoriques développées dans l'appréhension de la question ?

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

COMMUNICATIONS

CONFÉRENCE INAUGURALE

Populations transnationales et mondialisation. De la nécessité de considérer les variables multifactorielles pour analyser les agirs numérisés des "agents interstitiels".

Bertrand Cabedoche¹⁰

Chaire Unesco en Communication internationale
Université Grenoble-Alpes, France

Résumé

Considérer l'engagement sociétal et politique via internet des populations itinérantes, diasporiques, transfrontières, dites encore « interstitielles », conduit à quitter la lecture générique des phénomènes transnationaux, pour envisager l'hétérogénéité et la variabilité des comportements et positionnements, notamment à partir du moment où l'analyse de la transnationalité s'effectue dans le long terme et dans ses multiples dimensions, y compris dans ses usages des TIC. La distanciation impose ainsi d'interroger les propositions qui érigent l'homme interstitiel en modèle d'adaptation à un environnement contemporain de plus en plus mondialisé.

Mots-clés : translated man – fracture numérique – identité – engagement

Abstract

Considering societal and political commitments of itinerant, diasporic, cross-border populations, still called "interstitial people", leads to forsake the generic reading of transnational phenomena, and consider the heterogeneity and variability of behaviors and positioning, especially from the moment the analysis of transnationality takes place in the long term and in its multiple dimensions, including ICT uses and non-uses. So, distancing is required to question proposals that make the interstitial man as a model of adaptation to an increasingly global contemporary environment.

Keywords: translated man - digital divide - identity – engagement

¹⁰ Bertrand Cabedoche est Professeur de Sciences de l'Information et de la Communication, membre du Gresec et responsable de la chaire Unesco en Communication internationale de l'Université Grenoble-Alpes. Il a été le Président du réseau mondial des chaires Unesco en communication (Orbicom) de décembre 2012 à décembre 2017.

Quand les branches des arbres se
battent, leurs racines s'embrassent
Proverbe africain

La communauté virtuelle des diasporas ouvre à un processus de réduction des malentendus via Internet et permet l'accès à un capital social dont étaient jusque là dépourvus les plus démunis (Goulet, 2013). Entendue lors du colloque international Localisation et réinvention de la téléphonie mobile qui s'était tenu à Cotonou le 30 avril 2013, l'affirmation concluait un travail de recherche concernant les modalités de l'échange de certaines populations migrantes d'Afrique vers le Canada via le Luxembourg, insistant notamment sur l'ouverture avec la voie numérique des contenus des correspondances individuelles avec le pays d'origine. L'étude de cas présentée permet de rompre avec un déterminisme social qui, survalorisant l'humain et les fondements sociaux, économiques, religieux, culturels... de ses activités pour ne pas sacrifier au déterminisme technologique, agirait comme si, à l'inverse, les usages des technologies de l'information et de la communication, multiples et renouvelés n'étaient d'aucune incidence pour le changement social. Si tel avait été le cas, la posture ne trouverait aucune grâce en sciences de l'information et de la communication, discipline critique de tout déterminisme (Jouët, 1987, 1993, 2000 ; Cabedoche, 2013).

Par contre, si l'affirmation venait à se présenter comme un théorème dans l'absolu, elle rejoindrait toute une série de croyances, discutables du point de vue des sciences humaines et sociales bien qu'entretenues dans les médias. Dans la construction de l'imaginaire social qui se retrouverait ainsi porté par le numérique et dans le contexte de la mondialisation croissante, les diasporas se présenteraient idéalement, aussi bien au sens premier et étroit du terme que dans la définition élargie de l'appellation qui, à partir des années 1990, englobe, non sans quelques ambiguïtés, l'ensemble des populations transnationales. (Tölölyan, 1991). Comme l'observent certains chercheurs à l'analyse de ces discours prometteurs (Chivallon, 2006 ; Cortès, Faret, 2009), les « populations en mouvement », comme elles se font encore appeler, préfigureraient l'idéaltype de l'adaptation - exigée pour tous - à une société contemporaine mondialisée devenue liquide (Bauman, 2000). Caractérisées par l'hybridation et l'ubiquité, ces populations déplacées offriraient concrètement le modèle de l'homme mobile, connecté, polycompétent, pluriculturel (Aksoy et Robins, 2003), tel que requis par le nouvel esprit du capitalisme pour animer la Cité par projet (Boltanski, Chiapello, 1999). L'aptitude de ces hommes intersticiels consacrerait ainsi un « transnationalisme ordinaire », débarrassé des blocages mythiques de l'appartenance monoculturelle et finalement hyper réactif et particulièrement souple pour répondre aux changements imposés par la mondialisation, notamment grâce à l'échange permanent et démultiplié que lui autorisent ses sites, forums et autres réseaux numérisés (Siapera, 2006).

Du point de vue des organisations, la disposition mentale vaudrait en tant que ressource à mobiliser pour la conquête et la domination des marchés devenus transnationaux, comme le vantent désormais les consultants (Shimmin, 2017). Du point de vue du politique, elle vaudrait pour une construction démocratique qui dépasserait le normativisme des transitologues de première génération, dénoncé par les auteurs (Dufy, Thiriou, 2013) : les diasporas se distingueraient ainsi par l'entretien résolu et le retoilettage en leur sein des valeurs traditionnelles de rassemblement et d'entraide transportées avec l'expatriation, comme dans le culte du Fihavanana que transcendent les plateformes ouvertes sur Internet pour les Malgaches de France (Rakotoary, 2018). Du point de vue de l'entretien et du développement du lien social, la disposition vaudrait enfin dans la définition de nouveaux types d'échanges, plus efficaces parce que ciblés, tels qu'expérimentés par exemple par un journalisme dit « de relation » (Deslandes, 2008 ; Madiba Oloko, 2011) et qui, comme d'autres formes de médiation, appelle au développement des compétences en termes de community management (Baddou, 2014 ; Galibert, 2014). Ainsi, sur de nombreux plans, l'homme diasporique serait le mieux placé en tant qu'agent de réactivation du lien social, à l'ère de la supposée « société de l'information ». Alors qu'ils peuvent encore n'apparaître que comme des « hommes marginaux » (Cuhe, 2006), ces agents interstitiels sont aussi loués comme les hommes de progrès dont parlait Georg Simmel : leurs lunettes bi et multifocales leur permettraient d'inventer les nouvelles formes d'appropriation et de réintégration, attendues aujourd'hui (Body-Gendrot, 2001, p. 49).

Les formulations proverbiales complètent même la croyance, érigeant le transnational connecté, cette fois comme agent de la paix, en soi : quand les branches des arbres se battent, leurs racines s'embrassent (proverbe africain). Comme les précédentes, la proposition impose sa mise en débat, déjà largement entreprise par les chercheurs, tandis que, du côté des acteurs, l'utopie d'un monde sans frontières et fraternel inspire ceux qui s'y reconnaissent et s'y réfèrent (Bordès-Benayoun, 2012).

Les diasporas, archétype de l'homme interstitiel du monde glocalisé ?

Des acteurs se sont donc reconnus en tant que « migrants connectés » (Diminescu, 2005 et 2010), capables d'échanger des informations, des récits, des images, des vidéos et d'élaborer ainsi des projets à distance, via les médias électroniques (Najar, 2011). Ils ont ainsi nourri l'hypothèse, argumentée, de l'émergence de sphères publiques diasporiques, évoquée parallèlement par certains auteurs (Égré, 2002 ; Béru, Biyé, 2007 ; Nedelcu, 2009). En lien avec l'Afrique par exemple, certains se sont aisément proclamés comme relevant de la « 6^e région du

continent »¹¹, quand leurs propos, relayés jusqu'à l'Unesco, désignent à nouveau les diasporas, non plus comme le symbole honteux de la fuite des cerveaux, mais comme les acteurs dynamiques du « sixième continent du monde ». Participant de la circulation des compétences, ils œuvrent également pour le pays d'origine, profitant pleinement à cet effet de tous les dispositifs techniques offerts par le numérique¹².

Sur le plan académique, les réserves se présentent cependant immédiates à l'encontre de la généralité et de la générosité de ces propositions. Des auteurs peuvent a priori entretenir la conviction, par exemple en témoignant de ces contributions diasporiques financières et économiques pour le pays d'origine (Barré, Hernandez, Meyer, Vinck, 2003), accélérées via les facilités techniques du transfert d'argent par voie numérique. Mais ces travaux apportent déjà une première nuance, consistant à mettre dans la balance économique le coût de l'expatriation pour le pays de départ (Meyer, 2008). D'autres, encore, ont posé l'hypothèse de l'irruption d'un espace public alternatif grâce aux oppositions des diasporas dans le cyberspace. Mais il faut aussitôt considérer leurs conclusions en parallèle, allant parfois dans le sens d'une absence de dialogue interactif entre les différents intervenants, comme en Iran (Graham, Khosravi, 2002). D'autres, enfin, ont reconnu l'appel à l'ouverture aux populations transnationales par les grands groupes industriels et les médias qu'ils contrôlent. Mais le constat de l'analyse s'accompagne aussitôt d'une critique radicale des logiques capitalistes en œuvre en faveur de la libre circulation des idées, des biens, des hommes et des femmes. La recommandation viserait tout autant au recrutement d'une main d'œuvre particulièrement souple pour servir les intérêts de ces grands groupes sur les marchés globaux, mais aussi pour peser sur les coûts du travail par les jeux malsains de la déterritorialisation (Le Moëne, 2018). La convergence, seulement apparente donc, des questionnements entre acteurs et auteurs témoigne cependant de l'actualité des mutations humaines et techniques que connaît l'époque contemporaine.

Des questionnements renvoyant à l'actualité des mutations humaines et techniques contemporaines

Le questionnement des mutations transnationales en cours participe de la réflexion de nombreux auteurs, face à l'évolution tant du politique, du social, du culturel que de l'économique, à l'heure de la mondialisation croissante et des

¹¹ Marie Chantal Uwitonze : « La diaspora africaine est la 6^e région du continent », (propos recueillis par Hassina Mechaï), *Le Point Afrique*, 8 octobre 2018, http://afrique.lepoint.fr/economie/marie-chantal-uwitonze-la-diaspora-africaine-est-la-6e-region-du-continent-03-10-2018-2260123_2258.php.

¹² Cf. l'atelier *Mobilités, transferts, diasporas* et les conclusions générales du colloque international *Enseignement supérieur et numérique, quelles attentes des sociétés africaines ?*, organisé par la Commission Nationale Française pour l'Unesco et la division *Enseignement Supérieur* de l'Unesco, Paris, Maison de l'Unesco, 6-7 mai 2015.

recompositions incessantes des sociétés humaines. L'étude des migrations est ainsi progressivement passée de l'étude de mouvements unidirectionnels, puis bipolaires à celle de mouvements transnationaux et multipolaires et de l'ethnicité locale, étudiée à l'échelle de petites entités locales et dans le cadre des États-Nations qui les accueillent et les produisent, aux identités globales transgressant les frontières nationales, comme le reprend Chantal Bordès-Benayoun (Bordès-Benayoun, 2012) de sa lecture de Marc Abélès (Abélès, 2008). L'analyse des phénomènes diasporiques s'en est retrouvée, en effet, d'autant plus encouragée et élargie. Le lien a particulièrement été établi à la fin du XX^e siècle avec le développement corrélatif des technologies du numérique (Appadurai, 1996 ; Portès, Guarnizo, Landolt, 1999). Sur ce terrain, un premier débroussaillage disciplinaire nous offre déjà quelques remarques préliminaires, à partir des enseignements des Sciences de l'Information et de la Communication.

Il apparaît ainsi délicat de parler en termes de « rupture », comme peuvent le laisser croire certaines appellations rapides, s'agissant par exemple de désigner les usages des « Nouvelles » technologies de l'information et de la communication (NTIC) par les « transnationaux connectés » (Wilding, 2006). Avec des auteurs comme Armand Mattelart, le travail généalogiste des Sic s'est constamment positionné contre ces lectures linéaires qui, privilégiant la saillance plutôt que la continuité, participent ainsi régulièrement de la réactivation des « religions communicationnelles », sous l'angle de la promesse sans cesse renouvelée (Mattelart A., 1995). Car depuis le développement de la poste à cheval par exemple, les populations déplacées ont toujours su mobiliser les outils techniques mis à leur disposition pour entretenir le contact avec la parenté laissée au pays (Sayad, 1985 ; Dahan, Scheffer, 2001) et, corrélativement, provoqué l'attention des pouvoirs en place sur ces usages pour tenter de mieux les contrôler (Mattelart A., 1992, p.15). Dans le même temps, les travaux portant sur les échanges diasporiques renvoient à des constats déjà établis pour d'autres types de populations : l'irruption d'une NTIC ne signifie pas disparition des usages des TIC précédentes. Ainsi, les échanges avec la parenté restée au pays peuvent, aujourd'hui encore, se développer dans certaines circonstances de l'ordre de l'intime par la voie du courrier en format papier, même à l'ère dite « du numérique » (Wilding, 2006).

Par ailleurs, le XXI^e siècle ne s'encombre plus de ces propositions théoriques, inquiètes au passage du nouveau millénaire d'un déclin programmé du lien social via le numérique (Putnam, 2000), quand il convient aujourd'hui de parler de sa transformation (Mercklé, 2004, pp. 38-52 ; François, Neveu, 2009, p. 22 ; Licoppe, 2009...). Ainsi, Josiane Jouët parle seulement d'un ébranlement des structures d'appartenance traditionnelles et de crise des institutions. Mais pour autant, cette culture de la subjectivité [...] n'exclut pas la recherche de nouveaux liens sociaux. [Elle] s'accompagne d'une quête de nouvelles formes d'altérité, de mobilisations concrètes et de réseaux de convivialité (Jouët, 2000, p. 494-495).

Le numérique facilite cette quête, au-delà des frontières, ce que les diasporas ont rapidement négocié, sans que cette facilitation technique ne s'offre ni comme point de départ d'une rupture, ni comme la traduction d'une continuité immuable : l'augmentation des interconnexions transnationales des diasporas, même au sens le plus large du terme, n'est que facilitée plutôt que déterminée par les progrès technologiques (Basch, Glick Schiller et Szanton Blanc, 1994). Par exemple, la conception de l'histoire de Georges Balandier invite depuis longtemps à rendre apparents les effets des relations externes sur les sociétés internes qui les entretiennent (Balandier, 2004, p. 11). L'accélération des performances techniques avec « la naissance de l'homme des médias » et le développement des migrations de toute nature, politique, économique, professionnelle, ne font que renforcer l'exigence du couplage dedans/dehors pour l'analyse, depuis longtemps développée par l'auteur : comprendre les sociétés modernes suppose seulement de prendre acte plus encore du caractère essentiellement dynamique des rapports qui les constituent et des relations établies entre elles (Balandier, 2004, p. 74). C'est surtout à partir du monde anglo-saxon que les travaux sur les diasporas se sont imposés à partir des années 1990 (Mattelart T., 2009). Par exemple, théoricien parmi les plus influents des études postcoloniales, Homi K. Bhabha offre une proposition intéressante dans ce premier débroussaillage théorique. Sa relecture du cosmopolitisme se manifeste moins soucieuse de l'affirmation de droits universels que des positionnements des minorités. L'identité caractérise alors un phénomène drainé par de multiples hybridations et réseaux, fondamentalement créateurs. Dans le même esprit, Arjun Appadurai considère la concomitance des flux, numériques d'une part, migratoires d'autre part, assignant aux populations investies dans les deux configurations un rôle central de transformation des subjectivités quotidiennes dans le monde contemporain post-national (Appadurai, 1996, p. 10), ce que les médias dominants ont encore du mal à mettre en visibilité (Georgiou, 2002 ; Cabedoche, 2009).

Pour élargir davantage encore ce débroussaillage préalable, de nature impressionniste, les théoriciens de la pensée managériale néo-institutionnelle (DiMaggio, Powell, 1983) investissent le brassage socio-culturel comme accélérateur de l'adaptation à un monde contemporain économique fondamentalement glocalisé. « To think globally, and act locally » suppose intégrer la mixité culturelle, sur place (Ely, Thomas, 1996), dans la gestion des organisations, désormais toutes concernées par l'international alors que l'avertissement s'adressait à l'origine aux seules entreprises qualifiées, il n'y a pas si longtemps, de « multinationales » (Rosenzweig, 1998). Il s'agirait notamment de valoriser ce que les différents individus apprennent des autres perspectives, quelles qu'elles soient, plus qu'à assimiler les différences, ou seulement les évaluer (Dass, Parker, 1999). Les outils du numérique peuvent ainsi accompagner cette ouverture, à défaut d'en être à l'origine absolue. De ce point de vue une fois encore, les diasporas se vantent parfois d'avoir, par essence, une longueur d'avance, elles qui pratiquent cette anamnèse existentielle entre plusieurs cultures et se sont très vite investies sur tous les outils transfrontières.

Mais les travaux apportent aussi les nuances nécessaires à la distanciation. Ainsi, se laissant rarement enfermer dans la bipolarité des analyses stériles parce que réifiées, entre centre et périphérie, entre identité et altérité, entre stationnement provisoire sur un territoire et résidence permanente... (Sayad, 1997), les auteurs peuvent d'abord rappeler que cette disposition au numérique et à la reconstruction permanente des syncrétismes identitaires, n'est pas exclusive aux diasporas (Chevé, 2001). Par ailleurs, les champions de l'hybridation culturelle comme Homi Bhabha développent une conception du politique en tant qu'articulation aléatoire, plutôt que déterminée. Nous ne discuterons ces propositions théoriques, d'autant que les débats ont déjà été nombreux, s'agissant par exemple de comprendre pourquoi les analystes francophones ont tardé à discuter du post-colonialisme (Joubert, 2009). Contentons-nous pour l'instant de relever que les lieux interstitiels, d'où Homi Bhabha développe son observation, sont, par essence, provisoires et fragiles, sans cesse réinventés (Bhabha, 2007). Dans ce « tiers espace liminal », ainsi déterritorialisé, Bhabha propose de réintroduire l'ambiguïté, l'ambivalence, la négociation, en même temps que de bousculer les polarités (Cuillerai, 2010).

Notre projet se veut donc avertissement contre certaines reprises triviales et définitives des travaux, qui voient certaines diasporas s'autoproclamer acteur majeur du changement social, par définition, via le numérique.

Un débroussaillage plus précis en SIC s'impose maintenant, pour compléter nos premiers jalons posés en introduction et imposer plus encore la distanciation critique. Sans doute, la contestation en ligne que les diasporas relaient (Marcotte, 2001), particulièrement notable lors des pics d'interactions (Najar, 2011), peut produire des effets de réalité, avec l'apport complémentaire des liens familiaux qui en prolongent l'impact sur place (Cabedoche, 2013a). Pour autant, au sein de ces reconstitutions d'un « imaginaire communautaire », le positionnement critique n'est ni systématique, ni totalement dénué d'intentionnalités stratégiques contradictoires, spécifiques aux jeux des acteurs (Seck Sarr, 2015 ; Heuchou, 2017). Autour d'une unanimité de façade normée par les dispositifs de la charte éthique que se donne le groupe ainsi rassemblé sur un réseau social (Rakotoary, 2018), le discours et la modération diasporiques ne s'évitent pas les postures d'exclusion, comme le reconnaît également l'analyse des historiens des migrations indiennes (Lal, 1999). Par ailleurs, les postures des membres des diasporas ne sont pas uniformes, partagées qu'elles se présentent parfois entre repli identitaire, bipolarité diasporique et cosmopolitisme (Najar, 2011). Les intérêts s'y révèlent de plus en plus fragmentés, au carrefour d'espaces traversés par les formidables tensions que réactive l'ampleur des phénomènes migratoires contemporains, entre Sud et Nord ou au cœur même d'un continent, voire d'une région du monde, comme il est encore analysé dans les études sociologiques (Alioua, 2006).

Enfin, comme nous l'avons déjà souligné, accréditer une population dans son ensemble d'une capacité intrinsèque à gérer le changement social via les outils du

numérique relève du déterminisme technologique entretenu par ces « communautés des égaux » dont, aussi bien Patrice Flichy et Fabrice Granjon ont poursuivi le mythe (Flichy, 2010 ; Granjon, 2001). La prétention oublie de prendre en compte les évolutions théoriques récentes. Ainsi, la convocation diffusionniste du concept de fracture numérique se construisait en référence à l'accès inégal aux technologies de l'information et de la communication, que certaines solidarités diasporiques tentent encore aujourd'hui de résorber (Tall, 2002) pour les dernières « zones blanches » du monde (Mejía Estévez, 2005). Mais désormais, parler de fracture numérique consacre de plus en plus les analyses des usages en termes de compétences (Van Deursen, Van Dijk, 2010). Parfois rebaptisée fracture civique [Jouët, Rébillard, 2014], la fracture numérique ne reflète plus ainsi seulement les inégalités sociales entre continents, entre pays, voire entre régions et milieux, urbain ou rural, comme au Cameroun (Kemayou, 2014). Elle désigne de plus en plus un processus de reproduction de ces inégalités, y compris au sein d'un même cercle d'appartenance sociale et culturelle, comme il a été analysé au Mozambique (Archambault, Machikou Ngaméni, 2010). Car les conflits internes ne s'évanouissent pas avec l'investissement participatif de populations minoritaires dans les outils techniques, par exemple de la vidéo (Barber, 2014) ou dans le cyberspace (Mitra, 1997, p. 72). Pas plus que ces dispositifs ne participent à la fondation d'une communauté diasporique homogène (Acka, Neuman, 2003).

Ces premières incursions dans le répertoire académique des SIC justifient la posture théorique et méthodologique que nous entendons maintenant observer pour notre présentation à valeur d'état de la recherche. Il s'agit d'abord bien sûr d'observer les recommandations critiques de la discipline, à l'encontre de tout déterminisme (Cabedoche, 2016). Ainsi, en renonçant à une théorie globale explicative de tout, notre démarche propose au contraire de revenir aux analyses de terrain plongeant in situ et pro tempore, pour tester la pertinence des affirmations d'acteurs et des modèles des essayistes.

Une posture épistémologique rétablissant la complexité pour l'analyse des positionnements des populations transnationales

Proposant il y a trois ans un retour critique sur le travail de défrichage entrepris par la toute jeune discipline des sciences de l'information et de la communication en France à la fin des années 1970 (Cabedoche, 2016), nous insistions sur l'importance épistémologique et méthodologique de la sémiopragmatique, défendue par Roger Odin (Odin, 2000 et 2001). L'exigence invite ainsi à se déplacer, en permanence, d'une posture d'immanence à une exigence réflexive parallèle de retour aux terrains et de recours systématique à des méthodes d'analyse des textes et autres techniques d'enquête. La première tension, de nature déductive, permet de ne pas réduire la démarche du chercheur à la surface d'une simple science des faits, ainsi que le recommandait déjà Edmund Husserl (Husserl, 1936, pp. 11-12 de la rééd. 1972), La seconde, inductive, l'invite à

intégrer les enseignements pluriels du terrain. La recommandation justifie l'analyse quantitative, pour atteindre une dimension macro sociale. Elle appelle parallèlement l'analyse qualitative, pour tenter de dégager la signification des actes de communication au niveau individuel et local. Le cadrage sociopragmatique invite enfin à l'inscription dans le temps long, pour ne pas rester prisonnier des agendas setting et autres agendas building des acteurs. Il évite ainsi de s'embarquer trop rapidement dans les lectures a priori rentables en termes d'audience, qui, comme nous l'avons déjà fait remarquer, privilégieraient trop vite la rupture à la continuité dans l'explication des phénomènes sociétaux (Miège, 2016).

Ainsi, considérer l'engagement sociétal et communicationnel des populations itinérantes, diasporiques, interstitielles..., conduit d'abord à quitter la lecture générique des phénomènes transnationaux, pour envisager l'hétérogénéité et la variabilité des comportements et positionnements, à partir du moment où l'analyse de la transnationalité s'effectue à partir de la multiplication des postes d'observation et dans ce long terme (Waldinger, 2006). La précaution n'est pas inutile à rappeler, particulièrement à l'heure où le répertoire du « flou » tend à surplomber l'analyse du « flot » : ainsi, la modélisation forcée de Geert Hofstede, divisant strictement les identités par nationalités, continue de marquer les observations expéditives et stéréotypées des médias dominants et de trop nombreux consultants, malgré sa critique continue en sciences humaines et sociales, sciences de gestion (Livian, 2011) et sciences de l'information et de la communication incluses (Cabedoche, 2013b, 2016a). Les lectures des phénomènes diasporiques ainsi inspirées par l'auteur néerlandais découlent d'une perception traditionnellement figée des expériences migratoires, initialement marquée par l'idée de maintien et de continuité d'une culture et d'une identité, en dépit de la dispersion (Glick Schiller, 2005). Pendant ce temps, même dans les milieux académiques francophones a priori moins traversés par les études postcoloniales, les travaux ont appris à se placer sous le signe de l'hybridation des cultures (Chivallon, 2006).

Pour élargir encore la perspective dans l'analyse des phénomènes transnationaux, les SIC se positionnent comme interdisciplinaires.

Depuis la sociologie et la géographie notamment, il s'agit ainsi de prendre en compte cette forme particulière de translocalisation qui voit les auteurs analyser les phénomènes migratoires comme une forme d'agencement de réseaux, organisés autour de plusieurs localités.

Avec les analyses d'historiens comme Gérard Noiriel pour la compréhension des comportements politiques diasporiques, l'analyse de la réappropriation de la res publica s'exerce nécessairement plurielle. Elle participe ainsi d'une redéfinition de la citoyenneté partagée : à la fois émancipée par rapport au contrôle de l'État et témoignant d'une autonomie sociale et civique des différents groupes agrégés, à géométrie variable selon les temporalités et les géographies (Noiriel, 2018). Les

SIC ne peuvent que se montrer sensibles à l'avertissement, quand les analyses contemporaines de l'espace public auxquelles la discipline procède présentent celui-ci comme fondamentalement fragmenté (Dahlgren, 2000 ; Suraud, 2007 ; Miège, 2010).

De la sociologie, les auteurs peuvent encore en tirer des conclusions immédiates, comme celle du sociologue Didier Lapeyronnie, traitant de la seule immigration : L'immigration n'est pas un bloc et son installation peut prendre bien des visages en fonction des contextes locaux, économiques, historiques ou culturels et de la prévalence – ou non - du lien tribal avec le village d'origine (Lapeyronnie, 1993). La nuance n'est pas toujours intégrée par les acteurs ainsi désignés, dont la réification du ressort atavique constitue parfois un mécanisme de survie. Telle peut être la conviction du diasporé, arcbouté sur son identité communautaire initiale, lorsque l'ascenseur social de l'intégration ne fonctionne pas, ou plus (Peralva, 2001) ; lorsque les hometown organisations retissent étroitement le lien autour de projets de développement au profit du pays quitté ; lorsque la transnationalité reconstruit l'identité autour de la loyauté vis-à-vis du pôle originel. Le constat peut s'avérer plus encore établi, quand l'immigration s'est opérée de façon clandestine.

Depuis les sciences politiques encore (Fadhloun Barboua, 2018), des répertoires ont été constitués autour des nombreux facteurs explicatifs, agissant conjointement dans la prise de conscience, puis dans l'engagement, politique, social et communicationnel des diasporas et populations transnationales. Les travaux scientifiques envisagent en effet une multitude de variables factorielles. Elles en assument la complexité consécutive de l'analyse, si l'on prend également en compte l'enchevêtrement de ces logiques factorielles. Chacune est ainsi susceptible d'avoir une influence sur l'investissement politique et social des communautés interstitielles et de l'être transnational dans son territoire d'accueil et de résidence. Chacune se combine avec les autres jusqu'à atteindre et accélérer cet effet.

Le présent travail entend donc réactiver tous ces avertissements dans le champ des SIC. Nous nous sommes ainsi appuyé sur un certain nombre d'états de la recherche de ces analyses transnationales auxquels nous avons eu accès, voire auxquels nous avons nous-même procédé. Le constat est sans appel : tous les travaux se révèlent pareillement attentifs à déconstruire le mythe de diasporas symboles d'un espace public numérique, quand d'autres voient aussi l'Internet mobilisé par les populations transnationales comme espace de célébration du culte de l'entre-soi (Schnapper, Bordes-Benayoun, Raphaël, 2009), voire comme terrain d'exacerbation des intolérances, par exemple entre juifs et noirs (Lapierre, 2011). Le paradoxe n'est qu'apparent, symbole peut-être d'un phénomène d'inversion des stigmates, dans un contexte paradoxalement (re)devenu fermé à la différence. Effrayés par certains effets de la mondialisation, les espaces politiques se révèlent soudain, pour partie, tentés aujourd'hui par un repli nationaliste essentialiste et

xénophobe. La situation n'est pas sans rappeler le contexte des années 1970 à l'encontre des travailleurs immigrés (Bonnafous, 1980), alors que le questionnement -désormais dépassé- se posait en termes d'intégration (Basch, Glick Schiller et Szanton Blanc, 1994).

Un répertoire complexe de facteurs explicatifs de l'implication sociale et politique des populations diasporiques

C'est donc à partir des années 1990 que les travaux entreprennent de mieux appréhender comment les populations transnationales agissent, prennent leurs décisions, développent des subjectivités et des identités au sein de réseaux de relations qui les rattachent simultanément à deux ou plusieurs États-nations (Basch, Glick Schiller, Szanton Blanc, 1994, p. 7-8).

De ce point de vue, qu'ils se présentent au niveau de la personne ou du groupe d'identification, les facteurs endogènes sont à considérer. Ils croisent l'individu dans la relation qu'il entretient, notamment, avec ses groupes primaires et secondaires de référence. La perspective ouvre ainsi l'analyse aux micro-théories, lesquelles privilégient la décision rationnelle individuelle et au meso-niveau, lequel vise à mettre en relation les macro et micro-conditions (Malmberg, 1997), au-delà des dimensions purement structurelles des analyses des migrations internationales (Faist, 1997). Dans cet esprit, les auteurs travaillent la « circulation migratoire », concept désignant la mobilité physique des hommes à partir de leurs itinéraires propres et pratiques effectives et affectives des espaces, que ceux-ci désignent les espaces originels, les espaces parcourus et les espaces nouvellement investis (Simon, 1979 ; De Tapia, 1998). Le concept permet en outre de privilégier le couple migration/territoire, désormais plus porteur de sens que le couple migration/insertion (Tarrius, 1996).

Des facteurs liés à la « re-narration perpétuelle » de l'image de soi, individuelle et collective, des identités transnationales

La quotidienneté familiale constitue l'espace privilégié de certaines formes de relations primordiales et d'un certain vécu, sans doute ambigu mais pour autant, fondamental, comme le rappelle Jesús Martín-Barbero (2002, p. 181). Les travaux l'ont ainsi vérifié de longue date, jusqu'à identifier le réseau familial comme essentiel parfois dans la constitution et le fonctionnement d'une communauté transnationale. L'observation en a ainsi été faite pour la communauté chinoise d'Île de France (Guillon, Ma Mung, Taboada-Leonetti, 1994).

Ainsi, l'historique de la migration familiale réelle et la transmission entre proches de l'« espace perdu national » (Karim, 2006 ; Anderson, 1996 ; Mitra, 1997) inspirent la construction des imaginaires sociaux que véhicule le cercle familial et qu'entretient l'usage des TIC. Le roman familial, que les échanges intergénérationnels génèrent et entretiennent, participe de la construction de nœuds socio-psychologiques. Ceux-ci peuvent surdéterminer les relations affectives (De Gaulejac, 1999, p. 173), à l'instar du sentiment de honte par exemple (Chaumont, 2001), quand l'aîné de la famille diasporique a été étroitement mêlé à la sordidité du contexte historique, à l'origine parfois de l'exil familial. Alors, la tension peut s'avérer extrême chez l'individu, membre d'une diaspora rejetée par l'Histoire ou surplombée par la référence environnante implacable aux droits de l'homme. Ses ressources culturelles personnelles ne lui permettent pas toujours d'équilibrer, d'une part respect des valeurs et des us familiaux, d'autre part rejet de certaines mœurs et pratiques, « admises » dans la culture d'origine alors qu'elles constituent autant d'atteintes à l'intégrité physique et psychique de la personne, condamnables dans la culture d'accueil (Brodeur, 2001).

La transmission familiale peut aussi générer une « névrose de classe », telle que l'historicité du groupe ou de l'individu s'autorise à l'intégrer, notamment lors des conflits d'identité qui accompagnent le changement de position sociale lié au déplacement, par exemple en cas de déclassement social (De Gaulejac, 1987, pp. 76 et 141 de la rééd. de 2016). Eu égard à la promotion des valeurs individuelles autour du métier et à la hiérarchisation des catégories d'appartenance socio-professionnelle en termes de représentation sociale exacerbée sur certains territoire d'accueil comme en France par exemple, la perception du changement social subi par la famille, voire de son propre déclassement dans le territoire d'implantation, vont agir sur l'inscription sociale des collectifs diasporiques. Lorsqu'elles se révèlent non assumées par le groupe familial et non dépassées par l'individu, que ce soit par l'écriture ou par la psychanalyse par exemple, ces contradictions peuvent générer de multiples effets, négatifs pour l'élargissement du lien. Il peut s'agir de sentiments, de nature à hypothéquer l'ouverture sociale : sentiment de culpabilité, sentiment d'infériorité... Il peut encore s'agir de comportements, de nature à perturber l'échange social : activité fantasmatique, dédoublement lié au sentiment de division à l'intérieur de soi, isolement et repli sur soi (De Gaulejac, 1987, p. 165 de la rééd. de 2016), course éperdue dans l'appropriation des signes d'appartenance du groupe environnant perçu comme supérieur... (ibid., pp. 195-196) ou, au contraire, crispation compensatoire autour des marqueurs identitaires évocateurs symboliques de la « Mère patrie » (langue, vêtement, nourriture...), comme avaient procédé autrefois les élites italiennes de Tunis (Plakotos, 2016).

La cause de l'exil (Armstrong, 1976), mais aussi l'ancienneté de l'immigration et le numéro d'ordre de la génération concernée après la première implantation générationnelle, témoignent de représentations, sans doute partagées entre

membres du cercle familial, mais qui n'excluent pas l'antagonisme, selon les âges des diasporés. Cela est perceptible à partir des manifestations de reterritorialisation d'une identité collective chez les plus jeunes, par exemple autour de la cité HLM de résidence, plutôt qu'autour de la communauté « naturelle » d'appartenance, donc sans considération « ethnicisante » d'aucune sorte (Schiff, 2001). Ces tensions intergénérationnelles ont aussi une incidence sur les pratiques d'échanges numérisés, plus ou moins relâchées avec le pays de l'origine familiale (Rydin, Sjöberg, 2008). Avant l'analyse des usages diasporiques d'Internet, l'analyse avait déjà abouti à pareille conclusion, s'agissant des usages diasporiques de la télévision (Mattelart T., 2009). Par ailleurs, le relâchement vis-à-vis des traditions culturelles originelles au sein de la famille diasporique peut accélérer l'appropriation de nouveaux rôles assignés à chacun à partir du cercle familial, en fonction du genre, de l'âge, du niveau social et économique. À l'inverse, le renforcement crispé vis-à-vis de ces mêmes traditions culturelles originelles peut rigidifier plus encore celles-ci, ou précipiter la distanciation, voire le rejet. L'affaiblissement du lien familial peut aussi constituer un facteur de développement de nouvelles formes de liens, recherchés au-delà du cercle familial et communautaire au sein de la société d'accueil (Massey, 1988). Il peut ainsi aboutir à la constitution de « réseaux volontaires stratégiques » chez les migrants de 2^e et 3^e génération (Guillon, Ma Mung, Taboada Leonetti, 1994).

Le statut administratif influe aussi sur les perceptions et vécus, selon que l'on parle de « migrant de France » ou de « migrant en France » par exemple (Fadhloun Barboura, 2018). Le premier, natif, voit le lien avec la communauté de départ s'affaiblir, surtout si la filiation est monoparentale chez le métis et relâchée avec le mariage mixte. Le second, « migrant en France », développe un habitus, tendu entre, d'une part, la promesse - jamais réellement satisfaite - de l'éternel retour, compensatrice des frustrations présentes et d'autre part, le mythe de la réussite attachée à la nouvelle résidence, en soi signe ostentatoire de reconnaissance sociale ici, auprès de ceux qui sont restés là-bas. Dans les deux cas, la relation aux deux espaces dépend encore de la nature mono, bi ou trans de la nationalité, comme des conditions de son acquisition.

La construction identitaire du transnational peut encore être liée à la place qu'il aura lui-même prise au sein des différents segments collectifs structurés autour de la condition de migrant ou de réfugié et proposés dans le périmètre du nouveau territoire investi. À l'époque contemporaine, ces collectifs se révèlent plus souvent associatifs qu'étatiques (Durand, 1994, p. 169), alors qu'historiquement, il a pu être constitué des « citoyennetés impériales » à partir de l'action de l'État (Burbank, Cooper, 2010), comme l'État vénitien pour maintenir son empire (Plakotos, 2016), ou le pouvoir colonial français à Tunis (Guidice, 2006). Aujourd'hui, avec la montée des radicalismes, crispations communautaristes et agressions terroristes anxiogènes, l'action publique à l'échelle nationale semble à nouveau tentée par des inspirations fantasmant « l'ennemi de l'intérieur ». Ce réflexe institutionnel stigmatisant peut se présenter de nature à favoriser la reconstitution, parfois forcée, des généalogies victimaires au sein des altérités ainsi repoussées

(Altounian, 2014) : « l'exilé descendant des esclaves » constituant l'un de ces personnages symboliques, revendiqué contre toute vérité historique.

Quoi qu'il en soit, des instances locales d'accueil envers les diasporas peuvent prôner la solidarité. Paradoxalement, elles ne peuvent cependant pas faire totalement l'impasse des logiques de compétition, de domination et de dépendance qui traversent tout groupe humain, comme le rappellent les chercheurs (Pieke, 1992 ; Colonomos, 1995 ; Hovanessian, 1998, p. 26 ; Mattelart T., 2009). Les hiérarchisations sociales, voire ethniques, religieuses, politiques... et les stigmatisations internes en découlant peuvent ainsi réactiver davantage encore les tensions et contradictions chez l'individu. Une illustration de ces dérives peut s'observer dans la pratique dangereuse pour la santé, physique et parfois psychique, du blanchiment de la peau, entendue en tant que valeur de distinction sociale au sein de certaines populations européennes provenant d'Afrique ou d'Inde (Lanoë, 2007 ; Varma, 2011).

Par ailleurs, la réactivation du lien peut être liée à la régularité de la fréquentation du réseau diasporique et à la nature centropériphérique, enclavée ou antagonique du rassemblement ainsi constitué (Dufoix, 2003, p. 67), susceptible d'offrir un projet de reconstruction identitaire (Hovanessian, 1998, p. 22). Elle peut encore être entretenue avec l'inscription dans des réseaux d'économie ethnique (Ma Mung, Guillon, 1986 ; Ma Mung, 1998), ou dans les cercles d'influence générés en tant qu'éléments constitutifs du soft power exercé depuis le pays d'origine (Zhao, 2018)... Autant de variables qui, à leur tour, contribuent à densifier l'espace migratoire (Ma Mung, 2003 et 2009).

Enfin, le transnational se définit au-delà même de la « conscience de minoritaire » (Hovanessian, 1998, p. 19), poussant à élargir davantage encore le registre psychosocial pour tenter de comprendre ce qui peut, ou non, pousser à l'engagement politique, social et communicationnel au sein de la société d'insertion ou, au contraire, au repli exacerbé autour de la « compulsion de proximité » (Diminescu, 2002).

Il convient ainsi de considérer l'ensemble de ces éléments, liés à la personne en propre et au regard qu'elle-même pose sur sa propre trajectoire de vie, affective et pas seulement sociale ou professionnelle... comme sur son état présent et intime de bien-être. Car la mémoire sociale entretenue par le groupe diasporique n'a de résonance réelle et profonde qu'avec la mobilisation de cette mémoire par la personne elle-même, dans son quotidien propre et dans son rapport personnel aux lieux et aux autres acteurs, familiaux et sociaux, c'est-à-dire de toute une combinaison complexe d'événements constitutifs de son expérience et du souvenir qu'elle en conserve (Raulin, 2000 ; Canepari, Zucca, 2011). Sur ce plan, la « part des individus » est désormais beaucoup plus prise en compte dans le champ des études diasporiques (Adjemian, 2012), alors qu'elle avait été habituellement négligée, perturbante dans les efforts de modélisation des auteurs (Kunth, 2016).

La (re)construction permanente de l'image de soi, ce que Sennet appelle la « re-narration perpétuelle » (Sennet, 2001, p. 310), intègre encore la perception en termes de reconnaissance de son altérité par le milieu ambiant, à commencer par les communautés diasporiques elles-mêmes. Celles-ci se présentent, en principe, susceptibles de constituer une ressource contre le risque des dislocations de l'être que la théorie de la reconnaissance (Honneth, 1996) a pu distinguer. Selon ces théoriciens, la dislocation peut menacer l'être humain à partir du sentiment de perte de reconnaissance à trois niveaux. Le premier niveau, affectif, est provoqué par l'isolement dans la nouvelle société d'installation. Le second niveau, social, surgit lorsque la disqualification d'un acteur par son nouvel environnement humain lui fait perdre le sens à donner à ses actions et gestes au quotidien. Le troisième niveau, juridique, peut conduire au sentiment tétanisant de honte sociale, face à la discrimination et aux mesures dilatoires d'une institution ou d'une communauté pour retarder ou dissuader l'expression des droits de ses membres (Cabedoche, 2014).

Enfin, l'image de soi correspond au potentiel propre de sociabilité du diasporé et à sa propension personnelle au mimétisme comportemental communautaire. Les paramètres à prendre alors en compte renvoient parallèlement au niveau d'éducation et de transmission de savoir et savoir-être (le fameux capital culturel chez Pierre Bourdieu, distinctif du capital social et du capital économique). Or, ce capital culturel se reconnaît plus ou moins maîtrisé, (Faist, 1997), plus ou moins encouragé par la proximité culturelle et linguistique du diasporé. L'aisance sociale ainsi remarquée peut paradoxalement découler d'une séquence historique, même douloureuse comme la colonisation, partagée avec le nouveau territoire investi, et cela malgré la persistance inconsciente des stigmates hérités (Memmi, 1985) ! Bref, la perception de soi chez les populations diasporiques se construit ainsi en termes d'auto-évaluation. Rationnelle ou dénaturée, celle-ci découle des livelihoods, capacités, adaptabilités, agilités sociales, empowerment, propres à chacun. Les livelihoods désignent la capacité à assurer sa propre sécurité matérielle et physique (Chambers, Conway, 1992) ; ou encore en termes d'équité, s'agissant de la capacité à élargir ses opportunités de garantie économique (Morrison, 2008). Les capacités définissent la capacité à savoir, être et faire, pour assurer son bien-être (Sen, 2000). Les adaptabilités renvoient aux dispositions de l'être à gérer toutes les composantes de la flexibilité et de la mobilité, imposées par la transformation des sociétés liquides accélérée par la mondialisation et correspondent au « nouvel esprit du capitalisme », précédemment évoqué. Les agilités sociales sont observées à partir de la disposition psychologique en terme de résilience. Elles renvoient à la capacité discursive de l'être, en termes de réactivité, à puiser dans l'économie des grandeurs les justifications de ses investissements et à en anticiper les retours en termes de bénéfice économique, de pouvoir sociétal, de notoriété, de confort affectif et de renforcement des valeurs. Quitte pour cela à reconstituer des cohérences forcées, a posteriori. L'empowerment témoigne enfin de la capacité d'action et renvoie au processus permettant de mettre effectivement cette action en œuvre, de manière autonome.

Ces éléments d'ordre personnel, voire intime, attestent de la constitution de systèmes migratoires en perpétuelle (re)définition, eu égard à la circulation que leurs composantes individuelles développent en leur sein : un certain nombre d'individus s'y déplacent ainsi, à la recherche permanente d'un statut plus favorable, d'un emploi plus stable, d'une opportunité plus assurée de regroupement familial (Tarrus, 1996) ou d'une reconnaissance psychologique plus grande. Cette prise en compte permet de soupçonner, à défaut de toujours bien le saisir, un phénomène complexe de combinaisons croisées.

Le premier élément à considérer ainsi est celui de la double présence : d'une part, dans l'espace de vie localisé dans le pays d'accueil et d'autre part, dans l'espace de vie lié à l'identité originelle, entretenu, vécu ou fantasmé dans le lot des « transferts sociaux » (Levitt, 1998, 2001). La mémoire individuelle et collective y procède, depuis le pays, la région, la ville d'origine (Portès, Guarnizo, Landolt, 1999). Le second élément à prendre en compte est celui de la double absence, qui marque les échecs – ou sentiment d'échecs - respectifs des deux territoires : des politiques d'intégration depuis le pays d'accueil ; des transferts sociaux depuis le pays d'origine (Sayad, 1999).

À tout cela, s'ajoute évidemment la reconstruction des liens via le numérique, où les opportunités de reconstruction identitaire se multiplient et offrent le déploiement de nouvelles « virginités » identitaires avec l'inscription publique de son profil, plus ou moins travesti, dans l'entre-soi. En sens inverse, l'affaiblissement effectif du lien avec ceux qui sont restés au pays peut naître d'un usage difficile du numérique, par exemple lié au coût de l'usage au sens économique du terme, comme autrefois avant le développement de la téléphonie mobile et des cartes prépayées (Vertovec, 2005). Cet affaiblissement peut aussi être lié au coût psychologique de l'usage numérique qui impose un lien parfois moins ou non désiré dans le cas de dominations et de surveillances domestiques à distance, par exemple (Mahler, 2001, p. 609-610 ; Horst, 2006). On parlera alors de diasporas « dormantes », lorsque le réseau diasporique ne joue plus aucun rôle significatif, pas même par la voie numérique, dans la structuration identitaire personnelle et ne suffit plus à réactiver un lien communautaire affaibli et faiblissant (Sheffer, 1993).

Vécues jusque dans l'intime, ces perceptions témoignent de ce que la déconstruction/reconstruction des territoires et des identités relève avant tout d'une question de désirs et de besoins, comme le soulignaient Gilles Deleuze et Félix Guattari. Cette prise en compte oblige à redonner toute sa place aux spécificités qui caractérisent chacun de ces espaces, vécus, symboliques, fantasmés et à dépasser la rationalité des reconstructions a posteriori des analyses. La précaution n'est pas oiseuse quand, sur le terrain, la rencontre affinitaire peut aussi se présenter spontanée et la (re)construction quasi-instinctive et non réfléchie, sans qu'il faille systématiquement présumer de l'intentionnalité à « faire diaspora » (Kunth, 2016) : Les désirs sont par essence révolutionnaires, et

cherchent la déterritorialisation. Si elles constituent la naissance du territoire, elles constituent aussi leur plus grande menace (Deleuze, Guattari, 1980, p. 388).

Au passage, cette prise en compte témoigne des limites d'une approche fonctionnaliste et d'une théorie de mobilisation des ressources classique, selon laquelle les acteurs sociaux se définissent rationnellement en fonction de leur relation avec le système ambiant, politique, économique et culturel (Mc Adam, Scott, 2005). La posture a déjà été largement discutée (Malmberg, 1997). Elle invite à dépasser le dualisme relations avec les compatriotes / relations avec le pays d'accueil, pourtant constituant pendant longtemps la caractéristique principale des études sur l'immigration, comme l'ont relevé les auteurs dès la fin du XX^e siècle (Guillon, Ma Mung, Taboada-Léonetti, 1994, p. 77).

Il convient maintenant d'ajouter les influences mêlées et composites des acteurs et actants, exogènes, avec lesquels le transnational compose conjointement, pour accepter, négocier ou rejeter, comme nous l'ont présenté Stuart Hall et les cultural studies.

L'interférence des bijections

Les sciences politiques nous l'ont apporté : pour bien comprendre le phénomène de l'engagement, qu'il soit politique, social, ou communicationnel, il faut donc encore faire état des bijections, venant en interférence des tensions proprement endogènes (Fadhloun Barboura, 2018, p. 266). Les théoriciens du choix rationnel individuel ont ainsi glissé d'une vision microsociale vers la prise en compte des facteurs macro-sociaux, tandis que les systémiciens procédaient à l'inverse (Faist, 1997).

La prise en compte des bijections introduit ainsi des variables complémentaires aux précédentes : le type de migration, la date de migration, les circonstances de la migration... pour considérer les phénomènes migratoires, d'abord constitutifs d'un ensemble chaotique et d'un essaimage sans structure, mais comme étant aussi, parallèlement, le résultat du jeu croisé des structurations collectives rencontrées sur le territoire d'accueil et du traitement que leur réserve l'institution socio-politique sur place (Bruneau, 2004). La taille de l'agglomération de résidence actuelle, ou la nature urbaine ou rurale du territoire d'accueil (Sassen, 2001 ; Kunth, 2016) peuvent ainsi jouer dans l'implication du transnational, de même que l'environnement associatif, économique et politique local et transnational, rencontré sur place. Dans le questionnement de ces appartenances sociales en lien avec les espaces territoriaux de leurs déploiements, les géographes ont pris l'habitude de parler en termes de « systèmes de lieux », pour dépasser le marqueur typographique en soi et mieux appréhender les territoires de l'action où se combinent les interactions sociales, lesquelles traversent en même temps qu'elles débordent les tissus locaux (Bottin, Calabi, 1999). Par exemple, les dynamiques commerciales et professionnelles peuvent ne pas s'exercer

strictement sur le territoire des dynamiques résidentielles, configurant ainsi des mosaïques spatiales et sociales inattendues et de nouvelles centralités, de par leur autonomie respective. Tel est le cas par exemple à Château-Rouge à Paris (Chabrol, 2011). De nouveaux périmètres urbains peuvent encore se présenter avec tout le paradoxe de leurs configurations superposées, comme Dharavi au cœur de Mumbai en Inde, à la fois bidonville et site urbain structuré, qui intègre rapidement ses nouveaux migrants dans diverses activités créatives relevant principalement du travail du cuir, de nature à intéresser les marchés internationaux (Saglio-Yatzimirsky, 2017).

La géographie électorale nous a encore enseigné que l'engagement social et politique tient compte de l'évaluation du coût de l'acte d'affichage public, susceptible de se développer parfois jusqu'à l'engagement politique, ici et là-bas (Lacoste, 1989). Le calcul intègre des variables aussi bien juridiques, bornant le droit à la liberté d'expression, que sociales. Par exemple, l'implication politique des membres des diasporas peut être elle-même liée à une offre d'implication civique plus ou moins déjà présente dans le tissu social d'accueil, plus ou moins métissée, plus ou moins fermée.

Les affiliations en réseau des individus peuvent ainsi se déployer multiples, plus ou moins interconnectées entre elles, au hasard des combinaisons parfois complexes de l'appartenance. (De Tapia, 1996 ; Rigoni, 1997). Et sur la toile, cette appartenance s'est déclinée tous azimuts, comme le traduisent déjà à eux seuls les recensements de plateformes, sites et réseaux diasporiques. Ils peuvent ainsi se présenter à base ethnique (Raulin, 2000), dont la circonscription géographique en quartiers et commerces urbains a pourtant été fortement décriée par la recherche scientifique (Dufoix, Vaucher, 2007). À base raciale, à partir d'une couleur de peau (Guillaumin, 1972 ; Fauvelle-Aymar, 2006), que le droit et les politiques culturelles de quotas ou d'affirmative actions ont intégrée, malgré « l'ethnologie de pacotille » à laquelle renvoient ces considérations distinctives (Cabedoche, 2009). À base régionale, comme avec les sites des diasporas corses et bretonnes (Le Bayon, 2010) ; nationale, comme avec la diaspora roumaine (Nedelcu, 2009) ; ou encore intercontinentale, consacrant la « remontée des Sud » (Tarrius, 2007). À base professionnelle, comme avec la diaspora scientifique [sic], ainsi baptisée par certains auteurs (Halary, 1994 ; Portnoff, 1996). À base sociologique, comme avec la constitution de nouvelles « diasporas urbaines » liées à l'exode rural, encore que la distinction reste discutable avec le phénomène de « ruralisation des villes » correspondant à des stratégies de survie de populations urbaines économiquement menacées (Dubresson, Raison, 1998), et dont témoigne par exemple Madagascar (Cabedoche, 2019). À base sportive, comme avec la « diaspora des rugbyman camerounais » [sic], repérée sur la toile par Chantal Bordès-Benayoun (Bordès-Benayoun, 2011). À base politique, par exemple en tant qu'instrument de la politique étrangère d'Azerbaïdjan (Riaux, 2013). À base économique, les communautés chinoises expatriées en présentant souvent le modèle (Ya-Han, 2018). À base religieuse, le terme diaspora ayant été

largement associé à l'histoire des Juifs (Schnapper, Bordès-Benayoun, Raphaël, 2009 ; Lapierre, 2011). Plus récemment, il a même été fait référence à une Queer diaspora, témoignant d'une revendication à la différence des pratiques sexuelles dans une société perçue comme excessivement normative sur ce terrain (Patton, Sánchez-Eppler, 2000). Ailleurs, l'appel au regroupement diasporique a encore été adressé à des personnes aux cheveux roux, dont la stigmatisation avait déjà été combinée avec celle du juif (Wolf, 2012) ! Sur ce dernier plan d'ailleurs, le croisement des variables reste fréquent, superposant par exemple cercle professionnel et cercle familial (Adjemian, 2012) et privilégiant les segments de références à considérer, en fonction des enjeux (Kunth, 2016).

Ces modélisations à géométrie variable obligent à considérer qu'aucune ne recouvre tout le spectre de l'agir et des communautés d'intérêts qui s'agrègent en regroupement diasporique (Smyrnelis Marie-Carmen, 2000). Toutes ces affiliations se sont développées en fonction également de la disponibilité de l'offre, réelle et virtuelle, en tous les cas spécifique à chacune des structures d'accueil (Fadhloun Barboura, 2018). Ce qui revient à dire que, sur la toile comme ailleurs, il n'existe aucun modèle pour la création et l'animation d'un mouvement diasporique (Bordès-Benayoun, 2011).

Les bijections recouvrent encore la représentation médiatique de la communauté, disposant à son tour les perceptions identitaires (Tsaliki, 2003), et cela en lien avec les événements internationaux. Ceci est particulièrement vérifiable lorsque ceux-ci caractérisent une situation de crise politique et que le migrant s'y retrouve directement impliqué, s'agissant par exemple des populations juives et palestiniennes (Larzillière, 2001, Blanchard, 2003 ; Ma Mung, Doray, Hily, Loyer, 2008, p. 30). La corrélation entre les besoins et leur satisfaction in situ peut encore jouer dans la perception du diasporé des dispositifs de socialisation politique offerts par l'école, et de structuration sociale et de participation civique offerts par le territoire d'installation (Dubet, 2001).

La personne transnationale peut encore espérer, ou enregistrer, la prise en charge collective de ses difficultés, telle que proposée tout autant par le collectif « ethnique » d'appartenance, par exemple pour l'obtention d'un emploi (Boubakri, 1985), que par les mobilisations environnantes au nom des solidarités partagées. Son regard est pareillement fonction de l'offre de la représentation politique et associative sur place, incluant le poids respectif de chacune de ses composantes et les jeux de pouvoir propres à chacune et entre elles, comme il a été précédemment observé. Le passage à l'acte engagé suppose alors la confiance dans ladite structure d'accueil et l'expérience directe de cet investissement avant d'être réinvesti dans le clientélisme électoral... (Fadhloun Barboura, 2018, p. 52). Enfin, les politiques migratoires constituent une des bases de formation des systèmes migratoires et des phénomènes d'attractivité et de sélectivité caractéristiques des transnationalismes contemporains, impliquant aussi les États (Simmons, 1989), voire les régions géopolitiques, de part et d'autre des portes

d'entrée et de sortie des flux considérés (Ma Mung, Doray, Hily, Loyer, 2008, pp. 61 et 64). La re-construction permanente des syncrétismes des diasporés dépend enfin de la crédibilité reconnue aux entreprises investies sur place dans des politiques de recrutement et de promotion de la diversité culturelle, qui ne soient pas que des discours « d'embellissement social » (Cabedoche, 2014 ; Toumi, Youssoufi, 2018).

Ainsi pour résumer, au-delà des cheminements proprement liés aux trajectoires personnelles de l'individu, il nous faut insister avec Roger Waldinger sur trois modalités de la relation entre transnationalité et implication sociale et politique, plus complexe encore du fait de la multitude des enjeux croisés et des modalités de l'expression publique, y compris par voie numérique. La première modalité invite à prendre en compte la constante réappropriation des lieux ethniques et trans-États qui relie « ici et là-bas ». La seconde modalité considère l'imprévisibilité des contextes sociaux, politiques, économiques, culturels et leur animation par les médias de la société de résidence, à la fois dans les représentations que les journalistes se font des diasporas et dans les représentations que celles-ci se font d'elles-mêmes à partir de ces mises en visibilité médiatisées. La dernière modalité intègre les changements de l'organisation politique et les mesures juridiques qui régulent et réglementent les mouvements de population entre deux pays et leur installation sur le nouveau territoire, ainsi que la résonance politique, sociologique et psychologique de ces dispositifs au sein du corps social (Waldinger, 2006).

Pour l'ensemble des variables considérées, la prise en compte de ces modalités passe donc par une analyse de nature multiple. Elle doit d'abord se présenter objective, témoignant des conséquences directes, factuelles, sur la vie des personnes impliquées. L'analyse doit également s'assumer subjective, tenant compte de la propre perception de ces conséquences et de la résonance affective de ces conséquences chez les personnes impactées. L'analyse suppose encore un positionnement diachronique, témoignant de l'inconstance de ces variables et de l'évolution de leur poids les unes par rapport aux autres, selon les circonstances, personnelles et contextuelles. L'analyse doit enfin se proposer stratégique, tenant compte face à ces circonstances des multiples tactiques réactives et opportunistes des acteurs, selon leurs intérêts propres, leur capacité d'adaptabilité, et la force de leur résilience, c'est-à-dire de leur art de faire (De Certeau, 1990), et ce, au sein d'espaces en mouvement permanent susceptibles de démultiplier à l'infini les ressources de l'être en diaspora (Médam, 1993, p. 64).

Bref, comme le concluent de nombreux travaux, l'hétérogénéité des parcours, des expériences migratoires, des besoins et des identités est souvent mise en exergue et rend impossible une définition monolithique des identités transnationales (Fadhloun Barboura, 2018, p. 411). Comment effectivement penser rassembler sous une même désignation élargie (diasporas, agents interstitiels, 6^e continent... ou autre) les situations qui les regroupent de manière aussi indistincte ? Les définitions tentées par les Nations-Unis ajoutent la plupart du temps à la confusion,

comme le font remarquer les chercheurs avertis (Baby-Collin, 2017). Quels points communs en effet espérer reconnaître entre les migrants entrepreneurs, installés depuis plusieurs générations et animateurs de véritables passerelles diplomatiques et économiques (Ya-Han, 2018), d'une part et les réfugiés de l'urgence, errants économiques sous la dépendance parfois de leurs propres compatriotes (Pieke, 1992), clandestins demandeurs d'asile ou infiltrés radicaux (Sidi Moussa, 2018) d'autre part ? Quelles convergences peuvent être raisonnablement établies aujourd'hui, par exemple en France entre la descendance des harkis ou des pieds-noirs (Buono, 2001) et les enfants issus de la migration économique maghrébine de 3^e et 4^e génération (Guéniff Souilamas, 2001) ?

Quelles modalités de vie partagées entre diasporas « cristallisées » et diasporas « fluides » (Médam, 1993) ; entre « mobilités lourdes », qui s'accompagnent de changements radicaux dans la vie du déplacé et « mobilités légères », qui se traduisent par de brefs déplacements du migrant, vacancier, visiteur familial (Ma Mung, Doray, Lily, Loyer, 2008, p. 85) ou qui témoignent du mode de vie banalisé des « éternels voyageurs », par exemple avec les populations tziganes (McDowell, 1993). D'un côté, profitant de l'installation dans le pays d'accueil de leurs aînés et de la consolidation de leur statut administratif (Ma Mung, Doray, Hily, Loyer, 2008), les néo-sédentaires s'engagent sur la voie, plus ou moins accompagnée, de la dé-territorialisation/re-territorialisation (Schiff, 2001). De l'autre, les nomades intermittents (Cohen, 1997, p. 157) vivent dans l'incertitude de l'installation. Ils sont ainsi réfugiés, en attente de solutions politiques dans leur territoire d'origine (Bruneau, 1992 ; Ma Mung, Hily, Loyer, 2008,, p. 31) ; migrants clandestins, plus ou moins en attente de régularisation (Lim, 1989) ; touristes, qui s'emploient chez des proches pendant les mois de régularité de leur séjour avant de repartir (Ma Mung, Simon, 1990) ; étudiants, bénéficiant de bourses de mobilité à l'international et animateurs ensuite des réseaux lobbyistes des anciens élèves. Ils sont aussi doubles résidents fortunés (Ma Mung, Doray, Lily, Loyer, 2008) ; mercenaires opportunistes drainés dans le sillage de secteurs entiers de l'économie capitaliste ; nouvelles élites professionnelles de la mondialisation (Wagner, 2015), acteurs décisifs du dynamisme de ces mêmes secteurs de la communication, du commerce, de la haute finance (Bouvier, 1992 ; Abdulkarim, 1996 ; Mallapragada, 2006), de l'armement, du sport (Simon, 1995), ou encore de la culture. Ils constituent la supposée « classe créative », internationalement draguée par les villes dites « créatives » à partir des aménités naturelles et urbaines qu'elles mettent en scène (Florida, 2005), et érigée comme promoteur la plus efficace de la « nouvelle culture internationale ». Malgré la déconstruction critique de ce dernier concept (Wagner, 2015), comme de l'appellation « classe créative » relevant du marketing territorial (Cabedoche, 2019), malgré la fermeture sociale de ces migrants de très haut niveau (Wagner, 2015), par exemple dans la haute finance (Jean Bouvier, 1992, p. 49), eux aussi relèvent des expressions contemporaines d'une transnationalisation désormais largement promise avec la circulation accélérée des compétences.

Notons que, sur ce dernier point au moins, les auteurs ne partagent plus la bipolarité des oppositions segmentées, entre ici et ailleurs, entre temporaire et installé (De Tapiá, 1998 ; Ma Mung, 2008). Dès l'abord du 3^e millénaire, les chercheurs observent que le retour, autrefois imaginé définitif, a de plus en plus tendance à se transformer en « va-et-vient » alternatif (Simon, 1995). En sens inverse, le séjour, à l'origine consenti comme segmenté, caractéristique de ce que certains ont désigné par le terme de *noria* (Gonin, 1997), peut se révéler finalement installation durable, sinon définitive et, dans certains cas, aboutir à l'adoption exclusive de la nationalité du pays d'accueil (Ma Mung, Hily, Loyer, 2008, p. 34). On comprend ainsi la nécessité de l'ajustement permanent des typologies, par exemple entre flux irréversibles, flux réversibles de longue durée, flux à réversibilité renouvelée, flux à réversibilité sporadique, flux non réversibles itinérants (Domenach, Picouet, 1988). D'autres distinguent encore la nature de ces flux : flux de personnes, flux de marchandises, flux financiers, flux d'information, liés à la circulation migratoire (Ma Mung, Hily, Loyer, 2008, p. 86).

Conclusion

Entre indivuation croissante et recherche de nouvelles solidarités alors que celles-ci ont longtemps été essentiellement arrêtées à l'intérieur même des diasporas (Simon, 1995), les sociétés se définissent de plus en plus aujourd'hui comme constituant des espaces de réflexivité, au sens de capacités à s'appuyer sur des ressources personnelles identitaires stratégiques (Peralva, 2001), plutôt que des lieux d'intégration, au sein desquels, les uns et les autres consentiraient à la totalisation de leur être dans une communauté fermée (Pérez-Agote, 2001).

La multiplicité des mobilités, dont certaines ne participent pas de la « densification » de l'espace migratoire (Ma Mung, 1996), comme la complexité des situations de terrain, justifient les débroussaillages terminologiques critiques, déjà entrepris par les chercheurs (Agier, Madeira, 2017 ; Leroy, 2017). Elles expliquent les réajustements face aux prétentions normatives des acteurs. Qu'il s'agisse de « l'espace-rhizome », revisité à partir de Deleuze à Guattari (Gilroy, 2003), du concept d'« attachements multi-localisés » (Clifford, 1994), ou de la référence aux « territoires multi-situés » (Giraut, 2013), dits encore « territoires circulatoires » (Tarrius, 1996), la multiplicité des convocations terminologiques, sans cesse mouvantes (Akoka, 2017), pulvérise les oppositions binaires et stériles comme nous l'avons vu, par exemple entre local et global, pour penser le sens à des échelles multiples (Jolivet, 2017). La polysémie même du terme diaspora, désignant aussi bien l'expatrié, le migrant, le réfugié politique, le résident étranger, l'immigrant, le représentant d'une minorité « raciale » ou ethnique... (Safran, 1991, p. 83), a très tôt invité les chercheurs à en identifier l'aire de mobilisation, plus restrictive chez les francophones que chez les anglophones (Chivallon, 1997),

jusqu'à même en discuter la légitimité de la convocation scientifique (Médam, 1993 ; Clifford, 1994 ; Bruneau, 1995).

Au contraire, les acteurs ont largement participé à l'inflation terminologique, la convocation du terme leur assurant une résonance publique et une prise en compte plus fortes, aussi bien de leurs droits, par exemple pour les revendications autochtones ; de leur mouvement national et de leurs institutions représentatives, par exemple pour les déplacés palestiniens ; de leurs intérêts communs, par-delà les distances spatiales et temporelles, par exemple pour les communautés noires des Amériques (Bordès-Benayoun, 2012).

Par ailleurs, l'articulation n'est pas toujours clairement établie, y compris dans des thèses récemment soutenues (Rakotoary, 2018), entre implication sur un réseau online et participation aux réseaux offline. La condition est pourtant considérée comme essentielle selon certains auteurs pour que, d'une part, les usages diasporiques des TIC puissent être réellement entendus et pour que, d'autre part, les travaux puissent mieux intégrer les multiplicités de relations qui se co-construisent avec les nouvelles formes en cours de reconfigurations spatiales (Massey, 2005). L'approche doit nécessairement se présenter diachronique, comme il est régulièrement procédé, par exemple pour l'analyse des relations interpersonnelles de part et d'autre des rives de la Méditerranée (Sayad, 1997 ; Leveau, 2001 ; Tabboni, 2001) et pluridisciplinaire, comme s'y emploient systématiquement les communications récentes (Baby-Collin, 2017). Il s'agit alors d'interroger comment, de manière plus ou moins continue, les animateurs diasporiques des dispositifs techniques ouverts par le numérique contribuent réellement au sentiment d'appartenance multiple (Jolivet, 2017), voire au changement social, si telle est bien leur intention. Ce qui, là encore, peut être discuté (Parnham, 2004). Il s'agit enfin de prendre en compte le rôle que peut encore jouer le diasporé non connecté, les termes de réseau numérique et de réseau social étant loin de recouvrir tout ce qu'englobe le concept plus large de réseau dans la constitution du lien social (Ma Mung, Dorai, Hily, Loyer, 2008).

Comme l'évoquait déjà Tristan Mattelart en 2009, la recherche a beaucoup à gagner en ne participant pas au réenchantement du monde auquel prétendent certaines rhétoriques diasporiques, survalorisant en soi le « migrant connecté », voire la condition ontologique de l'état de transnationalité (Mattelart T., 2009). La distanciation s'impose d'autant plus que les chercheurs s'accordent à considérer la période contemporaine comme celle de l'avènement de nouvelles configurations territoriales, avec la transformation des modes et vitesses de la relation spatiale (transports, télécommunications, médias, etc) qui la caractérisent (Cresswell, 2010, Jolivet, 2017).

De ce point de vue, il faudra encore travailler à montrer ce que l'état de « diaspora » peut aussi offrir en termes de spécificité. Car quand il y a déjà plus de vingt ans, Alain Tarrius évoquait les territoires circulaires des migrants en tant

que productions de mémoires collectives et de pratiques d'échanges [...] où valeurs éthiques et économiques créent une culture et différencient des populations sédentaires (Tarrius, Messaoui, 1994), Stuart Hall affirmait déjà, parallèlement, que nous sommes tous composés d'identités sociales multiples et non d'une seule. Nous sommes tous formés à partir de diverses catégories et de divers conflits qui ont pour effet de nous situer socialement selon de multiples positions d'exclusion et de subordination qui n'opèrent pas toutes en nous de la même manière (Hall, 1991). Certains, comme Emmanuel Ma Mung, s'attachent encore à la valeur heuristique du terme de « diaspora », parce que l'expérience particulière qu'il s'apprête à désigner ne cesse de mettre en relation ce qu'il est d'usage de séparer, dans cette tension entre le paradigme du lieu (union, contiguïté) et celui de l'éloignement (séparation, dispersion) (Ma Mung, 2006). Dans cet esprit, les chercheurs tentent de cerner comment, dans un monde de plus en plus éclaté, certains groupes humains œuvrent à maintenir collectivement un « sentiment de soi » (Ma Mung, 1994), à partir de fidélités, paroles, récits, gestes, rituels, échanges de biens matériels et symboliques..., propres au groupe d'appartenance initial (Muchnik, 2014). Ces collectifs entendent ainsi se constituer en ensemble cohérent, malgré la tendance centrifuge à l'éclatement progressif, d'ordre géographique, social, culturel, professionnel, politique et générationnel des membres ainsi regroupés. Pour autant, la question se pose toujours plus vive de la pertinence dans la convocation du terme diaspora, avec le développement accéléré de la mondialisation et l'éclatement des usages transfrontaliers des TIC. Les études postcoloniales ont ainsi eu beau jeu à démontrer les fantasmes qui accompagnent aussi les projections diasporiques (Clifford, 1997 ; Dufoix, 1999 ; Chivallon, 2002...). La conclusion n'est pas encore tranchée, s'agissant de déterminer si la mobilisation de ces imaginaires et représentations témoigne d'une autonomie face aux modèles dominants ou d'un ralliement aux codes sociaux dominants (Roncayolo, 1990 ; Kunth, 2016).

Un constat reste au moins partagé : quelle qu'en soit l'inscription disciplinaire, les propositions scientifiques traduisent toutes la vacuité des injonctions monoculturalistes, quand, relié ou non à une diaspora, l'individu se retrouve au contraire « multiséculaire ». Par l'expression, les auteurs désignent le défi principal de l'homme moderne, contraint à affronter les tensions paradoxales d'un monde accéléré où, d'une part, les valeurs se diversifient et les sous-cultures prolifèrent et où les codes mêmes de communication subissent des mutations constantes et au sein duquel, d'autre part, aucun principe d'ordre universel ne semble plus régir l'édifice social (Khosrokhavar, 2001, p. 25).

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Ressources bibliographiques

Ouvrages

Abdulkarim, A. (1996). La diaspora libanaise en France. Processus migratoire et économie ethnique. Paris, L'Harmattan (Coll. "Comprendre le Moyen-Orient").

Abélès, M. (2008). Anthropologie de la globalisation. Paris, Payot.

Agier, M., Madeira, A-V. (2017). Définir les réfugiés. Paris, P.U.F. (Coll. "La vie des idées").

Anderson, B. (1996). L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme. Paris, La Découverte.

Appadurai, A. (1996). Modernity at large. Cultural dimensions of globalization. Minneapolis, University of Minnesota Press.

Balandier, G. (1955). Sociologie actuelle de l'Afrique noire. Dynamique des changements sociaux en Afrique centrale. Paris, Presses Universitaires.

Balandier, G. (2004). Sens et puissance. Paris, PUF (Coll. "Quadrige"), Partie 1 - « Dynamiques du dedans et du dehors », pp. 11-147.

Barré, R., hernandez, V., meyer, j-b., vinck, D. (2003). Diasporas scientifiques. Comment les pays en développement peuvent-ils tirer parti de leurs chercheurs et de leurs ingénieurs expatriés ? Paris, IRD Éditions.

Basch, L., G., glick schiller, N., szanton blanc, C. (1994). Nations unbound. Transnational projects, postcolonial predicaments, and deterritorialized nation-states. Amsterdam, Gordon and Breach Publishers.

Bauman, Z. (2000). Liquid Modernity. Cambridge, Polity Press; Malden, Blackwell Publishers Inc.

Bhabha, H. (2007). Les lieux de la Culture, Théorie postcoloniale. Paris, Payot.

Boltanski, L., chiapello, E. (1999). Le nouvel esprit du capitalisme. Paris, Gallimard (Coll. "Nrf").

Bonafous, S. (1980). L'immigration prise aux mots. Les immigrés dans la presse au tournant des années 1980. Paris, Kimé.

Bottin, J., calabi, D. (1999). Les étrangers dans la ville. Minorités et espace urbain du bas Moyen-Age à l'époque moderne. Paris, Éditions de la MSH.

Bouvier, J. (1992). Les Rothschild, Bruxelles, Complexe, (Coll. "Historiques", n° 85), [1^{re} éd. 1960, Le Club français du livre].

Bruneau, M. (2004). Diasporas et espaces transnationaux. Paris, Économica

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

(Coll. "Anthropos").

Burbank, J., Cooper, F. (2010). *Empires in World History: Power and the Politics of Difference*. Princeton, Princeton University Press.

Chambers, R., Conway, G., R. (1992). *Sustainable Rural Livelihoods: Practical Concepts for the 21st Century*. IDS Discussion Paper, 296, Institute of Development Studies, Sussex.

Chivallon, C. (2006). *Les diasporas dans le monde contemporain. Un état des lieux*. Paris, Pessac, Karthala-MSHA.

Clifford, J. (1997). *Routes, Travel and Translation in the Late Twentieth Century*, Cambridge (Mass.). Londres, Harvard University Press.

Colonomos, A. (1995). *Sociologie des réseaux transnationaux ? Communautés, entreprises, individus : lien social et système international*. Paris, L'Harmattan.

Cortes, G., Faret, L. (2009). *Les circulations transnationales. Lire les turbulences migratoires contemporaines*. Paris, A. Colin.

De Certeau, M. (1990). *L'invention du quotidien. Les arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990 (rééd.) [The Practice of Everyday Life, trans. Steven Rendall, Berkeley : University of California Press, 1984].

Deleuze, G., Guattari, F. (1980). *Mille Plateaux. Capitalisme et schizophrénie*. Paris, éditions de Minuit, (Coll. "Critique").

De Gaulejac, V. (1987). *La névrose de classe. Trajectoire sociale et conflits d'identité, suivi d'une lettre d'Annie Ernaux*. Paris, Payot et Rivages (rééd. 1991) et Petite biblio Payot (Coll. "Essais").

De Gaulejac, V. (2016). *L'histoire en héritage. Roman familial et trajectoire sociale*. Paris, Desclée de Brouwer, (Coll. "Sociologie clinique").

Deslandes, G. (2008). *Le management des médias*. Paris, La Découverte (Coll. "Repères"), URL : <http://www.cairn.info/le-management-des-medias--9782707153364.htm>.

De Tapia, S. (1998). *La circulation migratoire dans les diasporas ouvrières de la Méditerranée. Turquie, Maroc, Rapport final, recherche financée par le ministère de l'Éducation nationale et de la Culture, Poitiers, Migrinter, 2 vol.*

Diminescu, D. (dir.) (2010). *Dossier Les migrants connectés, TIC, mobilités et migrations, Réseaux, Vol. 1, n° 159*, éditions La Découverte.

Dubresson, A., Raison, J-P. (1998). *L'Afrique subsaharienne, une géographie du changement*. Paris, Armand Colin.

Dufoix, S. (2003). *Les diasporas*. Paris, PUF, (Coll. "Que sais-je ?").

Flichy, P. (2010). *Le sacre de l'amateur. Sociologie des passions ordinaires à l'ère numérique*. Paris, Seuil.

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Florida, R. (2005). *Cities and the Creative Class*. New York, London, Routledge.

Gilroy, P. (2003). *L'Atlantique noir. Modernité et double conscience*. Paris, Kargo.

GRANJON, F. (2001). *L'Internet Militant. Mouvement social et usage des réseaux télématiques*. Rennes, Apogée (Coll. "Médias et Nouvelles technologies").

Guillaumin, C. (1972). *L'idéologie raciste. Genèse et langage actuel*. Paris, Éditions Mouton.

Halary, C. (1994). *Les exilés du savoir. Les migrations scientifiques internationales et leurs mobiles*. Paris, L'Harmattan.

Honnet, A. (1996). *The Struggle for Recognition: The Moral Grammar of Social Conflicts*. Cambridge, Mass., MIT Press.

Husserl, E. (1936). *La crise des sociétés européennes et la phénoménologie transcendentale*, [rééd. 1972, Paris, Gallimard (Coll. "Tel")].

Jouët, J. (1987). *L'écran apprivoisé. Télématique et informatique à domicile*. Paris, CNET (Coll. "Réseaux").

Lapeyronnie, D. (1993). *L'Individu et les Minorités. La France et la Grande-Bretagne face à leurs immigrés*, Paris, PUF.

Lapierre, N. (2011). *Causes communes. Des Juifs et des Noirs*. Paris, Stock.

Levitt, P. (2001). *The transnational villagers*. Berkeley, University of California Press.

Licoppe, C. (dir.) (2009). *L'évolution des cultures numériques : De la mutation du lien social à l'organisation du travail des cultures numériques*. Paris, Éditions FYP.

Ma mung, E., simon, G. (dir.) (1990). *Commerçants maghrébins et asiatiques en France. Agglomération parisienne et villes de l'est*. Paris, Masson (Coll. "Recherche en géographie").

Ma mung, E. (responsable scientifique), DORAY, M. K., HILY, M-A., LOYER, F. (2008). *Bilan des travaux sur la circulation migratoire*. Poitiers, Maison des Sciences de l'Homme et de la Société, Université de Poitiers/CNRS

Martin-barbero, J. (2002). *Des Médias aux médiations. Communication, cultures et hégémonie*. Paris, CNRS Éditions (Coll. "CNRS Communication").

Massey, D. (2005). *For space*. London : Thousand Oaks, New Delhi, Sage. [SEP]

Mattelart, A. (1992). *La communication-monde*. Paris, éditions de la Découverte.

Mcdowell, B. (1993). *Les Tziganes, éternels voyageurs du monde*. Paris, Flammarion

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

(Coll. "Vieux Fonds Pra").

Memmi, A. (1985). *Portrait du colonisé. Précédé de Portrait du colonisateur*. Paris, Gallimard (Coll. "Folio Actuel", n° 97).

Mercklé, P. (2004). *Sociologie des réseaux*. Paris, La Découverte (Coll. "Repères").

Miege, B. (2010). *L'espace public contemporain. Approche info-communicationnelle*. Grenoble, PUG.

Muchnik, N. (2014). *De paroles et de gestes. Constructions marranes en terre d'Inquisition*. Paris, Éditions de l'EHESS.

Noiriel, G. (2018). *Une histoire populaire de la France. De la guerre de cent ans à nos jours*. Marseille, Agone (Coll. "Mémoires sociales").

Patton, C., Sanchez-Eppler, B. and al. (2000). *Queer Diasporas*. Durham, Duke University Press (Serie Q).

Proulx, S., Poissant, L., Sénécal, M. (dir.) (2006). *Communautés virtuelles. Penser et agir en réseaux*, Québec. Presses de l'Université Laval.

Putnam, R. D. (2000). *Bowling alone. The collapse and Revival of American Community*. New York, Simon and Schuster.

Raulin, A. (2000). *L'ethnique est quotidien. Diasporas, marchés et cultures métropolitaines*. Paris, L'Harmattan.

Robin, C. (1997). *Global diasporas. An introduction*. London, UCL Press.

Roncayolo, M. (1990). *La ville et ses territoires*. Paris, Gallimard (Coll. "Folio").

Sayad, A. (1999). *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*. Paris, Seuil (Coll. "Point").

Sen, A. K. (2000). *Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté*. Paris, Odile Jacob.

Schnapper, D., Bordes-Benayoun, C., Raphaël, F. (2009). *La condition juive en France. La tentation de l'entre-soi*. Paris, Presses Universitaires de France.

Simon, G. (1995). *Géodynamique des migrations internationales dans le monde*, Paris. PUF.

Tarrius, A. (2007). *La remontée des Sud. Afghans et Marocains en Europe méridionale*. Paris, Éditions de l'Aube.

Toumi, F., Youssoufi, K. (coord.) (2018). *L'organisation au prisme des TICS et de la RSE*, Agadir, Publications de Larlanco. Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Université Ibn Zohr.

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Varma, P. K. (2011). Devenir indien. La révolution inachevée de la culture et de l'identité, Arles, Actes Sud (Coll. "Questions de société") (Becoming Indian, New Delhi, Allen Lane, Penguin Books India, essai traduit de l'anglais par Éric Auzoux).

Wagner, A-C. (2015). Les nouvelles élites de la mondialisation. Une immigration dorée en France. Paris, PUF.

Chapitres d'ouvrages, articles dans revue scientifiques

Ackah, W., Newman, J. (2003). « Seventh Day Adventists on and offline. Problematizing the virtual communities discourse », pp.203-214, in Karim H. KARIM (dir), The Media of Diaspora. Londres, Routledge.

Adjemian, B. (2012). « Les Arméniens en Éthiopie, une entorse à la "raison diasporique" ? Réflexion sur les concepts de diaspora marchande et de minorité intermédiaire », Revue européenne des migrations internationales, vol. 28, n° 3, p. 107-126.

Akoka, K. (2017). « Distinguer les réfugiés des migrants au XX^e siècle. Enjeux et usages des politiques de classification », pp. 47-58, in Agier, M., Madeira, A-V., Définir les réfugiés. Paris, P.U.F. (Coll. "La vie des idées") ».

Aksoy, A., Robins, K. (2003). « Banal transnationalism. The difference that television makes », Working Paper for the ESRC Transnational Communities Programme at Oxford University, WPTC-02-08, in <http://www.transcomm.ox.ac.uk>, in Karim H. KARIM (dir), The Media of Diaspora, Londres, Routledge, pp. 89-104, repris par Tristan Mattelart (2009), « Les diasporas à l'heure des technologies de l'information et de la communication : petit état des savoirs », Tic&société [En ligne], Vol. 3, n° 1-2 | 2009, mis en ligne le 14 décembre 2009, consulté le 06 octobre 2017. URL : <http://ticetsociete.revues.org/600> ; DOI : 10.4000/ticetsociete.600.

Alioua, M. (2005). « La migration transnationale des Africains subsahariens au Maghreb. : L'exemple de l'étape marocaine », Maghreb-Machrek. Eska, 2005, pp. 37-58.

Altounian, J. (2014). « Comment se transmet dans l'exil la précarité d'une délimitation de soi dans l'espace et le temps », post-propos in Jean François Chiantaretto (dir.), Écritures de soi, écritures des limites, Paris, Hermann.

Archambault, J. S., Machikou, N. N. (traductrice) (2010). « La fièvre des téléphones portables : un chapitre de la « success story » mozambicaine », Politique africaine, n° 117, pp. 83-105.

Armstrong, J. A. (1976). « Mobilized and proletarian Diasporas », American Political Sciences Review, vol. 70, issue 2, pp. 393-408.

Baby-collin, V. (2017). « Les migrations internationales dans le champ des sciences sociales : tournants épistémologiques et variations d'échelles », Faire Savoirs, Sciences Humaines et sociales en région PACA, n° 13, pp. 7-16.

Barber, N. (2014). « Marginalized Communities and ICTs: The Case of Bagyeli

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Participatory Video and Mapping », *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, n°15/2B, 2014, p. 123 à 133, consulté le jeudi 1 octobre 2015 , [en ligne] URL : <http://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2014-supplementB/11-Barber/index.html>.

Bennett, W. L., Segerberg, A. (2011). "Social Media and the Organization of Collective Action. Using Twitter to explore the Ecologies of Two Climate Change Protests", *The Communication Review*, 14/3, 197-215 [on line 9th september 2011], available online: <http://www.tandfonline.com/doi.org/10.1080/10714421.2011.597250>.

Beru, L., Biyele, F. (2007). « L'Afrique subsaharienne dans la mondialisation de la communication : entre domination, interaction et résistance », pp. 13-23, in François Biyé (dir.), *Nouvelles approches des problématiques de communication sur l'Afrique subsaharienne. Représentations, idéologies et instrumentalisation* (préface Mickaël Palmer). Paris, L'Harmattan.

Blanchard, P. (2003). « Si proche Orient... : un enjeu intérieur face aux clivages extérieurs », *Les Cahiers du journalisme*, n° 12, pp. 56-71.

Body-Gendrot, S. (2001). « Culture et politique. Nouveaux défis », pp. 42-49, in Michel Wieviorka, Jocelyne Ohana, *La différence culturelle. Une reformulation des débats*, Colloque de Cerisy. Paris, Balland, (Coll. "Voix et regards").

Bordes-Benayoun, C. (2012). « La diaspora ou l'ethnique en mouvement », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 38, n° 11, pp. 13-31.

Boubakri, H. (1985). « Modes de gestion et réinvestissement chez les commerçants tunisiens à Paris », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 1, n° 1, pp. 49-65.

Brodeur, J. (2001). « Différence culturelle et conflit de mœurs », pp 153-175, in Michel Wieviorka, Jocelyne Ohana, *La différence culturelle. Une reformulation des débats*, Colloque de Cerisy. Paris, Balland, (Coll. "Voix et regards").

Buono, C. (2001). « Les Pieds-Noirs et leurs descendants. Les difficultés de transmission d'une identité collective singulière », pp 281-287, in Michel Wieviorka, Jocelyne Ohana, *La différence culturelle. Une reformulation des débats*, Colloque de Cerisy. Paris, Balland, (Coll. "Voix et regards").

Cabedoche, B. (2009). « Introduire la diversité socio-ethnique dans la formation au journalisme en France ? », pp. 121-141, in Mihai Coman (ed.), *Models of, Models for Journalism and Communication*. Bucarest, ARS Docendy, Univercitatie Din Bucuresti.

Cabedoche, B. (2013a). « Des sciences de l'information et de la communication à équidistance de tout déterminisme : un état de la recherche en France relative à la couverture médiatique des "révolutions arabes" », 2013, pp. 279-300, in Sihem Najar (dir.), *Les réseaux sociaux sur Internet à l'heure des transitions démocratiques* (Monde arabe, Europe de l'Est, Amérique Latine). Tunis et Paris, IRMC-Karthala.

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Cabedoche, B. (2013b). "Comment to Averbek-Lietz: Mapping intercultural communications: national or doctrinal comparisons ? ", *Communication. The European Journal of Communication Research*, Bremen, De Gruyter Mouton, Vol. 38, issue 3, pp. 315-321 (Comment on "Pathways of intercultural communication research. How different research communities of communication scholars deal with the topic of intercultural communication" by Stefanie Averbek-Lietz). <http://www.ejcr.eu/node/16>.

Cabedoche, B. (2014). « Culture du chiffre et responsabilité sociale : le déplacement de la charge de l'incertitude sur le facteur humain à France Télécom », pp. 21-40, in Valérie Lépine, Fabienne Martin-Juchat, Chrystelle Millet-Fourrier, (dir.), *Acteurs de la communication des entreprises et des organisations. Pratiques et perspectives*. Grenoble, PUG, 2014 (Coll. "Communication, médias et sociétés").

Cabedoche, B. (2016a). « L'enseignement du journalisme interculturel pour les centres d'excellence et de référence en Afrique. Une contribution académique à la politique et à la réflexion critique de l'Unesco », pp. 163-192, in Racha Mezrioui, Zeineb Touati (dir.), *Médias et technologies numériques. Constructions identitaires et interculturalités*. Tunis et Paris : L'Harmattan, 2016 (Coll. Socio-anthropologie des mondes méditerranéens).

Cabedoche, B. (2016b). « "Communication internationale" et enjeux scientifiques : un état de la recherche à la naissance des sciences de l'information et de la communication en France », *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, n°17/2, 2016, p. 55 à 82, [en ligne] URL : <http://lesenjeux.u-grenoble3.fr/2016-dossier/04-Cabedoche/>

Cabedoche, B. (2019). « La ville, lieu de diffusion ou de captation des ressources ? Une analyse critique des politiques urbaines d'attractivité de la "classe créative" », en voie de publication immédiate, in Walter Neira, Bronttis, Yves Théorêt, Pierre Giguère (2018), *Communication, ville et espace public*, Lima (Pérou) et Paris, Université de Lima et chaire Unesco Communication et culture de la paix de Lima, éditions de l'immatériel (Coll. "Ecritures du monde").

Canepari, E., Zucca, M., B. (2011). « Le travail comme ressource. Parcours individuels, mobilité et stratégies économiques dans les villes d'Ancien Régime », *Mélanges de l'École française de Rome*, n° 123/2, p. 5-10.

Chaumont, J-M. (2001). « Est-il requis d'être fier pour n'être pas honteux ? », pp 140-152, in Michel Wieviorka, Jocelyne Ohana, *La différence culturelle. Une reformulation des débats*, Colloque de Cerisy. Paris, Balland, (Coll. "Voix et regards").

Cheve, D. (2001). « Les stéréotypes, entre opinion et posture critique », pp. 202 et s., in Gilles Boëtsch, Christiane Villain-Gandossi (dir.), *Hermès*, "Les stéréotypes dans les relations Nord-Sud", n° 30, CNRS éditions.

Chivallon, C. (1997). « De quelques pré-construits de la notion de diaspora à partir de l'exemple antillais », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 13, n ° 1, pp. 149-160.

Chivallon, C. (2002). « La diaspora noire des Amériques. Réflexions sur le modèle de l'hybridité de Paul Gilroy », *L'Homme*, n° 161, p. 51-74.

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Clifford, J. (1994). "Diasporas", *Cultural anthropology*, vol. 9, n° 3, pp. 302-338.

Cresswell, T. (2010). "Towards a politic of mobility", *Environment and planning D : society and space*, vol. 28, n° 1, pp. 17-31.

Cuhe, D. (2009). « L'homme marginal » : une tradition conceptuelle à revisiter pour penser l'individu en diaspora », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 25, n° 3, pp. 13-30.

Cuillarai, M. (2010). « Le Tiers-espace : une pensée de l'émancipation ? », *Acta fabula*, vol. 11, n° 1, « Autour de l'œuvre d'Homi K. Bhabha », Janvier 2010, URL : <http://www.fabula.org/acta/document5451.php>, page consultée le 20 février 2019.

Dahan, M., Sheffer, G. (2001). "Ethnic groups and distance shrinking communication technologies", *Nationalism and Ethnic Politics*, vol. 7, n° 1, pp. 85-107.

Dahlgren, P. (2000). « L'espace public et l'internet. Structure, espace et communication », *Réseaux*, vol. 18, n°100, pp. 157-186.

Dass, P., parker, B. (1999). "Strategies for managing human resource diversity : From resistance to Learning", *Academy of Management Executive*, vol. 13, n° 2, pp. 68-80.

De tapia, S. (1996). « Le champ migratoire turc : évolution et mutation (1974-1992) », *Peuples méditerranéens*, « Turquie, l'ère post-kémaliste ? », n° 60, pp. 135-152.

Diminescu, D. (2002). « L'usage du téléphone portable par les migrants en situation précaire », *Hommes et migrations*, n°1240, novembre-décembre, pp. 66-81.

Diminescu, D. (2005). « Le migrant connecté. Pour un manifeste épistémologique », *Migrations et Sociétés*, vol. 17, n° 12, pp. 275-292.

Domenach, H., picouet, M. (1989). « Systèmes institutionnels et réseaux migratoires : éléments d'analyse politico-économiques dans le Bassin Caraïbe », pp. 173-183, in *International population Conference, International Union for the scientific study of population. New-Delhi, 20-27 sept.*, vol. 2.

Dubet, F. (2001). « Les "différences" à l'école : entre l'égalité et la performance », pp. 100-117, in Michel Wieviorka, Jocelyne Ohana, *La différence culturelle. Une reformulation des débats*, Colloque de Cerisy. Paris, Balland, 2001 (Coll. "Voix et regards").

Dufoix, S. (1999). « L'objet diaspora en question », *Cultures et conflits*, n° 33-34, pp. 147-163.

Dufoix, S., Foucher, V. (2007). « Les Petites Italies (et les autres...) : éléments de réflexion sur la notion d'ethno-territoire », pp. 423-436, in Marie-Claude Blanc-Chaléard, Antonio Bechelloni, Bénédicte Deschamps, Michel Dreyfus, Éric Vial (dir.), *Les Petites Italies dans le monde*. Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Dufy, C., Thiriote, C. (2013). « Les apories de la transitologie : quelques pistes de recherche

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

à la lumière d'exemples africains et post-soviétiques », *Revue Internationale de Droit comparé*, vol. 20, n° 3, pp. 19-40.

Durand, M-F. (1994). « Entre territoires et réseaux », pp. 141-157, in Bertrand Badie, Catherine Withol de Wenden (dir.), *Le défi migratoire : question de relations internationales*. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

Égré, P. (2002). « Internet, nouveau territoire de lutte pour les opposants politiques en exil », *Hommes & Migrations*, n° 1240, novembre-décembre 2002, pp. 53-61.

Ekambo, J-C. (2004). *Paradigmes de communication* (préface Bernard Miège). Kinshasa, IFASIC.

Ely, R. J., Thomas, D. A. (1996). "Making differences matter: a new paradigm for diversity management", *Harvard Business Review*, vol. 74, n° 5, pp. 79-90.

Faist, T. (1997). « The crucial meso-level », pp. 187-218, in Thomas Hammar et al. (eds.), *International Migrations, Immobility and development. Multidisciplinary perspectives*. Oxford, New York, Berg.

Fauvelle-Aymar, F-X. (2006). « Les diasporas africaines. Internet et la formation d'une nation noire africaine », pp. 175-185, in William Berthomière et Christine Chivallon (dir.), *Les diasporas dans le monde contemporain*. Paris, Karthala-MSH Aquitaine.

François, B., Neveu, É. (1999). « Pour une sociologie politique des espaces publics contemporains », introduction, pp. 13-58, in Bastien François et Erik Neveu (Eds.), *Espaces publics mosaïques. Acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains*. Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Galibert, O. (2014). « Vers une instrumentalisation généralisée du lien communautaire en ligne : la montée en puissance du Community management », pp. 117-136, in Valérie Lépine, Fabienne Martin-Juchat, Chrystelle Millet-Fourrier, (dir), *Acteurs de la communication des entreprises et des organisations. Pratiques et perspectives*, Grenoble, PUG, 2014 (Coll. "Communication, médias et sociétés").

Georgiou, M. (2002). « Les diasporas en ligne : une expérience concrète de transnationalisme », *Hommes et migrations*, n°1240, novembre-décembre, pp.10-18.

Giraut, F. (2013). « Territoire multisitué, complexité territoriale et postmodernité territoriale : des concepts opératoires pour rendre compte des territorialités contemporaines ? », *L'Espace géographique*, vol. 42, n° 4, pp. 293-305.

Glick S., N. (2005). "Transnational social fields and imperialism : Bringing a theory of power to Transnational Studies", *Anthropological Theory*, vol. 5, n° 4, pp. 439-461.

GOULET, S-H. (2014). « Les TIC, la désinformation sur le Web et la propagande en relation avec l'immigration camerounaise au Québec », *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, n°15/2B, 2014, p. 199 à 207, consulté le jeudi 1 octobre 2015, [en ligne] URL : <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2014-supplementB/17-Goulet/index.html>.

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Graham, M., Khosravi, S. (2002). « Reordering public and private in Iranian cyberspace : Identity, politics, and mobilization », *Identities : Global Studies in Culture and Power*, n° 9, pp. 219-246.

Gueniff S., N. (2001). « Ni héroïnes, ni victimes. La subjectivité des descendantes d'immigrants nord-africains en France », pp 176-184, in Michel Wieviorka, Jocelyne Ohana, *La différence culturelle. Une reformulation des débats*, Colloque de Cerisy. Paris, Balland, (Coll. "Voix et regards ").

Guillon, M., Ma mung, E., Taboada-léonetti, I. (1994). « Réseaux locaux, réseaux transnationaux des communautés d'origine immigrée en France. Le cas des populations d'origine chinoise dans la région parisienne », appel d'offres « Prospective et territoire », DATAR, lettre de commande n° 2620, Groupe de sociologie du travail CNRS/Paris 7.

Hall, S. (1991). « Old and new identities, old and new ethnicities », pp. 41-68, in Anthony D. King (ed.) *Culture, globalisation and the world system*. Basingstoke, Macmillan.

Horst, H. A. (2006). « The blessings and burdens of communication : cell phones in Jamaican transnational social fields », *Global Networks*, vol.6, n°2, pp. 143-159.

Hovanessian, M. (1998). « La notion de diaspora. Usages et champ sémantique », *Journal des anthropologues : Nationaux et étrangers ? Logique d'État et enjeux quotidiens*, n° 72-73, pp. 11-30.

Jolivet, V. (2017). « Médias et migration. Territorialités connectées et ancrages au sein de la communauté haïtienne de Montréal (1960-2016) », *Espace populations sociétés* [En ligne], 2017-2 | 2017, mis en ligne le 30 novembre 2017, consulté le 22 mai 2018. URL : <http://journals.openedition.org/eps/7202> ; DOI : 10.4000/eps.7202

Joubert, C. (2009). « Théorie en traduction : Homi Bhabha et l'intervention postcoloniale », *Littérature* 2009/2, n° 154, pp. 149-174.

Jouët, J. (1993). « Usages et pratiques des nouveaux outils », pp. 371-378, in Lucien Sfez (dir.), *Dictionnaire critique de la communication*, Paris, PUF.

Jouët, J. (2000). « Retour critique sur la sociologie des usages », *Réseaux*, vol. 18, n° 100, pp. 487-521.

Jouët, J., Rébillard, F. (2014). Présidence de l'atelier « Citoyenneté numérique et nouvelles formes médiatiques », Colloque pour les 30 ans de la revue *Réseaux*, Paris INHA, 8 au 10 janvier 2014. <http://revue-reseaux.univ-paris-est.fr/fichiers/R5.%20Citoyennet%C3%A9%20num%C3%A9rique...pdf>.

Karim, K. H. (2006). « Nation and diaspora : Rethinking multiculturalism in a transnational context », *International Journal of Media and Cultural Politics*, vol. 2, n° 3, pp. 267-282.

Kemayou, L., R. (2014). « Usages des TIC, Communication et Communautés virtuelles au Cameroun : contextes organisationnels marchands et construction de la convergence », *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, n°15/2B, 2014, p. 111 à 119, consulté le jeudi 1 octobre 2015, [en ligne] URL : <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2014->

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

supplementB/10-Kemayou/index.html.

Khosrokhavar, F. (2001). « La fin des monoculturalismes », pp. 17-30, in Michel Wieviorka, Jocelyne Ohana, *La différence culturelle. Une reformulation des débats*. Paris, Balland (Coll. "Voix et regards").

Kunth, A. (2016). « Villes et diasporas : emprises, empreintes, expériences », *Diasporas*, n° 28, pp. 9-17.

Lacoste, Y. (1989). « Géopolitique des diasporas », *Hérodote*, avril-mai 1989, n° 53, pp. 158-168.

Lal, V. (1999). « The politics of History on the Internet : Cyber-diasporic Hinduism and the North American Hindu diaspora », *Diaspora. A Journal of Transnational Studies*, vol. 8, n° 2, pp. 137-171.

Lanoë, C. (2007). « Les techniques de blanchiment du visage à l'époque moderne », *Communications. Corps et techniques* (sous la direction de Georges Vigarello et Thierry Pillon), n° 81, pp. 107-120.

Larzilliere, P. (2001). « Références à l'Occident dans les constructions d'identité de la jeunesse palestinienne », pp. 185-197, in Michel Wieviorka, Jocelyne Ohana, *La différence culturelle. Une reformulation des débats*, Colloque de Cerisy. Paris, Balland, (Coll. "Voix et regards").

Le moenne, C. (2018). « Entre dislocation et recomposition: les frontières dans le contexte de la mondialisation et de la mutation numérique », REFSICOM [en ligne], Médias et migrations/immigrations 1. Des représentations aux traitements des médias traditionnels, mis en ligne le 22 novembre 2018, consulté le 05 December 2018. URL: <http://www.refsicom.org/441>

Leroy, D. (2017). « Agier, Michel, Madeira, Anne-Virginie (2017), Définir les réfugiés, Paris, P.U.F. (Coll. "La vie des idées") », Note de lecture, *Questions de communication*, 2017/2, n° 32, pp. 395-398.

Leveau, R. (2001). « Stratégies des élites de l'immigration maghrébine. Entre individualisme et muuulturalisme », pp 236-247, in Michel Wieviorka, Jocelyne Ohana, *La différence culturelle. Une reformulation des débats*, Colloque de Cerisy, Paris, Balland, (Coll. "Voix et regards").

Levitt, P. (1998). "Social remittances: Migration-driven local-level forms of cultural diffusion", *International Migration Review*, vol. 32, n° 4, pp. 926-948.

Lim, L. L. (1989). "Process shaping international migration flows", in *International Population Conference, New Delhi (20-27 sept.)*, Vol. 2, International Union for the Scientific Study of Population, pp. 131-144.

Livian, Y-F. (2011). « Pour en finir avec Hofstede. Renouveler les recherches en management interculturel », Communication à la première conférence annuelle Atlas/Afmi. Les défis du management international à l'aube du XXIe siècle, ESCP Europe et Université Paris Dauphine. Paris: 26-27 mai. URL: <http://hal.archives->

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

ouvertes.fr/docs/00/64/35/93/PDF/Pour_en_finir_avec_Hofstede.pdf

Madiba O., G. (2011). « Mutations socio-professionnelles et enjeux citoyens du cyber-journalisme dans l'espace public au Cameroun », Les Enjeux de l'information et de la communication, supplément mis en ligne le 15 janvier 2011, à partir du colloque Communication et changement social en Afrique et dans les Caraïbes 2, Grenoble, 2010, <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2010-supplementA/Madiba/index.html>.

Mahler, S. J. (2001). "Transnational relationships : The struggle to communicate across barriers", *Identities*, vol. 7, n° 4, pp. 583-619.

Mallapragada, M. (2006). "Home, homeland, homepage : Belonging and the Indian-American web", *New Media and Society*, vol. 8, n° 2, pp. 207-227.

Malmberg, G. (1997). "Time and space in International Migration", pp. 21-48, in Thomas Hammar et al. (eds.), *International Migrations, Immobility and development. Multidisciplinary perspectives*, Oxford, New York, Berg.

Ma mung, E., Guillon, M. (1986). « Les commerçants étrangers dans l'agglomération parisienne », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 2, n° 3, pp. 105-134.

Ma mung, E. (1990). « Intégration locale et territoire global », *Culture en mouvement*, n° 10, s.p..

Ma mung, E. (1994). « Non-lieu et utopie : la diaspora chinoise et le territoire », *L'Espace géographique*, t. 23, n° 2, p. 106-114.

Ma mung, E. (2009). « Diaspora et migrations chinoises », pp. 235-244, in Christophe Jaffrelot, Christian, Lesquesne, *L'enjeu mondial. Les migrations*, Paris, Presses de Sciences Po.

Ma mung, E. (2002). « La désignation des diasporas sur Internet », *Hommes et Migration*, n° 1240, p. 19-28, novembre-décembre.

Ma mung, E. (2006). « Conclusion générale. Les vêtements neufs de la diaspora. Digressions sur les paradoxes diasporiques », pp. 409-415, in William Berthomière et Christine Chivallon (Dir.), *Les diasporas dans le monde contemporain*, Paris, Karthala – MSH Aquitaine.

Marcotte, J-F. (2001). « Communautés virtuelles: la formation et le maintien des groupes sur Internet », *Esprit critique*, numéro thématique Les rapports sociaux sur Internet : analyse sociologique des relations sociales dans le virtuel, vol. 3, n° 10, pp. 3-10.

Massey, D. S. (1988). "Theories of international migration : a review and appraisal", *Population and Development review*, vol. 19, n° 13, pp. 431-466.

Mattelart, A. (1995). « Nouvelles utopies, grandes inquiétudes. Une éternelle promesse : les paradis de la communication », *Le Monde Diplomatique*, novembre.

Mattelart, T. (2009). « Les diasporas à l'heure des technologies de l'information et de la

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

communication : petit état des savoirs », *Tic&société* [En ligne], Vol. 3, n° 1-2 | 2009, mis en ligne le 14 décembre 2009, consulté le 06 octobre 2017. URL : <http://ticetsociete.revues.org/600> ; DOI : 10.4000/ticetsociete.600.

McAdam, D., Scott, W. R. (2005). "Organizations and Movements", p. 4-40, in Davis, Gerald F., McAdam, Doug, Scott, W. Richard, Zald, Mayer N. (éd), *Social Movements and Organization Theory*, New York, Cambridge University Press.

Médam, A. (1993). « Diaspora/diasporas. Archétypes et typologies », *Revue européenne des Migrations Internationales*, vol. 9, n° 1, pp. 59-66.

Mejía E., S. (2005). « Transnationalismo a la ecuatoriana : migración, nostalgia y nuevas tecnologías », pp.481-491, in Giconda Herrera, María Cristina Carrillo, Alicia Torres (dir), *La migración ecuatoriana. Transnationalismo, redes y identidades*, Quito, Flacso-Ecuador.

Miège, B. (2016). « 40 ans de recherche en Information - communication. Acquis et questionnements », transcription de la conférence invitée inaugurale du XXVIIème congrès de l'AMIC, Asociación Mexicana de Investigadores de la Comunicación, Queretaro, Mexique, 4 juin 2015, *Les Enjeux de l'Information et de la Communication* [mis en ligne le 22 mars 2016].

Mitra, A. (1997). "Virtual commonality: Looking for India on the Internet", pp. 55-79, in Steven G. JONES (dir), *Virtual culture. Identity and communication in cybersociety*, Londres, Sage.

Morrison, C. (2008). « Lectures du rapport sur le développement dans le monde 2006 : équité et développement », *Revue d'économie du développement*, 2008/1 (22), pp. 125-143.

Najar, S. (2011). « Les pratiques sociales de l'Internet et les transformations des identités et des liens sociaux au Maghreb. Etude de communautés diasporiques tunisiennes », *Méditerranée*, n° 116, numéro spécial sur le thème : Le Maghreb dans la mondialisation, pp. 49-57.

Ndeke, J. C. (2018). « La pluralité des chaînes de télévision au Congo Brazzaville. Symbole de la diversité de l'information ? », *Revue Oudjat en Ligne*, numéro 1, volume 1, <http://editionsoudjat.org/index.html/spip.php?article47> [consulté le 25 mai 2018].

Nedelcu, M. (2009). « Du brain-train à l'e-diaspora : vers une nouvelle culture du lien à l'ère numérique », *TIC et société*, vol. 3, n° 1, pp. 152-173.

Parham, A. A., (2004). "Diaspora, community and communication : Internet use in transnational Haiti", *Global Networks*, vol. 4, n° 2, pp. 199-217.

Peralva, A. (2001). « Jeunesse pauvre et construction identitaire », pp 129-139, in Michel Wieviorka, Jocelyne Ohana, *La différence culturelle. Une reformulation des débats*, Colloque de Cerisy, Paris, Balland, (Coll. "Voix et regards").

Perez-agote, A. (2001). « La crise de la société homogène », pp. 31-41, in Michel Wieviorka, Jocelyne Ohana, *La différence culturelle. Une reformulation des débats*,

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Colloque de Cerisy. Paris, Balland, (Coll. "Voix et regards").

Pieke, F. N. (1992). « Immigration et entrepreneuriat : les Chinois aux Pays-Bas », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 8, n° 3, pp. 33-50.

Plakotos, G. (2016). « Diasporas, Space and Imperial Subjecthood in Early Modern Venice. A comparative perspective », *Diasporas*, n° 28, pp. 37-54.

Portes, A., Guarnizo, L. E., Landolt, P. (1999). "The study of transnationalism : Pitfalls and promise of an emergent research field", *Ethnic and Racial Studies*, vol. 22, n° 2, pp. 217-237.

Portnoff, A-Y. (1996). « Les diasporas scientifiques et techniques modèlent l'avenir », *Futuribles*, juin, n° 210, pp. 57-59.

Riaux, G. (2013). « La diaspora, un instrument de la politique étrangère de la République d'Azerbaïdjan », *Revue internationale et stratégique*, vol. 4, n° 92, pp. 28-39.

Rigoni, I. (1997). « Les migrants de Turquie : réseaux ou diasporas ? », pp. 39-57, in *L'homme et la société*, « Assignations identitaires et différenciation sociale, n° 125, L'Harmattan, 1997/3.

Rydin, I., Sjöberg, U. (2008). "Internet as a communicative space for identity construction among diaspora families in Sweden", pp.193-214, in Ingegerd RYDIN et Ulrika SJÖBERG (dir), *Mediated crossroads. Identity, youth culture and ethnicity. Theoretical and methodological challenges*, Göteborg, Nordicom.

Rosenzweig, P. (1998). "Managing the new global workforce: Fostering diversity, fostering consistency", *European Management Journal*, vol. 16, n° 6, pp. 644-652.

Safran, W. (1990). "Ethnic Diasporas in Industrial Societies. A comparative Study of the political Implications of the "Homeland" Myth", pp. 163-177, in Ida Simon-Barouth, Pierre-Jean Simon (dir.), *Les étrangers dans la ville*, Paris, L'Harmattan.

Saglio-Yatzimirsky, M-C. (2017). « Mumbai "ville moderne". Légitimité et citoyenneté des slum-dwellers », pp. 45-62, in Livio Boni et Marine Carrin (dir.), *Villes post-coloniales en Inde*, Aix en Provence, Presses Universitaires de Provence (Coll. "Anthropologie").

Sassen, S. (2001). « Globalisation et revendications. La ville globale », pp 323-334, in Michel Wieviorka, Jocelyne Ohana, *La différence culturelle. Une reformulation des débats*, Colloque de Cerisy. Paris, Balland (Coll. "Voix et regards").

Sayad, A. (1977). « Les trois âges de l'immigration algérienne en France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 15, n°1, pp. 60-79.

Sayad, A. (1985). « Du message oral au message sur cassette. La communication avec l'absent », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°59, pp. 61-72.

Schiff, C. (2001). « Espace et identité chez deux jeunesses « immigrées », pp 355-363, in Michel Wieviorka, Jocelyne Ohana, *La différence culturelle. Une reformulation des débats*,

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Colloque de Cerisy. Paris, Balland, (Coll. "Voix et regards").

Sennet, R. (2001). « Sur l'identité », pp 307-319, in Michel Wieviorka, Jocelyne Ohana, La différence culturelle. Une reformulation des débats, Colloque de Cerisy. Paris, Balland, (Coll. "Voix et regards").

Sheffer, G. (1993). "Ethnic diasporas : a threat to their hosts ?", pp. 264-285, in Myron Weiner (ed.), International Migration and security, Boulder, Westview Press.

Shimmin, R. (2017). "Introduction", Conference Internal communication, Quadriga University Applied Science, Berlin, december 4 to december 5.

Siapera, E. (2006). "Multiculturalism online : The Internet and the dilemmas of multicultural politics", European Journal of Cultural Studies, vol. 9, n°5, pp. 5-24.

Sidi M., N. (2018). « De la problématique de l'accueil des réfugiés à son éviction », SociologieS [en ligne], Dossiers, HospitalitéS. L'urgence politique et l'appauvrissement des concepts. Mis en ligne le 13 mars 2018, consulté le 28 février 2019. URL : <http://journals.openedition.org/sociologies/6877>.

Simmons, A. B. (1989). "World system-linkages and international migration : new directions in theory and method, with an application to Canada International population conference", International Union for the scientific study of population, New Delhi, 20-27 sept., vol.. 2, pp. 159-172.

Tabboni, S. (2001). « Il n'y a pas de différence sans inégalité », pp 73-84, in Michel Wieviorka, Jocelyne Ohana, La différence culturelle. Une reformulation des débats, Colloque de Cerisy, Paris, Balland (Coll. «"Voix et regards"»).

Tall, S. M. (2002). « Les émigrés sénégalais et les nouvelles technologies de l'information et de la communication », pp. 223-261, in Momar-Coumba DIOP (dir), Le Sénégal à l'heure de l'information. Technologies et société. Paris-Genève, Karthala-Unrisd.

Tarrius, A., Missaoui, L. (1994). « Entre sédentarité et nomadisme. Le savoir communiquer des migrants », Réseaux. Communication – Technologie - Société, n° 65, pp. 59-70.

Tarrius, A. (1996). « Territoires circulatoires des migrants et espaces européens », pp. 447-462, in Monique Hirschhorn et Jean-Michel Berthelot, Mobilités et ancrages, Paris, L'Harmattan.

Tölölyan, K. (1991). "The Nation-State and its Others : In lieu of a preface", Diaspora. A Journal of Transnational Studies, vol.1, n°1, pp. 3-7.

Tsaliki, L. (2003). "Globalization and hybridity. The construction of Greekness on the Internet", pp.162-176, in Karim H. KARIM (dir), The Media of Diaspora, Londres, Routledge.

Van deursen, A., Van dijk, J. (2010). "Internet skills and the digital divide", New Media and Society, vol. 13, n° 6, pp. 893-911.

Vertovec, S., (2004). "Cheap calls : The social glue of migrant transnationalism", Global Networks, vol. 4, n° 2, pp. 219-224.

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Waldinger, R. (2006). « Le "transnationalisme" des immigrants et présence du passé », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 22, n° 2, p. 23-41.

Wilding, R. (2006). "Virtual" intimacies ? Families communicating across transnational contexts", *Global Networks*, vol. 6, n° 2, pp. 125-142.

Wolf, N. (2012). « Le juif roux. Présence du stéréotype dans David Golder », *Société Roman* 20-50, n° 54, pp. 31-41.

Ya – Han, C. (2018). « Aubervilliers sur Wenzhou, ou la transformation du Grand Paris par les entrepreneurs chinois », *Hommes & migrations* [En ligne], 1320 |mis en ligne le 01 janvier 2021, consulté le 18 avril 2018. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/4050> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.4050

Thèses et mémoires HDR

Baddou, M-A. (2014). *Convergences technologiques et organisation industrielle des médias au Maroc*, thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication, Oujda, Université Mohamed 1^e.

Chabrol, M. (2011). *De nouvelles formes de gentrification ? Dynamiques résidentielles et commerciales à Château-Rouge (Paris)*, thèse pour le doctorat de géographie, Université de Poitiers.

Fadhoun B., I. (2018). *La construction du transnationalisme à l'épreuve des crises identitaires. Cas des migrants et descendants de migrants tunisiens votants à distance*, thèse pour le doctorat en sciences politiques, Institut d'Études Politiques de Lyon.

Gonin, P. (1997). *D'entre deux territoires. Circulations migratoires et développement entre le bassin du fleuve Sénégal et la France*, mémoire pour l'habilitation à diriger des recherches, Université des Sciences et Technologies de Lille.

Guidice, C. (2006). *La construction de Tunis, "ville européenne" et ses acteurs de 1860 à 1945*, thèse pour le doctorat en histoire, Université de Paris 1.

Heuchou N., M. M. (2017). *Les sites d'information générale sur Internet. Stratégies, conceptions et pratiques des diasporas camerounaises en France, Belgique, Etats-Unis*, thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université Stendhal Grenoble3.

Le Bayon, S. (2010). *Sociologie de la composition des collectifs web 2.0. Le cas de la diaspora bretonne*, Thèse pour le doctorat en sociologie, Université de Haute-Bretagne Rennes 2.

Meyer, J-B. (2008). *La mobilité des compétences dans une société mondiale basée sur les savoirs*, Mémoire pour l'habilitation à diriger des recherches en Sciences politiques, Institut d'études politiques de Paris.

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Rakotoary, S. (2018). Dynamiques info communicationnelles d'une communauté connectée : une analyse des formes socioculturelles de la diaspora malgache présente sur Facebook, thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université Grenoble Alpes.

Seck S., S. F. (2015). Pratiques, stratégies et modèles de positionnement des acteurs de l'information en ligne en Afrique de l'Ouest francophone. Le cas des portails Abidjan.net, Lefaso.net et Seneweb.com, thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université Stendhal Grenoble3.

Smyrnelis, M-C. (2000). Une société hors de soi : identités et relations sociales à Smyrne aux XVIII^e et XIX^e siècles, thèse pour le doctorat en Histoire et Civilisations, Paris, EHESS.

Suraud, M-G. (2007). Concertation, délibération. Une approche par et pour les sciences de la communication, mémoire pour l'habilitation à diriger des recherches, Gresec, Université Stendhal, Grenoble 3, décembre 2007.

Zhao, M. (2018). Les représentations médiatiques de la Chine en France. Une approche communicationnelle des jeux croisés d'acteurs à partir de L'Express, de Libération et du Dauphiné Libéré, thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université Grenoble-Alpes.

CONFÉRENCE PLÉNIÈRE

L'Afrique, continent des mobilités, continent en marche.

Simon-Pierre EKANZA

Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan

Propos introductifs

Mesdames, Messieurs et chers collègues,

Je me suis introduit dans ce colloque, subrepticement, comme un voleur, grâce à M. le Directeur du CERCOM, le M. Julien Atchoua, qui a bien accepté que je puisse partager quelques instants de chaleur amicale avec vous. Je voudrais l'en remercier sincèrement, et lui dire que je tâcherai d'être à la hauteur de ce qu'il attendait de moi. Car, je ne suis ni un professionnel de la Communication, ni un spécialiste des questions que vous abordez, mais un simple historien, qui s'intéresse certes au passé, mais aussi à l'actualité. Car, les deux – le passé et le présent- sont liés. Et, l'historien part toujours du présent pour questionner le passé afin de tendre la main au futur... Cette communication, je l'ai limitée, faute de temps, à la mobilité (émigration) africaine en direction de l'Occident, et à tout ce que l'Afrique, continent de départ des émigrés, mais aussi l'Europe, terre d'accueil, peuvent en attendre.

Mesdames, Messieurs,

Après le « péril jaune », représenté par les Chinois et les Japonais, qui fut tant redouté au XIXe siècle par les Occidentaux, l'Afrique serait-elle en voie de devenir, à son tour, par l'afflux de sa migration, un danger pour l'Occident ? Telle est la question fondamentale qui sous-tend toute cette communication. Les réalités de l'émigration en direction de l'Europe sont cruelles. Qu'il suffise de se remémorer les images de ces corps inanimés d'Africains échoués sur les plages espagnoles et italiennes, repêchés parfois en pleine mer après noyade, ou encore de clandestins escaladant les grillages barbelés à Ceuta et Melilla. Ces images ont choqué et marqué les esprits, et n'ont pas manqué d'émouvoir et d'interpeller l'Afrique, pendant que fusaient, de la plupart des pays européens menacés par ce raz-de-marée, des discours parfois enflammés à l'égard de ces vagues d'émigrés, prenant d'assaut la Méditerranée, dernier rempart de l' « Europe forteresse ». La mondialisation, tristement illustrée ici, n'est pas un vain mot. Cette ruée de jeunes

Africains en direction de l'Europe témoigne que nous sommes bel et bien entrés dans une ère nouvelle, où les nations, les cultures s'interpénètrent, une ère nouvelle où l'on n'hésite pas, pour la quête d'un mieux-être, à fuir le quotidien marqué par la misère et la pauvreté.

L'afflux de migrants en provenance d'Afrique, composé en partie de diplômés qui, pour des raisons multiples et hétérogènes, se présente aux portes de l'Occident, constitue-t-il vraiment un danger pour l'Occident ?

N'est-il pas au contraire une opportunité pour les pays du Nord, vieillissants, en quête de main-d'œuvre jeune et de plus en plus qualifiée ?

Mon propos est donc de montrer que l'afflux des migrants, loin d'être une menace pour l'Europe, représente, au contraire, une opportunité pour elle ; qu'il est possible, en ces temps de globalisation, de mettre en place des politiques de population dont l'enjeu serait de permettre aussi bien aux pays d'origine qu'à ceux d'accueil, y compris les migrants eux-mêmes, de pouvoir en tirer le meilleur parti. Avant d'aller plus loin, il est important de faire connaissance avec les migrants qui optent d'aller en Occident : qui sont-ils et combien sont-ils ? Mais, auparavant, prenons la mesure du poids démographique de l'Afrique, qui a transformé l'environnement humain, et qui, en grande partie, est à l'origine de la migration.

I. Le poids de la démographie du continent africain

L'Afrique, avec 865 millions d'habitants environ, est aujourd'hui en phase de peuplement avec un rythme de croissance de près de 2,5% par an, c'est-à-dire deux fois plus vite que la moyenne des autres pays en développement. Au niveau mondial, et sur le plan démographique, aucun autre continent n'évolue plus vite que l'Afrique. Cette population est appelée à doubler en l'espace d'une trentaine d'années, pour atteindre environ 1,8 milliard d'habitants en 2050. Elle équivaldra alors une fois et demie la population de l'Inde d'aujourd'hui, et trois fois plus que celle de l'Europe de demain. On comprend alors que cette explosion démographique, en train de se constituer aux portes de l'Europe, puisse être redoutée par elle. Car, aucune politique, aussi efficace soit-elle, ne pourra en influencer la trajectoire. C'est à ce changement d'échelle que l'Afrique est aujourd'hui déjà confrontée – et l'Europe avec elle. Continent en marche, malgré le regard pessimiste que certains chercheurs continuent de jeter sur elle, l'Afrique entend relever le défi : d'une part rattraper le déficit de sa population, dû à la traite négrière, à la colonisation et aux diverses pandémies, et d'autre part, trouver les solutions adéquates pour faire face à cette montée de flux de croissance avec toutes les conséquences induites de ce « monde plein », en perpétuelle mobilité.

Il est néanmoins important de retenir que seule une infime minorité de cette population, l'écume de la vague, prend le chemin de la migration extérieure, soit 4 millions de personnes. Ce qui est très peu par rapport au flux migratoire interne à l'Afrique de l'Ouest, qui est d'environ 4 à 8 fois supérieur.

Un autre phénomène surprenant et méconnu, mais qu'il est bon de rappeler, à l'occasion de la prise de conscience du poids démographique du continent. Ces Africains, candidats à la migration, croisent sur leur chemin des arrivants qui voient dans l'Afrique une terre d'opportunités. L'Afrique au sud du Sahara hébergerait de 16 à 35 millions de migrants, estimation des Nations Unies.

Ces immigrants qui accourent en Afrique, s'inscrivent dans une longue histoire d'accueil du continent, qui remonte à plusieurs siècles. Ce furent d'abord les « Juifs du Mali » qui s'installent dans les premiers siècles de l'ère chrétienne, puis les colons néerlandais au Cap au milieu du XVII^e siècle. Ce furent également ces fameux esclaves américains émancipés qui, avec l'aide de l'American Colonization Society, s'établissent en Sierra-Leone, puis au Liberia, respectivement à la fin du XVIII^e siècle et au milieu du XIX^e siècle. Mais, aussi ces vagues d'Indous, transférés d'une colonie britannique à l'autre pour la valorisation de vastes territoires d'Afrique de l'Est, nouvellement acquis par la couronne. C'est d'ailleurs, en prenant la défense de ces dizaines de milliers de coolies en provenance pour la plupart du Punjab, que le Mahatma Gandhi débute son combat de non-violence contre les discriminations de l'Empire britannique. Que dire de la communauté libanaise qui compte aujourd'hui de 3 à 500 mille représentants, aux yeux de qui l'Afrique est une terre bénite, offrant à leurs affaires une stabilité tristement absente de leur pays, et des marchés en expansion. Arrêtons-là la liste des immigrés d'Afrique en mentionnant l'afflux massif de migrants chinois sur le continent, qui aurait quintuplé en 5 ans. Alors que la présence chinoise en Afrique relevait de l'anecdote au début des années 1990, les Chinois y sont aujourd'hui cinq fois plus nombreux que les Français ; ils représentent désormais la deuxième communauté étrangère en Afrique. Elle compterait près de 750 000 représentants en 2009.

II. Les émigrés africains en occident

Trois questions méritent d'être posées à leur sujet : combien sont-ils aujourd'hui ? Combien seront-ils demain ? Enfin, quelles sont les raisons qui poussent les jeunes Africains à l'aventure ?

1. Le nombre des émigrés en Occident, aujourd'hui

Que représentent les émigrés du continent en Occident ? 4 millions de personnes. Très peu par rapport aux 35 millions d'étrangers qui vivent en Afrique. Très peu aussi par rapport aux migrants internes, issus de la métamorphose qui s'opère en Afrique même. Il est aujourd'hui admis que l'exode rural en direction des villes africaines a concerné 80 millions de personnes en un demi-siècle ; il en touchera bien plus au cours des décennies à venir. Ceux des migrants africains qui s'acheminent vers les pays du Nord, ne représentent donc – comme souligné plus haut - que l'écume de la vague. En valeur absolue, le monde a connu au XIX^e et au début du XX^e siècle des périodes de migrations internationales bien plus fortes

qu'aujourd'hui. A la veille de la Première Guerre mondiale, les migrants représentaient plus de 5% de la population mondiale, soit près de deux fois la proportion actuelle. Concernant les chiffres de l'immigration subsaharienne, ils demeurent particulièrement modestes, bien loin de l'invasion massive ressentie par une fraction de la population européenne. S'il est vrai que l'on observe une hausse des migrations en provenance d'Afrique noire depuis le début du siècle, 8,5% seulement des immigrés installés dans les pays de l'OCDE proviennent du continent, y compris le Maghreb, contre 16, 8% d'Asie, et 25% d'Amérique latine. Ils constituent donc une part extrêmement faible des migrants internationaux, bien plus faible que le poids de l'Afrique -12% en 2009 et 19% en 2025 - par rapport à la population mondiale.

2. Combien seront-ils demain ?

Qu'en sera-t-il demain ? Probablement, l'Europe continuera de ressentir les secousses du séisme à l'œuvre au sud de la Méditerranée. Certains rêvent de pouvoir protéger l'Europe des flux migratoires en provenance du Sud ; cela tient du mythe : aucun renforcement du dispositif de contrôle aux frontières, aucune restriction des lois d'accueil ne mettra les nations du Nord à l'abri des flux migratoires, qu'il s'agisse d'une migration économique – régulière ou irrégulière – ou de déplacements de réfugiés. Les études menées avec le recul de plusieurs décennies de migrations Sud-Nord le démontrent : ces flux, aux causes multiples, hétérogènes et complexes, ne répondent que faiblement aux politiques des États – qu'il s'agisse des États d'origine, de transit ou d'accueil.

Il faut l'accepter : la migration subsaharienne durera encore longtemps, elle structurera de nouvelles relations économiques et sociétales entre les deux continents. Le nombre des nouveaux entrants sur le marché du travail africain va doubler, selon les prévisions ; le sous-continent s'apprête à accueillir 27 millions de jeunes actifs de plus par an, au début des années 2030. Ce changement d'échelle mettra fatalement les économies et les sociétés africaines sous pression. L'histoire nous apprend que, lorsque le marché du travail ne parvient pas à absorber les cohortes de jeunes diplômés, nombre d'entre eux cherchent leur salut dans l'exil. Or, les pyramides des âges sont formelles : le contexte démo – économique de l'Afrique, ces prochaines décennies, engendrera mécaniquement une classe de jeunes chômeurs urbains, multipliant les aspirants au départ.

3. Les raisons de l'aventure européenne

Mais quelles sont les raisons qui poussent les jeunes Africains à l'aventure ? Les jeunes qui quittent l'Afrique, n'ont qu'une idée en tête, partir. Peu importe le lieu d'arrivée. Ils se sont forgé leur propre monde ; ils connaissent Paris, Londres... à partir de récits entendus auprès d'amis, de parents immigrés, ou encore via les films de Canal +, les journaux de TV5 Monde. Qu'importe le lieu de chute. Après

la galère du chômage à Dakar ou Abidjan, les petits boulots à Niamey ou Ouaga, l'aventure en vaut la chandelle. Il s'agit de fuir un quotidien marqué par la pauvreté, une pauvreté d'autant plus insoutenable qu'elle cohabite avec l'opulence dans laquelle baigne une frange de la société.

Cependant, la pauvreté est loin d'être l'unique et principale cause à la source de la mobilité vers l'Occident. Paradoxalement, l'émigration ne s'explique pas d'abord par des situations d'extrême pauvreté. Les migrants internationaux ne proviennent en général ni des pays les plus pauvres, ni des communautés les plus démunies au sein des pays d'origine, encore moins des plus démunis dans la communauté. Partir coûte cher, et le voyage ne peut s'envisager que lorsque la famille gagne suffisamment pour épargner le coût du trajet, du moins sa première partie. Les tarifs en vigueur se chiffrent en centaines, parfois en milliers de dollars. La traversée par bateau du Maroc à l'Espagne coûtait en 2003 de l'ordre de 600 dollars pour les Marocains, et 1 000 dollars pour les Subsahariens. Le voyage à bord d'un cargo de la Mauritanie aux îles Canaries atteignait jusqu'à 3 000 dollars, payés à des passeurs locaux et à l'équipage.

Le développement économique, parce qu'il désenclave, parce qu'il enrichit, parce qu'il éduque, parce qu'il apporte les moyens modernes de communication et d'échange, augmente à la fois les aspirations et les capacités des individus à migrer. Cependant, il est à croire dans un deuxième temps, lorsque le différentiel de niveaux de vie avec les pays occidentaux, ou avec la frange occidentalisée et riche de la population d'origine, sera résorbé, que la croissance économique permettra de réduire les incitations au départ. En attendant, la croissance économique des pays africains pourrait donc avoir, durant quelques décennies encore, pour effet d'accélérer les départs.

III. L'afflux noir représente-t-il un péril pour l'Europe ?

L'afflux noir, de plus en plus important, en Occident, est une réalité. Mais, représente-t-il vraiment un péril ? Intoxiqués par les clichés télévisuels, habilement orientés, et perdant de vue la réalité des chiffres, les détracteurs de l'« invasion africaine » ferment les yeux sur « l'exceptionnelle demande sociale de la rive nord de la Méditerranée, et sa force d'appel au Sud ». « Au formidable défi démographique africain correspondent, en ce début du XXI^e siècle, de non moins délicats défis démographiques européens et nord-américain ». Outre la main-d'œuvre, les besoins en migrants qualifiés se font également sentir en Occident, tout particulièrement en personnel médical. Face à une demande croissante de ces compétences, la santé publique africaine risque d'être la grande perdante d'une politique du laisser-faire. D'où la nécessité de penser, tout au moins, à des initiatives pragmatiques pour gérer ce dilemme. Enfin, la mise en place d'associations doit être encouragée par l'Etat d'accueil pour inciter les migrants à investir dans leurs pays d'origine en rapatriant leur épargne. Ceci, en vue de leur réinstallation. Ce sont là quelques éléments d'une politique migratoire, qui méritent

réflexion et analyse, afin d'éviter les déconvenues.

1. Des chemins qui se croisent

L'afflux de la main-d'œuvre africaine, jeune et de plus en plus qualifiée, correspond à des demandes d'emploi qui trouvent de moins en moins de candidats au sein des sociétés du Nord. Ainsi, les « nounous » africaines, d'origines maliennes, camerounaise ou burkinabé, investissent la place laissée vide dans les familles bourgeoises des grandes villes françaises. Si la capitale française, Paris, peut prétendre être une ville propre, n'offrant aucun amoncellement de déchets, c'est grâce au travail d'une armée invisible d'immigrés africains de première génération. Des filières entières de l'économie occidentale, comme les vendanges, le ramassage des fruits dans le sud de la France et de l'Espagne, ou encore les métiers du BTP, la restauration et j'en passe, dépendent en grande partie pour leur survie d'une main d'œuvre immigrée, dont les Africains constituent une part croissante. « Accueillir plus de travailleurs étrangers » sur le marché du travail semble donc être le remède à la pénurie de main-d'œuvre occidentale.

La population africaine en âge de travailler, étant appelée à quintupler au cours des quarante prochaines années, pendant que celle de l'Europe diminuera d'un quart, les deux sociétés – africaine et européenne - s'acheminent inexorablement vers une imbrication croissante.

Trois phénomènes étroitement liés concourront ces prochaines décennies, selon le démographe français, François Héran, à rendre le recours à l'immigration de plus en plus nécessaire pour les pays du Nord. Ce sont le spectre d'une baisse graduelle de leur population, d'une chute brutale du rapport entre actifs et inactifs, ayant pour conséquence des difficultés de financement des retraites et des prestations sociales, et, enfin, la pénurie grandissante de main d'œuvre dans des pans entiers de l'économie. Sans migrations, la population d'âge actif déclinera dans l'ensemble des pays développés au cours des prochaines décennies. Force est donc de constater que l'avenir de l'Europe est indissociablement lié à l'immigration. C'est cette image que captent de façon claire et nette les candidats subsahariens qui se présentent aux portes de l'Europe, et qui leur donne la force de braver tous les dangers.

2. À quand le retour au pays ?

Les besoins en migrants de l'Occident se limitent-ils en bras pour bercer les nourrissons et accompagner les aînés du troisième âge ? Dans le tertiaire aussi, les études font état d'une augmentation en nombre de migrants éduqués, notamment en provenance d'Afrique subsaharienne. Pourtant, la plupart de ces Africains qualifiés exercent dans les pays d'accueil des activités non qualifiées, ce qui représente, reconnaissent les auteurs occidentaux eux-mêmes, « une allocation sous-optimale des compétences à l'échelle internationale ».

L'impact de cet exode de compétence sur le développement des pays d'origine, quant à lui, pose problème. Nulle part, cette « fuite de cerveaux n'est plus à déplorer que dans le secteur médical, à une époque où médecins, pharmaciens et infirmières font cruellement défaut à l'Afrique. Alors qu'en France, 209 000 médecins soignent 62 millions d'habitants, on en recense à peine 96 000 au sud du Sahara pour une population de 865 millions d'habitants en 2009, soit un ratio de couverture de plus de un à vingt entre la France et l'Afrique.

Ce problème s'amplifiera dans les années à venir, car l'Europe a un besoin grandissant de personnel médical, pour soigner une population âgée plus nombreuse chaque année. Face à une demande croissante de ces compétences de part et d'autre –en Afrique comme en Europe- que faire ? La coopération s'impose ici, entre les deux rives de la Méditerranée, en se montrant imaginatif : accroître, par exemple, l'offre de formation des médecins et infirmières des pays du Sud, tout en augmentant leurs incitations à revenir travailler au pays après les années de formation, notamment en améliorant les conditions de travail de la filière et en proposant des compléments de salaires. Un autre scénario serait une « circulation des compétences » en lieu et place de « l'exode des compétences ». Ces professionnels africains seraient, par exemple, formés en Afrique ou en Europe, travailleraient un temps en Europe avant de faire bénéficier leur pays de leurs expériences et savoir-faire. Vivement la mise en place d'un tel schéma d'échanges migratoires qui favoriserait le retour au pays !

3. Le migrant et l'aide au développement local. Est-ce possible ?

Qualifiés ou non, les migrants rapatrient chaque année des montants relativement élevés dans leur pays d'origine. Les pays en développement, au niveau mondial, auraient ainsi perçu 328 milliards de dollars en 2008 sous la forme de transferts de leurs migrants, soit près du triple de l'aide publique au développement sur la même période. L'exportation des migrants, pratique courante de certains pays du Tiers-monde, peut donc être une industrie lucrative. Elle rapporte, selon Severino et Ray, chaque année au Sénégal, l'équivalent de 8% de son PIB, soit douze fois le volume des investissements directs étrangers.

Ces afflux de capitaux, de plus en plus considérables d'année en année, sont-ils bénéfiques pour les pays d'origine ? Pour les pays d'accueil ? Ces ressources ont l'avantage d'être plus stables et plus prévisibles que les autres sources de devises, à savoir l'aide publique au développement et les investissements privés en provenance de l'étranger. Mais, pour qu'elles participent au développement socio-économique des zones d'émigration, encore faut-il qu'elles soient investies dans des activités productives. Or, le plus souvent, ces transferts sont utilisés à des fins ostentatoires ou pour faire face à des dépenses non rentables, qui génèrent des effets pervers, comme des inégalités entre familles voisines, ou entre villages.

On entend également dire que les flux d'épargne, en favorisant la croissance

économique des zones émettrices de migrants, permettent de réduire le flux de départs. On peut en douter. Au contraire, l'arrivée de ressources financières d'un parent émigré s'accompagne toujours, quelle que soit sa situation, d'une symbolique de la réussite qui a pour principal effet d'encourager les jeunes du village à se lancer, eux aussi, sur la route de l'aventure.

Quels impacts, en revanche, ces transferts ont-ils sur les migrants eux-mêmes ? L'épargne réalisée, permettant à l'émigrant d'envoyer de l'argent, constitue, en lui-même, un gros handicap à l'installation de l'émigré dans le pays d'accueil et à son intégration. On attend, en effet, d'un immigré qu'il s'intègre à la population du pays d'accueil, en adoptant des comportements les plus proches possibles de celui-ci. Or, en restreignant aussi drastiquement sa consommation pour expédier des montants qui avoisinent quelquefois 60% de son salaire, le migrant réduit d'autant sa capacité d'adopter un mode de vie et des comportements économiques conformes aux standards de la société d'accueil. L'hôte du pays d'accueil ne peut que réprocher l'argent mis de côté qui, au contraire d'une « épargne », n'est qu'une consommation délocalisée du pays d'accueil vers le pays d'origine, et autant de ressources que le migrant n'investit pas dans son intégration. Environ, chaque année, 8 milliards d'euros sont expédiés depuis la France, soit environ l'équivalent de l'aide publique au développement française. Il faut reconnaître que cette solidarité est souvent à la source du projet d'émigration.

Conclusion

L'afflux migratoire africain en direction de l'Occident est incontrôlable dans l'immédiat. Et l'Europe, « forteresse imprenable », tient du mythe, car aucun renforcement du dispositif de contrôle aux frontières, aucune restriction des lois d'accueil ne mettra les Nations du Nord à l'abri des flux migratoires, qu'il s'agisse d'une migration économique – régulière ou irrégulière – ou de déplacements de réfugiés. Il faut l'accepter, d'autant plus que ces émigrés constituent une opportunité pour les sociétés vieillissantes d'Occident. Partant du constat de besoins mutuels et de l'existence d'avantages comparatifs, seules des politiques migratoires maîtrisées, établissant une coopération d'échanges visant à valoriser une « circulation des compétences » en lieu et place de l'« exode des compétences », peuvent ouvrir des pistes.

Voilà ce que je pouvais apporter à ce colloque : une contribution bien modeste. Merci de l'attention que vous avez bien voulu m'accorder.

Bibliographie

J.-M. et O. Ray, *Le Temps de l'Afrique*, Paris, Odile Jacob, 345 p. (p. 42).

« Rapport de la Commission pour la libération de la croissance française, présidée par Jacques Attali, remis le 24 janvier 2008 », La Documentation française.

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

M. Beine, F. Docquier et H. Rapoport, (2008). « Brain drain and human capital formation in developing countries: Winners and losers », *Economic Journal*, p. 118.

J.-M. Severino et O. Ray, op. cit. p; 47.

INSEE, (2009). « De nouvelles données sur l'émigration des médecins africains », *CAP Afrique*, 15 août 2006,

Banque mondiale, (2009). Sans comptabiliser les flux informels. Voir « Migration and development brief », Banque mondiale, juillet 2009.

W. Shaw, (2009). « Migration in Africa : A review of the economic literature on international migration in 10 countries », Banque mondiale, 2007; et interview de Catherine Withol de Wenden, *Le Monde* du 6 octobre 2009.

AXE 1 :
MIGRATION, ACTEURS ET COMMUNICATION

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Communication sociale et réinsertion socio-professionnelle des migrants Ivoiriens rapatriés de la Libye.

Social communication and socio-professional reintegration of Ivorian migrants repatriated from Libya.

Boua Paulin Sylvain AKREGBOU

Ahou Florence AGNEY

Université Peleforo Gon Coulibaly, Côte d'Ivoire

Résumé

Dans une analyse qualitative, ce travail examine, à partir des faits d'actualité relayés par les médias, les limites des solutions alternatives proposées par le gouvernement pour la réinsertion des migrants Ivoiriens rapatriés de la Libye. Ces solutions n'ont pas tenues compte du contexte psychosociologique de leur rapatriement au pays. La forte médiatisation de ce retour non voulu et ni préparé par ces migrants est marqué par un sentiment de honte et d'échec de leur projet migratoire. Cette émigration a laissé des séquelles psychologiques rendant difficiles leur réintégration. D'où l'apport de la communication sociale, qui dans son approche humaine, redonnera espoir et confiance à ces migrants désespérés et désœuvrés. Ces derniers pourront ainsi prendre leur vie en main et affronter les nouvelles réalités de leur situation. Ce qui facilitera leur réinsertion sociale et professionnelle dans la société ivoirienne.

Mots-clés : Émigration clandestine, rapatriement, séquelles psychologiques, communication sociale, réinsertion.

Abstract

In a qualitative analysis, this work examines, from current events relayed by the media, the limits of alternative solutions proposed by the government for the reintegration of Ivorian migrants repatriated from Libya. These solutions did not take into account the psychosociological context of their repatriation to the country. The high media coverage of this unwanted return, neither prepared by these migrants, is marked by a sense of shame and failure of their migration project. This emigration left psychological scars making it difficult to reintegrate them. Hence the contribution of social communication, which in its human approach, will restore hope and confidence to these desperate and idle migrants. They will be able to take charge of their lives and face the new realities of their situation. This will facilitate their social and professional reintegration into Ivorian society.

Keywords : Clandestine emigration, repatriation, psychological sequelae, social communication, reintegration.

Introduction

L'émigration clandestine des jeunes Ivoiriens vers l'Europe a pris des proportions très inquiétantes ces dernières années avec la traversée du désert et de la méditerranée. Sur la route de cette périlleuse aventure, ces derniers sont exposés à de graves risques et sont souvent sujets à des pratiques déshumanisantes. L'onde de choc a été la vente aux enchères des migrants noirs en Libye révélée par le reportage de la journaliste Nima Elbagir diffusé en novembre 2017 sur la chaîne de télévision américaine CNN. Ces images d'un marché aux esclaves ont été reprises et diffusées à travers le monde sur des chaînes de télévision, dans la presse écrite et sur les médias sociaux. La médiatisation de ces images choquantes a conduit le gouvernement ivoirien, avec l'aide de l'Union Européenne et de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), à entreprendre, pour la première fois de son histoire, des actions de rapatriement de masse de ses ressortissants bloqués en Libye. C'est 4900 migrants Ivoiriens en situation de détresse qui ont été rapatriés à la date d'avril 2019 selon Marina Schramm, chef de mission de l'OIM en Côte d'Ivoire (Aip, juin 2019).

Ces rapatriés sont les candidats malheureux à l'émigration vers l'Europe qui ont échoué en Libye et qui ont été contraints de rentrer dans leur pays d'origine. Ce rapatriement traduit l'échec de leur projet migratoire et la fin de leur rêve de l'eldorado européen. Certes, la migration de retour est un phénomène normal et constant. Revenir dans son pays d'origine est donc une étape importante du projet initial du migrant qui est lié à la réussite de sa réinstallation (Ndione et Lombard, 2004). Mais ici, ce retour n'est pas intentionnel. Ces milliers de migrants n'ont pas choisi de leur propre chef de retourner volontairement au pays. Ces émigrés qui ont quitté leur pays avec plein d'espoir d'une vie meilleure en Europe retournent malheureusement bredouilles chez eux sans avoir atteint leurs objectifs. Ils rentrent désillusionnés et désespérés auprès des siens. Pis, la médiatisation de ce retour non voulu et non préparé est vécue comme une expérience difficile et humiliante pouvant mettre en mal leur réintégration (Flahaux et al. 2017). Cette situation met en exergue la problématique de leur réinsertion dans la vie active et suscite des questionnements. Existe-t-il une politique nationale de réinsertion des migrants de retour au pays ? Quelles sont les chances de réussite de la réinsertion sociale et professionnelle de ces migrants rapatriés chez eux malgré eux ? Comment la communication sociale pourrait-elle contribuer à la réintégration de ces personnes désespérées et traumatisées ?

À partir des sources documentaires, cette étude analyse les faits d'actualité relatifs à la réinsertion des migrants Ivoiriens rapatriés de la Libye. Dans une approche qualitative, elle examine les limites des solutions alternatives proposées par le gouvernement. Son intérêt est de montrer la contribution de la communication sociale à la réussite de ce processus de réintégration socio-professionnelle des migrants. L'hypothèse qui guide cette recherche postule que la solution de la réinsertion des rapatriés est d'abord psychologique avant d'être économique et

matérielle. Le corpus d'étude est composé principalement de productions médiatiques notamment d'articles de presse (12) et de vidéos (4) collectés sur les sites d'information et sur les médias sociaux.

1. Cadre théorique

La littérature relative à la migration de retour est abondante et concerne généralement les retours volontaires des migrants dans leur pays d'origine et à leur réinsertion. Quant aux travaux relatifs aux retours involontaires, ils sont peu nombreux. Deux courants s'opposent sur cette question. Le premier courant est plutôt optimiste quant à la réussite de la réinsertion des migrants rentrés dans leur pays d'origine. Il est tenu par les théoriciens de la nouvelle économie, du transnationaliste et du réseau social. Pour la première théorie, le retour des migrants est considéré comme le résultat logique du projet migratoire leur permettant de faire des économies, d'améliorer leurs compétences et d'acquérir de l'expérience (Stark, 1991). La migration est alors considérée comme une réussite lors du retour puisque le migrant a atteint ses objectifs (Cassarino, 2004). Pour le transnationalisme, les migrants acquièrent une identité transnationale qu'ils combinent avec leur origine. Cette identité va déterminer leurs attentes et leurs comportements lors de leur retour dans leur pays en leur permettant de s'adapter. Les transnationalistes soutiennent que le retour des migrants est préparé à travers des visites régulières dans leur pays d'origine et par des contacts fréquents avec leur famille et leurs amis, mais aussi avec la diaspora. Cela leur permet d'organiser au mieux leur retour, ce qui facilite, selon Cassarino (Idem), leur réintégration. Pour les tenants de la théorie du réseau social, les migrants de retour sont des acteurs qui rassemblent les ressources nécessaires pour préparer leur retour. Ils font appel aux réseaux socio-économiques et aux relations interpersonnelles qui leur permettent de tirer parti des expériences de retour d'autres migrants, d'avoir des conseils et des informations utiles afin que leur retour et leur réinsertion se passent dans les conditions les meilleures. Ce courant voit d'une façon positive le retour et la réinsertion des migrants dans leur pays d'origine. La réussite de leur réinsertion est conditionnée par un retour voulu, préparé et organisé. Mais qu'en est-il pour la réinsertion des retours forcés des migrants pour cause d'expulsion ou de rapatriement ?

À l'encontre du premier courant, les théoriciens de l'économie néoclassique et les structuralistes sont pessimistes sur cette question. Selon la théorie néoclassique, le retour est une anomalie, un échec de l'expérience migratoire parce que le migrant revient avec aucune économie. Ceux qui retournent dans leur pays d'origine sont ceux qui ne réussissent pas à l'étranger. Par conséquent, leur réinsertion lors de leur retour promet d'être difficile parce que n'étant ni préparée, ni attendue (Constant et Massey, 2002). De même, pour l'approche structurelle, les migrants mal préparés à leur retour ne disposent d'aucun moyen pour avoir conscience des changements sociaux, politiques et économiques qui ont eu lieu

dans leur pays pendant leur absence. Aussi en cas de non-ajustement, il y aura ré-émigration (Gmelch, 1986).

Notre étude s'inscrit dans ce second courant précisément dans la théorie néoclassique. Les migrants Ivoiriens ont été rapatriés dans leur pays par leurs autorités avec l'aide de l'OIM et de l'Union Européenne parce qu'en souffrance en Libye. Ils sont donc rentrés chez eux de façon involontaire sans pouvoir atteindre leurs objectifs. C'est un retour non voulu et non préparé psychologiquement, matériellement et financièrement. Ce retour semble être perçu comme un échec de leur projet migratoire. Ce qui pourrait présager les difficultés de leur réintégration sociale et professionnelle. À ce niveau il importe de faire un état des lieux de la politique nationale de réinsertion des migrants.

2. État des lieux de la politique nationale de la réinsertion des migrants

Depuis le choc causé par le marché des migrants esclaves en Libye, des initiatives gouvernementales ont été entreprises pour lutter contre ce fléau. En collaboration avec l'OIM, le Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur a effectué de nombreuses opérations de rapatriement de ses ressortissants en détresse. La question de leur réinsertion socio-professionnelle est devenue une préoccupation majeure pour tous les acteurs concernés : État, organismes internationaux spécialisés, partenaires au développement, population et migrants. Dans cette action, le gouvernement ivoirien bénéficie de l'aide de l'OIM et de l'appui de l'Union Européenne (UE) à travers la mise en œuvre du projet Initiative conjointe FFUE-OIM pour la protection, la réintégration et l'insertion dans la vie active des migrants revenus au pays. L'Initiative conjointe UE-OIM vise à renforcer les capacités des migrants de retour à refaire leur vie dans leur pays d'origine. Soulignons à cet effet que le FFUE est le Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'UE pour l'Afrique (FFUE) créé en 2015 en réponse à l'augmentation spectaculaire de l'immigration clandestine en Europe. Il contribue à une meilleure gestion des migrations et à la lutte contre les causes profondes des phénomènes de déstabilisation, des déplacements forcés et de la migration irrégulière (Commission Européenne, rapport, 2017).

Dans le cadre de ce fonds, la Côte d'Ivoire a bénéficié de 2,7 millions d'euros (1,7 milliards FCFA) du FFUE pour l'accueil, l'intégration et la réinsertion de ses migrants sur une durée de trois ans allant de juin 2017 à juin 2020. Selon la consultante en communication à l'OIM Côte d'Ivoire, Marie Kloboukoff, presque tous les migrants sont pris en compte dans une première phase qui se situe au niveau du conseil, de l'information, d'un pécule d'appui à la réintégration, le référencement à des structures de la société civile et programmes nationaux. Sur les 4900 migrants de retour, seulement 2000 sont pris en compte dans la phase finale des activités de la réintégration. Ces derniers ont reçu individuellement une somme de 165.000 FCFA (251 euros) pour leur réinsertion (Rapport OIM, juillet 2018). En plus de ces

sommes en espèces, des projets communautaires ont été mis en place par le gouvernement pour leur réinsertion professionnelle. Ces projets comprennent d'abord de la formation d'une cinquantaine de migrants en bâtiments, en élevage et en agriculture au centre d'incubation de l'université de l'entrepreneuriat dans la commune d'Azaguié pour leur permettre de créer leur propre structure en exerçant une activité génératrice de revenus. Ils portent aussi sur une entreprise de plomberie et de peinture dans la commune d'Anyama, d'un cyber café et d'un traitement de texte dans la commune de Bonoua et d'une installation de réserves d'eau souterraines dans la commune de Cocody précisément à la Riviera Faya. Parallèlement à cette assistance, des actions de sensibilisation sont menées par certaines ONG nationales pour amener les migrants à aimer davantage leur pays pour y vivre et y entreprendre. C'est le cas du Réseau ouest-Africain pour la Lutte contre l'Immigration Clandestine (REALIC) qui vise un changement de comportement des jeunes à travers la présentation d'une pièce de théâtre participative intitulée « Chez moi est mieux ».

Malheureusement, à moins d'un an de la fin de ce programme de réinsertion, les objectifs sont loin d'être atteints. Une trentaine de migrants rapatriés de la Libye ont manifesté leur colère contre les autorités devant le siège de l'OIM aux Deux-Plateaux dans la commune de Cocody (Depeyla, 2018). Ils sont venus dénoncer le non-respect des engagements pris par le gouvernement ivoirien et l'OIM quant à leur réinsertion à travers des projets communautaires. Cette manifestation a été réprimée sans ménagement à coup de gaz lacrymogène et de matraques par les forces de sécurité. Cela traduit manifestement la désillusion de ces migrants face aux difficultés de leur réintégration socioprofessionnelle. Le constat est que les solutions proposées par le gouvernement ivoirien à ces migrants ne semblent pas correspondre à leurs attentes. La raison réside dans l'absence d'une véritable politique nationale de réintégration des migrants prenant en compte les réalités des concernés. En effet pour la gestion de ses migrants, la Côte d'Ivoire bénéficie, jusqu'à présent, de l'assistanat de l'OIM et de l'aide de l'Union Européenne à travers son FFUE. Certes, les actions entreprises par le gouvernement ivoirien en collaboration avec ses partenaires nationaux et internationaux méritent d'être encouragées. Mais peuvent-elles réellement favoriser une réinsertion durable de ces migrants rentrés involontairement au pays ? Les projets d'activités communautaires qu'il propose sont-ils suffisants pour leur réintégration dans la vie active et les maintenir au pays ? Comment convaincre quelqu'un qui a investi plus de 1.500.000 francs CFA (2286.74 euros) dans son projet migratoire à renoncer à son rêve d'un eldorado européen avec un pécule de 165.000 f CFA (251 euros) ?

Des études ont relevé, à cet effet, les difficultés de réintégration des migrants africains qui ont été contraints de rentrer dans leur pays. Leur réinsertion après leur retour ne s'avère pas évidente (Daum, 2002 ; Ndione et Lombard, 2004) et donne lieu à des expériences difficiles (Bredeloup, 2006). C'est le cas des migrants burkinabés qui sont rentrés involontairement dans leur pays à cause de la crise post-électorale en Côte d'Ivoire (Bredeloup et Zongo, 2016; Boyer, 2016). C'est la

même réalité des migrants nigériens rentrés de la Libye (Mounkaila, 2015). Ces études montrent que les chances de réussite de la réinsertion socio-professionnelle des migrants retournés involontairement chez eux sont faibles malgré un appui institutionnel. D'autres éléments explicatifs mettent en exergue l'échec des projets de réinsertion lié à la situation personnelle de chaque individu, de son savoir-faire, de son environnement social et de sa réalité économique. Le risque est que la réinsertion qui se révèle difficile peut faire l'objet d'un nouveau départ (Ammassari, 2004). En effet, quand les circonstances sont pénibles la volonté de repartir se renforce au jour le jour (Flahaux, 2013). Ces expériences malheureuses en matière de réintégration des migrants de retour dans les pays à fort courant migratoire vers l'extérieur comme le Burkina, le Sénégal, le Mali et le Niger amènent à nous interroger sur le cas spécifique de la Côte d'Ivoire. Ce pays, devenu lui aussi une terre de départ pour les migrants en quête d'un avenir meilleur en Europe depuis sa grave crise post-électorale de 2010, a-t-il l'expertise nécessaire pour réussir la réinsertion de ses migrants rapatriés de la Libye ? Les chances de réussite de cette politique ne sont-elles pas au préalable une solution communicationnelle ?

3. Contribution de la communication sociale dans la réinsertion des migrants Ivoiriens

3.1. Les limites de la politique de réinsertion

Les difficultés que les migrants rencontrent pour leur réinsertion s'explique par plusieurs raisons. La première est que rien n'a été fait par la puissance publique pour permettre aux migrants de retour de se réinsérer au plan social et professionnel. Elle s'est contentée d'appliquer les différents termes de référence et les *process* imposés par l'OIM et l'UE pour les rapatriés de la Libye sans tenir compte de leurs réalités. Ces personnes ont fui leur état de pauvreté, la misère, les difficultés de la vie espérant aller chercher en Europe un mieux-être social. Malheureusement, cette aventure pleine d'espoir n'a pas abouti. C'est donc déçus et désenchantés qu'ils ont abandonné leur rêve de l'eldorado européen pour rentrer au pays.

Ensuite, ces migrants n'ont ni décidé, ni préparé leur retour. Ils ont été contraints à mettre un terme à leur projet migratoire par ce qu'il est convenu d'appeler désormais l'enfer Libyen. Ils n'ont de ce fait mobilisé aucune ressource nécessaire pour leur retour. C'est une tragédie et un déshonneur pour eux de rentrer bredouilles au regard de la pression socio-culturelle de leur environnement. Ce retour prématuré et inattendu est vécu par ces rapatriés comme une expérience humiliante. Ils le perçoivent, selon le sociologue Fahiraman Koné, comme «une mort sociale et psychologique» appuyée par des discours entremêlant railleries et stigmatisations (AFP, 7 mars 2018).

La troisième raison est liée à la médiatisation nationale et internationale de leur rapatriement au pays. Les médias audio-visuels, la presse écrite, la presse en ligne

ainsi que les réseaux sociaux numériques ont été mobilisés pour cet événement inédit dans l'histoire de la Côte d'Ivoire. « Les retournés », est le nom donné par les médias aux Ivoiriens qui ont échoué dans leur projet d'émigration clandestine. Cette mise en visibilité médiatique a eu assurément un impact politique pour le gouvernement ivoirien montrant à la population qu'il se préoccupe de ses ressortissants qui sont en difficulté hors du pays. Ce retour fortement médiatisé a créé un profond malaise psychologique chez ces migrants. En témoigne les dires de Mimi, une rapatriée de la Libye, dans un reportage sur les « Migrants de retour en Côte d'Ivoire » de Radio France Internationale diffusé le 16 mars 2019 (rfi.fr) :

« La manière dont tu rentres au pays, ce n'est pas celle que tu as décidée, ce n'est pas cette manière-là que tu as voulue. On est rentré avec désespoir. On s'est dit qu'on a vraiment perdu du temps, notre argent... On a perdu plein, plein de choses. On n'a vraiment pas le moral. Je me disais que je préférerais encore la mort que de revenir comme ça ».

Ces propos traduisent éloquemment l'affliction de ces rapatriés. Ce tourment reflète leur profond état d'âme :

« C'est mon voyage qui m'empêchait de venir m'installer ici à cause de la honte, de la gêne. Le fait de partir et de ne pas avoir réussi le voyage, les gens vont mal l'interpréter. Voilà pourquoi je suis dans mon coin. Je suis là, je ne fais rien pour le moment et tout cela me stresse encore plus. Je suis malade depuis mon retour. Je prends des médicaments pour éviter trop de stress et, par conséquent, je suis renfermée, trop renfermée. Avant, ce n'était pas ça ma vie » poursuit-elle.

À l'analyse, l'insuccès de leur émigration et la médiatisation de leur rapatriement ont provoqué nécessairement un traumatisme psychologique chez ces migrants. Ce sont des personnes affligées et désespérées qui semblent avoir perdu confiance en elles-mêmes. Pour ces rapatriés, le retour qui devrait être une libération et un soulagement est devenu un véritable calvaire. Ils éprouvent une certaine gêne et une honte à cause de l'échec de leur projet migratoire. Ce sentiment d'indignité et d'humiliation les amène à se claquer chez eux et à vivre isoler. Ces facteurs sont susceptibles d'amenuiser considérablement les chances de réussite de leur réinsertion sociale et professionnelle. C'est malheureusement cette réalité que le gouvernement a ignoré dans son approche communicationnelle. Il s'est simplement limité à une communication médiatisée à caractère institutionnel. Or ce type de communication, à relent politique, a davantage une visée informative que persuasive. Il ne peut convaincre un groupe de personnes à adhérer à un projet encore moins à changer leur comportement. Cette approche est donc inefficace dans la mise en œuvre de sa politique. Car la réinsertion sociale et

professionnelle est loin d'être mécanique (Mazzella, 2016). La solution réside plutôt dans la prise en compte des séquelles psychologiques de ces migrants. Certes, l'activité économique et la logistique sont des éléments importants dans le processus de la réinsertion sociale de l'individu. Mais la dimension psychologique demeure d'abord et avant tout le préalable à la réussite de cette opération. Pour mieux appréhender ce fait, la mise en œuvre de la communication sociale s'avère nécessaire.

3.2. L'apport de la communication sociale

Abattus psychologiquement à cause des humiliations et du traumatisme subis, ces migrants rapatriés ont gardé de nombreux ressentiments. Ils éprouvent entre autres les sentiments de culpabilité et d'échec. Ils ont également perdu confiance en soi et le goût de la vie. Honteux et gênés par leur situation, ils sont mélancoliques et découragés de la vie. Ce qui explique le désœuvrement de nombre d'entre eux à entreprendre quelque chose pour s'en sortir. Face à ces handicaps psychologiques, la communication sociale apparaît comme l'approche idéale pour leur redonner le goût de la vie et les amener à croire de nouveau en eux. Elle peut grandement contribuer à la réussite ou du moins faciliter leur réinsertion sociale et professionnelle. En effet, contrairement à la communication médiatisée du gouvernement, la communication sociale a une approche plutôt humaine et responsable. Elle est un ensemble d'actes communicatifs dont l'objectif est plus persuasif qu'informatif. C'est un type de communication fondé sur la transmission des valeurs humaines et citoyennes pour créer et renforcer la compréhension, susciter une prise de conscience et sensibiliser les personnes cibles à modifier ou à changer leurs représentations ou leur comportement. La communication sociale joue, dans son approche, sur trois éléments fondamentaux que sont l'attention, la compréhension et l'acceptation pour convaincre et motiver les individus à agir à partir de leurs besoins mais aussi de leurs propres ressources et expériences. Elle induit la rétroactivité et la participation comme stratégie conative par l'implication des concernés à leur propre changement. Son objectif ultime étant de les rendre maîtres de leur destiné.

Dans le cadre de notre préoccupation, la communication sociale peut corriger cette représentation négative en déconstruisant l'image d'échec et de ratés que ces migrants rapatriés se font d'eux-mêmes. Pour ce faire, elle doit s'appuyer sur le counseling, l'approche participative et le plaidoyer en véhiculant des messages clés à connotation positive auprès des groupes cibles concernés. Soulignons ici que le groupe cible primaire est bien évidemment composé des migrants rapatriés. Ce sont eux qui sont les plus touchés par le problème et qui doivent profiter du changement de comportement. Quant au groupe cible secondaire, ce sont ceux qui peuvent avoir une influence directe sur les migrants pour que le changement ait lieu. C'est la société en général et leurs proches en particulier leur famille, leurs amis et leurs connaissances. Et enfin le groupe cible tertiaire est composé des décideurs qui prennent des mesures de loi, donnent les moyens et facilitent les

actions pour que le changement survienne. Ce sont le gouvernement ivoirien avec le Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur, l'OIM, et les ONG œuvrant dans la migration.

Ainsi, en direction de ces différents groupes cibles, il faut sortir des discours moralisants et infantilisants. Ce type de discours renforce davantage le sentiment de culpabilité des concernés et les présente comme des personnes naïves et irresponsables. Par l'approche du counseling, on peut amener ces migrants rapatriés à prendre conscience de leurs potentialités et des valeurs qu'ils représentent pour la société. Il ne s'agit plus de les présenter aux groupes cibles secondaires comme de simples victimes à assister mais comme des actifs économiques porteurs de projets. Par exemple, il faut les amener à capitaliser les ressources psychologiques qu'ils ont mobilisées dans leur projet migratoire afin de les mettre au service de leur nouvelle vie. La volonté qu'ils ont eu à tout sacrifier pour tenter l'aventure malgré les nombreux risques, la foi qu'ils ont eu à affronter ces dangers, le courage, la force morale et mentale qu'ils y ont investi pour surmonter les difficultés du voyage, etc. sont autant de potentialités qu'ils ont développé. Cette détermination exceptionnelle peut leur servir d'atout aujourd'hui pour réussir leur réinsertion. En changeant donc leurs croyances et leurs représentations, ils pourront avoir une attitude plus favorable face à leur situation pour apprécier les opportunités qui leur sont offertes. Ils pourront ainsi regagner la confiance qu'ils ont perdue en eux. Ce qui leur permettra d'accepter non seulement leur condition mais aussi de s'accepter eux-mêmes. À partir de là, ils recouvriront leur dignité et n'auront plus honte d'affronter les regards et les moqueries de leur entourage. Ils se rendront compte que le vrai eldorado est chez eux sous leurs yeux et non ailleurs. Ils pourront aisément, grâce à l'approche participative, faire face à la réalité et se lancer dans les activités génératrices de revenu pour se faire une nouvelle place dans le tissu socio-économique de leur pays. L'approche du plaidoyer permettra, quant à elle, de mobiliser les ressources financières et la logistique nécessaires à la réussite de leur réinsertion.

Toutes ces actions de communication et de sensibilisation doivent utiliser des supports et canaux de communication appropriés à ces migrants à majorité jeunes. Ce sont entre autres le canal médiatique, le canal socioculturel et le canal institutionnel. Au niveau du canal médiatique, l'utilisation des réseaux sociaux numériques (Facebook, WhatsApp), des chaînes de télévision nationales (RTI1 et RTI2), de radiodiffusion (Nostalgie, Fréquence 2, Radio JAM), et de la presse écrite nationale (quotidiens et magazines) sont nécessaires pour véhiculer les messages de sensibilisation auprès des différents groupes cibles. Quant au canal institutionnel, il sera davantage utilisé par les officiels et les autorités pour informer la population des actions et des mesures d'accompagnement mises à la disposition de la cible primaire. Et enfin, le canal socio-culturel permettra au groupe cible primaire de s'approprier les projets d'activités et de partager les expériences d'autres personnes. Ainsi, une fois que ce premier travail de communication réalisé, ceux liés aux finances et à la logistique suivront. Le groupe cible tertiaire doit, à

cet effet, proposer des solutions pragmatiques en phase avec les réalités des migrants rapatriés pour faciliter leur réinsertion sociale et professionnelle.

Conclusion

Suite aux images choquantes de la vente aux enchères des migrants noirs en Libye révélée par la chaîne américaine CNN, le gouvernement ivoirien a entrepris des actions de rapatriement de masse de ses ressortissants en situation de détresse. Pour la réinsertion de ces candidats malheureux à l'émigration vers l'Europe, des programmes d'activités financés par l'OIM et le Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'Union Européenne pour l'Afrique allant de juin 2017 à juin 2020 ont été mis à leur disposition. Malheureusement, à quelques mois de l'échéance de ces programmes, ces solutions proposées sont loin d'atteindre leurs objectifs. La raison est que les initiateurs n'ont pas pris en compte le côté psychologique des concernés, élément catalyseur de leur participation à ces projets. En effet, ces derniers, traumatisés et humiliés, présentent plusieurs handicaps psychologiques qui expliquent en partie leur repli sur soi et leur inaction. D'où la contribution de la communication sociale pour corriger tous ces ressentiments. À travers ses actions du counseling et du plaidoyer, cette approche communicationnelle va amener ces migrants rapatriés à reprendre confiance en eux et à prendre leur vie en main. Ils prendront ainsi conscience, non seulement, de leurs potentialités, mais aussi, des opportunités qui s'offrent à eux. Ce qui faciliterait leur adhésion et leur participation aux programmes de réinsertion sociale et professionnelle qui sont mis à leur disposition. Une fois ce premier volet communicationnel achevé, doivent suivre de façon conséquente une bonne politique financière et logistique pour la réussite de ce processus.

Bibliographie

Ammassari S. (2004). From Nation-Building to Entrepreneurship: The Impact of Elite Return Migrants in Côte d'Ivoire and Ghana. *Population, Space and Place*, 10, p. 133-154.

AIP. (2019). «Côte d'Ivoire/ Près de la moitié des migrants rapatriés engagés dans des activités de réintégration (OIM)».

AFP, 2018, «Côte d'Ivoire : sortis de l'enfer libyen, ils subissent «une mort sociale et psychologique

Bredeloup S. (2006). «Réinstallation à Ouagadougou des «rapatriés» burkinabè de Côte d'Ivoire», *Afrique contemporaine*, 217, pp. 185-201.

Bredeloup S., Zongo M. (2016). *Repenser les mobilités burkinabè*, Paris : Éditions L'Harmattan, Coll. Études africaines, 258 p.

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Boyer F. (2016). « De l'ambivalence des retours de Burkinabè de Côte d'Ivoire à Ouagadougou : une approche générationnelle », in Bredeloup et Zongo (Eds.), *Repenser les mobilités burkinabè*, Éditions L'Harmattan, Coll. Études africaines, pp. 121-143.

Cassarino J.-P. (2004), « Theorising Return Migration: the Conceptual Approach to Return Migrants Revisited », *International Journal on Multicultural Societies*, Vol. 6, n° 2, p. 255.

Daum C. (2002). « Aides au "retour volontaire" et réinsertion au Mali : un bilan critique », *Hommes et migrations*, 1239, pp. 40-48.

Depeyla A. (2018). « Côte d'Ivoire / Situation socio-politique : Plusieurs migrants venus de Libye arrêtés », in <http://regardsurlafrique.com>

Flahaux M-L. (2013). *Retourner au Sénégal et en RD Congo. Choix et contraintes au cœur des trajectoires de vie des migrants*, Louvain-la-Neuve : Presses universitaires de Louvain, 348 p.

Flahaux M-L. et al. (2017). « Les migrations de retour en Afrique », *Espace populations sociétés* [Online] <http://journals.openedition.org/eps/7081>

Gmelch G. (1986). « The readjustment of return migrants in Western Ireland », *Return migration and regional economic problems*, dir. par R. KING, London: Croom Helm, 143 p.

Massey D. S., Constant A. (2002). « Return Migration by German Guestworkers: Neoclassical versus New Economic Theories », *International Migration*, vol. 40, n° 4, p. 538.

Mazzella S. (2016). *Sociologie des migrations*, PUF, Paris, Collection : Que sais-je ?, Pages 128.

Mounkaila H. (2015). « La gestion des rapatriés de Libye dans la commune de Tchintabaraden (Niger) : les défis de l'urgence et du durable », *Afrique et développement*, 50(1), pp. 99-117.

Ndione B., Lombard J. (2004). « Diagnostic des projets de réinsertion économique des migrants de retour : étude de cas au Mali (Bamako, Kayes) », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 20, n°1, pp 169-195.

Rfi.fr, 2019, « Migrants de retour en Côte d'Ivoire ».

Stark O. (1991). *The migration of labor*, Cambridge: Basil Blackwell.

Le traitement de la traversée de la méditerranée dans la presse et le roman espagnols : chronique d'un retour au commerce triangulaire ou d'une quête suicidaire transculturelle annoncée ?

The treatment of the crossroads of the Mediterranean in the Spanish press and novel: chronicle of a return to triangular trade or an announced transcultural suicidal quest?

Djoko Luis Stéphane KOUADIO

Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

Résumé

De nombreux subsahariens tentent, chaque jour, de traverser clandestinement la Méditerranée pour rejoindre l'Espagne, porte d'entrée de l'Europe la plus proche du continent africain. Le traitement de ce phénomène par la presse et le roman espagnols semble rappeler le commerce triangulaire et préfigure l'annonce d'un échec eu égard aux décès, violences subies lors de leur périple et aux multiples difficultés d'insertion en Espagne frappant les migrants. Le roman espagnol contemporain *Radio Puente* (2008), écrit par Héctor Huerga, et la presse espagnole montrent les grandes difficultés rencontrées par les candidats africains à une arrivée illégale sur le territoire européen. Bon nombre d'immigrés clandestins meurent dans des conditions calamiteuses ou, une fois arrivés en Espagne, ne peuvent s'intégrer en société. En effet, la pénible traversée du mortel désert africain, l'esclavage des temps modernes qui sévit en Libye, le mur érigé à Ceuta et Melilla, les bateaux de fortune qui servent au franchissement de la Méditerranée et les exactions de toutes sortes sont, entre autres, les éléments dont le roman et la presse espagnols se font l'écho. Toutefois, les journaux et le roman *Radio Puente* proposent également les solutions, tant au niveau des pays de départ des clandestins que des pays d'accueil européens, ici l'Espagne, pour y remédier.

Mots-clés : Subsahariens; Méditerranée; Migrants; Roman; Presse.

Abstract

Many sub-Saharanans attempt, every day, to cross the Mediterranean clandestinely to reach Spain, the gateway to Europe closest to the African continent. The treatment of this phenomenon by the Spanish press and novel seems to recall the triangular trade and prefigures the announcement of a failure with regard to the deaths, violence suffered during their journey and the multiple difficulties of insertion in Spain striking the migrants. The Spanish novel *Radio Puente* (2008), written by Héctor Huerga, and the Spanish press show the great difficulties encountered by the African candidates to an illegal arrival on the European territory of which Spain constitutes one of the doors of entry. Many illegal immigrants die in calamitous conditions or, once they arrive in Spain, cannot integrate into society. Indeed, the painful crossing of the deadly African desert, the slavery of modern times that rages in Libya, the wall erected at Ceuta and Melilla, the makeshift boats that serve for the crossing of the Mediterranean and the different exactions are, for example, the elements of which the Spanish novel and the Spanish press reveal. However, journalistic texts and the novel *Radio Puente* also propose the solutions, both at the level of the countries of departure of the clandestine ones and of the European countries of reception, here Spain, to remedy it.

Keywords: sub-Saharanans; Mediterranean; Migrants; Novel; Press.

Introduction

Depuis la fin des années 1990, la presse et le roman espagnols traitent, de manière récurrente, de l'arrivée illégale par la Méditerranée d'un flux incessant d'immigrants subsahariens dont le seul rêve est la quête de l'Eldorado situé au-delà de cette mer. L'Espagne, de par sa proximité avec l'Afrique, se mue en réceptacle de cette invasion qui, semble-t-il, renvoie l'image du commerce triangulaire. Par ailleurs, la difficile intégration des migrants subsahariens complexifie la question des immigrés présents sur le territoire espagnol. Ce constat est visible à la lecture, d'une part, de la presse européenne en général, espagnole en particulier et, d'autre part, de Radio Puente, roman publié par l'espagnol Héctor Huerga en 2008. C'est dans ce contexte que s'inscrit notre sujet ; « le traitement de la traversée de la Méditerranée par la presse et le roman espagnols : chronique d'un retour au commerce triangulaire ou d'une quête suicidaire transculturelle annoncée ? En d'autres termes, comment, d'une part, les journaux, en version papier et numérique, et, d'autre part, les romans espagnols abordent-ils l'immigration clandestine maritime au travers du prisme économique et socioculturel ? Par ailleurs, les multiples noyades dans la Méditerranée, combinées aux difficultés d'insertion et d'intégration sociales en Espagne, ne reflètent-elles pas l'échec de la quête d'un « ailleurs » perçu comme meilleur ? L'hypothèse qui fonde notre réflexion est que les migrants, à travers le roman Radio Puente et la presse, sont confrontés à des difficultés qui ne leur permettent pas de s'épanouir aussi bien lors de leur périple qu'une fois sur le territoire espagnol. Pour répondre à ces différents questionnements, il importe de procéder, dans la première partie, à une présentation du cadre théorique, du contexte d'écriture et des approches textuelles possibles. La seconde partie sera consacrée aux caractéristiques du retour au commerce triangulaire tandis que la troisième partie mettra l'accent sur le ballotage des immigrés entre intégration partielle et citoyenneté de seconde zone.

1. Cadre théorique, contexte d'écriture et approches textuelles

Les années 1990-2000 sont marquées par de massifs flux d'africains vers l'Espagne, voguant vers ce pays dans des embarcations de fortune et au péril de leurs vies. La presse espagnole présente ce phénomène sous deux constantes. Tout d'abord, elle met l'accent sur la tragédie qui a cours sur les côtes espagnoles, eu égard aux centaines de décès quotidiens, hebdomadaires et mensuels¹³. Ensuite, les

¹³ Il est difficile, voire impossible de ne pas lire, au moins de façon hebdomadaire, sinon quotidienne, le récit des interventions en mer Méditerranée des sauveteurs espagnols. Les journaux nationaux et régionaux, de *El País* à *ABC* en passant par *El Diario*, *El Mundo*, *El Foro*, entre autres, donnent les chiffres, souvent effarant, des migrants noyés ou arrivés par bateau. Par ailleurs, cette presse traite aussi des déboires rencontrés par les navires des ONG secourant les migrants, à l'instar de l'*Aquarius*, ballotté entre différents ports européens avant d'être acceptés par l'Espagne suite à l'arrivée au pouvoir en juin 2018 des socialistes de Pedro Sánchez en remplacement du conservateur Mariano Rajoy. De manière générale, de 2003 à 2018, le nombre de migrants arrivés

journaux espagnols traite ce phénomène au regard du droit international privilégiant le sauvetage en mer. Enfin, la presse invite l'ensemble des décideurs européens et africains à prendre leur responsabilité afin d'endiguer cette immigration clandestine qui, de plus en plus, suscite la montée des extrémismes en Europe (Granados, 2002). Les journaux espagnols abordent le problème des migrants subsahariens en fonction de leurs lignes éditoriales et des idéologies de Gauche, de Droite et du Centre qui les caractérisent (Moriana, 2015):

Los periódicos que hemos seleccionado para nuestra investigación son tres, todos de ámbito nacional: El País, El Mundo y ABC. [...]. Tienen distintas líneas editoriales y se relacionan con diferentes ideologías: El País se caracteriza por la defensa de los principios liberales y sociales, El Mundo por el compromiso con los derechos humanos, especialmente con los de las minorías y ABC por la conservación de los valores cristianos (Moriana, 2015, p.6).

Ces trois approches de la presse transparaissent aussi dans le roman espagnol avec l'exemple de *Radio Puente*, par Héctor Huerga, romancier, blogueur et activiste espagnol né en 1972 à Barcelone. En effet, ce roman évoque, à travers le parcours du sénégalais Diogomaye, le difficile parcours du migrant clandestin qui, après maintes péripéties, finit par arriver en Espagne. Cette œuvre fait aussi ressortir les différentes réactions et conceptions qui traversent la société espagnole face à l'arrivée des clandestins sur le territoire national. Ce romancier contemporain va, entre autres, aussi toucher du doigt ce phénomène en militant pour une intégration de ces migrants illégaux, source d'une interculturelité profitable au pays d'accueil. Tout en mettant l'accent sur les noyades par centaines, Héctor Huerga, écrivain proche du milieu journalistique, s'appesantit également sur les causes profondes d'un départ de l'Afrique qu'il juge essentiellement d'ordre politico-économique. Il s'inscrit, de notre point de vue, dans le camp de ceux pour qui les motivations économiques, à travers la théorie « impulsion-attraction » ou « push-pull », sont à l'origine des migrations. En effet :

Las teorías clásicas para el estudio de los procesos migratorios han puesto el énfasis por lo general en las motivaciones económicas que, supuestamente, desencadenan la mayoría de los movimientos de población. De acuerdo con lo que se conoce como las teorías de la «impulsión- atracción» («push-pull»), los emigrantes se trasladan casi siempre desde regiones donde las rentas son bajas a otras donde son más altas, desde países con alta densidad de población a otros donde es menor y siempre en busca de mayores oportunidades económicas y libertad política

(Ibarrola-Armendariz, 2007, p.10).

en Espagne est estimé, par la presse espagnole dans son ensemble à plusieurs dizaines de milliers par an, tout comme celui de ceux qui espèrent atteindre le pays depuis les côtes marocaines comme l'indique le titre du journal : "Alarma por los más de 50.000 subsaharianos que esperan en Marruecos" qui apparaît sur la page web du journal *El Mundo* : www.elmundo.es/españa/2018/07/27.

Sans se limiter à cette approche globale du phénomène migratoire en termes d'attraction du pays d'accueil et de répulsion du pays de départ, le roman *Radio Puente* rappelle que l'influence du milieu social, telle que la famille ou le village, combinée aux expériences personnelles ou collectives des migrants, sont sources de départ vers la Méditerranée en dépit des dangers annoncés (Huerga, 2008). Ce sont donc des réalités dont il ne faut pas faire abstraction pour cerner la question migratoire. A l'instar de *Radio Puente*, la presse, en version papier et numérique, aborde l'immigration clandestine maritime au travers du prisme économique et socioculturel. Économique car les journaux, dans leur ensemble, touchent du doigt la pauvreté en Afrique due principalement aux guerres internes et l'inégale répartition des biens par les élites locales. Culturel par l'exposition des modes de pensée, des us et coutumes des migrants arrivés en Europe. Par ailleurs, les multiples noyades dans la Méditerranée, combinées aux difficultés d'insertion et d'intégration sociales en Espagne, ne reflètent-elles pas l'échec de la quête d'un « ailleurs » perçu comme meilleur ? Les outils théoriques et méthodologiques servant à l'étude des journaux, en version papier et numérique, tout comme les romans en tant qu'objets d'analyse de faits sociaux, sont multiples. Toutefois, nous nous appuyons également, d'une part, sur l'approche théorique qui considère que la presse peut s'analyser sous le prisme littéraire (Thérenty et Vaillant, 2010, 2004) et, d'autre part, sur celle qui prétend que les journaux sont une autre forme de récit (Cambron, 2000).

La particularité fondamentale de ce double cadre théorique réside dans le fait que les journaux se muent en de simples textes littéraires dont l'étude permet de dégager une forme d'historicisation dont ne peut se départir la thématique, autre outil essentiel dans le traitement du texte littéraire (Richard, 1984 ; Barthes, 1954). Ainsi, la confluence entre la presse et le roman d'Héctor Huerga apparaît clairement même si les frontières en sont toutes tracées. Si l'arrivée massive de migrants illégaux, via la Méditerranée, ne fait pas toujours la une de journaux, il n'en demeure pas moins que ce phénomène est abordé par la presse et le roman en Espagne, ce qui nous permet d'utiliser aussi une démarche comparative. Par ailleurs, à travers l'étude des faits rapportés par la presse et le roman espagnols contemporains se dégage aussi l'importance de la théorisation ancrée pour la présente étude. En effet :

Le propre de la recherche qualitative est de mettre l'accent sur la découverte et la compréhension de la signification d'expériences vécues (Beyea et Nicoll, 1997) (...). Une théorie « ancrée » est construite de façon inductive en partant de l'expérience de personnes partageant une problématique commune. Elle vise à définir la réalité d'un groupe en fonction des interactions entre ses membres (Stern, Allen et Moxley, 1982) et à expliquer les comportements dans le contexte social à l'étude. (Couture, 2003, p.128).

Radio Puente rend compte de cette perspective. Il s'agit d'une œuvre qui plante le décor dans lequel baigne le migrant clandestin et dévoile le regard que pose

l'Espagnol sur ce dernier. L'œuvre romanesque d'Héctor Huerga, comprenant 12 chapitres, met en scène deux personnages distincts, à savoir Melo, le fossoyeur espagnol vivant aux Îles Canaries et Diogomaye, jeune sénégalais ayant rejoint l'Espagne par bateau. Cependant, les mésaventures de Diogomaye seront mises en lumière quand, sept années après son départ du Sénégal, sa sœur, Diorée Diop, lit un récit relatif à ce frère que le village a cru mort. En fait, Melo et Diogomaye, aidé des journalistes espagnols, vont décider d'accompagner un projet relatif aux dangers de l'immigration clandestine. Ce projet consiste à présenter, au moyen du partage d'expériences, en espagnol et en wolof, sur les ondes sonores de la « Radio Puente » située aux îles Canaries, les graves risques encourus par les migrants subsahariens dans leur quête d'un ailleurs meilleur en traversant le Sahara et la Méditerranée.

Apuraron el café matutino. Natalia enfiló a la habitación donde estaba la cabina e inicio una hora después de lo programado el informativo de Radio Puente. (...) Sorprendió a todos que esa misma mañana Diogomaye se ofreciera a hacer radio. Le propuso al grupo grabar unas capsulas radiofónicas en francés y wolof: "Para todos aquellos que como yo andan perdidos por la zona (Huerga, 2008, p.131). Le roman propose, par conséquent, une sorte de catharsis en vue d'expurger ce mal qu'est la migration clandestine au travers d'une exposition du fait culturel africain comme l'indique la référence aux réalités socioculturelles du Sénégal dans le dialogue entre Diogomaye et Melo:

- ¿No te has caso con 29 años, Diogomaye?
- No. Mi familia es animista.
- Ah, ¿entonces tú no eres musulmán? Ya nos extrañaba a todos que no vinieras a rezar. Bueno y entonces ustedes pueden tener muchas mujeres, no?
- En mi oasis se casa un hombre con una mujer. Es diferente al resto de Senegal donde los hombres pueden tener varias esposas. Yo no me he casado porque he preferido ayudar a mi familia (Huerga, 2008, p.91).

La réponse que porte Diogomaye vis-à-vis de son interlocuteur espagnol renseigne sur la prééminence des intérêts familiaux sur ceux individuels. Autrement dit, l'Africain est celui-là même qui semble privilégier le bien-être communautaire au détriment du sien. Diogomaye, alors qu'il vit sur le territoire espagnol depuis sept années, reste pourtant toujours ancré dans sa culture. Il démontre ainsi qu'il est arrivé en Espagne uniquement pour subvenir aux besoins de sa famille et de son clan restés au pays. A travers le roman d'Héctor Huerga, ressortent les caractéristiques culturelles des Espagnols et des Africains. En effet, d'une part, il expose les us et coutumes propres à chaque peuple, et, d'autre part, il insiste sur la nécessité de cohabitation culturelle favorisant le « vivre ensemble »¹⁴. Certes,

¹⁴ La Révolution française de 1789 et la proclamation des Droits de l'Homme qui s'ensuit, l'Europe de l'Ouest, au sortir des deux Guerres Mondiales, développe la nécessité d'un « vivre ensemble »

de nombreux écrivains espagnols font de la migration et de sa réception en Espagne un thème majeur de leurs ouvrages. Déjà au XIX^{ème} siècle, l'essor de l'industrie en Europe et en Amérique, combiné à de multiples facteurs exogènes et endogènes, justifie le mouvement migratoire dans son ensemble (Desbordes, 2005). Des romanciers espagnols de cette époque, à l'image de Benito Pérez Galdós et Emilia Pardo Bazán, montrent ainsi la nécessité de voyager d'un espace à l'autre, franchir les frontières étatiques et réussir à s'intégrer dans le tissu local en dépit du racisme¹⁵. Le XX^{ème} siècle et le début du XXI^{ème} siècle n'échappent pas à cette constante eu égard à l'approche migratoire de la presse et du roman d'Héctor Huerga dans une Espagne pleinement intégrée dans la mondialisation. Ainsi, la question migratoire est-elle traitée, certes de diverses manières, mais en général sous le prisme du concept « des droits de l'homme ». Cependant, l'intérêt de Radio Puente réside dans le caractère multidimensionnel de ce roman espagnol ancré dans l'ère numérique. De même, les journaux espagnols exposent les motifs politiques, économiques et sociaux qui justifient le départ d'Afrique des migrants et ce, en mettant l'accent sur leurs nationalités. Ainsi donc, les journaux interpellent-ils les autorités des pays de départ d'autant plus que de nombreuses études indiquent clairement les routes utilisées par les migrants clandestins subsahariens provenant surtout de l'Afrique de l'Ouest.

Les migrants qui empruntent ces routes et transitent par le Sénégal sont gambiens, guinéens, ghanéens, nigériens, mais aussi burkinabés, ivoiriens, nigériens et maliens, les migrants sénégalais utilisant aussi ces itinéraires. Parallèlement, le nombre de ressortissants ouest-africains augmente régulièrement en Espagne.

Le graphique 4 révèle l'affirmation de trois espaces d'origine :

* le premier, situé le long du littoral atlantique, est composé du Sénégal et des pays limitrophes tels que la Mauritanie, la Gambie, la Guinée- Bissau et la Guinée ;

* le second, à proximité du golfe de Guinée, réunit les deux pays anglophones de la CEDEAO : le Nigeria et le Ghana ;

* le troisième enfin, au centre de l'Afrique de l'Ouest, est constitué du seul Mali, pays frontalier à la fois du Sénégal et de la Côte d'Ivoire. La croissance du nombre de Maliens, plus nombreux à partir de 2004, est liée à l'évolution de l'émigration

non seulement entre les citoyens d'un même pays ou entre voisins comme en témoigne le rapprochement entre l'Allemagne et la France au sein de la Communauté Economique de l'Europe (CEE) construite en 1957 et muée dès 2002 en Union Européenne (UE). Avec la fin du Franquisme, système autoritaire ayant favorisé son retard de 1939 à 1975, et le retour à la Démocratie, l'Espagne intègre en 1986 la CEE et fait sienne les règles de l'UE (Sonia Piedrafita et al., 2006).

¹⁵ Les romanciers espagnols du XIX^{ème} siècle tels que Benito Pérez Galdós et Emilia Pardo Bazán décrivent le voyage transfrontalier comme une véritable source de richesse. D'une part Galdós dans *Gloria*, *Misericordia*, *Nazarín* ou *Marianela*, et d'autre part Pardo Bazán, dans *La Cuestión palpitante* et *Un viaje de novios*, insistent sur le fait que le voyageur, migrant temporaire ou permanent, est une richesse pour l'Espagne à travers le brassage culturel ouvert à l'autre.

depuis leur pays d'origine mais aussi à l'arrivée en Espagne de Maliens vivant auparavant sans papiers et sans travail en France ou en Belgique, attirés par le dynamisme de l'économie espagnole et espérant bénéficier de la procédure de régularisation organisée en 2005 (Robin, 2009).

Parmi les nationalités ouest-africaines citées par Nelly Robin, il faut noter que les sénégalais sont majoritairement présents dans le roman espagnol contemporain consacré aux migrants (González, 2012). Cela s'explique par la proximité des îles Canaries, une des régions autonomes espagnoles, par rapport au Sénégal. Par ailleurs, les causes de l'exil des migrants évoquées par les journaux sont identiques à celles exposées dans *Radio Puente*. Il s'agit principalement de l'insécurité alimentaire et politique, la paupérisation et le paupérisme. La presse espagnole met l'accent, entre autres, sur les dizaines ou centaines de mort, les chavirements de bateaux de fortune, les différentes maladies des migrants, les secours opérés par les gardes-côtes espagnols ou les Organisations Non Gouvernementales, l'arrestation des passeurs, les débats politiques en Espagne ou au sein de l'Union Européenne et l'insertion sociale des migrants dont la majorité, non régularisée, reste sans papiers. Dès lors, n'y a-t-il pas lieu de se demander si l'époque contemporaine n'est pas marquée par un retour au commerce triangulaire relaté par la presse et le roman espagnols ?

2.- Un retour au commerce triangulaire ?

Le départ pour l'Europe devient une nécessité impérieuse pour les candidats à un avenir meilleur. De nombreux subsahariens, issus des ex-colonies françaises et anglaises, n'hésitent pas à braver les violents courants qui balaient la Méditerranée en s'embarquant dans de petites embarcations de fortune différentes des grands navires-négriers utilisés pendant la Traite (Rediker, 2013). Or parmi les faits marquant l'histoire de l'Afrique et l'Europe, la traite négrière reste une page importante de cette relation intercontinentale. En effet, les Noirs subsahariens ont été, pendant cette période, massivement déportés en Amérique du Sud et du Nord, dans les Caraïbes, par des navires négriers dont certains battant pavillon espagnol (Coquery-Vidrovitch, 2018). Contrairement à leurs ancêtres en partance pour les Amériques pieds et poings liés par les marchands d'esclaves, les migrants subsahariens clandestins ne sont pas physiquement enchaînés. Toutefois, les liens qui les entravent sont plutôt d'ordre moral, social, économique et sécuritaire dans la mesure où ils quittent, le cœur meurtri, la mère patrie en vue d'une survie. Cependant, ces nouveaux candidats à une forme de déportation volontaire, contrairement aux esclaves du commerce triangulaire, ont volontairement conscience de ce qui les attend dans leur périple méditerranéen dont l'objectif reste l'arrivée en Europe par tous les moyens. Le voyage entrepris par les migrants n'est donc pas sans rappeler le commerce triangulaire, qualifié également de traite négrière. Le point de départ de cette traite demeure la découverte des Amériques ou « Nouveau Monde » par Christophe Colomb en 1492, date charnière pour

l'Espagne¹⁶. Ce navigateur vénitien au service des Rois d'Espagne, aborde aux Antilles, reliant le Nouveau Monde et l'Ancien. Cette situation permet aux nations européennes de se constituer alors des empires coloniaux nécessitant de la main-d'œuvre à très grande échelle. Par conséquent, les Européens vont faire venir en Amérique, durant plus de trois siècles, des millions d'esclaves d'origine africaine pour l'exploitation des territoires grâce aux navires négriers (Moreno, 2017). En effet, le commerce triangulaire s'explique à partir de la première forme de mondialisation¹⁷:

En 1503, la création à Séville de la Casa de contratación, chargée d'organiser et d'administrer le monopole commercial entre l'Andalousie et le Nouveau Monde dont la conquête commence tout juste, jette les bases d'une économie-monde. [...]. En effet, l'intensité des liens économiques entre l'Amérique espagnole et sa métropole, la construction administrative et politique qui accompagne la mise en place de ces liens, le rôle décisif de l'esclavage et du commerce triangulaire dans l'affirmation du capitalisme européen, la mise en place d'une division du travail à l'échelle de l'empire espagnol, sont autant d'éléments qui inaugurent une certaine forme de modernité économique [...] (Compagnon, 2005, p.221).

La découverte du Nouveau Monde par Christophe Colomb permet donc aux Européens de se lancer dans de nombreux voyages d'exploration à travers l'Océan Indien et l'Océan Atlantique à travers un capitalisme marchand. En effet, à la fin du XVe siècle, les européens entreprennent des voyages d'exploration à travers l'Océan indien et l'Océan Atlantique. Nous observons donc que, pendant plusieurs siècles, l'Europe reste le point focal du développement de la traite des esclaves puisque c'est de ce continent que partent les expéditions et ce sont les européens qui en tirent profit à travers l'exploitation de leurs colonies par le truchement de

¹⁶ 1492 est une année charnière pour l'Espagne pour trois raisons fondamentales. La première est que les Rois Catholiques réussissent à vaincre le dernier bastion musulman de la Péninsule ibérique lors de la prise de la capitale de ce royaume Granada. L'Espagne, après huit siècles de présence musulmane, redevient entièrement chrétienne à travers un processus d'évangélisation du territoire et de conversion par la force répressive matérialisée par l'Inquisition, juridiction ecclésiastique pourchassant les hérétiques, non convertis et faux convertis au christianisme. 1492 est aussi importante car elle est le point de départ de l'expulsion des juifs et des musulmans de la Péninsule. Enfin, cette date fait de l'Espagne la première puissance mondiale car, grâce à la découverte du Nouveau Monde par Christophe Colomb aux ordres des Rois Catholiques, cette nation devient incontournable.

¹⁷ La première mondialisation commence au XVème siècle avec la découverte du Nouveau-Monde. La seconde mondialisation prend forme avec l'essor industriel du XIXème siècle. Au cours de cette période, les Etats européens se lancent dans des conquêtes coloniales, surtout en Afrique et en Asie, en vue d'avoir des débouchés. Deux puissances-mondes ou économies-mondes vont se détacher. En effet, de la première moitié du IXème siècle à la veille de la Première Guerre Mondiale (1914-1918), la Grande Bretagne reste la locomotive du monde, talonnée par l'Allemagne et les Etats-Unis. Depuis 1918, les Etats-Unis demeurent la première puissance économique même si depuis la fin de la Guerre Froide (1947-1991), cette nation est confrontée à une remise en cause de son hégémonie par des pays émergents comme la Chine, la Russie et le Brésil. La troisième mondialisation est liée au capitalisme financier qui démarre à la fin des années 1960 et début 1970.

la main-d'œuvre en provenance de l'Afrique subsaharienne. La traite et l'esclavage dans les colonies prend réellement fin au XIX^{ème} siècle avec l'abolition de cette pratique, en 1833, dans les colonies britanniques, en 1847 par la Suède et l'Empire Ottoman, en 1848 par la France et en 1865 aux Etats-Unis d'Amérique (Lemesle, 1998). La Conférence de Berlin de 1884-1885 permettra aux pays européens de se partager l'Afrique à travers des colonies soumises au dictat des métropoles. Néanmoins, les années 1960 marqueront, de façon globale, la fin de la décolonisation et l'accession à l'indépendance de ces ex-colonies. Mais la situation économique des ressortissants de ces pays explique, en grande partie, la désaffection et la volonté de migrer vers de nouvelles terres prometteuses incarnées par l'Europe à travers l'Espagne (El País, 2016). A cela s'ajoute la question sécuritaire puisque de nombreux conflits armés et autres conflictualités minent la stabilité politique et l'harmonie sociale au sein des nations africaines. Pourquoi cette allusion au commerce triangulaire ? Cela se comprend par le parallélisme entre ce commerce qui s'est déroulé entre l'Afrique, l'Europe et l'Amérique. C'est donc à juste titre que pour le personnage Amalia Fuentes, au regard du passé commun entre l'Afrique et l'Europe, les autorités se doivent de favoriser la parfaite intégration des migrants, déjà durement éprouvés par la traversée du désert et de la mer, sur le sol espagnol :

Y más de una vez se han encontrado a los negritos ya medios zombis del viaje. Entonces los traen por la noche al pueblo y les buscan donde quedarse. La mayoría vienen sólo de paso. Se embarcan para Las Palmas y de allí quién sabe donde vayan. Algunos encuentran un trabajito por allá y se quedan, pero la mayoría se va quién dónde –se quito el sombrero de paja-. Le quiero decir... esos muchachitos de fuera ya son parte de la historia de nuestra historia. (...) Con esto quiero decir que debemos empezar a darles el lugar que merecen. (Huerga, 2008, p.40).

Amalia Fuentes fait référence à la globalisation qui met en contact tous les peuples du monde. En effet, la globalisation, ponctuée par l'essor des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication, a transformé la terre en un village planétaire dans lequel la société de consommation et de bien-être occidentale devient la référence. Ainsi donc, dans l'imaginaire collectif des migrants subsahariens, le « Vieux continent » est pourvoyeur d'emploi et la main d'œuvre subsaharienne y est prisée (De Wenden, 2011). Les nouveaux négriers sont les passeurs mafieux qui font miroiter aux migrants la possibilité de vivre heureux, contre rétribution financière, en Europe. Le départ pour l'Europe très proche, et non plus l'Amérique jugé éloignée, se mue en une quête du Graal¹⁸. Une fois

¹⁸ Ici nous employons le terme de « Graal » au niveau de la symbolique que renferme cet objet. En effet, selon les uns, le « Graal » serait la coupe utilisée par Jésus Christ lors de la Sainte Cène et transférée en Europe plus tard, par les chrétiens fuyant les persécutions. De nombreux historiens et écrivains ont publié des ouvrages et récits fictionnels sur les hommes qui, au fil des siècles, s'évertuent à découvrir l'endroit où cet objet sacré a été caché. Par conséquent, ressort toute une symbolique liée à la quête de la vérité et du bien-être collectif et individuel à travers le Graal. Par ailleurs, le terme Eldorado – « le doré » en français-, prend sa source dans la quête inassouvie

parvenue en Libye après moult péripéties, les migrants, sous la contrainte des armes, sont entassés par dizaines ou centaines, non plus dans cales avec des chaînes aux pieds, mais sur de grandes pirogues ou des bateaux de fortune inadaptés pour la traversée de la Méditerranée qui s'apparente à des cercueils¹⁹. Sur un modèle identique à celui de Radio Puento, le narrateur du roman d'Andrés Sorel, *Las voces del Estrecho*, publié en 2000, le rappelle en évoquant la noyade de jeunes migrants subsahariens en 1997. Ceux-ci, en guise de testament, ont écrit une lettre expliquant les raisons de leur départ de la Guinée-Conakry, lettre retrouvée sur leur corps (Sorel, 2000). La lettre non fictionnelle que relate ce roman espagnol est symptomatique du malaise généralisé dans les pays africains qui est source de bouleversement psychologique du migrant contraint, pour son bien-être et celui de sa famille, d'abandonner sa patrie. Pour ces candidats au départ, "l'ailleurs" européen est sans commune mesure supérieur à l'"ici" africain, même au prix du sang et du déchirement. Les clandestins partent librement, en connaissance de cause, dans des embarcations de fortune pour traverser la Méditerranée alors que pendant les trois siècles de traite négrière, le départ des Noirs subsahariens vers les côtes de l'Amérique du Sud, du Nord et des Antilles s'est opéré sous la contrainte ; ces derniers ne sachant vers quelles contrées ils allaient (Thomas, 2006). En effet, capturés suite à des razzias de marchands d'esclaves, les esclaves sont entravés dans des cales de navires-négriers et traversent mers et océans avant d'être vendus, arrivés à destination, à de riches propriétaires. Les subsahariens n'attendent plus, de nos jours, d'être enlevés suite à une razzia, mais décident d'eux-mêmes de reprendre la route de l'esclave. Il s'agit d'une décision basée sur le libre-arbitre puisque tous savent que la traversée du désert, en l'occurrence le Sahara, n'est pas sans danger. Néanmoins, peu leur importe de perdre la vie :

L'émigration clandestine, cet autre fléau qui s'élève des entrailles de l'Afrique, continue d'endeuiller le continent, qu'elle prive au passage de bras valides et de cerveaux. Ce fut d'abord la mer Méditerranée qu'elle transforma en vaste sorcière avaleuse d'âmes de jeunes Africains, fuyant généralement la pauvreté, la misère et surtout l'absence de perspectives. Mais de plus en plus, c'est le désert qui s'en charge. Caractérisée par une insoutenable chaleur et un vide sécuritaire, cette vaste bande sablonneuse particulièrement affectionnée par les criminels de tout acabit offre l'occasion à des passeurs cyniques de rançonner de pauvres migrants dont ils exploitent la naïveté avant de les laisser en rade, à la merci de la soif, de la faim et de toutes les autres formes de dangers (Courrier International, 2017).

des conquérants espagnols (« conquistadores ») d'une ou plusieurs villes Incas ou Mayas de l'Amérique du Sud bâties avec de l'or. Dès lors, l'arrivée en Europe est source, pour le migrant subsaharien, de découverte du « Graal » et de l'« Eldorado ».

¹⁹ De nombreux témoignages et des enregistrements prouvent que les passeurs libyens contraignent les migrants à monter dans des embarcations de fortune, sans gilets de sauvetage et de nourriture, pour rejoindre les côtes européennes. Ceux qui refusent d'embarquer sont systématiquement abattus par les passeurs qui se transforment en geôliers. Face aux abus de toutes sortes dont les migrants sont victimes sur le sol libyen, tous préfèrent prendre la mer dans de pénibles conditions afin d'échapper à ces sévices en espérant être recueillis, avant un éventuel naufrage, par les gardes-côtes espagnols. Toutefois, de notre point de vue, c'est en toute conscience que s'effectue la marche des migrants vers l'Europe

C'est exactement le même constat auquel se livre le fossoyeur Melo, un des personnages centraux du roman *Radio Puente*. Le narrateur procède, à travers une focalisation externe, à la présentation de l'activité de l'ensemble des fossoyeurs chargés d'enterrer les centaines de cadavres des migrants rejetés par la mer:

El plan de trabajo de los enterradores consistía en hacer de ocho a doce horas diarias entre la recogida de cadáveres y el traslado al cementerio municipal [...]. A diario, Melo abría y cerraba las puertas del camposanto con la misma amenaza sobre el cuello : "Aquí ya no cabe más gente". Una de sus peticiones sin respuesta era la de fabricar un gran nicho en el único espacio sobrante del cementerio. Una pared de ocho metros de altura por veinte de longitud donde se garantizaría el entierro de ciento ochenta nuevos ataúdes (Huerga, 2008, p.32).

Les centaines de décès, relatés par la presse et le roman d'Héctor Huerga, ne découragent nullement les migrants dans leur obstination à rejoindre l'Europe par la Méditerranée. En effet, les migrants continuent de contacter les passeurs²⁰ chargés de les faire partir de leurs différents pays d'origine à l'Europe en traversant à la Méditerranée. Certes, diverses routes clandestines sont utilisées par les passeurs du fait de la répression des Etats africains à travers la prise de lois et la traque faite aux passeurs²¹. Par exemple, l'une des routes les plus prisées par les migrants ouest africains est celle d'Agadez, ville du Niger située à 800 km de la frontière libyenne. Toutefois, la Lybie reste l'une des voies de prédilection de ces marchands de mort. Ainsi donc, une fois parvenus en Lybie, les migrants, n'ayant plus le choix, ne peuvent que monter dans des embarcations de fortune et se lancer à l'assaut de l'Europe. Le choix de la Méditerranée par Huerga et Sorel dans le traitement de la question migratoire dans leurs romans s'explique par le fait que cette mer est la frontière naturelle entre l'Espagne et le continent africain. Il s'agit aussi d'un axe maritime incontournable dans le cadre des relations entre l'Europe et l'Afrique (Bebkouche, 2017), de par la proximité des côtes espagnoles,

²⁰ Les passeurs sont généralement des ressortissants africains aux nationalités diverses. Mais ceux qui considérés comme les plus dangereux sont les libyens, à la fois membres des milices éparpillées sur le territoire disloqué après la chute en 2011 du dirigeant Kadhafi. Des violences physiques et morales aux ventes d'esclaves noirs sur les marchés libyens en passant par les assassinats et enlèvements contre rançon, les migrants subsahariens subissent les pires sévices. C'est dans ce cadre que de nombreuses missions internationales, en accord avec les pays d'origine, œuvrent dans le sens du rapatriement de ces migrants. Par ailleurs, des mesures sont prises par l'Union Européenne pour lutter, avec l'appui des autorités libyennes, contre les réseaux mafieux à l'origine du trafic et de la déshumanisation des migrants. La version numérique du journal français *Le Monde* du 20 octobre 2017 rappelle comment un réseau de passeurs marocains a été démantelé grâce à une action concertée des policiers français et espagnols: <https://www.lemonde.fr/20octobre2017/au-maroc-un-reseau-de-passeurs-demantele-sonresponsables...>

²¹ L'exemple de la loi de mai 2015 votée par le Parlement nigérien a permis de réduire le nombre de passeurs à Agadez, deuxième ville du pays, considérée comme la plaque tournante de ce trafic. Cependant, le trafic n'a pas cessé puisqu'à ce jour, des flux importants de migrants continuent d'arriver en Lybie après avoir traversé le Mali ou le Niger.

marocaines et Sénégalaises. De même, grâce à la Méditerranée, les côtes libyennes ne sont pas très éloignées de l'Italie. Au niveau de l'Espagne, les bateaux de fortune accostent ou sont interceptés par les gardes-côtes dans les zones maritimes des régions autonomes d'Andalousie, des Canaries et des principales villes du détroit de Gibraltar. La nature a donc favorisé ce contact entre les peuples et les migrants s'en servent pour atteindre leur objectif. N'oublions pas qu'en 711, c'est de ce point géographique hautement stratégique, séparant l'Espagne du Maroc de 14 km, que les berbères et arabes musulmans ont envahi la Péninsule ibérique (Kouamé, 2019). A ce sujet, Miguel Hernando de Larramendi et Fernando Bravo révèlent que la gestion des flux de migrants clandestins demeure une question épineuse entre le Maroc et l'Espagne :

Les images diffusées à l'automne 2005 par les médias sur la vague de violence qui a suivi les tentatives massives des migrants subsahariens de franchir les grillages de Ceuta et Melilla nous rappellent que les relations de l'Espagne avec le Maroc jouent un rôle décisif dans le contrôle de la frontière méridionale de l'Union européenne¹. En raison de sa proximité géographique – il n'y a que 14 kilomètres entre les deux rives du détroit de Gibraltar –, le Maroc est le point de départ de la plupart des tentatives d'entrée clandestine en Espagne par le sud et sert de base opérationnelle aux réseaux qui contrôlent le trafic de l'immigration clandestine. À la proximité géographique se greffe un écart économique profond entre l'Europe et l'Afrique, écart qui a transformé le Maroc en un pays de transit des migrations subsahariennes vers l'Europe (Larramendi et Bravo, 2006, p.153).

Diogomaye, arrivé par bateau en Espagne (Huerga, 2008), n'hésite pas à relater à qui veut l'entendre, les péripéties, qu'il a personnellement vécues ou entendues, qui jalonnent le parcours des clandestins de l'Afrique à l'Europe en vue de décourager de potentiels candidats (Huerga, 2008). Toutefois, la chute de Kadhafi, non évoquée dans Radio Puente, mais plutôt dans la presse espagnole, va amplifier les désastreuses conditions de voyage des migrants illégaux en transit dans ce pays. En effet, en 2011, la guerre livrée par des puissances occidentales et une opposition interne armée au Guide libyen Mouammar Kadhafi provoquent la chute du dirigeant ainsi que la faillite de l'Etat. De nombreuses milices se partagent le territoire, se livrent des guerres entre elles et font souffrir la population, mais avec une propension des exactions envers la communauté des migrants subsahariens (Pondi, 2017). Le gouvernement de Tripoli n'est pas reconnu par le Maréchal Aftar qui exerce un contrôle sur l'Est du pays. Les journaux espagnols rappellent, sans cesse, cet épisode désastreux, mal géré par l'OTAN, qui a mis fin à l'Etat libyen. En dépit de l'absence d'un Etat libyen fort et des difficultés inhérentes au périple méditerranéen, l'Europe reste l'Eldorado rêvé eu égard aux difficultés et insécurités qui poussent les migrants à fuir leurs pays d'origine. Toutefois, l'arrivée en Espagne des migrants n'est pas, à son tour, source de tout repos puisque ceux-ci, pour la grande majorité, sont ballotés entre intégration partielle et citoyenneté de seconde zone.

3. Entre immigrés intégrés et citoyens de seconde zone

La présence des immigrants ne suscite pas forcément l'adhésion de tous les citoyens espagnols (Iguarta, 2004). Juan José Iguarta indique d'une part, que 42% des Espagnols trouvent qu'il y a trop d'étranger sur leur sol et que, d'autre part, 60,1% estiment que la main d'œuvre étrangère est importante pour le pays (Iguarta, 2004). Cette étude, réalisée en 2001, sur la perception des immigrés dans la presse espagnole, permet de comprendre que la présence des non-Espagnols, surtout en provenance de l'Afrique subsaharienne ne fait pas l'assentiment de tous. Par conséquent, se dégage un véritable malaise social provoqué par une invasion massive des migrants qui arrivent sur le sol espagnol de manière illégale. Ne pouvant remplir les conditions préalables à l'obtention du visa, véritable sésame pour une entrée légale dans l'espace Schengen²², la clandestinité s'offre comme l'ultime recours pour arriver en Europe et surtout vivre en Espagne et en Italie, deux pays dont la proximité avec l'Afrique facilite ce projet. L'écrivain Héctor Huerga dénonce la passivité des autorités espagnoles et d'Afrique subsaharienne, la permissivité des frontières et le drame humain résultant de cette immigration clandestine. Pour lui, le monde assiste, sans réagir, à un véritable génocide. En effet, en plus des morts par centaines dans le désert ou en mer, sans oublier les milliers d'arrestation, les migrants illégaux se livrent, une fois en Espagne, aux vices pour pouvoir survivre. Il observe que le rêve d'une vie meilleure des migrants clandestins, se mue en véritable calvaire, une fois franchie la frontière maritime symbolisée par la Méditerranée ou l'océan Atlantique. D'ailleurs, les Africains berbères, à travers les Almoravides et les Almohades (González, 2006), n'ont-ils pas envahi et conquis l'Espagne en traversant la mer Méditerranée ? Une dizaine de siècle plus tard, les Africains retournent en Espagne pour prendre possession de ce territoire, non pas par une déclaration de guerre moyenâgeuse mais par une forme d'invasion contemporaine insidieuse faisant pour la grande majorité, des citoyens de seconde zone. Dans ses deux enclaves établies sur le territoire marocain que sont Ceuta et Melilla, l'Espagne a érigé une barrière métallique de plus de 6 mètres de hauteur pour empêcher l'arrivée sur son sol des migrants qui tentent d'en forcer le passage en prenant d'assaut le mur constitué de barbelés et de grille²³. Pour les citoyens espagnols opposés à ces flux massifs,

²² Schengen est le regroupement d'une vingtaine de pays de l'Union Européenne en matière d'accessibilité à leurs territoires. En d'autres termes, un étranger qui obtient le visa Schengen, véritable sésame, peut aller d'un pays européen à un autre sans aucun contrôle ou nouvelle demande de franchissement frontalier. Les difficultés d'obtention du visa Schengen, aussi bien pour un court séjour qu'un séjour de longue durée, poussent les candidats à la migration à opter pour la clandestinité. Ces barrières administratives transfrontalières, hautement sélectives, sont contournées par les migrants qui préfèrent passer par le désert pour espérer entrer en Espagne par les enclaves de Ceuta et Melilla ou après avoir traversé la Méditerranée.

²³ La presse télévisée et les journaux en papier et en version numérique rapportent dans leurs différentes éditions les multiples tentatives menées par les migrants dans le but de passer au-dessus de la barrière métallique. Ces assauts, tous coordonnés par des chefs de migrants africains, ont lieu à des moments précis, mais s'achèvent généralement par des morts, des blessés et l'accès, à de rares occasions, à Ceuta et Melilla. L'édition de *El País* du 27/07/2018 rappelle que plus de 600 migrants subsahariens ont réussi à enjamber la clôture et à entrer dans l'enclave espagnole de Ceuta. Le titre du journal est évocateur : "Más de 600 migrantes subsaharianos acceden a Ceuta tras saltar la barrera" in Elpais.com/politica/2018/07/27/actualidad/1532590163_134194html.

L'arrivée de ces migrants constituent un viol de frontières puisque cette entrée est inégale. Mais, du fait du respect des droits de l'homme, chers à l'Europe, les Espagnols sont contraints d'accueillir ces migrants ayant échappé à la noyade, ce qui n'empêche pas que l'existence des préjugés, des stéréotypes et le racisme envers les subsahariens (Iguarta, 2007). C'est la raison pour laquelle, dans Radio Puente, certains Espagnols reprochent aux immigrés le fait qu'une fois débarqués sur le sol espagnol, ceux-ci occupent illicitement les rues, se livrent à la mendicité, à la vente à la sauvette, à divers trafics et autres vices qui mettent à mal l'équilibre et la cohésion sociale. Ainsi, au nom du fallacieux principe de respect des droits de l'homme, les Africains transgressent les règles d'accueil. A cela s'ajoute le ras-le-bol généralisé dû au grand nombre de migrants clandestins, en pleine croissance exponentielle, tous conduits par les mafias sénégalaises et marocaines vers l'Espagne dont les centres d'accueils et de rétention des illégaux sont fortement dépassés (Huerga, 2008). Comment ne pas comprendre, dès lors, la montée des racismes et populismes en Europe en général (Reynié, 2013)? L'essai Le racisme expliqué à ma fille de Tahar Ben Jelloul permet de comprendre la perception et la montée du racisme en Europe dans la société contemporaine (Perceval, 2013). Les massifs flux illégaux de clandestins en provenance d'Afrique subsaharienne provoquent à la fois l'ire et la compassion de nombreux Européens, en général, et Espagnols, en particulier (Larramendi et Bravo, 2006). Face à la compassion que suscitent les morts en cascade dans la Méditerranée, les gouvernements successifs espagnols font de cette question une priorité nationale, même si certains en doute à l'instar du fossoyeur Melo, dépité par le nombre de cadavres à ensevelir quotidiennement. Le summum de l'horreur est atteint lorsque dans le roman d'Héctor Huerga, il est fait mention d'un chien qui a rapporté au domicile de ses maîtres une main d'un homme noir recouverte de sable de mer (Huerga, 2008, p.9). Ainsi, la situation des clandestins n'est pas enviable. Cependant, en dépit du processus de régularisation des « sans-papiers » ou « indocumentados » par le gouvernement socialiste en 2005, l'immense majorité des immigrés illégaux vivent dans une marginalité et une précarité réelles, susceptibles d'être expulsés hors du territoire espagnol :

Les migrants marocains sont refoulés vers le Maroc via Melilla dans un délai de 48 heures, en vertu de l'accord de réadmission. Dans le cas des Subsahariens ils ne peuvent être refoulés vers leur pays d'origine que s'il peut être prouvé qu'ils sont nigériens parce qu'il existe un Accord de réadmission avec le Nigeria que Lagos ne veut pas toujours appliquer. Les autres sont retenus dans les Centres d'internement pour étrangers pendant 40 jours comme le prévoit la Loi sur l'immigration. [...]. Maintenant, les Subsahariens transférés vers la Péninsule ne disposent plus que d'un seul document, un ordre d'expulsion édicté mais non exécuté qui leur permet de rester en Espagne [...] étant donné qu'ils n'ont pas de papiers d'identification (Larramendi et Bravo, 2006, p.168).

L'arrivée des migrants subsahariens en Espagne ne met pas automatiquement fin à leur calvaire puisqu'ils sont confrontés au regard lié aux stéréotypes et aux

difficultés de régularisation comme le relate la presse nationale et internationale (Benavides et Retiss, 2005). Dans *Radio Puente*, Diogomaye a bien dû travailler au noir, fuir la police et vivre dans la peur les premières années de son séjour sur le territoire espagnol. Sa rencontre avec Melo et Natalia et son sens d'initiative lui ont permis de se faire accepter par des citoyens espagnols qui ont eu compassion de lui. La compassion prend son sens lorsque les corps de centaines de noyés se retrouvent sur les plages espagnoles, transformant les rivages de l'Espagne en un vaste cimetière que transcrit aussi bien l'œuvre d'Héctor Huerga que les journaux espagnols. *Radio Puente* se fait naturellement l'écho de ces décès en cascade et œuvre pour que les migrants stoppent leur mouvement vers l'Espagne. Il y a, par conséquent, un relais du politique dans la mesure où, de nombreux accords financiers ont été passés entre certains pays européens et les pays africains comme la Libye, le Niger et la Maroc en vue d'empêcher, voire de limiter de façon drastique l'arrivée des migrants clandestins par la Méditerranée et l'océan Atlantique. Toutefois, l'excipit relatant la mort du fossoyeur Melo, chargé d'enterrer les subsahariens, se charge en symbole. En effet, la mort de Melo n'est que la préfiguration de la cessation des noyades et des cadavres échoués sur les rivages espagnols. En effet, la mort de Melo renvoie à la fin du maître des fossoyeurs. Or, en ôtant la vie à son personnage clé, Héctor Huerga envoie un signal fort au lecteur en particulier et à la société en général. Le message du romancier n'est rien d'autre que le vœu pieux d'une fin de l'arrivée des cadavres des migrants noyés sur les plages de l'Espagne. La mort de Melo indique donc que l'Espagne ne veut plus être considérée comme le tombeau des Africains en quête d'un lendemain meilleur. Au contraire, la nation ibérique se mue en parfait réceptacle du brassage culturel :

Diogomaye, embargado por el dolor de la muerte de Melo, espero a los primeros dias del 2009 para abrir el sobre. [...] Natalia le ayudó a recuperarse. [...] Resueltas dos de las tres señales que aparecieron una noche en la casa de Melo todavía queda una tercera por cerrar: la de la botella encontrada por Melo en la playita. Aquella botella lanzada al mar con motivos procedentes de la Otra Orilla sintetiza el camino de *Radio Puente* no como radio sino como obra literaria: una suerte de botella canaria tirada al mar, rellena por la riqueza descomunal que transmiten los pueblos latinoamericanos a sus visitantes, y recogida por los que algún día pudieran hacer de este ejercicio una realidad (Huerga, 2008, p.149).

La bouteille lancée à la mer depuis le rivage des Canaries par l'espagnol Melo a fini par se retrouver sur les côtes sénégalaises. Il y a comme un appel de retour aux sources dans un mouvement de brassage culturel intercontinental. Cela se justifie par le fait que l'Afrique reste, jusqu'à preuve du contraire, le berceau de l'humanité (Gestel, 2011). Il y a donc un appel à une revisitation de la mémoire collective africaine. Par ailleurs, le devoir mémoriel et la quête d'unité des cultures jaillissent dans les dernières lignes de *Radio Puente* avec la référence aux pays latino-américains. Dans le brassage culturel toutes les cultures sont conservées, sans qu'une ne dépasse l'autre. Il n'y a pas de séparation tranchée et chaque culture se retrouve en l'autre ; ce qui suscite le développement d'une société de

tolérance, d'ouverture à l'autre et d'emprunt. Le racisme, dès cet instant, ne pourrait survenir et les différences culturelles, de ce fait, constituent une richesse pour l'Espagne (ENAR, 2007, pp.1-12). Il n'y a donc pas de place pour le repli identitaire puisque Radio Puente insiste sur le fait que les différences raciales sont sources de bien-être communautaire. Le roman d'Héctor Huerga donc met l'accent sur le relativisme culturel. Ici, les subsahariens ont, non seulement le droit de pratiquer leur religion, mais aussi celui de préserver leurs cultures. Toutefois, le romancier espagnol insiste sur le fait que ces pratiques doivent s'opérer dans le strict respect des règles régissant la société européenne dans son ensemble et espagnole en particulier. Il ne s'agit nullement de réprimer les Africains, mais de respecter leurs choix au nom du principe de liberté de penser. Le roman contemporain espagnol Radio Puente se présente, en définitive, comme un pont qui permet de relier les deux espaces séparés par la Méditerranée. L'intégration de Diogomaye en Espagne atteste qu'il est possible que l'immigré devienne un citoyen à part entière, soumis aux mêmes règles de droit que les européens. Le parcours de ce jeune sénégalais, finalement intégré dans la société espagnole, n'est pas sans rappeler celui de Mamadou Gassama²⁴. La situation du migrant clandestin ayant survécu à la traversée de la Méditerranée est donc double car même si une petite minorité arrive à s'insérer, l'immense majorité reste confinée aux emplois précaires et à la non régularisation de leur situation. Le départ des migrants s'apparente à une longue odyssée basée sur la « roulette russe ». Nous employons l'image de la « roulette russe » pour préciser que le migrant subsaharien tente le sort en se jetant dans l'inconnu, dans l'optique de franchir la Méditerranée. La notion de hasard et/ou de chance est donc l'une des clés du succès du migrant. En effet, sachant très bien ce qui va leur advenir, les migrants agissent tels des candidats à un suicide préfiguré. Aussi quand dans Radio Puente, les personnages Diogomaye, Natalia, Melo et le personnel journalistique tentent de convaincre et persuader les Africains, par voie radiophonique, de ne pas entreprendre le chaotique voyage illégal, ils ne font que les prévenir de l'imminence de la mort qui les attend, mort qui peut être physique, morale et culturelle.

Conclusion

En définitive, les migrants clandestins sont confrontés à d'énormes difficultés lors de la traversée de la Méditerranée ou de l'océan Atlantique. Cela constitue l'un des points d'ancrage de la presse et du roman espagnols contemporains. La lecture

²⁴ Le cas de Mamadou Gassama reste emblématique de la situation des immigrés clandestins. Ce jeune malien réussit le tour de force de se faire naturaliser par le président français Emmanuel Macron au nom d'acte de bravoure héroïque. En effet, en mai 2018, il escalade, sans corde ni filet de sécurité, tel un trapéziste, plusieurs étages d'un immeuble résidentiel en plein Paris et sauve d'une chute mortelle un enfant de moins de six ans. Analphabète, l'Etat français l'érige en modèle et lui octroie, en moins de trois mois et par procédure d'urgence, la nationalité française que ce dernier ne refuse pas. Il devient, par conséquent, le modèle des migrants. Toutefois, une frange extrémiste française, avec Marine Le Pen en tête, dénonce la naturalisation de Mamadou Gassama au motif que cela constitue un appel d'air pour tous les candidats à l'immigration clandestine.

des journaux et de Radio Puente permet de noter qu'il existe de multiples causes sociales, politiques et économiques qui poussent les migrants à tout quitter pour mourir dans la Méditerranée, l'océan Atlantique ou le désert saharien, et pour les survivants, à arriver en Espagne. L'accent est mis, dans les journaux et le roman d'Héctor Huerga, sur le malaise et la rupture entre les élites locales subsahariennes et le peuple, incapable de s'épanouir et dont l'espérance en un lendemain meilleur en Afrique reste chimérique. Ainsi, la presse et le roman proposent-ils un double regard par rapport à l'arrivée des migrants subsahariens en Espagne. D'une part, ceux-ci sont traités comme des esclaves par les passeurs, nouveaux négriers du XXème-XXIème siècle, et d'autre part, leur insertion dans la société espagnole n'est pas gagnée d'avance. Plusieurs solutions sont alors proposées par la presse et Radio Puente. Il ya, entre autres, une meilleure répartition des richesses en Afrique, une réévaluation des relations économique-politiques entre les pays Européens et africains, une réelle intégration des migrants en Europe et, le cas échéant, le retour en Afrique de ceux qui n'ont pas la documentation requise. En réalité, le roman contemporain et la presse en Espagne révèlent que le départ pour l'Europe n'est pas la panacée et que les migrants, une fois arrivés sur le sol espagnol, seront confrontés aussi bien à l'accueil qu'au rejet.

Bibliographie

Articles et publications

Benavides, J. L. et Retiss, J. (2005). Miradas hacia Latino América: La representación discursiva de los inmigrantes latinoamericanos en la prensa española y estadounidense. *Palabra Clave*, 13, 1-20.

Cambron, M. (2000). Les récits du Canadien. Politique, fiction et nation. Rimouski. *Tangence*, 63, 109-134.

Compagnon, O. (2005). Les trois temps de la mondialisation en Amérique latine. Dans J. Antonio Ocampo et J. Martin (Dir.). *Mondialisation et développement. Un regard de l'Amérique latine et des Caraïbes* (p.221-228), Santiago, Chili : CEPALC.

Couture, M. (2003). La recherche qualitative : Introduction à la théorisation ancrée. *Revue des Interactions Humaines médiatisées*, 7 (2), 126-128.

González, C. (2012). Escritura migrantes. Las cuatro orillas de la literatura en español. Entrevista a Leonardo Valencia: *Iberoamericana*, 13 (45), 162-167.

Granados, M. A. (2002). Es virtual la realidad de la inmigración?: la construcción mediática de la inmigración en España. Dans F. García et M. López (Dir.). *La inmigración extranjera en España: contextos y alternativas* (p.437-448), Granada, Espagne: Universidad de Granada.

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Iguarta, J. J. et al. (2004, mayo). La información sobre inmigración e inmigrantes en la prensa española. ¿Barreras mediáticas a la integración o imágenes que generan xenofobia?. Forum del 24 al 27 de mayo de 2004 - Comunicación y Diversidad Cultural. Barcelona, Espagne.

Kouamé, N. G. (2019). L'Espagne de l'occupation musulmane à la Reconquête : un espace de guerres permanentes de 711 à 1492. *Revue du Groupe d'Études Linguistiques et Littéraires*, (24), 225-250.

Larramendi, M. H. et Bravo, F. (2006). La frontière hispano-marocaine à l'épreuve de l'immigration subsaharienne. *L'Année du Maghreb*, (1), 153-171.

Moreno Rico, J. (2017). Hombres y barcos del comercio negrero en España (1789-1870). *Drassana*, (25), 66-89.

Articles électroniques

Desbordes, R. (2005). Migrations et réseaux d'information au XIX^{ème} siècle : Les agences Havas-Reuter en Amérique du Sud (1874-1876). *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM*, (8). URL : <http://journals.openedition.org/alhim/412>.

De Wenden, C. (2011). Les flux migratoires légaux et illégaux. *CERISCOPE Frontières*. URL : <http://ceriscope.sciences-po.fr/content/part4/les-flux-migratoires-legaux-et-illegaux>

Robin, N. (2005). L'immigration subsaharienne en Espagne vue du Sud : entre appel économique et protectionnisme politique. *Migrations et Sociétés*, 5(125). URL <https://doi.org/10.3917/migra.125.0071>.

Livres

Barthes, R. (1954). *Michelet par lui-même*. Paris, France : Seuil

Bebkouche, P. (2017). *Afrique-Méditerranée-Europe/ La verticale de l'avenir*. Bruxelles, Belgique : Nevicata.

Cambron, M. (1999). *Le journal le Canadien. Littérature, espace public et utopie (1836-1845)*. Montréal, Québec : Fides.

Coquery-Vidrovitch, C. (2018). *Les routes de l'esclavage. Histoire des traites africaines (VI^e – XX^e siècle)*. Paris, France : Albin Michel.

ENAR (2007). *Reaccionando ante el racismo en España*. Madrid, Espagne : Comisión Española de Ayuda al Refugiado.

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

González Palencia, A. (2006). *Historia de la España musulmana*. Barcelona-Buenos Aires, Espagne, Argentine: Editorial Labor.

Huerga, H. (2008). *Radio Puente*. Tenerife: Baile del Sol.

Ibarrola-Armendariz, A. et Firth, C. H. (2007). *Migraciones en un contexto global. Transiciones y transformaciones como resultado de la masiva movilidad humana*. Bilbao, Espagne : Universidad Deusto.

Iguarta Perosan, J. J. et al. (2007). *El tratamiento informativo de la inmigración en los medios de comunicación españoles. Un análisis de contenido desde la Teoría del Framing*. Salamanca, Espagne: Observatorio de los Contenidos Audiovisuales.

Lemesle, R. M. (1998). *Le commerce colonial triangulaire (XVIIIe-XIXe)*. Paris, France: PUF.

Moriana Moyano, B. (2015). *La inmigración en los medios españoles. Análisis de la visión de la inmigración irregular procedente de África en la prensa*. Sevilla, Espagne : Publicaciones de la Universidad de Sevilla.

Perceval, J. M. (2013). *El racismo y la xenofobia*. Madrid, Espagne : Cátedra.

Piedrafita, S. et al. (2006). *20 Años de España en la Unión Europea: (1986-2006)*. Madrid, Espagne: Real Instituto Elcano y Parlamento Europeo Oficina en España.

Pondi, J. E. (2017). *Vie et mort de Mouamar Al Kadhafi. Quelles leçons pour l'Afrique ?*. Yaoundé, Cameroun : Afric'Eveil.

Rediker, M. (2013). *A bord du négrier : Une histoire atlantique de la traite*. Paris, France : Seuil.

Reynié, D. (2013). *Les nouveaux populismes*. Paris, France : Fayard.

Richard, J.P. (1984). *Pages paysages. Microlectures II*. Paris, France : Seuil.

Thérenty, M.E. et Vaillant, A. (2010). *Presse, nations et mondialisation au XIXe siècle*. Paris, France : Nouveau Monde Éditions.

Thérenty, M.E. et Vaillant, A. (2004). *Presse et plumes. Journalisme et littérature au XIXe siècle*. Paris, France : Nouveau Monde Éditions.

Thomas, T. (2006). *La traite des Noirs*. Paris, France : Robert Laffont.

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Van Gestel, E. (2011). *L'Afrique : Berceau de l'humanité à l'étonnante diversité*. Bruxelles, Belgique : Racine Lannoo.

Journaux

El País (2005). « La inmigración repunta en Ceuta pese a que la valla mide ya 6 metros ». Madrid: Edition du 21/02/2005.

El País (2005). «Rescatados 97 inmigrantes subsaharianos de un barco a la deriva al sur de Tenerife». Madrid: Edition du 17/08/2005.

El País (2004). Un barco africano planeaba abandonar a 500 inmigrantes en aguas de Canarias, Edition du 20/08/2004.

El País.com (2016). La inmigración africana en España : luces y sombras de un fenómeno social. Edition du 17/08/2016.

RTVE (2006). "La llegada de migrantes a las costas españolas bate récord". www.rtve.es/noticias/20171123/llegada-migrantes-costas-espanolas-bate-record-desde-crisis-cayucos-2006/1637804.

Elmundo (2018). "Alarma por los más de 50.000 subsaharianos que esperan en Marruecos", www.elmundo.es/espana/2018/07/27

El País (2018). "La ruta migratoria a España se convierte en la más letal del mundo"

Elpais.com/internacional/2018/05/02/actualidad/152585170812453.html

Le Courrier International (2017). Le Migrations. Sahara. Nouvelle étape mortifère sur la route des migrants. URL <https://www.courrierinternational.com/article/migration-le-sahara-nouvelle-etape-mortifere-sur-la-route-des-migrants>.

El País.com, La inmigración africana en España: luces y sombras de un fenómeno social, 17/08/2016.

Lemonde.fr, <https://www.lemonde.fr/20octobre2017/au-maroc-un-reseau-de-passeurs-demantele-son-responsable-s...>

Marché gbègo de porto-novo : un exemple d'intégration des migrants ouest africain au Bénin.

Gbego's market in Porto-novo: an example of integration of West African migrants in Benin

Soulaemann LIGALI

Germain T. S GONZALLO

Laboratoire d'Etudes des Dynamiques Urbaines et Régionales (LEDUR)/ UAC, Bénin

Salvador Oscar Tadégla EHOU ³

Laboratoire de Biogéographie et Expertise Environnementale (LABEE)
- UAC, Bénin

Résumé

Au Bénin, la capitale Porto-Novo est une destination privilégiée des migrants ouest africains qui, pour certains se retrouvent dans les marchés, notamment celui de Gbègo. Cette étude vise une connaissance approfondie de l'importance dudit marché dans l'intégration de ces migrants. Les données sont collectées auprès de 135 migrants et 7 personnes ressources à travers des enquêtes réalisées au moyen de questionnaire, de guides d'entretien et de grille d'observation. La démarche de l'analyse du contenu et le modèle FFOMont servi à l'analyse des résultats. Le marché de Gbègo compte 227 marchands migrants dont 130 nigériens et 97 nigériens régulièrement enregistrés. Le but de leur présence est essentiellement d'ordre économique et seulement 83,70 % des migrants pris en compte par l'étude sont reconnus par les autorités. L'âge des migrants varie de 13 à 64 ans et leur ancienneté dans le marché, de moins d'un an à plus de 15 ans. Tous se sentent bien intégré du fait de la proximité géographique et linguistique et 91,85 % appartiennent à des associations/groupements de ressortissants de leurs pays. Ils investissent de façon directe dans le milieu pour la satisfaction de leurs besoins, mais paient également diverses taxes. Aussi maintiennent-ils le contact avec leurs origines par le biais des transferts de fond qui atteignent parfois 50000 FCFA le mois. Ces fonds servent à subvenir aux besoins de leurs familles ou au développement de projet personnel dans le but d'un retour qui semble pour le moins incertain dans l'immédiat.

Mots-clés : Migrants ; Afrique de l'Ouest ; Gbègo ; Intégration

Abstract

In Benin, the capital Porto-Novo is a privileged destination for West African migrants, some of whom find themselves in the markets, notably that of Gbègo. This study aims at a thorough knowledge of the importance of this market in the integration of these migrants. The data are collected from 135 migrants and 7 resource persons through surveys conducted through questionnaire, interview guides and observation grid. The content analysis approach and the SWOT model were used to analyze the results. The Gbègo market has 227 migrant merchants, including 130 Nigerian and 97 Nigerian nationals who are regularly registered. The purpose of their presence is essentially economic and only 83.70% of the migrants taken into account by the study are recognized by the authorities. The age of migrants ranges from 13 to 64 years and their seniority in the market, from less than a year to more than 15 years. All feel well integrated because of geographical and linguistic proximity and 91.85% belong to associations / groups of nationals of their countries. They invest directly in the community to meet their needs, but also pay various taxes. As a result, they maintain contact with their origins through the transfer of funds, which sometimes reaches 50,000 FCFA per month. These funds are used to support the needs of their families or the development of personal projects for the purpose of a return that seems at least uncertain in the immediate future.

Keywords: Migrants; West Africa; Gbègo; Integration.

1.- Introduction

Si au Nord, la migration internationale est perçue comme une menace pour des économies devenues fragiles et pour des sociétés devenues frileuses, dans les pays du Sud, et notamment en Afrique sub-saharienne, elle est un élément-clé de l'économie (Lalou, 1996). Les migrations interafricaines ont concernés 17 millions de personnes sur la période 2000-2005 (Lambert, 2013). Compte-tenu de leurs effets positifs sur le marché de l'emploi et sur le transfert de capitaux, elles constituent une des réponses à l'enjeu de la transition démographique. Elles font également partie du processus de développement car, à mesure que les économies subissent des transformations structurelles, les déplacements de personnes en quête de meilleures opportunités d'emploi dans leur propre pays ou à l'extérieur sont inévitables » (FAO, 2016, p.3).

Plusieurs raisons, aussi bien politiques, économiques, climatiques, culturelles, ... peuvent justifier le choix de la migration qui, loin des clichés négatifs qui sont largement mis à l'avant, présente aussi des atouts. Mais, dans le cas d'une migration choisie, fût-elle économique, il est indispensable, que le migrant loin de chez lui, se sente intégré et accepté. Si entre pays d'Afrique de l'ouest, la question de l'intégration ne semble pas trop se poser, il n'est pas à exclure que certains aspects peuvent être déterminants dans le choix ou le renoncement d'une destination. Toutefois, ce sont les conditions dans le milieu qui peuvent inciter le migrant à choisir de rester ou de retourner chez lui à la fin de son séjour, ce qui est très rare (Hernández-Carretero, 2017). En effet, cette décision n'est pas toujours facile à prendre si le migrant arrive à atteindre les objectifs qu'il s'est fixé et se sent toujours apte à aller au-delà, parce qu'il se serait pleinement intégré et ne pense retrouver les mêmes conditions ailleurs (Ammassari, 2009). Dans le contexte africain où le migrant est porteur de l'espoir de toute une famille (MEKA, 2015), son rôle dans le maintien de la cohésion de cette dernière est importante et c'est parfois elle qui l'incite à ne pas retourner au pays.

Au Bénin, Porto-Novo la capitale compte environ 5 090 immigrés externes issues en majorité d'Afrique de l'Ouest et du reste monde (INSAE, 2016) ; ceux-ci s'investissent dans diverses activités et constituent une partie des acteurs du marché Gbègo dont ils sont les principaux acteurs depuis des lustres et en seraient même les fondateurs. En effet, la traduction du nom de ce marché situé dans le 3^{ème} Arrondissement de la Commune en langue locale donne « Gbè = vie, bonheur » et « go = revenu, de retour ». Ainsi donc le bonheur serait revenu ou de retour dans la vie des acteurs qui l'animerait. Partant de cela, cette publication s'intéresse à l'importance de ce marché, dans l'intégration des migrants qui y exercent.

2.-Données et méthodes

2.1.-Données collectées

Plusieurs types de données sont collectées à savoir: les caractéristiques socio-démographiques (effectif, pays d'origine, sexe, âge, ancienneté) des migrants ouest africains du marché Gbègo; l'incidence socio-économique des activités commerciales desdits migrants et la destination des revenus ; les difficultés et contraintes éprouvées ainsi que les perspectives à la migration.

2.2-Techniques de collecte des données

2.2.1.-Pré-enquête

La pré-enquête permet de situer l'objet d'étude dans un contexte global et de formuler des hypothèses générales (Salès-Wuillemin, 2006). Elle a été indispensable pour cerner la thématique de la migration et pour une mise à jour de la base de données sur l'effectif des migrants ouest africain dans le marché Gbègo.

Ainsi, partant du fait que le marché s'anime tous les jours, sauf le dimanche où l'affluence est moindre, il est dénombré le nombre approximatif de marchands étrangers présents du lundi au samedi (tableau 1).

Tableau 1 : Effectifs des marchands migrants recensés dans le marché de Gbègo

	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Moyenne
Effectif	217	192	204	209	205	197	204

Source : Travaux de pré-enquête, juin 2018

En moyenne 204 marchands migrants fréquentent le marché. La pré-enquête a également été utile pour tester et réajuster les outils d'enquêtes.

2.2.2.-Population cible et critères de choix

Deux principales cibles sont visées par l'étude : les migrants présents dans le marché Gbègo et les personnes ressources, composées des responsables d'associations/groupements de migrants, des autorités de la Commune de Porto-Novo intervenant dans la gestion du marché.

Pour les migrants, deux critères d'inclusion sont retenus :

- provenir de l'un des pays de la sous-région ouest africaine ;
- exerce une activité commerciale dans ledit marché.

Au niveau des personnes ressources :

Pour les responsables d'associations/groupements de migrants :

- être reconnu par les autorités de la municipalité ou par la communauté des migrants comme responsable d'une association de migrants ;
- avoir un mandat en cours.
-

Concernant les autorités de la Commune de Porto-Novo intervenant dans la gestion du marché, ils répondent à l'un ou à l'autre des critères suivants :

- être en charge du Service des Affaires Economiques et Financières de la mairie de Porto-Novo ;
- être responsable en charge de la gestion du marché pour la mairie ;

2.2.3.-Échantillonnage

La taille n de l'échantillon des marchands migrants est déterminée par la formule de Beaud et Marien (2003) : $n = N \times 400 / N + 400$ (N représente l'effectif des marchands migrants du marché Gbègo).

$$n' = 204 \times 400 / 204 + 400$$

$$n' = 135 \text{marchands}$$

Les enquêtés sont choisis de façon aléatoire de façon à couvrir toute les activités commerciales ainsi que les différentes nationalités présentes. Aux migrants, s'ajoutent cinq (5) responsables d'associations/groupements de migrants, le chef du service des Affaires Economiques et Financières de la mairie de Porto-Novo et le responsable en charge de la gestion du marché. Au total, 142 individus sont enquêtés.

2.2.4.-Outils, matériels et techniques de collecte des données de terrain

Les outils utilisés dans le cadre de la recherche sont essentiellement :

- le questionnaire d'enquête semi-structuré pour recueillir individuellement les informations auprès des migrants exerçant dans le marché ;
- les guides d'entretiens pour faciliter les interviews avec des personnes ressources;
- la grille d'observation pour caractériser les activités, apprécier les relations entre les migrants, ainsi que les problèmes auxquelles ils sont confrontés.

Des entretiens occasionnels/informels qui permettent de solliciter des réponses d'éclaircissement ont été aussi organisé.

2.3.-Traitement des données et analyse des résultats

Les données qualitatives, sont regroupées selon la nature des informations contenues pour une analyse du contenu. Les données quantitatives ont connues un traitement automatisé, en vue de leurs conversions en figures pour faciliter l'interprétation. La démarche d'analyse des résultats est inscrite dans la logique de l'analyse du contenu appuyé par le modèle FFOM (Force, faiblesses, Opportunités et Menaces). L'analyse du contenu « vise à identifier les contenus significatifs d'une représentation, les liens qu'ils entretiennent entre eux, tout en permettant une articulation avec les conditions de production de ces contenus. » (Dany, 2016, pp. 7-8). Le modèle SWOT a permis de dégager les différents facteurs (internes et externes) afin de définir des stratégies efficaces pour maximiser les forces et opportunités d'une part, et faire obstacle aux faiblesses et minimiser les menaces d'autre part.

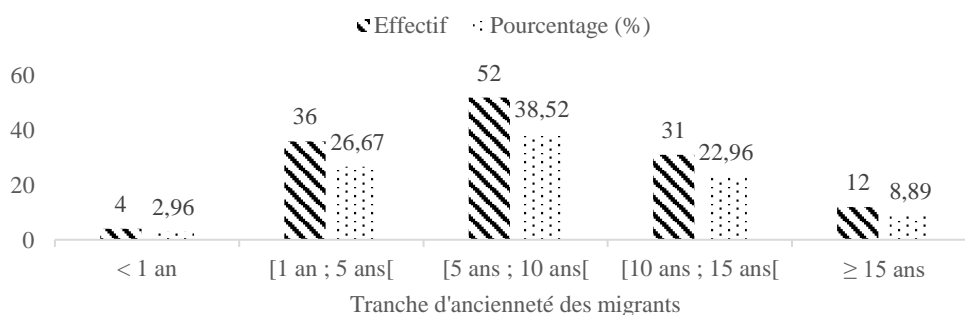
3.-Résultats

3.1.-Caractéristiques et organisation sociale des migrants du marché Gbègo

3.1.1.-Caractéristiques des migrants

Les migrants marchands au marché Gbègo sont essentiellement de sexe masculin, d'origine nigérienne et nigériane. L'étude a porté sur 79 marchands nigériens (58,52 %) et 56 nigérians (41,48 %). Parmi tous ceux-ci, seulement 83,70 % (113) sont reconnus par les autorités municipales pour qui, le marché compte 227 marchands migrants (130 nigériens et 97 nigérians) régulièrement enregistrés. Le marchand le plus jeune est âgé de 13 ans et le plus vieux, de 64 ans. L'ancienneté de ces marchands au Bénin varie de moins d'un an (5,19 %) à plus de 15 ans (14,07 %) et aucun d'entre eux n'a connu une destination antérieure. L'ancienneté dans le marché est tout aussi variable (figure 1).

Figure 1 : Ancienneté des migrants dans le marché Gbègo



Source : Travaux de terrain, juin, 2018

Peu de marchands (2,96 %) ont une ancienneté de moins d'un an dans le marché et moins de 10 % y sont présents depuis plus de 15 ans. Le plus ancien migrant installé totalise environ 17 ans et 6 mois d'ancienneté. Globalement, les nigériens s'investissent dans la vente des appareils électriques et électroniques, du matériel informatique, des téléphones portables neufs ou de deuxième main. Ces produits proviennent exclusivement du Nigeria. Quant aux nigériens, ils sont plus actifs dans le commerce des accessoires pour téléphones portables, des tissus, sacs, chaussures et horloges, de la friperie ou des vêtements neufs en provenance du Togo et du Nigeria etc. Ils s'adonnent également au cirage des chaussures sur le terre-plein en face du marché ou à la vente à la sauvette du thé. Certains migrants (30,37 %) ont déjà fait venir un à trois membres de leurs familles ou des proches pour les assister dans leurs activités ou pour se lancer à leur propre compte.

3.1.2.-Organisation sociale des migrants

En dehors ou au sein du marché, les migrants ne se sentent pas persécutés à cause de leurs origines ou activités. En effet, selon leurs responsables et les autorités, depuis la création du marché, il n'a été enregistré aucun conflit entre les migrants présents ou entre ceux-ci et les quelques béninois qui exercent dans le marché ou dans ses environs. 23,07 % des migrants vivent en location individuelle et le reste en colocation avec d'autres migrants, marchands ou non à Gbègo mais originaire du même pays. Ce genre de regroupement (selon les origines) favorise l'entente et le maintien d'une solidarité de groupe. La même configuration (par pays) s'observe aussi au sein des associations/groupements dont sont membres 91,85 % des migrants. Il n'existe qu'une seule association de migrants par pays.

Toutefois, une douzaine de nombreux groupements corporatistes sont formés. Les membres de ces groupements ne sont pas nécessairement du même pays ou des marchands à Gbègo. Au sein des associations/groupements, sont discutés des questions de toutes sortes et décidés d'activités/d'actions à mener. Ces regroupements disposent de caisse de solidarité et développent également des tontines, dans le but de maintenir la solidarité et la cohésion entre les membres. Les responsables des associations/groupements sont choisis parmi les migrants résidents les plus anciens. Ce sont eux les portes voix auprès des autorités.

3.2.-Importance pour l'économie locale et relations avec les origines

3.2.1.- Contribution des migrants à l'économie locale

La contribution des migrants à l'économie locale passe par le paiement des différentes taxes en vigueur. Celles-ci sont de deux types :

- les droits de place payés mensuellement par les marchands ayant leur logette sur le périmètre du marché. Ils varient de 1500 FCFA à 3 000 FCFA selon la

dimension de la loquette et sont directement collectés par l'équipe de gestion du marché ;

- la patente payée annuellement par ceux ayant loués des boutiques chez des particuliers dans les alentours du marché. Elle varie de 9 000 FCFA à 15 000 FCFA selon la nature des produits vendus ; elle est collectée par le service des impôts.

Dans le cadre de la présente étude, seul les 113 marchands reconnus par les autorités sont sujettes à ces taxes. Les recettes générées sont budgétisées par la Commune. En 2017, 80 % des 4 285 000 FCFA prévus ont été collectés. En 2018, pour la même prévision, 1 900 000 FCFA a déjà été collecté au premier semestre. La contribution des marchés à la mobilisation des ressources financières au niveau locale est non négligeable (Zannou, 2014).

3.2.2.-Revenus des migrants et destinations des fonds

Le revenu hebdomadaire des migrants dans le marché est apprécié de même que la moyenne des revenus hebdomadaires (tableau II). Le mode de l'intervalle se situe entre 10 000 et 20 000 FCFA.

Tableau 2 : Revenus hebdomadaire des migrants

Revenu (FCFA)	Effectifs	Centre d'intervalle	Centre d'intervalle pondéré	Moyenne *
Moins de 10 000	23	5 000	115 000	
[10 000 - 20 000[	19	15 000	285 000	
[20 000 - 30 000[	11	25 000	275 000	
[30 000 - 40 000[	34	35 000	1 190 000	
[40 000 - 50 000[	6	45 000	270 000	
[50 000 - 60 000[	17	55 000	935 000	
[60 000 - 70 000[	6	65 000	390 000	
[70 000 - 80 000[	7	75 000	525 000	
[80 000 - 90 000[	4	85 000	340 000	
[90 000 - 100 000[	5	95 000	475 000	
[100 000 - 110 000[	2	105 000	210 000	
110 000 et plus	1	115 000	115 000	
Total	135		5 125 000	37 962,963*

Source : Travaux de terrain, juin, 2018

La limite de la borne supérieure est de 110 000

*La moyenne calculée est une moyenne pondérée des effectifs de classes

En moyenne, les marchands font des recettes hebdomadaires s'élevant à 37 962,963 FCFA. 25,19 % font une recette moyenne de 35 000 FCFA par semaine, soit 140 000 FCFA le mois. Hormis le paiement des taxes, les revenus des migrants sont utilisés à diverses fins. En premier, la satisfaction des besoins élémentaires

(se loger, se nourrir, se soigner, se vêtir, se déplacer), suivi, en second du renouvellement des produits commercialisés. Une partie des revenus sert à la prise en charge des besoins de la famille (restreinte) restée au pays, à la scolarisation des enfants, à la création d'activités génératrices de revenus pour le/les épouses et/ou à l'assistance aux parents (famille élargie) et à contribuer financièrement à des projets communautaires dans les localités d'origines. Les transferts de fonds vers les origines se font par les circuits officiels ou détournés, à des fréquences variables (une à deux fois par mois). Les montants transférés sont inférieurs à 15 000 FCFA à atteignent parfois 50 000 FCFA. Enfin, tous les migrants épargnent une partie de leurs revenus, pour investir dans des projets. Certains (24,44 %) ont déjà pu acheter dans leur pays d'origine une ou plusieurs parcelles, d'autres ont pu construire des logements personnels ou mis en location (8,15 %), d'aucun ont investi dans l'agriculture (20,74 %) et quelques-uns ont mis en place de petits commerces (8,89 %). Les études menées Meka (2015) ; Sarr (2009) et Auroi (2008) ont montré que les fonds envoyés par les migrants dans leurs pays d'origine contribuent au développement local car, ils permettent la réduction globale de la pauvreté dans les communautés, améliorent le confort ménager et les conditions d'hygiène et de santé.

3.3.-Difficultés, contraintes, attentes des migrants et incertitude du retour aux origines

3.3.1.-Difficultés, contraintes et attentes des migrants

L'affluence de plus en plus faible des acheteurs et la concurrence déloyale (71,11 %) sont évoquées comme difficultés du fait de l' « inondation » du marché local par les produits de fabrication chinoise et le développement du commerce de rue. En effet, selon les responsables chargé de la gestion du marché et les représentants des migrants, jusqu'en 2010 au moins, Gbègo était l'un des seuls marchés où certains produits accessibles à moindres coûts (postes radios, accessoires électroniques, vêtements) étaient disponibles. Mais avec l'importation des produits chinois, ce marché a perdu son monopole au profit des vendeurs ambulants qui vont de maisons en maisons. Comme contraintes, 75,56 % des marchands migrants de Gbègo évoquent l'étroitesse des logettes qui, généralement font moins de 4m², ce qui permet d'exposer correctement les articles ; à cela, s'ajoute la non existence de magasins. Cette situation, en plus de la saturation du marché contraint certains marchands à louer des boutiques le long de l'axe carrefour Nadjo – carrefour Catchi pour être proche du marché. Les difficultés auxquelles sont confrontés les acteurs du marché Gbègo semblent communes à l'ensemble des marchés de la sous-région ouest africaine (Sintondji, 2016; Doubogan et al., 2016 ; Agbokan, 2013 ; Kadjegbin et al., 2012). Face à celles-ci, la modernisation du marché que la municipalité, en partenariat avec certains PTFs, a déjà en projet est souhaitée.

3.3.2.- Retour des migrants, une incertitude

Le but de la présence des marchands nigériens et nigérians à Gbègo est essentiellement d'ordre économique. De ce fait, la question du retour définitif aux origines ne peut se poser qu'après l'atteinte de leurs objectifs ou la garantie d'un devenir meilleur si la décision de rentrer est prise. Si tous sont convaincus de ce qu'ils retourneront un jour chez eux car n'ayant pas fondé de famille au Bénin (le cas des nigériens surtout) et parce qu'ils effectuent la plupart de leur investissement dans leurs pays d'origine, c'est la planification dans le temps de ce retour qui demeure une incertitude.

La probabilité du retour dans l'immédiat (cette année ou l'année prochaine) n'est nullement évoquée. Toutefois, 9,63 % envisagent le faire au cours des trois ou cinq années à venir ; 58,52 % n'y pensent pas encore et le reste (31,85 %) n'en sait encore rien. Généralement, ce sont les plus âgés qui retournent au pays. A ce propos, Flahaux et al. (2017) affirment que :

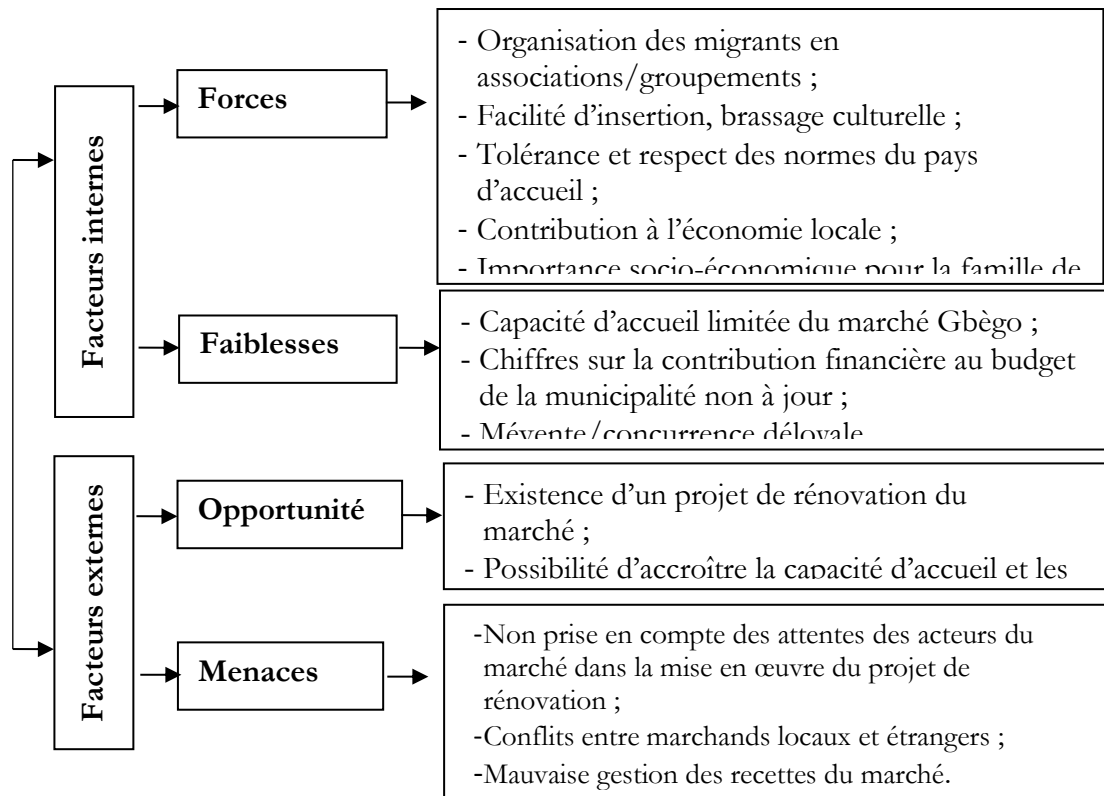
La question du retour des migrants ne renvoie pas seulement à la réalisation du retour en tant que telle, mais aussi aux intentions de retour et à la réinsertion après le retour. Elle peut donc se poser à plusieurs moments dans les trajectoires de vie des migrants, depuis le début de leur migration (et même avant) jusqu'à un éventuel nouveau départ pour l'étranger après le retour. (Flahaux et al., 2017, p.1)

De même, de nombreuses études stipulent qu'avant le retour effectif, le migrant doit bien se préparer pour limiter au maximum les risques et les défis auxquels ils seront confrontés. Les travaux de Hernández-Carretero (2017) vont dans le même sens pour les sénégalais qui, souhaitent tous investir dans leur pays d'origine, comme bien d'autres ressortissants d'Afrique et d'ailleurs (Ammassari, 2009 ; Quiminal, 2002).

Selon les responsables de migrants, certains retours que l'on pensait définitif ne le sont plus après un à deux ans, intervalle au bout duquel le migrant rentré est parfois obligé de revenir au Bénin, parce que ses espérances ne se sont pas concrétisées en rentrant. Dans ces cas, il est rare de le retrouver encore dans le marché Gbègo parce qu'en rentrant, il a cédé sa place à un membre de sa famille ou de sa communauté.

L'application du modèle FFOM (Forces – Faiblesses – Opportunités - Menaces) aux résultats de l'étude a permis de réaliser la figure 2.

Figure 2 : Modèle FFOM appliqué



Source : Travaux de terrain, juin, 2018

La connaissance de ces facteurs (internes et externes) est nécessaire pour l'identification et la mise en œuvre de stratégies telles que la prise des dispositions pour répondre aux attentes des migrants, l'organisation de la gestion administrative et financière du marché, la mise en place d'un cadre de dialogue entre marchands locaux et migrants.

Conclusion

La migration est un phénomène en plein essor et motivée par diverses raisons dont celles d'ordres économiques. Les migrants, dans leurs pays d'accueils ne restent pas sans travailler ; ils s'investissent dans plusieurs domaines dans le but d'un mieux-être personnel et pour subvenir aux besoins de leurs familles le plus souvent resté au pays. Le marché Gbègo de Porto-Novo accueille depuis de très nombreuses années des migrants ouest africains de divers âges essentiellement d'origines nigérienne et nigériane. Ceux-ci s'organisent en groupements et associations et exercent dans de nombreux domaines. Ces migrants parfaitement intégrés à la société béninoise du fait de la proximité géographique et linguistique rendent à travers leurs activités, des services à la population de la Commune de

Porto-Novo toute entière. La contribution des migrants à l'économie locale est importante. Le marché Gbègo apparaît de fait comme un exemple d'intégration des migrants ouest africain au Bénin. Des dispositions doivent alors être prises pour offrir à ces migrants un cadre adéquat pour l'exercice de leur activité. Ceci aura inévitablement des effets positifs sur l'attractivité du marché et sa participation à la mobilisation de ressources pour le développement local.

Bibliographie

Agbokan, P. (2013). *Réseau des marchés dans la Commune de Za-Kpota* (Mémoire de maîtrise). Université Abomey-Calavi, Abomey-Calavi, Bénin.

Ammassari, S. (2009). *Migration and Development: Factoring Return Into the Equation*. Cambridge, Royaume-Uni: Scholars Publishing.

Auroi, C. (2008). La contribution des migrants au développement local en Amérique latine. *Annuaire suisse de politique de développement*, 27(2), 133-153.

Doubogan, Y., Dossou-Yovo, A. et Vigninou, T. (2016). Dynamique du marché de la friperie dans la ville de Cotonou au Bénin : Territoire et Logiques des acteurs. *Revue Semestrielle du Laboratoire d'Etudes des Dynamiques Urbaines et Régionales*, 7, 4-23.

Flahaux, M-L., Eggerickx, T. et Schoumaker, B. (2017). Les migrations de retour en Afrique. *Espace populations sociétés*. DOI : 10.4000/eps.7081

Hernández-Carretero, M. (2017). Hope and uncertainty in Senegalese migration to Spain: Taking chances on emigration but not upon return. Dans Kleist et Thorsen (Dir.). *Hope and uncertainty in contemporary African migration* (p.113-133), Royaume Uni: Londres: Routledge.

INSAE. (2016). *Principaux indicateurs socio démographiques et économiques du département de l'Ouémé (RGPH-4, 2013)*, Cotonou, Bénin : INSEA.

Kadjegbin, R., Fangnon, B. et Gibigaye, M. (2012). Contraintes à la contribution du marché de la ville de Dassa- Zounmè dans le développement local au Benin. *Les Cahiers du CBRST*, (1), 71-82.

Lalou, R. (1996). Les migrations internationales en Afrique de l'Ouest face à la crise. Dans J. Coussy et J. Vallin (Dir.). *Crise et population en Afrique* (345-373).

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Lambert, A. (2013). Portrait de la jeunesse africaine. L'insertion socio-économique des jeunes ruraux en Afrique : contraintes et perspectives. Communication présentée aux Journées d'études IRAM, Paris, France.

Marien, B. et Beaud, J-P. (2003). *Guide pratique pour l'utilisation de la statistique en recherche : le cas des petits échantillons*. Québec, Canada : AUF.

Meka, C. B. (2015). Transferts de fonds des migrants et dépenses des ménages : application au cas du Cameroun, *Région et Développement*, (41), 201-230.

Quiminal, C. (2002). Retours contraints, retours construits des émigrés maliens. *Hommes et Migrations*. 35-43. DOI : 10.3406/homig.2002.3804

Sales-Wuillemin, E. (2006). Méthodologie de l'enquête : De l'entretien au questionnaire. Dans M. Bromberg et A. Trognon (Dir.). *Cours de psychologie Sociale 1* (p.45-77), Paris, France : Presses Universitaires de France.

Sarr, P. A. (2009). Transferts de fonds des migrants et développement en Afrique : une étude de cas sur le Sénégal. *EHESS*, (TFD 95), 15-27.

Sintondji, A. (2016). *Impacts socio-économiques du marché d'Azowlissè dans le développement de la Commune d'Adjohoun, approche cartographique*. (Mémoire de maîtrise de géographie). Université Abomey-Calavi, Abomey-Calavi, Bénin.

Zannou, S. (2014). *Gouvernance locale et stratégies de développement dans les Communes du département du plateau au Sud-est du Bénin*. (Thèse de Doctorat Unique). Université Abomey-Calavi, Abomey-Calavi, Bénin.

La migration à travers la musique urbaine ivoirienne

Migration through Ivorian urban music

Mahesse Stéphanie KOLÉ

Ettien Franck Stéphane ADOU

Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

Résumé

Cet article propose une réflexion sur la construction de la migration dans la musique urbaine ivoirienne. Il soutient qu'à travers sa fonction spéculaire, la musique urbaine révèle les représentations, les imaginaires et les dynamiques sociales qui sous-tendent le phénomène migratoire. Pour le démontrer, des chansons ivoiriennes traitant de la migration dans les textes et dans les vidéoclips ont été analysées. Ainsi, à partir des termes, des lieux, des interactions et des pratiques ritualisées des acteurs, l'analyse a pu reconstituer l'Ici et l'Ailleurs, les cadres spatiaux de l'expérience migratoire. Ensuite, un focus sur la figure du migrant a permis de mettre en exergue son profil, ses motivations de départ, son état d'esprit, le but de sa quête et surtout les souffrances qu'il vit. De ce qui précède, il appert que la musique, dans sa « médiativité », participe à la construction d'un imaginaire dichotomique et stéréotypé sur la migration. Le traitement de la migration permet donc de questionner la corrélation entre le rôle du média-musique et les flux migratoires.

Mots-clés : Migration, musique urbaine ivoirienne, imaginaire, dynamiques sociales, vidéoclip

Abstract

This article proposes a reflection on the construction of migration in Ivorian urban music. It argues that through its specular function, urban music reveals the representations, imaginaries and social dynamics that underlie the migration phenomenon. To demonstrate this, Ivorian songs dealing with migration in texts and music videos were analysed. Thus, based on the terms, places, interactions and ritualized practices of the actors, the analysis was able to reconstruct "Ici" and "l'Ailleurs", the spatial settings of the migratory experience. Then, a focus on the figure of the migrant made it possible to highlight his profile, his reasons for leaving, his state of mind, the ultimate goal of his quest and above all the suffering he is experiencing. From what is said above, it appears that music, in its « mediativity », contributes to the construction of a dichotomous and stereotypical imaginary on migration. The treatment of migration therefore enables to question the correlation between the role of media-music and the migratory flows.

Keywords: Migration, Ivorian urban music, imaginary, social dynamics, music video.

Introduction

Des paroles chantées des griots (Camara 1977) aux musiques actuelles ou amplifiées (Lidou 2003), la musique est un média qui taraude la vie quotidienne et les pratiques sociales. Sa « médiativité » (Marion cité par Bahi 2011) se traduit par la force ou la capacité qu'elle a de porter des réflexions sur la société, de lire cette société, d'affirmer et d'incarner des identités. La musique transmet des informations, des émotions, des visions du monde, des représentations sociales, des ethos. Elle constitue un des lieux où la culture d'une société se met en scène et performe. Mettant en branle des processus de socialisation, de médiation (Davallon 2003), de médiatisation (par les réseaux sociaux, les médias classiques) et traversée par les flux culturels globaux (Appadurai 2011), la musique est à bien des égards un objet « évident »²⁵, digne d'intérêt (Adom 2012 ; Bahi 2011 ; Kolé en cours).

Ce travail s'intéresse à la construction de la migration dans la musique urbaine ivoirienne. Il postule qu'à travers sa fonction spéculaire (Gardies 1989, Bahi 2016), la musique renvoie l'image de la société de laquelle elle émane. Elle devient alors un témoignage social et imaginaire (Augé 1997 : 105-106) puisque les récits et les images choisis révèlent ce que la société valorise dans sa représentation d'elle-même (Éthis 2014 :59). La musique "parle" de la société et permet ainsi d'éclairer les « zones d'ombre », les comportements, les pratiques et les usages propres à une société sur un sujet donné. Mais bien que ballottée entre les logiques commerciales, culturelles, technologiques, artistiques et politiques, la musique révèle les représentations sociales et participe à la construction d'imaginaires autour de phénomènes tels que la migration.

La migration n'est pas un phénomène nouveau. Mais la (sur) médiatisation on et l'intérêt que les domaines politique, humanitaire, social, culturel, artistique lui accordent, font qu'elle se pose toujours avec autant acuité. La crise des sans-papiers, les opérations de rapatriement, le durcissement des conditions de migration, les débats politiques des campagnes électorales en Europe nous rappellent constamment que le phénomène migratoire est un sujet d'actualité (Timera 1997). Celui-ci s'inscrit dans un contexte sociopolitique marqué par le regain du nationalisme, du populisme et l'approfondissement des crises identitaires. Les réflexions de Calvo (1997) sur l'alimentation des migrants, de Timera (1997) sur le repli identitaire, de Courade (1997) sur les politiques d'endiguement de l'immigration, de Leal (2012) à propos des représentations sociales des immigrés algériens traduisent l'intérêt porté à la migration sous divers angles. Cependant, il y a très peu d'études traitant de la migration sous le prisme de la musique. Les études qui s'y intéressent sont dominées par des réflexions sur les trajectoires des

²⁵ Cette expression de Yves Winkin « objet peu évident en SIC » fait référence à la vision restreinte et *technologisée* des études en Sciences de l'Information et de la Communication. Pour lui, le champ de la communication est beaucoup plus large et les possibilités d'étude beaucoup plus vastes.

migrants, la médiation dans les échanges culturels et les représentations sociales de la migration (Gaulier 2015 ; Salzburn 2015). En Côte d'Ivoire, le phénomène de la migration est absent dans les études sur la musique. Les travaux s'intéressent plutôt aux genres (Zouglou, Reggae, Rap), au fonctionnement de la musique populaire ivoirienne, à sa dimension politique (Konaté 2002, Blé 2006, Kamaté 2006, Bahi 2011, Adom 2012). Toutefois, le cadre théorique et méthodologique des travaux de Bahi (Bahi 2011) et Salzburn sur les migrants tunisiens (Salzburn 2015) permettent d'interroger la construction du phénomène migratoire dans la musique urbaine. Ces études s'attaquent au contenu des messages des chansons pour en ressortir les imaginaires et les représentations sociales qui les sous-tendent.

La migration est appréhendée ici dans un sens large. Elle inclut tous les déplacements humains internes et internationaux, définitifs, saisonniers ou ponctuels. La migration va donc de l'exode rural aux migrations intercontinentales en passant par les migrations intracontinentales. Tous ces mouvements humains reposent sur une aspiration principale : la recherche d'une vie meilleure. La migration se résume à un départ vers l'ailleurs à la recherche d'un mieux-être. Il s'agira de montrer comment le média-musique participe à la construction de l'imaginaire de la migration. En posant que l'image vient en appui au texte, l'analyse des vidéoclips appréhendés comme prolongement et approfondissement de la chanson s'avère importante (Martin 1992). Perçu comme un pendant consubstantiel et promotionnel, le vidéoclip est une forme de représentation (Kaiser et Spanu 2018) qui se construit sur des choix esthétiques et techniques, révélateurs des logiques artistiques et commerciales du moment. C'est une fiction qui informe sur le social et trahit une vision du monde (Chalvon-Demersay 2016). Le vidéoclip « montre », il met en images les idées, la vision, les représentations consignées dans la chanson. Il convertit les paroles en images et permet à la musique prise comme un processus de communication (Hall 2017) de se débarrasser des équivoques, des disjonctions au niveau du décodage. En l'espèce, la musique urbaine ivoirienne parle et met en scène la migration. Elle laisse transparaître des représentations et les dynamiques sociales (société, famille, individu) autour de la migration.

Corpus et méthode

Sans tenir compte d'une catégorisation par genre, il s'est agi de réunir des contenus musicaux ivoiriens (audio et vidéoclip) abordant la migration dans leurs textes et dans leurs images. Le corpus s'avère donc homogène, et exhaustif par rapport à notre objet d'étude (la migration). Il se compose de 31 chansons dont 15 ayant un vidéoclip. Ces chansons sont faites par des chanteurs ivoiriens qui souvent, sont en collaboration (featuring) avec des chanteurs d'autres nationalités. Les chansons sont réparties sur une période allant de 1974 avec « Bokali zaza » de François Lougah à 2017 avec « L'aventurier » de Molière. Elles ont été recueillies via la plateforme internet Youtube. Dans un registre oscillant entre

l'humour, la satire et le pathétique, ces chansons sont exécutées en français et dans plusieurs langues locales ivoiriennes (Bété, Dida, Dioula, Baoulé). Le matériau d'analyse est constitué de textes et de vidéoclips. Il a été soumis à une analyse lexico-thématique qui a consisté à rechercher les récurrences thématiques permettant de construire l'imaginaire de la migration puisque « Les thèmes sont considérés comme des archi-lexèmes organisateurs des valeurs, des qualités valorisées ou dévalorisées (Bardin 1977), de l'idéologie (Gramsci 1983 ; Hall 2007) » (Bahé 2011 : 137). L'analyse du vidéoclip a établi une congruence entre les paroles et ce qui est présenté dans le vidéoclip. Ainsi, l'image s'articule au texte pour mettre en lumière les représentations et les dynamiques sociales de l'expérience migratoire.

I- Les cadres spatiaux contrastés de l'expérience migratoire

Le concept de « cadre » permet de saisir l'individu et ses interactions à travers l'expérience (Goffman 1991). En l'espèce, il s'agit de l'expérience migratoire qui se construit autour de deux cadres spatiaux dichotomiques : l'Ici et l'Ailleurs. Bien que la moitié des chansons aient pour locus d'énonciation la France, l'Ici désigne le lieu de départ de la migration (Côte d'Ivoire ou l'Afrique). Il s'oppose spatialement à l'Ailleurs qui est le lieu d'accueil imaginé ou vécu de la migration. Ainsi, pour présenter et délimiter l'expérience migratoire dans la chanson urbaine ivoirienne, ces cadres spatiaux ont été construits autour des mots, des lieux, des acteurs et des interactions qui les caractérisent.

A-L'Ici

La ville d'Abidjan est le principal lieu de départ de l'expérience migratoire : « tu quittes Abidjan à 34° » (Magic System) ; « cigarette j'ai fumé depuis Abidjan » (Yodé et Siro). L'adverbe « Ici » et les groupes nominaux « au quartier », « à la maison », « chez moi », « ma terre » constituent des embrayeurs qui désignent le lieu de départ. Les images des rues d'Adjamé, des immeubles du Plateaux ou des pirogues sur la lagune Ebrié viennent illustrer cet Ici. Dans un rapport métonymique, « le quartier », « Abidjan » symbolisent non seulement la Côte d'Ivoire mais aussi toute l'Afrique. Tiken Jah et Ismaël Isaac utilisent d'ailleurs « l'Afrique » pour désigner l'Ici. Ils procèdent de ce fait à un élargissement des traits caractéristiques des réalités en Afrique. Par ailleurs, les expressions périphrastiques « mon doux pays natal », « le pays d'où l'on vient », « mon pays », « ma terre », « la terre de mes ancêtres » sont utilisées par le migrant face à la difficulté de l'expérience migratoire. Elles traduisent la nostalgie et l'attachement qu'il a pour « le yoroh (coin en Dioula, pays en nouchi) ». Ainsi, la plupart des expressions qui désignent l'Ici transportent à la fois l'idée du lointain, de l'enracinement, de l'appartenance à un autre monde, à une autre civilisation, à une autre culture, à d'autres modes de vie.

Dans les images analysées, l'Ici est caractérisé par les paysages naturels (forêts, montagnes), par des conditions climatiques difficiles : « il n'y a plus une goutte d'eau pour remplir notre seau, ni même une goutte de pluie tout au fond du puits » (Tiken Jah), par les activités du secteur informel : soudeurs, vendeurs ambulants, chauffeur, blanchisseur, vendeuse de beignets. Dans le vidéoclip de « Ouvrez les frontières » de Tiken Jah, le personnage principal de l'histoire est un tailleur ambulant qui erre sous le soleil, dans les marchés, les quartiers. Il n'obtient qu'un seul client à la fin de la journée. On présente ainsi la rudesse et les péripéties de la vie en Afrique. Les vidéoclips de Tiken Jah, d'Ismaël Isaac, Net Soul montrent des acteurs qui travaillent durement. Les acteurs de l'Ici sont principalement le futur migrant, sa mère, sa bien-aimée, son frère, son « vieux père », « les amis du quartier ». Ils apparaissent généralement comme des adjuvants de l'entreprise migratoire, des sources de motivations.

Le rêve est le principal thème qui alimente l'imaginaire de la migration dans les chansons ivoiriennes : « Mon rêve c'était d'aller à Paris » (Magis System), « Quitter ce monde sans visiter Paris, en tout cas, tu es mort Gaou » (Dezy Champion), « Bengué fait trop rêver les fistons », « Kpèkpèro (enfant), tu as vénéré le bingue » (Julien Goualo), « depuis on est petit on nous parle de la France comme pays de rêve (...) un paradis sur terre » (Yodé et Siro). Un rêve illustré par la scène de cet enfant admirant le décollage d'un avion (Tiken Jah et Soprano). Ce rêve est suscité par le manque, la misère quotidienne. Le champ lexical de la souffrance est mobilisé et permet de construire une représentation chaotique de l'Ici : ventre vide, manger à sa faim, étouffée, la jeunesse s'essouffle, manquer d'air, les mains vides se jettent dans le vide.

B-L'Ailleurs

La migration est liée à l'aventure, à « aller se chercher » en Occident. Les titres des chansons « L'aventurier » ou « Rambo ²⁶ » et « Bengué²⁷ » illustrent bien cette intention. L'Ailleurs est la destination rêvée, fantasmée. Les termes comme « terre promise », « Eldorado », « Paradis » montrent qu'il est salutaire d'y vivre. Dans l'imaginaire, l'Ailleurs symbolise la réussite sociale ou la possibilité de réussite et renvoie à un monde où il n'y a pas de souffrance. Dans les images analysées, ce sont l'aéroport Roissy Charles de Gaulle, la Tour Eiffel, des rues et des vitrines de grands magasins, des Blancs en mouvement, des panneaux indiquant Paris, le métro qui sont présentés. Ainsi, bien que l'Europe, l'Italie, l'Amérique soient nommées dans les chansons, les vidéoclips montrent essentiellement la France, précisément Paris. Dans un rapport métonymique, l'Ailleurs, c'est l'Europe, la France, Paris, c'est Bengué. L'importance donnée à ce lieu est liée à l'histoire de la colonisation, au complexe du colonisé et au sentiment de l'infériorité de l'Ici. Des expressions « chez les blancs » « Ici c'est la jungle » (Blecky's), Babylone,

²⁶ En référence au personnage de Cinéma incarné par l'acteur Sylvester Stallone.

²⁷ Ce terme nouchi désigne à la fois l'Europe, la France, Paris.

Lampedusa, Gibraltar sont aussi mobilisées péjorativement pour désigner cet Ailleurs.

Le djossi est le terme utilisé pour désigner les petits boulots exercés par le migrant : veilleur de nuit, Baby-sitter, agent de sécurité, maître-chien, plongeur. Dans les clips, les migrants lavent des assiettes dans des restaurants, veillent dans le froid devant des bâtiments.

L'Ailleurs se construit dans l'exposé des conditions de vie des migrants : les problèmes de papiers, la violence policière, l'humiliation, « l'hiver rigoureux donne des soucis » (Lougah), le djossi qui rend « la paume dure » (Yodé et Siro). La souffrance est quotidienne. La vie des migrants est de l'ordre de l'in vraisemblable, l'impensable, le paradoxe : « le fihingale (maigre) fait sécurité », « Alladji (Musulman) mange Côtôti (le porc) » (Yodé et Siro), « le mariage pour avoir des papiers » (Ismaël Isaac), les hommes sont humiliés par les femmes, ils lavent leurs sous-vêtements, s'occupent des enfants. C'est « l'esclavage de l'homme par la femme » (Blecky's) « tout ça pour avoir des papiers » (Ismaël Isaac).

La réalité de la vie à Bengué contraste avec le rêve nourrit depuis l'enfance et tout ce que les vieux-pères binguistes (Soum Bill) montrent lors de leurs passages au pays. Ces conditions de vie font regretter la terre d'origine : « hum, Abidjan est mieux dèh ! », « j'aimerais bien regagner mon doux pays natal », « l'Europe ça brille mais l'Europe c'est pas de l'or ». Toutefois, il n'est pas question de revenir au pays. Ce serait la honte pour lui et pour sa famille. Il serait honteux de retourner sans avoir fait fortune. Alors « Mieux vaut la mort dans la mer, que la honte devant ma mère » (Ismaël Isaac). D'ailleurs, « Paris est dur mais Abidjan n'est pas mieux » (Yodé et Siro). L'Ailleurs est présenté sous le prisme de la souffrance, des conditions difficiles de vie et de la désillusion.

Les cadres spatiaux permettent de mettre en lumière une dichotomie entre les représentations sociales de l' Ici et de l' Ailleurs. Alors que l' Ici est associé à l'absence, au manque, à la mort, l' Ailleurs est le lieu de la réussite, du rêve et du bonheur. En s'appropriant une métaphore religieuse, l'occident est la « terre promise », « le paradis » et l' Ici serait un enfer, un lieu de misère, de souffrance et de grandes tribulations. L' Ici et l' Ailleurs se distinguent au niveau des représentations construites et véhiculées. Aussi sont-ils géographiquement et symboliquement éloignés à telle enseigne qu'il faudrait un avion ou un bateau pour les rallier, pour franchir les obstacles, les frontières (la mer, le désert). L'avion cristallise l'idée du rêve, mais aussi celle de la distance et du départ. Un départ vers un lointain plein de promesse et d'attentes symbolisé par l'omniprésence des moyens de transport (voiture, camions, avions). Mais, outre la distance, presque tout oppose ces deux cadres : le climat (tu quittes à Abidjan à 34°, arrivé à Paris 2°C), l'alimentation ("Big Mc vs Garba), le parler (chocoh vs nouchi), le développement social et technologique (Gbaka vs métro), les modes de vie et même les acteurs.

La dichotomisation de l'Ici et de l'Ailleurs s'appuie sur des stéréotypes issues de l'imaginaire populaire ivoirien. Les représentations sociales sur la migration dans les chansons ivoiriennes sont constantes et s'articulent autour des mêmes lieux et acteurs, des mêmes espoirs et craintes, des mêmes mots et maux. Les chansons sur la migration font la litanie des problèmes et des conditions difficiles de vie de l'Ici et de l'Ailleurs. Aussi mettent-elles en exergue le désenchantement et la désillusion de l'expérience migratoire réellement vécue. Finalement, la musique reste un média qui s'inspire du social. Elle prend la couleur de la personne qui la crée, du milieu dont elle émane. C'est à ce titre qu'elle s'imprègne des traumatismes passés (complexe du colonisé) et des débats prégnants dans l'espace public. La musique se fait alors l'écho d'une pensée communément admise, d'une pensée dominante. Aussi faut-il tenir compte du fait que la musique est un produit culturel destiné à être consommé sur place, mais aussi à être exporté, par conséquent il pèse sur cette production des contraintes d'alignement. Ainsi, l'uniformisation des axes de réflexions sur la migration dans la musique et dans les autres médias convoque des réflexions sur les concepts de la spirale du silence (Neumann 1989), de l'agenda setting (Bregman 1989), de la censure, d'engagement de l'artiste ou du migrant. Comment le migrant est alors (re) présenté dans la musique urbaine intéresse l'étude ?

II- Focus sur la figure migrant

« Je fais mon sac, ma décision est prise, je m'en vais » (Ismaël Isaac). Ces propos traduisent la prise de décision du migrant qui se résout à quitter l'Ici pour un l'Ailleurs. Mais qui est donc ce candidat à la migration ? Pourquoi part-il ? Quelles expériences vit-il ?

A. Le profil du migrant.

Le portrait du migrant dans les chansons est construit à travers les maux qui constituent son quotidien : la pauvreté, la galère, souffrance, l'humiliation, la déchéance. En effet, les migrants dont il s'agit ici sont de « Jeunes Africains » (Noirs) qui sont vêtus de chemises pagne, des boubous, des vêtements aux couleurs des pays d'origine ou des vêtements de froid (blouson et bonnet). Ils sont désignés par binguiste, Parisien, « Jeune homme », « petit frère », « petite sœur », « kpèkpèro », « étranger dans votre pays », « L'étranger dans votre ville », Africains à Paris, aventurier, sans-papier, réfugié. L'expression « aventurier » est présente dans les titres, les refrains et les textes des chansons du corpus. Elle désigne le migrant et surtout son état d'esprit actif, combatif et guerrier : « à Paris, avant de partir faut être un Rambo » (Blecky's). L'idée de combat est présentée dans les vidéoclips par les pompes de culturistes, les combats feints, les activités physiques et sportives. Le migrant idéal doit être un homme fort, « un gros bras », un combattant, « un garçon pile », « un Kroukrou », « un Woody », « un Rambo » (Blecky's) pour affronter la dure réalité de l'Ailleurs. Ces expressions présentent les migrants comme des figures de force, de courage

et de bravoure. En effet, c'est un éclaireur, qui va affronter le danger, préparer le terrain pour en faire profiter aux siens. Un guerrier qui est prêt à se battre et à supporter toutes les difficultés pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixés. Il ne « peut pas yohi (avoir peur) même si le froid me bougoh (frappe) ». Il accepte une séparation douloureuse d'avec ses proches. Dans le vidéoclip de « Je reste », avant de partir, le migrant se sépare de sa fiancée en pleurs, embrasse et prie avec sa mère, « cette mère qui a saigné toute sa vie pour son fils ». Il accepte même l'éventualité d'un destin funeste : « je risque la mort, la peur m'envahit », « me voilà dans une embarcation, je suis crispé ». « Loin des miens ».

Le migrant doit être non seulement un guerrier mais aussi un croyant. Il a la foi en un avenir meilleur et s'en remet de ce fait à une intervention divine. Il a confiance en Dieu qui doit faciliter son voyage. Les gros plans sur les prières collectives, sur les chapelets musulmans permettent un rapprochement au divin comme si pour atteindre l'occident, il fallait en plus du courage, l'intervention et la présence de Dieu.

B. Les motivations du migrant

La migration est la faute de l'occident, de Babylone. En effet, selon les chansons du corpus, la migration pourrait s'expliquer par l'histoire, l'économie, la géopolitique et la mondialisation. « À cause la mondialisation, les pays pauvres deviennent de plus en plus pauvres les pays riches deviennent de plus en plus riches » (Soum Bill). La migration est la faute aux Blancs qui ont envahi l'Afrique, tout acheté et créé la misère. « Ils ont pris nos plages et leurs sables dorés, mis l'animal en cage, abattu nos forêts » (Tiken Jah et Soprano). Dès lors, plus rien ne maintient les Africains dans leur pays d'origine. La migration apparaît alors comme une réaction logique, juste et nécessaire. Elle est donc réclamée voire exigée :

« Ouvrez les frontières »

« Nous aussi on veut connaître la chance d'étudier, la chance de voir nos rêves se réaliser, avoir un bon métier ! Pouvoir voyager, connaître ce que vous appelez liberté »

« On veut connaître cette vie ou l'on mange à sa faim. On veut quitter cette misère quotidienne pour de bon car ici nous sommes tous en train de péter les plombs » (Tiken et Soprano)

Elle est un retour normal des choses, un droit réclamé au nom de la réciprocité des rapports. Alors que « nous, on vous reçoit toujours les bras ouverts », alors qu'ils sont « Coopérant chez moi », les lois de la France excluent les immigrés (Meiway). Les demandes de visas, de cartes de séjours sont difficiles à obtenir. L'image du visa refusé dans le clip de « Africain à Paris » l'illustre bien. Ce refus de visa symbolise l'échec d'un projet migratoire officiel, légal et peut-être, le début d'une migration clandestine.

Le désir de partir est aussi insufflé par la pression sociale venant de la famille et la société. En effet, le migrant se considère comme quelqu'un qui n'a rien à perdre, un « cabri-mort » : « J'ai l'impression que mon avenir se trouve derrière moi » (Ismaël Isaac). Il se sent contraint de partir puisqu'il vit mal la pauvreté et à la souffrance de sa famille : « la famille est trop pauvre au pays » (Molière), « la maman au village souffre, elle voit les dinosaures (elle a des mirages) » (Julien Goualo). La famille est omniprésente. Elle met la pression ou soutient activement le migrant dans la réalisation de son projet. À travers l'image de la famille, c'est la patrie qui est métaphoriquement symbolisée. La patrie est donc présentée sous les traits personnifiés d'une personne que l'on chérit et pour laquelle aucun sacrifice n'est trop grand : la mère, l'épouse. Dès lors, le migrant doit extirper sa mère de la pauvreté, garantir l'avenir de sa fiancée et participer au développement. C'est lui l'espoir de la famille, il est investi d'une mission salvatrice :

- « On veut que nos familles ne manquent plus de rien » (Tiken Jah et Soprano)
- « Je risque la mort, mais ma famille a besoin de moi »
- « Je risque ma vie mais ma famille a besoin d'argent »
- « Je sais que Africa a besoin de moi, mes proches comptent sur moi »
- « Une mère qui a saigné pour moi »
- « Mes proches comptent sur moi » (Ismaël Isaac)
- « Tu es le fils aîné de la famille. Tu dois affronter l'aventure pour assurer la relève » (Magic System)

Par ailleurs, les binguistes apparaissent comme des modèles de réussite auxquels s'identifient les candidats à la migration. Vouloir devenir comme eux constitue un élément déclencheur de l'aventure migratoire. Le retour au pays des binguistes est une source de motivation (Soum Bill, Yodé et Siro 2, Dézy, Molière). « Quand les vieux-pères venaient (...) avec les teints cirés partout, quand ils passaient devant toi ça sentait jetons, tout le monde voulaient devenir binguiste ». Mais « Paris c'est doux dans la bouche mais la réalité va te djah (te tuer) ».

III- La souffrance, un opposant à la quête du migrant

« Pour avoir leurs papiers on souffre ! Arriver là-bas on souffre ! Souffrance dans souffrance » (Magic System). L'expérience migratoire dans la chanson urbaine ivoirienne est caractérisée par la souffrance au niveau des conditions de départ mais surtout au niveau des conditions de vie dans le pays d'accueil. Une souffrance qui est le principal obstacle à la quête du migrant.

A- Les conditions difficiles de départ vers l'ailleurs

Lorsque l'individu décide de partir, il met tout en œuvre pour réaliser son projet. Très souvent, il travaille pour économiser de l'argent, vend ses biens ou reçoit de l'aide de l'un de ses proches : ses parents, sa fiancée.

« Il a économisé de l'argent pour aller se chercher » (Molière, Julien Goualo, Dézy Champion, Yodé et Siro),
« Il travaille pour avoir l'argent » (Ismaël Isaac),
« La go Matey a grouillé pour le billet d'avion d'Abou » (Net Soul),
« Tes parents n'avaient rien, ils ont lutté ton rêve s'est réalisé. »,
« Tes parents ont souffert, ils ont mis toutes leurs économies pour que tu ailles te chercher » Magic system

Généralement, l'immigration dans la chanson ivoirienne se fait de façon conventionnelle. L'individu emprunte un avion ou un bateau pour se rendre en Occident. Toutefois, depuis 2015 avec Ismaël Isaac, l'on évoque une migration non conventionnelle, clandestine. Il s'agit par exemple de passer d'abord par le Maroc et de se faire aider par un passeur (Molière) ou emprunter une embarcation de fortune dans laquelle « personne ne parle et les regards se croisent » (Ismaël Isaac et Mokobé)

Mais qu'il soit conventionnel ou clandestin, le départ est difficile. Il y a les pleurs de la chérie qui s'interpose, les prières de la mère ; les au revoir des amis.

« Le départ est amer, j'aurais voulu chérir ma terre »
« J'embrasse une dernière fois ma mère, je pleure la famille »,
« Laisant mon père et ma mère » (Ismaël Isaac)

C'est dans un registre pathétique que le départ est présenté avec la mobilisation du champ lexical et visuel de l'incertitude et de la religion. La mention « à suivre », les regards dans le vide, les mines fermées et l'expression « on se jette dans le vide » illustrent l'incertitude de l'issue. Aussi, les scènes de prières, le gros plan sur le chapelet, la couleur blanche des tenues de prière et les édifices musulmans apparaissent comme un appel au secours ou l'expression de l'espoir, de la foi en une issue favorable.

B- Les conditions de vie en France

Les conditions de vie en France sont extrêmement difficiles.

« Le terrain glisse », « ils sont trauma-choqués » Julien Goualo
« Là-bas c'est pas du gâteau » (Soum Bill)
« Je vais à Paris, c'est doux dans la bouche mais arrivé sur le terrain, c'est dur dèh »
« Bengué est dur, Paris est dur comme cailloux » (Yodé et Siro)
« Paris, Le paradis ou y a trop de souffrance » (l'Unic)

L'écart de développement technologique constitue un élément qui accentue la souffrance du migrant, un gaou qui découvre avec étonnement l'avion, la France, les escaliers roulants et les machines avec lesquelles on parle pour payer la nourriture. Cet écart traduit une rupture au niveau des modes vies entre l'ici et

l'Ailleurs. Il y a ensuite le problème du bakroh (Magic System), le logement du migrant. Les vidéoclips montrent des migrants qui dorment dans les coffres de voiture, dans la rue, dans les parcs, dans le métro. Même quand il se trouve sur un lit dans une chambre, il est exigu. Ces migrants subissent le froid, la neige, un « hiver très rigoureux » (Loupa) qui fait « oublié Abidjan ». Ils ont aussi beaucoup de mal à supporter l'individualisme qui caractérise le mode de vie de là-bas : « C'est quel pays ou y a pas bonjour, tout le monde est pressé, chacun dans son chacun », « à Paris y a pas mon frère donne-moi crédit, on est venu se débrouiller, on est venu en détail » (Magic System).

Le migrant endure les souffrances tout seul, sans contact et chaleur humaine. Il semble perdu en France. On peut lire l'expression de la souffrance sur les images du vidéoclip de Premier gaou, les mains sur la tête comme pour dire que l'on subit un malheur, pour exprimer son désarroi, son impuissance. Une impuissance face à « la galère qui veut nous tuer », qui pousse à dormir dans la rue, à mendier, à fouiller dans des poubelles, à se promener avec des vêtements déchirés et des chaussures usées. (Pacôme, Meipay).

Mais la vie est encore plus difficile pour les migrants qui n'ont pas de papiers. « Ces fichus papiers » (Salopards) sans lesquels « le stress fait partir de mon quotidien », sans lesquels « ils nous traitent comme du bétail », sans lesquels le migrant ne peut que faire le djossi. Il est contraint de « fuir même lorsqu'il a raison ». Or « pour avoir papiers à Paris, c'est dur, c'est compliqué » (Magic System) à telle enseigne que le migrant change de nationalité, renie ses origines, ses racines, sa patrie et s'adonne même à des pratiques "déviantes" telles que le mariage pour avoir des papiers. Le migrant « mange son totem » « parce que situation oblige ». Pour avoir ces papiers, « il faut se marier paraît-il » de préférence avec les « peaux-grattées » (Blecky's) Le mariage apparaît dès lors comme un état de nécessité (Ismaël Isaac, Blecky's, Magic System).

Mais en plus des conditions de vie difficiles, il y a la souffrance morale ou psychologique que le migrant ressent du fait de la nostalgie du pays, de la désillusion et du désenchantement : « mon rêve c'était d'aller à Paris, je ne savais pas ce qui m'attendait ! » (Magic System) ; « Hum Abidjan est mieux ! » (Magic System). Il y a disjonction entre les attentes et les réalités vécues. La quête s'en trouve profondément bouleversée voire compromise.

C. La quête ultime du migrant

La quête ne se résume pas à la seule présence du migrant à Bengué. Le but de l'expérience migratoire n'est pas de « goûter le froid, dormir dans métro pour revenir au pays », la migration est un moyen et non la finalité, un chemin vers la réussite sociale. Si le but de la quête est la réussite sociale, il existe dans les chansons, des modèles de réussite et de contre réussite.

Ceux qui ne réussissent pas sont « les anciens, ceux qui ont fait 20 ans 30 ans à l'aventure », ceux qui « se font lamentablement rapatrier sans préavis ». Les binguistes qui n'apportent que des vêtements qui ne peuvent changer la vie des amis restés au pays (Dezy Champion), qui dorment à l'hôtel et n'ont pas de maison (L'enfant Yodé), qui parle des problèmes de la société sans participer à leur résolution (Dezy Champion). Ce sont des doubleurs, « des champions des fausses promesses », « des binguistes ingrats » qui ne se soucient pas des siens. Des binguistes qui abandonnent leurs parents et qui font pleurer leur chérie (Net Soul), qui renie leur culture, leurs racines. Des binguistes qui ne reviennent pas au pays et par-dessus tout, ceux qui rentrent pauvres.

Quant à la réussite du migrant, elle réside dans l'étroitesse des rapports qu'il a conservés avec son pays d'origine, ses parents et ses proches. Il s'intéresse et participe à la vie de ceux-ci. Il faut absolument que celui-ci revienne « réaliser au pays » (Molière) et qu'il soit toujours connecté à sa culture. Au-delà, il doit être un agent de développement pour son pays. Sa mission est de ramener une partie du rêve, du développement qui caractérise l'Ailleurs.

IV- Migration, imaginaires et rôle du média-musique

La migration est une initiative qui pourrait être assimilée à un suicide tant la préfiguration (conditions du voyage) et la configuration (conditions de vie) semblent de nature à conduire à une mort réelle (dans la mer) ou symbolique (la déchéance du migrant). Les représentations, les imaginaires du "rêve brisé" et de la "souffrance certaine" mis en exergue dans la chanson urbaine s'accordent aux représentations médiatiques. En effet, les raisons identifiées dans notre analyse mettent en exergue l'influence de la société, la famille (mère, fiancée, parents), la religion dans l'aventure migratoire. Le migrant se sent investi d'une mission, celle d'affranchir les siens de la pauvreté. Il affronte même l'éventualité de la mort pour améliorer leur quotidien. L'individu ne dispose donc pas de lui-même. La migration apparaît comme un devoir qui permet d'affirmer la primauté du « moi collectif » sur le « moi individuel ». La migration constituerait alors un « suicide altruiste » qui marquerait un dysfonctionnement du processus de socialisation à savoir un excès d'intégration sociale (Steiner 2000).

Le projet migratoire se heurte à un excès de réglementation (refus de visa, de titre de séjour). La migration clandestine apparaît alors comme « un suicide fataliste » dans la mesure où elle traduirait la résignation d'individu dont l'avenir, les rêves, les projets, les passions sont comprimés et opprimés par une réglementation excessive. Dans ce cas, la migration révélerait une régulation sociale trop forte. Dans une approche individualiste, la migration se détermine par rapport aux actions du migrant, à ce qu'il attend de ses actions et aussi à ce que les autres attendent de lui. Le chanteur en se faisant porte-parole du migrant permet de saisir ces intentions. Ainsi, si l'on admet la qualification de suicide, le concept de « suicide oblatif » (Baechler 1975) serait davantage adapté puisqu'il s'appuie sur

les motivations de l'individu. La migration est alors un passage : le migrant attend à sa vie pour atteindre un état « infiniment plus délectable » : la réussite sociale. La réussite sociale est le but ultime et légitime du migrant. Cependant, lorsque les moyens utilisés pour l'atteindre sont de nature à porter atteinte à son intégrité, il y a dysfonctionnement. La migration serait une forme de déviance qui résulterait de la résignation et de l'incapacité d'un individu à s'offrir d'autres possibilités de réussite (Merton). Cette conception présente la migration comme le résultat d'une disjonction entre ce que le migrant veut devenir (le but légitime) et les moyens légitimes dont celui-ci dispose pour atteindre ce but. La migration clandestine sous cet aspect est une forme "d'Innovation" dans la mesure où des moyens nouveaux rejetant les méthodes légitimes sont mobilisés pour atteindre un but légitime. Le migrant aspire à la réussite sociale qu'il estime impossible à atteindre par les voies normales institutionnalisées où étant dans son pays d'origine. C'est une forme d'intelligence qui se développe dans les sociétés qui survalorisent le succès et la réussite sociale. La migration traduit un manque de confiance dans le système, les structures sociales censées assurer l'ascension professionnelle et financière. Elle souligne de ce fait un profond malaise social.

Quoi qu'il en soit, le migrant est un agent actif qui refuse un avenir muré et limité (socialement, symboliquement et géographiquement). La migration symbolise le refus de l'inaction, de la résignation et prouve une envie de réussir, de compter aussi dans la société. Il est perçu comme un combattant, un guerrier, un éclaireur. Affronter la mort est un acte de bravoure et le faire pour sa mère, sa famille, sa patrie est encore plus valorisant. En allant à l'aventure, le migrant est investi d'une mission messianique : Sortir ceux qui l'aiment et ceux qu'il aime des difficultés, du manque qui caractérise son pays, sa terre natale et rapporter le développement à sa patrie. Le migrant est très important, il cristallise les espoirs, les désirs d'une communauté. L'on comprend alors pourquoi, le migrant dans la chanson est respecté, encouragé, conseillé ou averti.

La migration est un phénomène « normal » tant elle est présente dans les imaginaires et les pratiques sociales. Elle apparaît tantôt comme un phénomène contraignant (fait social de Durkheim), tantôt comme le résultat d'une prise de décision personnelle du migrant. Ainsi, la migration permet de questionner non seulement le lien social, les structures et les dynamiques sociales, mais aussi le rôle du média-musique ou même de l'artiste chanteur.

Le chanteur paraphrase sa vie dans son œuvre. Il déverse, dans son œuvre, une partie de son identité, de sa vision du monde (Esquenazzi par Ricci 2016). La chanson est donc le substrat des représentations, des expériences, des réflexions de l'artiste et partant, de la société dont celui-ci s'imprègne. Le chanteur parle de la migration à travers l'expérience migratoire souhaitée, fantasmée, vécue ou relatée d'un migrant. En le faisant, il se sent investi d'une mission sociale de porte-parole et de messager (dialectique descendante) des sans-voix.

La migration apparaît comme un mythe dans la mesure où elle se construit autour de représentations, d'imaginaires, de faits amplifiés, de personnages déformés, de récits et de pratiques sociales idéalisées. Les présentations dichotomiques de la migration quant à elles nous font penser à l'allégorie de la caverne de Platon (Platon livre VII). Ainsi, nous établissons des rapprochements entre la mission de l'artiste et celui du philosophe²⁸. Cette allégorie interroge le rôle politique du philosophe, du chanteur. Cette allégorie présente deux mondes séparés par un muret : le monde sensible qui est celui de la caverne et le monde intelligible qui est celui en dehors de la caverne. En l'espèce, la caverne sera géographiquement associée à l'Afrique et allégoriquement à l'état d'esprit des hommes qui vivent dans l'illusion idyllique de l'Ailleurs et de la migration. Les migrants ou les candidats à la migration sont des prisonniers enchaînés dans la caverne des images, des imaginaires, des représentations sociales, des fantasmes, des rêves, des désirs exacerbés de réussite construits sur le muret séparant la caverne du monde l'extérieur. Le muret qui sépare les deux mondes symbolise les préjugés et les opinions construites par l'histoire (traite négrière, colonisation...), les industries culturelles (télévision, cinéma, livres, musique). Ce muret met en scène des représentations du monde de l'extérieur si bien que pour l'habitant de la caverne, ce muret est le vrai monde. La réussite certaine, l'argent, les maisons ne sont que les ombres projetées, que des images diluées et (re) construites de l'Ailleurs, du "vrai monde". Le binguiste ne représenterait "qu'un reflet imparfait", une "ombre" du vrai monde. Ce "vrai monde" est le monde à l'extérieur de la caverne. Ce monde caractérisé par la raison, la réalité, la vérité, l'intelligibilité de la migration. Ainsi, associé au philosophe, le chanteur est celui qui, s'étant libéré du vraisemblable de la caverne, accède et contemple les idées intelligibles d'une vraie migration. Il a compris la différence entre la construction (dans la caverne) et la réalité. Malgré les difficultés (l'éblouissement), le chanteur a vu les lumières du vrai monde, du monde supérieur. En racontant son rêve de partir, son périple et les conditions de vie là-bas, le chanteur rend compte de la dynamique progressive d'élévation vers le désenchantement du vrai monde. L'artiste en sortant de la caverne se sent investi d'une mission (pas nouvelle) de prophète, de messager, de sonneur d'alarme. Il peut être porte-parole et prophète puisqu'il a connu l'obscurité de la caverne et en est sorti. Il est donc le mieux placé pour justifier, expliquer, encourager ou déconseiller la migration. L'artiste a vu les vraies choses, les vraies réalités, les vraies idées en regardant le soleil de la migration en face.

Toutefois, l'idée d'un ailleurs meilleur est réconfortante. Se dire que l'herbe est plus verte ailleurs aussi. La vérité est aveuglante et refuser de voir les lumières constitue une manière de garder espoir. Il est peut-être normal que La « bonne nouvelle » annoncée par le chanteur se heurte à l'incompréhension, à l'hostilité

²⁸ Ce rapprochement se départit des connotations péjoratives que les comparaisons pourraient transporter. Mais nous voulons souligner l'existence d'un agrégat d'images, d'imaginaires, nourrit par des événements historiques (colonisation, traite négrières), des pratiques et des objets sociaux. Ces réflexions ne visent pas une analyse purement philosophique. Elles sont un prétexte pour réfléchir sur un phénomène à l'aune de mythes, des éléments fondateurs des représentations et des imaginaires.

des personnes bousculées dans le confort illusoire de leur habitude de penser. Il est possible de présumer de l'intention de l'artiste mais tout autre chose est de déterminer l'efficacité de son action. Le message de l'artiste est assorti de stéréotypes. Il est donc possible de trouver une corrélation entre la musique et les flux migratoires. Cependant, son message est-il vraiment entendu ? Des travaux de terrain seraient nécessaires pour répondre à cette interrogation.

Conclusion

La musique se prononce sur les débats prégnants dans l'espace public. Elle met en mots, en musique et en images les mythes, les imaginaires, les représentations, les pratiques qui construisent un phénomène migratoire. Elle constitue alors une tribune et apparaît comme un objet permettant de déceler les points de fixation et les dispositions psychologiques profondes d'une société. Ainsi, étudier la migration à travers la musique urbaine ivoirienne a permis de mettre en exergue les représentations sociales dichotomiques de l'Ici et de l'Ailleurs. La migration résulterait d'une part, d'un dysfonctionnement social (suicide altruiste et fataliste anomie) et d'autre part, des logiques personnelles d'un migrant qui veut réussir par tous les moyens. Le migrant apparaît alors comme un guerrier, un combattant investi d'une mission prométhéenne. La migration a donc permis de questionner les rapports et les dynamiques sociales qui structurent le projet migratoire en Côte d'Ivoire. Elle a également révélé un malaise social, un doute radical sur la possibilité d'atteindre la réussite en restant au pays. Toutefois, il y a depuis la crise migratoire libyenne, un renversement de paradigme. La musique qui justifiait, expliquait, souhaitait la migration, désormais, la proscrit. Et bien que la sélection du corpus eût fait l'économie d'une catégorisation par genre, force est de constater que le zouglou et le reggae, genres dits « engagés », traitent davantage de la migration qui apparaît alors comme une métaphore obsédante. Cependant le thème de la migration est complètement absent dans le coupé décalé, la musique dominante du moment (Kolé Thèse en cours).

Bibliographie

- Adom, M. C. (2012). *Des formes dans la nouvelle poésie ivoirienne : essai de théorisation du Zouglou*, Thèse d'État, Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody-Abidjan.
- Adou, E. (2016). *Le broutage" comme usage déviant d'Internet en Côte d'Ivoire : Étude ethnographique de brouteurs dans un cybercafé d'Abidjan*, Mémoire de Master, Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan.
- Appadurai, A. (2011). *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*. Paris, édition Payot et Rivages.
- Augé, M. (1997). De l'imaginaire au tout fictionnel. *Recherches en Communication*, 7, 105-120.
- Aumont, J. et Bergala, A. (1999). *Esthétique du film*. Paris, Nathan, 3ème édition.

- Bahi, A. (1994). *Narration, traditions et modernité dans le discours filmique de comment ça va ? Une émission de la télévision ivoirienne*. Thèse de Doctorat, université Lumière de Lyon II.
- Bahi, A. (2011). Musique populaire moderne et coproduction de l'imaginaire national en Côte d'Ivoire. (p. 133-168). Francis Akindès (Ed.), *La réinvention de soi dans la violence*. Dakar, CODESRIA.
- Bahi, A. (2016). L'étranger dans la culture populaire médiatisée en Côte d'Ivoire (p 107-140). Fabio Viti (Dir.). *La Côte d'Ivoire et ses étrangers*. Paris, L'Harmattan, Études africaines.
- Bardin, L. (1977). *L'analyse de contenu*. Paris, PUF.
- Becker, H. S. (1985). *Outsiders, Études de sociologie de la déviance*. Paris, Éditions Métailié.
- Blé, R-G. (2006). Zouglou et réalités sociales des jeunes en Côte d'Ivoire. *Afrique et développement CODESRIA*, Vol XXXI, n°1, 168-184.
- Bregman, D. (1989). La fonction d'agenda : une problématique en devenir. *Hermès*, 4, 191-202.
- Calvo, E. (1997). Toujours Africains et déjà Français : la socialisation des migrants vue à travers leur alimentation. *Politique africaine*, 67, 48-55.
- Camara, S. (1977). *Gens de la parole. Essai sur la condition et le rôle des Griots dans la société Malinké*. Paris, Mouton.
- Chalvon-Demersay, S. (1996). Une société élective. Scénarios pour un monde de relations choisies. *Revue Terrain* [En ligne], 27 | mis en ligne le 18 juin 2007.
- Champagne, P. (1991). La construction médiatique des "malaises sociaux. *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 90, décembre. La souffrance. 64-76.
- Courade, G. (1997). Des papiers et des hommes. L'épreuve des politiques d'endiguement. *Politique africaine*, 67, 3-30.
- Delas, J.-P. et Milly B. (2005). *Histoire des pensées sociologiques*. Paris, Armand Colin.
- Éthis, E. (2014). *Sociologie du cinéma et de ses publics* (3^{ème} édition), Série « Domaines et Approches des sciences sociales », Paris, Armand Colin.
- Gardies, A. (1989). *Cinéma d'Afrique noire francophone*. L'espace miroir, Paris, L'Harmattan.
- Gaulier, A. (2015). Chansons de France, chansons de l'immigration maghrébine. Étude de l'album Origines contrôlées. *Afrique contemporaine* 2015/2 (n° 254), 73-87. DOI 10.3917/afco.254.0073
- Hall, S. (2017). *Identités et cultures. Politiques des Cultural Studies*. Paris, Ed. Amsterdam.
- Kaiser, M. et Spanu, M. (2018). On n'écoute que des clips ! » Penser la mise en tension médiatique de la musique à l'image. *La revue des musiques populaires Volume !* [En ligne], 14 (2), 7-20 repéré à <http://journals.openedition.org/volume/5658>
- Leal, R. E. (2012). *Mon père, l'étranger : stéréotypes et représentations des immigrés Algériens en France*. PhD (Doctor of Philosophy) thesis, University of Iowa. <http://ir.uiowa.edu/etd/2926>

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Lidou, M. (2003). Musiques actuelles, une histoire très personnelle tant partagée (p. 15-25). Anne Laffanour (Ed.). *Territoires de musiques et cultures urbaines*. Paris, L'Harmattan.

Mafesoli, M. (2000). *Le temps des tribus*. Paris, La Table Ronde.

Martin, D-C. (1992). En noir et blanc ou en couleurs, que voir dans les clips sud-africains ?. *Politique Africaine*, 48, 67-88.

Martin, D-C. (2000). Cherchez le peuple... Culture, populaire et politique. *Critique internationale*, 7, 169-183.

Nativel, D. (2015). Les musiciens, médiateurs d'échanges culturels entre Mozambique et Afrique du Sud. Sur quelques effets culturels de migrations anciennes. *Afrique contemporaine*, 254/2, 57-72. DOI 10.3917/afco.254.0057

Nizet, J. et Rigaux, N. (2005). *La Sociologie de Erving Goffman*. Paris, La Découverte.

Noëlle-Neumann, E. (1989). La spirale du silence. Une théorie de l'opinion publique. *Hermès*, 4, 181-189 repéré à <https://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-1989-1-page-181.htm>

Ricci, D. (2016). *Cinéma des diasporas noires : esthétique de la construction*. Paris, L'Harmattan.

Salzbrunn, M. et al. (2015) « Les « brûleurs » de frontières dans la musique populaire tunisienne. La migration non documentée au prisme de chansons de rap et de mezoued. *Afrique contemporaine*, 254, 37-56 DOI 10.3917/afco.254.0037

Steiner, P. (2000). *La sociologie de Durkheim*. Paris, Repères.

Timera, M. (1997). L'immigration africaine en France : regards des autres et repli sur soi. *Politique africaine*, 67, 41-47.

Wondji, C. et al. (1986). *La musique populaire en Côte d'Ivoire*. Paris: Présence Africaine.

Discographie

Amaral, Lampedusa Kanata

Atito kpata et Sisco L'impérial, L'aventurier, vidéoclip

Blecky's, Rambo, vidéoclip

Dezy Champion, Allons à Paris

Dezy Champion, Benguiste à Paris

François Lougah, Bokali zaza

Ismaël Isaac feat Mokobe, Je reste, vidéoclip

Ismaël Isaac, Réfugiés, vidéoclip

Ismaël Isaac, Sans papier

Julien Goualo, Siguinapo, vidéoclip

L'enfant Yodé, Parisien moisi

L'Unic, Bengué

Les garagistes, Aventurier

Les garagistes, Bengué

Les Nouveaux Dirigeants, Bengué, vidéoclip

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Les Salopards, Sans Papier, vidéoclip
Magic System, L'aventurier
Magic System, Mamadou, vidéoclip
Magic System, Un gaou à Paris, vidéoclip
Meiway, Je suis sans papier, vidéoclip
Molière, L'aventurier
Molière, Manou
Net Soul, Abou, vidéoclip
Pacome, La galère, vidéoclip
Soum Bill, Mondialisation
Tiken Jah Fakoly feat Soprano, Ouvrez les frontières, vidéoclip
Tiken Jah Fakoly, Africain à Paris, vidéoclip
Wedji Ped et les Djin's Music, Exode rural
Yodé et Siro, Bengué
Yodé et Siro, Gnèzé, vidéoclip
Yodé et Siro, Premier jour à Paris

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Migration clandestine des ivoiriens : les réseaux sociaux comme vecteur de mobilisation.

Illegal migration of Ivorians: social networks as a vehicle for mobilization.

Nanga Désiré COULIBALY

Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

Résumé

L'objectif de cet article est de décrire les interactions à partir desquelles l'immigration clandestine se fait en Côte d'Ivoire. Les réseaux sociaux occupent une importance particulière dans le processus de déclenchement de la migration. Partant de la théorie sémio contextuelle, en précisant ce que revêt la notion de réseaux sociaux, cette analyse s'est fait grâce aux instruments de l'observation des interactions, des entretiens avec les candidats à l'immigration clandestine mais aussi avec les acteurs actifs dans le processus migratoire et la recherche documentaire des statistiques sur le phénomène. Ces outils qualitatifs de collecte d'informations ont permis d'appréhender la mise en mouvement de la migration.

Mots clés : immigration clandestine, réseaux sociaux, acteurs actifs, les jeunes ivoiriens

Abstract

The objective of this article is to describe the interactions from which illegal immigration takes place in Côte d'Ivoire. Social networks are of particular importance in the process of triggering migration. Starting from the semio-contextual theory, by specifying what the notion of social networks means, this analysis was carried out using the instruments of interaction observation, interviews with potential illegal immigrants but also with actors active in the migration process and the documentary research of statistics on the phenomenon. These qualitative information gathering tools have made it possible to understand the movement of migration.

Keywords: illegal immigration, social networks, active actors, young Ivorians

Phénomène lié à la nature humaine, la migration des personnes est de plus en plus sous l'emprise de règles et conditions contraignantes. Cette situation n'est pas pour autant susceptible de contenir ces envies « d'un ailleurs » qui sont de l'ordre du naturel. Les raisons les plus exprimées du contrôle des déplacements des hommes sont de plusieurs ordres. De l'impact du changement climatique aux crises militaro-politiques, en passant par la pauvreté provoquant la quête d'un nouvel eldorado, le continent africain connaît plus que jamais un vaste mouvement migratoire internationale tant au niveau intracontinental (au sein de l'Afrique) qu'au niveau intercontinental (entre l'Afrique et l'Europe). Dans chaque pays où le phénomène est aigu, il existe des réseaux (Krissman, 2005) ou des organisations dont les activités consistent à promouvoir, à susciter les besoins de partir, à préparer les candidats aux voyages et même quelques fois à faire miroiter la prise en charge de leur intégration une fois dans le pays d'accueil. La réalité du phénomène migratoire est bel et bien réelle en Côte d'Ivoire. Il se manifeste sous plusieurs formes. Certaines migrations sont légales mais administrativement illicites donc finalement (ir)régulières, d'autres sont illégales mais politiquement légitimes, d'autres encore sont socialement illégitimes et illégales : ces dernières formes sont des migrations dites clandestines. Plus globalement, l'on parle de crise migratoire pour rendre compte de la complexité du phénomène et de la difficulté pour les politiques à trouver des réponses appropriées et durables. Quoiqu'il en soit ces dernières années ces crises font de nombreuses pertes en vie humaine ce qui rend alors sensibles autant les politiques que les scientifiques.

La liberté d'aller et de venir est de plus en plus restreinte de nos jours compromettant de ce fait des projets de vie imaginée (ailleurs) dont les facteurs influençant et facilitant sont les réseaux sociaux dans un ensemble de contextes complexes. Autrement dit, autant les candidats à la migration sont influencés ou inspirés par leurs relations sociales, autant avec l'explosion des TICs, les réseaux sociaux (Mercklé, 2004) contribuent à alimenter le phénomène. Toutefois ce monde moderne dans lequel nous sommes, la migration est réglementée et soumise à diverses législations. Ces normes et règles sont faites pour être contournées ou détournées lorsque les individus en ressentent le besoin. Ce qui conduit à des actes de déviance²⁹. Ainsi, en ce concerne la Côte d'Ivoire, certains ivoiriens n'hésitent pas à tenter l'aventure en empruntant « la route de la nécessité³⁰ » au péril de leur vie. Pourquoi ces ivoiriens prennent-ils ces risques inconsidérés ? le font-ils pour eux-mêmes ou pour leurs familles ? Alors que l'État ivoirien se présente comme attractif, (locomotive de l'Afrique de l'Ouest) avec une croissance d'environ 8% selon le discours politique dont la chaîne de télévision nationale est le vecteur principal. Malgré tout, ces ivoiriens décident de migrer pour certains en raison des récentes crises militaro-politique de 2002 et la crise postélectorale de 2010/2011 qu'a connu le pays et pour d'autres en raison d'un

²⁹ La notion de déviance renvoie ici à la conception qui est décrite dans Outsider de

³⁰ Expression utilisée par le Président Français Emmanuel Macron en 2017 pour désigner le parcours des migrants jusqu'en Europe en passant par le Sahel et en affrontant la Mer Méditerranée dans des embarcations de fortune.

idéal entretenu au sein de leur communauté dont quelques membres sont dans les pays de destination.

Quand bien même pour certains pays de la région, elle reste un pays de d'accueil avec 25% de la population d'origine étrangère. Comment ces candidats ivoiriens à l'immigration s'organisent-ils pour déclencher leur mouvement migratoire ? Qui sont les acteurs (passifs et actifs³¹) de la mise en place de ces réseaux de migrations internationales ? Quels sont les facteurs déterminants de la volonté de migrer ? Comment les passeurs mobilisent-ils les futurs candidats à la migration ? Quels sont les canaux les plus usuels de communication pour l'organisation de cette migration ?

Cette étude tente de répondre à ces préoccupations en ayant pour objectif de décrire la mise en œuvre/scène des différentes étapes et formes de migration clandestine des ivoiriens qui contribue à amplifier la crise migratoire internationale. Cette réflexion repose sur l'hypothèse que l'écart de développement entre les pays du nord et ceux du sud donne à penser aux ivoiriens en particulier qu'ils doivent et peuvent par tous les moyens se rendre en occident pour une vie imaginée meilleure. Autrement dit, cet imaginaire entretenu en partie par les médias crée un enthousiasme sans pareil chez des individus en manque de repère dont l'espérance en son pays d'origine semble nulle. Les éléments théoriques et méthodologiques ci-dessous convoqués constituent un appui considérable à la conduite de ce travail.

1. Cadre de réflexion théorique et méthodologique

Cette réflexion s'articule autour de deux concepts clés : celui de migration et celui de réseau sociaux. D'un point de vue définitionnel, ces concepts sont fortement liés en ce qu'ils sont portés par des processus dynamiques. En tentant de faire une synthèse théorique sur la question migratoire, Piché (2013) convoque suggère trois paramètres comme fondements pour définir la migration : le changement de résidence, le changement d'emploi et le changement de relations sociales. Autrement dit, il s'agit d'un changement de situation de vie voulu pour chaque candidat à la migration avec des raisons qui sont parfois personnel ou parfois circonstancielle et contextuelle. L'auteur en reprenant Sjaastad précise qu'avant de prendre la décision de quitter son lieu de résidence, l'individu examine les coûts et les bénéfices liés à la migration potentielle. En effet, la migration est envisagée comme un « investissement qui augmente la productivité des ressources humaines », investissement qui comporte des coûts mais rapporte également des bénéfices. Les coûts sont à la fois monétaires et non monétaires. Autrement dit, la migration est le résultat d'un calcul individuel fondé sur les facteurs d'attraction (lieu de

³¹ Les acteurs actifs sont les candidats à la migration et l'ensemble des individus qui contribue à la mise en œuvre du projet de migration. Les acteurs passifs sont l'ensemble des proches et des relations sociales des candidats qui participent involontairement à la réalisation du projet de migration. Il peut s'agir des parents qui se cotisent pour financer le projet du candidat.

destination) et les facteurs de répulsion (lieu d'origine). Les technologies de l'information et de la communication (les réseaux sociaux, un réseau social se défini comme un ensemble de relation entre individu, ne connaît vraisemblablement pas de frontière ni de délimitation tranchée) et la diaspora (l'expérience de l'ensemble des populations en mouvement, pour ensuite servir de point d'entrée pour une interrogation encore plus vaste sur le rôle des flux transnationaux dans le monde contemporain (Mattelart, 2009) occupent une place importante dans ces facteurs d'attraction dans la mesure où des proches de candidats à la migration leur font miroiter un avenir certain dans le pays de destination. D'autant que plus pour les populations des pays de départ, migrer en occident est un vecteur de réussite sociale. Au cœur de cette spécificité définitionnelle, il y a l'introduction du concept d'opportunités intermédiaires entre le lieu d'origine et le lieu de destination. Ce ne sont pas tant les caractéristiques objectives que les perceptions individuelles des lieux d'origine et de destination qui provoquent la migration. Parmi les facteurs qui interviennent dans le processus migratoire, il y a les contacts personnels et les sources d'information existant dans le lieu de destination (Piché, 2013). C'est en cela que la diaspora occupe une place déterminante dans le déclenchement du processus de migration contemporaine. Cette étude repose également sur une description d'un ensemble de contexte qu'il convient de présenter. L'approche semio-contextuelle ou la communication-processus d'Alex Mucchielli (2000) permet de rendre compte d'un ensemble contextuel déterminé dans l'étude des phénomènes de migration. Ainsi, nous empruntons à l'auteur trois éléments de contexte : le contexte des identités des acteurs, le contexte du positionnement, le contexte des normes. À ces aspects de contexte, nous intégrons le contexte économique et le contexte technologique qui permettent de mieux comprendre et de décrire les processus d'immigration des jeunes ivoiriens.

S'inscrivant dans une démarche descriptive et analytique, cette problématique trouve ses premières résolutions dans la collecte et l'analyse d'informations de terrain. Il s'agit d'un terrain essentiellement humain et urbain. Les méthodes qualitatives d'observation (De Sardan, 2016), de récit de vie (Mucchielli, 2004) et d'entretiens ont présidé à l'usage d'instruments de collectes de données. Des entretiens compréhensifs souples (Kaufmann, 1996) mais approfondis et des récits de vie ont été réalisés auprès de 04 migrants actuellement dans le pays d'accueil à travers les réseaux sociaux, 02 potentiels migrants actifs dans la perspective de migrer vers l'Europe, 02 migrants rapatriés en Côte d'Ivoire et 03 acteurs organisateurs d'immigration vers l'occident. L'observation en tant qu'outil de collecte d'information a consisté à faire d'une part une description des interactions qui s'opèrent dans les préparatifs du candidat à l'immigration. D'autre part, en suivant l'actualité médiatique internationale, le visionnage du traitement informationnel sur la migration a permis de décrire davantage ce phénomène à travers la diffusion d'expériences partagées (Schutz, 1987). Au fait, cette forme d'observation a aussi donné lieu à une collecte de contenu médiatique qui a été soumise à une analyse qualitative. L'analyse de ce contenu permet de faire le

rapport entre l'influence des contenus médiatiques (médias classiques et les réseaux sociaux numériques) et la prise de décision de partir clandestinement ou irrégulièrement. Il s'agit surtout de contenus audiovisuels dans lesquels la crise migratoire occupe une place de choix.

2. Médiatisation de la migration

Les (re)présentations médiatiques (médias classiques) jouent un rôle clé dans la construction de la problématique de la migration. Elles participent à établir et renforcer le phénomène de la migration et en même temps elles mettent en exergue l'idéologie sous-jacente des médias qui, au demeurant, ne sont pas neutres. Les acteurs présentés ne sont pas uniquement les passeurs et les volontaires à l'immigration. En effet, l'espace social doit être nécessairement inséré dans l'analyse des interactions entre passeurs et volontaires (Bertholot, 1998). Il semble alors pertinent d'élargir cet écosystème migratoire à l'entourage de ces acteurs en interaction. Du côté des volontaires à l'immigration, il faut donc inclure à la fois les passeurs, la famille, les amis et les représentations sociales de ceux-ci. Ici, le volontaire à l'immigration n'est pas un acteur passif qui ne fait que subir les stratagèmes des passeurs. Bien au contraire, ils disposent d'une marge de manœuvre leur permettant d'élaborer des tactiques afin d'atteindre leurs objectifs (Bertholot, 1998). En l'espèce, ce sont les motivations, les rêves, l'imaginaire des volontaires à l'immigration qui actionnent tout le processus. L'idée que le volontaire se fait de lui-même est aussi très importante car la réussite de son projet peut lui garantir d'atteindre un certain rang social et communautaire.

La crise militaro politique de la Libye déclenchée en 2011 et qui perdure encore aujourd'hui donne aux acteurs³² de la migration la possibilité de développer des projets. La forte médiatisation de cette crise a, semble-t-il, inspiré les passeurs à identifier les failles exploitables dans le système sécuritaire de ce pays. De par sa situation géographique proche de l'Europe, l'instabilité du pays a été une porte ouverte pour les populations subsahariennes qui « rêvent d'Europe » pour diverses raisons. Toutefois, le phénomène semble se déplacer au Maroc en raison de sa proximité avec l'Espagne. En termes de chiffre par exemple, près de 10 000 migrants se disant ivoiriens sont arrivés en Italie entre Janvier et décembre 2017 et plus de 1 400 migrants ivoiriens ont fait un retour volontaire³³ (OIM, 2017). Mais avec les flux médiatiques et l'évolution du numérique, l'ici et l'ailleurs sont imbriqués, soutendus par un imaginaire. Les flux culturels globaux rendent plus prégnants, plus visibles la réussite et les échecs de l'immigration. Toutefois, l'intérêt et les usages dépendent des aspirations et non de l'exposition à certains médias. L'acteur actif organise sa vie et sa consommation des médias en fonction

³² Le sens d'acteur est emprunté à Crozier et Friedberg dans leur ouvrage l'acteur et le système.

³³ Ces migrants sont accueillis et assistés par l'OIM dans le cadre de l'initiative conjointe Fonds fiduciaire de l'Union Européenne-OIM en Côte d'Ivoire.

de ses besoins, de ses rêves. Cette étude met l'accent sur l'usage des réseaux sociaux par les acteurs de l'immigration. Le fait de s'identifier à des personnes qui ont réussi en Europe renvoie aux figures de réussite et non à l'effet des médias. Ce n'est pas le numérique qui pousse à partir, mais plutôt les interactions qu'on entretient avec des proches (ici ou là-bas) qui suscitent le départ. Les images ne font que construire ou donner forme à un imaginaire déjà présent. Les usages des TIC s'inscrivent dans la continuité des pratiques sociales préexistantes (Jouët, 2000). Les médias ne sont (plus)³⁴ une cause, mais plutôt un moyen de réalisation des aspirations. Ils ne font pas naître un besoin, mais l'alimentent. Les réseaux sociaux numériques demeurent malgré tout très importants dans les interactions et les prises de décisions. Les réseaux sociaux sont réappropriés pour servir le dessein migratoire des passeurs et des volontaires à la migration. Cette position convoque non seulement le concept d'acteur stratégique (Crozier et Friedberg, 1977), mais aussi celle de l'acteur actif de Michel De Certeau (1990).

Un autre facteur important est à présenter. Il s'agit du fait que les migrants soient conscients des risques (médiatisés) de cette entreprise. En effet, les productions médiatiques ne s'appesantissent pas suffisamment sur la figure du volontaire à l'immigration qui est un, ou l'acteur le plus important de la situation d'immigration clandestine. Ces productions ne présentent que les risques et la désolation que cette prise de risque "inconsidérée" implique. Lorsqu'elle donne la parole aux volontaires, c'est pour raconter leur "calvaire" et subsidiairement donner les raisons qui les ont motivés. Désormais, l'expression « aventure » porte et transporte une charge péjorative dans les médias mais pas pour ceux qui témoignent. Au contraire, l'aventurier est associé à un guerrier, à une personne courageuse, un « héros » lorsqu'il se retrouve en Europe (Italie, Grèce ou Espagne). Risquer sa vie (pour réussir) devient alors un acte de bravoure et non un acte d'inconscience. Le refus d'une vie ordinaire semble être manifestement les motivations du passage à l'acte. L'immigration traduit alors la ferme assurance en un "ailleurs meilleur" et un désir avoué (ou affirmé) de se réaliser socialement. Elle constitue une « réaction normale »³⁵ résultant du choc entre les opportunités du pays d'accueil et des difficultés conjuguées du pays d'origine et des démarches administratives. Selon l'OIM, les statistiques concernant la migration des ivoiriens permettent de considérer la Côte d'Ivoire comme un pays de départ en raison du troisième rang qu'elle occupe en Afrique de l'ouest après le Nigéria et la Guinée Conakry. Certaines villes ou régions sont les principaux lieux d'origine et de point de départ des candidats à la migration. Il s'agit essentiellement des communes d'Abobo et d'Anyama dans le district d'Abidjan dans le sud du pays et celle de Daloa au centre ouest (OIM, 2017). Pour que se déclenche le processus migratoire, un ensemble

³⁴ L'analyse des représentations sociales devrait aboutir au fait que les médias classiques ne font plus la promotion de l'immigration qui est désormais perçue comme un fléau, comme l'origine des nombreux maux dans les pays d'accueil.

³⁵ Ici les lectures sur Robert Merton (histoires des pensées sociologiques de Delas et Milly) sur la déviance peuvent être inspirantes

d'actes préparatoires sont à décrire pour comprendre le préalable de la problématique.

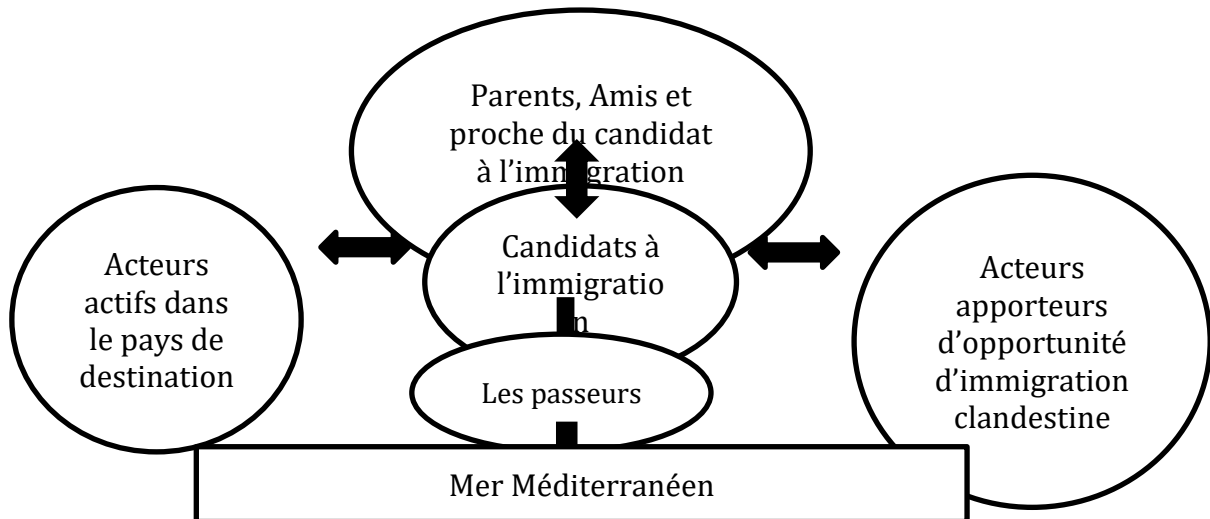
3. Description de la préparation des processus migratoires : caractéristiques, acteurs et stratégies

Connu en tant que peuples nomades animés par une culture de commerçants ambulants mais aussi sédentaires, les peuples originaires du nord de la Côte d'Ivoire sont les plus actifs dans la problématique de l'immigration clandestine. Caractérisé par une migration domestique, ces peuples sont dominants dans les grandes villes du pays. Ils sont dominants dans les centres urbains en raison de leurs activités commerciales. En outre, la Côte d'Ivoire étant elle-même une terre d'immigration, les populations originaires principalement des pays limitrophes y sont fortement représentées tant pour le commerce que l'agriculture. Cette cohabitation donne lieu à des conflits de plusieurs ordres. Du fait de brassage culturel, les peuples autochtones manifestent et revendiquent des appartenances identitaires excluant ainsi les peuples allogènes. Cette proximité favorise également les conflits fonciers qui entame la cohésion sociale et le vivre ensemble. À titre d'illustration les villes de Bouaké et de Daloa qui sont les deux plus grandes agglomérations dans le centre du pays après le district d'Abidjan, sont dominées par les « Dioula ou Malinké³⁶ », une ethnie basée au nord du pays. L'aventure étant une caractéristique déterminante de ces populations, elles encouragent leur jeune à tenter un autre ailleurs dans la même perspective de faire du commerce, semble-t-il. Ainsi, les candidats se sentent soutenu par leurs proches. Les propos de cet informateur permettent de comprendre à quel point le projet de migration peut être culturel: « chez nous les parents encouragent l'aventure parce que pour eux ça permet d'aller à la recherche de nouvelles opportunités. » Ceux-ci n'hésitent dans pas à s'engager à entretenir ce rêve avec des moyens financiers et quelque fois en s'impliquant dans la mobilisation des ressources.

Les propos de cet informateur illustre bien cette situation : « je connais une dame qui fait partir les gens en Europe. Ça marche bien parce que plusieurs de ses proches sont là-bas... en Espagne ». Comme cette dame, de nombreuses personnes disent connaître les moyens de partir en Europe. Lesquels moyens ne sont pas toujours légaux. Pour ceux qui le sont, ils reposent sur de la fraude qui échappe à la vigilance des autorités du pays de départ et du pays destination. Les différentes personnes qui interviennent dans la réalisation de l'immigration clandestine sont présentées dans le schéma ci-dessous.

³⁶Nous faisons le choix de ne pas faire de différences entre les Malinkés et les Dioulas. Cette dernière notion renvoie à l'ensemble des personnes ayant pour profession le commerce. C'est une notion d'origine Malinké. Évidemment parmi les Dioulas, il n'y pas que Malinké, on y trouve des populations étrangères et d'autres ethnies de la Côte d'Ivoire.

Figure : présentation du schéma des interactions pour l'immigration clandestine



Ce schéma présente l'ensemble des interactions qui préparent et mettent en mouvement l'immigration clandestine vers l'Europe en passant la Lybie. Ces acteurs interagissent pour certains dans un cercle communautaire et d'autres ne sont là que pour rendre possible l'immigration. Ainsi, autant les informations circulent au sein de la communauté à travers les canaux de proximité, autant les réseaux sociaux numériques jouent un rôle clé dans le processus de migration. Ces nouvelles plateformes numériques rapprochent les individus à un point tel qu'il est possible selon un informateur d'avoir les informations avec des photos à l'appui de la progression du migrant. Une fois dans le pays d'accueil, les photos prises lors des étapes sont transmises aux acteurs et proches de l'immigrant clandestin. Ces informations sont ensuite utilisées pour préparer les futurs candidats au voyage. Sur le schéma ci-dessus, il importe de préciser que les acteurs actifs dans le pays de destination occupent une place essentielle dans le fonctionnement du système. En même temps qu'ils servent d'héro et de modèle pour les futurs candidats, ils préparent l'arrivée de leurs parents, amis et connaissances qui arrivent nouvellement dans le pays de destination.

4. Quelques formes de l'immigration clandestine

4.1- D'une immigration régulière au touriste clandestin

Pour réaliser le « rêve d'Europe », il existe en Côte d'Ivoire des organisations (in)formelles d'acteurs qui prépare les candidats à la réalisation de ce vœu. L'imaginaire entretenu par les médias et les rapports pays colonisateurs et leurs colonies donne à penser aux africains que vivre en Europe est le seul moyen d'avoir une vie réussie. En effet, contrairement à l'immigration en provenance d'Europe, les migrations issues des anciennes colonies, désignées comme des migrations

postcoloniales, possèdent des spécificités qui « tiennent autant de l'expérience commune de la colonie que de l'expérience continuée de l'après-colonie en métropole, marquée par les préjugés ethniques et raciaux et par les discriminations ». Il mentionne également deux autres facteurs qui seront largement développés par les recherches futures, à savoir le rôle important de la circulation de l'information et le maintien des contacts avec le lieu d'origine, ouvrant la porte aux nombreux travaux qui insisteront sur l'importance des réseaux sociaux et familiaux ainsi que des transferts monétaires dans le processus migratoire (Piché, 2013). Le rêve de vivre en Europe est si fort que les candidats sont prêts à tout faire pour que cela se réalise. Projet entretenu depuis longtemps, cet informateur n'a pas hésité à livrer ce témoignage : « depuis tout petit j'ai toujours voulu partir vivre en Europe. Je n'étais pas le seul d'ailleurs. Tous mes amis avaient le même rêve. Aujourd'hui deux de mes amis sont à Marseille et on se parle tous les jours sur les réseaux sociaux ». À travers ce propos, on se rend compte que ce rêve d'enfant semble être un projet de vie finalement réalisé par ceux qui sont dans le pays de destination. Le propos de cet interlocuteur permet de comprendre qu'il est lui-même un potentiel migrant. Il existe plusieurs canaux ou réseaux pour que le projet de migrer se réalise.

Le réseau de personnes trouve tous les documents nécessaires pour avoir le visa touriste (d'un mois de séjour dans le pays d'accueil). Ce qui rend régulier son voyage supposé durer qu'un seul mois. En d'autres termes, le candidat à la migration se rend officiellement et régulièrement dans le pays de destination en tant que touriste. Pour que ce projet se réalise, plusieurs essais ont échoué car réussir à inventer une personne nouvelle juste pour l'obtention du visa ne semble pas aisé. Un enquêté nous confie qu'il a eu le visa après trois tentatives qui ont échoué. À preuve, ce témoignage illustre bien ces cas de figure « pour avoir le visa, j'ai un ga X qui m'a demandé de lui donner 2.000.000 francs CFA (soit 3000 euros ou 4000 dollars) pour m'envoyer un visa touriste pour la France ». Autrement dit, il s'agit d'un faussaire qui crée une nouvelle identité conforme à celle qui peut obtenir le visa pour un séjour dans un pays donné. Cette identité fictive échappe à la vigilance des autorités administratives du départ. Ainsi, les documents obtenus semblent bons de sorte que le voyage se fasse sans écueil au niveau des aéroports.

Une fois une nouvelle personne inventée juste pour acquérir le visa, aidé et financé par les proches d'ici, le proche de là-bas doit préparer l'arrivée du candidat dans un nouvel univers dont il se chargera de l'intégration dans la clandestinité au-delà de son séjour régulier en tant que touriste. Ainsi commence une vie clandestine dans le pays de destination avec des complices qui aident l'individu à ne pas se faire prendre par les policiers. Cette vie peut sembler plus aisée dans les petites villes ou les campagnes surtout lorsque l'acteur actif dans le pays d'accueil a bien préparé « le terrain » avant l'arrivée du migrant clandestin. Cette préparation passe par des voies comme celles que nous présente cet informateur : « mon ga qui est là-bas m'a mis en contact avec une fille de là-bas pour qu'on soit ami en

attendant de se retrouver là-bas. ». Il s'agit d'une forme de réseautage atypique pour cette forme d'immigration clandestine. Aux dires de cet enquêté, il avait été mis en contact avec une femme blanche dans ce pays dans la perspective d'un mariage arrangé ou pacte de vie conjugale juste pour « avoir les papiers et circuler librement sans problème avec les policiers ». Il s'agit de l'une des formes d'intégration les plus abouties pour le migrant car il se retrouve dans une situation privilégiée de nécessité et d'affection. D'autant que les femmes blanches entretiennent un certain imaginaire sur l'africain. Ce qui facilite son intégration. Il n'en demeure pas toujours ainsi pour la forme de l'immigration clandestine périlleuse dans laquelle s'engagent certains candidats en empruntant ce que le président de la république a qualifié de « la route de la nécessité » pour décrire un désespoir qui débouche sur la mort des migrants dans la mer méditerranéenne.

4.2- Une immigration irrégulière : esquisse d'un trajet anthropologique³⁷

Lorsque les candidats sont fin prêts pour amorcer le départ, les conditions ordinaires de départ dans la communauté ne sont pas observées. Pourtant dans un contexte favorable à l'immigration, les candidats nous confient qu'ils préfèrent ne pas informer les parents et proches de quand et comment le voyage se fera. Depuis le point de départ, le trajet est connu et expliqué avec ses différentes étapes jusqu'au pays de destination. Les candidats sont informés du parcours qu'ils auront à faire et les différents passeurs auxquels ils auront à faire. Ces derniers sont à l'avance informés du nombre de candidat qu'il devra faire passer. Ainsi les moyens logistiques nécessaires qu'il faut pour l'exécution de son étape sont préparés et mis à la disposition du candidat. Quand vient le moment de partir, il s'installe un mystère de la part des organisateurs de la migration. D'après un informateur, lui-même en tant que candidat, il n'avait pas été informé sur la date précise du départ. Elle est restée secrète pour les candidats qui restent confiant quant à la mise en mouvement de leur projet d'immigration clandestine. Il en est ainsi parce que selon une croyance fortement présente au sein des communautés, il n'est pas bon de révéler son jour précis de départ. Si tel est le cas, il est possible de rencontrer un malheur en chemin. Quelque fois, le projet même d'immigration n'est pas du tout connu des proches et parents du migrant au nom de la même croyance.

L'imaginaire entretenu, avec des photos des différentes étapes, par ceux qui sont désormais en Europe nourrit l'espoir des candidats. Un informateur nous confie que les différents passeurs sont informés du nombre précis d'individus qu'ils vont aider à passer les différents pays jusqu'en Libye avant d'affronter la mer méditerranéenne. Certains passeurs semblent toutefois surpris par le nombre de

³⁷Ce concept est emprunté à Gilbert Durand et met en scène le rôle essentiel que l'imaginaire joue dans la construction de l'individu et de l'idée qu'il se fait de son parcours jusqu'au pays d'accueil.

personne qu'ils doivent faire passer. Dit autrement, ces passeurs se trouvent en face d'un nombre important de personnes à passer. Plusieurs types de passeurs existent d'après les confidences d'un enquêté. Il y a d'une part les transporteurs et d'autre part des individus qui tiennent des check points de transits des véhicules de transports. C'est au-dessus de véhicule de transport de marchandise que les candidats se mettent pour la traversée du désert du Mali et du Niger. Deux chosent qui auraient marqué un interviewé a été le soleil ardent qu'ils ont dû supporter avant d'atteindre la Lybie et l'étendue de la mer méditerranéenne dans une embarcation de fortune. Laquelle embarcation était vidée de l'eau au fur et à mesure qu'elle devenait préoccupante. Pendant ces moments sur ce bateau, la solidarité et l'entraide sont de mise, ceux qui avaient déjà tentés la traversée se chargent de rassurer les nouveaux sur le fait de ne pas s'inquiéter et que tout se passerait bien. Les passeurs s'inscrivent dans la même veine de la fiabilité de son bateau.

Conclusion et perspectives

Le phénomène de la migration propre à la Côte d'Ivoire est complexe en raison du fait que le pays est lui-même une terre de migration. Les différentes formes de migrations qui ont cours dans ce pays permettent de considérer, à l'instar des pays comme la France et les États-Unis, cette nation comme une terre d'immigration. La dernière décennie a permis de relever une forme irrégulière du phénomène de la migration. Les différentes manifestations de cette forme d'immigration sont spécifiques à des localités telles que Daloa, Anyama et Abobo considérée comme points de départ. Un groupe ethnique se démarque comme étant le plus grand pourvoyeur de candidats à la mobilité transcontinentale (Europe/Afrique). Il s'impose aux politiques de chercher une solution durable à ce phénomène en trouvant les moyens de maintenir la jeunesse en place. L'existence de divers réseaux de trafic humain doit être reconnu et démantelé pour que l'offre d'immigration clandestine soit réduite voire inopérante. D'autant plus que les nouvelles formes de migrations sont déstabilisantes tant pour les sociétés qui reçoivent que pour celles qui exportent. La politique Européenne vis-à-vis des migrations ces dix dernières années a produit une « illégalisation » des migrants. Il n'y a pas une politique Européenne d'intégration mais une gestion des frontières externes de l'Europe qui entraîne cette « illégalisation ». Il est de plus en plus difficile de venir légalement en Europe, les migrants illégaux font dès lors l'objet d'une dynamique de rejet. Face à cette situation dans laquelle le désespoir semble s'installer dans les esprits, il revient aux gouvernants en collaboration avec les partenaires au développement de proposer des politiques efficaces de maintien des jeunes ivoiriens dans leur pays d'origine.

Bibliographie

- Appadurai, A. (2011). Hégémonie des médias occidentaux : les mediascapes et les ideoscapes. Paris : Éditions Payot et rivages.
- Beauchemin, C., et Lessault D. (2014). « Les statistiques des migrations africaines : ni exode, ni invasion », e-Migrinter. DOI : 10.4000/e-migrinter.417
- Bertholot, J-M. (1998). La logique du social. Paris : PUF.
- Brou K., et Charbit Y. (1994). « La politique migratoire de la Côte-d'Ivoire ». In: Revue européenne des migrations internationales, vol. 10, n°3, 1994. CERPAACERPODORSTOM – Migrations africaines. pp. 33-59; DOI : <https://doi.org/10.3406/remi.1994.1425>.
- Crozier, M., et Friedberg, E. (1977). L'acteur et le système, les contraintes de l'action collective. Paris : Éditions du Seuil.
- De Certeau, M. (1990). L'invention du quotidien. Arts de faire. Paris : Éditions Gallimard.
- De Sardan, J.-P. O. (2016). La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique, Anthropologie prospective n°3, Paris : Academia-Bruylant.
- Durand G., (1976). L'imagination symbolique, Grenoble : Presses universitaires de France.
- Durand G., (1992). Les Structures anthropologiques de l'imaginaire. Paris, Dunod.
- Jouët J., (2000). « Retour critique sur la sociologie des usages ». In: Réseaux, volume 18, n°100. Communiquer à l'ère des réseaux. pp. 487-521; DOI : <https://doi.org/10.3406/reso.2000.2235>
- Kaufmann, J.-C. (1996). L'entretien compréhensif. Paris : Collection Nathan.
- Mattelart, T. (2009). « Les diasporas à l'heure des technologies de l'information et de la communication : petit état des savoirs ». Tic&Société-3 (1-2).
- Mercklé, P. (2011). Sociologie des réseaux sociaux. Paris : Éditions la Découverte.
- Mucchielli, A. (2000). La nouvelle communication. Paris : Armand Colin.
- Mucchielli, A. (2004). Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines. Paris : Armand Colin.
- OIM, (2017). Rapport de profilage des migrants ivoiriens, Côte d'Ivoire.
- Piché, V. (2013). « Les théories migratoires contemporaines au prisme des textes fondateurs », Population 2013/1 (Vol. 68), p. 153-178. DOI : <https://doi.org/10.3917/popu.1301.0153>
- Schutz, A. (1987). Le chercheur et le quotidien, phénoménologie des sciences sociales. Paris : Méridiens Klincksieck.

Dynamique du processus migratoire a Daloa : strategies de communication et facteurs de stabilisation (Centre-ouest, Côte d'Ivoire).

Dynamics of the migration process at Daloa: communication strategies and stabilization factors (West central, Ivory Coast)

Jean-Claude N'GUIA

Gniondjibohou Marc OUNNEBO

Kouakou Daniel YAO

Université Jean Lorougnon Guédé, Daloa, Côte d'Ivoire

Résumé

Cette étude a pour objectif d'analyser le fonctionnement et les mécanismes de communication des réseaux de passeurs de clandestins et les facteurs de permanence du phénomène dans la ville de Daloa. La méthodologie comporte un guide d'entretien semi-structuré et un questionnaire en lien avec l'usage des médias sociaux comme supports de communication et de partage d'informations entre les acteurs de l'immigration dans la région de Daloa. Les résultats indiquent que deux éléments jouent un rôle fondamental dans l'essor de la migration clandestine à Daloa. Il s'agit des réseaux sociaux et familiaux qui, dans un espace fortement marqué par le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), ont rapidement permis aux passeurs de réussir à globaliser le phénomène de la migration clandestine. Dans cette perspective, la famille et la communauté interviennent aussi bien en amont qu'en aval du processus migratoire. Ils agissent en tant qu'acteurs qui peuvent tirer des profits économiques et symboliques du phénomène de la migration.

Mots-clés : Dynamique, processus migratoire, stratégies de communication, facteurs de stabilisation

Abstract

This study has for objective to analyze the functioning and the mechanisms of communication of boatmen's networks of immigrants and the factors of the phenomenon in the city of Daloa. The methodology contains a guide of semi-structured interview and a questionnaire in connection with the use of the media social as mediums of communication and information sharing between the actors of the immigration in the region of Daloa. The results indicate that two elements play a fundamental role in the development of the secret migration Daloa. It is about social and family networks which, in a space strongly marked by the development of the new information technologies and the communication (NTIC), quickly allowed the boatmen to manage to globalize the phenomenon of the secret migration. In this perspective, the family and the community intervene so upstream as downstream to the migratory process. They act as actors who can pull economic profits and symbolism of the phenomenon of the migration.

Keywords : dynamics, migratory process, communications strategies, factors of Stabilization

I. Introduction

L'immigration clandestine gagne de plus en plus de l'ampleur ces derniers temps. L'espoir de conditions de vie meilleures en Europe, conjuguée avec la précarité des conditions socio-économiques nationales, contribuent à l'accroissement des mouvements clandestins de jeunes des pays en voie de développement vers ceux de l'Union Européenne par le biais de réseaux de passeurs de clandestins malgré les risques. Et la Côte d'Ivoire n'est pas en reste de ce fléau. De Daloa à Abidjan, en passant par San-Pedro, il se trouve des foyers de clandestins partout. L'un des paradoxes de la Côte d'Ivoire est que sa croissance économique ne retient pas les migrants. Alors que son économie est l'une des plus dynamiques d'Afrique, de plus en plus d'Ivoiriens se lancent à travers désert et Méditerranée vers l'Eldorado. L'organisation de la migration clandestine dans la ville de Daloa repose sur la constitution d'un vaste réseau, semblable à une longue chaîne dont les maillons se tiennent les uns les autres. Les réseaux de passeurs qui animent le départ des migrants est un élément de contexte qui a contribué à la brusque massification des flux irréguliers au sein de cette ville. Dans toute la ville de Daloa, il y a des jeunes qui mènent toutes les actions qu'ils peuvent pour se rendre, soit en Lybie, soit au Maroc. Ils sont prêts à tout pour se rendre en occident, même en franchissant l'interdit tel que l'endettement, l'agression, le vol, la prostitution, le viol pour obtenir son ticket pour l'Eldorado. Certes, partir pour l'étranger ne peut se faire sans la détention d'un capital financier minimal qui résulte bien souvent d'un capital social permettant d'accéder à la connaissance des routes migratoires, à des adresses de destination, au savoir qui permettra de s'adapter aux évolutions des politiques nationales d'ouverture ou de restriction de la mobilité. Cependant, partir nécessite aussi d'autres ressources, celles qui se transmettent dans des cercles fermés : ceux du domaine de la proximité, des classes sociales et des cellules familiales. Par ailleurs, les travaux de Massey (1993, 1989) exposent qu'à partir d'un seuil de connexion entre une zone de départ et une zone d'accueil, la migration s'auto-entretient par les effets des réseaux sociaux. En effet, la ville de Daloa est un espace fortement marqué par le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) qui a permis aux passeurs de rapidement réussi à globaliser le phénomène de la migration clandestine dans la ville. Cependant, en amont, de par leurs attitudes, les communautés de Daloa contribuent beaucoup à alimenter le phénomène, car, la migration est devenue un mode d'ascension sociale pour les familles. Les candidats pour l'eldorado bénéficient des prières de la communauté, y compris de celles des guides religieux. Ainsi, deux éléments jouent un rôle fondamental dans l'essor de la migration clandestine à Daloa. Il s'agit des réseaux sociaux et familiaux. Le premier est la présence d'un réseau d'entraide constitué est au cœur de toute la dynamique de la migration clandestine, grâce notamment à la présence de contacts familiaux ou claniques. L'existence de puissants réseaux de passeurs transnationaux qui animent le commerce des migrants est le second élément de contexte qui contribue à la brusque massification des flux irréguliers de la ville Daloa vers l'Europe, notamment vers l'Italie. Joseph (1984) définit le réseau comme « l'ensemble des lignes de mobilisation qui permettent à des acteurs dont

les intérêts stratégiques sont fluctuants, de jouer sur les ressources relationnelles qui s'offrent à eux dans la société civile ». La notion est liée à des relations stratégiques où un individu mobilise des ressources humaines - les membres du réseau - afin d'accéder à des ressources matérielles ou symboliques. Le réseau prend alors la forme d'un système « d'entremises » (Ferrie et Boëtsch, 1993). L'idée du réseau social permet d'insister sur la constante interaction qui lie la personne à l'environnement social dont elle fait partie. Cette interaction entre les personnes est instituée sur la base d'une spécificité commune, reconnue entre les membres du réseau et par leur environnement. De ce point de vue, l'existence et la pérennité du réseau exige l'adoption d'un système de valeurs qui garantit sa cohésion. Il existe, pour reprendre l'image de Arnaud (1988), à la manière d'un tissu, par une trame : système de valeurs et d'affinités qui rassemble, unit, fédère dans une communauté d'intention ».

S'impose donc ici l'idée que l'on appartient -puisque les liens sont basés sur des critères affectifs et sociaux - à un même territoire, une même famille et une même communauté. Avec le même raisonnement, Gaudin et Schiray (1983) sont arrivés à distinguer trois dimensions qui se superposent et qui déterminent l'existence et le fonctionnement des réseaux sociaux : la territorialité, la parenté et la communauté d'intérêts.

- La territorialité constitue une première dimension possible de l'existence de réseaux : qu'il s'agisse de cohabitation, de proximité résidentielle, de vie de quartier, de village ou de ville, ou encore d'appartenance à un « pays » ou aune région... La territorialité agit aussi sur le fonctionnement, le degré « d'activité » de réseaux fondés sur une autre caractéristique : les relations de parenté peuvent être d'autant plus vives qu'elles opèrent dans un même voisinage.
- La parenté est la seconde dimension la plus commune et sans doute la moins volontariste : qu'il s'agisse de la famille restreinte ou de la famille élargie, on peut mettre en évidence des transferts monétaires et patrimoniaux, mais aussi tout un mode de soutien ponctuel ou continu qui ne repose pas forcément sur un échange marchand (exemple, l'hébergement). C'est aussi sur une identité quasi-parentale que fonctionnent des réseaux basés sur une spécificité culturelle ou ethnique.
- La communauté d'intérêts fonde les réseaux les plus diversifiés mais l'adhésion qu'elle implique justifie l'utilité de ces réseaux dans la recherche de supports actifs et élargis d'une solidarité renouvelée face à la crise.

Dans tous ces milieux d'appartenances complexes fondées sur le territoire, la communauté d'intérêts ou les liens familiaux, l'acteur possède une marge de manœuvre dans laquelle il peut agir, même si celle-ci est limitée par l'influence que ces milieux lui inculquent. La dynamique ainsi créée par ces interactions et relations entre l'acteur et son milieu justifie la conception dynamique des réseaux : « il nous paraît logique, notent Degenne et de Duplex (1987)à propos de cette

conception, de considérer que toute théorie qui lie la rationalité de l'acteur individuel à la situation objective dans laquelle il se trouve et en particulier au système des relations sociales dans lequel il évolue à un moment donné porte en germe une généralisation de la théorie des réseaux sociaux dans le sens où elle nous rapproche d'une conception dynamique des réseaux». De cette manière, la notion de réseau apparaît comme un concept critique exprimant un anti-réductionnisme aussi bien vis-à-vis de l'individualisme méthodologique que du structuro-marxisme et de son approche des groupes sociaux et des normes institutionnelles (Larivière, 1988 ; Wellman et Richardson, 1987). Son utilisation tente de réconcilier les approches macro (celles qui se préoccupent des structures sociales et de leurs effets sur les personnes) et les approches micro (celles qui s'occupent essentiellement, à l'inverse, des comportements individuels), ou encore d'intégrer l'analyse structurelle de la société et le modèle de comportement individuel (l'individu participe à la construction de son monde social). C'est autrement dit, l'opérateur d'un passage des analyses « d'en-bas » (liées strictement à l'individu) et « d'en-haut » (priviliégiant exclusivement les superstructures) à une analyse « du dedans » pour reprendre l'expression de Hannerz (1983). Présentée sous cet angle, l'analyse des réseaux peut être vue comme une méthode qui permet de décrire et d'étudier les diverses configurations de relations entre membres d'un système social. Cette méthode permet une conceptualisation de ces ensembles de relations. Elle permet de pratiquer une sociologie qui relie les comportements des acteurs à leur position dans le système. En considérant que les comportements individuels sont le produit des options inscrites dans une situation et des caractéristiques de groupes, cette analyse se situe à l'intersection et propose une dialectique des rapports entre l'individu et le groupe comme expression de la jonction entre individualisme méthodologique et structuralisme. « Les réseaux se situent alors à un niveau intermédiaire entre les individus et les systèmes d'action. Ils sont une des formes structurant le système » (Grossetti, 1991). Dans cette structuration du système, les réseaux sont des formes qui présentent des ressources potentielles pour leurs membres. Toutefois, ces formes peuvent être latentes et ont besoin d'être activées par les acteurs eux-mêmes. Seuls ces derniers sont susceptibles d'assurer l'activation de leur potentialité d'action : « dans le réseau ce qui unifie l'action est en permanence le fait de l'acteur et de sa participation volontaire plus ou moins éphémère, non le fait d'un système qui structure ou organise l'action. L'élément essentiel dont le réseau ne peut se passer est l'acteur en tant qu'entité potentiellement agissante » (Salvador, 1991). Le réseau ne peut donc exister dans l'abstrait. Il lui faut un agent dynamisant car, comme le note Pierre Arnaud (1988), « les relations ne se tissent pas sans l'intervention d'un tisserand ». Pierre Bourdieu (1987), qui associe la notion de réseau au capital social, a également, de son côté, insisté sur la nécessité d'activer « les ressources collectivement possédées » au déploiement du réseau pour assurer sa pérennité et sa permanence. Pour lui, sans cette activation, n'importe quel groupe pourrait constituer un réseau ; ce qui n'est pas le cas. Un réseau, souligne-t-il, est « le produit du travail d'instauration et d'entretien qui est nécessaire pour produire et reproduire des liaisons durables et utiles ». La

durabilité et l'utilité des liaisons pour certains groupes sociaux sont si importantes qu'elles constituent le gage de leur survie et de leur éventuelle promotion. En effet, devant les distributions inégales des ressources et le caractère ségrégatif à l'égard de leur accession, les réseaux sont des lieux de contre-pouvoir en terme de moyen et des recours obligés pour combler et satisfaire les besoins spécifiques et vitaux des acteurs (Fall, 1991). C'est dans ce sens que l'analyse du réseau passe par l'analyse des stratégies des acteurs. La parenté est le champ du réseau dans lequel l'efficacité des liaisons s'avère la plus grande. Le réseau auquel l'acteur social fait d'abord appel pour satisfaire ses besoins est en général celui de la parenté. La mobilisation des ressources dans le cas de cette dernière apparaît plus fréquente que dans le cas du voisinage ou de l'amitié. C'est ainsi que pour F. Héran (1988), ce sont les « atouts culturels mobilisables » qui se réduisent à la parenté, qui sont les plus déterminants dans la constitution du capital relationnel des individus. Pour lui, les relations amicales, de voisinage ou professionnelles ne peuvent en aucun cas se substituer à la parenté. Ces relations demeurent cumulatives, tandis que celles reliées à la parenté sont pérennes. Dans cette perspective, c'est la famille qui est par définition le premier groupe d'appartenance et le premier lieu de définition de l'identité. Elle s'avère, étant donné sa nature, le lieu par excellence où les sentiments de solidarité et d'obligation se manifestent dans toutes leurs conséquences.

Sur le plan de la solidarité, soulignons que c'est à une « qualité » fondamentale du réseau de parenté que renvoie le terme de solidarité familiale. En effet, celui-ci fait appel à un tissu de relations entre personnes de la même parenté qui ont conscience d'une communauté d'intérêts et le traduisent concrètement de différentes manières. Dans cette optique, la solidarité est un fait qui émerge au cours de relations où s'exercent des fonctions d'identité, de soutien et de sociabilité. Le réseau assurant toutes ces fonctions n'est donc pas seulement un espace relationnel, il est aussi et souvent un réseau de support. Lorsque ce dernier est intensif et prolongé, il vient des familles. Ces dernières, comme le note Andrée Fortin (1993), « sont des lieux de support pour les "cas lourds", elles sont l'ultime recours quand tous les autres sont épuisés ». En ce qui concerne le sentiment d'obligation, celui-ci vient, selon Godbout et Caillé (1992), de deux faits essentiels :

- en premier lieu, dans la sphère de la parenté, les partenaires ne sont pas choisis. La possibilité de rompre avec eux, sans être inexistante, est beaucoup plus difficile et dramatique qu'ailleurs, et parfois nulle. L'obligation y est donc plus présente ;
- en second lieu, les partenaires cherchent avant tout la sécurité. Plus on est libre dans une relation, moins on reçoit d'elle la sécurité. La famille est l'institution par excellence qui procure la sécurité.

Les familles qui se doivent de maintenir des réseaux de soutien se rencontrent plus fréquemment dans les sociétés où l'État-providence est peu développé, d'une part, et au sein des réseaux des foyers de milieux populaires qui sont en retrait

des activités socio-économiques formelles, d'autre part comme cela est le cas à Daloa. Dans ces foyers, la parenté compte à peu près toujours parmi les liens les plus intimes et les plus forts (Wellman et Wortlet, 1990). Ces liens sont maintenus et investis d'une lourde charge affective, quel que soit le niveau de satisfaction procuré ou la fréquence des rencontres. Leur maintien vise avant tout à composer avec une pauvreté chronique. Nonobstant les perturbations socio-économiques qui ont affecté ces milieux, le réseau familial semble résister, sans doute parce qu'il représente un soutien et s'inscrit dans un système de valeurs que les difficultés de la vie actuelle tendraient plutôt à renforcer. À l'intérieur de cette vision, les relations de parenté sont permanentes et les « liens du sang » sont perçus comme inaltérables ; elles sont prédéfinies, car régies par un ensemble de régies plus ou moins formelles, dont celles de la solidarité et de l'obligation légale. Il en résulte des relations empreintes à la fois d'affectivité et de normativité. Ce que ces relations de parenté ont de particulier, c'est l'inconditionnalité. Comme le souligne A. Fortin (1987), « on doit assistance à sa famille. On est obligé par les relations d'échanges diverses qui se nouent dans les familles. On rend service et on fait plaisir. On se fait plaisir. L'échange n'est jamais qu'utilitaire, il entretient la relation, maintient le lien ». La parenté représente donc un réseau majeur d'appartenance et génère ainsi un sentiment de sécurité sans lequel il devient impossible d'affronter les responsabilités de l'existence. Même dans les foyers où la parenté est éloignée, négligée ou peu disponible, elle est considérée comme étant au centre du réseau personnel et, à tort ou à raison, comme un réseau de soutien qui interviendrait de façon inconditionnelle en cas de réel besoin. En ce sens, la parenté semble toujours constituer, ne serait-ce que symboliquement, une source importante de soutien émotionnel, même lorsque cela n'apparaît pas clairement à la conscience des gens. Il est à signaler enfin que les réseaux, qu'ils soient familiaux ou extra-familiaux, sont traversés d'échanges : échanges de services, de biens, de conseils et d'informations. Sans ces échanges, les réseaux s'épuisent vite et les rencontres qu'ils occasionnent deviennent formelles et moins intenses. Ce sont en fait les échanges qui tissent et vitalisent les réseaux. La présente contribution a pour objet de connaître les relations entre la structure et les procédures de communication au sein des organisations des réseaux de passeurs de clandestin d'une part, et la société dans laquelle ces organisations évoluent d'autre part dans la ville de Daloa. Devant la persistance et l'amplification du phénomène à Daloa, il analyse les principaux déterminants de la migration tout en éclairant le rôle des différents acteurs impliqués. Elle montre aussi que tout le processus de l'émigration clandestine repose sur le mécanisme de communication des passeurs. Spécifiquement, nous allons dans un premier temps au niveau des résultats :

- Présenter la manifestation et le profil des acteurs de la migration irrégulière à Daloa ;
- Identifier les moyens de communication et de partage d'information entre les acteurs de l'immigration clandestine dans la région du Haut-Sassandra, notamment à Daloa ;

- Déterminer les facteurs de stabilisation du phénomène de l'immigration clandestine que connaît la ville de Daloa.

Et ensuite, dégager des perspectives visant à promouvoir l'insertion sociale et à dévaloriser le phénomène de l'immigration clandestine pour construire la Côte d'Ivoire des générations à venir.

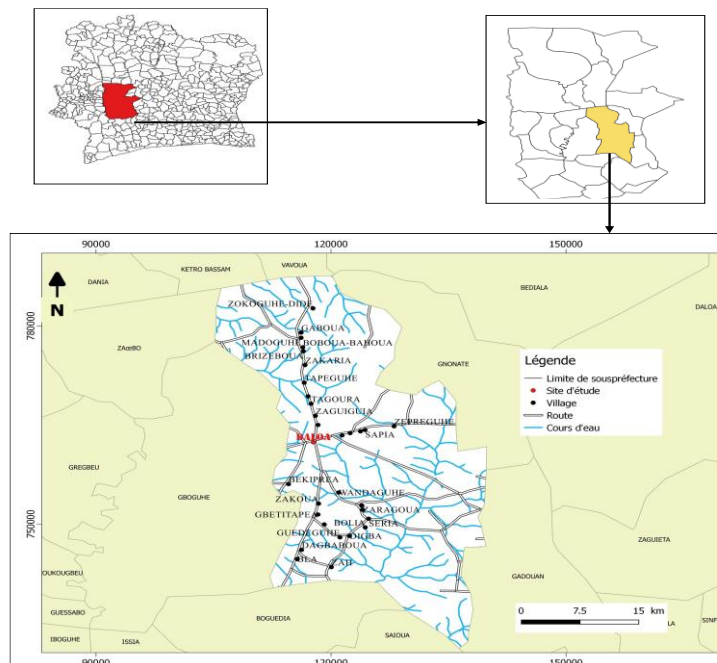
II. Méthode

II.1 - Site de l'étude

L'étude se déroule dans la ville de Daloa. Elle est localisée au sein de la Région du Haut-Sassandra située au Centre-ouest de la Côte d'Ivoire. Daloa est le Chef-lieu du département éponyme et de la Région du Haut-Sassandra (Photographie 1).

Photographie 1 : Carte de la région du Haut-Sassandra

Source : <http://aip.ci/wp-content/uploads/2016/01/VILLE-DALOA.jpg>



Daloa, située à 384 kilomètres d'Abidjan et à 141 Kilomètres de Yamoussoukro, est la capitale du Centre Ouest du pays. Grande région productrice de café et de cacao, la ville de près de 300.000 habitants, tire cependant sa célébrité depuis quelques années de la place qu'elle occupe dans le trafic de jeunes en partance pour l'Europe. Aujourd'hui, Daloa compte 30 quartiers, une dense zone rurale proche de 109 villages et 17 tribus. A Daloa, on vit surtout par communauté, d'où les noms des quartiers qui renvoient aux populations qui l'habitent : quartiers

Baoulé, Dioulabougou avec ses sous-quartiers (Wolof, Segou, Cissoko, Mossibougou). Ces quartiers sont surtout des quartiers d'habitation. On y trouve certes des marchés de quartiers ainsi que quelques boutiques de produits de première nécessité, mais l'essentiel de la vie économique se situe au quartier Commerce et à la périphérie de la ville (Photographies 2, 3 & 4). Ces sites comptent une diversité de répondants sur les problématiques liées à la communication et à l'immigration clandestine. L'étude a eu lieu pendant les mois de décembre 2018 et de janvier 2019. Pour atteindre les résultats attendus, 51 agents enquêteurs ont été déployés dans les quartiers et village de la commune de Daloa. La pré-enquête s'est déroulée du 29 décembre 2018 au 03 janvier 2019 et l'enquête du 04 au 13 Janvier 2019.

Photographie 2 : Rue principale du quartier commerce de la ville de Daloa



Source : <http://aip.ci/wp-content/uploads/2016/01/VILLE-DALOA.jpg>

Photographie 3 : Rue principale du quartier Lobia de la ville de Daloa



Source : <http://aip.ci/wp-content/uploads/2016/01/VILLE-DALOA.jpg>

Photographie 4 : Rue principale du quartier Abattoir de la ville de Daloa



Source : <http://aip.ci/wp-content/uploads/2016/01/VILLE-DALOA.jpg>

II.2 - Echantillonnage et Participants

Nous avons retenu l'échantillonnage par choix raisonné pour pallier la non-disponibilité des enquêtés et le non-recours à une base de données exhaustive (Aktouf, 1987). Les participants intègrent les différentes catégories socioprofessionnelles de la ville de Daloa notamment les ménages, les autres personnes ressources susceptibles d'éclairer la compréhension du sujet. Il s'agit par exemple des cadres de l'administration, des responsables de partis politiques, les leaders d'opinions comme les chefs de communautés ou enfin les autorités administratives au plan local. Il s'agit d'intégrer au final dans le panel, toutes les couches de la ville de Daloa en intégrant les critères liés à l'ethnie, au sexe, à la conviction religieuse, au statut matrimonial ou encore au secteur d'activité. Cette démarche nous a permis d'obtenir à la suite de la phase terrain, un total de 542 enquêtés au niveau des ménages en termes de répondants des migrants. Ils ont un âge compris de 14 à 40 ans et plus dont n=394 individus de sexe masculin, soit 72,7% contre 148 individus de sexe féminin, soit, 27,3%. Au niveau du niveau d'instruction, la majorité, n=395, soit 73%, pas eu accès à l'éducation conventionnelle. Ainsi, pour n=188, soit 34,7% d'entre eux ont fréquenté une classe de niveau secondaire contre n=74, soit 13,7% pour le niveau primaire, pour n=67, soit 12,4% pour le niveau supérieur et contre n=66, soit 12,2% pour l'école coranique tandis que n=145, soit 26,8% qui n'ont pas été scolarisés. Au niveau de la variable nationalité, ils proviennent de la cote d'ivoire notamment, les akan n=45, soit 8,3%, les mandé n=359, soit 66,2%, les gour n=60, soit 5,2%, les krou n=28, soit 5,2% et de la sous-région ouest africaine n=50, soit 9,2%.

II.3- Instruments et logiciel de traitement

La méthodologie comporte un questionnaire destiné à identifier les supports modernes de la communication et de partage d'information entre les acteurs de l'immigration à Daloa. Le questionnaire est administré aux potentiels migrants uniquement et intègre des questions sur leur biographie (sexe, âge, niveau de scolarité, etc.). Aussi, nous avons utilisé un guide d'entretien afin de cerner les opinions et perceptions des autres acteurs concernés par la thématique des stratégies de communication de l'immigration à Daloa (Agents de Police, Magistrats, Assistants sociaux, Educateur spécialisé, Responsables d'ONG de prise en charge des jeunes vulnérables à Daloa et Chefs communautaires). Il s'agit d'une approche mixte où l'analyse de contenu de type thématique a été mobilisée pour avoir accès au contenu en formalisant des relations entre thèmes afin d'approcher la structure textuelle, aspects manifestes et quantitatifs (Moliner, 2002). Au niveau de l'approche statistique inférentielle, l'outil statistique sollicité pour le traitement des données est le logiciel Sphinx Plus 2. Ce logiciel a été aussi utilisé pour les paramètres sociodémographiques en raison des fonctionnalités qu'il offre au niveau de l'analyse multivariée et lexicométrique pour les entretiens ouverts.

III - Résultats de l'enquête de terrain

III.1–Manifestation et profil des acteurs dans le processus de l'immigration clandestine à Daloa

1- Manifestation du phénomène de la migration irrégulière

Il ressort de l'enquête qu'à Daloa, une famille sur deux a au moins un parent en Europe. Un nombre important des quartiers de Daloa sont atteints par ce phénomène (tableau 1). Les résultats de la pré-enquête réalisée dans les 58 quartiers et/ou villages dans la commune de Daloa, afin d'établir une base de donnée sur la migration clandestine a fait ressortir 18 quartiers concernés par la migration clandestine, soit 31,04%. Un total de n=542 ménages ont été révéler. Le quartier Abattoir possède n=139 ménages, c'est le plus grand nombre de ménages soit 25,6% contre un ménage pour le quartier Golf, soit 0,2%.

Tableau 1 : Nombre de ménages par quartier

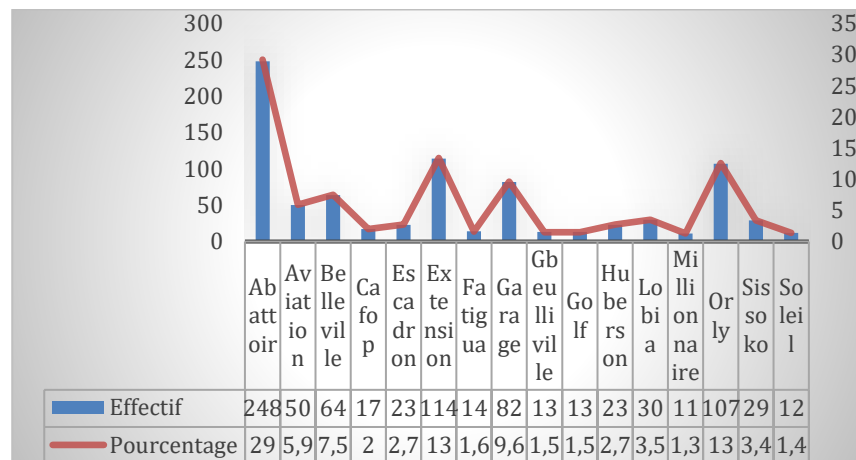
	Effectif	Pourcentage
Abattoir	139	25,6 %
Aviation	22	4,1 %
Belle ville	34	6,3 %
Cafop	10	1,8 %
Escadron	16	3,0 %
Extension	46	8,5 %
Fatigua	28	5,2 %
Garage	47	8,7 %
Gbeulliville	10	1,8 %

Golf	1	0,2 %
Huberson	19	3,5 %
Lobia	24	4,4 %
Millionnaire	4	0,7 %
Orly	82	15,1 %
Petit paris	2	0,4 %
Sissoko	50	9,2 %
Soleil	4	0,7 %
Suisse	4	0,7 %
Total	542	100,0 %

Source : Pré-enquête de terrain du 29 décembre 2018 au 03 janvier 2019

Les jeunes sont en majorité poussés par leurs parents. Tout le monde veut voir son enfant partir. On attend un brin d'espoir en provenance de l'Europe où se trouvent leurs frères qui ont bravé toutes les difficultés de la traversée de la mer pour aller se « chercher ». L'immigration clandestine est un phénomène typiquement propre aux jeunes de Daloa, bien que les gens quittent les autres villes pour prendre le départ à Daloa. Les gens viennent des pays de la sous-région Ouest-Africaine pour partir. La ville est donc devenue en quelques sortes, une plaque tournante de l'immigration clandestine. Il abonde des maisons de recrutement à Daloa. Il existe trois gares clandestines où les réunions et les rassemblements se font pour les départs à Daloa. Il s'agit du quartier Mosquée, du quartier Orly et du quartier Abattoir. Chaque semaine, des dizaines de convois composés de jeunes gens et de jeunes filles prennent la route de l'Eldorado à la recherche d'un espoir perdu dans leur propre pays. Chacun des aventuriers déverse la bagatelle somme de 1.000.000F CFA pour se jeter à l'eau. Les réseaux de passeurs sont généralement constitués au sein des familles de migrants en Italie de certains quartiers de la ville de Daloa. Les réseaux s'appuient aussi sur des démarcheurs. De nombreuses familles surtout au sein de la communauté Malinké, mettent tout en œuvre pour faciliter le départ de leurs fils ou filles vers l'Europe. Les femmes n'hésitent pas à vendre or, bijoux et autres objets de valeurs pour assurer le voyage à leurs enfants. C'est pour elles une question d'honneur. Le quartier Abattoir, Orly et Sissoko sont les trois quartiers qui se vident le plus (Graphique 1). L'enquête a révélé que, le quartier Abattoir compte 248 potentiels migrants sur un total de n=850 migrants pour les n=542 ménages des n=18 quartiers concernés par la migration clandestine, soit 29,20% à Daloa contre n=11 potentiels migrants pour le quartier millionnaire, soit 1,3%.

Graphique 1 : Nombre de potentiels migrants par quartier

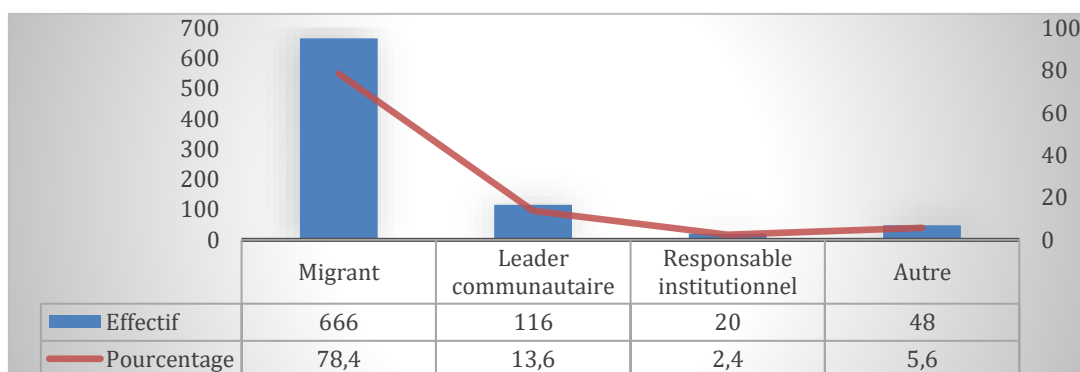


Source : Enquête de terrain du 04 au 13 Janvier 2019

2-Profil des démarcheurs

La filière ou le réseau à Daloa est composée de personnes sans activités fixes travaillant dans l'ombre et qui investissent le terrain pour démarcher les candidats. Il s'agit des leaders communautaires n=20 individus, soit 2,4% ; des membres de leurs familles n=666 individus, soit 78,4% ; des amis et connaissances n=48 individus, soit 5,4%. De même, les jeunes de Daloa s'appuient sur les réseaux de la diaspora établie – de Daloa jusqu'en Lybie – pour organiser les étapes de leur migration (Graphique 2). Mais en particulier, les migrants dont le voyage s'est déroulé avec succès et qui sont arrivés dans un pays européen n=116 individus, soit 13,6%.

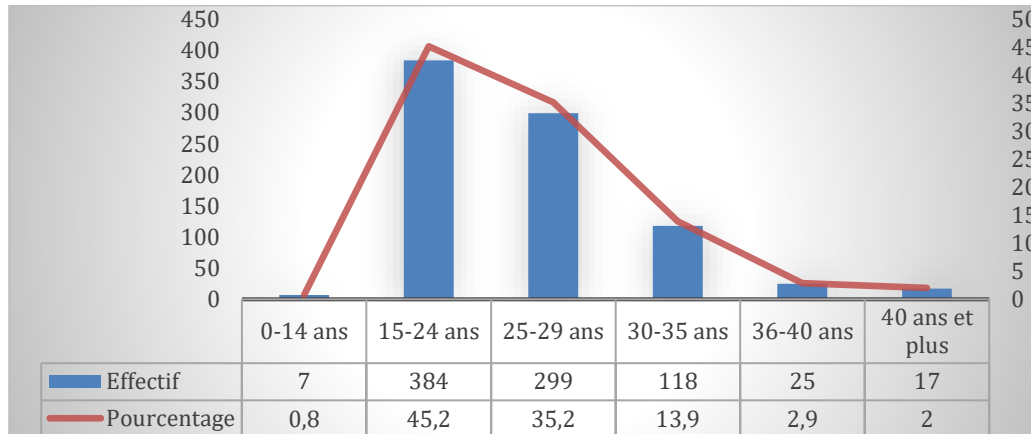
Graphique 2 : Pourcentage des démarcheurs par rapport l'effectif des potentiels migrants



Source : Enquête de terrain du 04 au 13 Janvier 2019

3- Profil des potentiels migrants

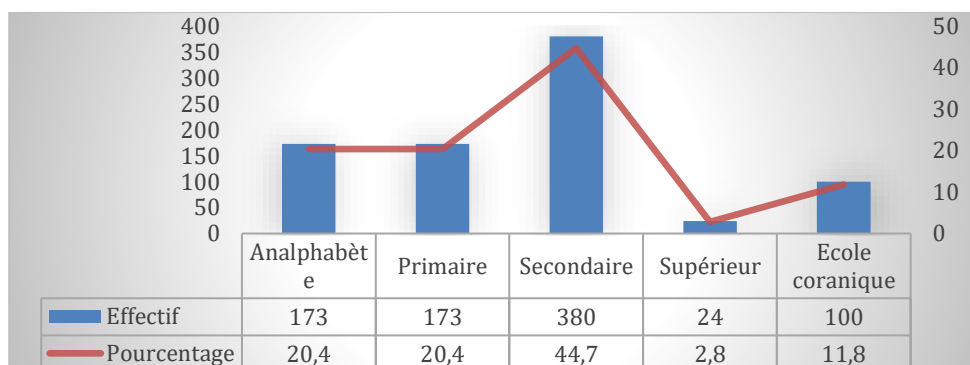
Graphique 3 : Tranche d'âge des potentiels migrants



Source : Enquête de terrain du 04 au 13 Janvier 2019

A la suite de la phase terrain, un total de 850 potentiels migrants a été recensé dans la ville de Daloa. Ils ont un âge compris de 14 à 40 ans et plus dont n=767 individus de sexe masculin, soit 90,2% contre 83 individus de sexe féminin, soit, 9,8% (Graphique 3). En ce qui concerne le niveau d'instruction des potentiels migrants à Daloa, la majorité, n=677, soit 79,7%, ont eu accès à l'éducation conventionnelle (Graphique 4). Ainsi, pour n=380, soit 44,7% d'entre eux ont fréquenté une classe de niveau secondaire contre n=173, soit 20,4% pour le niveau primaire, pour n=24, soit 2,8% pour le niveau supérieur et contre n=100, soit 11,8% pour l'école coranique tandis que n=173, soit 20,4% qui n'ont pas été scolarisés.

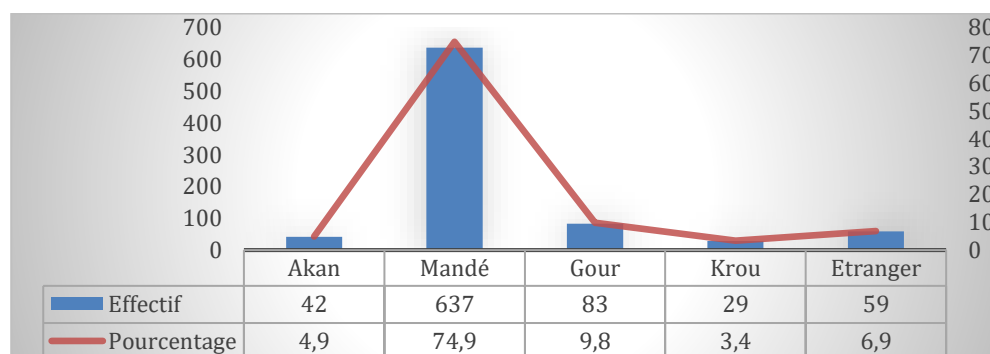
Graphique 4 : Niveau scolaire des potentiels migrants



Source : Enquête de terrain du 04 au 13 Janvier 2019

La Côte d'Ivoire considérée comme un puzzle ethnique est constituée de quatre grands groupes culturels. Le groupe Mandé : Les Mandé du Nord (Malinké, Dioula) et les Mandé du Sud (Yacouba, Gouro...). Au centre-ouest et au sud-ouest se trouvent les Krou ou Magwé, la principale population de cet ensemble ethnique étant les Bété. Le groupe du Nord-est (Sénoufo, Lobi, Koulango...). A l'est, au centre et au sud-est, se trouvent les Akan qui sont les plus nombreux et que l'on divise en Akan du Centre (principalement Baoulé), en Akan Frontaliers (Agni, Abon...) et en Akan Lagunaires (Ebrié, Abouré, Adioukrou, Apolloniens...). A ces populations, il faut ajouter les ressortissants de la sous-région Ouest Africaine (Burkina Faso, Mali, Sénégal, Guinée, Libéria, Ghana, Niger, Togo, Bénin, Nigeria, Mauritanie...) qui vivent en parfaite harmonie avec les autochtones. Ainsi, au niveau de la variable nationalité de la migration illégale à Daloa, les potentiels migrants proviennent de la Côte d'Ivoire n=790, soit 92,8% et de la sous-région ouest africaine n=60, soit 7,1%. Le groupe ethnique le plus prononcé est le groupe Mandé (Graphique 5).

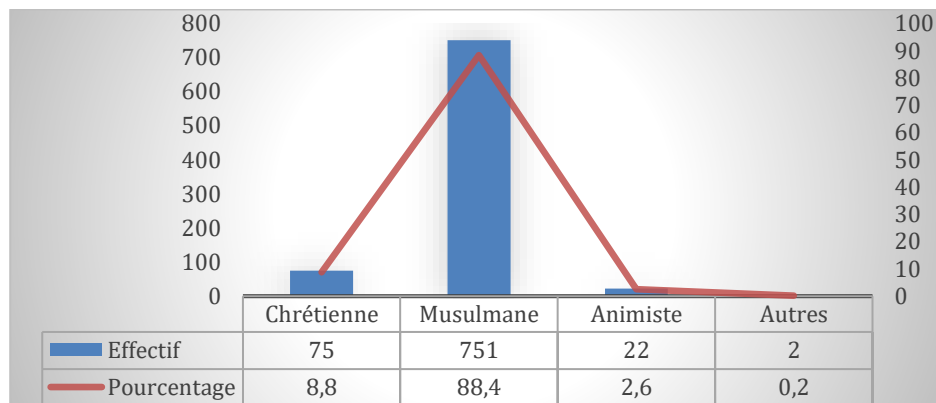
Graphique 5 : Groupes Ethnique des potentiels migrants



Source : Enquête de terrain du 04 au 13 Janvier 2019

Il n'existe pas de religion majoritaire en Côte d'Ivoire. Plus du tiers des Ivoiriens (38 %) adhère à l'islam. Suit le christianisme, surtout le catholicisme (22 %) et le protestantisme (5,5 %). Le reste de la population, notamment dans les campagnes, est demeuré fidèle aux religions traditionnelles ou tribales (17 %), qui imprègnent plus ou moins profondément les autres croyances. Enfin, 17 % des Ivoiriens ont d'autres religions. Cependant, sur le plan de la conviction religieuse des potentiels migrants à Daloa, la religion musulmane est au plus haut sommet (Graphique 6).

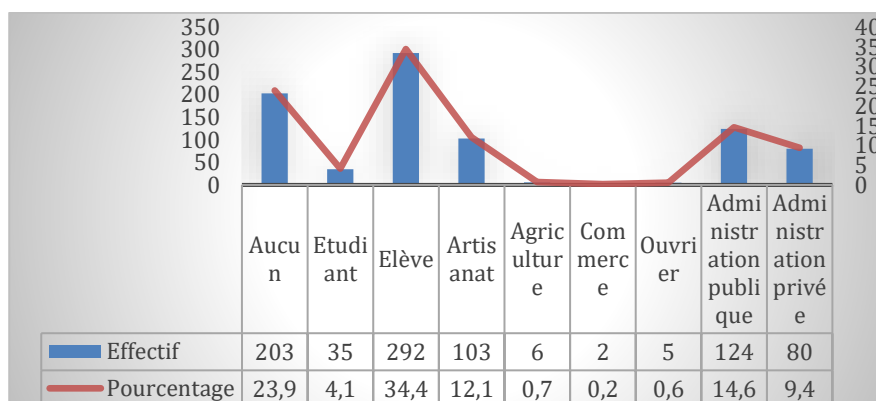
Graphique 6 : Conviction religieuse des potentiels migrants



Source : Enquête de terrain du 04 au 13 Janvier 2019

Le secteur d'activité des potentiels migrants se concentre sur les activités scolaires. 292 migrants sont des élèves, soit 34,4% du total des migrants. Cette assertion est confortée par le niveau d'étude des migrants qui est essentiellement surpassé par le niveau secondaire, soit 44,7% (graphique 7). Cependant, contrairement aux assertions qui donnent les travailleurs de l'administration privé favorisés de l'immigration, à Daloa c'est plutôt ceux de l'administration publique qui domine. On relève donc, un taux de 14,6 % pour le publique contre 09,6 % pour le privé.

Graphique 7 : Secteurs d'activités des potentiels migrants



Source : Enquête de terrain du 04 au 13 Janvier 2019

III.2 -Stratégies de communication des acteurs de l'immigration clandestine à Daloa

1- Médias comme stratégie de communication

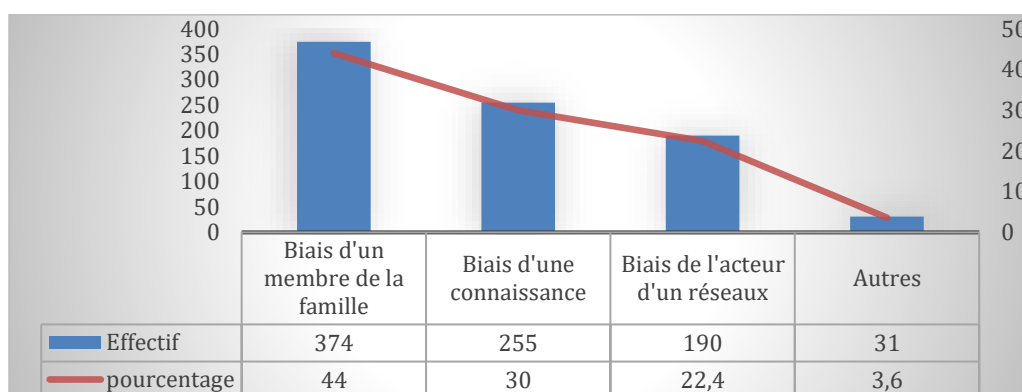
Facebook, WhatsApp, Messenger... ont participé à cet appel d'air pour l'émigration clandestine, et sont utilisés aussi par les réseaux des passeurs, c'est une véritable nébuleuse bien organisée à Daloa. L'expression médias sociaux recouvre les différentes activités qui intègrent la technologie, l'interaction sociale, et la création de contenu. Par le biais de ces moyens de communication sociale, des individus ou des groupes d'individus qui collaborent créent ensemble du contenu Web, organisent le contenu, l'indexent, le modifient ou font des commentaires, le combinent avec des créations personnelles. Bien qu'aujourd'hui tout le monde ou presque connaisse ou a entendu parler des médias sociaux, il convient de souligner que ces évolutions d'usage d'Internet que nous vivons depuis quelques années, introduisent une nouvelle dimension à la structuration traditionnelle des modes de communication. Le public n'est plus seulement récepteur, il est devenu relais et émetteur, renforçant ainsi son pouvoir. Le consommateur, autrefois simple cible marketing, peut désormais donner son avis, faire et défaire un succès, recommander ou non, s'organiser et exiger. Grâce aux blogs et aux réseaux sociaux, tout un chacun peut désormais produire du contenu, le diffuser et le commenter de façon immédiate. Ce contenu partagé et évolutif, généré par les internautes est appelé UGC (User Generated Content).

Les réseaux de communications sont bien établis à Daloa. Les médias sociaux, les téléphones à cartes prépayées et d'autres moyens de communications font que l'information est partagée très rapidement entre les acheteurs, entre les vendeurs, et entre les vendeurs et acheteurs. Par exemple, lorsque les migrants arrivent dans un pays de transit, toute l'information relative au tronçon de voyage effectué, est souvent partagée en ligne ; et cela comprend des photos de faux documents ou documents falsifiés, de bateaux utilisés et autres moyens de transport, de plans et cartes des itinéraires ; d'information sur les heures et lieux de départ pour les voyages accompagnés, ainsi que de numéros de téléphone des passeurs et des intermédiaires présents dans les pays de transit. L'une des caractéristiques propres des mouvements migratoires et l'un des moyens pour qu'ils se déploient est la circulation de l'information. Cette information se traduit dans plusieurs sphères, dont celle du migrant au sein de laquelle circulent des informations tant sur la connaissance nécessaire pour pouvoir franchir les frontières que sur les méthodes pour séjourner illégalement dans un pays ou pour trouver un emploi dans une économie « souterraine ». A Daloa les lieux de retrouvaille et d'échange sont les kiosques à café communément appelé les grains. Les propriétaires de ces points de rassemblement ont tous installé des écrans avec une connexion internet. Presque tous les enquêtés interviewés avaient un poste de télévision chez eux ou y avaient accès.

2- Famille et réseaux sociaux comme stratégie de communication

Les résultats de l'enquête montrent qu'à Daloa, les familles et les réseaux sociaux jouent un rôle fondamental en tant que relais de communications pour les potentiels migrants. Les personnes qui réfléchissent à un départ ou à la poursuite de leur voyage ont tendance à se fier aux informations délivrées par leurs familles et la diaspora plus qu'à celles des gouvernements et des agences de presse. Ils s'appuient très fortement sur leurs relations pour établir la confiance nécessaire avant d'envisager d'utiliser les services d'un passeur ou d'un démarcheur pour l'organisation de leur voyage. Les migrants potentiels se renseignent auprès des migrants n=31 individus, soit 5,6% ; de leurs connaissances et amis n=255 individus, soit 30% ; des démarcheurs n= 190 individus, soit 22,4%. Et Plus fréquemment, auprès des membres de leurs familles n=374 individus, soit 44% (Graphique 8). En effet les réseaux sociaux de migrants dans la ville de Daloa, et le long des routes migratoires, jouent un rôle important dans la manière dont prend forme la taille et la direction du flux de migration. Si la migration fonctionne, persiste et se réalise à Daloa, c'est parce qu'elle repose sur un ensemble de liens qui la supportent et qui la rendent nécessaire et légitime aux yeux des acteurs. Les relations entre individus forment le tissu même du social et sont douées d'une dynamique qui noue, renforce et distend les liens entre les membres d'un collectif, au gré des événements et de la socialisation. Ces liens forment des « territoires de la mobilité », comme les appelait Laurent Faret (2003), et fonctionnent sur le mode du réseau. Ces réseaux de liens traversent les frontières par un processus de transnationalisation par lequel les migrants forment et entretiennent des relations sociales qui relient leur lieu d'origine et leur lieu de résidence (Basch et al. 1994).

Graphique 8 : Mode de communication des migrants



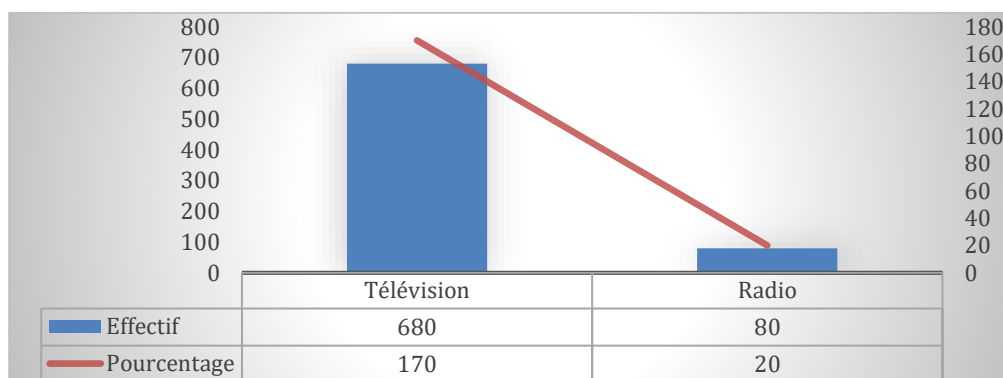
Source : Enquête de terrain du 04 au 13 Janvier 2019

III.3- Facteurs de stabilisation du phénomène de l'immigration clandestine à Daloa

1- Médias comme facteur de stabilisation

Dans une société mondialisée où l'on peut inter-communiquer comme celle de nos jours, la tendance politico-sociale est d'imaginer le migrant à l'intérieur de ce système dans la ville de Daloa. Néanmoins, la globalisation de l'information ne fonctionne pas partout de la même façon. Les ressortissants des pays en voie de développement n'ont pas accès à toute l'information qui parvient aux nationaux des pays développés. Pour les premiers comme cela est le cas à Daloa, les voies de l'information sont habituellement deux : l'information primaire, c'est-à-dire celle recueillie de manière locale auprès d'autres personnes amis, membres de la famille, collègues..., et l'information médiatisée. Cette dernière consiste principalement en informations recueillies par le biais de la télévision. D'autres médias comme la radio, la presse écrite ou encore le cinéma jouent aussi un rôle important dans la stabilisation l'immigration clandestine à Daloa. En effet, le Graphique 9 ci-dessous montre que, seuls n=170 individus, soit 20% des enquêtés interviewés avaient une radio qu'ils écoutaient régulièrement et le plus souvent pour écouter de la musique. En revanche, n=680 individus, soit 80% disposaient d'un poste de télévision chez eux, et la plupart avaient accès à des émissions reçues par une antenne parabolique souvent dans les cafés dans le cas des hommes ou chez un membre de la famille ou des amies dans le cas des femmes.

Graphique 9 : Taux d'enquêtés possédant une télévision ou une radio

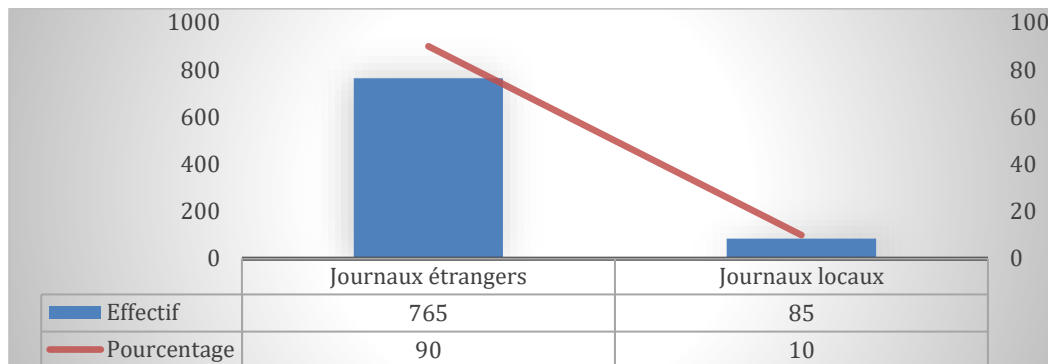


Source : Enquête de terrain du 04 au 13 Janvier 2019

Selon les écrits lors de notre documentation, il est avéré que le pouvoir de la télévision comme élément médiatique a déjà été répertorié et analysé, et son influence sur les ressortissants des « pays tiers » est certainement considérable. Cependant, au cours de notre enquête à Daloa, il est apparu que la majorité de migrants regardait principalement deux types d'émissions : des sports, notamment le football et des films ou des feuilletons. En ce qui concerne les journaux d'information, la plupart des interviewés regardaient d'autres journaux télévisés

n=765 individus, soit 90% et n=65 individus, soit 10% regardaient les journaux locaux à certaines occasions (Graphique 10).

Graphique 10 : Taux d'enquêtés regardant les journaux d'information



Source : Enquête de terrain du 04 au 13 Janvier 2019

Ceci provoque un double effet : les futurs migrants sont mal informés et manquent d'une information complète. D'une part, ils perçoivent la réalité des pays récepteurs de manière distordue, telle qu'elle est représentée dans les films où le niveau de vie est souvent élevé, où tout le monde a une ou deux voitures, où les rues sont apparemment propres et ordonnées. D'autre part, la réalité de ces pays est perçue de manière incomplète car les journaux d'information sont regardés de manière « nationalisée », sans que le futur migrant puisse avoir une vision diversifiée du pays de réception ou de sa réalité. Malgré cela, penser que les migrants qui arrivent en Europe ont tous un bas niveau d'éducation et que la télévision puisse constituer la seule base pour la formation de leur projet migratoire relève de l'impertinence. En fait, il existe un autre élément dans la formation du discours du migrant qui influence de manière substantielle la perception de la réalité et l'apparition du désir d'émigrer : « l'acquisition de l'information primaire ». Il est évident que le désir d'émigrer ne peut pas être seulement fondé sur une perception distordue du pays de réception.

La variable « acquisition de l'information primaire » ayant été appliquée à l'étude sur les migrants illégaux, les résultats de plusieurs recherches ont démontré que les histoires des compatriotes qui avaient réussi leur projet migratoire, ou encore la situation des migrants de long terme étant rentrés dans leur pays d'origine agissaient comme des catalyseurs dans le processus de la genèse du désir d'émigrer, renforcé par des images diffusées par les médias. De nos jours, le migrant n'a guère le profil d'un explorateur, même si l'immigration illégale représente une aventure parfois longue et dangereuse. Cela n'est pas différent de ce qui se passait lors des migrations d'il y a deux siècles, quand les histoires déformées d'une terre promise et les lettres de ceux qui étaient déjà partis constituaient un élément très important dans l'émergence du projet migratoire. Ce qui a changé est peut-être la rapidité avec laquelle ces histoires se propagent au

sein de la communauté d'origine. Tandis que, auparavant, les lettres des migrants partis vers l'Europe adressées à leurs compatriotes restés dans le pays d'origine pouvaient mettre du temps à arriver à leurs destinataires, de nos jours, par exemple, les communications téléphoniques à la portée de tous, ou encore internet peuvent diffuser l'information plus vite. Cependant, le résultat est le même, la propagation de l'information par le bouche à oreille étant l'un des éléments constitutifs du projet migratoire les plus forts. Peut-être plus fort encore que les images relayées par les médias.

Par conséquent, sans vouloir enlever de l'importance à l'influence des médias, nous devons prendre avec précaution l'affirmation selon laquelle l'antenne parabolique joue un rôle décisif dans la formation du projet migratoire. Mais plutôt, nous tourné vers le rôle que joue les réseaux sociaux et familiaux. Juste pour signifier qu'à Daloa, le réseau social désignant généralement l'ensemble de relations inter-individuelles et significatives que vivent les acteurs d'un système social est un outil potentiel et un support social de la stabilisation du phénomène de la migration clandestine.

2- Famille et communauté comme facteur de stabilisation

La famille et la communauté contribuent de manière importante à alimenter le phénomène migratoire. Elles interviennent aussi bien en amont qu'en aval du processus migratoire. Ils agissent en tant qu'acteurs qui peuvent tirer des profits économiques et symboliques du phénomène de la migration. Pour de nombreuses familles démunies, la migration des enfants demeure l'unique solution pour pallier leur misère. L'exemple de migrants qui ont réussi et fait le bonheur de leur parent joue un rôle de catalyseur au sein des communautés. A Daloa il n'y a pas les possibilités que l'on pourrait trouver ailleurs dans le pays. Il n'y a pas d'emplois, pas d'usines. Le chômage est chronique. Financer le voyage de leurs enfants en Europe est un investissement pour beaucoup de parents. Emigrer peut rapporter argent, réussite et bonheur. Pour cela, les parents sont prêts à s'endetter, à vendre leurs bijoux ou bétails pour réussir leur projet. Ainsi, des sommes importantes sont versées au candidat à la migration par les membres de sa famille. L'émulation entre voisins amplifie le phénomène. « Nos voisins ont réussi pourquoi pas nous ? ». La famille et les communautés jouent ainsi un rôle actif dans l'augmentation des flux migratoires clandestins. Le rôle de la famille, de la mère de famille en particulier, se situe à plusieurs niveaux. Le harcèlement quotidien qu'elle exerce sur le jeune chômeur ou travailleur ayant des revenus modestes pour qu'il tente d'émigrer comme les autres peuvent avoir une certaine efficacité. Le discours de la mère se fonde sur la nécessité d'aider à la survie de la famille. Dans les entretiens, beaucoup de candidats ont admis qu'ils ont subi une très forte pression de la famille. Ils n'avaient pas d'autre choix que de tenter l'aventure comme untel qui vivait dans le quartier et qui a réussi à atteindre l'Espagne. Des mères ont admis avoir elle-même encouragé leurs fils à partir. La mère de famille,

le grand frère ou l'oncle ont souvent assuré le financement du voyage. Si certains candidats ayant des petits métiers dans le commerce ou l'artisanat ont épargné pour payer leur voyage, beaucoup de jeunes chômeurs n'avaient pas d'autre choix que de s'appuyer sur la solidarité familiale. Dans la plupart des cas, la mère de famille a assuré toute la préparation mystique du voyage. Avec la bénédiction très prisée de sa mère, le jeune candidat à l'émigration pouvait braver tous les dangers, convaincu que rien ne pourrait lui arriver. Cet engagement de la mère explique en partie pourquoi beaucoup de jeunes ont accepté de prendre la route en connaissance de cause de tous les dangers. Cependant, certains jeunes sont partis à l'aventure sans en informer au préalable leurs parents. Mais, ils sont une minorité. Les marabouts, les féticheurs et bien d'autres pratiquants mystiques sont aussi mis à contribution pour prédire l'aboutissement du voyage, apporter avant l'aventure selon les évictions religieuses.

IV. Discussion et conclusion

A l'image de la migration régulière, l'émigration irrégulière est un phénomène relativement ancien. La propension des jeunes de Daloa à émigrer révèle certes beaucoup de facteurs aux effets conjugués, mais le durcissement des politiques migratoires dans les pays traversés et d'accueil et les conditions de vie de plus en plus difficiles dans les pays de départ, ont changé le visage de la migration clandestine. La migration clandestine est devenue massive et risquée. Elle devient une migration de désespoir au regard des embarcations de fortune utilisées et des traversées du désert. Beaucoup de migrants, malheureusement, restent au fond de l'océan ou dans les sables du désert. S'ils y échappent, ils endurent beaucoup de souffrances en mer ou dans les pays traversés. Paradoxalement, la migration clandestine devient aussi une migration d'espoir. Le mot « clandestin » désigne aujourd'hui celui qui brave la mer, la faim et la soif, celui qui risque sa vie pour atteindre un objectif noble, celui d'accéder au marché du travail et de chercher à sortir sa famille de la pauvreté. La dégradation généralisée des conditions de vie en milieu rural constitue en soi un facteur répulsif qui pousse la plupart des jeunes à partir. La crise de l'agriculture due à la faiblesse de la pluviométrie, à la sécheresse, au manque de matériel agricole performant, à la faible productivité du travail agricole, au renchérissement du prix des engrais et à la dépréciation des matières premières ne laisse aucune possibilité d'épanouissement aux jeunes. Le décalage entre le vécu quotidien des migrants potentiels et l'image qu'ils se forgent de l'ailleurs crée un « imaginaire migratoire » qui alimente à son tour le désir de partir. La famille et la communauté sont aussi mises à contribution car souvent, les parents sont prêts à s'endetter, à vendre leurs bijoux ou bétails pour financer le projet de voyage. La pression sociale exercée sur le jeune chômeur ou travailleur ayant de modestes revenus ne laisse pas le choix aux candidats à l'émigration, le discours étant souvent fondé sur la nécessité d'aider à la survie de la famille. Les résultats de l'enquête confirment que les familles et les réseaux sociaux jouent un rôle fondamental en tant que relais de communications entre les migrants ; elle

montre que ces relations peuvent aider à gérer les arrangements financiers. En effet les réseaux sociaux de migrants dans la ville de Daloa, et le long des routes migratoires, jouent un rôle important dans la manière dont prend forme la taille et la direction du flux de migration. Ces liens sociaux sont d'une importance capitale vis à vis de l'élaboration des mesures visant à contrecarrer le phénomène de l'immigration clandestine à Daloa. Les clandestins se renseignent les uns auprès des autres et de leurs familles. Ils s'appuient très fortement sur leurs relations pour établir la confiance nécessaire avant d'envisager d'utiliser les services d'un passeur ou d'un démarcheur pour l'organisation de leur voyage. Les stratégies qui ciblent ces réseaux sociaux en vue de décourager les potentiels migrants d'utiliser les services des passeurs de clandestins et pour les sensibiliser davantage aux dangers encourus, doivent travailler étroitement avec ces réseaux si elles veulent être efficaces pour la ville de Daloa. Les personnes qui réfléchissent à un départ ou à la poursuite de leur voyage ont tendance à se fier aux informations délivrées par leurs familles et la diaspora plus qu'à celles des gouvernements et des agences de presse. A Daloa, le migrant potentiel se renseignera plus fréquemment auprès de sa famille et de ses amis, en particulier auprès des migrants dont le voyage s'est déroulé avec succès et qui sont arrivés dans un pays européen. Un migrant interrogé indique qu'il a trouvé le contact d'un passeur auprès d'amis qu'il s'était fait et qui avaient eux-mêmes migré avant lui. De même, les jeunes de Daloa s'appuient sur les réseaux de la diaspora établie – de Daloa jusqu'en Lybie – pour organiser les étapes de leur migration. A Daloa, il semble que peu d'actions se concentrent sur les réseaux sociaux, et cette étude n'a pas identifié l'existence de politiques spécifiques dans ce contexte. Les mesures visant à briser ou perturber le modèle économique des passeurs, ou à s'attaquer aux mécanismes du marché, ont peu de chance de fonctionner si les participants sont motivés par des enjeux sociaux, familiaux ou liés à leurs communautés plutôt que par une question de profit. Les politiques doivent plutôt cibler les motivations des migrants et le coût des migrations clandestines par exemple, par des campagnes de sensibilisation aux risques, campagnes qui passeraient par les diasporas. Plusieurs éléments de la recherche indiquent que la réaction des individus à un message particulier est largement influencée par l'identité du messenger : ces individus sont plus susceptibles de réagir à l'information si le messenger présente des ressemblances démographiques et comportementales avec eux. Il semble que peu de mesures se concentrent sur les réseaux sociaux et cette étude n'a pas pu identifier de stratégies spécifiques dans ce domaine. Au vu du rôle important de ces réseaux dans la dynamique de la migration clandestine, beaucoup plus d'actions pourraient être entreprises. Il serait vraisemblablement utile d'explorer plus profondément une approche dans ce sens: celle de renforcer davantage le travail des autorités avec les diasporas pour concevoir conjointement des campagnes de sensibilisations sur les routes de migration légales et sur les dangers à recourir aux services des trafiquants. Faire des diasporas les outils de développement et de diffusion de ces messages pourrait accroître leur efficacité. Bien que la Côte d'Ivoire soit confrontée à une émigration croissante en raison de la détérioration des conditions de vie de sa population, elle n'a pas mis en place de mécanismes

permettant de réguler les départs et les retours, ni la participation de la diaspora à la société ivoirienne, afin d'enrayer le phénomène ou d'en tirer profit. Selon les résultats, la Côte d'Ivoire n'a toujours pas de politique migratoire explicitement formulée et s'inscrivant dans un cadre global pour l'intégration. Les causes porteraient donc, sur le manque de démocratie participative et d'inclusion des migrants aux processus de développement du pays d'accueil, le manque de volonté politique pour l'autonomisation des gouvernements locaux, les persécutions et l'absence d'institutions spécialisées pour lutter contre le racisme, la xénophobie et toutes les formes d'intolérance et protéger les migrants et les victimes de trafic.

Bibliographie

Arnaud, P. (1988). La trame et la chaîne. Le réseau des sociétés conscriptives. P. Dujardin (Dir.). *Du groupe au réseau*. Paris-Lyon, France : Centre Régional de Publication de Lyon, Éditions du CNRS.

Besson, E. (2008). Les migrants acteurs du développement solidaire. Soutenir les initiatives des migrants en faveur du développement de leur pays d'origine.

Bourdieu, P. (1987). *Choses dites*. Paris, France : Éditions de Minuit.

Bourdieu Pierre (1985), De la règle aux stratégies, entretien avec P. Bourdieu. *Terrain*, (4), 93-100.

Bourdieu, P. (1980a), Le capital social. *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*. (31), 2-3.

Bourdieu, P. (1980b). *Le sens pratique*. Paris, France : Editions de Minuit.

Bourdieu, P. (1974), Avenir de classe et causalité du probable. *Revue Française de Sociologie*, 15, 3-42.

Degenne, A., Duplex, J. (1987). L'acteur et son réseau. Dans A. Ferrand (Dir.). *Un niveau intermédiaire : les réseaux sociaux*. Paris, France : Centre d'Études des solidarités sociales.

Delaunay, D. (2006). Relations entre la pauvreté, la migration et les mobilités : dimensions territoriale et contextuelle.

Fall A. S. (1991). Réseaux de sociabilités et insertion urbaine dans l'agglomération de Dakar. (Thèse de 3ème cycle d'anthropologie). Université Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal.

Ferrie, J-N., Boëtsch, G. (1993). L'immigration comme domaine de l'anthropologie. *Anthropologie et sociétés*, 17(1-2), 239-252.

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Fortin, A. (1987). *Histoires de familles et réseaux. La sociabilité au Québec d'hier à demain*. Québec, Canada : Éditions St-Martin.

Fortin, A. (1993). Nouveaux réseaux : les espaces de la sociabilité. *Revue Internationale d'Action Communautaire*, 29(69), 131-140.

Gaudin, J., Schiray, M. (1983). Réseaux sociaux et solidarités : un concept ambigu, une exigence renouvelée. *Économie et Humanisme*, (271), 34-38.

Godbout, J. T., Caillé, A. (1992). *L'esprit du don*. Québec, Canada : Éditions Boréal.

Gonin, P., Kotlok, N. (2009). Penser autrement un développement partage. Codéveloppement : un marché de dupes. *Plein droit*, (83), 26-29.

Grossetti, M. (1991, Juin). Réseaux sociaux et territoire. Communication présentée à la deuxième conférence européenne sur l'analyse des réseaux sociaux, Paris, France : IRESCO-CNRS.

Hannerz, U. (1983). *Explorer la ville*. Paris, France : Éditions de Minuit.

Héran, F. (1988). La sociabilité, une pratique culturelle. *Économie et Statistique*, (216), 3-22.

Joseph, I. (1984). *Le passant considérable. Essai sur la dispersion de l'espace public*. Paris, France : Éditions Sociologie des formes.

Kotlok, N. (2010). Le "développement solidaire". Une politique migratoire au service du développement des pays africains ? *Hommes et migrations*, (1286-1287), 268-278.

Massey, D. S. (1990). Social structure, household strategies, and the cumulative causation of migration. *Population Index*, 56(1), 3-30.

Massey, D. S., Arango, J., Hugo, G., Kouaouci, A., Pellegrino, A., Taylor, J.E. (1993). Theories of international migration: a review and appraisal. *Population and development review*, (19), 431-466.

Simon, G. (2008). *La planète migratoire dans la mondialisation*. Paris, France : Armand Colin.

Salvador, J. (1991). *Sociologie des genres de vie. Morphologie culturelle et dynamique des positions sociales*. Paris, France : PUF.

Wellman, B., Wortley, S. (1990). Different strokes from different folks : Community ties and social support. *American Journal of Sociology*, 96(3), 558-588.

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Wellman, B., Richardson, R.J. (1987). *Analyse des réseaux : principes, développement, productions*. A. Ferrand (Dir.). *Un niveau intermédiaire : les réseaux sociaux*. Paris, France : Centre d'Etudes des solidarités sociales.

Perception des risques sanitaires liés aux mouvements migratoires et plaidoyer pour une meilleure gestion de ces risques.

Perception of health risks linked to migratory movements and advocacy for better management of these risks.

Bassémory KONE

Marie-Laure TCHERE

Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan-Côte d'Ivoire

Resumé

La santé des migrants s'est développée ces dernières décennies en tant que domaine de la santé publique, face au nombre de plus en plus pléthorique des candidats à l'immigration, et du fait de la précarité de leur parcours migratoire. Elle interroge sur les risques sanitaires associés aux mouvements de population, aussi bien chez les migrants en déplacement, ceux nouvellement arrivés, que chez les minorités dites visibles, dans les pays de destination. En considération de l'importance des risques liés notamment à la santé mentale, la santé de la reproduction, ou la santé infantile, de même que la prise en compte de l'épidémiologie transfrontalière des maladies transmissibles, ou des interruptions au traitement continu des maladies chroniques, il s'avère légitime de se questionner sur les leviers d'une meilleure protection sanitaire des migrants et d'une amélioration de leur accès aux soins. Plus spécifiquement, l'étude, s'appropriant la sous thématique, « migration, acteurs et communication », se propose d'évaluer les connaissances et attitudes des candidats à la migration en matière de risques sanitaires, et identifier les leviers communicationnels d'une prise en charge efficiente de la santé des migrants.

Mots clés : Perception, risques sanitaires, mouvements migratoires, plaidoyer, gestion des risques.

Abstract

The health of migrants has developed in recent decades as a field of public health, in the face of the increasing number of applicants for immigration, and because of the precariousness of their migratory journey. It asks about the health risks associated with population movements, both among migrants on the move, those newly arrived, and among the so-called visible minorities in the countries of destination. Considering the importance of risks related to, for example, mental health, reproductive health, or child health, as well as consideration of transboundary epidemiology of communicable diseases, or interruptions to ongoing treatment of diseases chronic, it is legitimate to question the levers of better health protection for migrants and an improvement in their access to care. More specifically, the study, appropriating the thematic sub-theme, "migration, actors and communication", proposes to assess the knowledge and attitudes of the candidates for migration in terms of health risks, and to identify the communication levers of an efficient care of migrants' health.

Keywords: Perception, health risks, migratory movements, advocacy, risk management

Introduction

L'actualité africaine ne désemplit pas de faits relatifs à l'immigration qu'elle soit clandestine ou légale. Chaque année, il existe de nombreux départs de l'Afrique vers l'Occident parfois au péril de la vie des migrants, et ce pour divers motifs d'ordres économique, culturel, politique ou sanitaire. L'intention de migrer est plus forte en Afrique que dans les autres continents. (Migali & Scipioni, 2018). Les parcours migratoires peuvent se dérouler dans des conditions qui présentent des risques pour la santé, physique et psychique (Musso, 2005). Aussi, se pencher sur les dangers et implications des trajectoires d'émigration au regard des questions de santé, c'est d'abord rappeler les risques sanitaires encourus par les candidats au départ. (Musso, 2005). La plupart des auteurs révèlent que, la santé des migrants diffère de celle du reste de la population par la forte prévalence de problèmes spécifiques, dont un état de santé caractéristique, les difficultés d'accès aux soins et d'observance aux traitements liées aux déplacements migratoires. Du fait de l'épidémiologie transfrontalière, ayant suscité, l'évocation de « pathologie d'importation », la population d'accueil, de même que le migrant sont exposés à des menaces sanitaires. La migration est devenue un déterminant social capable d'impacter la santé et le bien être des communautés vulnérables (OIM). Les questions de santé associées à l'immigration appellent dans un deuxième temps, la nécessité de démontrer tout l'intérêt de prendre en compte les perceptions des migrants potentiels dans les stratégies de communication de démotivation des migrants. De plus, « la santé n'est citée que dans 6 % des motivations à la migration » (Médecins du Monde, 2010).

Aussi, les campagnes de communication menées par les pays d'origine et les pays d'accueil ne ciblent pas spécifiquement les risques perçus par les candidats à l'immigration. Celles-ci insistent sur les risques élevés de décès, l'insécurité encourue par les migrants à cause de la traite des humains et les mauvaises conditions de vie. L'impact des campagnes de démotivation à l'immigration étant jugé insuffisant par la plupart des études et les constats empiriques, il s'avère judicieux d'inscrire les communications dans le cadre de la lutte contre la maladie afin de prévenir les candidats des risques sanitaires encourus et de contribuer à la protection sanitaire des migrants et des populations d'accueil. Les candidats à l'immigration sont-ils conscients des risques en matière de santé auxquels ils pourraient être exposés une fois arrivés dans les pays d'accueil ? Comment la communication peut-elle susciter leur prise de conscience des difficultés potentielles des arrivants à accéder aux soins ? Telles sont les questions auxquelles la présente étude voudrait contribuer, en s'appuyant sur une collecte de données documentaires.

Méthode

D'emblée, il est utile de s'interroger sur les modalités d'une communication adaptée notamment quand les thèmes renvoient à des enjeux culturels et

identitaires. Dans cette optique, l'article examine la connaissance des candidats sur les risques sanitaires et les problèmes d'accès aux soins chez les immigrants. L'étude collecte des informations sur les perceptions des candidats désireux de migrer, en ce qui concerne les questions de santé, en l'occurrence, l'état de santé, l'accès aux soins et les facteurs de risques associés. Un recueil d'informations documentaires sur le contenu des campagnes de communication est également réalisé. Tout en s'inscrivant dans la réduction des inégalités sociales, l'article analyse par ailleurs, les enjeux stratégiques de la communication et insiste sur la nécessité de renforcer les thématiques de santé en amont de la lutte contre l'immigration.

L'étude est une synthèse des données de la littérature collectées à partir d'une revue documentaire. Les mots clés ayant présidés à cette recherche sont « migrants potentiels », « perceptions », et « santé ». En outre, les sites officiels de l'Organisation mondiale de la santé et de l'Office international des migrations ont été visités dans l'optique de recueillir des rapports associés à notre thématique. Comme critères d'inclusion, seuls les articles ayant fait l'objet de publications, et les documents techniques, d'évaluation ou d'enquêtes ont été pris en compte. De même, ont été inclus dans l'étude, les documents datant de moins de 20 ans, donc allant de 1999 à 2019, et adressant les problématiques relatives à l'état de santé, l'accès aux soins, les campagnes de communication et de prévention. Les déterminants et causes des migrations ont également guidés notre analyse.

Resultats

1. Motivations à l'immigration

L'analyse littérale des Théories de psychologie sociale montre que la prise de décision d'émigrer se base sur une série de motivations, elles-mêmes déterminées par des facteurs intrinsèques et externes liés au migrant potentiel. Ainsi, la motivation d'immigrer peut-être personnelle, liée à la satisfaction de contraintes familiales ou au conformisme à des normes sociales. Certaines notions évoquées antérieurement par des chercheurs, telles que ci-après énumérées, abondent dans le même sens et jettent la lumière sur cinq types de motivations : la préservation (recherche de sécurité), le développement personnel, le matérialisme (amélioration financière), l'introjecté (se conformer à des normes sociales) et l'external (départ en raison d'une contrainte externe telle que l'insistance de la famille assortie de sanctions ou de récompenses). L'attractivité économique des pays vers lesquels on migre, les proximités historiques, géographiques et linguistiques, l'accroissement des réseaux économiques et humains, les politiques de contrôle et de régularisation des migrants ainsi que l'augmentation des niveaux d'éducation dans les pays de départ constituent les principaux déterminants de la migration des pays du sud de la Méditerranée vers les pays du Nord (Péridy, 2010). La principale raison évoquée par les migrants au Maroc pour expliquer leur migration est la recherche d'une vie économiquement meilleure,

c'est-à-dire un travail rémunérateur et décent (Martínez, **2009**). La question de la santé en tant que motif d'immigration est abordée sous deux angles : la perception de la qualité de vie y compris le système de santé, et la migration sanitaire. Selon une étude sur les perspectives migratoires des étudiants en Afrique subsaharienne, la perception des différents aspects de la qualité de vie (logement, ambiance, loisirs, droits humains, environnement, système de santé) est très critique en Côte d'Ivoire et au Niger. Cependant, les auteurs affirment que l'hypothèse selon laquelle une insatisfaction relative à la qualité de vie pourrait conduire à des intentions d'émigration plus marquées peut clairement être rejetée sur cette base, car les intentions migratoires des étudiants relèvent plus de projets proactifs que d'une fuite face à une insatisfaction. L'image qui émerge de ces résultats est celle d'intentions migratoires qui concernent des personnes évaluant leurs conditions de vie comme relativement satisfaisantes mais qui manifestent un niveau de confiance restreint dans les perspectives futures de leur pays. Cette étude est corroborée par les résultats d'une analyse conjointe de la commission européenne, et du JRC (Joint Research Centre) des intentions des non européens de migrer en Europe qui concluent que those who think that life standard will get better have approximately 30 percent lower probability of desiring to migrate than those who have a more pessimistic view of the future prospects, in all the groups of countries. (Migali & Scipioni, 2018). Dans une étude sur les migrants au Maroc, la principale raison évoquée pour expliquer leur migration est la recherche d'une vie économiquement meilleure, ainsi, le travail est à la fois une incitation positive à rester et une incitation positive à rentrer dans son pays d'origine. L'accès aux services sociaux ne constitue pas une motivation importante (Péridy, 2010, p. 1006, Geis, Uebelmesser et Werding, 2013). Seulement environ 5% des migrants évoque l'accès aux soins comme raison susceptible de les inciter à rester au Maroc. En revanche, l'épargne constituée par les migrants apparaît principalement orientée vers la sécurisation du quotidien, notamment en ce qui concerne les dépenses de santé. En effet 44% des migrants épargnent en premier choix pour les risques santé et en deuxième choix pour les transferts d'argent vers les pays d'origine.

La santé peut aussi être en soi un motif de départ dont le fondement est la quête d'un soin ou d'une thérapie enfin efficace (Musso, 2005). Les raisons peuvent être un meilleur accès aux médicaments, et aux techniques de soins. Elles peuvent aller d'une recherche de « prix défiant toute concurrence », à la quête de substances rares. Divers facteurs mentionnés dans la littérature tentent d'expliquer les motivations à l'immigration, qu'elles soient sanitaires ou non. Ainsi au plan intrinsèque, les études concluent à l'existence de traits de personnalité spécifiques liés à l'intention de migrer (Boneva et Frieze, 2001). La satisfaction dans l'emploi, la recherche de sensations, l'intérêt pour le monde extérieur et le locus-of-control représentant l'indicateur classique du sentiment de maîtrise sur sa propre vie ont été mis en évidence dans diverses études qui concluent par ailleurs que ces traits de la personnalité s'avèrent plus élevés chez les migrants potentiels qui manifestent du reste un plus haut niveau de volonté de réussite et de pouvoir et

moins de besoins d'affiliation en comparaison des non-migrants (Frieze et al. (2004)

Les facteurs intrinsèques font référence également aux attentes et aux valeurs vis-à-vis du but qu'une personne se donne, en conformité de la théorie de Fishbein (1967) qui met en place les fondations de nombreux développements des modèles de prise de décision. Sur cette base, les études empiriques identifient sept catégories d'attentes pertinentes dans le processus décisionnel migratoire : richesse, statut, confort, stimulation (avoir des activités plaisantes), autonomie, affiliation (rejoindre d'autres personnes) et moralité (croyance sur la bonne manière de vivre). Les déterminants externes de la motivation d'immigrer se rapportent aux normes sociales et culturelles, et aux opportunités existantes telles que perçues par le migrant potentiel. Ainsi ont été évoqués des facteurs tels que le soutien du ménage et la communauté de référence, les contextes politiques et économiques du pays d'accueil, les circuits d'information auxquels est exposé le migrant potentiel, l'existence de réseaux migratoires (Ndione, 2008, p. 2). S'inscrivant dans cette énumération des facteurs explicatifs, Piquet les classe en trois dimensions : micro relatif aux caractéristiques individuelles, méso liés aux réseaux sociaux ou appartenance ethnique et macro se rapportant au contexte politique (Piquet, 2013).

2. Immigration et risques sanitaires

Les études font état de la vulnérabilité des populations migrantes du fait de leur état de santé, de la forte prévalence des facteurs de risque notamment en cas d'immigration clandestine, et des contraintes spécifiques associées à leur accès aux soins et à la prévention. L'état de santé des migrants se caractérise par des niveaux critiques particulièrement en Santé mentale, Santé de la reproduction et Santé infantile. Même problèmes de santé que le reste de la population mais Certains problèmes de santé sont plus fréquents et accrus chez les migrants. Des auteurs ont rapporté des prévalences plus élevés pour la tuberculose, le Sida, le saturnisme, Les accidents du travail, Les risques obstétricaux. Au plan mental, il a été noté une tendance fréquente à la somatisation, des tentatives de suicide fréquentes chez les jeunes filles immigrées, des dépendances alcoolique et tabagique, avec fréquence des symptômes dépressifs. Les personnes avec un passé douloureux peuvent présenter pendant des années des symptômes tels que difficulté à communiquer avec les autres, troubles de l'alimentation, de la mémoire, du sommeil, crises d'angoisse, rêves répétitifs de l'événement traumatique, difficultés de concentration, dépression chronique. La toxicomanie touche surtout les jeunes Le saturnisme Les premiers cas d'intoxication au plomb ont été dépistés à Paris chez des enfants maliens grâce notamment à l'action des services de la Protection maternelle et infantile (PMI). Ce type d'intoxication survient essentiellement chez les jeunes enfants des familles immigrées qui vivent souvent dans de mauvaises conditions de logement, dans les quartiers populaires des

grandes villes. Les femmes migrantes sont considérées a priori comme une population à haut risque de prématurité souvent interprétée comme un « signe de détresse dans une grande solitude » (Blondel, 2000).

L'exposition des migrants aux risques associés aux mouvements de population – troubles psychosociaux, problèmes de santé reproductive, mortalité néonatale plus élevée, abus de drogues, troubles nutritionnels, alcoolisme et exposition à la violence – accroît leur vulnérabilité face aux maladies non transmissibles. Chez les migrants nouvellement arrivés, les problèmes de santé les plus fréquents sont les blessures accidentelles, l'hypothermie, les brûlures, les problèmes cardiovasculaires, les complications de la grossesse ou de l'accouchement, le diabète et l'hypertension. Les femmes migrantes sont, pour leur part, confrontées à des difficultés particulières touchant notamment à la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant, à la santé sexuelle et reproductive et aux violences. Le mauvais état de santé chez les femmes, résulte en partie des violences que certaines d'entre elles subissent ou ont subies au cours de leur vie dans le cadre familial ou dans leur vie de couple. On comprend aussi aisément au regard des conditions de leur migration que certaines n'ont pas migré à leur initiative. Pour plus de la moitié de nos interlocutrices, les difficultés qui jalonnent leur existence sont d'abord structurées par les inégalités de traitement sexuées dans la famille. (Moisy, 2012)

Concernant la mortalité maternelle, le rapport du comité national d'experts sur la mortalité maternelle en 2001 fait état, pour les périodes de 1985 à 1994, d'un risque de mortalité maternelle deux fois plus élevé pour les non-européennes que pour les autres mères de l'Union européenne. Le constat déplorable en matière de santé des migrants expose l'existence de facteurs de risques qui déterminent la forte prévalence de pathologies spécifiques. Au nombre de ces facteurs, figurent la situation de précarité qui caractérise particulièrement les populations migrantes. Celle-ci implique des conditions de logement très dégradées, une limitation de l'accès à l'emploi, une forte exposition à l'exploitation dans le travail, un accès aux soins difficile, qui cumulés affectent leur santé. Les conditions de vie déplorables liées à l'accès aux logements, l'insertion au sein du marché du travail, la non maîtrise de la langue vernaculaire, revenus et niveau de vie plus faibles, risque de chômage plus élevé, exposent à des pathologies particulières comme le saturnisme (15) ou un plus grand risque d'accidents du travail et à toutes formes de discriminations, dans le domaine des soins. Les « campagnes anti-migrants » destinées à décourager l'immigration suscite la formation de groupes racistes, xénophobes et créent un sentiment d'insécurité dans les populations étrangères déjà installées dans le pays d'accueil.

Etat de santé des migrant-e-s : un problème d'inégalités sociales de santé
L'expérience migratoire, qui représente une des expériences les plus marquantes de la vie d'un individu et de sa famille, et le contexte migratoire déterminent les conditions socio-économiques des migrant-e-s et influent sur le niveau de santé

de ces derniers. Les migrants attribuent à leur état de santé de plus mauvaises valeurs en moyenne que la population suisse. Cette appréciation subjective, c'est-à-dire basée sur l'auto-estimation des migrants, est également confirmée par un certain nombre d'études effectuées précédemment. L'immigration appelle au respect des droits sur le territoire d'accueil et implique systématiquement une régularisation du statut. Dans le cas contraire, le migrant s'expose à des difficultés de prise en charge et d'accès aux soins, du fait du statut juridique des étrangers en séjour précaire (obstacles à l'hébergement et à un apport de ressources légales, exploitation économique). Du fait de l'épidémiologie transfrontalière des maladies transmissibles, les risques de contamination sont significatifs et représentent ainsi des dangers aussi bien pour le migrant que la population d'accueil. La migration peut exposer autant le migrant que le pays d'accueil. De même, il ressort de la littérature que les risques sanitaires varient selon les trajectoires d'émigration. La notion de « pathologie d'importation » parfois évoquée trouve son sens dans le cas de considérations géopolitiques que constituent des maladies telles que la drépanocytose, la dengue ou le paludisme retrouvées de manière variée dans les diverses régions du globe.

Les problèmes liés à l'observance des traitements se posent avec acuité chez les migrants en déplacements. Les migrations entraînent l'interruption du traitement continu, ce dernier étant particulièrement important en cas de maladies et d'affections chroniques. À cet égard, l'interruption des soins constitue le principal problème, en raison du manque d'accès aux systèmes de soins de santé et aux prestataires, ou de la décimation de ces services. Il existe des risques spécifiques liés à l'immigration illégale et clandestine. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, au cours des 6 premiers mois de l'année 2015, 1867 personnes se sont noyées ou ont été portées disparues en mer. (OMS) En raison des mauvaises conditions de vie et des privations subies pendant les migrations, les enfants vulnérables sont sujets à des infections aiguës, comme les infections respiratoires et la diarrhée, et doivent avoir accès aux soins correspondants. Le manque d'hygiène peut entraîner des infections cutanées.

Les migrants font face à des discriminations, en particulier dans le domaine de l'accès aux soins et à la prévention. Les difficultés d'accès influencent leur recours aux soins. Les messages de prévention peuvent se révéler inadaptés pour diverses raisons. D'une part parce que pour la méconnaissance des représentations des populations étrangères, D'autre part, pour le décalage entre les situations de vulnérabilité sociale des migrants et la demande d'optimisation du « capital santé » formulée par les campagnes d'éducation à la santé, et également pour des risques de stigmatisation notamment quand les thèmes des messages renvoient à des pratiques à fort enjeux culturels et identitaires et que la communication doit être « ciblée » en direction d'une minorité socioculturelle bien spécifique. (Musso, 2005) on s'apercevait, en étudiant les résultats des campagnes de prévention du Sida, que la population migrante ne se sentait pas destinataire des messages destinés à la population générale. Ce phénomène s'explique notamment par le fait

que les migrants ont leurs propres représentations qui, méconnues par les communicants, n'étaient pas prises en compte dans les stratégies à destination du grand public.

3. Campagnes de communication visant à décourager les candidats à l'immigration

La décision de migrer a été associée au niveau d'information auquel est exposé le migrant potentiel. Pour cette raison, il est utile de connaître le contenu des campagnes visant à décourager l'immigration et appréhender la place des risques sanitaires dans les dispositifs de communication ainsi que leur impact sur la décision effective d'émigrer. En général, les Campagnes visent la lutte contre l'immigration clandestine, le découragement des demandeurs d'asile, et la lutte contre la traite des êtres humains. La lutte contre l'immigration clandestine repose sur la réalisation de campagnes de communication pour le changement de comportement (CCC) concernant la question de la migration irrégulière et dissuader les candidats à l'immigration clandestine. Elles visent à promettre aux migrants potentiels un environnement sain et protecteur dans le pays d'origine et s'adressent généralement aux jeunes qui constituent la frange de la population la plus vulnérable et victime de l'immigration clandestine. Le contenu de ces campagnes comprend des thématiques sur la promotion et la sensibilisation à l'entrepreneuriat des jeunes pour amener les candidats à l'immigration clandestine au changement de mentalité notamment leur perception des autres pays. Ces campagnes s'appuient sur la sensibilisation de masse et de proximité, de même que la réalisation de théâtre participatif et des émissions publiques en tant que supports stratégiques de communication. Les activités de sensibilisation impliquent les divers leaders communautaires et religieux, les prestataires de services sociaux, la société civile, les associations de femmes et les médias. Les stratégies visent ainsi de convaincre les migrants potentiels de ne pas partir dans des conditions illégales et elles partent du principe qu'il est à la fois possible et souhaitable de décourager les migrants potentiels de partir. () La sensibilisation se rapporte aux thématiques sur les dures conditions de vie des immigrés clandestins afin qu'ils ne perçoivent plus l'émigration comme une opportunité, mais comme une source de dangers et de vulnérabilité.

La plupart des pays africains s'inscrivent dans l'effort de dissuasion des candidats à l'immigration clandestine. En Côte d'Ivoire, la campagne dénommée : « Réduire la migration irrégulière par la sensibilisation » est un projet dont l'objectif est de sensibiliser les candidats potentiels à la migration irrégulière aux dangers encourus, tout en les informant sur les alternatives possibles qui pourront s'offrir à eux. Les pays d'accueil mènent des campagnes susceptibles de décourager les demandeurs d'asile à travers trois stratégies majeures : la Problématisation de l'immigration, les mesures de dissuasion qui accompagnent la problématisation, l'information sur les parcours ténébreux du demandeur d'asile.

La problématisation de l'immigration par les pays d'accueil se rapporte aux enjeux de développement qu'imposent majoritairement les questions de populations, emploi et santé. En France, l'immigration fût présentée en 2002 comme un « enjeu décisif des années à venir », comme une difficulté ou encore comme une priorité non partisane (HOYEZ Anne-Cécile, 2011). La problématisation du lien entre la migration et le développement a fait l'objet d'une conférence à Rabat réunissant les pays d'origine, transit, et de destinations et visait la mise en œuvre de mesures de régulations et de gestion des flux migratoires mais aussi la promotion du développement durable afin d'offrir aux populations des conditions de vie décentes. Le contrôle des flux use d'outils de communication, comme le recours aux médias et la diffusion quasi publicitaire d'informations destinées à inciter les migrants potentiels à rester chez eux. Les campagnes sont axées sur l'ignorance des migrants potentiels et les dangers qu'implique l'immigration. Elles sont réalisées aussi bien à l'intérieur des pays d'origine des migrants que dans les pays d'accueil et participent ainsi aux contrôles à distance susceptibles de décourager le migrant. Dans ce cadre, les campagnes tentent d'atteindre non pas ceux qui ont déjà migré (comme le font les contrôles aux frontières et la répression des sans-papiers), mais ceux qui sont susceptibles de partir. Elles usent de méthodes dites 'préventives' qui 'conscientisent' les migrants potentiels et qui ambitionnent de réduire le désir de migrer dans les pays d'origine. () Ces campagnes dites préventives s'expriment parfois avec violence dans certains pays et utilisent des techniques basées sur la peur pour dissuader les migrants potentiels. C'est le cas au Danemark, où des publicités dans les journaux rappellent à quel point la loi danoise est sévère à l'encontre des migrants, comme la réduction des indemnités et d'autres restrictions. Au Royaume-Uni, des camionnettes dans les rues de Londres affichaient en juillet 2013, le message suivant : "Au Royaume-Uni de façon illégale ? Rentrez chez vous ou prenez le risque de vous faire arrêter". Enfin, en Hongrie, de grandes affiches sur les façades mentionnaient "Si vous venez en Hongrie, vous ne pouvez pas prendre le travail des Hongrois." (Nordstrom, 2015). Face à la problématisation de l'immigration, émergent dans les pays d'accueil des mesures de dissuasion qui accompagnent les efforts à réduire le nombre de migrants susceptibles d'atteindre les frontières. Ces mesures, notamment les politiques de visa sophistiquées, le renforcement de la coopération entre États de destination, d'origine et de transit, sont des mesures de surveillance à distance qui font que les migrants potentiels voient leur mobilité contrôlée et réduite bien avant d'atteindre le pays de destination. Les campagnes de sensibilisation tout en luttant contre l'ignorance des migrants potentiels, informent ceux-ci sur les aspects les plus sombres du parcours des demandeurs d'asile ; il décrit en particulier les conditions de vie dans des centres de rétention dans lequel les requérants sont susceptibles d'être détenus au cours de la procédure d'évaluation de leur demande d'asile. Les conditions légales d'entrée à l'étranger sont connues de toutes les personnes qui s'engagent dans la migration. Par ailleurs circulent des informations sur les moyens qu'ont ou n'ont pas les différents États de faire respecter la législation. Mais comme le relèvent certains auteurs, des migrants avisés sur les conditions migratoires déplorables peuvent tout de même décider d'immigrer.

Aussi, la représentation du départ comme un choix rationnel basé sur les informations disponibles est, à bien des égards, problématique. (Nieuwenhuys et Pécoud, 2008) Une autre des justifications des campagnes d'informations est la lutte contre la traite des êtres humains pour le contrôle de l'immigration non-autorisée. Selon des auteurs Nieuwenhuys **et** Pécoud, notamment, la 'traite des personnes' désigne une forme de mobilité associée à la contrainte, à l'exploitation et à l'implication de 'professionnels' de la migration souvent liés à la criminalité organisée.

Dans le cadre de cette lutte, la majorité des campagnes d'information présupposent l'ignorance des migrants potentiels et posent le postulat selon lequel ces derniers ignorent tout de ce qui les attend en cas de migration vers l'étranger et que c'est en raison de cette ignorance qu'ils décident de partir ; s'ils savaient, ils ne partiraient pas. Cela implique que les migrants manquent d'information sur l'immigration, et qu'ils prennent leurs décisions sur la base des informations disponibles (Nieuwenhuys **et** Pécoud, 2008). Les campagnes d'information considèrent que les migrants potentiels sont incapables d'évaluer leur situation en raison d'un manque d'informations correctes. Leur ignorance du pays qu'ils comptent atteindre, ainsi que des dangers et des obstacles qui les attendent, les rendraient vulnérables aux faux espoirs de vie meilleure dans un pays d'accueil réputé riche et prospère. Les migrants potentiels sont donc sensibilisés aux dures conditions de vie des immigrés clandestins et des victimes de la traite, afin qu'ils ne perçoivent plus l'émigration comme une opportunité, mais comme une source de dangers et de vulnérabilité. Les migrants sont de plus exposés aux propositions alléchantes mais malhonnêtes des passeurs, qui prospèrent grâce aux espoirs de vie meilleure à l'étranger qui habitent les candidats à l'émigration. Des informations 'justes', 'objectives' et 'fiables' sont dès lors nécessaires pour corriger ces erreurs d'appréciations – et contrer les passeurs. L'ignorance des migrants va de pair avec leur 'victimisation'. Les femmes, en particulier, seraient naïves, vulnérables et sans défense face à de cruels trafiquants masculins. Cette perception des migrants comme des victimes qu'il convient d'aider est également sous-jacente aux campagnes de retour volontaire, dont le postulat est que ces migrants sont partis par erreur, sans savoir ce qui les attendait et que, désormais conscients de la dure réalité qu'ils affrontent à l'arrivée, ils souhaitent revenir sur ce choix et rentrer. Ces campagnes visent un public composé de jeunes femmes et insistent sur les risques d'être piégées par des offres d'emploi à l'étranger qui conduiraient à leur exploitation sexuelle. Les campagnes d'information ont notamment recours à des affiches publicitaires, relayés par des productions cinématographiques. Outre les films, des spots publicitaires sont réalisés. D'ambitieux programmes multimédia diffusent également des messages contre la traite auprès des jeunes.

Discussion

1.- Perceptions des risques sanitaires par les migrants potentiels

La perception du risque peut être définie comme le processus par lequel un individu ou un groupe d'individus comprend et donne un sens à une menace ou à un danger (Vohra, 2003). L'analyse de la perception des risques sanitaires suppose l'appréciation de la connaissance de l'état de santé et des facteurs de risque caractéristiques des migrants, la compréhension de la probabilité de présenter cet état de santé, et la représentation du risque personnel par rapport aux conditions potentiels de vie dans le pays d'accueil. Les résultats de notre revue sommaire de la littérature ne fournissent pas d'informations précises sur ces différents aspects de la perception des risques sanitaires par les migrants potentiels. En revanche, quand on examine les motivations de départ à l'étranger, on fait un double constat en ce qui concerne les questions de santé.

Premièrement, la santé n'est pas un motif principal de départ à l'étranger. Le facteur économique, en l'occurrence la quête d'un travail ou d'un emploi, l'accroissement de ses revenus personnels et familiaux, constitue la première raison qui justifie l'intention d'immigrer. Mais au regard des risques potentiels qu'induit l'immigration pour la santé des migrants, comme identifiés dans l'étude, force est de constater que la question sanitaire pourrait muer en facteur de démotivation à l'immigration et faire de ce fait l'objet des campagnes de communication pour décourager les migrants potentiels notamment ceux qui visent l'immigration clandestine.

Toutefois, en deuxième lieu, les documents analysés font également le constat que la majorité des migrants sont informés des dangers et risques encourus, surtout dans le cas de l'immigration clandestine. Bien qu'informés et suffisamment avisés des difficultés, dangers et risques, les migrants ne désespèrent pas de leur désir de partir à l'étranger. Probablement, parce que l'évaluation des risques-bénéfices penchent en faveur des avantages économiques perçus. C'est le cas des étudiants qui migrent bien que connaissant et redoutant les obstacles fréquemment rencontrés par d'autres étudiants migrants, tels que le coût de la vie, l'absence de soutien, le racisme.

En bref, l'étude ne fournit pas une connaissance précise de la perception des risques sanitaires par les migrants potentiels, mais elle présente le mérite de jeter la lumière sur l'intérêt d'une prise en compte des risques sanitaires perçus dans les thématiques développées par les campagnes de communication. Ainsi, en amont des politiques de l'immigration, l'étude se rapporte aux enjeux d'intégration des migrants, de protection sanitaire des populations migrantes ou non migrantes, d'une part. D'autre part, la connaissance par les migrants des risques sanitaires est un atout pour la prévention de comportements à risques même si la décision aboutissant à un changement de comportement n'est pas uniquement déterminée

par la perception du risque. Elle prédispose également à une cohérence des campagnes de prévention comme nous le démontrerons dans le chapitre ci-après.

2.- Pour une cohérence des Campagnes de communication destinées à décourager l'immigration clandestines

Le constat de l'étude relève du fait que la motivation de migrer n'est pas compromise par la connaissance voire la peur du danger et des risques encourus. Notre constat suppose une connaissance approfondie des perceptions des risques, non pas chez les immigrés, comme c'est le cas dans la plupart des études, mais chez les migrants potentiels, fournirait les bases d'une communication de crise dont l'efficacité a été prouvée dans d'autres secteurs. La communication de crise fait l'objet de campagnes de prévention notamment en matière d'urgences de santé publique et s'applique en particulier aux maladies émergentes à potentiels épidémiques. Aujourd'hui, l'immigration constitue une question d'intérêt majeur dont la résolution requiert l'attention de tous, en vue d'aider la population à comprendre les risques et prendre des décisions éclairées. L'intérêt de la communication de crise réside dans son caractère discontinue mais intense permettant la diffusion d'informations précises et capter l'attention en un laps de temps, afin d'aider les populations à prendre des décisions éclairées pour se protéger et protéger leurs proches, comprendre les risques migratoires sur la question de santé et se sentir impliquées dans la réponse à donner vis-à-vis de la menace que représenteraient les problèmes sanitaires.

Cependant, comment communiquer sans risques de stigmatiser les populations migrantes ? Dans le cas d'espèce, les migrants potentiels ne craignent aucune stigmatisation, puisque n'étant pas pourvus d'un statut particulier. De ce fait, renforcer la communication en direction des migrants potentiels présente l'avantage de mieux cibler les messages, notamment dans l'optique d'une gestion efficace des flux migratoires, d'une meilleure protection sanitaire dans le pays d'origine ou d'accueil et favoriser l'intégration des immigrés. L'objectif de communication sera double. En premier lieu, contribuer aux campagnes qui visent à décourager ceux qui veulent immigrer clandestinement, et en deuxième lieu, informer ceux qui sont candidats à l'immigration régulière mais pour des longs séjours.

Conclusion et perspectives :

Les risques sanitaires liés aux mouvements migratoires sont indéniables. Les déplacements ont pour, la plupart, des causes économiques liées à la recherche de bien-être. La question de la santé ne semble pas être la préoccupation majeure. Ces derniers sont confrontés à des discriminations dans le domaine de l'accès aux soins et à la prévention, particulièrement, les difficultés d'accès influencent leur recours aux soins. L'étude a permis de constater que les migrants manquent d'information sur l'immigration, et qu'ils prennent leurs décisions sur la base des

informations disponibles. Aussi, la perception des risques sanitaires, de la peur du danger et des risques encourus ne compromettent-ils pas la volonté de migrer. Dans ce contexte, la communication œuvre principalement à sensibiliser les candidats potentiels à la migration irrégulière aux dangers encourus, tout en les informant sur les alternatives possibles qui pourront s'offrir à eux. Dans cette perspective, il importe que les messages soient en cohérence avec les représentations, d'où la nécessité d'une interdépendance entre les thèmes de la perception et de la communication du risque. Le concept de cohérence réfère à un « rapport étroit d'idées qui s'accordent entre elles ». Selon l'OIM, les campagnes d'information visent à aider les migrants potentiels à prendre des décisions informées au sujet de la migration. (Pécoud, 2013) A ce titre, le concept de la cohérence des programmes d'éducation sanitaire se rapporte à la construction d'une vision nationale sur les représentations sociales des risques sanitaires. La cohérence stipule ainsi que la compréhension des messages éducationnels passe par leur intégration dans un contexte d'universalité dont la garantie d'effectivité dépend la bonne connaissance des représentations des migrants potentiels en ce qui concerne leurs perceptions de la santé et des risques sanitaires de l'immigration. Toutefois, le développement de la cohérence en matière de communication de crise et de Communication pour le changement de comportement, appelle par ailleurs, en amont, le besoin d'un plaidoyer susceptible de susciter l'approbation d'une communication ciblée en direction des migrants potentiels. Alors se pose la question : « Concernant l'impact des réseaux formels versus les réseaux informels, quels leviers communicationnels le plaidoyer doit-il actionner pour que les risques soient bien identifiés et traités ? » A ce niveau, les Campagnes de communication institutionnelle, doivent se doter de capacités stratégiques pour faire l'équilibre entre une quête de limitation de l'émigration potentielle et éviter la stigmatisation susceptible d'engendrer des risques de santé mentale et sécuritaires des migrants

Bibliographie

AÏNA Elodie (2009), « Santé publique : mieux cibler la communication pour parler à tous », *Hommes & migrations* [En ligne], 1282 | 2009, mis en ligne le 29 mai 2013, consulté le 04 décembre 2018. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/438> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.438

COGNE Marguerite, HAMEL Christelle et MOISY Muriel (2012), Santé des migrants en France : l'effet des discriminations liées à l'origine et au sexe *Revue européenne des migrations internationales*, [Vol. 28, n°2 | 2012, https://journals.openedition.org/remi/5863](https://journals.openedition.org/remi/5863)

FOIX-L'HELIAS L., ANCEL P.-Y., BLONDEL B. (2000), Facteurs de risque de prématurité en France et comparaisons entre prématurité spontanée et prématurité induite, *Journal de Gynécologie Obstétrique et Biologie de la*

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Reproduction, Vol 29, N° 1 - février 2000 p. 55 Doi : JGYN-02-2000-29-1-0368-2315-101019-ART8

GINOUVES Véronique (2008), « Recherche documentaire sur l'internet en SHS », Aldébaran [En ligne], Méthode, mis en ligne le 16 novembre 2008, consulté le 27 mars 2019. URL : <http://journals.openedition.org/aldebaran/5822>

HOYEZ Anne-Cécile (2011), « L'accès aux soins des migrants en France et la « culture de l'initiative locale ». Une analyse des contextes locaux à l'épreuve des orientations nationales », *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne], Espace, Société, Territoire, document 566, mis en ligne le 21 novembre 2011, consulté le 18 mars 2019. URL : <http://journals.openedition.org/cybergeo/24796> ; DOI : 10.4000/cybergeo.24796)

IOM, migration et santé activités de l'OIM MAROC, <https://morocco.iom.int/sites/default/files/fiche%20sant%c3%a9.pdf>

LIETAER Samuel (2019), « Stephen Smith, La Ruée vers l'Europe. La jeune Afrique en route pour le Vieux Continent », *Belgeo* [En ligne], 1 | 2018, mis en ligne le 18 décembre 2018, consulté le 09 janvier. URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/29709>

MARTINEZ Laura Feliu (2009), « Les migrations en transit au Maroc. Attitudes et comportement de la société civile face au phénomène », *L'Année du Maghreb*, V | 2009, 343-362.

Médecins du Monde (2010, Observatoire de l'accès aux soins de la mission France. Rapport 2009, Médecins du Monde, <http://www.medecinsdumonde.org/fr/Presse/Dossiers-de-presse/France/L-acces-aux-soins-des-plus-demunis-en-2010/remise-en-cause-d-un-systeme-social-solidaire>

MIGALI M., S.& SCIPIONI, M., (2018) A global analysis of intentions to migrate, European Commission, JRC111207

MUSSO Sandrine (2005), « Dossier n° 2 – Regard sur... La santé et l'« immigration » », *Bulletin Amades* [En ligne], 64 | 2005, mis en ligne le 03 février 2009, consulté le 04 décembre 2018. URL : <http://journals.openedition.org/amades/269>

NDIONE Babacar (2008) Contexte local et migration : l'exemple des dynamiques migratoires internationales des quartiers dans la ville sénégalaise de Kaolack, *European Journal of Population*, 25 (3), pp. 325-354. DOI : 10.1007/s10680-008-9169-3

NIEUWENHUYS Céline et PECOUD Antoine (2008), « Campagnes d'information et traite des êtres humains à l'est de l'Europe », *Espace populations*

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

sociétés [En ligne], 2008/2 | 2008, mis en ligne le 01 septembre 2010, consulté le 02 Mars 2019. URL : <http://journals.openedition.org/eps/2588> ; DOI : 10.4000/eps.2588

NORDSTROM Louise (2015), Migration : la Hongrie accusée de vouloir dresser "un nouveau Rideau de fer", Première publication : 18/06/2015 - 22:13 Dernière modification : 18/06/2015 - 22:13, disponible en ligne <https://www.france24.com/fr/20150618-hongrie-cloture-frontiere-immigration-migrants-rideau-fer-xenophobie-ue-viktor-orban>, consulter le 10 mars 2019

PECOUD Antoine (2013), "Contrôle des frontières, campagnes d'information et crédibilité des politiques d'immigration ", REVUE Asylon(s), N°8, juillet 2010-septembre 2013, Radicalisation des frontières et promotion de la diversité. , url de référence: <http://www.reseau-terra.eu/article944.html> consulté le 8 Mars 2019

PERIDY N. (2010), Un modèle généralisé des déterminants des migrations internationales : Application aux migrations des pays méditerranéens vers l'ue, in Revue économique 2010/6 (vol.61) 981 à 1010

PIGUET Étienne (2013), « Les théories des migrations. Synthèse de la prise de décision individuelle », Revue européenne des migrations internationales [En ligne], vol. 29 - n°3 | , mis en ligne le 01 septembre 2016, consulté le 21 mars 2019. URL : <http://journals.openedition.org/remi/6571>

VOHRA S. (2003), Understanding public perceptions of environmental and health risks and integrating them into the EIA, siting and planning process. London: London School of Hygiene and Tropical Medicine, 2003.

WEINSTEIN ND. (1999) What Does It Mean to Understand a Risk? Evaluating Risk Comprehension. J Nat Cancer Institute Monographs 1999;25:15-20.

Représentations sociales de l'émigration en milieu estudiantin ivoirien.

Social representations of emigration in an Ivorian student environment.

Ya Eveline TOURÉ épouse JOHNSON,

Matthias KEI

Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

Résumé

La complexité du processus migratoire nécessite un regard croisé. À cet effet, cette recherche exploratoire à partir de la théorie des représentations, analyse la pensée sociale des enquêtés relativement à l'émigration en Côte d'Ivoire. À partir du regard psychosocial, il s'est agi d'identifier les logiques sociocognitives pouvant justifier l'émigration chez les étudiants ivoiriens. L'échantillon de l'étude se compose de 204 étudiants dont 104 sont favorables à l'émigration et 100 autres défavorables à ce type de migration. Parmi ces enquêtés, l'on distingue 109 garçons et 95 filles. Cette étude, réalisée à l'Université Félix Houphouët-Boigny à Abidjan en Côte d'Ivoire, s'est servie des associations verbales pour analyser le contenu et la structure des représentations sous étude. Les résultats indiquent que même si des divergences sont perceptibles, les représentations sociales de l'émigration chez les étudiants se cristallisent principalement autour de la recherche d'un mieux-être.

Mots clés : migration, émigration, étudiants, représentations sociales, noyau central, éléments périphériques.

Abstract:

The complexity of migratory process requires a cross-look. To this end, this exploratory research based on the theory of representations, analyzes the respondents' social thinking on emigration in Côte d'Ivoire. From the psychosocial perspective, we had to identify the socio-cognitive logics that could justify emigration among Ivorian students. Our study sample consists of 204 students, among which 104 are in favor of emigration, whereas 100 of them are against this type of migration. This population consists of 109 boys and 95 girls. Conducted at Université Félix Houphouët-Boigny in Abidjan, Côte d'Ivoire, this study used verbal associations to analyze the content and structure of the representations under study. Our results show that, despite some noticeable discrepancies, the social representations of emigration among students mainly crystallize around the search for a better-being.

Keywords : migration, emigration, students, social representations, central core, peripheral elements.

Connaissance du probleme

L'importance du flux migratoire et la récurrence des drames qui s'en suivent nécessitent un regard croisé. Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) estime qu'il y a environ 740 millions de personnes qui migrent à l'intérieur de leur propre pays. Quant aux migrations internationales, selon l'Organisation des Nations Unies (ONU), elles concernent 258 millions de personnes ; soit 3.4% de la population mondiale. Relativement aux migrations vers l'Europe, les mêmes sources affirment que depuis 2014, près de 1.8 million d'individus ont franchi les côtes européennes. À cela s'ajoute la féminisation du processus migratoire qui prend de l'ampleur. En France, une étude de Beauchemin et ses collaborateurs (2013) a révélé que les immigrants de sexe féminin sont de plus en plus majoritaires.

L'intensification de ce phénomène de société fait des migrants une menace pour les pays hôtes qui développent des politiques protectionnistes (Applayard, 1989). Le processus migratoire devient de plus en plus difficile et périlleux pour les clandestins. Les risques, constitués essentiellement des naufrages marins, des rapatriements ou des décès, se multiplient. Malgré ces dures réalités, les migrations se développent considérablement.

Au niveau de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE), le rapport de l'AFD/OCDE du 3 novembre 2015 précise que les migrations en direction de l'OCDE de l'Afrique subsaharienne a quasiment doublé entre janvier 2000 et novembre 2010. Ce rapport ajoute également que 13% des diplômés de l'Afrique subsaharienne vivent dans l'espace OCDE où 8 millions d'immigrés de niveau supérieur occupent des emplois faiblement ou moyennement qualifiés. Cette situation, qui met à nu la fuite des cerveaux dans les pays pauvres, compromet le processus de développement des pays d'origine des immigrants même si la possibilité de mise en œuvre d'un partenariat avec les pays d'origines des migrants pourrait être profitable pour les pays d'origine.

Selon l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), la Côte d'Ivoire occupe le 4^e rang des pays d'origine des migrants vers l'Europe. Par ailleurs, l'analyse des spécificités des migrations révèle l'importance de la mobilité académique. Selon l'UNESCO, les effectifs des étudiants en mobilité d'étude dans le monde ont considérablement progressé et atteignent 5 millions d'individus ; soit environ plus de 53% ces dix dernières années. Cet organisme a estimé qu'en 2015, les étudiants africains en situation de mobilité internationale diplômante étaient de 432 589 ; soit 10% de la mobilité étudiante mondiale. L'Afrique subsaharienne compte, pour la même période, 322 054 étudiants migrants.

L'analyse de ces chiffres montre qu'un étudiant sur dix dans le monde est africain. L'Afrique reste ainsi le premier continent en matière de mobilité d'études. En 2017, selon Campus France, le taux de mobilité des étudiants africains est deux fois

supérieur à la moyenne mondiale. La France représente le quatrième pays d'accueil des étudiants internationaux et reçoit près de 44% d'étudiants africains en mobilité d'études. De plus, l'analyse des proportions des migrants en France et celle de leurs pays d'origine indique que la France est le pays le plus visité par les étudiants ivoiriens. Les étudiants ivoiriens en France occupent le cinquième rang ; soit 13.3% (Campus France, 2017). Cependant, après les années de la crise socio-politique, l'effectif des immigrants étudiants ivoiriens en France est en nette progression (Cf. Tableau 1).

Tableau 1 : Effectif des étudiants immigrants ivoiriens en France

Années académiques	2009/2010	2010/2011	2014/2015	2016/2017
Effectifs des étudiants ivoiriens en France	3544	4331	6283	7 135

Source : Campus France HS N°16 Novembre 2017³⁸

L'augmentation des mesures de lutte contre l'immigration et les difficultés qui lui sont liées ne semblent pas dissuader les potentiels migrants. Un tel climat suscite de nombreuses polémiques qui restent favorables à la naissance et au développement de nombreuses théories. Ainsi, la problématique des flux migratoires a été analysée sur plusieurs plans (politique, sociologique, démographique, anthropologique etc.). Cependant, pour nous, la migration relève d'une construction sociale. L'objet social que constitue l'émigration est au cœur des débats et la recherche des points d'ancrage constitue un problème entier. De ce point de vue, la manière dont les acteurs sociaux impliqués objectivement dans la structuration de cette problématique s'approprient, pensent et évoquent éventuellement ce concept traduit une dimension de leur rapport au monde à travers leur vécu quotidien. La prise en compte des insertions sociales (Doise, 1994), apparaît ici comme élément de référence dans cette conceptualisation théorique.

Dans le cadre de cette investigation, la définition d'une convergence ou d'une différenciation des discours sociaux dans l'appropriation de l'émigration par des acteurs sociaux selon leur distance à l'objet sous étude, suppose le repérage des éléments fondateurs constitutifs du champ de construction cognitive. Il s'agit de ce point de vue de rendre compte de la façon dont les individus ou les acteurs sociaux construisent, définissent l'émigration. Autrement dit, il s'agit de conduire l'étude sous l'éclairage des représentations sociales avec comme but spécifique de

³⁸ Le Tableau 1 a été conçu selon les données de Campus France HS N°16 Novembre 2017.

savoir comment, les étudiants envisagent cet objet spécifique, comme concept significatif.

D'où la question qui structure notre démarche : quelles logiques sociocognitives pourraient justifier l'intensification des mouvements migratoires en Côte d'Ivoire ? Autrement dit, les mobiles profonds poussant à l'émigration sont-ils les mêmes pour tous les étudiants ? Pour cela, la présente étude a pour objectif d'identifier les modes de pensée des enquêtés relativement à l'émigration. Il s'agit de repérer le contenu et la structure des représentations de l'émigration chez les étudiants étant donné qu'ils constituent une frange incontournable du flux migratoire aujourd'hui. Ce travail vise à comprendre les représentations sociales de l'émigration construites par la population étudiante. Plus spécifiquement, il s'agit de :

- déterminer les représentations sociales spécifiques des étudiants favorables et défavorables à l'émigration;
- identifier les représentations sociales liées à l'émigration en fonction des sexes des répondants ;

I. Cadre de référence

Moscovici (1961) indique que tout comportement humain se situe dans un contexte d'interdépendance sociale. À cet effet, Moscovici démontre que les représentations marquent les processus cognitifs et les interactions sociales. Le modèle théorique des représentations sociales ainsi élaboré montre que nos réactions dépendent de notre rapport au monde. Une représentation sociale se présente de la sorte comme une forme de connaissance socialement élaborée et partagée orientant les conduites et les pratiques (Jodelet, 1989). Les représentations sociales, situées à l'interface du psychologique et du sociologique, demeurent enracinées au cœur du dispositif social (Mannoni, 2010). Les travaux d'Abrieu (2011, 2003, 1976) révèlent qu'une représentation sociale se définit par ses éléments constitutifs et sa structure. Le contenu représentationnel est composé d'éléments primordiaux pour les sujets, voire inconditionnels et d'éléments dits périphériques d'importance secondaire. Le noyau central est ainsi constitué d'éléments catégorisés en éléments centraux prioritaires et secondaires (Flament, 1999 ; Moliner, 1998 et Rateau, 1995). La théorie des représentations sociales, à partir du repérage de ces éléments invariants et organisationnels, met à nu la pensée sociale des individus ou des groupes. Cette théorie représente le cadre de référence de la présente étude.

II. MÉTHODE

La description de l'échantillon de l'étude précèdera celle du matériel ayant servi à cette recherche.

1. Échantillon

L'échantillon se compose de 204 étudiants de l'Université Félix Houphouët-Boigny de la Côte d'Ivoire. Cette institution universitaire représente la plus grande des universités du pays. Les étudiants qui ont participé à l'enquête se répartissent en deux groupes distincts obtenus après une pré-enquête qui a permis de déterminer les individus favorables à l'émigration ou pas. Une pré-enquête nous a permis de constituer deux groupes d'étudiants. Le premier se compose de 104 étudiants favorables à l'émigration et le second de 100 individus défavorables à ce type de migration. Cet échantillon se divise en 109 sujets de sexe masculin et 95 autres de sexe féminin. Le choix de la population estudiantine se justifie par la propension des étudiants à la mobilité académique. La description du matériel qui a servi à cette étude représentationnelle de la migration en milieu estudiantin apportera un éclairage certain.

2. Matériel

Après une pré-enquête, les étudiants enquêtés sont classés en deux groupes : individus favorables à l'émigration d'un côté et ceux qui restent défavorables à cette migration. Ces deux groupes sont soumis à la technique d'association verbale à partir d'un questionnaire d'évocations hiérarchisées visant la mise en perspective des représentations sociales relativement à l'émigration. Il a été demandé à chaque participant à l'étude de citer et d'hiérarchiser ensuite les cinq mots ou expressions qui lui viennent à l'esprit lorsqu'il entend « émigration ». Cet ensemble de réponses associatives ainsi produit est traité grâce à une analyse prototypique et une analyse de similitude. La première, à partir du logiciel EVOC 2005, permet le croisement des fréquences et des rangs d'émission (Flament et Rouquette, 2003; Abric, 1987). Le croisement des deux indices permet de « distinguer, parmi les mots à forte ou faible fréquence, ceux qui sont produits au début ou à la fin de la tâche associative » (Moliner et Lo Monaco, 2017. p. 53). Selon Abric (1987), les éléments qui présentent un rang d'apparition tendant vers le premier rang et une fréquence élevée présentent le profil correspondant aux éléments centraux. La seconde, relative à l'analyse de similitude fondée sur les indices de cooccurrence, repose sur le critère de connexité qui permet la mise en perspective des liens de rapprochement ou d'opposition entre des éléments dans les productions langagières des individus (Moliner et Lo Monaco, 2017 ; Bouriche, 2003 ; Flament, 1999, 1994, 1981 ; Rateau, 1995). Cette technique favorise l'identification des éléments fédérateurs pour les sujets.

III. RÉSULTATS

Les résultats seront présentés en trois points. Après l'analyse des résultats de la population globale, suivront les représentations sociales de l'émigration des deux groupes d'étudiants. La dernière analyse s'intéressera aux représentations sociales de l'émigration selon le genre.

1. Représentations sociales de l'émigration de la population globale

Le dictionnaire des évocations des 204 participants à l'étude se compose de 1020 mots. L'analyse de ces productions langagières révèle qu'elles se composent de 205 mots différents avec un rang moyen de 3.00 (cf. Tableau 2).

Tableau 2 : Analyse prototypique des items associés aux représentations sociales de l'émigration chez la population globale selon le rang et la fréquence

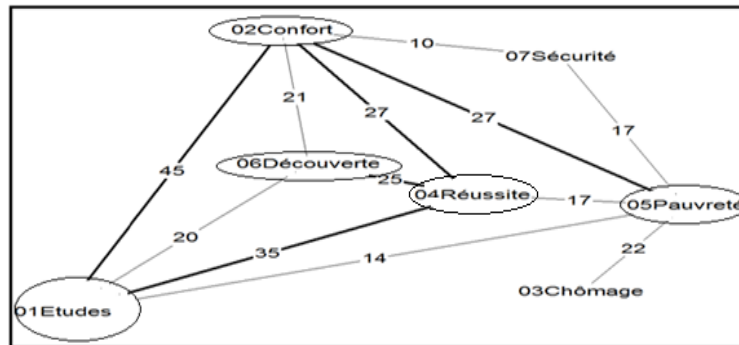
	Rang Moyen < 3		Rang Moyen ≥ 3	
Fréquence ≥51	études	134	2,231	confort 70 3,500
	réussite	99	2,687	découverte 53
	travail	91	2,659	3,547
	pauvreté	58	2,345	
Fréquence < 51	argent	50	2,700	autonomie 19 4,105
	chômage	39	2,436	guerre 17
	culture	20	3,000	3,412

L'analyse prototypique des représentations sociales de la population globale révèle deux catégories d'éléments. Dans cette population globale, les éléments centraux dont la fréquence est élevée et les rangs moyens faibles sont : études, pauvreté, réussite et travail. Ces résultats privilégient les champs : développement intellectuel, promotion sociale, économique et ouverture sur le monde. Ces résultats indiquent que les individus émigrent essentiellement pour améliorer leur situation, leurs conditions de vie. L'objet des émigrations devient essentiellement la recherche de la satisfaction du bien-être social.

Dans cette perspective, cette population démontre ainsi que la solution à la paupérisation réside dans les émigrations aux fins d'études qui semblent être les seuls gages de la réussite sociale. Quant aux éléments secondaires, ils regroupent les éléments contrastés, voire contradictoires. Ces éléments ont soit la fréquence élevée et un rang moyen élevé, soit l'inverse. Les éléments de cette zone potentiellement déséquilibrante sont : confort, découverte, argent, chômage, culture. Les enquêtés démontrent ainsi qu'au-delà de la recherche du bien-être, le champ de la curiosité, à travers les items découverte et culture, est également significatif pour les sujets.

L'analyse du graphe de similitude des représentations sociales de l'émigration chez la population globale met en évidence la prégnance de cinq éléments encerclés sur le graphe 1.

Figure 1 : Graphe à seuil de la représentation sociale de l'émigration de la population globale à 10%



Ces items particulièrement importants pour les sujets enquêtés sont : confort, études, pauvreté, réussite et découverte. Une hiérarchisation de ces items indique qu'ils n'ont pas la même importance. Alors que les trois premiers occupent une position centrale dans cette analyse, les deux derniers, réussite et découverte sont des éléments secondaires. Ce résultat confirme l'importance des items études et pauvreté relevée dans l'analyse prototypique. Toutefois, l'item confort qui faisait partie des éléments de la zone déséquilibrante dans l'analyse précédente est devenu central confirmant ainsi son importance pour les sujets. Quant à l'élément découverte, sa position secondaire est réaffirmée. Ce résultat indique également que l'élément réussite qui occupait une position centrale, est devenu secondaire. Les enquêtés prouvent ainsi que pour eux, l'objet des émigrations est essentiellement la fuite de la pauvreté, la recherche du confort et celle des études. L'analyse des indices de similitude met en évidence l'importance des liaisons études-confort (.45) et études-réussite (.35). Les sujets enquêtés démontrent ainsi que le confort et la réussite tant recherchés passent inexorablement par les études faites à l'étranger.

2. Représentations sociales de l'émigration selon l'intention de l'étudiant

L'étude des représentations sociales des étudiants ayant l'intention d'émigrer précèdera celle de ceux qui veulent résider en Côte d'Ivoire.

2.1. Représentations sociales de l'émigration des étudiants favorables à ce type de migration

Cette étude se rapportera principalement à deux analyses. La première s'intéressera au dictionnaire des productions langagières des enquêtés à travers l'analyse prototypique. Relativement à la seconde, il sera question d'étudier la structure de la représentation sociale sous étude à partir de l'analyse de similitude. Selon l'analyse prototypique, les étudiants favorables à l'émigration ont produit au total 520 mots dont 119 sont différents avec une moyenne générale des rangs de 3.00. Pour ce groupe d'étudiants, les éléments centraux sont : études, réussite et travail (cf. Tableau 3).

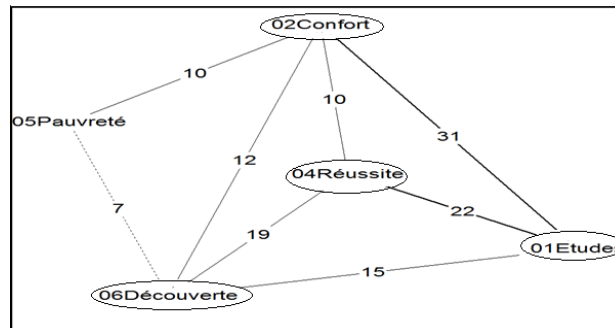
Tableau 3 : Analyse prototypique des items associés aux représentations sociales de l'émigration chez les sujets favorables à ce type de migration selon le rang et la fréquence

	Rang Moyen < 3	Rang Moyen ≥ 3
Fréquence ≥ 17	études 79 1,709	argent 24 3,500
	réussite 56 2,625	confort 33 3,970
	travail 52 2,615	découverte 36 3,417
Fréquence < 16	aventure 7 2,714	autonomie 12 4,167
	culture 15 2,667	chômage 10 3,300
	pauvreté 14 2,571	aider-parents 9 4,111
	stabilité 7 2,857	tourisme 8 4,000
		voyage 7 3,143
		changement 5 3,800
		développement 5 3,200
		rencontres 5 3,400

Ces résultats révèlent que les individus sont prédisposés à émigrer essentiellement pour améliorer leurs conditions de vie. Il s'agit, à partir des études à réaliser dans les pays d'accueil, d'acquérir des connaissances qui assureront la réussite à la fois scolaire et sociale qui devront nécessairement se solder par le travail, le couronnement des efforts.

Quant aux éléments secondaires, ils renvoient principalement aux items: argent, confort et découverte. Les participants à l'étude démontrent ainsi que la recherche du bien-être est le mobile privilégié des émigrants. Outre la satisfaction des besoins primaires, la présence de l'item découverte indique que la recherche des loisirs, dans une certaine mesure, pourrait motiver l'émigration. Toutefois, l'analyse de similitude permettra de confirmer ou non ces résultats.

Figure 2 : Graphe à seuil des représentations sociales de l'émigration chez les sujets favorables à cette migration à 7%



L'analyse de ce résultat indique que quatre éléments sont dignes d'intérêt. Ce sont notamment les items : confort, études, réussite et découverte. Ce résultat confirme ceux de l'analyse précédente. Les raisons profondes des émigrations pour ce groupe renvoient également à la recherche du bien-être à travers le confort, la réussite et la découverte qui relève de la curiosité et des loisirs. Les études ne sont qu'un canal pouvant favoriser l'atteinte des objectifs sociaux. Qu'en est-il des participants défavorables à l'émigration ?

2.2. Représentations sociales de l'émigration chez les étudiants défavorables à cette migration

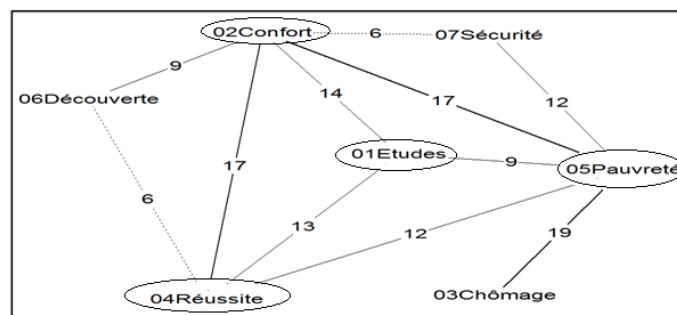
Les productions langagières de ce groupe sont au total 500 mots avec 131 mots différents. Quant au rang moyen, il est de 3.00. Pour les étudiants n'ayant pas l'intention d'émigrer, les éléments centraux, à la fréquence élevée et au rang moyen faible, sont : études, pauvreté, réussite et travail (cf. Tableau 4).

Tableau 4 : Analyse prototypique de l'émigration chez les sujets défavorables à l'émigration selon le rang et la fréquence

	Rang Moyen < 3	Rang Moyen ≥ 3
Fréquence ≥ 37	études 55 2,982 pauvreté 44 2,273 réussite 43 2,767 travail 39 2,718	Confort 37 3,081
Fréquence < 36	chômage 29 2,138 argent 26 1,962 insécurité 9 3,000 difficultés 5 3,000 richesse 5 2,800	découverte 17 3,824 guerre 14 3,357 autonomie 7 4,000 aventure 7 3,286 mariage 6 4,500 culture 5 4,000 famine 5 3,400

L'amélioration des conditions de la vie sociale apparaît également comme les mobiles les plus importants des émigrations. Au niveau de la première périphérie, l'item confort est le plus important pour les sujets. Deux autres éléments de la zone contrastée dignes d'intérêt sont : chômage et argent. La pauvreté et la recherche du bien-être semblent caractériser principalement les émigrations. Ces résultats démontrent principalement l'importance des champs de formation et de bien-être social. L'analyse de similitude apportera certainement un éclairage particulier.

Figure 3 : Graphe des représentations sociales de l'émigration chez les sujets défavorables à cette migration



Les éléments susceptibles d'appartenir au noyau central de cette représentation sociale sont respectivement : confort, pauvreté et réussite montrant ainsi l'importance du bien-être et de l'économie pour les sujets. Relativement à l'item étude qui relève du champ de formation, il est d'une importance secondaire.

L'analyse prototypique et celle de similitude confirment l'importance des champs de formation, de l'économie et du bien-être pour les étudiants enquêtés. De plus, la comparaison des deux fichiers indique que les sujets favorables à l'émigration ont produit 119 mots contre 131 pour ceux qui sont défavorables à l'émigration. Le fichier des étudiants favorables à l'émigration contient 75 mots qui fondent la spécificité de ce groupe. Quant aux étudiants défavorables à l'émigration, ils ont produit uniquement 86 mots. Cependant, l'on dénombre 44 mots communs aux deux fichiers. L'analyse des items ayant plus de 10 évocations et uniquement dans chaque fichier révèle que les mots spécifiques à chaque fichier ne sont pas du même registre (cf. Tableau 5).

Tableau 5 : Mots ayant au moins 10 évocations et uniquement dans chacun des fichiers

Items uniquement du fichier des étudiants favorables à l'émigration	Items uniquement du fichier des sujets favorables à l'émigration
élargir les champs d'horizon qualité de vie rencontres voyages	commerce misère désespoir

Les termes produits par les sujets favorables à l'émigration se rapportent au champ lexical du tourisme. Pour ces enquêtés, qui rêvent d'un avenir meilleur, ils mettent en avant l'épanouissement, la recherche du mieux-être. Ces individus qui rêvent au besoin de s'accomplir semblent avoir résolu les besoins primaires. Quant au champ lexical du groupe défavorable à l'émigration, il est caractérisé par la pauvreté. Ces derniers, vivant dans des conditions misérables ne peuvent voyager. Cette résignation pourrait également découler des sombres témoignages de certains migrants qui contraignent ces derniers à s'orienter vers le secteur tertiaire ou se complaire dans leur situation. Qu'en est-il des représentations sociales de l'émigration selon le genre ?

3. Représentations sociales de l'émigration selon le genre

L'étude des représentations sociales de l'émigration chez les garçons précèdera celles des filles.

3.1. Représentations sociales de l'émigration selon les garçons

Au niveau de l'analyse prototypique, le dictionnaire produit par les garçons se compose de 545 mots dont 137 sont différents avec un rang moyen de 3.00. Les éléments centraux dont la fréquence est élevée et les rangs moyens faibles de la représentation sociale de l'émigration des garçons sont : études, réussite et travail (cf. Tableau 6).

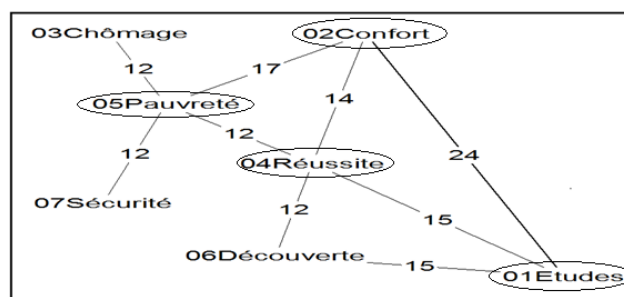
Tableau 6 : Analyse prototypique de l'émigration chez les garçons selon le rang et la fréquence

	Rang Moyen < 3	Rang Moyen ≥ 3
Fréquence ≥ 34	études 77 2,468	confort 36 3,306
	réussite 47 2,638	
	travail 42 2,548	
Fréquence < 34	argent 33 2,394	découverte 28 3,500
	pauvreté 33 2,606	autonomie 11 4,455
	chômage 21 2,381	guerre 10 3,500
	culture 14 2,786	richesse 6 3,333
	aventure 8 2,875	
	insécurité 7 3,000	

Ce résultat montre que les individus seraient disposés à émigrer essentiellement pour des études qui se révèlent être la voie royale de la réussite sociale et de l'accès au travail. Cette migration vise essentiellement l'amélioration des conditions de vie des émigrés. Le noyau central de la représentation sociale des garçons est identique à celui des étudiants favorables à l'émigration. Les garçons et les sujets favorables à l'émigration ont très probablement les mêmes représentations.

Quant à la première périphérie, elle se compose de l'item confort. La recherche de meilleures conditions de vie semble déterminer principalement les émigrations. Cependant, les plus importants éléments de la zone contrastée sont des déterminants des conditions sociales. Il s'agit respectivement des items : argent, pauvreté, chômage et culture. Les sujets enquêtés privilégient ainsi la réalisation de soi auquel s'ajoute le domaine culturel. Au niveau du graphe de similitude, les éléments prégnants selon les occurrences sont particulièrement : confort (55), études (54), pauvreté(53), réussite(53), (cf. Figure 4).

Figure 4 : Graphe des représentations sociales de l'émigration des garçons au seuil de 12%



L'analyse de ce résultat révèle que les items réussite, études, confort et pauvreté sont caractéristiques de l'émigration. Les garçons démontrent ainsi que la réussite tant recherchée, passe par l'effort, le travail. À partir des études, les émigrés peuvent savourer l'accomplissement de soi. Pour cette sous-population, l'émigration donne accès aux études qui symbolisent la voie par excellence d'atteinte du bonheur. Les garçons semblent faire allusion ici aux difficultés du système éducatif ivoirien qui rendent plus complexes la réussite sociale. À cela s'ajoute la fuite de la pauvreté qui résulte principalement de l'insécurité et du chômage. La recherche du bien-être supérieur justifierait essentiellement la ruée des populations vers l'extérieur.

L'étude des représentations sociales des filles permettra de comparer les deux sous-populations.

3.2. Représentations sociales de l'émigration selon les filles

Les filles ont cité 475 mots au total dont 111 termes différents. La moyenne des rangs s'élève à 3.00. Selon l'approche structurale des représentations sociales, la prise en compte de la fréquence et du rang d'apparition des éléments est un indicateur de centralité. À cet effet, nous déduisons que les items : études, réussite et travail sont centraux dans cette représentation sociale (cf. Tableau 7).

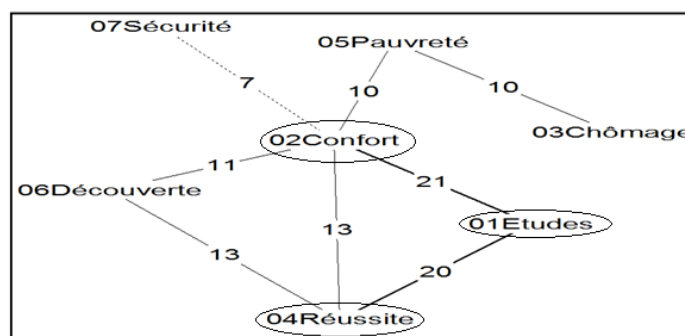
Tableau 7 : Analyse prototypique de l'émigration chez les filles en fonction du rang et de la fréquence

	Rang Moyen < 3	Rang Moyen ≥ 3
Fréquence ≥ 30	études 57 1,912 réussite 52 2,731 travail 49 2,755	confort 34 3,706
Fréquence < 30	Pauvreté 25 2,000 chômage 18 2,500 difficultés 5 2,800	découverte 25 3,600 argent 17 3,294 stabilité 9 3,333 autonomie 8 3,625 tourisme 8 3,875 famine 7 3,429 guerre 7 3,286 aventure 6 3,167 culture 6 3,500 aider-parents 6 3,833 curiosité 5 4,000 mariage 5 4,400

Les enquêtés de sexe féminin démontrent également que l'émigration repose essentiellement sur les besoins relatifs au bien-être. Le noyau central de cette représentation sociale est identique à celui des garçons. L'on en déduit que les garçons et les filles ont les mêmes représentations sociales de l'objet de

représentation. Au niveau de la première périphérie, la recherche du confort retrouvé chez les garçons transparait ici chez les filles. L'analyse prototypique indique ainsi que les sujets ont les mêmes représentations de l'émigration. Qu'en est-il de l'analyse de similitude ? Le graphe de similitude, réalisé à partir des cooccurrences des liens entre les items, démontre que la représentation du sexe féminin s'articule respectivement autour de trois items : confort (62), réussite (46) et études (41), (cf. Figure 5).

Figure 5 : Graphe à seuil des représentations sociales de l'émigration chez les filles à 7%



L'analyse de ces résultats révèle que les étudiantes privilégient également le bien-être supérieur. Dans cette analyse, à partir du nombre des liaisons (62), l'item confort apparaît comme l'élément central prioritaire. La recherche du confort est donc au cœur de cette représentation sociale. Pour les filles, l'émigration doit permettre de vivre dans le confort. Il s'agit de fuir les conditions misérables et de jouir d'une vie meilleure. À cela s'ajoute les items réussite et études qui ont respectivement 46 et 41 relations. Ces deux éléments, également caractéristiques de cette représentation, démontrent qu'à travers l'émigration, les filles recherchent la réussite sociale, l'accomplissement de soi. Les études se présentent comme un canal pouvant conduire à l'atteinte de ces objectifs sociaux. Même si ces deux points d'ancrage de cette représentation sont présents chez les garçons, l'on remarque cependant que chez ces derniers, les items pauvreté et études sont assez déterminants. La fuite des conditions sociales très austères passent ainsi prioritairement par les études chez les garçons.

IV. Discussion- conclusion

La présente étude avait pour objectif d'approcher l'étayage des représentations sociales des déterminants de l'émigration chez les étudiants. Il s'agissait pour nous de comprendre les « démangeaisons » à l'origine du départ des étudiants ivoiriens. Pour cela, il fallait tout d'abord repérer et décrire les éléments constitutifs des représentations sociales des populations sous étude. L'identification de la structure et du contenu des représentations sociales des étudiants pouvant favoriser la

compréhension de ce phénomène. En effet, une telle analyse constitue une source d'informations importante pour les décideurs. Elle peut être à la base de la planification d'actions idoines qui aideront à combattre le phénomène avec tous les désagréments qu'il engendre.

Afin d'identifier les représentations des déterminants psychosociaux de l'émigration, nous avons choisi des outils de recueil, d'analyses des données et une méthode d'analyse qui nous paraissaient appropriées à l'étude des représentations sociales. Il s'agit en l'occurrence de la technique des évocations hiérarchisées et de l'analyse prototypique (Flament et Roquette, 2003 ; Vergès, 2001 ; Grize, Vergès et Silem, 1987). Grâce à l'analyse prototypique et à l'analyse catégorielle, nous avons pu constater que les déterminants de l'émigration constituent un objet de représentation normatif car certains éléments sont partagés par les deux groupes d'étudiants. Toutefois, le poids du rapport à l'objet (favorable vs défavorable) reste essentiel pour rendre compte de la globalité de cet objet d'étude (Doise, 1994 ; Flament, 1989). Ainsi, lorsque l'on compare de manière plus fine les sous-catégories, on remarque des différences dans leurs représentations sociales.

Les résultats de l'analyse prototypique ont montré une proximité des éléments des quatre noyaux centraux. Les éléments centraux des représentations sociales des étudiants favorables à l'émigration, ceux des garçons ou des filles sont identiques. Chaque noyau central se constitue des items études, réussite et travail. De ce point de vue, ces trois groupes ont les mêmes représentations. Seul le noyau central de la représentation sociale des étudiants défavorables à l'émigration contient, en plus de ces trois éléments, l'item pauvreté. Quant aux résultats de l'analyse de similitude, ils ont révélé que les déterminants de l'émigration des étudiants favorables à cette migration reposent essentiellement sur l'amélioration des conditions de vie, du bien-être alors que pour les sujets défavorables à ce type de migration même si l'aspect bien-être est encore primordial, l'importance des études semble renouvelée. L'étude des représentations sociales du genre a montré que le regard des garçons est différent de celui des filles. Alors que les garçons privilégient la pauvreté et la réussite, les filles mettent l'accent sur le confort. L'émigration semble ainsi être suscitée par une pluralité de facteurs dont les plus importants restent d'ordre économique et social dans les pays d'origines. Les migrations subsahariennes pourraient certainement être corrélées aux crises économiques ou sociopolitiques (Lalou, 1996).

Au plan des connaissances théoriques, nous pouvons affirmer que même si certains aspects semblent identiques, les populations concernées par cette étude ont des représentations différentes des déterminants de l'émigration. Autrement dit, chaque population construit son analyse en fonction de son expérience sociale du rapport à cet objet. Il y a donc un ancrage psychosociologique, c'est-à-dire des variations des structures cognitives relatives aux déterminants de la migration qui relèvent de la position des sujets enquêtés. Ainsi, des principes organisateurs

différents sont activés selon les prises de position et le sexe des individus. (Doise, 2003, 1994). Cette étude comporte certainement des limites liées au non contrôle de la centralité des éléments étant donné que l'analyse des évocations ne permet seulement qu'un repérage des éléments centraux et non un déterminant absolu. En effet, cette méthode se fonde sur le postulat que la congruence entre le rang moyen et la fréquence d'un item en font un élément central. Cette étude étant contextualisée, les résultats ne peuvent être généralisés. De plus, vu la taille encore restreinte de l'échantillon, il serait intéressant d'étendre l'étude à un nombre plus important de sujets, afin de vérifier les conclusions proposées ici.

Bibliographie

Abric, J.-C. (2003). *Méthodes d'études des représentations sociales*. Ramon-ville-Saint-Agne, France : Erès.

Abric, J.-C. (1994). *Pratiques sociales et représentations sociales*. Paris, France : PUF.

Abric, J.-C. (1987). *Coopération, compétition et représentations sociales*. Cousset, France : Delval.

Applayard, R. (1989). *L'incidence des migrations internationales sur les pays en développement*. Paris, France : OCDE.

Atcha, E. (2016). *Immigration : 1500 ivoiriens par mois aux portes de l'Italie*. <https://afrique.latribune.fr/afrique-de-l-ouest/cote-d-ivoire/2016-11-19/immigration-1500-ivoiriens-par-mois-aux-portes-de-l-italie.html>.

Bouriche, B. (2003). L'analyse de similitude. Dans J.-C. Abric (Dir.). *Méthodes d'études des représentations sociales* (p. 221-249), Ramon-ville-Saint-Agne, France : Erès.

Campus France (2018) : Stratégies d'attractivité pour les étudiants internationaux. https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/dossier_de_presse_-_strategie_d_attractivite_pour_les_etudiants_internationaux_-_19.11.2018_cle43674f.pdf Consulté le 06/02/2019 à 12 heures.

Campus France (2017) : La mobilité internationale des étudiants africains. HS N° 16.

https://ressources.campusfrance.org/publi_institu/etude_prospect/mobilite_continent/fr/note_16_hs_fr.pdf. Consulté le 06/02/2019 à 13 heures 15mn.

Doise, W. (2003). Attitudes et représentations sociales. Dans D. Jodelet (Dir.). *Les représentations sociales*. (7^{ème} édition, p.240-258), Paris, France : PUF.

Doise, W. (1994). Représentations sociales chez des élèves : effets du statut scolaire et de l'origine sociale. *Revue Suisse de Psychologie*, 44, 67-78.

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Flament, C. (1999). Les représentations sociales comme système normatif. *Psychologie et société*, 1(1), 29-54.

Flament, C. (1994). *Structure, dynamique et transformation des représentations sociales*. Paris, France : Presses Universitaires de France.

Flament, C. (1981). L'Analyse de similitude : une technique pour la recherche sur les représentations sociales. *Les cahiers de Psychologie Cognitive*, 1(4), 375-395.

Grize, J-B., Vergès, P., et Silem, A. (1987). Les salariés face aux nouvelles technologies. Paris, France : CNRS.

Jodelet, D. (1989). Les représentations sociales. Paris, France : PUF.

Lalou, R. (1996). Les migrations internationales en Afrique de l'Ouest face à la crise. Dans J. Coussy (Dir.). *Crise et population en Afrique : crises économiques, politiques d'ajustement et dynamiques démographiques* (p.345-373). Paris, France : CEPED.

Moliner, P. (1998). Dynamique et nature des représentations sociales. *Cahiers internationaux de psychologie sociale*, 40, 62-70.

Rouquette, M.L. et Flament, C. (2003). Anatomie des idées ordinaires. Paris, France : Armand Colin.

Mannoni, P. (2010). Les représentations sociales. Paris, France : PUF.

Moliner, P. et Lo Monaco, G. (2017). Méthodes d'association verbale pour les sciences humaines et sociales. Fondements conceptuels et aspects pratiques. Grenoble, France : PUG.

Moscovici, S. (1961). *La psychanalyse, son image et son public*. Paris, France : PUF.

Rateau, P. (1995). Dimensions descriptives, fonctionnelle et évaluative des représentations sociales : une étude exploratoire. *Textes sur les représentations sociales*, 4, 133-146.

Vergès, P. (2001). L'analyse des représentations sociales par questionnaire. *Revue Française de sociologie*, 42, 3.

Vergès, P. (1994). Approche du noyau du central : propriétés quantitatives et structurales. Dans C. Guimelli (Dir.). *Structures et transformations des représentations sociales* (p.233-253), Paris, France : Delachaux et Niestlé.

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouet-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Voa Afrique (2018) : Au moins 9000 migrants ivoiriens sont arrivés en Italie en 2017. <https://www.voafrique.com/a/migrants-ivoiriens-italie-2017/4361281.html>. Consulté le 29 janvier 2019 à 18 heures 30 minutes.

Voa Afrique (2018) : Immigration clandestine et croissance économique, le paradoxe ivoirien. <https://www.voafrique.com/a/immigration-clandestine-et-croissance-%C3%A9conomique-le-paradoxe-ivoirien-/4486296.html>. Consulté le 29 janvier 2019 à 17 heures 30 minutes.

Médias et migrations : quels impacts des médias et quelle réponse en communication pour le développement ?

Media and migrations: what media impacts and what response in communication for development?

Pascal Nambo KADJA

Michelle TOPÉ

Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

Résumé

L'immigration est un fait social omniprésent dans l'histoire de l'humanité. L'actualité contemporaine le démontre parfaitement. Elle est de ce fait, traitée depuis, sous divers paradigmes dont celui des sciences de l'information et de la communication. Une riche et savante littérature incrimine les médias, à tort ou à raison, quant à leur impact sur ce drame social. S'ils contribuent à influencer les candidats à l'immigration, ne peuvent-ils pas aider à les en dissuader ? La présente réflexion se situe donc dans l'axe 1 intitulé « migration : acteurs et communication » du colloque portant sur le thème : « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles ». Elle tente d'appréhender les impacts voire les influences des médias sur les candidats surtout jeunes, à l'immigration, dans un environnement de crise et d'incertitude des pays de départ. A travers les réflexions scientifiques qui abordent les modes de communication formelle ou informelle des acteurs (candidats, passeurs, trafiquants...), Le présent article plante le décor de ce qui est une étude scientifique de l'immigration étudiée à l'aune des théories et des communications stratégiques pour le changement social. Une science spécifique qui se définit d'ailleurs comme étant un processus de communication axé sur les résultats, fondé sur le dialogue et la participation, qui permet aux populations d'exprimer leurs opinions, de partager leurs connaissances et de s'engager activement dans leur propre développement. Aussi à la lumière des théories choisies la communication pour le changement social propose des stratégies en vue de décourager les éventuels candidats à l'immigration.

Mots clés : acteurs, migrations, impact, réponse, communication pour le développement

Abstract

Immigration is a social fact that is omnipresent in the history of humanity. Contemporary news demonstrates it perfectly. Since then, it has been treated under various paradigms, including that of the information and communication sciences. A rich and learned literature blames the media, rightly or wrongly, for their impact on this social drama. If they help to influence prospective immigrants, can they not help to deter them? The present reflection is located in axis 1 entitled "migration: actors and communication" of the symposium on the theme: "Contemporary migration and the frontiers of humanity: communication and intercultural dynamics" Through the scientific reflections that address the modes of formal or informal communication of the actors (candidates, smugglers, traffickers ...), the present article sets the scene of what is a scientific study of the immigration studied with the aid of the theories and strategic communications for social change. A specific science that is defined as a results-based communication process based on dialogue and participation that enables people to express their opinions, share their knowledge and actively engage in their work, own development. Also in the light of the chosen theories, communication for social change proposes strategies to discourage prospective immigrants.

Keywords : Actors, Migration, Impact, Response, communication for Development

Introduction

Quel que soit le point d'abordage de la thématique de l'immigration, elle constitue un enjeu majeur dans l'histoire de l'humanité. Cette humanité qui, depuis l'aube des temps, se construit par des vagues successives de migrations et d'émigration, ici et là, aussi bien dans les continents qu'en dehors des continents. Cette thématique est constamment d'actualité, aussi, charrie-t-elle de nombreuses problématiques dont celles abordées en sciences de l'information et de la communication. Dans la sous-région ouest africaine, cette question demeure une préoccupation pour les autorités, les enseignants chercheurs, les ONG, particulièrement en Côte d'Ivoire, où ce fait social occupe le devant de la scène médiatique depuis les turbulences socio-politiques de ces dernières années. Fondamentalement, ce pays a toujours été une zone d'immigration interne à la sous-région ouest africaine. Dieudonné (2002). °Ironie du sort, elle se mue aujourd'hui en plaque tournante pour le départ à l'immigration et est même devenue la championne d'Afrique à l'immigration OIM (2017). Le rôle que jouent les médias dans l'amplification de ce fait social est avéré. Mais, la trop grande propension à lui attribuer toutes les responsabilités, nous à incliner à l'aborder sous l'angle présent. Ainsi, nous nous sommes dans l'absolu posé la question de savoir si les médias faisaient bien leur métier quant à l'immigration ; question d'ailleurs posée par l'Unesco qui est sur le sujet, au cœur, de multiples sollicitations scientifiques. N'est-ce pas, faute de bien faire leur métier qu'ils sont ainsi accusés ? La présente étude s'intitule « Médias et migrations : quels impacts des médias et quelle réponse en communication pour le développement ? » Elle a pour objectif d'appréhender les avatars des médias dans les circuits de migrations d'une part et d'autre part de contribuer par leur essence intrinsèque, Maigret (2010) à atténuer voire résoudre le fait social de l'immigration qui gagne chaque jour de l'ampleur. Par médias, il faut entendre ici, le fil qui constitue le vecteur de transmission de messages dans ce réseau de migrants, passeurs, ONG... Aussi, s'inscrit-elle parfaitement dans l'axe 1 de ce colloque Elle s'articule en phase théorique, puis en phase méthodologique pour proposer une stratégie de communication. Enfin elle aboutit à une phase de discussion des résultats obtenus.

1-Contexte et problème de l'étude

Depuis la crise de l'esclavage des Africains en Lybie, révélée par CNN en 2018, crise, qui a suscité l'émoi général, le rôle joué par les médias est au centre des polémiques dans le cadre de l'immigration. Aussi, toutes sortes d'hypothèses, des plus fantaisistes au plus pertinentes sont avancées, ici et là, tendant à incriminer les médias. La question de la communication (médias) est au cœur des débats scientifiques, comme l'illustre à bien des égards le présent colloque. Justement, en Côte d'Ivoire, ce fait social a été soudainement mis au grand jour, alors qu'il couvait depuis, en parallèle à la crise qu'a connue ce pays. La destination privilégiée qu'elle représentait alors s'est transformée en plaque tournante pour les candidats à l'immigration. Elle est même devenue par la force des événements,

la championne d'Afrique de l'immigration. Les statistiques à cet effet en disent long. Par exemple, selon Leshi (2019) sur 124000 personnes identifiées comme demanderesse d'exile en France, en provenance d'Afrique de l'ouest, 68% proviennent de la Côte d'Ivoire. Les villes de Daloa, Odienné, Aboisso, Abidjan sont devenues les points de convergence à l'immigration massive. Paradoxalement, cette montée de l'immigration ivoirienne contraste avec la croissance économique du pays. En 2017, plus de la moitié des demandeurs d'asile en France étaient des Ivoiriens alors que le pays enregistrait une croissance économique de 8%. Et ce, selon l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides (OFPRA). Malgré l'embellie économique, sur les 124 000 personnes demanderesse d'asile en France, 68% étaient des Ivoiriens. Au demeurant cette embellie économique ne semble pas avoir transformé le pays en eldorado pour les Ivoiriens ? À en croire les observateurs avisés. » AFP (2018).

Conséquemment, des facteurs sociologiques voire anthropologiques comme la religion, la représentation du rôle de l'homme dans la famille, le regard des autres, la peur des autres, l'enrichissement rapide, l'image idyllique de réussite véhiculée par la diaspora à travers les médias plantent un environnement d'illusion qui pousse les familles à encourager leurs progénitures à tenter cette périlleuse aventure. Paradoxalement, les quelques campagnes de sensibilisation en vue de sédentariser les éventuels candidats à l'immigration choisissent comme modèles des stars du football, de la music qui, elles-mêmes ont immigré avant de réussir, comme icônes de réussite sociale et concluent toutes, face à la persistance de ce fait social que Facebook, le téléphone portable, whatsapp, Skype, la télévision (les réseaux sociaux) qui effectivement ont pris des proportions réelles de développement dans ce pays, Hugues (2018) incitent à l'immigration parce qu'ils ont la capacité de montrer les vécus d'ailleurs.

Le présent contexte plante le décor de ce qui est une étude scientifique de l'immigration étudiée à l'aune des théories et des communications stratégiques pour le changement social. Une science spécifique qui se définit d'ailleurs comme étant un processus de communication axé sur les résultats, fondé sur le dialogue et la participation, qui permet aux populations d'exprimer leurs opinions, de partager leurs connaissances et de s'engager activement dans leur propre développement FAO (2006). Il est de notoriété que dans l'ensemble interactionnel d'acteurs (médias, passeurs, candidats à l'immigration, ONG, gouvernements) les médias incitent les jeunes africains à l'immigration. Mais, à l'inverse, ces mêmes médias ne peuvent-ils pas contribuer à les sédentariser ?

2- Approche théorique

2.1 Revue de la littérature

Le cadre de référence théorique de la présente réflexion est suggéré par la revue de la littérature suivante. En effet, la question des médias et de et des migrations

est abordée par une kyrielle d'auteurs, à la différence ici, qu'elle ne concerne pas spécifiquement la situation ivoirienne. Les différents textes issus de ces auteurs ont cependant le mérite de souligner le rôle majeur des médias dans ce fait social.

Ainsi, la réflexion à laquelle nous nous référons en premier essor est celle Paula de Souza Paes (2014) intitulée « la question de l'immigration comme enjeu de communication publique et politique. » Elle met en exergue le rôle de la communication publique et politique dans la mise en visibilité de la thématique de l'immigration en France précisément dans le quartier Villeneuve de Grenoble. L'article extrait de cette thèse nous démontre par diverses analyses, combien de fois cette thématique est un enjeu électoral en France. Il se consacre à l'action publique et la communication de l'Etat. Du reste, cet enjeu est aussi perçu en Côte d'Ivoire comme relevant de la communication, voire de la propagande politique. Alec et al (2012) posent dans un article intitulé « médias et migrations dans le bassin méditerranéen. L'internalisation des savoirs ? La question des savoirs. » Ils se basent sur les réalités euro- méditerranéennes pour appréhender le rôle des médias tout au long du circuit migratoire, depuis l'émigration, jusqu'à l'immigration. Ils combinent les perspectives de l'économie politique et des études sur la réception pour articuler l'analyse du rôle joué par les médias et les nouveaux médias, aussi bien en amont qu'en aval dans les pays du nord de la méditerranée. Ce contexte quasi analogue que celle de l'Afrique de l'ouest nous conduit à y faire référence.

Une autre réflexion, des plus en vogue est celle d'Anita Atwell Seat et de Dana Mastro (2014) titrée : « l'influence des médias sur les attitudes de l'immigration : une approche de la théorie de la menace intergroupe ». Le résumé de cet article donne : « La recherche dans la tradition des intergroupes se concentre sur l'interaction entre l'appartenance à un groupe et l'identité sociale dans la détermination d'un ensemble de résultats intergroupes(...) » Bien que les implications de l'appartenance à un groupe puissent être assez évidentes dans des contextes réels, son importance dans les contextes médiatisés est un peu moins évidente, malgré sa centralité pour un certain nombre d'effets médiatiques. En conséquence, afin de mieux apprécier la fonction unique de l'appartenance à un groupe et de sa catégorisation dans des questions liées aux médias et à la race, ce chapitre passe en revue les recherches qui ont émergé jusqu'à présent dans les contextes de la télévision, du cinéma et de la presse écrite, au sein de chacun des médias. L'étude de Stephen Smith (2018) dans son œuvre intitulée « la ruée vers l'Europe. La jeune Afrique en route vers le vieux continent » revient sur les motivations des candidats au départ de l'Europe et envisage différents scénarii pour répondre aux enjeux soulevés. En effet, selon lui, le transfert migratoire massif n'en est qu'à leurs débuts et l'Europe va « s'africaniser ». Il traite du sujet de l'immigration africaine sans détour, ni tabou afin de « dé-moraliser » le débat. Il évoque dans cet ouvrage un phénomène qualifié hâtivement par les mass média et les commentateurs politiques de « crise » des migrants ou des réfugiés. Avec la multiplication des faits divers, la méditerranée est devenue « la focal médiatique

d'un jeu de guerre(-) entre émigrants, trafiquants, la police des frontières et des humanitaires sans frontières » cet ouvrage de Stephen Smith est l'un des plus complet qui touche du doigt la question des médias et de l'immigration.

Fatma Ben Saad-Dusseaut (2017) dans son article « l'immigration clandestine au regard des médias français : reflet d'un nouvel ordre identitaire » paru dans la revue de recherches francophones en sciences de l'information et de la communication, explique comment « les médias amplifient le chagrin » aussi bien des candidats à l'immigration que des populations qui accueillent les immigrés. A partir de l'analyse du discours d'un échantillon de trois quotidiens français de 2013 à 2015 : Le Monde, Le Figaro et Libération, il peint un tableau des plus sombres du phénomène migratoire. Aussi, estime-t-elle, « Entre 2013 et 2015, le nombre de morts en Méditerranée a atteint un seuil plaçant le sujet de l'immigration clandestine au centre de l'attention médiatico-politique. »

Enfin, cette question de médias et migrations est bien abordée dans une émission intitulée : « Sud/Nord ou Sud/Sud, les enjeux de l'immigration au XXI^e siècle dans une interview de Cristele Magnout le 31 05 2012. Elle met en lumière le développement des moyens de communication et souligne l'augmentation des migrations. Aussi, estime t- elle que,

Les flux migratoires internationaux ont été multipliés par 3 en 40 ans parce que aujourd'hui, il Ya beaucoup d'incitation à bouger, qui sont liées au développement des moyens modernes de communication (téléphones portables, internet...). Les gens sont mieux informés. Les médias et notamment la télévision ont favorisé la visibilité des modes de vie des pays vers lesquels les migrants veulent aller.

Cette interview est à plus d'un titre illustratif de notre thématique. Cette revue de la littérature nous conduit à la théorie de la réception, à la théorie de la menace inter groupe et à une théorie complémentaire dite de l'action raisonnée issue elle, de la communication pour le changement social ou communication pour le développement que nous abordons à présent.

2.2 L'approche par la théorie de la réception

La problématique médias et migrations appelle nécessairement cette théorie en ce sens qu'elle illustre les effets médiatiques entre les éléments de réseau de migration. Dans une intéressante rubrique, «Théories en discussion», Mediaspouvoirs (1er trimestre 1992) tout en nous inspirant propose un bilan des travaux sur la réception des théories de médias. Cette histoire de la réception est présentée et «revisitée» par C. Belisle, J. Bianchi, R. Jourdan, M.F. Kouloumdjian (laboratoire IRPEACS du CNRS) autour de trois étapes désormais classiques : - «La

tradition de la recherche sur les effets» fondée sur l'hypothèse d'un individu «pur récepteur», passivement exposé aux rayonnements des médias. Ce courant, parti du modèle de la «seringue hypodermique», évoluera vers celui des «effets limités» Lazarfeld (1944), «The people's choice».

«La perspective des usages et gratifications» repose sur une conception plus active du public : il s'agit désormais d'étudier les pratiques des usagers. Cette voie est notamment celle suivie par J. Blumler et D. Mac Quail dans leurs études de réception de la politique télévisée (1968), «TV in politics : its uses and influence».

- De l'approche «culturaliste» relèvent, par exemple, les travaux de S. Hall (1977), «Culture, the media and the ideological effect», qui analysent la médiation entre structure économique, stratification sociale et «nature de la culture» produite par les médias. «Le champ théorique actuel» auquel se rattachent les auteurs, tend, d'une part, à intégrer la problématique du sujet et, d'autre part, à insérer la pratique médiatique actuelle dans un parcours quotidien. Il s'agit en effet de considérer les processus mis en œuvre par les récepteurs dans leur pratique médiatique «comme des processus perceptifs, cognitifs, affectifs, relationnels, à base d'intentionnalité, visant à produire des significations et à faire sens». «Nous considérons le récepteur comme un sujet (candidat à l'immigration) qui, dans sa pratique sociale, est motivé de l'intérieur par son psychisme et déterminé, pour partie, de l'extérieur, parle le système social», concluent les auteurs, dans ce qui ressemble fort à un optimiste acte de foi. Foi en un usager habile à détourner, à «bricoler» le message, bref un usager producteur de sens. Foi en des médias eux aussi porteurs de sens. Cette théorie est illustrative à bien des égards de la problématique ici étudiée. Il s'agit nettement de souligner le récepteur passif sous l'effet des médias dans leur processus perceptifs, cognitifs, affectifs, relationnels au quotidien.

2.3 L'approche par la théorie de la menace intergroupe

Développée dans les années 2000 par Walter G. Stephan et Cookie White Stephan, la théorie de la menace intégrée des préjugés, aussi appelée théorie de la menace intergroupe, met en évidence les processus qui entrent en jeu lorsqu'un groupe se sent menacé par un second. Les deux auteurs avancent que la menace est ressentie au sein d'un groupe lorsque ses membres perçoivent qu'un autre groupe est en position de leur causer du tort. Ces mêmes auteurs considèrent les menaces comme une des causes majeures des préjugés. La théorie se focalise également sur les conditions menant aux perceptions de menace, qui à leur tour ont un impact sur les attitudes et le comportement des individus ainsi que sur ceux des groupes.

La théorie de la menace intégrée, dans sa version initiale, inclut quatre types de menaces : la menace réaliste, la menace symbolique, l'anxiété intergroupe et les stéréotypes négatifs. Cette théorie a été revisitée à plusieurs reprises et a subi plusieurs modifications. Notamment, le nombre de types a été réduit à deux, à savoir les menaces réaliste et symbolique. En effet, Stephan et ses collaborateurs

ont considéré l'anxiété intergroupe comme étant une conséquence de la perception de menace et les stéréotypes négatifs comme étant un antécédent de cette perception. En 2002, Stephan et Renfro ont introduit une distinction entre les menaces liées à l'endogroupe en tant qu'entité (menace intergroupe) et les sentiments de menace dirigés vers un des membres de ce même groupe (menace individuelle). Cette approche théorique peut éclairer le cas de la problématique étudiée dans cet article. En effet dans la crise ivoirienne la menace symbolique, l'anxiété intergroupe et les stéréotypes négatifs ont incidemment occasionné des départs massifs chez certains groupes qui se sentaient menacés. Les politiques y ont joué un rôle prépondérant à coup de médias mensonges, constituant ainsi des réserves électorales. Des pièces d'identité ivoiriennes ont été à tour de bras distribuées. La propagande sur l'ivoirité a constitué un fonds de commerce pour certains partis politiques jouant sur les peurs et les anxiétés de certains groupes

2.4 L'approche par la théorie de l'action raisonnée

La théorie de l'action raisonnée (TAR) est un modèle de psychologie sociale. Cette théorie est aussi utilisée en communication comme théorie de la compréhension. La TAR a été développée par Martin Fishbein and Icek Ajzen en 1967 et trouve son origine dans de précédentes recherches qui ont débuté avec la théorie de l'attitude. La TAR a pour but d'expliquer la relation entre attitude et comportement au sein de l'action humaine. Elle est utilisée pour prévoir comment les individus vont se comporter en fonction de leurs attitudes préexistantes et de leurs intentions comportementales. La décision de l'individu de s'engager dans un comportement particulier est fondé sur les résultats que l'individu espère atteindre à la suite de l'exécution du comportement. Cette théorie a été développée dans de nombreuses études comme cadre pour analyser des comportements particuliers tels que le comportement de communication ou la divulgation d'information privées en ligne. De nombreux chercheurs utilisent la théorie pour étudier les comportements liés à des risques et dangers élevés, ainsi que des comportements déviants. En revanche, certaines recherches ont appliqué la théorie à des types d'action plus normatifs et rationnels. Cependant la plupart des études prennent en compte l'intention, du fait de son rôle prépondérant dans la théorie. Cette théorie fait l'objet de large diffusion en communication pour le changement social. Aussi, dans le présent article, elle apporte un éclairage majeur dans la mesure où elle donne une lecture efficace des attitudes et des comportements à risque des candidats à l'immigration sous l'effet des médias. Pour sûr, elle met en pole position les stratégies de communication quant à la sensibilisation des candidats à l'immigration, donnant ainsi voix à la deuxième sous thématique : Médias et migration, quelles réponses en communication pour le changement social ?

3-Approche méthodologique

Aborder pareille thématique en sciences de l'information et de la communication pose d'emblée le choix d'une méthodologie. En effet, sans être une compilation

béate de la riche et savante littérature sur le duo conceptuel « médias et migrations. » La triangulation est la méthode choisie à l'occasion pour compiler les connaissances scientifiques ici convoquées. En effet, la triangulation est une procédure visant la validité des savoirs produits par la recherche. Elle consiste pour l'essentiel en la superposition et la combinaison de plusieurs perspectives. Par analogie à la triangulation utilisée en mathématiques, la triangulation des méthodes qualitatives fait référence à l'usage croisé de techniques de recueil de données. Indifféremment appelée triangulation ou mixed-methods en anglais, celle-ci est définie comme « la combinaison de méthodologies dans l'étude d'un même phénomène ». (Médias et migrations). Elle renvoie à des outils de cueillette qui renvoient au fait de faire usage de plus d'un outil (par exemple, utiliser des entrevues, des observations, de l'analyse de documents); la triangulation des chercheurs où la recherche a recours aux points de vue de plus d'un chercheur. la triangulation des sources qui signifie que les données sont recueillies auprès de plusieurs sources différentes; De fait, la triangulation, tout comme les méthodes qualitatives, s'inscrit préférentiellement dans un cadre épistémologique constructiviste ou interprétativiste, la revue des écrits (y compris les écrits scientifiques), les interviews d'experts, et la simulation par ordinateur. L'actuel article ne peut faire l'économie de cette procédure. Du reste, elle nous semble être la mieux indiquée pour l'étude de notre thématique qui de notre point de vue doit tenir compte de l'internationalisation.

4 Résultats

4 1 La triangulation des interviews des personnes ressources

Selon le directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur de Côte d'Ivoire (2016), « chaque mois, il y a environ 1500 Ivoiriens qui arrivent aux portes de l'Italie. » A l'occasion, les morts se chiffrent à 5386 migrants ivoiriens en 2017 (OIM). Dans la foulée, 4971 jeunes ivoiriens ont été enregistrés à Lampedusa de janvier à juin 2016 DGIE (2017). Le fondateur de l'ONG SOS Immigration renchérit : « Ce sont près de 1500 Ivoiriens qui arrivent chaque mois sur les côtes italiennes. Malheureusement sur 10 embarcations qui traversent l'océan, une seule embarcation arrive à bon port. » D'autre part, selon la chef de mission de l'OIM : « 85% des migrants sont issus du milieu urbain, 70% sont allés à l'école et le voyage coûte généralement 1,5 millions de franc CFA. La moyenne d'âge des migrants en Côte d'Ivoire sur la période de mai 2017 à mai 2018 est de 27 ans, hommes et femmes confondus. 67% des hommes ont entre 18 et 30 ans. » Par ailleurs, d'après une étude de l'OIM sur le profilage des migrants ivoiriens de mai 2017 à mai 2018. Près de 85% des migrants ivoiriens avaient un emploi rémunéré avant leur départ de la Côte d'Ivoire. (APA, 2018),

Ainsi, selon le directeur général des Ivoiriens de l'extérieur, ce sont 2842 migrants Ivoiriens qui ont été volontairement rapatriés en 2018. (abidjan.net, 2018). Leur témoignage en dit long sur le motif de leur retour. A en croire la présidente de

l'ONG REALIC : « Selon les témoignages, ces jeunes ou candidats à l'immigration clandestine sont généralement encouragés par un parent, père, mère, oncle, frère ou sœur. C'est pourquoi nous voulons commencer par la cellule familiale et remonter au niveau des communautés avec l'implication des chefs religieux ». Le chef de projet de l'ONG italienne CEVI qui lutte contre l'émigration clandestine à Daloa explique : « A Daloa, les jeunes sont devenus rares. De 2014 à 2016, une centaine de jeunes hommes et jeunes femmes montaient quotidiennement en plein jour dans des bus affrétés par des passeurs qui ne se cachaient pas jusqu'à la frontière burkinabè. Idem, 2018 » Le témoignage du journaliste franco-malien de RFI, APA (2017) : « Il y a des femmes qui tombent enceintes sur les routes de l'immigration clandestine et qui arrivent aux portes du Maroc. Là-bas, elles sont prises en charge par des ONG car on ne peut pas les refouler. Généralement, ces ONG les aident à accoucher. Dès l'instant qu'elles ont des enfants mineurs, elles sont protégées par les lois internationales », révèle-t-il avant d'ajouter : « Quand elles arrivent à passer, il y a un réseau de passeurs qui récupèrent les nouveaux-nés. C'était le principe qui consistait à les aider à traverser et en retour, elles acceptent de donner leur bébé qu'on vend, clandestinement en Europe ». Cette triangulation des acteurs qui luttent contre ce fait social à travers les médias montre bien le drame que vivent les candidats à l'immigration. Les statistiques sont effrayantes à plus d'un titre et laissent entrevoir le rôle à priori joués par les médias et les néo médias.

4.2 La triangulation des interviews des ex-candidats à l'immigration

Suzanne Messina, bien que secouru en pleine mer par des gardes côtes Libyens et sans argent parce que dépouillée, est déterminée à retourner en Europe. Seulement, elle affirme emprunter un autre chemin pour la prochaine fois. « Si je dois recommencer, je le ferai. Je n'hésiterai pas. Mais ce ne sera plus par la route ». Connectionivoirienne.net (2018). De même, Seri Marie-Paule affirme : « Même à son pire ennemi, il ne faut pas souhaiter le voyage clandestin par l'Algérie, la Tunisie et la Lybie. Vous êtes traités comme des chiens et battus à longueur de journée par des Arabes parce que vous êtes des Noirs ». Mamadou Diomandé : « Parce qu'on est Noir, on nous déteste. Nos sœurs ont subi la pire humiliation qu'on puisse imaginer. Elles y ont été violées et battues à mort. Si j'avais du pouvoir et des armes, j'irai combattre la Lybie pour libérer tous ces Africains qui croupissent en prison ». Cet intermède de notre triangulation par médias interposés donne à voir et à constater le drame qui se joue loin de l'Afrique de l'ouest.

4.3.- La triangulation des interviewees relevant les impacts des médias.

Selon Carole Kouassi, d'africanews, avant cette fabuleuse histoire, la vie de Mamoudou Gassama était à l'image de celle de milliers de migrants illégaux qui rêvent de mener une vie décente en Europe. C'est dans cet esprit que le jeune homme a quitté le Mali à l'adolescence pour tenter l'aventure européenne via la

Libye. Arrêté, battu durant son périple libyen, il a été secouru vraisemblablement par l'opération Mare Nostrum de la Marine italienne. Son histoire lui a attiré une renommée mondiale. La superstar Rihanna s'est même dite, via l'application Instagram, "si heureuse" de ce qui lui arrive. Tandis que sur son compte Twitter, le Chef de l'Etat malien Ibrahim Boubacar Keïta, qui a téléphoné à l'intéressé pour le féliciter, a salué en Mamoudou Gassama "un digne et courageux fils du Mali" ! Mamadou qui vit à Daloa témoigne : « C'est dur de voir tes anciens amis en Europe sur les réseaux sociaux qui ont réussi, et pas toi. Ici, depuis mon retour (échec), on se moque de moi. Certains disent que je suis un fainéant et que j'ai peur de l'eau mais ce n'est pas vrai ». Selon Aly, chef du projet ivoirien Fah-So-Kafissa, « Facebook est l'une des principales causes de départ. Les jeunes voient de belles photos de leurs amis devant de belles voitures, de belles maisons en Europe. connectionivoirienne.net (2018). Une vingtaine de personnes interrogées individuellement confirment l'information et corroborent les témoignages recueillis à travers les journaux : Koné M affirme : « Sincèrement, quand on voit nos amis sur Facebook, on a envie de leur ressembler ». Bakayoko S dit : « Merci aux réseaux sociaux. Grâce à eux, on sait comment la vie est belle à Bengué »

A l'analyse des témoignages des candidats à l'immigration, des personnes ressources et des responsables de l'administration nationale et de la communauté internationale, les médias suscitent dans une large proportion à l'immigration. Ici, Facebook (Internet), est particulièrement pointé. Tous ces éléments tendent à confirmer l'hypothèse selon laquelle les médias incitent les populations africaines, surtout les jeunes, à l'aventure de l'immigration. Mais, autant les médias encouragent à cette aventure, ces mêmes médias à travers la communication pour le changement social peuvent également les aider rester dans leurs pays d'origine. Quelles réponses donc, la communication pour le changement social apporte-t-elle à ce drame social ?

5. Quelle stratégie de communication en vue du changement de comportement des candidats à l'immigration ?

La stratégie de communication en vue du changement de comportement des candidats à l'immigration part du cadre légal existant traduits ici en atouts.

4.1 Les atouts de communication stratégique à bâtir

- le processus de Rabat. C'est un cadre international de concertation sur les questions migratoires. Il regroupe 60 pays et organisations internationales. Son secrétariat est assuré par le Centre international pour le développement des politiques migratoires (ICMPD).
- La signature du pacte mondiale pour les migrations à Marrakech en présence de plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement le 10 décembre 2018.

- L'existence en Côte d'Ivoire de la Direction générale des Ivoiriens de l'extérieur du Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'extérieur.
- L'installation de plusieurs comités régionaux par la DGIE.
- L'existence de nombreuses ONG parmi lesquelles : le Réseau ouest-africain pour la lutte contre l'immigration clandestine (REALIC) à Daloa, l'ONG SOS Immigration, l'ONG Organisation internationale pour les migrations (OIM)
- L'existence des actions de communication des services publics via le Ministère des affaires étrangères, notamment sa Direction générale des Ivoiriens de l'extérieur.

5.2 Populations, segmentation, cibles primaires, profil des cible primaire, cibles secondaires

Afin de mieux identifier les cibles sur lesquelles porte cette stratégie, les jeunes de 20 à 30 ans, issus du nord ivoirien, d'expression Malinké « dioula » de la région de Daloa, ont été choisis donnant le groupe cible primaire suivant : jeunes urbains de tout sexe au chômage ou en activité dans la ville de Daloa, d'Aboisso, de San-Pedro et d'Abidjan.

5.2 .1 Profile de la cible.

Amadou vit à Daloa au quartier Dioulabougou, il est chauffeur de taxi. Il a 27ans.et vit avec une jeune fille Mariam, 24 ans, une vendeuse. Ensemble, ils ont un enfant.il est membre d'un grin (thé club) Amadou est d'une communauté où l'homme est au centre de la réussite, familiale, où, la dignité, l'honneur, le refus de la honte et le regard des autres comptent extrêmement.

5.2 .2 Profile du segment

Karim, son petit frère a 20ans. Il est élève au lycée II de Daloa. Il est fanatique de Réal de Madrid et maîtrise parfaitement les réseaux sociaux (Facebook, Messenger, Skype, Instagram...) et est connecté 24 heures sur 24 heures à internet. Karim arrive à convaincre son grand frère à partir en Espagne. Ils se préparent activement donc à l'immigration en Espagne. Une ONG qui lutte contre l'immigration à Daloa les repère et vient initier une campagne de sensibilisation dans le quartier.

5. 2. 3 Groupe cible secondaire

Les conjointes, les amis du thé club, les membres des familles, les leaders religieux, les passeurs. Ces groupes cibles secondaires sont, en général, très écoutés. Ils ont une influence certaine pour changer le comportement des jeunes candidats à l'immigration.

6. Objectif de la communication pour le groupe cible primaire (Immigrants)

Dissuader par les médias, les candidats à l'immigration et les conduire à la sédentarisation d'ici 2025 en réduisant le taux de 82% à un taux raisonnable.

7. Actions attendues du groupe cible primaire

Les jeunes de 20 à 30 ans dans de la ville de Daloa Côte d'Ivoire évoquent négativement le départ à l'immigration, et considèrent que les passeurs, les réseaux sociaux et la diaspora leur vendent des illusions.

8. Arguments

- L'immigration est le plus souvent source d'ennui et de drame pour les candidats à l'immigration et pour les familles.
- Le candidat à l'immigration est un citoyen qui peut gagner correctement sa vie en restant partout en Côte d'Ivoire, non loin des siens.

9. Messages

- « Quoique l'on fasse, l'on est mieux que chez soi »,
- « Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras »
- « les Binguistes cachent la dure réalité qu'ils vivent en Europe.

9.1 Slogan :

- « Adjouffou est mieux » ;
- « Binguistes ment comme ils respirent » ;
- « Dormir dans studio en Côte d'Ivoire vaut mieux que dormir dans grenier en Europe ».

10. Stratégie pour atteindre les objectifs

Cette stratégie peut être basée sur les médias qui sont les plus utilisés par les jeunes tels que les Facebook, Skype, Messenger, Whatsapp la Télévision, les Téléphones portables, le Bouche-à-oreille, la réalisation de films documentaires (l'exemple de « Retour d'enfer »), les activités communautaires (causerie de groupe, théâtre, renforcement de capacité des facilitateurs -assistants sociaux- pour les causeries de groupe).

11. Justification de la campagne médiatique

La campagne médiatique est un excellent moyen d'information et de sensibilisation pour toucher spontanément un grand groupe de personnes, elle permet de

renforcer la mobilisation de la population cible pour l'atteinte l'objectif. Enfin, elle peut favoriser les échanges et les feedback immédiats.

11.1 Justification de la stratégie

Le choix de cette stratégie se justifie par l'usage du support qui peut facilement être mobilisés dans le cas présent.

11. 2 Choix des canaux en vue de la campagne

Les canaux médiatiques tels que les radios locales (radio trato, radio nostalgie, Daloa FM, radio catholique...)

11. 3 Justification du choix des canaux et supports

La jeunesse de toutes les régions du pays a accès et écoute les radios de proximité.

12. Formulation d'un plan de mise en oeuvre

Elle consiste à l'identification des activités à effectuer, des périodes de campagne, la désignation des responsables et le recueil des commentaires y afférents.

Activités	Période de réalisation	Responsable	observations
-----------	------------------------	-------------	--------------

13. Formulation d'un plan de suivi et d'évaluation

En nous référant au cadre conceptuel de l'évaluation ; trois formes d'évaluation peuvent être mises en œuvre : l'évaluation en direction du développement de la stratégie de communication qui correspond à la période pré-intervention (ex-ante), la seconde phase qui évalue le processus qui concerne la période d'intervention (évaluation on going) et la troisième phase qui évalue l'impact de la stratégie de communication (post-ante)

14. Discussions

La question dite de médias et migrations est d'une actualité constante et focalise les impacts de ceux-ci sur la question. La présente discussion se réfère à une recension des écrits sur la question et proposent à partir d'une méthodologie basée sur la triangulation des savoirs scientifiques une communication stratégique en vue de changer le comportement des candidats vis-à-vis de l'immigration. A cet égard, la problématique soumise à notre réflexion convoque derechef les sciences de l'information et de la communication sous le paradigme de la communication pour

le développement. En effet, même s'il est de notoriété que les médias sont des vecteurs d'accélération et expansion de ce fléau, n'est-ce pas par ces mêmes médias qu'il faut le freiner ? De nombreuses études vont dans le même sens que la présente, du point de vue des résultats obtenus. Robert Solé (1988) montre bien l'influence des médias sur les populations qui reçoivent des immigrés à fortiori sur les immigrés. Même si les médias montrent de plus en plus les naufrages et les nombreux morts dans la Méditerranée à l'effet de dissuader les futurs candidats. Aussi, les campagnes azimuts initiées par les ONG et les autorités en charge de ce drame social sont-ils à la hantise d'un retournement de la situation ? Notre réponse est : « pas si sûre » parce qu'en la matière, il ne faut confondre le « tapage médiatique » sans objectifs, ni évaluation précis, qui conduit toujours à faire un travail de Sisyphe aux budgets colossaux qui rate inéluctablement les cibles. Comme soulignée, supra, ces campagnes de sensibilisation doivent faire l'objet attentif d'études théoriques, voire empiriques basées sur des données statistiques en amont pour aboutir au choix d'une communication stratégique efficiente comme présentées ici.

Mais au-delà, faut-il passer sous silence les causes endogènes de ce fait social ? En effet, n'est-ce pas à travers des études socio-anthropologiques ? Comme celle de Dieudonné (2002) intitulée : « migrations circulaires et enjeux identitaire en Afrique de l'ouest » qui, d'ailleurs soulève des thématiques liées aux causes endogènes comme la menace intergroupe les représentations, les stéréotypes... qu'il faut réellement étudier dans la question de l'immigration ? Marina Schramm, chef de mission de l'OIM en conclut – sans minimiser le rôle des médias-que « ce qui pousse un citoyen à l'aventure ce sont : la quête d'un mieux-être et l'image idyllique qu'il se fait de l'Europe. » Fratmat.info (2018). Aussi, « 75% des migrants sont des hommes et 25% des femmes. La Corruption, le manque d'emploi, la religion, l'influence sociale et familiale, les images idylliques diffusées à travers les médias (télévision, cinéma, réseaux sociaux...) sont autant de raisons qu'il ne faut oubliées. Comme corroborer par Tiziana du projet Fah-So-Kafissa : « L'autre cause, c'est la religion. Ici, les garçons doivent aider la famille. On essaie donc de convaincre les mères de ne pas encourager leurs enfants à partir ». Au surplus, le présent article nous permet de faire un clin d'œil aux politiques promptes à surfer sur les peurs et les anxiétés des populations captives des médias (RFI, TV5, France 24) de nous inscrire dans ce colloque et représente notre part à l'inter culturalité.

Conclusion

Cette étude rend compte par la triangulation des écrits et des recherches scientifiques forts pertinentes sur la thématique « médias et migration ». Pour faire pragmatique, elle propose une stratégie de communication en vue de changer le comportement des candidats à l'immigration. Au-delà de l'aspect médiation- des réseaux mis en place pour ce trafic éhonté, elle met l'accent sur les causes socio-anthropologiques : la religion, le chômage, les représentations, les menaces intergroupes qui sont pour une large part incriminés. Les médias sont

effectivement des vecteurs incitateurs à l'immigration. Paradoxalement, par les médias, il est aussi possible de sédentariser toute cette masse de jeunes qui en désespoir de cause, se livrent à ce drame. L'enjeu de cette thématique n'est plus à démontrer. Elle est liée fondamentalement à la condition humaine. Le présent colloque est le lieu de creuser un peu plus dans le réservoir des connaissances scientifiques afin de maîtriser ce fait social, qui somme toute n'est pas nouveau.

Bibliographie

Alec, G. et Tristan, M. (2012). Médias et migrations dans le bassin méditerranéen : L'internationalisation des savoirs ?. *Questions de communication*, 21, 145-156.

AIP (2018). *La Côte d'Ivoire s'approprie d'instruments solides de lutte contre l'immigration Irrégulière*. Consulté sur <https://news.abidjan.net/h/646111.html>, le 16 novembre 2018.

AIP (2018). *Les migrants ne sont pas un fardeau pour les économies européennes* (Étude CNRS Clermont-Auvergne et Paris-Nanterre), consulté sur <https://news.abidjan.net/h/639935.html>, le 2 décembre 2018.

Atteméné, J. (2017). *Daloa : Lutte contre l'immigration clandestine, un réseau ouest africain sensibilise les communautés en langues locales*, consulté sur <http://news.abidjan.net/p/450684.html>, le 7 décembre 2018.

Atteméné, Job. (2018). *Rencontre de Paris sur la migration irrégulière : l'expérience de la Côte d'Ivoire en matière de communication et de sensibilisation partagée*. Consulté sur <https://news.abidjan.net/h.647168.html>, le 15 novembre 2018.

Navarre, M. (2018). *L'immigration au prisme des médias*. Paris : Presses universitaires de Rennes.

Bonnafous, S. (1999). La médiatisation de la question immigrée : état des recherches. *Revue de littérature immigration Études de communication*, n° 22, 59-72.

Bourdon, J. (1993). Les étrangers au prime time ou la télévision est-elle xénophobe ?. *Télévisions d'Europe et immigration*, La Documentation française, pp. 31-42.

Cheikna, D. (2018). *Migration irrégulière : Le centre d'accueil des migrants sensibilise les populations de Williamsville*, consulté sur <https://news.abidjan.net/h/635535.html>, le 2 décembre 2018.

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Christelle, M. (2018). *Sud/nord ou sud/sud, les enjeux de l'immigration au XXIème siècle*, consulté sur <https://information.tv5monde.com/info>, le 5 décembre 2018.

Connectionivoirienne.net. (2018). Côte d'Ivoire : la jeunesse perdue de Daloa, ville de départ de l'émigration clandestine, consulté sur <https://www.connectionivoirienne.net/137825>, le 6 décembre 2018.

Hugues, K. (2018). Les réseaux sociaux au service du développement, un potentiel sous exploité .en Afrique francophone. *Revue Ivoirienne des Sciences du Langage et de la Communication*.

Koaci.com, (2018). *Cameroun : sur le chemin de l'Europe, une émigrante raconte sa mésaventure*, consulté sur <http://koaci.com/m/cameroun-webdoc-chemin-leurope-emigrante-raconte-mesaventure-1ere-partie-121525-i.html>, le 5 janvier 2019.

Koners, U., Goffin, K. (2007). Learning from postproject reviews : A cross-case analysis. *Journal of Product Innovation Management*, vol. 24, p. 242-258.

OIM-UE, (2009). *Rapport sur la Migration en Côte d'Ivoire* : profil national.

Paula de Souza P. (2014). La question de l'immigration comme enjeu de communication publique et politique Dans [2015/1 \(n° 16/1\)](#), pages 73 à 87.

Ridjanovic A, C. (2007). *Le rôle des médias dans l'adaptation des réfugiés dans leur pays d'accueil : Le cas des réfugiés bosniaques dans la Ville de Québec*, Université Laval, thèse de doctorat, consulté le 25 février 2019 sur http://www.recherche-qualitative.qc.ca/documents/files/revue/hors_serie/hors_serie_v4/ridjanovic.pdf

Saad-D et Ben, F. (2017). L'immigration clandestine au regard des médias français : reflet d'un nouvel ordre identitaire. *Revue de recherches francophones en sciences de l'information et de la communication*, consulté sur www.refsicom.org/320 le 24 février 2019.

Solé, R. (1988). Le journalisme et l'immigration (Entretien avec Jacqueline Costa-Lascoux). *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 4, n° 1 et 2. 157-166.

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

AXE 2.

MÉDIAS, MIGRATION ET INTERCULTURALITÉ

Des mots et des interrogations pour la compréhension des problèmes dans la relation entre l'immigré africain et son hôte occidental.

Words and questions for understanding the problems in the relationship between the African immigrant and his Western host.

Raoul Germain BLE

Université Félix Houphouët-Boigny, Cote d'Ivoire

Introduction

L'émigration et l'immigration font l'objet de débats intenses dans les quartiers, en famille, sur les lieux de travail, etc. Tout le monde en parle. Tous les jeunes au sud du Sahara connaissent ce phénomène. À écouter les conversations et à lire les journaux, on ne peut en effet qu'être convaincu de la réalité de ce problème. Par-delà la dénonciation de la pauvreté et de la mauvaise gouvernance des dirigeants africains, il nous semble que les notions d'émigration et d'immigration renvoient à de nombreuses informations sur des cultures qui se rencontrent.

Nous abordons ce sujet selon l'hypothèse que l'émigration et l'immigration remplissent des fonctions de communication au sens de Roman Jakobson. Elles parlent aussi bien de l'individu que de la société et, ainsi donc, elles sont justiciables d'une analyse interdisciplinaire qui utilise de façon transculturelle les différentes catégories de problèmes dans les relations entre les Occidentaux et les Africains. Il s'agit essentiellement de notre point de vue qui, par tâtonnements divers, cherche à comprendre un pan de cette vaste problématique.

Ce titre peut paraître déroutant, pour les puristes de la langue française, parce que nous utilisons « problèmes » au pluriel pour éviter de donner le sentiment d'en savoir trop sur le sujet. Dans ce jeu d'acteurs où des personnes de tous les « ailleurs » se rencontrent, on ne peut que formuler un certain nombre d'interrogations pour tenter de comprendre les enjeux liés à cette problématique. Nous avons également utilisé dans le titre « relation » au singulier, parce que nous la voyons dans une perspective globalisante, assumant tous les cas particuliers : des motivations individuelles qui poussent à immigrer, les situations concrètes dans la transformation sociale de l'immigré, sa cohabitation avec son accueillant, de même que les tensions et les succès qui en résultent. Il y a là un mouvement de rencontres ou « d'agressions réciproques » dans la relation qui, en elle-même, est un système où tout se tient. On comprend alors que les cultures africaine et occidentale dans une dynamique de « couple » sont des totalités qui se regardent, se jaugent pour s'apprécier ou se méfier. Ces rapports sont inévitables et suscitent des questions : qu'est-ce qui motive les Africains à quitter leurs pays en faveur de l'Occident ? Comment sont-ils perçus chez l'accueillant occidental ? Comment la rencontre des cultures est-elle gérée entre eux ?

Notre réflexion s'inscrit dans une interdisciplinarité aux relents des sciences politiques, de la géographie, de la communication, d'économie et de la socio-anthropologie. C'est donc une vaste problématique que nous engageons d'un point de vue théorique. D'aucuns s'étonneront, peut-être, de l'avoir abordée de cette manière. Ils doivent l'accepter ainsi car la recherche est un « carrefour » où chacun choisit d'explorer une direction spécifique.

I-Entre notions, concepts et « tatonnement » théorique

Dans le milieu universitaire, les mots clés et les concepts jouent un rôle déterminant dans la mesure où ils permettent de structurer le réel. Gaston Bachelard (1971), à propos de la conceptualisation, dira : « la science réalise ses objets ». L'extension de la connaissance est déterminée, entre autres, par le choix des concepts. Pourtant, pour certains, chaque concept ne devrait être utilisé essentiellement que dans le cadre d'une discipline spécifique car seule une spécialisation de haut niveau peut permettre un élargissement et un approfondissement de la connaissance scientifique. A l'opposé, pour d'autres, se dessine une tendance favorable à la fois à la multidisciplinarité et à l'interdisciplinarité. C'est le cas, par exemple, de l'« éthique » qui, au départ, était une discipline philosophique portant sur les jugements de valeur mais de nos jours, elle est utilisée également en médecine, en journalisme, en commerce, en politique, etc.

Dans le cadre de ce travail, nous convoquons le terme d'« Occident » que nous trouvons flou. Certaines personnes le désignent comme étant un ensemble de pays dépassant de loin les frontières européennes. C'est donc un concept géopolitique qui se fonde sur l'idée d'une civilisation commune héritière de la civilisation gréco-romaine. Quant à l'« Europe », elle renvoie à un continent de 10 180 000 km² pour 742 520 000 habitants. La communication ayant fait l'objet d'une multitude de définitions, volontairement, nous limitons sa compréhension à un « échange » entre, au moins, deux personnes.

Pour la culture, il faut noter qu'elle connaît, de nos jours, un profond bouleversement qui perturbe même les anthropologues les plus éclairés. Les changements sont tellement importants que la fonction sociale originelle de la culture s'est déplacée. Parmi les mutations constatées, il n'en est pas de plus important que celle concernant le changement d'attitude à l'endroit de la culture qui, d'une approche passive, est devenue active car elle est aujourd'hui au centre de tous les enjeux. Pratiquement, chaque pays fait la promotion de sa culture. Cependant, il faut reconnaître qu'il s'agit d'une notion extrêmement complexe, c'est-à-dire difficilement discernable. Elle a des qualités fondamentales qui proviennent de ce qu'elle est à la fois positive et normative : elle décrit ce qui a été dans le passé, ce qui est dans le présent. La culture en tant que moyen de régulation sociale, sera toujours utile à la société. C'est d'ailleurs aujourd'hui dans ce sens qu'on peut désigner par « culture » l'ensemble des valeurs, des institutions et des modes de comportements qui se transmettent collectivement à l'intérieur d'une société, ainsi que les biens matériels produits par l'homme. Dans l'agenda des médias africains et internationaux, deux phénomènes captent, avec beaucoup d'émotions et de questions, l'attention des personnes qui s'en intéressent. Il s'agit de l'émigration et de l'immigration, deux termes naturellement liés car on ne peut expliquer le second sans comprendre le premier.

Par émigration, il faut entendre l'action de quitter son pays, sa région pour diverses raisons qui peuvent être d'ordre économique, politique, religieux, familial, personnel etc. Quand cet étranger réussit à s'installer dans un autre pays, il est appelé immigré. Peut-on parler d'immigration sans faire cas de l'interculturalité et de l'acculturation ?

Dans cette mondialisation qui fait de plus en plus disparaître les frontières, la différence entre cultures est un facteur d'enrichissement aussi bien personnel que collectif. Pour les sociologues, l'«acculturation» désigne des phénomènes qui résultent du contact continu et direct des groupes d'individus issus des cultures différentes ainsi que les changements parvenus dans les cultures originelles de l'un ou l'autre groupe. C'est donc un processus par lequel un groupe ou une personne assimile la culture d'autrui. Peut-on parler de rencontre de cultures sans évoquer l'interculturalité?

Dans notre entendement, il s'agit d'un ensemble de relations et d'interactions entre des cultures différentes nées de leurs rencontres ou de leurs confrontations. Selon le dictionnaire virtuel Toupi (2018), « impliquant des échanges réciproques, l'interculturalité est fondée sur le dialogue, le respect mutuel et le souci de préserver l'identité de chacun ». Dans ce sens, la problématique interculturelle prend de l'importance dans le domaine des sciences de la communication puisqu'il s'agit d'échanges de significations entre des êtres humains de cultures différentes. D'un point de vue théorique, le positionnement de cet article s'enracine dans la communication interculturelle qui est l'étude des relations interpersonnelles entre des individus de cultures différentes. Ici, nous statuons sur l'exemple de deux acteurs (l'immigré et son accueillant) qui déroulent une mise en scène se fondant sur une culture dominante, celle de l'hôte et une culture silencieuse, celle de l'immigré. L'accueillant étant sur son territoire habituel, n'hésite pas à s'exprimer librement alors que l'arrivant, quelque peu impressionné, se posture dans un comportement presque « silencieux ».

Nous sommes sans détours dans la théorie « coculturelle » qui envisage l'adaptation de la communication des émigrés dans une situation d'échange avec leurs hôtes. Selon cette théorie empruntée à la communication interculturelle, il est naturellement en situation de « faiblesse » puisqu'il émane d'une population ou d'un groupe minoritaire dans une société d'accueil plus large. Il faut noter que l'immigré s'inscrit dans une posture d'intégration et d'assimilation des caractéristiques culturelles du pays hôte. Il y a là une inégalité frappante entre la culture dominante, régulatrice, du pays d'accueil et la sienne. Ici, le raisonnement est construit à partir d'un rapport sur le mode dominant et dominé. On note aussi des conséquences à la fois heureuses et négatives parce qu'en étant « silencieux », l'émigré peut facilement réussir son intégration mais il est pris immédiatement en charge par l'acculturation.

II- comprendre les flux migratoires

Au lendemain des « indépendances », d'immenses possibilités s'offrent aux Africains de transformer leurs conditions de vie et de se libérer de l'angoisse du lendemain. Nous sommes loin du compte car les dirigeants des anciennes puissances tutélaires, en complicité avec un grand nombre de gouvernants locaux, pour le compte du grand capital, plongent le continent africain dans des crises qui affectent tous les secteurs. Les richesses des pays sont mutilés, altérées et détournées au profit de quelques grandes sociétés privées occidentales alors que pour des dizaines de millions d'hommes et de femmes en Afrique, la vie quotidienne est de plus en plus difficile. Dans ce contexte, la jeunesse laissée pour compte rêve d'un « ailleurs » offrant de meilleures conditions de vie. L'immigration devient alors une réponse toute trouvée avec des motivations et des destinations diverses :

- Les frontières héritées de la colonisation et les différences de niveau de vie d'un pays à l'autre

Au début du XX^e siècle, les $\frac{3}{4}$ des frontières africaines sont délimitées au gré des puissances tutélaires coloniales qui ont complètement et complaisamment ignoré les réalités ethniques, linguistiques et religieuses locales. Ces frontières créées, par méconnaissance, ont séparé certains membres d'une même famille ou d'une même ethnie partageant toujours les mêmes références culturelles. Dans ce contexte, des individus traversent facilement les frontières nationales pour rejoindre le même groupe dans l'autre pays, pour des emplois saisonniers ou pluriannuels. Souvent, ce type de déplacement qui, dans bien de cas, se transforme en migration d'établissement, du fait des facteurs identitaires et religieux, est courant. Par exemple, ce phénomène est observable en Côte d'Ivoire dont les habitants du nord partagent les mêmes traditions que certains voisins du Burkina Faso et du Mali alors que dans l'Est du pays, des Ghanéens et des Ivoiriens se fondent sur le même socle culturel. Cette réalité facilite une intégration de part et d'autre de la frontière. On comprend que les choix tiennent compte naturellement des proximités géographiques, ethniques, culturelles si bien que nous sommes à l'aise pour avancer que les mobilités ne doivent rien au hasard dans leurs destinations. L'augmentation de la population en Afrique dans des pays majoritairement ruraux se traduit par le phénomène de l'exode (rural lorsque dans les villages, les paysans ne trouvent plus rien à s'employer). En plus, dans la sous-région, la Côte d'Ivoire affiche le salaire minimum mensuel le plus élevé. Le montant est de 65 000 francs cfa (100 euros) en 2017 contre 36 000 francs cfa (55,4 euros) au Mali et au Burkina Faso. C'est ce qui explique la présence de nombreux ressortissants sénégalais, guinéens, maliens, libériens, ghanéens, togolais, béninois, nigériens, nigériens, mauritaniens, etc. qui opèrent dans tous les secteurs de la vie économique. Ainsi la situation géographique généreuse de la Côte d'Ivoire en fait à la fois un pays d'émigration (départ) et d'immigration (pays d'accueil).

— La migration clandestine

Aujourd'hui, la planète compte 350 millions de migrants dont 40 millions en posture de clandestins. En ce qui concerne le continent africain, il convient de compter 21 millions d'africains migrants internationaux qui partent en Occident pour tenter une aventure économique.

En 1960, pendant l'euphorie des indépendances, les nouveaux chefs d'Etats africains prétendaient vouloir construire un continent moderne et le mettre à l'heure du progrès. Chaque dirigeant promettait le meilleur avenir à son peuple. Aujourd'hui, 59 ans après, les résultats sont là : aucun des problèmes nationaux dans la vie économique, sociale et morale des pays n'a trouvé de solutions. Les économies africaines souffrent de distorsions graves, de gaspillages énormes et, dans certains secteurs, d'un véritable retard industriel. D'immenses potentialités humaines sont laissées en friche tandis que les dirigeants s'en remplissent les poches.

Le chômage s'amplifie, frappant particulièrement les jeunes. Il y a quelque chose de pourri dans ces régimes africains complètement irresponsables qui sacrifient particulièrement les jeunes dont un grand nombre se laisse démoraliser par l'absurdité de la vie qui leur est faite. Ce sont les causes qui les motivent à émigrer. Malheureusement, ces migrations de fortune sont souvent meurtrières car les données chiffrées de l'Organisation Internationale pour les Migrants (OIM : 2016) font état de 7495 victimes dont 40% de décès enregistrés. Les jeunes se lancent dans des aventures périlleuses par désespoir.

— La destination Europe

Les candidats à l'émigration dont les $\frac{3}{4}$, sont analphabètes avec peu de qualification professionnelle, préfèrent l'Europe via le désert pour transiter dans un pays du Maghreb avant de tenter un départ vers l'Italie, l'Espagne, la France, etc... il y a véritablement un rêve européen qui mérite d'être expliqué. Les motivations des Africains candidats à l'émigration sont complexes car pour quitter sa famille et ses amis, il faut véritablement être animé d'une double contrainte dont la première est celle de la répulsion et la seconde est celle de l'attraction. Il est tout à fait compréhensible que des individus décident de leur gré de quitter leurs pays d'origine en faveur d'autres plus lointains, qui les attirent. Cris Beauchemin et David Lessault (2014) « les migrations africaines d'origine subsaharienne occupent aujourd'hui une place dominante dans les discours politiques et médiatiques portant sur l'immigration. En 2005, les images des migrants prenant d'assaut la « forteresse Europe » (l'expression désigne l'Europe de Schengen) en tentant de traverser les barrières qui séparent le Maroc et les deux enclaves espagnoles de Centre et Malilla ont frappé les esprits ». Ce comportement irrationnel des migrants africains, pour la plupart des jeunes, suscite une question préalable : quel est le sens de ce rêve si exagéré de l'Occident ?

La question mérite d'être posée tant les jeunes Africains sont prêts à mourir dans des barques de fortune. On ne peut le comprendre que si l'on tient compte des difficultés matérielles, des salaires de misère, du poids des traditions conformistes divers, de la mauvaise gouvernance qui les accablent dans leur quotidien social dans leurs pays d'origine. Ce rêve est l'expression d'un ordre matériel et la possibilité de le réaliser. C'est aussi le résultat d'une longue fascination indiscutable qui prend ses sources dans la période coloniale. En revisitant l'histoire de la colonisation, on voit que l'homme « blanc » a toujours été le « maître », celui qui a toujours raison, celui qui a l'argent, les jolies femmes, les belles voitures etc. L'homme « blanc » est toujours le patron ! Il ne s'agit pas d'un slogan, mais d'une réalité subie par de nombreux africains d'une époque et transmise consciemment ou inconsciemment aux jeunes générations. C'est donc conditionné que l'homme « noir » cherche à découvrir ce monde pourvoyeur de chefs et de richesses. Pour les africains engagés dans l'émigration, l'Occident est l'anti-Afrique. C'est un monde d'opulence, de liberté et de bonheur individuel. Cette exagération, jusqu'à risquer la vie, a des effets psychologiques ambivalents car, sans démoder, l'Occident représente pour eux un monde idéal encore irréalisable en Afrique noire qui souffre de maladies diverses, de pauvreté, d'absence de projets dues à l'incompétence et à l'irresponsabilité de ses dirigeants. Le rêve confirme ces naufrages meurtriers dans des embarcations vétustes et surchargées. A défaut de projet au bénéfice des jeunes, leur rêve s'entretient par la construction et l'organisation de voyages mêmes risqués. Emigrer devient alors leur plan emblématique final.

— La destination Amérique du nord

Le rêve est essentiellement porté sur le Canada et les Usa. Ici, les $\frac{3}{4}$ des candidats à l'émigration ont des diplômes supérieurs ou des qualifications professionnelles. La deuxième caractéristique de cette vague est l'absence de danger. Par exemple, au Canada, la politique d'immigration constitue l'aspect le plus clairement défini de la politique gouvernementale en matière de population. Pour accéder au territoire canadien, les émigrants ont déjà, depuis leurs pays d'origine, satisfait aux conditions de départ par l'entremise de leurs services diplomatiques. Selon Laurent Ribadeau Dumas (2017) de Geopolis, « pour la première fois dans l'histoire, l'Afrique a dépassé l'Europe et représente désormais la deuxième source de l'immigration au Canada, après l'Asie et le Moyen-Orient ». La loterie qui encourage les possibilités de voyager au Canada (la carte Access Canada) et aux Usa (green card) renforce ce rêve d'Amérique.

On ne peut parler de ces destinations sans évoquer le cas des étudiants africains. De plus en plus, la tendance est inversée en défaveur de la France car les choix des étudiants francophones d'Afrique noire indiquent d'abord les Usa, ensuite le Canada, l'Inde, la France, etc. Il faut noter que chaque année, le nombre des candidats à l'émigration académique est considérable mais celui de ceux qui

partent l'est nettement beaucoup moins, tant la procédure d'obtention du visa est lente et difficile. A cela s'ajoute le coût du voyage qui est onéreux. Cependant, il faut noter que l'élite envoie leurs enfants en Occident pour y étudier. Le phénomène a tendance à se renforcer car les nouveaux riches sont également dans cette mode d'inscrire leurs enfants dans les écoles occidentales. Même, de plus en plus, pour certains, la scolarisation de leur progéniture, commence dans des écoles secondaires à cause de la difficulté de finir normalement et paisiblement une année académique du fait des grèves des enseignants et/ou des revendications salariales des fonctionnaires qui peuvent paralyser tout le système pendant plusieurs jours, voire des mois si les ministres de tutelle n'apportent de solutions satisfaisantes. Ce détail est qualitativement significatif pour justifier les motivations de certains parents nantis.

A la fin des études, certains ne reviennent pas travailler dans leurs pays d'origine, ayant trouvé une place, un emploi épanouissant accompagné d'un salaire valorisant. Des médias ont tenté de dénoncer cette situation qui prive l'Afrique de (ses) cadres pertinents dont elle aurait utilement besoin. Avec une diaspora dont les membres aux quatre coins du monde se comportent en dignes « ambassadeurs » des causes et du devenir du continent africain, les mêmes médias parlent aujourd'hui, de moins en moins, de brain drain (fuite des cerveaux) du fait de leurs investissements considérables dans leurs pays d'origine.

D'un point de vue de la communication, cette diaspora constitue finalement un réseau d'interconnexions locales susceptibles de rendre possible les échanges culturels et économiques entre leurs pays et ceux d'accueil. Dans le même sens, les connexions multidirectionnelles du maillage africain ont associé mouvements migratoires et échange culturel entre de grandes régions par l'intermédiaire de personnes qui fondent désormais une « communauté interculturelle ». Certains experts en matière de relations diasporiques avancent que les migrants bien intégrés à l'étranger participent activement au développement de leurs pays d'origine grâce à leur potentiel économique et à leurs parfaites connaissances des deux cultures.

III- L'immigré, un acteur «communicant»

Si l'intégration de tout individu est profondément enfouie dans la culture et la communication, le système de valeurs ne l'est pas moins car selon Mircea Mahtza (1976 :102) « la culture est le creuset d'où surgissent les valeurs où se dessinent les préférences où s'établit leur hiérarchie ». Comme ensemble d'idée et de valeurs, la culture est un moyen permanent permettant à tout individu de pouvoir maintenir un équilibre dans ses rapports aux autres. D'où l'intérêt de la communication qui lui permettra de voir et de comprendre les nombreuses difficultés posées par sa nouvelle condition de vie et également les possibilités d'intégration qu'elle offre. C'est grâce à la communication que l'accueillant et l'accueilli peuvent, dans une posture anthropologique, se « supporter » mutuellement et évaluer leurs excès et

leurs déséquilibres, leurs forces et leurs faiblesses. Dans le cadre de cet article, nous allons prendre l'exemple de l'immigré africain en France pour illustrer nos propos.

Pour être accepté dans son nouveau pays d'accueil, il est capable de tous les sacrifices, de passer par-dessus bien de difficultés et de frustrations. Doué de raison, en mesure d'élaborer des comportements habiles, pour s'adapter aux réalités qui s'imposent à lui, il devient un stratège de la communication. Il ne subit pas l'acculturation qui devient même volontairement pour lui un moyen justifié pour se construire au contact de la population hôte. Il s'installe vaincu (pour convaincre) dans ce processus où les cultures rentrent en rapport de force en faveur de la culture locale.

L'immigré, pour se faire accepter, peut délibérément et momentanément mettre en veilleuse sa propre culture dans le sens trivial de « faire l'âne pour avoir le foin ». Albert Doutréoux (1974) a défini les interdits comme étant des « dispositions par lesquelles une collectivité s'interdit ou feint de s'interdire, de penser, dire ou faire certaines choses pour constituer son ordre et sa culture propre ». L'immigré s'inscrit dans une dynamique de s'adapter au mode de vie de sa nouvelle société. Il est de ce fait un être en constante construction qui se met en mouvement, participe avec les règles et les normes locales à la cohésion de la cité d'accueil. Il doit apprendre progressivement des règles élémentaires de la vie de sa nouvelle communauté pour pouvoir vivre en bon voisinage, pour initier des démarches auprès des autorités administratives ou encore pour la conquête de la parole et du droit à l'expression. Il s'agit aussi et surtout pour lui d'une quête de la confiance en soi pour faire face aux enjeux de la nouvelle vie. Tout ce qui précède met en évidence ce processus de formation et de transformation qu'il subit. Dans l'autre camp, le temps n'est pas toujours au calme parce qu'il est transgressé symboliquement par la présence de nouvelles populations pour lesquelles, on se demande si elles pourraient respecter les règles du jeu déjà établies depuis des siècles.

L'expérience de ce qu'on appelle « l'intégration » enseigne que la difficulté n'est pas d'accepter les personnes venues d'ailleurs mais de les insérer dans la réalité locale et nationale, c'est-à-dire de mettre en place les conditions pour que les concernés considèrent les nouveaux espaces comme étant désormais les leurs et pour lesquels, ils doivent également engager leur responsabilité. L'appropriation symbolique et pratique de la culture d'accueil est le lieu névralgique de l'immigration. Si la question de l'immigration relève ainsi du registre du rapport identitaire d'appartenance, force est alors de reconnaître que les ingrédients de cette intégration exige que l'on accorde une plus grande part au socioculturel et à la communication, ne serait-ce qu'ils supposent que rien désormais ne peut être fait pour les étrangers sans leur implication, sous peine de rester à jamais comme un corps étranger dans l'organisme social.

Appréhender la culture de l'accueillant et prendre ses repères constituent parmi tant d'autres les principaux défis pour tout immigré. Selon le Rapport de l'Exportation (2011), « 83% des expatriés estiment que comprendre la culture du pays est le principal facteur d'une mobilité réussie ».

Dans le cadre de ce travail, nous avons rencontré des immigrés ivoiriens, sénégalais, maliens, marocains, algériens, tunisiens et centrafricains, etc dans la ville de Marseille, dans le sud de la France. Il faut rappeler qu'elle est la doyenne des villes françaises et la deuxième, en importance, après Paris. Nous la connaissons très bien pour y avoir fait nos études secondaires. C'est une belle ville à l'accent chantant où le soleil est généreux. Loin du bruit et de l'agitation qui caractérisent Paris, la capitale française, les africains y ont trouvé la chaleur du grand sud.

Dans cette ville qui fait de la bonne humeur son art de vivre quelques immigrés africains au fil des temps, ont réussi leur intégration par l'obtention d'un travail stable, un appartement dans les habitations à loyers modérés (HLM) et des enfants scolarisés ou en apprentissage d'un métier. En termes d'illustration et d'explication de ce qui précède, nous livrons quelques éléments de notre observation participante :

- Les couples s'expriment et écrivent en français.
- Ils connaissent assez bien les différents quartiers de la ville d'accueil, ce qui leur offre des avantages essentiels : d'abord contrôler les lieux de fréquentation de leurs enfants, ensuite repérer les magasins qui pratiquent des prix accessibles pour les produits de consommation, puis pouvoir rendre visite à des amis ou à des collègues. Enfin disposer de manière plus large d'une capacité de mobilité ;
- En dehors de leur appartement, ils déroulent le mode français de vie car pour s'imprégner d'une culture, il faut la vivre et l'expérimenter en se libérant d'éventuels préjugés.
- Ils fréquentent des amis aussi bien africains que d'autres cultures car dans ce genre d'aventure, il est important de construire une vie sociale. Un immigré apprendra toujours des personnes ou des familles qu'il fréquente. Par exemple, avec d'autres immigrés plus anciens, il peut s'enrichir de leur vécu et de leurs expériences et surtout, humainement, éviter d'être isolé.
- Ils ont gardé des liens avec leurs pays d'origine. L'immigration modifie certainement le regard que l'on peut porter sur le pays qu'on a quitté mais s'installer dans un autre « ailleurs », fut-il en Occident, n'est pas synonyme d'abandon de ses origines. Le défi intelligent et généreux se trouve dans la construction d'une double culture. D'où l'intérêt de maintenir des liens avec les personnes restées en terre natale.
- Après le travail (pour les parents) et l'école (pour les enfants), ils se retrouvent dans leur intimité familiale, lieu de reproduction de toutes pratiques sociales.

Il faut noter que la présence des objets venus d'Afrique et ceux achetés sur place inscrit les immigrés dans un métissage culturel. Ce qui est intéressant, d'un point de vue anthropologique, c'est d'envisager tout objet comme une relation car isolé de son contexte socio-historique, il (l'objet) n'existe pas ou alors il demeure en tant que simple texture matérielle vide de tout message proprement social. Nous envisageons les objets que nous avons découverts chez certains Africains de Marseille comme moyens de communication, comme outils de (re) production (quelle qu'en soit la propriété), comme pilier matériel d'un individu mais également comme socle immatériel puisqu'il est à la fois cause, prétexte, conséquence des relations affectives, preuves d'échange symbolique et d'attachement à une culture. L'objet n'est qu'un trait substantifié prenant son sens dans ce qu'il relie ou ce qu'il rompt. Pour eux, les objets africains étalés dans leurs lieux d'habitation sont les marqueurs de leurs origines et de leur attachement à leurs cultures propres sans forcément une manifestation quelconque de résistance à la culture locale car ces objets ont aussi une dimension esthétique susceptible de donner sens à leur personnalité propre. Ces moments de vie comptent, pour une part essentielle, dans les relations sociales car les rituels culturels revêtent une symbolique et une fonction pratique dans le maintien d'une identité de famille. Pour les enfants et les petits enfants, il leur est ainsi donné d'apprendre les règles et les comportements admis dans la société d'origine de leurs parents.

Dans cette communication, les parents sont toujours en situation d'« émetteurs-récepteurs » et les enfants en position de « récepteurs-émetteurs » car en Afrique noire, l'enfant ne doit pas prendre spontanément la parole avant les personnes âgées. Cette tradition rend quelquefois difficile la vie de ces enfants d'immigrés car il arrive qu'ils subissent des contradictions de la part de leurs parents. Ce qui précède s'observe dans les situations où les parents « exhibent » leur autorité. Par exemple, ils peuvent dire à l'enfant : « fais un effort de te comporter comme les autres car tu n'es plus en Afrique » et d'autres fois : « c'est quoi ces comportements de petit blanc ! Tu oublies que chez nous en Afrique, un enfant ne se comporte pas de la sorte... ». Avec ces discours contradictoires, l'enfant peut ainsi se trouver dans une situation de « double bind », c'est-à-dire de « double lien ». Gregory Bateson, de l'École de Palo Alto, qui a forgé cette notion, la résumait ainsi : « vous êtes damné si vous le faites et vous êtes damné si vous ne le faites pas ». Il s'agit là de ce qu'il qualifie de la double contrainte négative. Ces injonctions obligent à choisir entre deux ordres indépendants qui, de toutes les façons, auront tous les deux des conséquences négatives quel que soit le choix que l'on fait. Ce qui est paradoxal, c'est que dans une situation d'autorité parentale, l'enfant n'a pas le choix de « ne pas choisir » et ce qui peut transformer la double contrainte en une relation perturbatrice pour lui.

D'une manière générale, entre les immigrés et les peuples qui les accueillent, si les rencontres culturelles sont enrichissantes pour toutes les parties, elles peuvent également être porteuses de tensions. Il est possible de se sentir menacé par des pratiques culturelles et des réalités sociales en violents désaccords avec les nôtres.

Il s'agit surtout de celles qui impliquent des manières différentes de penser, de parler, de se comporter, de communiquer, de prier, etc. Elles peuvent être anxiogènes si elles ne sont pas correctement comprises.

Conclusion

Il est, de nos jours, connu que seule la rencontre des cultures est susceptible de donner sens à l'histoire des êtres humains. C'est dans cet esprit que Claude Lévi-Strauss (1961 :71) dit que « la civilisation implique la coexistence de cultures offrant entre elles, le maximum de diversités et consiste même dans cette diversité ». Dans le même ordre d'idée, Roger Bastide (1972 :23) affirme : « la chance de l'Europe n'a été ni le climat tempéré, ni l'existence d'une prétendue race aryenne mais d'avoir été le cul de sac du vieux monde où les ethnies les plus diverses venues des coins les plus différents se sont sur un tout petit espace rencontrés, heurtés, pour finalement se marier ». Et il n'est pas aujourd'hui au monde, un pays capable de fermer ses frontières pour vivre isolé. Il n'est dans ce sens, aucun homme politique qui, au niveau des principes, n'adhérerait aux propos de l'ethnologue Roger Bastide qui ajoute que : « c'est l'acculturation qui transforme les sociétés fermées en sociétés ouvertes car la rencontre des civilisations, leur métissage, leur interpénétration sont des facteurs de progrès et la maladie, quand maladie il y a n'est que l'envers de la dynamique sociale ou culturelle ». A l'heure de la mondialisation où l'être humain connaît une forte mobilité et un flux très important de déplacements soit pour chercher un emploi, de meilleures conditions sociales de vie ou même tout simplement découvrir de nouveaux horizons, la communication interculturelle vient éclairer les enjeux liés à l'émigration et à la rencontre des cultures.

Bibliographie

Barthelemy, F. (2016). *Quarante ans d'interculturel en France*. Paris : l'Harmattan.

Camilleri, C. C. ; Emérique, M. (1989). *Chocs des cultures : concepts et enjeux pratiques*. Paris : l'Harmattan.

De Backer, B. (2015). Cultures : un enjeu contemporain in la revue « Débat », Août. Paris, Gallimard.

Derrivin Fred, Gajardo, Anahi, Lavanchy Anne (2011). *Anthropologie de l'interculturalité*, l'Harmattan, Paris.

Dumont P. (2001). *L'Interculturalité dans l'espace francophone*. Paris : l'harmattan.

Heran, F. (2017). *Avec l'immigration : mesurer, débattre, agir*. Paris : La Découverte.

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Imbolo, M. (2016). *Voici les rêveurs*. Paris : Editions Belfond.

Rodier, C. (2016). *Migrants réfugiés : réponses aux indécis, aux inquiets et aux réticents*. Paris : La Découverte.

Sayad A. (2006). *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité : les enfants illégitimes*. Paris : Editions Raison d'Agir.

Sayad A. (1999). *La double absence : des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*. Paris : Points Seuil.

Toumany M. (2009). *L'immigration clandestine : mythes, mystères et réalités*, Paris : l'Harmattan.

Traitement médiatique du trafic transfrontalier et exploitation des enfants au regard de la Convention des Droits des Enfants (CDE).

Media coverage of children abuse and cross-border traffic regarding the Convention on Rights of the Child (CRC)

Okon Marguerite KOFFI-DJAH,

Mahier Jules Michel BAH

Dago Rene DJAH

Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

Résumé

Cette étude analyse les grands principes de la Convention des Nations Unies sur les Droits des Enfants (CDE) et leurs effets sur les activités des médias relativement au trafic transfrontalier et exploitation des enfants. Les normes déontologiques de la CDE mettent en avant la nécessité de préserver le droit à l'identité, le droit au nom et le droit à la vie privée. Dans le traitement médiatique, des violations sont manifestes. Ce sont l'atteinte à la personnalité de l'enfant et le non-respect de l'anonymat de l'enfant. Ces réalités impliquent la responsabilité des journalistes envers les enfants victimes dudit phénomène sur l'approche médiatique de la prévention et les stratégies de sensibilisation. En Afrique de l'Ouest, les médias publient souvent des histoires sensationnelles, exceptionnelles, privilégiant l'aspect 'esclavagiste'. L'absence d'informations concrètes et précises sur la traite d'enfants fait obstacle à une approche médiatique plus approfondie qui tienne compte des causes et de la complexité du phénomène. Les mouvements migratoires ajoutent encore à la vulnérabilité des enfants, leur manque de repère. Cela ne va pas sans la dénonciation d'abus scandaleux, des sommes exigées par les passeurs, des dangers des voyages, des disparitions "flagrantes", qui ne sauraient passés sous silence. La collecte des données s'est effectuée à partir d'une analyse de contenu des normes déontologiques établies par l'Institut International des Droits de l'Enfant (IDE) qui est un outil de contrôle de la CDE, d'une analyse des reportages et articles de la presse sur le phénomène, ainsi que des entretiens avec les professionnels des médias. Cette étude s'inscrit dans la théorie de l'éthique de la connaissance du système de Robert White (2010).

Mots-clés : Migration, trafic d'enfants, droit, médias, exploitation

Abstract

This study analyses the main principles of the United Nation Convention on Right of the Child (CRC) and their effects on media activities concerning cross-border traffic and children abuse. CRC Ethical standards spotlight the necessity to preserve the right to a personal identity, the right to a name and the right to privacy. In media coverage, violations are apparent. This are infringement of child personality and the non-compliance of child's anonymity. These realities involve journalists' responsibility towards child victims of this current phenomenon on prevention mediated approach and awareness strategies. In West Africa, media often publish sensational and exceptional stories, focusing on the 'slavery aspect'. The lack of concrete and precise information on child trafficking blocks an advanced mediated approach that takes into account the causes of the complexity of that phenomenon. Migration flow also participates to children's vulnerability, their lack of orientation. This goes up with the denunciation of scandalous abuse, required money by smuggler, trip dangers, 'obvious' disappearance, that would not ne unnoticed. Data collection has been made with ethical standards content analysis set by the International Institute for the right of the Child (IDE) which is a monitoring tool of CRC, an analysis of press reports and articles about this phenomenon, and some interview with media professionals. This study enters in the theory of the ethical knowledge system by Robert White (2010).

Keywords: Migration, child trafficking, right, media, exploitation

Introduction

L'intensification des mouvements migratoires en Afrique et, plus encore, l'augmentation de la migration clandestine vers les pays d'Europe constituent aujourd'hui un champ particulièrement problématique. Plus qu'un fait de société, le trafic et l'exploitation des enfants sont devenus de nos jours un phénomène des temps modernes. L'ONU estime aujourd'hui que 700 000 à 2 millions de personnes sont victimes de trafic international chaque année. L'effectif des enfants s'élève à environ 1,2 million dont 20 000 en Afrique subsaharienne contre 175 000 pour l'Europe Centrale de l'Est et de la Communauté des Etats Indépendants (CEI)³⁹. C'est une activité criminelle qui génère des profits selon Peter Stalker, 5 à 7 milliards de Dollars par an⁴⁰.

Ce phénomène a été porté à l'attention du public en Afrique de l'Ouest au début de l'année 2001 lorsqu'un navire "d'esclaves" transportant essentiellement des filles destinées à être placées comme domestiques dans les ménages au Gabon a été saisi dans le Golfe de Guinée⁴¹. En Côte d'Ivoire, ce sont plus de 1000 000 d'enfants âgés de 5 à 17 ans économiquement actifs qui seraient victimes de trafic chaque année⁴². Les enfants et leurs familles sont alléchés par les fausses promesses des réseaux de trafiquants, promesses d'un avenir meilleur, perspectives d'échapper à la pauvreté et chaque année, des centaines de milliers d'enfants sont transportés clandestinement au-delà des frontières et vendus comme de simples marchandises. Leur survie et leur développement sont menacés. Ils sont privés de leurs droits à l'éducation, à la santé et à la protection contre l'exploitation et les abus. La traite des enfants constitue une des plus graves violations des droits humains dans le monde actuel⁴³. Leur condition préoccupe de plus en plus les gouvernements, les institutions internationales, les Organisation Non Gouvernementale (ONG) et les médias, et la prise de conscience de la complexité de la traite des enfants en tant que phénomène international multiforme s'amplifie. Il est évident que l'élimination de cette traite exige les efforts coordonnés de toutes les parties concernées. D'importantes normes internationales sont déjà en place, notamment la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant et son Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, le Protocole additionnel à la Convention internationale contre la

³⁹ Organisation Internationale du Travail, "Rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et des recommandations", BIT, 88^{ème} session. Conférence Internationale du Travail, juin, 2000.

⁴⁰ P., Stalker (2000). Workers Without Frontiers-l'Impact de la globalisation sur l'immigration internationale, BIT, Genève.

⁴¹ Anti-Slavery International (2002). Manuel de sensibilisation des enfants domestiques : trouver une voix, pp. i-ii

⁴² Service-Autonomie de la Lutte contre le Travail des Enfants/Institut National de la Statistique : le travail des enfants en Côte d'Ivoire à partir de l'enquête sur le niveau de vie de ménage ; 2008-août 2010, p.9, 80p.

⁴³ Rapport de l'UNICEF, 2002, Traite d'enfants en Afrique de l'Afrique de l'Ouest. Réponses publiques, Centre de recherche Innocenti, Florence, Italie

criminalité organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants. Toutefois, la responsabilité des médias paraît décisive. Les règles professionnelles établies par les médias dans le cadre du respect des droits et de la protection de l'enfant en sont l'expression. Comment concilier l'intérêt public légitime à recevoir des informations qui engagent le fonctionnement des institutions étatiques et la protection d'un enfant victime de trafic et d'exploitation ? La réponse à cette préoccupation passera d'abord par un rappel des grands principes de la Convention des Nations unies relative aux Droits de l'Enfant (CDE) et de leurs effets sur l'activité des médias, ensuite par une analyse relative à la responsabilité des journalistes envers les enfants victimes de trafic et d'exploitation. Cette analyse portera sur l'approche médiatique de la prévention et les stratégies de sensibilisation.

Au cœur de notre étude du phénomène, sont placés les problèmes de la condition humaine, les informations dont ont été porteurs les médias. L'étude, s'approprie la sous thématique : « Médias, migration et interculturalité ». En effet, l'une des ambiguïtés du trafic se rapporte à l'esclavage. Elle est la modalité inaugurale. La liberté de l'individu, l'autonomie de la personne, en un mot le respect des droits en vue d'un humanisme intégral devient une lutte, une quête. La collecte des données s'est effectuée à partir d'une analyse de contenu des normes déontologiques établies par l'Institut International des Droits de l'Enfant (IDE) qui est un outil de contrôle de la CDE, d'une analyse des reportages et articles de la presse sur la question. Des entretiens ont été menés avec des professionnels des médias. Cette étude s'inscrit dans la théorie de l'éthique de la connaissance du système de Robert White (2010). Cette théorie stipule que les fondements moraux de l'éthique des médias en Afrique indique, que nombre d'analyses de l'éthique des médias dans des contextes africains ont établi que les journalistes et les autres professionnels des médias hésitent, et manquent de cohérence pour se conformer aux normes fondamentales de la pratique éthique.

1. Médias et droits des enfants

Cette thématique s'explique par deux points que sont : les normes déontologiques de la CDE sur l'activité des médias et le traitement médiatique et violation des droits de l'enfant.

1.1 Normes déontologiques de la CDE sur l'activité des médias

La Communauté internationale a promulgué, le 20 novembre 1989, une Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (en abrégée CDE), signée et ratifiée à ce jour par 192 Etats sur 194 exceptés la Somalie et les Etats Unis d'Amérique. Cette Convention et son application dans les différents Etats parties font l'objet d'un contrôle par le Comité des Nations Unies des droits de l'enfant, basé à Genève et rattaché au Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Ce Comité, outre son travail de contrôle fait aussi des réflexions

sur certains points de la Convention qui lui paraissent appeler des commentaires, précisions ou explications. Le Comité a mis en avant la nécessité de préserver trois droits, qui sont reliés entre eux et qu'on ne peut appréhender de manière individuelle :

- le droit à l'identité de l'enfant (art 8 CDE), c'est-à-dire son droit à voir respecter son identité.
- le droit au nom (art 7 ch. 1 CDE) qui donne à chaque enfant dès sa naissance le droit à disposer d'un nom, d'une nationalité et, dans la mesure du possible, de connaître ses parents et d'être élevé par eux. Le droit au nom contient aussi le droit à voir son nom respecté, ou ne pas être cité. Cette question du nom est très importante dans de nombreux systèmes juridiques de très nombreux Etats, il est parfaitement illégal de citer le nom d'un enfant dans le cadre de procédure judiciaire ou de protection. Il est évident que s'il s'agit de présenter l'enfant (ou des enfants) de manière négative ou comme victimes, il n'y a pas lieu de citer le nom de l'enfant.
- Enfin, le droit à sa vie privée contenu à l'art 16 CDE qui protège l'enfant en matière de médias. Il dit ceci :
«¹ Nul enfant ne fera l'objet d'immixtions arbitraires ou illégales dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes illégales à son honneur et à sa réputation.² L'enfant a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions et de telles atteintes ».

Les reportages sur les enfants pour respecter ce droit à la vie privée, devraient notamment prendre en compte les principes concrets suivants :

- éviter de révéler l'identité de l'enfant / famille
- faire en sorte que l'identification de l'enfant et de sa famille ne soit pas possible
- éviter les enquêtes trop intrusives
- favoriser la collaboration des personnes (victimes), surtout pour les témoignages, plutôt que de l'imposer, voire de l'extraire...
- impliquer des professionnels dans les enquêtes pour avoir le contexte des situations données.

Il faut également ajouter que ces trois droits de la CDE ont été complétés par un article du nouveau *Protocole facultatif sur le trafic et la vente d'enfant, la prostitution infantile et l'utilisation des enfants dans la pornographie*, entré en vigueur en janvier 2002 et ratifié par plus de 100 Etats. Cet article (art.8 e) invite à protéger la vie privée et l'identité des enfants victimes...« pour prévenir la diffusion d'informations pouvant conduire à leur identification ».

La Convention des droits de l'enfant est fondée sur trois principes de base qui doivent aussi être respectés en la matière :

- le principe de la non-discrimination (art 2), qui fonde un principe d'égalité entre les enfants;
- le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant, qui impose dans toutes décisions d'évaluer si l'intérêt de l'enfant a été pris en compte (art 3); on se trouve donc ici dans un champ très intéressant celui de l'opposition entre deux droits : le droit à diffuser une information (intérêt public) versus le droit à la protection de la vie privée de l'enfant (intérêt personnel);
- le principe de la participation de l'enfant (art 12) qui donne le droit aux enfants d'être entendus, dès qu'une décision qui les concerne doit être prise à leur égard, tenant compte de leur âge et de leur maturité. Il y a donc ici, un champ nouveau à explorer : celui de recueillir l'avis de l'enfant, par exemple sur l'image que l'on entend donner de lui. Que retenir de l'application de ces principes ?

1.2 Traitement médiatique et violation des droits de l'enfant

Les pratiques journalistiques à propos des enfants se révèlent pratiquement sensibles car elles laissent apparaître des violations que sont : l'atteinte à la personnalité de l'enfant et le non-respect de l'anonymat de l'enfant.

1.2.1 Traitement médiatique et atteinte à la personnalité de l'enfant

Les lignes directrices de la CDE étendent à l'enfant la règle du consentement applicable à toute personne. Chacun a droit à son image et un média ne peut en disposer sans son consentement. Cela s'impose lorsque la personne photographiée ou filmée se trouve dans un lieu privé. Cependant, d'innombrables images sont prises par des photographes et des caméramans de télévision dans des lieux publics, hors de toute autorisation explicite; liées à des événements de l'actualité. Pour les journalistes interrogés, il arrive à certaines d'entre elles de connaître même une durable célébrité. A la question Qu'est-ce qui permet de décider si une autorisation est nécessaire ou non ? Ces professionnels des médias nous confient que le gros plan et le cadrage, le contexte de l'image, celui de son exploitation publique sont ordinairement reconnus comme des critères pertinents. C'est le traitement inadéquat de ces aspects qui est le plus souvent constitutif d'atteinte à la personnalité.

Cela ne signifie pas que la règle ne soit pas prise en compte chaque fois qu'un doute se fait jour, que le journaliste est le seul à pouvoir pressentir. Et il ne suffit pas, pour chasser ce doute, de considérer que l'image ne sera vue ni par l'intéressé ni par ses proches, puisqu'elle est destinée à un reportage dans un média étranger. « *On ne peut jamais savoir quel sera le destin d'une image, qui peut accéder un jour, et souvent même très rapidement, au statut d'icône de l'actualité* » nous précisent les journalistes. Sachant bien que l'image n'existe pas en soi. Elle appartient à deux espaces, celui de sa captation et celui

de sa diffusion. Il doit être acquis que l'exploitation médiatique respecte et restitue correctement le contexte géographique, social et politique de l'image. Que la photographie ou la séquence télévisée ne servent pas d'illustration à des reportages sans relation avec ce contexte, et souvent à des fins sensationnalistes lorsqu'il s'agit d'images fortes. L'image appartient aussi à un temps donné de l'actualité. L'utilisation des photographies d'archives est hautement problématique. Elle l'est de manière plus aiguë encore, lorsqu'il s'agit d'enfants. Que sont-ils devenus après la date de prise de l'image, quelles seraient les conséquences s'ils se reconnaissent ou étaient reconnus ? C'est pourquoi le consentement éclairé de l'enfant (ou de tout adulte responsable de lui) n'est acquis que pour un reportage précis et pour une durée limitée. Ce principe prend en compte la question de la protection de l'anonymat de l'enfant.

1.2.2 Traitement médiatique et le non-respect de l'anonymat de l'enfant

La protection de l'anonymat de l'enfant s'impose dans toutes les affaires de délinquance et de justice, qu'il soit l'auteur d'un acte délictueux, victime ou simple témoin. En pratique, cette protection passe par le renoncement à citer son nom et à montrer son visage. Dans le cadre de la justice, elle s'étend de la relation initiale des faits jusqu'au prononcé du jugement. Les usages quant au traitement des affaires judiciaires sont divers selon les régions. Ils permettent d'observer des variations au sujet de l'application du respect de la présomption d'innocence⁴⁴. Mais on reconnaît partout la nécessité d'admettre des règles particulières concernant les mineurs, qui font par ailleurs l'objet de juridictions spéciales. Dans les affaires judiciaires, l'anonymat devrait donc leur être très largement assuré, avec une rigueur accrue lorsqu'il s'agit de la victime d'une agression reconnue par la loi.

Ce principe est valable dans l'information courante, dans les reportages sur la vie ordinaire des enfants, voire sur d'autres situations critiques de l'enfance, pour autant que la sécurité des enfants soit assurée. La CDE, dans le cadre des activités des médias, affirme que l'enfant est aussitôt enregistré à sa naissance et a « *le droit à un nom* » (art. 7). Les journalistes ne doivent pas prendre à la légère le droit au nom, sous prétexte par exemple qu'il ne s'agirait « que » d'un enfant. Celui-ci pourrait être touché ou atteint dans sa personnalité par le fait qu'il n'est pas identifié, comme s'il était privé de son histoire ou, si le journaliste a recouru à un pseudonyme, comme si son histoire était attribuée « à quelqu'un d'autre ». Il n'est pas question pour le journaliste de se « tromper de nom ».

Le recours aux pseudonymes est de nature à priver l'information de sa crédibilité.

⁴⁴ La déontologie du journalisme en Suisse par exemple, compte parmi les plus restrictives puisque le principe de base est que les médias ne donnent aucun élément permettant d'identifier une personne mêlée à une affaire judiciaire, sauf dans un certain nombre d'exceptions dûment consignées.

Il contient la tentation sous-jacente d'enjoliver ou noircir la réalité. Les journalistes doivent à chaque fois procéder à une pesée des intérêts entre la protection de l'enfant et ses droits, d'une part, et l'intérêt public d'autre part. A cette différence avec l'adulte responsable de ses actes, l'enfant ne devrait subir d'aucune façon les conséquences de la publicité accordée à son identité.

Sur le plan pratique, il est plus aisé d'assurer l'anonymat d'un enfant dans un reportage pour la presse écrite. Divers moyens permettent d'assurer la protection de l'enfant aussi dans les reportages télévisés : voix « off », enregistrée hors caméra; prise de vue dans la pénombre; plans montrant l'interlocuteur de dos; traits du visage rendus flous et voix modifiée par des manipulations électroniques. Ces principes relèvent de la responsabilité des professionnels des médias.

2. Responsabilité des journalistes envers les enfants victimes de trafic et d'exploitation

Cette responsabilité s'analysera autour de deux points que sont : l'approche médiatique de la prévention et les stratégies de sensibilisation.

2.1 Approche médiatique de la prévention

La traite est souvent perçue comme une question d'urgence plutôt que comme une situation liée à un développement à long terme. Elle est souvent présentée en termes de crise soudaine, comme le cas de l'Etireno⁴⁵, lorsque les médias du monde entier s'emparèrent du mystère entourant un navire supposé transporter une cargaison d'enfants esclaves au large des côtes d'Afrique de l'Ouest. Elle est rarement exposée comme un problème de longue haleine aux profondes racines socio-économiques et culturelles. Cela peut conduire à des réponses erronées. Les médias, qui se sont penchés sur la traite d'enfants ces dernières années, ont un rôle de premier plan à jouer pour sensibiliser l'opinion publique au phénomène et promouvoir le respect des droits des enfants. En ce qui concerne l'Afrique de l'Ouest, les médias publient souvent des histoires sensationnelles, exceptionnelles, privilégiant l'aspect 'esclavagiste'. L'absence d'informations concrètes et précises sur la traite d'enfants fait obstacle à une approche médiatique plus approfondie qui tienne compte des causes et de la complexité du phénomène.

La couverture médiatique actuelle risque de détourner les approches politiques des mesures nécessaires pour affronter les racines du problème, vers des initiatives à petite échelle et à court terme. L'image de l'enfant présentée par les médias est souvent celle d'un enfant victime, qui bouleversera le public et dont l'histoire fera vendre. L'exemple type est le cas d'abus sexuel perpétré sur des enfants, et dont les médias se font l'écho, en publiant la photo des victimes, leurs noms, leurs

⁴⁵ Trafic d'enfants. "Etireno", le bateau de l'esclave. Courrier international 01/10/2003

lieux d'habitation et ceci en pleine contradiction avec l'art. 16 de la CDE (protection de l'enfant contre des immiscions arbitraires et illégales dans sa vie privée). Le stéréotype de l'enfant innocent, vulnérable, constamment menacé par son environnement est un phénomène culturel, que les médias reflètent et perpétuent. Cette image est d'ailleurs reprise par la publicité, la beauté de l'innocence étant un argument de marketing pertinent. L'exemple de l'Afrique, dans les années soixante, des images d'enfants souffrant de la famine ou d'autres fléaux étaient visibles partout. Les occidentaux se faisaient une représentation fautive de l'enfant africain. La majorité des filles et des garçons en bonne santé, espiègles et actifs n'avaient jamais été médiatisés. Ce phénomène a été très critiqué par des commentateurs africains et la situation s'est améliorée.

Protéger les enfants contre les influences négatives des médias, l'art. 17 CDE stipule que l'adoption des principes protégeant l'enfant contre des informations et du matériel mettant en péril son bien-être est nécessaire pour les professionnels des médias.

2.2 Stratégies de sensibilisation

L'actualité qui constitue l'ordinaire de l'information quotidienne des médias implique très souvent des enfants, sans que ceux-ci apparaissent nécessairement au premier plan. Ce n'est pas une raison pour les considérer comme quantité négligeable et, en particulier, les priver de tout droit. Mais il arrive aussi trop souvent que le domaine naturel de l'enfance ne soit pas assuré. Le monde actuel est loin d'offrir à tous les enfants les conditions minimales de vie et de développement. Dans les pays les plus pauvres, le trafic et le travail à un âge très précoce, restent prisés par les populations. Les mouvements migratoires ajoutent encore à la vulnérabilité des enfants, leur manque de repère.

Mais que signifie la migration pour un enfant ?

La migration pour un enfant, signifie la perte de ses racines, la dissolution de son cercle social, les incertitudes de la vie errante, la précarité des conditions de vie que sont : les manques divers en termes de nourriture, de soins, d'éducation. Il arrive aussi, dans des circonstances dramatiques, que l'enfant soit séparé de ses parents, dont il ignore le sort. La migration réduit très souvent les droits premiers de l'enfant. Le travail d'information reste donc incontournable. Les journalistes doivent s'imprégner des réalités de la puissance des réseaux des trafiquants et des pressions exercées très souvent sur les familles. Ils sont invités à ne pas se contenter des aspects les plus sensationnels même si ce sujet semble être plus "vendeur". Il est essentiel de remonter aux causes, de démontrer les mécanismes de la traite infantile : comment les enfants sont-ils retirés de la protection familiale et mis en vente très souvent. Comment les réseaux des trafiquants savent où les trouver, qui en profite et parmi les profiteurs s'intéresser aux personnes intermédiaires et aux employeurs, mais

aussi à des personnages ou des adresses en apparence plus respectables, jusqu'aux journaux qui publient de petites annonces de "recrutement". A ce sujet, les journalistes interviewés relatent que très souvent les enfants eux-mêmes et leurs familles hésitent encore à se faire connaître, à s'exprimer, par crainte d'une réprobation sociale. L'Association des journalistes d'Afrique de l'Ouest (WAJA) a donc décidé d'accorder une place centrale aux droits de l'enfant et de chercher à faire évoluer les mentalités. Ils se sont saisis de questions touchant à la traite et aux autres formes d'exploitation des enfants. Diverses actions ont été engagées, notamment en collaboration avec l'UNICEF.

La responsabilité des médias africains est ici engagée au premier titre face à l'acuité du phénomène. Ne donnent-ils pas de l'Occident une image tellement prodigue qu'elle laisse peu de place aux dures réalités de l'immigration clandestine ? Publient-ils les dangers sur les conditions de vie et de travail des enfants trafiqués dans ces prétendus eldorado ? C'est à un travail de prévention qu'il convient ici de se livrer en priorité, dire sans ambiguïté ce qu'est le parcours d'un immigrant clandestin surtout lorsqu'il s'agit d'un enfant. Cela ne va pas sans la dénonciation d'abus scandaleux, des sommes exigées par les passeurs, des dangers des voyages, des disparitions "flagrantes", de l'implication très souvent des parents ou des répondants, qui ne sauraient passés sous silence.

Conclusion

En définitive, si l'on essaie de retenir les éléments les plus saillants de ces lignes directrices, en particulier ceux qui se distinguent des recommandations communes de la déontologie, on peut relever trois domaines sensibles. D'abord, l'importance accordée au langage journalistique : le renoncement à l'usage de stéréotypes, au sensationnalisme lorsque des enfants sont en cause, à l'exploitation médiatique d'images des enfants. Ensuite, l'ensemble des précautions visant à protéger la personnalité de l'enfant : s'abstenir de toute identification visuelle inutile, mettre l'enfant à l'abri des conséquences éventuelles de la démarche journalistique, s'assurer que les images obtenues le sont au su et avec le consentement des enfants et d'un adulte responsable chargé de veiller sur eux. Il est impérieux que les médias ne passent donc pas sous silence l'implication des enfants dans les événements de l'actualité. Selon notre analyse, les codes de déontologie journalistique, les règles professionnelles établies par les médias se montrent peu loquaces sur le sujet. La plus importante est de veiller à ce qu'un reportage sur le trafic et les conditions de travail des enfants ne risque pas, par son retentissement médiatique, d'aggraver les conditions de vie des enfants. La nécessité de mettre en œuvre un « devoir de suite », de continuer à s'intéresser à ces enfants, de ne pas les abandonner à leur sort une fois le reportage effectué, est une manière d'envisager l'information sur un long terme et non dans le seul et brillant éclat du « coup médiatique ».

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Bibliographie

Adjovi, E. (2009). *Les instances de régulations en Afrique de l'Ouest, le cas du Bénin*. Paris, Karthala.

Agnes, Y. (2002). *Manuel de journalisme, écrire pour le journal*, Paris, La Découverte. (Coll. « Grands repères »).

Eugenie R. A. W (2013), La déontologie à l'épreuve des médias, de quelques cas en Afrique de l'Ouest francophone, *Revue internationale d'éthique sociétale et gouvernementale*, Vol. 15, n°1.

Martin-Lagardette, J-L. (2005). *Le guide de l'écriture journalistique*. Paris, La Découverte, pp.171-172.

Organisation Internationale du Travail (2000). *Rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et des recommandations*. BIT, 88^{ème} session. Genève : Conférence Internationale du Travail.

UNICEF (2002). *Rapport sur la traite d'enfants en Afrique de l'Afrique de l'Ouest. Réponses publiques*. Florence, Italie : Centre de recherche Innocenti,

Stalker, P. (2000). *Workers Without Frontiers-l'Impact de la globalisation sur l'immigration internationale*. Genève: BIT.

White, R. A. (2010). The Moral Foundations of Media Ethics in Africa. *Ecquid Novi*, 31, 42-67.

Zio M. (2002), *Les médias et la crise politique en Côte d'Ivoire, recherche et rédaction*. Fondation pour les médias en Afrique de l'Ouest.

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

L'altérité de l'être du migrant dans les formes de représentation des médias.

Tcheouhin faustin FAHET

Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

Résumé

La présente communication qui pose la problématique de l'altérité de l'être du migrant dans les discours médiatiques cherche à comprendre la dialectique entre les formes de discours et les images issues de cette altérité gouvernée par les médias. Des études ont démontré le poids des choix lexicaux dans les discours politiques comme stratégie discursive pour exprimer leur position, d'autre part, tenté de comprendre si les procédés énonciatifs utilisés par les leaders politiques pour nommer les migrants traduisent une volonté de transmettre leur représentation du phénomène de l'immigration (Laura Novelevaux 2018). Dès lors, l'on se pose la question de la vérité entre les images des discours et celles relevant de la réalité des migrants ? La présente communication vise à comprendre le processus qui désarticule la dialectique à travers un corpus varié pour analyser et comparer les complexités et les ambiguïtés socioculturelles, socioéconomiques et sociopolitiques, qui soutendent le contenu ambivalent des images et des discours sur les migrants. L'analyse de contenu nous permet de comprendre le glissement de sens d'une éthique dominée par le pouvoir de la communication. Les résultats auxquels nous sommes parvenus montrent qu'il n'y a pas toujours de lien de vérité entre les formes de discours et la réalité des migrants. La communication se sert de son pouvoir de diffusion pour transgresser le sens de la vérité en construisant la sienne. Ce qui montre les limites des médias en se reconstruisant une éthique nouvelle pour se passer de l'ordre universel lié à l'interculturalité et à la transculturalité.

Mots clés : Altérité, interculturalité/transculturalité, dialectique, esthétique, éthique.

Abstract

This communication which raises the problematic of otherness of the being of the migrant in the media discourses seeks to understand the dialectics between the forms of discourses and the images from this otherness governed by the media. Studies have demonstrated the weight of lexical choices in political discourses as discursive strategies to express their position; on the other hand, attempted to understand if the enunciative devices used by political leaders in order to name the migrants express a will to transmit their representation of the phenomenon of immigration (Laura Novelevaux, 2018). Then, one wonders about the question of truth between the images of discourses and those related to the reality of migrants. The present communication aims at understanding the process which disarticulates the dialectics through a varied corpus to analyze and compare the complexities and the sociocultural, socioeconomic and sociopolitical ambiguities, which underlie the ambivalent content of images and discourses on the migrants. The analysis of content allows us to understand the significance shift of an ethics dominated by the power of communication. The results show that there is not always a truth connection between the forms of discourse and the reality of migrants. Communication uses its broadcasting power to transgress the meaning of truth by constructing its own; which shows the limits of the media by rebuilding a new ethics in order to do without the universal order linked to interculturality and to transculturality.

Keywords: Otherness, interculturality/transculturality, dialectics, aesthetics, ethics.

Introduction

Le phénomène migratoire généralisé à travers le monde a donné libre cours à une construction de formes d'images et de discours parfois hostiles, parfois favorables, parfois confus et ambigus. Les médias, les institutions, les organisations et les états se sont tous essayés à générer des formes de discours politiques, diplomatiques, institutionnelles, économiques et sécuritaires aux contenus variés sur les migrants, la migration et l'immigration. Le problème, c'est la nature de ces images et discours à la vérité. La problématique permet de comprendre si les contenus des images et des discours des médias sont des contenus de vérité qui assurent l'altérité du migrant dans sa quête d'humanité sur la base de la dialectique entre l'image du migrant et les formes de discours sur lui. Plusieurs approches nous permettent entre autre de saisir le contour du sujet. Il s'agit de la diffusion des textes et de la diffusion des émissions. L'analyse de contenu nous a permis de décrypter le contenu de vérité des images et des discours émis sur les migrants. Plusieurs théories sont à l'ordre du jour de l'analyse des formes d'images et de discours. Celle de (Patrick Colin 2014) nous a permis de comprendre la dialectique entre l'identité et l'altérité, dans une démarche constructiviste et complexe liée à la pensée complexe (Edgard Morin 2010). Puis, dégager des pistes de réflexion pour comprendre les intentionnalités (Alfred Gell 1998), qui gouvernent les formes, les contenus, les images et la rhétorique classique qui fondent la réalité de ces discours au regard de l'altérité (Emmanuel Levinas 1984), du migrant entre leur vérité et la vérité (Deshay Catherine 2008) et le silence de la présence et/ou de l'absence, (Françoise Sursis Anastapoulos 1997), qu'ils imposent. Le corpus est constitué d'un ensemble d'images et de discours pro migrants, anti migrants, des déclarations de principe des points de vue liés aux médias, aux gouvernants, aux institutions internationales, aux migrants, et aux réseaux sociaux.

Relativement à ce corpus nous avons fait le choix de la théorie de Patrick Colin dont les articulations nous permettent d'interroger la nature des images et des discours et comprendre les rapprochements de sens. La théorie de Patrick Colin inscrit la dialectique entre identité et altérité dans une démarche systématique pour relever le processus de rencontre et du désir de l'autre. Il nous importe de comprendre comment ce désir de l'autre empreint d'embûches et d'entraves se réalise dans les formes d'images et de discours. Quels sont les indicateurs émis au travers desquels nous pouvons appréhender la vérité de la dialectique entre l'image du migrant et le discours sur le migrant ? Dans sa quête de rapport et de cheminement vers l'autre, Patrick Colin émet trois hypothèses. L'hypothèse « du le même », « de l'ustensibilité », et « de la peur ». Ces différentes hypothèses qui construisent non pas l'identité de l'être relativement à sa condition humaine, mais de l'être dans son rapport privilégié avec autrui nous, interpelle pour comprendre si dans les formes d'images et de discours entretenus, l'hypothèse « du le même », « de l'ustensibilité » et « de la peur » n'apparaissent pas en filagramme comme des ellipses volontaires que la rhétorique des discours entretient comme des mythes d'un autre ordre structuré et gouverné par l'éthique de la communication

et des médias. Nous avons tenté de comprendre l'énoncé dialectique entre le contenu des discours, le sens auquel leur rhétorique invite et les réalités qu'ils évoquent issues non pas du vécu des migrants, mais de ce qui incarne leur réalité en tant que des êtres de l'humanité d'un point de vue de la pensée complexe (Edgard Morin 1990).

I - Les images cachées des discours ou la déconstruction de l'altérité par l'image du discours conversationnel.

Les réseaux sociaux génèrent un type d'images et de discours et de contenu qui sont des ramassis des formes de réalité qui les parcourent. L'art de la sublimation permet au discours des réseaux sociaux dans ce qu'il a été de se sublimer en trahissant le discours des migrants pour se muer en une sorte de reconquête du monde en n'étant plus l'expression de la totalité des migrants mais celle de la totalité de l'être (Emmanuel Levinas 1984 p) donc de l'humanité. Le discours varié des réseaux sociaux fait partager une dimension du vécu de l'être. Ce discours structure par son contenu, les diversités et différences culturelles, économiques et politiques. Il y a la structuration des normes et des valeurs qui apparaissent dans les contenus inavoués des discours des réseaux allant des discours positifs c'est-à-dire bons, aux discours négatifs c'est-à-dire mauvais. En l'espèce, il n'y a pas de discours bon ni mauvais. Cependant, en quoi est-ce que ces discours au contenu varié et divers sont interprétés de bon ou mauvais ? Qu'est-ce qui caractérise leur contenu de bon ou de mauvais discours ? Autrement dit quel est le lien entre le discours et l'image ? Est-ce leur système de conversation qui fait d'eux des discours aux images et aux contenus affectifs ?

Le système de communication et les moyens de diffusion mis en œuvre par le discours des réseaux sociaux le présentent comme un métadiscours qui supprime toutes les formes de discours et de réalité. Un métadiscours véhiculé aux allures de croyance auquel la plupart des citoyens du monde sont connectés et qui par là-même se positionne comme un discours relevant de la vérité c'est-à-dire un discours vrai du fait de ce qu'il est habilité à transmettre ((Régis Debray 2000) l'information vraie et de ce qu'il peut le transporter avec les moyens de communication les plus rapides jusqu'à chacun dans tous les endroits du monde et en temps réel. Cette propension à transmettre l'information et à le transporter par les moyens et mécanismes de diffusion généralisée donne un avantage au discours des réseaux sociaux comme étant alors un discours qui rend cohérent l'ordre de réalité vécu par les migrants et la justesse de l'argumentaire qui traduit la situation des migrants en temps réel.

Un tel discours apparent peut être pris dans son essence comme un discours vrai c'est-à-dire un discours dont les ressorts concourent à l'expression de la situation réelle des migrants sans faux fuyants. Seulement ce type de discours peut présenter des incohérences parfois. Plusieurs formes d'incohérences déterminent

la nature des discours des réseaux sociaux. Il y a ces incohérences liées au détournement des consciences.

- Celles liées à l'abdication par l'instauration d'un chaos permanent.
- Celles liées à l'impossibilité d'une intégration et donc en relation avec une précarité environnementale.
- Celles liées au manque de dialogue au refus d'égalité et du respect des droits de l'homme.
- Celle liées à la perte de l'identité des cultures des migrants.

Le discours des réseaux sociaux et des médias transcendent les réalités des êtres en proie au doute et à leur appartenance à l'humanité qui ne leur est plus solidaire. Le principe de solidarité lié au partage par des valeurs universelles est distancié par d'autres formes de réalités, d'images et de discours. Dès lors, il y a un rapport de fait entre la question relative à l'humanité telle que pensée par les hommes et les questions liées aux valeurs universelles telles que proposées par les médias et les réseaux sociaux. La question est de savoir si le discours des réseaux sociaux se rapporte au discours de l'humanité, puis que le discours des réseaux sociaux se propose d'être un discours universel. Autrement dit, suffit-il d'être un discours qui aborde les questions de l'humanité pour être un discours universel ?

Le contenu du discours des réseaux sociaux n'apparaît que pour stigmatiser et non pour créer une chaîne de solidarité même si l'on doit y voir dans les formes multiples de leur discours un sentiment, une approche de solidarité étant entendu la volonté de partage du discours au-delà des images qui mutilent l'altérité de l'être dans leur désir du viol constant qu'ils opèrent. Il y a à travers l'articulation des formes de discours des réseaux sociaux ce désir inavoué d'exclusion donc de recherche de limitation de l'espace de l'humanité des migrants. Ce que prône le discours des réseaux sociaux c'est le caractère exclusif qui supprime la réalité des migrants au regard de leur volonté d'appartenir à une humanité qui les exclut.

Ce premier niveau de paradoxe qui apparaît entre l'idée d'un universaliste proclamé à travers les images et les discours des réseaux sociaux et une humanité réclamée par les migrants témoigne des contradictions inhérentes à la perception du discours des migrants pour comprendre à travers le système de communication mis en place si les images et les discours émis s'inscrivent dans cette quête d'humanité. Il reste que la place de l'humanité dans le discours des réseaux sociaux est en proie aux incertitudes qui gouvernent leurs valeurs. L'humanité se déshumanise par la rupture répétée du contenu du discours des réseaux sociaux et de sa volonté à opérer des stratifications sociales montrant de ce fait des sociétés plus évoluées dominées par un monde de l'ailleurs qui constitue un monde de rêve pour les peuples et les sociétés moins évolués.

I-1- La stigmatisation visuelle et langagière et le choc de culture dans les formes de discours.

La division linguistique et littéraire du monde qui s'opère à travers le discours classique des réseaux sociaux montre bien qu'il n'y a pas à ce niveau de sublimation, ni métadiscours, même si nous devons admettre parfois hélas ! qu'il y a une forme de transgression qui sublime la portée sociale, culturelle, politique, économique et géostratégique de ces formes de discours subtilement agencés, distillés et organisés.

Le discours des réseaux sociaux ne peut produire de métadiscours, si un tel discours reste lié aux sentiments et aux paradoxes loin des valeurs universelles qu'un métadiscours pourrait construire. Or, le métadiscours peut se réaliser et se construire en dehors du discours classique empreint de sentiments en déconstruisant la réalité de ce premier discours soumis à la rhétorique des techniques digitales et des manipulations extra communicationnelles. En revanche, le métadiscours des réseaux sociaux construit son contenu en le maquillant, en le voilant pour structurer son langage de manière à ce qu'il épouse temporairement les valeurs d'un discours universel. Dès lors, il y a travestissement, et superposition de discours. Un tel discours est apparemment inesthétique d'autant qu'il ne s'attache pas à un ordre de valeur universelle qui prend en compte non pas seulement la dimension humaine des migrants en abordant leur situation de manière humaine pour des valeurs humaines, mais en abordant leur situation comme des individus à part.

Nous sommes dans les dimensions socioculturelles, socioéconomiques et socioéthiques voilées par le contenu variées des discours dits de « FAKENEWS ». Or, ce qui soutend la réalité des « FAKENEWS » c'est non seulement leurs diversités, mais leurs approches différentes des questions relatives à la situation des migrants et de ce qu'il est parfois convenu d'appeler la crise migratoire. Aussi, bien qu'il y ait des raisons qui soutendent la réalité des FAKENEWS, au-delà de leur volonté de créer des inégalités et des préjugés qui ne sont pas compatibles aux valeurs universelles défendues, l'on se pose bien la question de savoir pour qui ces valeurs universelles sont-elles proclamées si elles ne sont pas vécues ? Y aurait-il une restriction d'utilisateur et une limitation contextuelle des valeurs universelles ?

Y aurait-il des valeurs universelles destinées à des peuples en dehors d'autres qui le sont moins ? Les peuples seraient-ils différents et inégaux vis-à-vis des valeurs universelles ? Y aurait-il une stratification quant à évoquer la situation des peuples au regard des valeurs universelles ? L'on se demande bien si ce n'est pas au nom des pseudos valeurs qui sont attribuées à des peuples dont on nie l'existence des valeurs que les peuples sont parfois ramenés à l'humanité comme si, cette humanité n'a court que par rapport aux valeurs dictées par les discours des réseaux sociaux et qui exclut les migrants.

Dès lors, la question de l'humanité se trouve confrontée au discours de l'universalité comme si les deux entités se présentaient différemment aux migrants.

Autrement dit, peut-on se réclamer de l'universel sans admettre son antériorité humanitaire ? En quoi est-ce que le discours des réseaux sociaux fait-il l'apologie de l'humanité en évoquant les travers, les souffrances et les malheurs des migrants sans toutefois les placer dans un universalisme dans lequel les migrants seraient traités tels des hommes, des femmes et des enfants qui auraient droit à une offre de vie et non de survie. La question de l'humanité serait-elle différente de celle de l'universalité dans le contexte du discours des réseaux sociaux qui donnent libre court à leur libre arbitre ?

Il y a une dialectique de vérité qui traverse la réalité du discours des réseaux sociaux entre ce qui relève de l'humanité et ce qui relève de l'universalité lorsqu'ils abordent les questions relatives aux migrants. Les abordent-ils d'un point de vue de l'humanité en les présentant comme des êtres de l'humanité ou les abordent-ils comme des êtres dont les problématiques doivent être abordés que d'un point de vue de l'universalité ? De là, réside toutes les logiques qui gouvernent le sens des discours multiples distillés et ventilés par les réseaux sociaux. Cette problématique de l'humanité et/ou de l'universalité pose la question de la vérité liée aux normes et aux valeurs indicatives des discours relativement à perception de l'image du migrant ?

I-2- Les contenus asymétriques des formes symboliques du discours des réseaux sociaux et des médias.

La question de l'essence même des formes de discours liées au contexte de l'humanité faisant sa promotion ou non répondant à un besoin d'universalité des valeurs est mise en cause par un certain nombre de préoccupations idéologiques, économiques, politiques, sociologiques et culturelles qui dominent parfois les réalités des êtres confrontés aux choix de société et aux désirs de renfermement et aux prétextes sécuritaires qui interagissent dans le discours des médias porté par des desseins d'un autre monde. Les médias prennent position dans leur discours. Du coup, la problématique de l'altérité comme moyen de comprendre l'autre et les raisons profondes de son désir de l'ailleurs est occulté par le désir du sensationnel donc du reniement de l'autre.

Relativement à cette problématique de l'altérité individuelle ou collective, la question est de savoir si le discours de la communication est de nature à assurer l'inclusion et l'intégration des migrants dans les sociétés d'accueil dans une perspective liée à l'interculturalité. Le discours de la communication prône-t-il des valeurs essentielles à l'intégration et à l'inclusion des migrants ? La question de l'interculturalité liée à l'inclusion et à l'intégration dans une perspective universaliste des valeurs et des formes de culture des migrants met en relief la problématique de la quête du sens des images du discours de la communication. Cette quête du sens du contenu du discours des médias et des réseaux sociaux nous permet de comprendre comment la question liée à l'interculturalité est vécue et partagée.

Certes, il ne s'agit nullement pour nous, à travers cette communication de faire une lecture exhaustive des discours hostiles aux migrants ni même, de faire l'apologie des discours allant dans le sens et l'intérêt des migrants. En revanche il s'agit, de montrer comment la déconstruction ontologique du discours de la communication, qui se veut un discours universel, se détourne de cette vision en faisant passer à l'universel des pseudos-valeurs par le jeu des ellipses, pour remettre en cause la dimension de l'être liée à l'altérité et à l'interculturalité. Or, l'interculturalité n'est pas la diffusion ni l'exposé des formes de culture ni des pratiques et attitudes encore moins des situations sociales et économiques qui poussent des individus à choisir la voie de l'ailleurs, mais il s'agit d'un concept que ni les médias ni les réseaux sociaux utilisent dans sa « totalité » (Emmanuel Levinas 1982) en tant que concept qui prône les rapports des cultures et des peuples qui vivent leur culture et réalité d'un point de vue de l'universel. La communication s'inscrit dans un processus d'évocation sans une alternative dans laquelle l'on peut comprendre la diversité des points de vue et la relativité de la pensée liée aux rapports humains résultant de l'altérité.

Ainsi, loin des espoirs suscités par un universalisme tributaire de bon sens, la communication nouvelle développe de nouvelles formes et dimensions de l'altérité dans un processus interculturelle sans le contact des peuples. Du coup, la communication privilégie la dimension intertextuelle pour l'atteinte de l'universel. Ainsi, les peuples peuvent sans rentrer en contact direct se rapprocher par le truchement des moins et outils de la communication. Cette forme de substitution d'un champ interculturel vers un autre intertextuel devient l'unique alternative proposée par la communication qui fait les peuples se rencontrer par le biais des médias et des réseaux sociaux. En revanche, si l'idéal de la communication est la recherche de cette altérité liée à la dimension humaine de l'être à partir des vidéoconférences, des images télévisées et des écrits de la presse et donc à l'humanité, l'on peut se poser la question de la vérité de son contenu et de son discours dès lors, que le principe sacro-saint lié à l'humanité est en relégation et soumis aux subtilités du détournement. L'art du détournement par le jeu subtil de la rhétorique du discours de la communication est devenu un outil aux facettes multiples dont l'approche de la vérité n'est nullement liée à la recherche de l'altérité libératrice, mais celle d'une altérité relative voire restrictive de liberté.

I-3- Migration, représentation socioculturelle et question idéologique.

En outre, si « la dimension culturelle apparaît comme un facteur clé pour l'inclusion sociale à tous les niveaux »⁴⁶ (Mohamed BOUSSORAQUI 2018) force est de

⁴⁶ Mohamed Boussoraoui, est du Secrétariat Mondial de C. G L U, à l'occasion d'un discours, lors du Forum des villes et Régions, qui rallie positivement la position des migrants, il s'est prononcé en faveur d'une socialisation des migrants dont l'arrivée apporte une plus-value à ne point négligée dans les rapports sociaux, culturels, économiques et éducatifs. Il s'agit d'un ensemble de contribution qui parfois prennent le contrepied des politiques étatiques pour s'inscrire dans des

constater que cette dimension culturelle support de base à une universalisation des valeurs n'apparaît pas comme le pilier essentiel à une inclusion sociale. La communication y impose désormais son modèle qui devient un système transversal. Dès lors, nous sommes confrontés à des approches différentes de la problématique de la dimension culturelle entre celle que les peuples ont forgés de par leur histoire culturelle et celle qui s'impose aux peuples par l'entremise des médias qui redimensionnent la nature des peuples. Le paradoxe est ainsi observé entre ce qui de manière officielle régule le mode de vie des peuples et des sociétés et ce qui, par le biais des outils de la communication participe à la transformation de l'individu et des peuples et qui apparaît comme un nouveau modèle de modelage des peuples comme une nouvelle forme d'universalité et libération de l'humanité. Or, derrière cette forme de libération de l'humanité se cache la volonté délibérée des outils de la communication d'instituer une autre « dimension culturelle » au-delà de celle qui a lieu dans les rapports interpersonnels, mais fondés sur les rapports par médias interposés. Cela montre en réalité le sens de la dynamique dans laquelle la communication entre en conflit avec l'humanité. Dans ce type de rapport la quête de l'humanité est elle-même tributaire de nouvelles réalités et de facto, de construction de nouvelle vérité dans la dynamique même des objectifs que cette forme de communication de masse s'assigne.

La dynamique de l'information partagée est prise en otage par la dialectique entre communication politique et communication sociale pour construire et/ou déconstruire la question de l'altérité de l'être liée cette fois à une problématique culturelle. Car, les individus d'où qu'ils se trouvent appréhendent le système de communication des médias et des réseaux sociaux en fonction de leur culture. Au-delà, il y a la perception de la communication d'un point de vue de la compréhension africaine des lois qui modèlent et organisent sa diffusion. Tout comme il existe un type de communication africaine portée par les Etats, les institutions, les organismes de droits de l'homme dont les formes et les contenus des discours ne font guère l'apologie de l'altérité liée à la dimension humaine. Du coup, nous assistons à un déclin de l'altérité qui n'est plus inscrite dans les formes de solidarité africaine.

Dès lors, il y a un alignement du discours africain propre aux problèmes des migrants sur les formes des discours occidentaux relayés par les médias occidentaux. Le jeu de l'alignement des formes de discours africains, serait-il lié à un sentiment émotionnel ? Autrement dit, la question est de savoir si « la migration est une question émotionnelle ». La question est de savoir comment le discours de la communication peut-il rendre ces différentes émotions sans que lui-même ne soit émotif ou sans qu'il n'y ait un parti pris ? Cette question liée à la subjectivité dans les rapports sociaux et à la subjectivité dans l'interprétation de

dimensions plus mesurées, plus humaines et sociales des problématiques posées par la crise migratoire.

ces rapports pose la question dialectique de la limite de l'émotion face à la problématique de l'humanité et de l'universalité.

II- Les mises en scène de la communication entre dire la vérité et dire sa vérité.

L'idée d'une vérité universelle est-elle possible dans un système de communication soumis aux mutations sociales ? L'idée de morcellement ou de fragmentation de la vérité par les moyens de la communication lui donne cet important avantage de changer et/ou de modifier l'identité et le statut des individus et leur environnement. La plupart des reportages présentent les migrants en détresse en mer, sur des embarcations de fortune comme si l'essence du phénomène migratoire se résumait à ces séquences médiatiques des mises en scène orchestrées. Lesquelles sont magistralement présentées dans le but unique non pas de décourager les potentiels candidats aux dangers mortels qui les y attendent, mais ce sont des scènes d'une telle ampleur déshumanisant au point que l'on se poserait la question de la nécessité de présenter de telles images, si le phénomène est récurrent. Autrement dit, l'on se poserait la question de savoir si, il n'y a pas une volonté à exhiber les vagues meurtrières comme un support de légitimation de limitation de la progression humaine vers un destin compromis pour lequel, la mer reste un allié de l'occident. En clair, toute cette manifestation scénique liée à une théâtralité des formes de la représentation et les contradictions qu'elle génère ne permet guère de savoir de manière précise le moment où la communication informe, fait de la publicité, de la propagande, ou désinforme en assujettissant par un mécanisme de révisitation les peuples et les sociétés. Car dans la plupart des cas, il s'agit bien de faire existenciel dans la conscience collective « un principe pseudo libérateur » qui « apparaît bien comme le mauvais alibi d'une société où prédomine la valeur d'échange ». ⁴⁷ Dès lors, les contradictions opérées par la communication découlent de l'existence de nouveaux enjeux et de nouvelles valeurs dominés par le principe d'échange. Ainsi, du fait de l'existence de ce nouveau principe aux valeurs incertaines et aux objectifs incontrôlables, l'on peut se poser la question d'une rationalité des formes de représentation des contenus de la communication.

II-1- La rationalité instrumentale du silence des médias et des réseaux sociaux.

La responsabilité du silence des médias et des réseaux sociaux sur des aspects de la réalité des migrants ne permet pas de construire une image juste du contenu de leur discours ni même une dialectique esthétisante en soustrayant les ellipses de ce qui apparent et de ce qui ne l'est pas. Les formes de silence dans la plupart des communications occultent la réalité du phénomène migratoire au point que certains discours de manière subtile et volontaire ne mentionnent guère les raisons, ni les causes qui suscitent chez des peuples et des sociétés son ampleur si ce n'est

que pour s'appesantir sur les conséquences qui ne sont que d'un ordre secondaire. Le silence des ellipses que les formes d'images de communication utilisent comme mécanisme visuel et audiovisuel constituent un ensemble de métadiscours et par voie de fait comme limite dans la quête de vérité.

En outre, si le silence volontaire observé dans les discours et les représentations d'images est une forme de discours, doit-on y voir un équilibre entre ce qui est dit sur la réalité des migrants et ce qui devrait être dit et qui n'a pu l'être, pour reconstruire l'identité même du discours de la communication en tant que la somme de vérité de l'ensemble de son discours. La sublimation des formes de réalité des migrants par l'exaltation du silence un mécanisme de trompe l'œil est un pseudomécanisme de transgression de la vérité en tentant de superposer des ordres de réalité qui non seulement ne tiennent pas compte des contextes d'expression, mais qui généralisent dans leur approche les préoccupations existentielles des migrants. Or, l'on sait bien qu'il y a un idéal que les outils de la communication avec les commanditaires et les prestataires de service se donnent pour mission, d'atteindre par la maîtrise du mécanisme lié à la transmission, à la diffusion et à l'échange. Il s'agit d'un mécanisme « qui peut bien désigner rationalité « instrumentale », la domination progressive de l'homme sur l'homme et sur la nature grâce à la science et à la technique »⁴⁸.

Du coup l'homme opère une double rationalité non pas celle fondée sur sa capacité au détournement des consciences, mais celle qui résulte de la maîtrise du discours qui aliène, massifie et dénature l'humanité enfouie chez des êtres en proie aux difficultés de la vie et en quête d'un ailleurs d'échange et de partage et celle qui résulte de la connaissance des moyens de communication et de représentation pour dompter les mécanismes de transformation et de mutation des êtres en aliénant.

II-2- La communication comme instrument de transgression de l'éthique

La communication ou la propagande déployée par les médias et les réseaux sociaux dans la perception et l'écoute des problèmes liés aux migrants, pose le problème des droits de l'homme et des libertés des migrants. Ce n'est pas seulement un problème lié à l'esthétique c'est-à-dire aux stratégies, aux techniques utilisées, aux outils ni aux méthodes mais, à l'éthique c'est-à-dire à la condition de l'homme vis-à-vis de l'humanité. Autrement dit, l'humanité serait-elle soumise à des formes de limite que l'image du discours des outils de la communication amplifierait ? Dès lors, la question est de savoir comment les

⁴⁸ Marx HORKHEIMER et Théodor W. ADORNO, la dialectique de la raison, fragments philosophiques, Paris, Gallimard, 1983.

images des discours des médias et des réseaux sociaux intègrent dans leur composante d'autres formes de réalité pour traduire les effets de sentiments pour créer l'émotion ? L'émotion serait-elle un facteur inhérent alors à l'interculturalité dès lors que celle-ci relève des entités multiples qui participent à sa réalisation ? La question de la neutralité de la communication est au cœur des préoccupations relatives à l'équilibre de l'information tant au niveau de la perception que de la réception. La communication par ce jeu de l'ombre et de la lumière se construit elle-même des limites qu'elle impose à la conscience réceptive des peuples et des sociétés dans une humanité ouverte qu'elle tente de réduire au lieu de la rapprocher. Il y a une logique interculturelle créée et mise en œuvre par les outils et moyens de communication qui vise implicitement à remettre en cause le principe de l'altérité, voir l'autre à travers les médias. Dès lors, la communication s'empare de la réalité conjuguée des migrants diversement interprétée, pris en otage entre les formes de discours de leurs états, et des idéologies qui les soutendent, celles qui relèvent des structures et médias publics et privés, celles qui résultent des institutions et organismes non gouvernementaux ; pour les faire se rencontrer. Elle organise et module le contexte de leur rencontre en fonction de l'éducation des peuples et des sociétés.

La question éducative demeure prépondérante pour disséquer parmi les images des discours des médias et des réseaux sociaux lesquelles sont liées au silence et/ou liées à la simple exhibition rhétorique, d'autant qu'il y a des communications qui sont dans le silence et des communications qui sont dans l'exhibitionnisme. La question est de savoir ce que cachent les formes de styles et de rhétoriques qui alimentent les ellipses des discours des images des médias entre les stratégies des confort théoriques et l'image même des migrants ?

III. Les limites du discours de la communication

L'un des aspects les plus marquants des limites se situe non seulement au niveau de la transcription de la réalité, mais de la transgression de celle-ci. La communication, du fait des glissements volontaires récurrents n'apparaît plus comme cet outil de contre poids et de contrepouvoir, mais un outil doté d'un pouvoir répressif à partir de l'énoncé de son discours essentiellement fondé sur « un procédé énonciatif » (Laura Nolevaux 2018) qui substitue à l'interculturalité le multiculturalisme. Cette forme de substitution de la réalité première à une autre forme de réalité cryptée pose la question des droits de l'homme en mettant en relation la responsabilité sociale de la communication envers les peuples et les sociétés. La limite entre responsabilité, information et engagement est parfois dissimulée dans la volonté de la communication elle-même à devenir un outil indépendant. Le discours et les images qu'elle organise ne peuvent alors que s'affranchir de la vérité pour n'être que des objets de cette quête d'autonomie. Or, en se rétractant de ce qui est la norme, c'est-à-dire universellement admise par la pensée, le discours de la communication se heurte à la sensibilité humaine pour n'être qu'un antidiscours dont les réalités sont vécues loin de la conscience

collective et loin de la vérité. Il s'agit d'un discours qui s'affranchit du contexte de réalité des migrants pour ne produire que son propre discours. Relativement à cette attente, l'on se poserait la question de savoir si la communication peut-elle être engagée sans être responsable ? Et de qui tirerait-elle cette responsabilité ? D'une société qui elle-même n'a pas les moyens de la contrôler ?

La représentation est en crise par le jeu subtil des images des discours dont les contenus n'expriment pas toujours l'essence de leur relation au vécu, à l'histoire, et à la réalité des migrants pour construire un discours juste et vrai soumis au principe de l'humanité. Dans cette crise incarnée par la représentation, il ne s'agit nullement d'entamer une analyse exhaustive des images ni des formes de discours des médias sur la problématique des migrants pour comprendre non pas seulement les articulations qui fondent les réalités décrites, mais comprendre le principe de vérité qui les rend cohérent et/ou incohérent en passant d'un ordre de réalité et de non réalité à un contexte de pure communication lié au marketing et à la désinformation. L'art de la représentation en crise s'empare des images des réseaux sociaux et celles du discours des médias pour peindre et reproduire les ellipses des pseudos sentiments à priori conviés à l'universel. Il y a une circulation de sens et de non-sens des indicateurs de la communication qui anime le rendu du discours voilé et/ou approximatif des images sur les migrants. Au demeurant, la présente communication indique : Premièrement, que la question de l'altérité condition première à un rapport conséquent entre les structures de communication et les peuples est mise en second plan dans son approche vis-à-vis des questions sociales. Deuxièmement, la communication s'empare de la réalité interculturelle non pas pour en faire un enjeu aux contours universels, mais un nouveau champ dont l'éthique est dominée par un multiculturalisme. Troisièmement, la communication change de paradigme en s'auréolant des pouvoirs un autre type de citoyens.

Conclusion

En somme, plusieurs niveaux de structuration participent à l'avènement d'un discours de la communication relativement à la problématique que posent les migrants. Un discours qui se désintéresse de la logique de l'interculturalité et qui prône l'intertextualité et le multiculturalisme à travers les médias et la presse écrite. Les peuples de tous les horizons appréhendent diversement les données de la communication d'un point de vue variée et distincte. Le destin auquel l'image du discours de la communication prie entre vérité, propagande et marketing-publicité convie les peuples et les sociétés à se poser la question de son contenu juste. Le glissement par lequel la communication s'arroge le pouvoir de transcrire et de transgresser la réalité à partir de l'image de l'autre, n'apparaît plus comme un contre poids mais, comme un outil doté d'une puissance répressive lorsqu'elle sort de son contexte premier de réalité. Ainsi, les outils de la communication vus comme les outils de « l'industrie culturelle » (Max HORKHEIMER et Theodor ADORNO 1974) déterminent la « nature humaine » en l'opposant à la « dimension

humaine ». Il y a un ordre de restriction de l'humanité voilé, qui soutend les modes de discours et les modes de représentation du phénomène des migrants vu non pas comme un phénomène naturel, mais comme un phénomène qui disloque les rapports humains. Dès lors, qu'il y a cette tendance à la démythification et à la désacralisation de l'être, à l'interprétation de ses valeurs et de sa réalité relativement à un moule en dehors des formes de sa culture, il ne peut exister un contenu juste de l'image du discours de la communication. La présente communication indique d'une part qu'il y a une interaction entre l'être du migrant et la dynamique sociale et identitaire dans laquelle les médias le placent, d'autre la question de l'altérité de l'être du migrant se situe dans une balance identitaire liée à la problématique de liberté d'expression face à la question de la vérité.

Bibliographie

ADELKHAH F, BAYART J F (2007) (dir) *Voyages du développement : émigration, commerce, exil*. Paris, France, Edition Karthala.

ABDELMALEK S. (2014). *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité : La fabrication des identités culturelles*, Paris, France, éd Amin Pérez, Raisons d'agir, coll « Cours et travaux ».

BOUVIER P. (2008). *L'image en politique : Théâtralité et réputation*. Paris, France, Editions de l'université de Savoie.

GERSTLE J. (1992). *La communication politique*, Paris, France PUF, (coll « Que sais-je ? »).

GOUREVITCH J P. (1998), *De Luther à l'Internet et de l'Affiche au Cip*, Paris, France, Hachette Littératures.

HORKHEIMER M et ADORNO T (1974). *La dialectique de la raison*, Paris, France, Gallimard.

NOLEVAUX L. (2018). *La représentation du migrant dans les discours politiques sur l'immigration, comment le choix des mots traduit-il la construction du discours ?*, Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication (ESPO), Université catholique de LOUVAIN, Belgique, Sandrine Roginsky.

SEGUELA J. (1984) *Fils de PUB*, Paris, France, Flammarion.

RANCIERE J. (2000) *Le partage du sensible*, Paris, France. La Fabrique

WOLTON D, (2009) *Informer n'est pas communiquer*, Paris, France : CNRS Edition.

La migration - Un défi interculturel par le média chez John Updike.

Migration – An intercultural challenge through media in John Updike's novels

Olivier Koffi KOFFI

Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire)

Résumé

Les romans *Rabbit Redux*, *Rabbit Is Rich* et *Rabbit At Rest* de John Updike offre un cas exemplaire de la migration comme un défi interculturel par le média dans la littérature américaine. L'écrivain américain exploite les possibilités techniques offertes par les médias pour créer un roman nouveau, un roman arc-en-ciel. Cette démarche lui permet, non seulement d'enrichir le dispositif narratif de ses romans, mais aussi de favoriser chez le lecteur, toute une navigation ou mobilité culturelle dans l'immobilité. Télévision, radio, téléphone, magazine, cinéma... se retrouvent ainsi impliqués dans la dynamique diégétique et participent activement de la configuration narrative et sémantique du roman de John Updike.

Mots-clés : Migration, défi interculturel, hybridité culturelle, médiamotion, médiascape.

Abstract

Rabbit Redux, *Rabbit Is Rich* and *Rabbit At Rest* by John Updike offer an exemplary case of migration as an intercultural challenge by media in American literature. The American writer exploits the technical possibilities offered by media to create a new novel or a rainbow novel. This literary technique allowshim, not only to enrich the narrative device of his novels, but also to promote in the reader, a whole navigation or cultural mobility. Television, radio, magazine, cinema... are thus involved in the diegetic dynamic and actively participate in the narrative and semantic configuration of John Updike's novel.

Keywords: Migration, intercultural challenge, cultural hybridity, mediamotion, mediascape.

Introduction

À l'image des concepts comme la mondialisation ou la globalisation, Arjun Appadurai explique la circulation des biens et des personnes de cette société contemporaine par la notion de "flows" ou « flux » (Appadurai, 1996). La définition du phénomène migratoire suit ainsi un schéma décrit par les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). Entendue comme le déplacement des personnes d'un lieu dans un autre, la migration contraint aujourd'hui à repenser la stabilité des localités, des identités nationales et les frontières des États. Les médias favorisent l'« ici », l'« ailleurs » et le « partout » dans un contexte de l'universalité où les cultures dialoguent et interagissent. Sous l'effet de l'imagination et du virtuel, les écrivains rendent compte de l'hybridité culturelle de nos mondes contemporains. L'invasion du littéraire par le média entretient une dynamique de communication entre le lecteur et la diaspora. Il parvient ainsi à la mobilité dans l'immobilité. À preuve, l'œuvre de John Updike se présente comme un creuset de discours médiatiques. Quel est l'enjeu d'une telle pratique d'écriture ? Comment les médias influencent-ils l'écriture updikienne ? Cette contribution vise à identifier ces médias et leurs modes d'intégration dans le récit et à présenter les innovations formelles qui consacrent l'univers romanesque à un dialogue transculturel ou interculturel. Elle formule l'hypothèse selon laquelle, l'intrusion des médias dans le littéraire participe au souci de rénovation et de l'originalité de l'écriture romanesque. Les romans *Rabbit, Redux ; Rabbit Is Rich* et *Rabbit At Rest* de John Updike servent de corpus pour cette étude. Ces romans disposent de références médiatiques telles que la radio, le téléphone, le cinéma, la télévision, le magazine, le journal... On y assiste à une narration qui est donc aux couleurs de l'audiovisuel et de la presse écrite. Pour mener à bien cette étude, la méthode qualitative sera donc sollicitée. « *Elle se concentre plutôt sur l'analyse des processus sociaux, sur les sens que les personnes et les collectivités donnent à l'action, sur la vie quotidienne, sur la construction de la réalité sociale.* » (Deslauriers, 1991 : 6) Cette analyse de contenu sur les données textuelles recueillies à partir du corpus de la présente étude aide à présenter d'une part, un chœur de voix médiatiques et d'autre part, une médiascripture de l'hybridité culturelle.

1.- Un chœur de voix médiatiques dans le récit updikien

Un chœur peut être défini comme un groupe musical de nature exclusivement vocale. Ses membres sont généralement appelés des choristes qui chantent collectivement les différentes parties d'une musique sous la direction d'un chef. C'est un mot qui est synonyme à chorale et s'oppose à celui d'ensemble de solistes. La chanson est exécutée à l'unisson et certaines voix peuvent être dédoublées. Ce qui conduit d'ailleurs à des polyphonies à plus de quatre voix.

C'est le théoricien russe Mikhaïl Bakhtine qui fut l'un des premiers en Europe de l'Ouest dans les années 60 à introduire cette notion de polyphonie dans la critique

littéraire. Il l'utilise pour évoquer les différentes instances narratives dans l'œuvre littéraire, le roman en particulier. Pour lui, ce terme décrit les phénomènes de superposition de voix, de sources énonciatives dans un même énoncé. Bakhtine voit par exemple dans la polyphonie dialogique la particularité constitutive du roman moderne depuis Dostoïevski. Ses romans mettent en scène des personnages de consciences indépendantes qui parlent de manière individuelle, mais en même temps dialoguent. Ce qui fait que « le problème central de la stylistique du roman peut être formulé comme problème de la représentation littéraire du langage, problème de l'image du langage » (Bakhtine, 1978 : 156).

Dans les romans de John Updike, la polyphonie crée un chœur de voix médiatiques narratives. Ces voix permettent aux résonances du réel de s'amplifier et le récit devient *puzzle*, composition et variation. Ici, « la pratique intermédiaire tire profit des avantages qu'offre le progrès technologique. Il s'agit d'une écriture qui intègre et exploite les mass médias et différents supports modernes de communication » (Atcha, 2011 : 55). L'intrusion des médias dans la structure des textes updikiens permet de lire l'intermédialité littéraire. C'est ce que la théoricienne allemande Irina Rajewsky qualifie de "as if character" ou encore de "intermedial reference" (Rajewsky, 2005 : 43-64). L'auteur crée l'illusion du média dans le corps du récit. Ainsi « par le discours produit, le lecteur a l'impression de lire un journal, d'écouter la radio, [voire] une conversation téléphonique [ou même] de regarder la télévision » (Atcha, 2009 : 52).

La référence intermédiaire se préoccupe essentiellement de l'illusion du média et aux configurations médiatiques dans le roman. L'intermédialité est ainsi prise dans son sens restreint car selon Silvestra Mariniello, « un récit matérialisé dans une écriture contaminée par les médias de l'information et par le cinéma [est] un récit intrinsèquement intermédiaire » (Mariniello, 2003). Le média donne ainsi, pour emprunter le terme aux journalistes, la ligne éditoriale de la production romanesque. Il est simplement évoqué ou parfois, on en donne l'illusion en transcrivant le discours médiatique dans le texte. L'illusion des médias envahit le tissu textuel dans tous les sens et crée une sorte de polyphonie narrative dans le parcours du récit. La lecture n'est plus linéaire ou cohérente, mais le lecteur est plutôt confronté à une narration décousue ou souvent perturbée par l'insertion des médias.

1.1.- **Le texte radiophonique : "un donner-à-écouter"**

La radio est l'un de ces médias qui surcharge les structures textuelles de John Updike. En effet un récepteur de radio est un appareil qui permet de capter les émissions de radiodiffusion pour les transformer en son. Chez John Updike, il s'agit du discours radiophonique. La radio est abondamment présente dans la structure littéraire du roman. Elle constitue une entité qui participe efficacement à la formation de la diégèse. Ce média rend l'univers littéraire sonore et audible. Le lecteur a l'impression d'écouter la radio à travers le récit face à certains dispositifs. Dès lors, on assiste à des interférences syntaxiques et sémantiques qui renvoient

aux voix sonores dans le littéraire comme l'indique cet exemple à la page 437 de *Rabbit At Rest* :

Turn on the radio, search among the jabber of rock music and talk shows for the sweet old tunes, the tunes he grew up by. It used to be easier to search with the old dial you twisted, instead of these jumpy digitized scan button (Rabbit At Rest: 437).

Le résumé de l'extrait ci-dessus indique qu'on cherche à capter la radio sur une fréquence de la musique Rock, de causeries et de chansons mélodieuses d'autrefois. Pour le faire, on tourne alors le bouton sur le vieux cadran. Ici, le dispositif mis en place invite le lecteur à faire face à un support radiophonique dans le texte littéraire. L'illusion de ce média crée dans le tissu textuel l'effet-réel. Cette radio évoquée par John Updike n'est qu'un leurre qui favorise ce « donner-à-écouter » et dicte sa propre loi au récit. Elle intègre le tissu romanesque de différentes manières. Le texte radiophonique crée un rythme particulier dans l'univers littéraire. Le lecteur se trouve à la fois face à une narration et à une diffusion radiophonique. Il lit deux phénomènes en même temps. Il s'installe ainsi une dichotomie langagière dans le paysage textuel.

De même, l'insertion de la radio dans l'œuvre se fait souvent au style direct ou au style indirect. Les informations diffusées sont souvent rapportées par le narrateur. Le tissu textuel updikien fonctionne ainsi sur la base de la norme radiophonique dans un discours indirect. Cela crée une certaine ambivalence dans la narration. Le lecteur peut vivre un cas similaire à la page 460 de *Rabbit At Rest*. Ici, il est décrit des événements qui ont lieu dans les quatre coins du monde. Ces informations proviennent de la voiture de Rabbit. Après la série de chansons qui se succèdent, on assiste à toutes les demi-heures à un résumé des informations comme l'indique cet extrait du roman :

A bombing in Colombia has injured eighty-four, the Colombian woes are increased by a drop in coffee prices, President Bush's upcoming speech on the nation's drug problems rouses Washington speculation, can he do a Reagan ? Also in Washington, officials are still hopeful that the newborn baby panda, fighting for its life in an incubator, will survive. Locally, manatees continue active in the Caloosahatchee Basin, and the Dolphins were beaten yesterday in Miami by the Philadelphia Eagles, twenty to ten (Rabbit At Rest: 460).

Ici, l'information à la radio est livrée au discours indirect. Elle n'est pas retranscrite directement dans le récit romanesque. L'écriture est la même que celle du texte littéraire du roman. Ces informations font état d'un attentat à la bombe en Colombie qui a fait quatre-vingts blessés. On parle également de la chute brutale

des cours du café et ses corollaires. Il y a aussi le discours du président Bush sur le problème de la drogue et la victoire des Eagles sur les Dolphins à Philadelphie.

Le lecteur suit avec intérêt une telle évolution de cette actualité qui est rapportée indirectement par le narrateur dans l'espace textuel. Le roman updkien se déconnecte de son objectif premier qui est de créer une dynamique par le récit à travers des personnages, pour être un recueil de propos radiophoniques rapportés. Le texte littéraire s'érige ainsi en « médiathèque » avec ses propres lois, principes et règlements. Le roman défile entre informations diffusées et chansons à la radio. À la page 463, il encore fait mention de quelques titres de chansons comme "Say It Isn't So" de Connie Boswell. L'orchestre à l'arrière-plan, doux et métallique. C'est une ambiance des années vingt.

Rabbit At Rest termine avec ces informations radiophoniques dans son dernier chapitre intitulé MI., à la page 476. Dans cette partie de l'œuvre, le héros du roman Harry Angstrom sort d'une consultation médicale. Il emporte avec lui de multiples bouts de papier du docteur Morris, son médecin-traitant suite à une crise cardiaque. De sa voiture de marque Célica,

The radio in the Celica is full of voices yammering about Deion Sanders, about Koch losing the New York Democratic primary to a black, about the SAT scores dropping in the Lee County, about President Bush's televised appeal to America's schoolchildren yesterday (Rabbit At Rest: 476).

Ici, Rabbit entend plusieurs voix à la radio depuis sa célica. Un Noir est aux commandes des primaires démocrates de New York et le président Bush lance un appel télévisé aux écoliers américains. L'univers textuel est ainsi sous l'emprise du discours radiophonique au point où, la lecture se déguise en une simple diffusion d'informations. L'insertion de la radio dans l'espace textuel vient ainsi désorganiser l'ordre préétabli dans la narration du récit. Le texte s'adonne à une sorte de diffusion d'informations et de butinage qui détourne l'attention du lecteur sur d'autres sujets. L'écoute de la radio par Rabbit idéalise le média ou crée l'effet-réel dans le roman.

1.2.- **Le discours télévisuel : "une littérature sur écran"**

La télévision est définie comme une « transmission à distance [...] d'images non permanentes d'objets fixes ou mobiles, généralement accompagnées de sons. [C'est aussi un] ensemble des procédés et des techniques mis en œuvre pour assurer cette forme de télécommunication ⁴⁹ ». Ce média d'information audiovisuelle est perçu comme un indice de la réalité. Ce que le téléspectateur voit

⁴⁹ Cette définition provient de ce dictionnaire électronique consulté le 08/11/2018 sur le site: <http://www.cnrtl.fr/definition/television>.

est assimilé à la vérité. La réception de l'image est univoque. Il n'y a pas d'interaction dans le renvoi d'une transmission imagée en direction du média.

Par ailleurs, l'image de la télévision est soumise à la répétition. On a les mêmes programmes et les mêmes images sur les différentes chaînes pratiquement à la même heure. L'image est toujours perçue comme simultanée. Avec la télévision, il y a du concret et de l'évidence. On est dans le temps de la prise de la réalité. Le téléspectateur ne peut que suivre le déroulement des événements, mais il ne peut discuter l'image.

Le roman de John Updike fonctionne sur cette base. Dans les structures textuelles de l'auteur, on insère la télévision à plusieurs niveaux et sous diverses formes. Ici, le discours télévisuel intègre le tissu textuel updikien pour lui imprimer une « visée de faire savoir [...] de faire ressentir, [...] mais aussi [une] éthique [qui séduit] pour éduquer. » (Charaudeau, 1997 : 73)

Les personnages du roman *Rabbit Redux* par exemple, suivent la retransmission d'un événement historique en direct à la télévision. La narration est ainsi constituée de fragments de récits télévisuels qui informent le lecteur sur l'évolution de la mission Apollo II. La télévision décrit la scène de manière vivante, au point où le « sensoriel » et le « sensationnel » envahissent le corps du récit. À la page 10 du roman, Harry Angstrom et son père Earl Angstrom travaillent dans une imprimerie. À la pause, ils assistent au décollage de l'« Aigle » à la télévision dans un bar. L'extrait suivant l'indique clairement :

The bar television is running, with the sound turned off. For the twentieth time that day the rocket blasts off, the numbers pouring backwards in tenths of seconds faster than the eye until zero is reached: then the white boiling beneath the tall kettle, the lifting so slow it seems certain to tip, the swift diminishment into a retreating speck, a jiggling star. The men dark along the bar murmur among themselves. They have not been lifted, they are left here (Rabbit Redux: 10-11).

Ce passage met en exergue une visée de captation qui permet à la télévision de procéder à une dramatisation de l'événement dont la finalité est de créer de l'émotion chez le lecteur. Le narrateur décrit le décollage de la fusée avec les moindres détails : « la fusée est mise à feu » ; « le bouillonnement blanc sous la grande marmite » ; « la montée si lente » ; « l'engin va basculer ». Il est ainsi instauré une dialectique de l'« œil-caméra » dans le récit.

La télévision reconstitue ou construit un décor similaire à celui de la NASA pour manipuler la conscience du lecteur. Toute l'attention des personnages-téléspectateurs est focalisée sur cet événement d'une grande portée historique. La médiatisation ne souffre d'aucune ambiguïté. Le discours télévisuel est clairement rendu et cela cadre avec la réalité. L'édition spéciale sur l'atterrissage du premier

homme sur la lune est souvent brouillée par quelques programmes intermédiaires. C'est le cas de la page 11:

It offends Rabbit to hear his father swear; he lifts his head fastidiously, as if to watch the television, which has returned to a program where people are trying to guess what sort of prize is hidden behind a curtain and jump and squeal and kiss each other when it turns out to be an eight-foot frozen-food locker. He might be wrong but for a second he could swear this young housewife opens her mouth in mid-kiss and gives the m.c. a taste of her tongue. Anyway, she won't stop kissing. The m.c.'s eyes roll out to the camera for mercy and they cut to a commercial. In silence images of spaghetti and some opera singer riffle past (Rabbit Redux: 11).

Ce passage est le récit d'une émission où des gens devinent des lots cachés derrière un rideau. La découverte de ces lots donne des cris de joie non seulement chez les acteurs, mais aussi chez les téléspectateurs. Dans ce jeu, il y a l'effet de surprise. Cette scène qui est regardée s'apparente au procédé télévisuel de la présentification, qui selon Patrick Charaudeau, consiste à montrer directement le monde dans sa réalité perspective comme un « être-là » présent, se convertissant en objet montré (Charaudeau, op.cit. : 209).

Ce procédé de la présentification de la télévision est beaucoup plus perceptible sur l'évolution de la mission Apollo 11 dans le roman. La retransmission directe de l'événement à la télévision depuis la lune jusqu'à la terre crée un « effet-réel » ou d'immédiateté. Ici, rien ne s'interpose entre le sujet regardé et le sujet regardant. On peut donc avoir l'illusion d'être partie prenante dans ce monde ou en contact avec la réalité physique. Les pages 100 et 101 de *Rabbit Redux* illustrent bien ce procédé à travers l'atterrissage de Neil Armstrong sur la lune le 20 juillet 1969 :

There is no picture of the moon on the tube, just crackling voices while cardboard cutouts simulate what is happening, and electronic letters spell out who in the crackle of men is speaking.

"...literally thousands of little one and two foot craters around the area," [...] "we see some angular blocks out several hundred feet in front of us that are probably two feet in size and have angular edges. There is a hill in view just about on the ground track ahead of us. Difficult to estimate, but might be a half a mile or a mile." [...]

"Roger, Tranquility. We copy. Over." [...] "Sounds like a lot better than it did yesterday. At that very low sun angle, it looked rough as a cob then." [...] "It really was rough, Mike, over the targeted landing area. It was extremely rough, cratered and large numbers of rocks that were probably

some many larger than five or ten feet in size.” (Rabbit Redux : 101-102).

Dans ce passage, le personnage Houston joue le rôle de Neil Armstrong. Il est sur la lune. La télévision plonge le lecteur dans l'illusion d'une description de l'aire de débarquement. On voit par exemple plusieurs blocs anguleux à cent pieds. Il y a également une colline en vue sur le chemin emprunté. Le soleil est à un angle très bas et la surface paraît rugueuse comme un épi de maïs avec des cratères et un grand nombre de rochers dont certains mesurent plus de cinq à dix pieds.

Le lecteur est ainsi tiraillé par la médiation télévisuelle dont l'objectif premier est de faire croire au sujet regardant qu'il est en contact avec le monde réel. Ce procédé narratif de la simultanéité ou de la retransmission en direct entretient l'illusion du déroulement de l'événement. La scène est plus « voyant », « bruyant » et « précis ». Tout se passe comme si c'était de la réalité et à l'instant même. D'où l'effet d'immédiateté qui exclut tout processus d'interposition entre le sujet regardé et le sujet regardant. L'univers romanesque se transforme en un champ lexical de simulacre.

Les romans de John Updike sont également le réceptacle de certains genres télévisuels, en l'occurrence les reportages et les interviews télévisés. Pour le besoin de l'analyse, il est seulement évoqué le cas des reportages. Ici, le commentateur présente en boucle les événements à travers le monde et sur divers sujets. Le récit oriente le lecteur sur plusieurs choses à la fois. *Rabbit Redux* relève ce type de reportages en ses pages 333 et 334 avec un commentateur de week-end qui renseigne le lecteur sur de bonnes nouvelles :

American deaths in Vietnam were reported the lowest in three years, and one twenty-four-hour period saw no American battle deaths at all. The Soviet Union made headlines this week, agreeing with the U.S. to ban atomic weapons from the world's ocean floors, agreeing with Red China to hold talks concerning their sometimes bloody border disputes, and launching Soyuz 6, a linked three-stage space spectacular bringing closer the day of permanent space stations. [...] (Rabbit Redux: 333-334).

Le reportage rend compte des morts au Vietnam dont le chiffre a considérablement baissé ces trois dernières années. Il est aussi fait cas d'un accord signé entre les États-Unis et l'Union Soviétique pour proscrire l'usage des armes atomiques. On parle également d'une négociation avec la Chine communiste pour une querelle de frontière. Les informations sont ainsi livrées pêle-mêle dans la narration. Avec le reportage télévisé, il n'y a pas cette cohérence dans l'information.

1.3.- **La voix du magazine ou "le lire dans le lire"**

Un magazine est une publication périodique qui traite de sujets généralistes ou spécialisés. Il est le plus souvent illustré et de par son économie, se distingue de la revue. À la différence du magazine, la revue se limite à un domaine précis comme la littérature ou la science. Les romans de John Updike sont aussi le réceptacle de magazines. Ils sont utilisés à plusieurs desseins et dictent leurs lois au texte. *Rabbit Is Rich* fait une très bonne promotion de ces médias. Ici, Rabbit succède à son beau-père Springer comme concessionnaire d'automobiles Toyota.

Il s'efforce ainsi de rentabiliser ce secteur d'activité en mettant à la disposition de ses clients, toute sorte de propagande, de publicité sur ses produits. Le roman parle d'affaires et des rencontres entre vendeurs et clients. Les magazines informent régulièrement le lecteur sur divers sujets, en l'occurrence l'économie et toute question liée à la nouvelle entreprise Toyota que dirige Rabbit après la mort de son beau-père. L'un des magazines le plus fréquent de cette œuvre romanesque est *le Consumer Reports* ou encore le *Bulletin du consommateur*. À la page 1, il est écrit que,

The fucking world is running out of gas. But they won't catch him, not yet, because there isn't a piece of junk on the road gets better mileage than his Toyotas, with lower service costs. Read Consumer Reports, April issue. (Rabbit Is Rich: 1).

Le *Bulletin du Consommateur* informe ainsi le lecteur sur la probable pénurie d'essence. Le magazine capte l'attention du lecteur sur un sujet qui est étranger à la narration. Par ailleurs en précisant le nom de l'organe, l'auteur fait non seulement la distinction entre le texte et l'élément médiatique, dont l'association participe à la construction de la diégèse et de la structure textuelle de John Updike. En effet, « les textes littéraires [...] semblent être de "connivence avec le monde des médias". Ils aspirent les médias, les recyclent et les recrachent [...] dans le paysage médiatique » (Müller, 2012 : 11).

Le *Consumer Reports* est le guide de l'entreprise Toyota. Il donne des orientations ou des directives adéquates qui permettent une meilleure gestion de l'héritage des Springers. Rabbit aime bien le lire au repos. La page 45 de *Rabbit Is Rich* indique que, " Naked, she lurches onto the bed where he is trying to read the July issue of *Consumer Reports* and thrusts her tongue in to his mouth." Même au lit, Rabbit s'informe à travers le magazine.

Cette fréquence de la présence de ce média façonne le roman et lui insuffle une sorte de « ligne éditoriale ». Sous l'emprise du média, le roman de John Updike navigue entre la réalité littéraire et médiatique. La narration n'est plus linéaire. Elle est plutôt rythmique et manque de cohérence, de logique. Le *Consumer Reports* intervient encore à la page 47:

The next page of Consuler Reports is printed on blue and asks, Summer cooling, 1979: air conditionair or fan? He tries

to skim the list of advantages and disadvantages peculiar to each (Bulky and heavy to install as opposed to Light and portable, expensive to run as against Inexpensive to run, the fan seems to be scoring all the points) [...] (Rabbit Is Rich : 10-11).

Dans ce passage, il est fait une description de la page de couverture du *Consumer Reports*. Le magazine est imprimé en caractères bleus. Il présente un lot d'articles composé de climatiseur et de ventilateur. Le média joue ici son rôle traditionnel : celui de faire la publicité des produits et articles. Rabbit le parcourt pour se rafraîchir la mémoire après le boulot.

Le magazine expose ainsi une fonction de divertissement dans le récit. Il suscite l'illusion chez le lecteur-spectateur pour lui détourner son attention sur l'intrigue du roman. La structure du texte updikien fonctionne sur la base d'une vérité de degré supérieur : « la vérité des Spencers ou la vérité des vérités ». Le média rend la lecture réelle et vivante.

Par ailleurs, le magazine soumet la structure du texte à ses exigences. Il l'oblige à parler le même langage que lui en le phagocytant. Les pages 53 et 54 rappellent que Rabbit se retrouve au Flying Eagle avec ses amis de golf pour passer du bon temps. Le quotidien *Consumer Reports* est si présent dans les habitudes qu'il est évoqué par Rabbit en ces termes : "*Consumer Reports* had something on it". Le *Bulletin du Consommateur* devient une preuve de justification ou un témoin oculaire pour Rabbit dans les causeries. C'est la preuve qu'il le lit constamment et régulièrement.

Cette évocation du média amène le lecteur à non seulement redoubler d'efforts pour comprendre l'œuvre, mais aussi à se transcender ou alors à se surpasser de la réalité du récit pour cerner la dimension fictive de l'œuvre romanesque. Cette dimension est généralement qualifiée d'illusions et de rêves : c'est le monde imaginaire. Le magazine hante ainsi le récit updikien pour lui dicter ses principes et règles de fonctionnement. Le roman n'est plus autonome face à une telle dictature. Il négocie son autonomie pour se défaire du joug médiatique, mais cela semble impossible puisqu'il est récidivé cette intrusion de ce média à la page 74. Ici,

[Rabbit] is attracted instead to the exotic white face of the woman on the cover of the July Consumer Reports, that he brought downstairs this morning to read [...] The girl on the cover is wearing a white bowler hat on her white-painted face above the lapels of a fully white tuxedo; she is made up in red, white, and blue like a clown and in her uplifted hand has a dab of gooey white face cleaner. (Rabbit Is Rich : 74).

Le média s'impose encore au roman à travers cette description qui est faite de la page de couverture de *Consumer Reports*. Ce numéro de Juillet fait le portrait d'une star. Elle est vêtue en rouge, blanc et bleu comme un clown. Une alliance est donc tissée de gré ou de force dans le tissu textuel. Le paysage romanesque est en quelque sorte pris en otage par le média. Le discours migre de la pureté à « l'impureté » (Scarpetta, 1985 : 385). Le média expose ou engage le roman sur une voie sans issue et les règles classiques ne sont plus respectées. Il naît ainsi plusieurs interactions sur le territoire romanesque.

De même, il est donné de constater que le magazine est présent à tous les niveaux dans les romans de John Updike. Le média obéit à une certaine logique d'insertion pour répondre aux exigences des personnages. Harry, le héros du roman est l'un des bénéficiaires fidèles de cette opportunité qu'offre le *Consumer Reports* sur des sujets de divers ordres. La page 106 indique que :

Harry leafing through the August Consumer Reports that has just come ("Are hair dyes safe ?" "Road tests: 6 pickup trucks" "An alternative to the \$2000 funeral") while the boy is looking into a copy of a book he has stolen from Fred Springer's old office at the lot, which has become Harry's (Rabbit is Rich: 106).

Le texte romanesque devient un catalogue de mode et de point de beauté. Le lecteur peine à faire la distinction entre texte et média. Tout semble confondu et mélangé sur le champ narratif. Ces informations qui proviennent de ce magazine donnent une certaine satisfaction à Rabbit. Il est content et apaisé de parcourir ce magazine après une séance de travail difficile dans les Springers Motors. *Consumer Reports* reste et demeure ainsi le magazine dominant dans *Rabbit Is Rich*.

À côté de ce média dominant, il est aussi convoqué d'autres magazines dans l'espace textuel de John Updike : le *Golf Magazine*. Ces magazines participent à la construction et à la reconfiguration du roman. La poétique intermédiaire surcharge les structures du tissu textuel pour lui conférer une coloration qui met en lumière toute une esthétique de l'hybridité. L'œuvre romanesque devient alors un terrain de jeu de tous les « possibles » : possibilité de création, possibilité d'association et possibilité de dialogue entre différentes formes de texte. La page 425 de *Rabbit Is Rich* donne un exemple de ce genre :

*From "Gold Magazine" Annual "Roundup." The item read:
A COSTLY BIRDIE
Dr. Sherman Thomas cooked his
own goose when he killed one of the
Canadian variety at Congressional C.C
The court levied a \$500 fine for the act (Rabbit Is Rich: 425).*

Pour insérer cet article, l'auteur a pris soin d'écrire le titre en caractère d'imprimerie. La police de l'écriture du texte diffère de celle de la narration. L'article parle de Dr Sherman Thomas à qui le tribunal a infligé une amende de \$500 pour avoir tué une oie. Ce magazine s'assimile à un fait divers qui entretient l'humour dans le roman. Ici, l'humour rend perméable le tissu textuel. Il détend le lecteur, puis lui facilite la lecture et la compréhension.

2.- **Une médiascripture de l'hybridité culturelle dans le roman de John Updike**

La médiascripture est comme le vocable l'indique, est la « scripture » des médias et des arts dans un texte littéraire. Ici, la recherche intermédiaire vise à comprendre la manière dont la pluralité des médias coexiste dans la construction d'une œuvre. Elle met en relief les processus de sens au-delà de cette convergence et la manière dont un média intègre les pratiques développées par d'autres médias. Ainsi, l'intermédialité est comprise comme un principe fondateur de l'œuvre d'art, inhérent à sa nature, et dans cette mesure, tout art est un art intermédia. Les études intermédiales puisent alors leurs racines dans les acquis des études littéraires, filmiques et culturelles. C'est pourquoi selon Guiyoba,

La médiascripture insiste sur le fait, non pas de la littérarité de l'œuvre mais celui de son intermédialité à laquelle est subordonnée une littérarité qui ne sert ici que de vecteur, ou de plateforme interartiale. Un peu comme si le principe de l'œuvre d'art totale était repris littérairement, comme il pourrait l'être musicalement, architecturalement ou picturalement (Guiyoba, 2015, p.7).

En effet chez John Updike, la technologie numérique garantit la simultanéité d'éléments et de fragments de l'œuvre. Cela fait sortir l'œuvre d'art de la linéarité et de la continuité. Dès lors, l'intermédialité réside dans un dialogue artistique incessant entre ses composantes et « implique la prise en considération d'une lecture active qui doit constamment répondre à des indices et des signaux textuels » (Gharbi, 2009 : 90). L'œuvre d'art répond ainsi à un projet artistique de nature transdisciplinaire et favorise l'hybridité culturelle comme dans cet extrait téléphonique :

*"Hey come on over," he begs. "we miss you. I played pretty good, the second nine, once I got into the mood. With our handicap strokes Webb figures our best ball to be a sixty-three, which ought to be good for an alligator shirt at least. You should have seen my sand shot on the tenth."
"I'd like to come over," Janice says, [...]
"but I can't. There's somebody here."
"Who?"*

"Somebody you haven't met yet."

"Important?"

She laughs. "I believe so."

"Why are you being so fucking mysterious?"

"Harry, just come." (*Rabbit Is Rich*: 167)

Le terme « hybridité » provient d'ailleurs du latin *ibrida* qui signifie « sangs mêlés », altéré en *hybrida* et du grec *hybris* qui désigne « l'excès, la violence, l'orgueil et la démesure ». « L'hybridité revendique la multiplicité, l'hétérogénéité, la dualité, la rupture, le mélange... » (Gbaï, 2017 : 15). Il est aussi synonyme du « métis », c'est-à-dire qu'il se considère en lui-même, comme un mixte et convoque l'hétérogène. Ce n'est plus ce mélange homogène auquel on attribue une valeur sûre, mais un mélange auquel on attribue une valeur subversive dans la mesure où la notion d'hybridité refuse la totalité, l'unité et la pureté.

Dans le roman, selon Mikhaïl Bakhtine, « [...] tout est ex-origine, aussi il n'y a pas ici d'originalité. » (Bakhtine, op.cit. : 45). Ainsi, il n'y a donc pas de formes pures, ni de réalités pures non médiatisées. Il faut donc noter que dans l'objet artistique, le contenu est entièrement formé et totalement incarné. Il n'est donc pas possible de détacher de l'œuvre d'art, un élément réel qui serait un contenu pur. C'est d'ailleurs à juste titre que Janet Paterson affirme que « l'hybride constitue la forme par excellence d'une revendication de la multiplicité et de l'hétérogénéité » (Paterson, 2001, p.81). Le texte perd alors son unité au profit de la fragmentation.

2.1.- **La médiamotion ou "la mobilité dans l'immobilité" dans l'œuvre updikienne**

La « médiamotion » est l'ensemble des mouvements qui ont leur moteur dans les médias (Moser, 2004 : 27). C'est une approche qui vise à rendre cognitivement accessible la mobilité des objets culturels. Moser précise même que la situation type dans notre expérience quotidienne est une personne assise devant un écran. À ce stade des choses, le monde défile sous ses yeux. Tout ici est appréhendé par l'appareil sensoriel. C'est également la carte cognitive qui est en activité. La personne est obligée de philosopher sur les images pour mieux les comprendre comme dans ce film chinois :

The Fists of Bruce Lee. The kung-fu violence is arresting enough to hold Judy's attention for a few minutes. [...] Bruce Lee kicks out, once, twice, thrice, and three handsomely costumed thugs slowly fly toward the corners of the room, furniture shattering like fortune cookies, and suddenly Judy has switched channels again, [...] (Rabbit Is Rich, p.169).

Cet extrait met en scène un acteur du cinéma bien connu : *Bruce Lee* est mis en gros plan dans ce film. Le canal image et le canal sonore s'expriment à travers les

différents mouvements et gestes de *Bruce Lee* dans l'angle de la pièce. Il y a du sensationnel, de la cadence et du bruit dans le récit. Le champ romanesque fonctionne ainsi au rythme de l'audiovisuel et plonge directement le lecteur dans la culture chinoise. Le média assure ainsi le transport de ce voyage mental.

En clair, la médiamotion relève du territoire de l'imaginaire et du virtuel. On ne la vit pas physiquement mais, on est plutôt transposé dans un ailleurs culturel grâce aux médias. Jean Baudrillard explique mieux ce phénomène de l'illusion. Il estime « qu'une image, c'est justement une abstraction du monde en deux dimensions, c'est qui ôte une dimension au monde réel, et par là même inaugure la puissance de l'illusion » (Baudrillard, 1997). La médiamotion devient ainsi une vie de l'esprit et se perçoit comme cette médiation symbolique captée par nos sens dans une immédiateté qui entre en contradiction avec sa distance réelle. Selon Moser, cela explique le contact à distance. En effet, l'immobilité du lecteur favorise un voyage mental. Dans ce voyage, on peut faire l'expérience du contact à distance. Mais comment cela est-il possible ?

L'image qui défile à l'écran dans le paysage littéraire de John Updike par exemple, projette le lecteur dans un univers illusionniste. Cet univers engendre le phénomène du « va-et-vient » dans l'esprit de celui-ci. Ici, tout est perçu sous un angle intermédial : le "as if character" selon Rajewsky. Le lecteur se trouve simultanément dans plusieurs espaces sans un effort physique. Le média assure le transport d'une telle mobilité. En effet, la mobilité qui naît dans ce monde d'illusion, donne l'orientation à l'esprit de faire le travail qui est le sien. C'est donc à partir d'un tel processus que l'esprit va là où il veut pour se tisser des relations ou se familiariser avec d'autres réalités étrangères.

En effet, les médias diffusent plusieurs informations dans le récit updikien. En dehors des informations et images en boucle, on assiste aussi à une narration qui est parfois aux couleurs de plusieurs sons mélodieux qui traversent les frontières. *Rabbit Is Rich* présente une telle texture. En sa page 32, il est fait mention d'une star de renommée internationale sous l'appellation "Queen of disco" ou « la reine de la musique ». Il s'agit de la star américaine Donna Summer, dont la voix entretient ainsi le texte sur fond de musique : "*Sittin' here eatin' my heart out waitin' Waitin' for some lover to call...[...] Hot stuff. I need hot stuff. I want some hot stuff. I need hot stuuuuuff !*". (PP.32-33) Dans le présent extrait, le numéro 1 du « Hit Parade, *Hot Stuff* » par la reine du disco, Donna Summer est livrée dans un style particulier. Ici, on finit par adopter la culture étasunienne à force d'écouter cette star de renommée internationale.

Le caractère « Italique » sert de marque entre l'infratexte musical et la narration ordinaire du roman. Dans un tel champ sémantique, le lecteur tend à trouver un ancrage dans la diversité épanouissante du monde. Mais au-delà de cela, il y a un désir ardent quelque part de dépassement de la stagnation. Ce passage du roman fait vivre au lecteur certains événements hors de son territoire à travers la télévision :

American deaths in Vietnam were reported the lowest in three years, and one twenty-four-hour period saw no American battle deaths at all. The Soviet Union made headlines this week, agreeing with the U.S. to ban atomic weapons from the world's ocean floors, agreeing with Red China to hold talks concerning their sometimes bloody border disputes, and launching Soyuz 6, a linked three-stage space spectacular bringing closer the day of permanent space stations. In Washington, Hubert Humphrey endorsed Richard Nixon's handling of the Vietnam war and Lieutenant General Lewis B. [...]

In Chicago, riots outside the courtroom and riotous behavior within continued to characterize the trial of the so-called Chicago Eight. In Belfast, Protestants and British troops clashed. In Prague, Czechoslovakia's revisionist government, in one of its sternest moves, banned citizens from foreign travel. And preparations were under way: for tomorrow's Columbus Day parades, despite threatened protests from Scandinavian groups maintaining that Leif Ericson and not Columbus was the discoverer of America, and for Wednesday's Moratorium Day, a nationwide outpouring of peaceful protest [...] (Rabbit Redux: 333-334).

Ici par exemple, ce reportage télévisé fait voyager le lecteur depuis le Vietnam à Prague (Tchécoslovaquie), en passant par Washington, l'Union Soviétique, la Chine, pour ensuite revenir à Washington, Chicago et à Belfast. Le récit donne ainsi l'occasion de faire le tour du monde dans l'immobilité. Dans ce voyage mental, on vit par exemple, la guerre du Vietnam, des accords pour la proscription de l'usage des armes atomiques entre les États-Unis et l'Union Soviétique sans oublier les émeutes à l'extérieur d'un tribunal à Chicago.

Cette mobilité de la culture crée chez le lecteur une vision panoramique du monde et impose par la même occasion le brassage entre les cultures. En effet, il naît la question du multiculturalisme dans un contexte global. Le principe unificateur de la diversité culturelle réside ainsi dans un pouvoir de dialoguer en vue de trouver une plate-forme qui assure la vraie stabilité. La globalisation efface les différences et impose l'ouverture culturelle. Le principe de la mobilité réside également dans l'interaction interculturelle qui crée une dynamique hétérogène et actualise en permanence la conscience de l'identité et de la différence. En effet, cette dynamique d'interaction interculturelle n'est pas toujours une machine de domination ou d'observation des autres cultures.

Elle est aussi un moyen de réajustement de l'image qu'on a sur soi, une fécondation de sa propre identité avec l'autre. C'est un processus qui permet de faire sortir l'être des mythes culturels qui l'emprisonnent. La mobilité culturelle exige que chacun apporte sa contribution de son expérience réceptive de la diversité culturelle que favorisent les médias. De cette manière, le multiculturalisme rend le récepteur plus attentif, plus réceptif et par voie de conséquence, plus actif. Ici, ce ne sont pas uniquement les interactions entre les individus et les groupes qui s'intensifient, mais aussi la circulation et la production

du savoir. La télévision répond bien à cette préoccupation dans le discours littéraire de John Updike :

They channel-hop trying to find something to hold them, but there is nothing, it all slides past until, after nine, on Carol Burnett, she and Gomer Pyle do an actually pretty funny skit about the Lone Ranger. [...]

In this skit the Lone Ranger has a wife. She stamps around a cabin saying how she hates housework, hates her lonely life. "You're never home," she says, "you keep disappearing in a cloud of dust with a hearty "Heigh-ho, Silver." The unseen audience laughs, [...] Now the Lone Ranger's wife is complaining that Daniel Boone brings his wife beautiful furs, but "What do I ever get from you? A silver bullet." She opens a door and a bushel of silver bullets comes crashing out and floods the floor. For the rest of the skit Carol Burnett and Gomer Pyle and the man who plays Tonto (not Sammy Davis Jr. but another TV Negro) keep slipping and crunching on these bullets, by accident. [...]

She rolls those big Burnett eyes and says, "Let's go, que màs sabe." (Rabbit Redux: 26-27).

Ce long discours télévisuel entretient le lecteur à la fois sur la culture américaine à travers le « Ranger Solitaire » et la culture espagnole dans l'usage de l'expression « *que màs sabe*. » Ainsi, deux cultures entrent en contact sous l'effet conjugué du média télévision et du texte littéraire. Le récepteur du flux culturel de la globalisation est obligé de prendre appui sur une argumentation comparative pour expliquer les transformations culturelles qui mettent en cause la question de l'identité et de la différence.

Au total, on peut donc retenir que la médiamotion est une institution qui relève du virtuel, de l'imaginaire ou de l'illusion. Sous l'emprise des médias, le lecteur est projeté au-delà des frontières sans un déplacement physique. La médiamotion assure ce transport aussi vite que l'éclair, une telle mobilité.

2.2.- **L'expression du « flux » dans le dispositif textuel de John Updike**

À l'image de la globalisation et de la mondialisation, Arjun Appadurai explique la circulation des biens et des personnes de cette société contemporaine par la notion de « flux ». En effet, la mondialisation correspond à la libre circulation des marchandises, des capitaux, des services, des personnes, des techniques de l'information. Elle désigne le processus d'intégration des marchés et de rapprochement des hommes qui résulte de la libéralisation des échanges.

La mondialisation, c'est aussi le développement des moyens de transport et des retombées des technologies de l'information et de la communication à l'échelle planétaire. Elle se manifeste par l'expansion des échanges et des interactions humaines. Suivant cette nomenclature du concept de la mondialisation, Appadurai fait observer cinq (5) "Scapes", à savoir : les Ethnoscapas, Technoscapas, Financescapas, Ideoscapas et enfin les Mediascapas. La terminologie "Scapes" provient de "landscapes" qui signifie « paysage ». Ainsi, Appadurai définit les Ethnoscapas comme :

Those people in constant motion such as migrants, refugees, guest workers or even tourists who 'affect the politics of (and between) nations to a hitherto unprecedented degree[...]. It is therefore difficult for these people to generate permanent 'imaginaries' even if they wanted to as they constantly move around. (Appadurai, 1996, p. 1)

Les Ethnoscapas ici, désignent ces personnes qui sont constamment en déplacement tels que les immigrés, les réfugiés, les personnes en quête d'emplois ou même les touristes qui affectent la politique intérieure des nations à un certain degré. Il est donc difficile pour ces gens de réaliser des projets. Même s'ils le veulent, ils sont constamment en mouvement. Cette définition de l'Ethnoscape permet de comprendre la disjonction des flux mondiaux et leurs multiples interactions. Le vocable « Scape » suggère l'idée de flux en mouvement et en construction permanente qui varient selon le point de vue à partir duquel on les considère. C'est dans des histoires singulières qu'il importe de mettre à jour la manière dont différents « Scapes » se déploient. Cet article de journal provenant du récit updikien favorise par exemple un voyage qui n'est pas physique, mais mental chez le lecteur et qui s'inscrit dans la dynamique de l'Ethnoscape sous un autre angle :

Sentenced for Possession

Eight local men and one woman were given six-month sentences for possession of marijuana Thursday. The defendants appearing before Judge Milton F. Schoffer had been apprehended in a police raid on Jimbo's Lounge, Weiser Street, early in the morning of August 29. [...] A tenth defendant, Hubert H. Farnsworth, failed to appear in court and forfeited bail. A warrant has been issued for his arrest. The proprietor of Jumbo's, Mr. Timothy Cartney of Penn (Rabbit Redux: 233).

L'article rend compte des condamnés pour détention de drogues. Il s'agit de huit hommes et une femme qui ont pris six mois de prison. Les inculpés avaient été

appréhendés au cours d'une descente de police dans un bar sur le territoire américain. Un mandat d'arrêt a donc été lancé contre le propriétaire du bar. La culture américaine et ses corollaires sont ainsi livrés à la lecture. Le lecteur qui parcourt l'univers littéraire de John Updike se trouve piéger dans une culture qui n'est pas la sienne, mais qu'il est obligé d'adopter malgré lui, pour faciliter sa compréhension. Il devient en quelque sorte un immigré, un exilé ou un réfugié dans cette réalité qui lui est étrangère. On assiste alors à une interaction culturelle. Les Technoscapes expliquent par exemple,

The development and spread of technology through different national boundaries. Whereas technologies were once orchestrated through political agenda and large scale economies, it is instead operated through new political and financial possibilities. (Appadurai, Op. Cit, 1)

Ici, Appadurai dresse un tableau de la globalisation dans lequel les migrations de masses et les nouvelles technologies de l'information occupent le premier plan. Ces deux phénomènes garantissent les cartes du monde. En effet, ils permettent de repenser la stabilité des localités, les identités nationales et les frontières d'États. Le monde est à la fois en flux et en perpétuelle recomposition permanente grâce aux outils de communication comme le téléphone qui favorise très souvent des échanges de tous ordres. Le récit updikien illustre bien cette plate-forme à la page 167 de *Rabbit Is Rich* :

*"But there's going to be the banquet, and the prizes. I can't desert my foursome." "If you won any prize Webb can give it to you later, I can't keep talking forever."
"This better be good," he warns her, hanging up. (Rabbit At Rest: 167).*

Cette communication téléphonique indique une certaine alternance dans le flux de la parole. Les propos de l'émetteur et du récepteur sont directement transcrits dans l'univers textuel. Visuellement, il y a rupture d'une narration continue. Le texte téléphonique crée une fragmentation de l'homogénéité spatiale du récit. Le roman de John Updike devient ainsi un roman-téléphone sous l'influence et l'affluence de ces multiples conversations téléphoniques.

Par ailleurs, Appadurai perçoit les Financescapes comme "the rise of global capital and exchanges", c'est-à-dire que le développement et l'expansion de la technologie au niveau des frontières. Ici, le développement opère selon les nouvelles possibilités politiques et financières, une fois que les technologies sont inscrites dans l'agenda économique et politique. Par Ideoscapes, Appadurai réfère:

To the ideologies of states and similarly to 'Mediascapes' it also uses images. 'Ideoscapes' often contain elements of the Enlightenment and key phrases such as democracy, freedom and rights (1996, 1).

Les Idéoscapes ont une affinité avec les médiascaapes et nous éclairent sur des concepts clés tels que la démocratie, la liberté et les droits de l'homme. Appadurai expliquent comment les États donnent forme aux localités, tout en façonnant les territoires et en instaurant des disciplines. En effet, les « localités étatiques » se distinguent des subjectivités et des groupes. Les médias et les migrations bouleversent le conformisme et les localités s'avèrent de plus en plus déterritorialisées. On parle ainsi d'éclatement des frontières. Les Médiascaapes qui font l'objet de cette étude, se définissent comme :

The rise in media production and distribution e.g. Newspapers, Television, Radio and Film. These forms of media provide the 'narrative' to which different communities live their lives and form 'imagined worlds' as reality and fiction become indistinct from one another. (Appadurai, Ibid, 1)

Les Médiascaapes sont les organes de la production et de la distribution des médias tels que les journaux, la télévision, la radio et le cinéma qui sont désormais à la portée d'un nombre croissant d'intérêts publics et privés à travers le monde. Dans le roman de John Updike, ces différentes formes de médias produisent le récit dans lequel différents peuples mènent leur vie et forment un monde imaginaire où la réalité et la fiction deviennent indissociables. Cet extrait radiophonique en est une belle illustration : De sa voiture de marque Célica,

The radio in the Celica is full of voices yammering about Deion Sanders, about Koch losing the New York Democratic primary to a black, about the SAT scores dropping in the Lee County, about President Bush's televised appeal to America's schoolchildren yesterday (Rabbit At Rest: 476).

Ici, le héros updikien Rabbit fait face à plusieurs voix à la radio : Un Noir est aux commandes des primaires démocrates de New York et le président Bush lance un appel télévisé aux écoliers américains. L'univers textuel est ainsi sous l'emprise du discours radiophonique au point où, la lecture se déguise en une simple diffusion d'informations. L'insertion de la radio dans l'espace textuel vient ainsi désorganiser l'unité ou la totalité dans la narration. On assiste également à une démocratisation de l'information diffusée qui gagne toutes les contrées du monde. Sous l'effet de l'imaginaire, le lecteur se retrouve aussi de plain-pied dans la culture américaine. Il navigue ainsi entre une culture d'origine et une culture d'accueil.

Par intermittence à ces médias, il est mis en lumière le rôle que joue l'imagination dans ce monde en pleine mutation. Avec l'imagination, on rend compte de l'invention quotidienne et de l'hybridité de nos mondes contemporains. La notion d'imagination permet de considérer la force des grands modèles culturels, sans toutefois minimiser les résistances à petites échelles. Cet appareil définitoire des « Scapes » permet de comprendre que notre monde est en pleine mutation. On peut être chez soi, mais partout à la fois grâce aux médias. La culture devient de plus en plus universelle. Au total, on retient que les « Scapes » d'Arjun Appadurai permettent de réfléchir sur le déploiement des flux mondiaux, à leurs disjonctions et imbrications. L'imagination fait office de lieu où ces flux se rejoignent et s'expriment dans un monde qui est devenu poreux par ses frontières étatiques.

2.3.- **Média et écriture (trans) interculturelle**

Le processus transculturel est l'expression de la manifestation des mœurs et coutumes entre les peuples de divers horizons. Dans cette dynamique, il y a une convergence qui actualise les identités et les inscrit dans de nouveaux moules. Un outillage est ainsi mis en place de façon progressive par une constance dans l'écriture. On assiste à un développement de caractéristiques de fusion, d'intégration et de référence qui font du champ romanesque, une application des espaces de réévaluation de l'activité littéraire. Le roman conjugue des principes scripturaires en effaçant la couleur locale. Pour ce faire, Josias Semujanga estime que,

La poétique est alors entendue comme un art non seulement d'écrire et de lire les textes littéraires, mais aussi de reconnaître des traits, de décrire des processus qui produisent l'effet de transit entre les différents genres et les différents arts du monde entier. C'est en cela que la poétique est transculturelle par ses principes fondamentaux (Semujanga, 1999, p.28).

La dynamique transculturelle selon Semujanga est un ensemble de transmutations constantes des habitudes d'un peuple qui favorisent l'ouverture sur les autres. Elle se manifeste comme un lieu de rencontre et de perceptions hétérogènes où diverses cultures mises en présence, appartiennent à plusieurs niveaux de représentation du monde. Le « préfixe *trans* utilisé ici fait référence à celui d'*inter* qui a connu une large diffusion depuis plusieurs années [et] [...] convoque les lexies à *travers*, de *part-en-part*, *au-delà*, etc. » (Idem : 28).

Les romans de John Updike s'exercent sur une telle idéologie à travers l'imbrication des médias. Chez l'auteur, les médias constituent le schéma directeur de cette écriture transculturelle. On utilise le média pour parcourir le monde dans sa diversité. Le récit articule la rencontre d'autres réalités dans des contextes et situations diverses.

Les représentations de ces espaces transculturels enrichissent la narration. Le développement de l'écriture traduit et expose de nouvelles modalités de l'écriture transculturelle. Il est mis à l'évidence des indices d'orientations présentant tout un registre artistique de l'ailleurs. À travers les apports stylistiques, l'exploitation des sons de divers ordres, l'esthétique des registres de l'expression, le lecteur se trouve confronter à plusieurs identités scripturales greffées sur les techniques narratives.

La page 437 de *Rabbit At Rest* édifie le lecteur sur un tel aspect du discours. Le narrateur mentionne que Rabbit "turns on the radio, searching among the jabber of rock music and talk shows for the sweet old tunes, the tunes he grew up by" (P.437). Rabbit a une passion pour la musique. Cette passion est exprimée à travers plusieurs titres de chansons et de spots publicitaires.

Toujours à la page 437 du même roman, on assiste à un duo musical des artistes Dinah Shore et Buddy Clark sur le titre, « *Baby, it's Cold Outside* ». Ils s'arrêtent et chantent à l'unisson du chœur : « *Cool, out, side* ». Il y a également des titres comme : « *Vaya con Dios, my darling* » ; « *Vaya con Dios, my love* » de Mary Ann. Frankie Laine s'illustre sur le titre : « *Mule Train* » et Doris Day sur : « *It's Magic* » ; « *It's magic* ». La musique, dit-on, n'a pas de frontière. Tout ce registre musical transpose le lecteur dans un ailleurs culturel.

Rabbit Redux justifie une telle ouverture dans l'écriture à travers des mets au menu dans un restaurant grec. En effet, le menu est d'abord proposé aux clients sur une affiche. Dans les différents échanges entre Harry, Janice, Nelson et Charlie Stavros, il est par exemple fait mention du *Pizza, Sandwiches, Kebab, Moussaka, Kalamaria, Souvlakia, melopeta, Keftedeset Paidakia* successivement aux pages 42, 43, 44, 45, 46 et 47. La langue grecque est même parlée à la page 47 : "Yasou" et "Kalespera". Dans ce réceptacle de mets, on voit bien que le *Pizza* est un met italien, le *Sandwiches* est américain, tandis que tout le reste ressort de la culture grecque. Le narrateur présente ainsi un dispositif arc-en-ciel qui ne laisse pas indifférent le lecteur. Sous l'illusion du média, il navigue à présent entre les États-Unis, l'Italie et la Grèce. L'écriture prend une dimension transversale car, elle s'approprie les réalités culturelles américaines, italiennes et grecques. L'écriture littéraire est alors envisagée comme un processus qui produit l'effet de transit entre trois espaces. Ce processus de la construction du champ sémantique est souvent accompagné de la mise en scène des personnages. L'écriture fait intervenir des représentations de la diversité qui construisent la narration. La notion d'ouverture ou de l'ailleurs guide l'intelligence des structures de la composition du roman updikien. Les médias créent cette dynamique de ce flux transversal à travers la diffusion des images, informations et des rythmes musicaux.

Conclusion

Le paysage littéraire de *Rabbit Redux* ; *Rabbit Is Rich* et *Rabbit At Rest* offre un chœur de voix médiatiques de divers ordres. Les médias tels que la radio, le magazine, la télévision... imposent leurs lois au récit et on assiste, soit à une

littérature sur écran, ou à un texte qui dispose le lecteur à l'écoute et même à une double lecture. Tout cela favorise une hybridité culturelle qui fait le deuil de la « pureté » et de l'« authenticité ». Sous l'effet conjugué du virtuel, du lire, de l'audio et du littéraire, l'écrivain américain John Updike réussit à transcender le cadre national pour se hisser au plan international. Les médias phagocytent le champ romanesque et l'orientent vers l'ailleurs culturel dans une « mobilité dans l'immobilité ». Cette invasion du littéraire par le média qui favorise ce voyage virtuel ou mental chez le lecteur, garantit à l'œuvre updikienne, son originalité. En effet, l'imbrication médiatique du tissu textuel chez John Updike constitue un indice de lecture et de compréhension du roman américain qui favorise l'ouverture et le brassage culturel dans un monde en pleine mutation où on prône de plus en plus le « vivre-ensemble ».

Bibliographie

Appadurai, A. (1996). *Modernity at Large. Cultural Dimensions of Globalization*. AN A-Z of theory Arjun Appadurai : [http : // ceasefiremagazine.co.uk/new-in-ceasefire/in-theory-appadurai](http://ceasefiremagazine.co.uk/new-in-ceasefire/in-theory-appadurai). p.1

Atcha, A. P. (2009). « Pratique intermédiaire et création romanesque chez Williams Sassine », *En-Quête*, N° 21.

Atcha, A. P. (2011). « L'écriture postmoderne dans le roman ivoirien », le postmodernisme dans le roman africain : Formes, enjeux et perspectives, Paris, L'Harmattan, P.55.

Bakhtine, M. (1978). *Esthétique et théorie du roman*, Paris : Gallimard, P.156.

Baudrillard, J. (1997). *Illusion, Désillusion esthétiques*, Ottawa, sens & Tonka.

Charaudeau, P. (1997). *Le discours d'information médiatique*, Paris, Nathan, P. 73

Deslauriers, J. P. (1991). (dir), *Recherche qualitative. Guide pratique*, Montréal McGraw-Hill Éditeur, P.6

Gbaï, J.C.G. (2017). *L'hybridité textuelle dans la création romanesque de WerewereLiking: Étude d'une écriture novatrice*, Thèse de doctorat, (Dir. Adama Coulibaly), Université Félix Houphouët – Boigny.

Gharbi, A. F. (2009). *L'intermédialité littéraire dans quelques récits d'Assia Djébar*, thèse de doctorat, (Dir. Marie-Pascale Huglo), Université de Montréal, P. 90.

Guiyoba, F. (2015). *Littérature médiagénique : Écriture, musique et arts visuels*, éditions L'Harmattan, P.7.

Mariniello, S. (2003). « Commencements » in *Intermédialités*, N°1.

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Moser, W. (2004). « La culture en transit : locomotion, médiamotion, artmotion », *Gragoata*, n°17, P.27.

Müller, E.J. (2012). « Intermédialité et littérature francophone camerounaise », *Écritures camerounaises francophones et intermédialité* (dir. Robert FotsingMangoua), Yaoundé, Ifrikiya, P.11.

Paterson J. (2001). « Le paradoxe du postmodernisme. L'éclatement des genres et le ralliement du sens », *Enjeux des genres dans les écritures contemporaines*, Québec, Nota Bene, P.81.

Rajewsky, I. (automne 2005). « Intermediality, intertextuality and remediation : A literary perspective on intermediality ». *In Intermédialités*. pp.43-64.

Scarpetta, G. (1985). *L'impureté*, Paris, Grasset & Fasquelle, P. 385.

Semujanga, J. (1999). *Dynamique des Genres dans le Roman Africain : Éléments de poésie transculturelle*, Paris, L'Harmattan.

Le sentiment d'appartenance des immigrants français au Québec : au-delà de l'intégration socio-économique.

The sense of belonging of French immigrants to Quebec: beyond socio-economic integration

Sophie-Hélène GOULET

Université Paris Descartes, France

Résumé

Les ressortissants français ont toujours migré vers le territoire québécois, et ce, depuis plus de 400 ans. Ils bénéficient en amont de leur migration d'importants services en matière d'information et de promotion émanant du gouvernement québécois présent sur le territoire français. Ils constituent également l'une des communautés culturelles les plus nombreuses à s'établir à chaque année, depuis le début des années 2000, sous couvert d'un visa de résident permanent. Leur intégration socio-économique, jugée supérieure à celle des Québécois natifs, n'est pas toujours de corollaire avec le développement d'un sentiment d'appartenance à la société québécoise et canadienne. Comment ce sentiment s'instaure-t-il et dans quelles conditions ? Les Français sont également les plus nombreux à quitter la Belle Province pour de nouvelles poursuites migratoires, mais aussi pour un retour au bercail. A ce titre, de quelle manière le sentiment d'appartenance évolue-t-il ou demeure-t-il toujours intact ?

Mots-clés : Québec, ressortissants français, immigration, sentiment d'appartenance, intégration socio-économique

Abstract

French nationals have always migrated to Quebec, for more than 400 years. They benefit, upstream from their migration, from important information and promotion services emanating from the Quebec government present on the French territory. They are also one of the largest cultural communities to settle each year since the early 2000s under the guise of a permanent resident visa. Their socio-economic integration, considered superior to that of native Quebecers, is not always a corollary with the development of a sense of belonging to Quebec and Canadian society. How does this feeling develop and under what conditions? The French are also the most numerous to leave the Belle Province for new migratory pursuits, but also for a return to the fold. As such, how does the sense of belonging evolve or is still intact?

Keywords: Quebec, French nationals, immigration, sense of belonging, socio-economic integration

Introduction

Dès la découverte du Canada, par Jacques Cartier, en 1534, la venue de Français sur son territoire, est l'un des seuls mouvements migratoires n'ayant jamais cessé jusqu'à présent. Ces migrations n'ont pas été un réel mouvement de masse, mais plutôt une succession sporadique d'arrivées sur le territoire québécois. Ce que pensent sans aucun doute les politiques québécois, ainsi que le Ministère de l'Immigration, est que l'immigrant français est incontestablement l'immigrant possédant le plus d'atouts afin de pouvoir réussir une intégration pérenne au Québec. Les recherches et les publications sur l'immigration au Québec ne visent pas la population immigrée née en France lorsque sont étudiés les problèmes d'intégration, de discrimination et de racisme (voir par exemple Renaud, Germain et Leloup, 2004a; Bourhis, Montreuil et Helly, 2005; Labelle, Field et Icart, 2007). Apparicio, Leloup et Rivet (2007) notent, par exemple, que les Français appartiennent au groupe de pays dont les ressortissants sont le moins victimes de ségrégation résidentielle. Renaud et Fortin (2004 : 38) affirment, à propos de leur insertion économique, qu'elle « peut être qualifiée d'excellente et relativement sans obstacle ». Le sentiment d'appartenance à la société d'accueil est essentiel et incontournable en vue d'une installation durable, mais peut également perdurer en vue de poursuites migratoires ou de retour au pays. Toutefois, comment ce dernier se cultive-t-il ? Certaines conditions sont inhérentes à son apparition, à son développement et à sa pérennité. Le sentiment d'appartenance surpasse et l'emporte en quelque sorte sur l'intégration. Un immigrant peut en effet sembler « bien intégré », eu égard à sa situation professionnelle, économique, citoyenne et familiale. L'intégration d'un immigrant se passe dans la perception de la société d'accueil, c'est la façon dont celle-ci perçoit le nouvel arrivant. Le sentiment d'appartenance est personnel et propre à chaque immigrant. Au-delà des statistiques communautaires concernant l'insertion en emploi des nouveaux arrivants, en regard de leur formation, certaines communautés culturelles seraient davantage favorisées pour l'intégration sociale et culturelle à long terme. Nous chercherons donc ici, à distinguer et mettre en exergue l'intégration et le sentiment d'appartenance.

L'intégration à la société d'accueil

L'intégration conjugue les efforts d'un nouvel arrivant, mais aussi des membres de la société d'accueil, dans le but de pouvoir développer un sentiment réel d'appartenance à la vie sociale, culturelle, politique et économique d'un pays. L'intégration est inhérente au facteur temps : elle s'avère plus rapide pour certains, et nettement plus longue pour d'autres. Maints immigrants français présument que l'intégration au Québec se fera, non sans efforts, mais se réalisera sans gros obstacles si la motivation, la préparation et la volonté sont présentes. En effet, Français et Québécois ont des racines communes, des affinités culturelles, mais

leurs échanges, interactions n'en demeurent pas moins pour autant interculturels. En effet, l'arrivée au Québec demande une période d'adaptation pour tout nouvel immigrant, quelle que soit son pays d'origine. Il peut y avoir très souvent un décalage entre les attentes, ce que l'on espérait trouver, par les recherches que l'on a effectuées notamment, et la réalité. Le tout peut entraîner une certaine détresse au cours des premiers mois suivant l'installation, alors que d'autres immigrants vivent une véritable euphorie, ainsi qu'un réel sentiment d'excitation, l'impression d'avoir trouvé le pays du « possible ».

Terrain d'enquête

Ainsi, par le biais d'une trentaine d'entretiens semi-directifs menés auprès d'immigrants français au Québec, de futurs immigrants français désireux de s'établir au Québec, mais aussi auprès d'immigrants français ayant quitté le Québec pour de nouvelles poursuites migratoires ou un retour au pays, nous analysons les facteurs inhérents au développement d'un sentiment d'appartenance à la société d'accueil. Les entretiens se sont initialement déroulés à Québec et à Montréal en avril 2010 et avril 2011. Les 2/3 des participants ont pu être interrogés à nouveau en janvier 2014, puis en juin 2016 par Skype et téléphone.

L'immigration française au Québec

Tout d'abord, il convient de rappeler que ce sont plus de 3 500 Français, chaque année, depuis 2000, qui immigreront de façon permanente au Québec. Lors du recensement de 2016 (Statistiques Canada), 81 225 personnes immigrées nées en France ont été dénombrées au Québec. Les candidats à l'expatriation sont d'abord et avant tout motivés par une « envie de quitter la France » et de vivre un « enrichissement culturel ». Ce qui les pousse davantage à choisir le Québec : le partage de la langue française. En 2011, 3 235 Français, (« Français » étant défini ici comme né en France) se sont installés au Québec avec un visa de résident permanent. Selon la Direction de la recherche et de l'analyse prospective du Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI), les Français admis au Québec de 2001 à 2010 et issus de l'immigration économique seraient, en 2012, toujours présents pour ce qui est de 73,6 % d'entre eux. Les Français immigrés au Québec ont pour langue maternelle le français dans 99,7 % des cas. Français et Québécois ont des racines communes et des affinités culturelles. Ces faits ont longtemps amené les différents gouvernements québécois, ainsi que sa population, à penser que les Français étaient des immigrants « taillés sur mesure » pour le Québec. Les premiers colons au Québec étaient Français. Mais tenter de reproduire le modèle de colonie de l'époque de la Nouvelle-France, après plus de 400 ans, est-il adéquat pour le Québec actuel et son avenir ? Les Français seraient des immigrants de choix pour le Québec, car en effet, leur taux de chômage est inférieur à celui des Québécois, et ils bénéficient également, depuis 2008, d'une meilleure reconnaissance de leurs diplômes acquis dans l'Hexagone étant donné

de récents accords conclus en ce sens⁵⁰. Plusieurs études⁵¹, menées par le Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI), ont également démontré que les immigrants français obtiennent des revenus en moyenne supérieurs à ceux des Québécois nés sur le territoire. La France demeure donc, selon ces études, les accords franco-québécois et les statistiques du Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, un bassin prioritaire de recrutement d'immigrants pour le Québec.

Quel(s) sentiment(s) d'appartenance ?

Les candidats interrogés, qu'ils se disent Français(e), Canadien(ne) ou Québécois(e), disent cependant tous appartenir à la communauté francophone du Québec. Ils sont donc à la fois « être d'ici » et « être de là-bas », une sorte « d'entre-deux » aussi. La plupart le vivent comme une opportunité, un véritable avantage et non une fatalité. Pour tout immigrant, il est toujours plus facile de devenir Montréalais que Québécois. L'appartenance à une ville ou une commune, est apparu, dans le cadre de nos recherches, plus facile à exprimer que l'appartenance à une nation, car en effet, plus de 82 % des nouveaux immigrants s'établissent en région montréalaise, et parmi tous les ressortissants français interrogés dans le cadre de notre enquête, une seule personne habitait la ville de Québec, contre 29 à Montréal.

« Premièrement, la langue française commune est une facilité. Ensuite, en ce qui me concerne, le fait d'être venu à Montréal à plusieurs reprises, avant mon immigration, m'a permis de développer un certain réseau de connaissances, ce qui facilite grandement l'intégration à la vie montréalaise. Je ne suis pas venu comme ça en fait. Mon projet d'immigration était relativement bien préparé, j'ai résidé en colocation avant d'arriver définitivement à Montréal, je m'étais renseigné sur le marché du travail, j'avais assisté à des séances d'information données par l'OMI (Office des Migrations internationales). J'ai su bénéficier de plusieurs informations et conseils de la part de l'Office des Migrations internationales, je savais que la langue était proche, mais différente. Je savais que j'allais être confronté à pas mal de différences. »

Didier, avril 2010.

⁵⁰. Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles. Entente France-Québec sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles. <http://www.immigration-quebec.gouv.qc.ca/fr/big/paris/entente-france-quebec/>. Consulté le 25-06-2013.

⁵¹. Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles. *Portrait statistique de la population immigrée née en France recensée au Québec en 2006*. <http://www.quebecinterculturel.gouv.qc.ca/publications/fr/diversite-ethnoculturelle/com-france-2006.pdf>. Consulté le 15-10-2012 / Institut de recherche et d'informations socio-économiques. *L'intégration des immigrants et des immigrantes au Québec, novembre 2012*. <http://www.iris-recherche.qc.ca/wp-content/uploads/2012/11/Note-immigration-web.pdf>. Consulté le 25-06-2013.

« Quand on arrive ici, on est Français, c'est sûr, mais, en France, on a une appréhension des autres cultures; ici, tu te rends compte que tout le monde est proche : les Français, les Algériens, les Marocains, les Tunisiens. On devient très près culturellement au Québec. Les gens sont aussi très ouverts, cela m'a beaucoup apporté, et je sens que j'aurai une vision différente de ce qu'est l'Autre à mon retour en France. Je me sens surtout appartenir à la communauté francophone. Je suis un hybride. Je suis franco-canadienne. Je suis française, à la base. Je dis même que je suis d'origine française, même si je suis une Française née en France. Il y a aussi un autre truc : mon fils est né ici; je dis qu'il est canado-français, mais en fait, ça n'existe pas cette expression, donc il est d'abord canadien, car né au Canada, et ensuite français. »

Stéphanie, avril 2010.

Chaque individu possède en réalité plus d'une culture et, par conséquent, une appartenance à plusieurs groupes. Ces appartenances culturelles ne coïncident pas entre elles et ont des extensions variables. Chaque culture, sur le plan de la communauté et du groupe, est une culture plurielle, car une même communauté réunit différents membres, individus, même s'ils demeurent tous issus d'une même culture. La condition de migrant est donc perçue comme une chance, une stabilité qui côtoie également le mouvement et le dynamisme. Les immigrants français, à leur arrivée, ont sans doute davantage de points communs avec les autres migrants qu'avec les Québécois, du moins dans les premiers mois et, sans doute, pour certains, dans les premières années d'immigration. Côté à la fois des migrants et des Québécois favorise assurément l'accélération d'une adaptation aboutie. Selon Charles Hampden-Turner et Fons Trompenaars (2004), il faut dépasser le choc des cultures pour faire l'expérience d'une meilleure communication interculturelle. Les cultures sont différentes, mais elles sont néanmoins conséquentes et pertinentes, même si leurs codes et leurs priorités peuvent différer. Les différences entre les cultures ne sont ni aléatoires ni inopinées. En fait, les valeurs d'une culture correspondent à l'image inversée des valeurs de l'Autre.

Appartenance(s) et identité(s)

La notion d'identité est une notion problématique. Elle suscite une interrogation, une introspection, un profond examen, un retour sur soi et induit un besoin de reconnaissance afin de mieux définir l'appartenance. Un regard extérieur permettant de confirmer, ou d'infirmer, une identité. Une réflexion de l'Autre peut amener à une identification à l'Autre. L'identité est d'abord et avant tout la façon dont une personne se définit elle-même : ses croyances, ses propres pensées à son sujet. L'identité n'est pas une donnée figée : elle se construit dans le temps, évolue, se transforme. Elle se construit également par différents codes du groupe d'appartenance, se nourrit de sa culture afin qu'il y ait interaction et communication avec autrui. Les valeurs, comme l'aborde Carmel Camilleri (1997), forment une solide part de l'identité. Les différences culturelles sont reconnues

dans les perceptions, la communication et la réception des messages. Par conséquent, toutes ces variations affectent de manière certaine la forme et le résultat de la rencontre. La culture est évolutive, elle s'installe au cours d'une histoire globale, longue et commune. Elle détermine nos pensées, nos gestes, nos comportements. Mais s'intéresser aux cultures étrangères nous pousse également à nous interroger sur notre propre culture. Même si les différentes grilles de sélection ciblent les candidats à l'immigration ayant le plus de chances et de possibilités « de s'adapter aux normes de la société sans se soucier de leurs traditions, de leurs croyances culturelles et des lieux d'où ils viennent » (Belabdi, 2004 : 94), il n'en demeure pas moins que l'imaginaire migratoire des Français les amène à croire assurément que l'adaptation sera ménagée par un partage linguistique et culturel.

Sentiment d'appartenance, intégration ou poursuite migratoire

Le sentiment d'appartenance à la société d'accueil est essentiel et incontournable en vue d'une installation durable. Mais comment celui-ci se développe-t-il ? Certaines conditions sont inhérentes à son apparition, à son développement et à sa pérennité. Le sentiment d'appartenance surpasse l'intégration. Un immigrant peut en effet sembler « bien intégré », eu égard à sa situation professionnelle et familiale. L'intégration d'un immigrant se passe dans la perception de la société d'accueil, c'est la façon dont celle-ci perçoit l'immigrant. Le sentiment d'appartenance est personnel et propre à chaque immigrant. Selon des études de Denise Helly, réalisées en 1995⁵², à partir d'entretiens semi-dirigés, au sujet des fondements de l'appartenance des immigrés au Québec, trois courants d'opinion ont pu être dégagés. Le premier courant de pensée met en avant le rôle de l'État à entériner la nation québécoise francophone. Le second courant de pensée émane de la catégorie qualifiée par Denise Helly d'indépendantistes :

la langue française, le territoire et les droits individuels comme référents de la spécificité québécoise, mais ils avancent la nécessité de préserver une homogénéité de la communauté francophone d'origine canadienne française. A leurs yeux, la culture référentielle et la mémoire historique constituent des référents aussi importants que la langue quand il s'agit de définir le Québec francophone et de déterminer les critères d'une participation entière des immigrés aux institutions francophones (1995 : 69).

Or, selon le troisième courant de pensée, la langue française et la mémoire historique ne peuvent à elles seules asseoir les bases d'une collectivité québécoise. En effet, ces deux éléments ne donnent légitimité de citoyenneté qu'à une seule

52. Helly Denise. Québécois, étrangers ou citoyens ? Les fondements de l'appartenance des immigrés au Québec. Dans: *Revue européenne de migrations internationales*. Vol. 11 N° 3. pp. 67-78, DOI : 10.3406/remi.1995.1478
url : [/web/revues/home/prescript/article/remi_0765-0752_1995_num_11_3_1478](http://web/revues/home/prescript/article/remi_0765-0752_1995_num_11_3_1478). Consulté le 15-07-2014.

communauté : Québécois issus de l'immigration datant d'avant la Conquête de 1760. En effet, selon les répondants qualifiés de fédéralistes par Denise Helly : la langue détient une fonction instrumentale dans une société majoritairement francophone. Cette situation ne saurait porter à confondre loi de la majorité et identité collective, car la société québécoise doit demeurer politiquement et culturellement pluraliste. Quant à l'intégration linguistique des immigrés, elle doit répondre essentiellement à des raisons pragmatiques (1995 : 72).

Ainsi, les immigrants contemporains au Québec, Français et autres, trouveraient une nouvelle identité et sentiment d'appartenance dans une nouvelle tendance : les lois du marché et l'économie en favorisant la valorisation de la langue anglaise. Il appartient ensuite à tout un chacun d'élire a propre culture ou d'affirmer sa langue, « d'être un francophone de culture américaine, c'est-à-dire un "Américain parlant français", ou un francophone de culture cosmopolite, européenne, italienne ou arabe. L'orientation culturelle est affaire privée » (Helly 1995 : 76).

« Le sentiment d'appartenance est sans doute l'élément le plus complexe à définir. Je ne me sens pas ou peu appartenir à la société québécoise. Entrer en contact avec des Québécois est très facile, rester en contact l'est beaucoup moins. Je me rappelle, peu de temps après mon arrivée, une Québécoise avait résumé les personnalités françaises et québécoises (si on peut résumer) de la manière suivante : un Français est comme une noix de coco; le plus dur est de percer la coquille, mais une fois cela fait, la relation s'installe facilement. Un Québécois est comme un avocat; le premier contact est facile comme la peau tendre d'un avocat, mais ensuite, il est difficile de descendre dans le fond. Je n'avais pas très bien saisi l'analogie à ce moment-là, mais maintenant, je trouve que cela résume bien mon ressenti. Mon cercle d'amis est composé de peu de Québécois; j'essaie de faire changer cela, car c'est le point qui me dérange le plus dans mon immigration au Québec (changer de colocation pour n'habiter qu'avec des Québécois, moins voir ses amis français). »
Rémi, janvier 2014.

La migration concerne, en réalité, plusieurs déplacements. Même si celle-ci peut être envisagée de manière définitive, elle comporte des mouvements giratoires et bidirectionnels. Le plus souvent, les trajectoires migratoires sont ponctuées d'aller-retour, de va-et-vient fréquents entre divers lieux : pays natal et pays de résidence, pays où sont installés des membres de la famille dispersée ou la collectivité en diaspora, pays d'adoption. Cette mobilité entraîne des réaménagements des identifications culturelles et sociales et des appartenances à des groupes ou à des réseaux locaux, nationaux ou transnationaux (Guilbert, 2005 : 5).

Nous traversons une période où la mobilité géographique est fortement privilégiée. En 2000, 2,9 % de la population mondiale vivait hors de son pays d'origine, en 2010, c'est 3,1 %, soit 214 millions d'individus : l'émigration n'est plus un système binaire où l'on choisit de s'installer définitivement dans le pays d'accueil ou de

revenir au pays d'origine, mais une étape dans un parcours diversifié qui peut comporter des allers-retours, des circuits et des *stop-over*⁵³.

Or, qu'en est-il du sentiment d'appartenance et de l'engagement que peut avoir un immigrant au sein de sa société d'accueil ? Le fait de résider dans une nouvelle terre d'accueil crée-t-il une nouvelle identité ou de nouvelles identités ?

« Le jour où j'ai obtenu mon passeport canadien (18 avril 2012), un collègue m'a dit que cela prenait une journée pour devenir canadien mais toute une vie pour devenir québécois. Je me sens aujourd'hui français, canadien, mais je me définis moins spontanément comme québécois. Je pourrais me qualifier de montréalais, à la rigueur, mais j'ai encore trop de lacunes sur les autres régions et principales villes du Québec pour envisager une réelle appartenance la société québécoise, que j'ai d'ailleurs du mal à objectiver. J'envisage l'avenir au Canada avant de l'envisager au Québec. Même si cela pourrait être difficile, je n'exclus pas de postuler pour un emploi au sein du gouvernement fédéral. Montréal est toujours ma ville d'ancrage, mais Ottawa pourrait très bien l'être si l'opportunité se présentait. »

Frédéric, janvier 2014.

Il est vrai que l'adaptation se produit beaucoup plus facilement lorsque les immigrants arrivent dans leur nouveau pays d'accueil dès le plus jeune âge. Or, le Ministère de l'Immigration considère de nombreux facteurs au moment de la sélection des candidats à l'immigration. En effet, il ne suffit pas simplement d'être jeune pour immigrer au Québec, il faut également avoir un bon niveau de scolarité, un domaine de formation privilégié, de l'expérience professionnelle, de bonnes connaissances linguistiques en français et en anglais, etc. Il est en réalité assez difficile de pouvoir rassembler l'ensemble de ces critères avant l'âge de 25 ou 30 ans.

Le sentiment d'appartenance s'inscrit dans des logiques sociales et culturelles. Il se construit à travers des dimensions à la fois symboliques et émotionnelles fortes. La question d'appartenance renvoie inéluctablement à la notion d'identité. Loin des courants qui conceptualisent l'identité en un cumul de caractéristiques innées transmises biologiquement, les courants actuels, marqués par les dynamiques des migrations internationales et par l'emprise des phénomènes de mondialisation, reconnaissent la malléabilité et la mouvance de la notion d'identité (Guilbert, 2005 : 11).

L'immigration au Québec n'est donc pas définitive, au même titre que le retour en France peut ensuite se solder par un futur retour au Québec. Le sentiment

53 . Dossier Expatriés : « Pourquoi ils partent ? », *Les Observateurs.ch*, <http://www.lesobservateurs.ch/2013/12/01/dossier-expatries-pourquoi-ils-partent/>, 1^{er} décembre 2013. Consulté le 14-02-2014.

d'appartenance peut s'appliquer à plusieurs entités culturelles et nationales et se construire dans un espace multinational. Que l'on soit toujours au Québec, ou que l'on quitte le Québec, le sentiment d'appartenance est toujours multiple (français, canadien, québécois). Nous assistons, depuis plusieurs années déjà, à la multiplication des activités, ainsi qu'à l'éclatement spatial des espaces de vie quotidiens. De plus, les individus, au sein des sociétés occidentales, disposent davantage d'une certaine flexibilité quant à leur lieu de travail et de résidence. Finalement, la multiplication des manières de se déplacer peut engendrer la prise de décision de s'inscrire dans une perspective de mouvance, de changement, le tout se traduisant par un parcours migratoire multiple et dynamique.

« De par ma personnalité, rien n'est définitif ! L'avenir, je ne pourrai te dire où je le vois... En France ? Au Québec ? En Asie ? Impossible de planifier à 10, 20 ou 30 ans. Pour le moment, je suis bien en France, j'envisage d'y rester quelques années pour profiter de mes parents, beaux-parents, grands-parents, pour que mes enfants puissent faire leur scolarité entourés d'amis et de leur famille. J'aimerais peut-être vivre quelques années en Asie et revenir vivre au Québec, pourquoi pas, cela dépendra des opportunités de la vie. »

Stéphanie, janvier 2014.

Dans le cadre de cette thèse, nous avons interrogé 15 immigrants français arrivés au Québec dans le cadre de l'immigration permanente après 2000. Parmi ceux-ci, rencontrés en avril 2010 et en avril 2011, selon les informations que nous avons pu récolter en janvier et février 2014, trois ont quitté le Québec pour rentrer en France, un s'est établi en Ontario et un autre est actuellement expatrié à Hong Kong pour le compte du gouvernement du Québec, pour une durée totale de deux ans et demi. Ainsi, 10 personnes seraient toujours au Québec depuis cette période d'entretiens semi-directifs.

« Je me sens plus appartenir au grand ensemble canadien, voire nord-américain, que québécois. Il est probable que le reniement de nombreuses valeurs traditionnelles par la partie la plus bruyante de la population québécoise (mais pas nécessairement majoritaire), la faible exposition de la population à la spiritualité (au sens le plus large du terme, donc pas seulement prise au sens religieux) et à la culture générale suscitent chez moi un désintérêt qui se cristallise. En revanche, et par effet de contraste, j'ai tendance à m'intéresser davantage à toutes sortes de cultures d'immigration présentes à Montréal. »

Marc-Antoine, janvier 2014.

Comment construire une synthèse de ces deux cultures, la première dite d'origine, la seconde, acquise par l'expérience migratoire ? Ainsi, un immigrant établi au Québec depuis de nombreuses années pourrait éprouver une certaine méfiance, des réticences à l'égard de sa culture d'origine, sa culture natale. Le tout dépendrait de ses relations interculturelles présentes dans le pays d'émigration, mais aussi d'immigration. L'identité est dynamique et se ressource par les

échanges, interactions, attitudes et comportements au cours de la communication interculturelle et des relations interculturelles. Le sentiment d'appartenance peut s'appliquer à plusieurs entités culturelles et nationales et se construire dans un espace multinational. Que l'on soit toujours au Québec, ou que l'on quitte le Québec, le sentiment d'appartenance est toujours multiple (français, canadien, québécois).

Conclusion

Il serait pertinent de pouvoir approfondir nos recherches concernant les différentes formes de mobilités. Nous nous sommes penchés sur l'immigration permanente au Québec dans le cadre de la catégorie des travailleurs qualifiés (immigration économique). Comment un migrant, initialement temporaire, décide-t-il de « transformer » ce projet en immigration permanente ? Différentes stratégies identitaires doivent être développées afin de vouloir et pouvoir véritablement appartenir et participer pleinement à la vie citoyenne d'un nouveau pays d'accueil, que l'on soit résident permanent ou que l'on ait acquis la nationalité du pays d'accueil. Au-delà des statistiques communautaires concernant l'insertion en emploi des nouveaux arrivants, en regard de leur formation, certaines communautés culturelles seraient davantage favorisées pour l'intégration sociale et culturelle à long terme. L'intégration est inhérente au facteur temps : elle s'avère plus rapide pour certains, et nettement plus longue pour d'autres. Or, certains immigrants, après avoir passé plus de 20, 30 ou 40 ans dans une société d'accueil, pourraient craindre le retour au bercail par crainte de revivre à l'inverse ce qui s'était produit pour eux : les efforts d'adaptation, d'acculturation et d'intégration. Le fait est que chaque culture est évolutive : ces migrants devraient désormais davantage composer avec la culture d'origine, la culture d'adoption, et aussi de nouvelles cultures, issues de la transformation des deux cultures initiales.

Bibliographie

Apparicio, P., Leloup X. et Rivet P. (2007). La diversité montréalaise à l'épreuve de la ségrégation : pluralisme et insertion résidentielle des immigrants. *Revue de l'intégration et de la migration internationale / Journal of International Migration and Integration*, vol. 8, 1, 63-87.

Belhabdi, M. (2004). Politique gouvernementale d'immigration au Québec. Vers la mise en place de relations publiques citoyennes ?. *Communication*, vol. 23, 1, 93-117.

Bourhis, R. Y., Montreuil A. et Helly D. (2005). *Portrait de la discrimination au Québec : enquête sur la diversité ethnique au Canada*. Montréal, Canada : Chaire Concordia/UQAM en études ethniques.

Camilleri, C. (1997). *Stratégies identitaires*. Paris, France : PUF.

Guilbert, L. (2005). L'expérience migratoire et le sentiment d'appartenance », *Ethnologies*, vol.27, 1, 5-32.

Hampden-Turner, C. et Trompenaars, A. (2004). *Au-delà du choc des cultures : dépasser les oppositions pour mieux travailler ensemble*, Paris, France : Éditions d'Organisation, Collections : Collection Manageris.

Helly, D. (1995). *Valeurs familiales et information gouvernementale. Perception d'immigrés*. Québec, Canada : IQRC.

Labelle, M., Field A.-M. et Icart, J.-C. (2007). *Dimensions d'intégration des immigrants, des minorités ethnoculturelles et des groupes racisés au Québec*. Montréal, Canada : Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles.

Renaud, J., Germain, A. et Leloup, X. (2004). *Racisme et discrimination. Permanence et résurgence d'un phénomène inavouable*. Québec, Canada : Les Presses de l'Université Laval.

Renaud, J. et Fortin, S. (2004). Stratégies d'établissement en contexte montréalais : une diversité de modalités ? Dans. A. Germain Renaud J. et X. Leloup (dirs). *Racisme et discrimination. Permanence et résurgence d'un phénomène inavouable* (p. 31-59). Québec, Canada : Les Presses de l'Université Laval.

Mouvements migratoires des jeunes africains vers le nord : communication et changement des comportements.

Migration movements of african youths towards the North: communication and behaviors change

Antoine KOUAKOU

Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

Résumé

Le phénomène de la migration est devenu une équation difficile à résoudre dans toutes les parties du monde. Cela est observable au niveau quantitatif ou démographique, mais aussi au plan de l'évolution du phénomène lui-même. Les mouvements migratoires des jeunes africains vers l'occident préoccupent de plus en plus pour plusieurs raisons : ils ont perdu leur caractère sédentaire pour s'étendre à toutes les régions et quelquefois, « la présence des immigrés s'est transformée de séjour temporel en établissement permanent » (Kaya, 2002, p. 37). Finalement, ces mouvements éprouvent les frontières de l'humanité. Ils sont d'autant plus préoccupants qu'ils revêtent un caractère choquant et mortifère. En effet, « les migrations internationales en provenance de l'Afrique s'intensifient en se massifiant » (Fall ; Cissé, 2007, p.3). Sur la base d'une crise culturelle et d'un certain nombre d'objectifs ou de rêves, les jeunes africains prennent la décision de voyages imprudents, aventureux et audacieux. Ceux-ci se terminent quelquefois dans les profondeurs de la méditerranée ou en situations d'esclavage comme celles bien connues de la Libye en 2017. Cette malheureuse situation a un impact sur le développement durable de l'Afrique selon nous car, il s'agit des acteurs du futur changement social de ce continent. La réflexion sur la question nous permet de porter un regard d'analyse sur les dynamiques aussi bien communicationnelles qu'interculturelles qui entourent ces mouvements migratoires de notre époque. A terme, une solution relevant du domaine de la Communication pour le Changement de Comportement est proposée. Ainsi, la démarche méthodologique consiste à aborder la question, d'abord par les facteurs justificatifs, ensuite par les modes de communication existant, les influences et les responsabilités et enfin, par le traitement durable de la problématique de la crise migratoire et la contribution de la communication. Enfin et pour le traitement de cette question, notre travail propose un changement de paradigme dans les pratiques communicationnelles et dans les approches migratoires.

Mots-clés : Migration, jeunesse africaine, communication, changement de comportement, développement durable

Abstract

The migration phenomenon has become a difficult equation to be solved all over the world. This is observable at the quantitative or demographic level, but also in terms of the evolution of the phenomenon itself. The migration movements of African youths to western countries are increasingly worrying for many reasons: they have lost their sedentary character to spread to all the regions and sometimes, "the presence of immigrants has turned from a temporary stay to a permanent establishment". In the end, these movements experience the boundaries of the humanity. They are all the more worrying for they have a shocking and deadly character. In fact, "international migration from Africa is intensifying and growing." On the basis of a cultural crisis and of a number of goals or dreams, young Africans make the decision of imprudent, adventurous and daring travels. The latter sometimes end in the depths of the Mediterranean or in slavery situations like the well-known ones in Libya in 2017. This unfortunate situation has an impact on the sustainable development of Africa according to us, because it is about the actors of the future social change of that continent. The reflection on the question allows us to take a look of analysis on the communication and inter-cultural dynamics that surround these migratory movements of our time. In the long term, a solution in the field of Communication for Behavior Change is proposed. Thus, the methodological approach consists in approaching the question, first by justifying the factors, then by the existing modes of communication, the influences and the responsibilities and finally, by the sustainable treatment of the problem of the migration crisis and the contribution of communication. Finally and for the treatment of this question, our work proposes a paradigm shift in the communication practices and in the migration approaches.

Keywords: Migration, African youth, communication, Behavior Change, sustainable development

Introduction

Aujourd'hui, la jeunesse africaine est particulièrement intéressée par l'eldorado occidental qui symbolise dans sa représentation, « le pays de cocagne (...), sans aventures, différent du réel » (Malraux, 1951, p. 512), ou encore, la terre d'abondance et de délices où il fait bon vivre. Les voies et les moyens pour parvenir à cette terre promise importent peu. Ce qui compte plutôt pour les acteurs de ce projet migratoire, c'est « aller derrière l'eau », comme ils aiment le dire eux-mêmes de manière triviale. Ils prennent donc de gros risques en empruntant la voie du sahel. Ils finissent souvent "leurs périple" dans des sorts malheureux articulés autour d'inconforts sociaux tels que la maltraitance, la déshumanisation, la servitude ou l'esclavage d'un genre nouveau. Une illustration fut révélée dans un document vidéo par CNN le 13 Novembre 2017. Un sort plus affligeant implique les jeunes dans les profondeurs des eaux de la méditerranée où ils périssent froidement. Ainsi, la terre promise devient un cauchemar et l'édén, un enfer.

Quels sont les facteurs explicatifs de ces mouvements de migrations périlleux et même funestes de notre époque ? Quels est l'existant en matière de communication d'influence autour de ce phénomène et sur ses acteurs ? Quelle est la solution de communication alternative en vue du traitement durable de cette question de société ? Ce sont autant de préoccupations qui soutiennent la réflexion portant sur le sujet qui motive le présent travail. Celui-ci propose au départ un état des lieux sur les communications ou les modes de communication autour des mouvements de migration des jeunes africains, dans un contexte théoriquement de « pauvreté, de manque et de besoins » vers un occident de rêve. A terme, une solution de communication pour le développement est proposée.

I. Facteurs justificatifs du phénomène migratoire de notre époque

En tant que phénomène de société, la migration contemporaine est multiforme et multidimensionnelle. Elle est intra ou intercontinentale, elle se présente aussi sous la forme d'exode et contient dans les frontières des Etats. Toutes les formes de migrations s'accroissent de nos jours. Pire, le nombre de jeunes africains qui se portent candidats aux mouvements migratoires vers le nord croît au fil des jours. Dans cette logique et selon la Commission Mondiale des Migrations(2005), l'on note que le nombre de citoyens cherchant à migrer (du fait des disparités de développement et de la démographie, de la qualité de la gouvernance) va augmenter. C'est un constat soutenu par un certain nombre de facteurs justificatifs ou tout au moins, de facteurs explicatifs des mouvements et des flux.

En effet, au-delà de ce que la mobilité des jeunes s'internationalise de plus en plus du fait de la proximité politique ou géographique ou de la levée des barrières linguistiques, plusieurs autres facteurs conduisent à la recherche de destinations

alternatives. Nous en abordons ici quelques-uns, quatre des plus fondamentaux, dont la liste n'est d'ailleurs pas exhaustive parce que multiples et multiformes.

1.1. Les facteurs économiques

Bien que la migration des jeunes africains vers les pays occidentaux puisse être motivée aujourd'hui par des raisons à relent politique, éducationnel ou pour convenance personnelle, d'autres facteurs dont celui d'ordre économique persistent. En effet, l'aspect économique semble être le facteur motivant essentiel de toutes les formes de migrations. L'économie au sens moderne du terme renvoie à ce « qui concerne la production, la distribution et la consommation des richesses ». Prise dans ce sens et malgré les croissances économiques présentées et ventées çà et là en Afrique, la majorité des pays de ce continent, en l'occurrence ceux de la partie noire subsaharienne, demeure sous le seuil de la pauvreté et du sous-développement. D'ailleurs et dans cette même dynamique, certains chiffres indiquent que les 20 pays les plus industrialisés du monde (les G20) détiennent 84% de l'économie mondiale contre 16% détenu par les autres pays. Le jeune africain face à une telle réalité s'estime dans une position économique défavorable. Ou tout au moins, il est convaincu que son pays et son continent d'origine étant économiquement défavorisés face à l'occident, ils ne peuvent pas lui garantir des perspectives de réussite en vue de son indépendance financière pouvant lui permettre de se prendre totalement en charge dans une société de consommation. Ainsi et dans le souci de sortir sa famille et soit même d'une situation économique conjoncturelle et délétère vécue dans son pays d'origine, mais aussi et surtout étant convaincue que son avenir économique et financier ne se trouvent guère sur le continent noir, la jeunesse africaine fait le choix de s'aventurer dans des voyages clandestins, quelques fois à très haut risque, vers des horizons d'espoir.

1.2. Les pesanteurs socio-culturelles

La jeunesse africaine est souvent victime de la pression socio-culturelle de son environnement d'origine. Ainsi, elle fait le frais de la cupidité des honneurs ou du désir immodéré de prospérer des parents, des amis, des voisins ou alors, de sa communauté. En Côte d'Ivoire par exemple, certaines communautés évaluent leur honneur à travers le nombre de membres expatriés. Plus l'on a des enfants et parents à l'étranger et plus la famille est respectable. Cela implique dans la conception populaire que les situations nécessitant des contributions financières importantes pourront à coup sûr trouver une issue heureuse, grâce à l'Euro ou au Dollar, devises étrangères pratiquées par ces expatriés. Par ces réactions et attitudes, la famille construit l'appartenance de son fils ou de sa fille à la communauté et comme le fait noter Adler, « être un homme, (...) c'est être une partie de l'ensemble, se sentir une partie de l'ensemble » (Adler, 1962, pp 14-15). Un reportage radio a été mené à Daloa, dans le sud-ouest de la Côte d'Ivoire sur la question de l'immigration clandestine. Il a été diffusé les 13, 14 et 15 mars 2019

sur RFI (Radio France Internationale). Une jeune fille y a témoigné le 14 mars que sa famille ou sa communauté cautionne et est prête à soutenir un candidat à l'immigration à hauteur de plus d'un million de francs CFA. Mais, elle ne le ferait pas du tout pour aider à entreprendre une activité rémunératoire. Le prestige artificiel construit et partagé autour d'une ambition d'immigration ou mieux, autour d'un expatrié est visiblement un gage d'estime et d'honneur. Il a une dimension sociale et même culturelle. Il est entretenu pour des intérêts aussi bien familiaux que communautaires. Ce prestige a plus loin une fonction de socialisation car, constituant le socle ou le nœud gordien des différents compartiments structuraux de certaines communautés. Il a aussi un poids sur les représentations et les attitudes des jeunes. Il a un poids sur leurs décisions et leurs comportements.

En somme, il revient difficile et quasiment impossible aux jeunes africains de se soustraire des pesanteurs, des pressions et des influences socio-culturelles, quelques fois pour préserver le caractère psychosocial de sa communauté ou de sa tribu. D'ailleurs et selon Kouakou (2013), il existe dans les relations humaines une « incontournable influence du comportement de l'homme par son besoin de socialisation » (Kouakou, 2013, p.116).

La volonté de profiter du mode de vie occidental est un autre facteur incitant à la migration de la jeunesse africaine vers le nord. Beaucoup de jeunes font le choix exclusif d'immigrer vers d'autres lieux pour des calculs de vie avec une dimension financière certes, mais de portée socio-culturelle. Par exemple, certains font le choix de ne voir leurs progénitures naître nulle part d'autre qu'en France ou au Canada pour leur faire bénéficier du droit du sol et de citoyenneté, et partant, d'une allocation familiale. Ainsi et comme on le note si bien, des raisons d'ordre socio-culturel constituent une pesanteur et dans ce cas, elles exercent une sorte de pression sur la jeunesse africaine dans ses prises de décision et l'incitent à migrer vers les pays occidentaux. Elles constituent aussi des facteurs d'attraction et d'incitation dont la finalité est aussi le mouvement de migration vers l'occident.

1.3. La recherche du bien-être social

Le bien-être social est une notion assez relative. Contraire au mal-être, à l'inquiétude, au malaise, à la souffrance ou à la pauvreté, il renvoie à la qualité de vie des citoyens. Il ramène surtout aux paramètres nécessaires pour assurer cette qualité de vie ; celle-ci se caractérisant par une existence paisible et de satisfaction, aussi bien pour soi même que pour sa famille. Plusieurs facteurs concourent à la construction de ce bien-être social. Il s'agit d'un emploi décent et stable et des ressources suffisantes pour couvrir ses besoins essentiels tels que le logement, la santé, l'éducation, le loisir, etc.

Que ce soit pour l'un ou pour l'autre de ces différents aspects du bien-être social, la jeunesse africaine tend à estimer que le schéma occidental est plus prometteur et donne plus à espérer que celui de l'Afrique parce que son modèle social est plus

généreux et plus convaincant. Ainsi, à tort ou à raison, des exemples de portraits robots de jeunes occidentaux bien formés, ayant réussi à s'offrir des emplois décentes bien rémunérés et faisant aisément face à la vie ont fini par impressionner et convaincre les jeunes africains que l'Éden, c'est ailleurs d'autre que chez eux. Ces exemples de réussites sociales et de bien être influencent indubitablement leurs rêves, leurs ambitions et leurs prises de décisions de voyager vers des horizons plus prometteurs.

Ainsi et comme l'on peut le noter aisément, la recherche du bien-être social est l'un des facteurs essentiels qui motivent la décision d'immigration des jeunes vers l'occident. D'ailleurs, que ce soit pour des raisons économiques ou financières, pour des pesanteurs d'ordre socio culturel ou sous l'effet des médias et de la diaspora, toutes les formes d'immigrations, qu'elles soient intra ou intercontinentales ou sous la forme d'exode rural, sont essentiellement motivées par le besoin naturel de la recherche du bien-être social. Ainsi et à l'image des animaux dans la jungle qui migrent en masse vers un point d'eau ou un meilleur pâturage pour assurer instinctivement leur survie, leur bien-être, les jeunesses africaines immigreront en grand nombre vers des horizons sensés leur servir un meilleur bien-être social. Car et comme nous l'avons déjà dit, l'Afrique est perçue par ces jeunes (à tort ou à raison) comme la terre de "pauvreté, de manque et de besoins", contrairement à l'occident qui leur paraît comme l'eldorado, la terre d'abondance, d'espoir, de réussite et de rêve où il faut absolument s'installer pour espérer pouvoir construire son bien-être social et en tirer profit avec les siens.

1.4. La diaspora, les médias, les passeurs et les influences

Les acteurs des mouvements migratoires constituent eux aussi des facteurs d'influence et d'incitation. Il s'agit de la diaspora, des médias et des passeurs avec leur impact insoupçonnable sur les jeunes.

En effet, ces trois types d'acteurs ont une réelle force de pression et/ou d'attraction sur les jeunes. Cette force les pousse à l'immigration. Il convient de rappeler que de manière générale, la population immigrante est jeune. La jeunesse est fragile et vulnérable du point de vue psychologique. La fragilité psychologique détermine donc sa personnalité individuelle qui, à son tour, explique qu'elle est sujette à toutes les formes de suivisme, d'imitation ou de contagion sociale, au sens de G. Tarde.

Selon TARDE en effet, « les individus ont tendance à imiter les comportements de ceux qui leur servent de modèle » (Tarde, 1987, p.7). Nous sommes ici dans le paradigme du comportement humain et de la psychologie du comportement. Dans une certaine mesure, le concitoyen de la diaspora venu en vacances dans son pays d'origine constitue une référence, aussi bien pour sa famille, pour ses amis, pour son entourage immédiat ou lointain que pour sa communauté toute entière. Ainsi, le jeune qui le pratique souhaite pouvoir coûte que coûte se comporter comme lui en imitant son parcours, c'est-à-dire, pouvoir immigrer comme lui vers l'occident.

Selon Guillou et al, « le comportement est l'ensemble des réactions, des conduites conscientes et inconscientes d'un sujet » (Guillou et al, 1995, p. 253). Le choix conscient ou inconscient de l'immigration se justifie dans ce cas par la faiblesse ou la perméabilité psychologique de la jeunesse africaine face aux amis et frères venus de la diaspora. Autrement dit, cette diaspora constitue instinctivement une force d'attraction ou de pression sur les acteurs principaux que sont les immigrants. En plus de la diaspora comme facteur justificatif et déclencheur du phénomène de la migration de la jeunesse africaine vers le nord, nous avons aussi le rôle joué par les médias.

En effet, l'évolution technologique qui a suscité l'avènement du numérique a entraîné le développement des médias et des modes de communication. Il en est de même avec l'émergence du 2.0 et de la digitalisation des réseaux communicationnels. Cette réalité a débouché sur la fluidité dans la gestion (production, mais aussi diffusion, réception et usage) de l'information au sens général. Ainsi et au sens de Mc Luhan, le monde entier est devenu un village planétaire. Il n'y a plus de barrières entre le sud et le nord, entre l'Afrique et le reste du monde. Les modes de vie et de cultures ainsi que des modèles sociaux se partagent beaucoup plus aisément qu'il y a de cela une décennie. Ce qui se passe et se vit très loin ailleurs est aujourd'hui diffusé et partagé partout dans le monde, sans exclusive et presque en temps réel grâce aux médias et à leur digitalisation. Cette réalité va susciter une multiplication du besoin ou de l'envie de l'occident chez les jeunes africains. Elle va même permettre, grâce aux images, aux vidéos et aux réalités venues d'ailleurs, d'alimenter leurs rêves et leurs quêtes de l'eldorado ou du mieux-être de "l'ailleurs d'autre que chez eux". La suite logique, c'est la massification des flux migratoires et comme le dit B. Kaya, « de nos jours, les gens se déplacent de plus en plus(...). Le monde est en train de se transformer en une planète nomade » (Kaya, 2002, p.27). Le développement des médias puis, la digitalisation des domaines de l'information et de la communication a contribué et continue de contribuer à cette accélération de la mobilité. Car et tout comme dans le cas de la diaspora, l'accès des médias à tous favorise le partage des modèles culturels et des modes de vie qui, à travers « les effets puissants de la communication » au sens de Lasswell, ne laissent aucun jeune africain indifférent. Tout comme la diaspora et les médias, les passeurs constituent un autre élément du grand ensemble des facteurs justificatifs ou explicatifs du phénomène migratoire de notre époque.

Dans la conception classique, les passeurs renvoient à des personnes qui pilotent des barques, des bacs ou des bateaux pour aider à traverser un cours d'eau. Ce sont aussi des personnes qui font passer illégalement une frontière ou qui font traverser une zone interdite. Ce deuxième sens, qui implique plus une dénotation de trafiquants ou de contrebandiers expose en réalité l'influence de ces acteurs sur le processus générale de la prise de décision des candidats à l'immigration. En effet, les passeurs sont en amont et en aval de la décision d'immigrer chez les jeunes. Ils sont au début et à la fin de leur prise de décision. Ils ont leurs réseaux

de passeurs constitués de manière classique de ressources en hommes (leurs complices) et en logistiques (quelques barques ou bateaux de fortune), de contacts et d'expérience. Ce réseau généralement peu fiable n'est en réalité qu'une organisation maffieuse d'*hommes d'affaires sans foi ni loi, véreux et corrompus*. Forts donc de ce réseau, ils sensibilisent les jeunes et les encouragent à l'immigration en leur proposant leur aide et leurs services, en leur faisant miroiter la vie et l'espérance possible, ce sentiment qui fait entrevoir la réalisation de ce que l'on désire.

Leur volonté de gagner de l'argent à travers la commercialisation de la traversée des cours d'eau et des zones interdites, mais aussi à travers la vente de la possibilité de réussir ailleurs les conduit à encourager les jeunes à quitter l'Afrique, la plupart du temps selon un schéma qui n'est connu que par eux seuls. C'est le grand paradoxe, celui de l'achat du péril et de la mort, parce que très peu de ces passeurs garantissent les destinations promises aux candidats à l'immigration. Ce qui est particulier dans le cas ici, c'est que contrairement à la diaspora et aux médias dont les influences sont indirectes et inconscientes dans le phénomène d'immigration des jeunes, les effets et influences des passeurs et de leurs réseaux sont directs et palpables dans les prises de décision. Ils s'investissent eux-mêmes directement dans la sensibilisation, dans la persuasion et la prise de décision des candidats à l'aventure des voyages outre-mer.

Comme on le voit donc, la diaspora, les médias et les passeurs sont les acteurs des mouvements migratoires dont les influences sous la forme de sensibilisations et d'encouragements directs, de pression et d'attraction débouchent sur les flux interminables des jeunes africaines vers l'occident. Ainsi, ils constituent sans aucun doute des facteurs justificatifs ou explicatifs des mouvements migratoires de notre époque.

II. Modes de communication, influences et responsabilités

Que ce soit en Côte d'Ivoire ou ailleurs dans le monde, plusieurs modes de communication ont été sollicités en direction de la problématique des flux migratoires en vue du traitement durable de cette question. Les sources ne sont certainement pas les mêmes, mais l'objectif est unique : il faut dissuader les différents acteurs des mouvements migratoires et en ramener les conséquences à un niveau raisonnable. Quels sont ces modes de communication et quelles en sont les portées ?

2.1. Les modes de communication

Nous entendons par mode de communication les différentes formes, celles mises en œuvre avec des objectifs et des enjeux bien définis, qui déterminent le choix

des supports ou des canaux. Ainsi, plusieurs modes de communication ont déjà fait l'objet de réflexion et d'investissement contre les voyages clandestins de la jeunesse africaine vers l'occident. En Côte d'Ivoire par exemple, beaucoup de jeunes ont franchi les frontières de manière irrégulière. Ils sont partis de plusieurs foyers dont celui désormais bien médiatisé de la ville de Daloa, au sud-ouest du pays. Le gouvernement, à travers le Ministère des Ivoiriens de l'Étranger mène des actions de communication. Il s'agit en substance de programmes et de campagnes de sensibilisation sur la base de communications interpersonnelles, de groupe ou de de masse. Ainsi, les principaux moyens de communication de masse tels que la télévision, la radio, la presse, l'affichage et Internet sont sollicités. En outre, des réseaux de passeurs sont identifiés et démantelés, avec quelques un de leurs leaders arrêtés et emprisonnés.

Dans d'autres pays comme le Togo, des ONG participent de manière significative à la recherche de solutions de communication pour la résolution du problème de la crise migratoire. Ainsi, ADET (Amis des Étrangers au Togo) mène des séminaires sur des thèmes liés à la question tels que « la migration, ses causes, ses conséquences et ses remèdes ». Après avoir situé quelques causes et conséquences, cette ONG propose que « pour résoudre les problèmes migratoires massifs, il faut adopter des mesures appropriées telles que la prise en compte des Objectifs du Développement Durable (ODD) définis en 2015 ». Ainsi, cette communication à caractère scientifique promeut les ODD comme solution pour le règlement de la problématique de la crise migratoire.

Au bout du compte, l'on peut retenir que des modes de communication existent, sous deux formes majeures : la communication institutionnelle ou publique et celle de crise. Elles ont un point commun, elles sont toutes les deux des communications non marchandes.

La communication institutionnelle ou publique ou encore, communication sociale émane des gouvernements, d'organismes, d'ONG ou de collectivités locales (communes, départements ou régions). C'est une communication formelle qui vise l'échange et le partage de l'information d'utilité publique ainsi que le maintien du lien social. Sa responsabilité incombe à ces institutions publiques ou organisations investies de missions d'intérêt collectif. Dans le cadre de notre préoccupation ici, cette communication s'adresse aux jeunes, à leurs parents et communautés, aux passeurs et à leurs réseaux, à la diaspora et aux médias. Elle vise notamment le changement des comportements, aussi bien ceux des acteurs directs des flux migratoires et que ceux des acteurs secondaires. C'est une communication d'intérêt général qui devrait donc chercher à faire évoluer les comportements.

La communication de crise. Au sens strict du terme, ce mode communicatoire est constitué par l'ensemble des techniques et actions de communication entreprises pour lutter contre les effets néfastes de l'immigration clandestine. Comme en

entreprise, c'est une communication en période de difficulté. La communication de crise nécessite des prises de décision rapides et le plus souvent, la mobilisation de moyens humains et matériels. Cette communication a souvent été sollicitée par les autorités ivoiriennes pour ramener au pays des compatriotes immigrés en situation de détresse, victimes de maltraitance et de déshumanisation dont le parcours a été freiné sur les rives de la méditerranée ou dans le désert de la Lybie.

2.2. Influences et responsabilités des acteurs

Les influences et les responsabilités sont de différentes natures autour du phénomène de l'immigration clandestine. Elles vont de pair car, les responsabilités elles-mêmes s'expliquent en partie par les influences. Autrement dit, les agents influenceurs sont, d'une manière ou une autre, responsables du phénomène. Les influences et les responsabilités des acteurs se situent donc à plusieurs niveaux dont deux essentiellement : les niveaux endogène et exogène.

Au premier niveau, c'est-à-dire au niveau interne ou des candidats à l'immigration eux-mêmes, les influences et responsabilités viennent de leurs rêves et ambitions personnelles, de leurs environnements et de leurs croyances sociales et culturelles, des pesanteurs liées à ces croyances, mais aussi de la fluidité de la distribution de l'information et des modes de vies liée aux réalités de notre époque. Au second niveau ou niveau exogène, les influences et responsabilités proviennent des concitoyens et de leurs pratiques socio culturelles, des parents et communautés des immigrants, de leurs amis immigrés qui sont de retour au pays. Elles proviennent aussi des passeurs, vendeurs d'illusions et de leurs réseaux maffieux. A côté de ces deux types d'influences et de responsabilités, l'on note aussi que des acteurs comme les parents qui influencent les jeunes et qui les incitent à l'immigration sont eux-mêmes sous l'influence de leurs pratiques socio culturelles. Les passeurs sont sous l'influence de leur besoin d'argent et de profit. A travers 'les effets puissants de la communication', les médias, dans toutes leurs configurations (radio, télé, presse, internet), ont aussi leur influence et leur part de responsabilité dans le problème de l'immigration clandestine. Ils influencent tous les autres acteurs. Enfin et comme on le note, il y a une sorte d'enchevêtrement des influences et responsabilités des acteurs du phénomène de l'immigration intercontinentale. C'est la preuve de toute évidence du caractère complexe de ces influences et responsabilités autour du phénomène de la migration contemporaine.

III. Communication et traitement de la crise migratoire

La question des mouvements migratoires de la jeunesse africaine vers l'occident a atteint aujourd'hui un niveau que l'on pourrait qualifier de crise : malgré les différentes communications dont certaines sont ci-avant évoquées, les flux continuent. Ils s'intensifient et se massifient. En outre, les conséquences sont de

plus en plus humiliantes, déshumanisantes et affreuses (esclavage en plein 21^{ème} siècle en Libye, naufrages de bateaux de migrants en pleine mer méditerranéenne et mort par noyade des occupants, maltraitance et exploitation sexuelle des immigrées, etc...). Enfin, les solutions proposées montrent des limites au fil des jours. Quelles sont les limites des solutions de communication proposées, quelle est la proposition alternative et quel plaidoyer pourrait-on faire en vue d'un traitement durable de la question ?

3.1. Les limites de l'existant communicationnel

Les communications faites dans le sens du règlement de la question des immigrations contemporaines ont des limites. Le moins que l'on puisse dire, c'est que ces communications ont un caractère plutôt informatif, à relent politique, au lieu d'avoir pour objectif la persuasion de tous les acteurs en vue du changement des comportements. Pire, elles ne sont fondées sur aucun audit préalable de la situation. En effet, les Etats ou organismes commanditaires de ces communications sont plutôt soucieux de faire ce que l'on pourrait appeler de la mauvaise publicité, celle qui consiste à informer, à rappeler mais, pas à persuader. Aussi, les gouvernements se préoccupent-ils de montrer qu'ils font de la bonne politique en affrétant de la logistique pour faire rentrer des nationaux en situation de détresse outre-mer. Mais, aucun intérêt n'est accordé à la recherche qui puisse donner l'explication des causes en vue de s'y attaquer pour le règlement en profondeur. La résultante d'une situation pareille est que le problème demeure et pire, les mouvements migratoires s'étendent et se massifient au fil des jours. L'on est donc tenté de s'interroger de la manière suivante : quel est le type de communication qui pourrait être plus efficace dans la dynamique de la lutte contre les flux migratoires de notre époque ? Quelle est la démarche communicationnelle appropriée ou plus encore, comment la communication au sens paradigmatique pourrait-elle procéder afin de jouer dans le sens du traitement de la question de la migration des jeunes africains vers les pays occidentaux ?

3.2. Communication et traitement de la question

Le problème des migrations contemporaines est susceptible de trouver sa solution dans plusieurs approches et spécialités. En réalité, les actes de communication déjà proposés ont certes des limites, mais il y a une alternative qui relève également du champ de la communication. En effet, pour le règlement définitif ou tout au moins, durable de cette question, il faut faire comme en entreprise où la communication s'optimise. Il s'impose alors « une communication permanente », au sens de T. Libaert et al. La communication permanente est une communication de longue haleine. Elle est récurrente, à défaut d'être au jour le jour, puis elle s'inscrit dans la durée. Elle n'est pas sporadique et ne fait pas l'effet de mode pour une solution spontanée comme ce qu'il est donné de voir autour du phénomène de l'immigration clandestine. La communication permanente comporte trois dimensions : celles cognitive, affective et comportementale.

La dimension cognitive permet la communication effective, celle de la transmission de l'information, précédée d'une analyse préalable. Cet audit permet d'identifier les causes et les conséquences de l'immigration ainsi que les approches de solution durable. La dimension affective permet de susciter une attitude favorable sur les différents acteurs, ceux sur qui l'on souhaite le changement de comportement. Enfin, la dimension comportementale vise à déclencher le changement d'attitude sur les différents acteurs. Toutes ces dimensions permettent d'avoir une communication efficace qui part de l'étape d'analyse préliminaire à celle du changement effectif des comportements.

3.3. Plaidoyer

La question de l'immigration clandestine est devenue une problématique assez préoccupante, aussi bien pour les ménages, pour les Etats que pour les organisations de droit de l'homme. Les solutions pour son règlement durable sont multiformes et multidimensionnelles. Elles relèvent de plusieurs spécialités telles que la psychologie, la politique mais aussi de certaines disciplines comme la communication. Elles nécessitent des ressources financières, humaines et intellectuelles importantes. Mais le plus gros travail revient aux Etats. En effet, la question de la migration des jeunes africains vers les pays occidentaux constituent une préoccupation qui trouve sa solution définitive dans un traitement en amont. La recherche du bien-être social semble être le leitmotiv dans l'explication du phénomène. En outre, une simple observation permet de noter que la majorité des candidats à l'immigration clandestine a une éducation et un cursus assez modestes. Il faut donc donner cette éducation et ce parcours scolaire aux jeunes africaines. Il s'agit de l'éducation formelle à l'école, celle qui débouche sur l'épanouissement intellectuel et la construction du profil en vue d'une insertion socio-professionnelle. C'est le devoir minimal des Etats africains à l'endroit de leurs citoyens. Ils doivent garantir des écoles et faire les réformes nécessaires pour que celles-ci soient réellement obligatoires. En outre, ils doivent fournir des structures de formation professionnelle en vue de la récupération des "déchets sociaux" créés par le système classique et leur donner un second espoir. Il est même envisageable d'aider les jeunes africains à l'entrepreneuriat afin de leur permettre d'avoir leur autonomie et leur indépendance financières. Partant, il faut inculquer aux jeunes le goût de l'effort, de la patience et de l'ambition raisonnable. C'est à ce prix que les jeunes africains comprendront que le pays de cocagne, la terre d'abondance ou l'eldorado dont ils rêvent tant sont accessibles chez eux et non ailleurs. C'est à ce prix aussi qu'ils accepteront de rester dans leurs pays respectifs et abandonner leurs projets de voyages aventureux, audacieux et mortifères à travers déserts, mers et pays en guerre.

Conclusion

Les mouvements migratoires de la jeunesse africaine vers les pays occidentaux constituent une question essentielle et une préoccupation majeure, aussi bien pour

les pays d'origine que pour les pays hôtes. Ce phénomène trouve son explication dans une panoplie de facteurs dont celui générique de la recherche du bien-être social. Ainsi et comme le soutient Kaya (2002), « la migration n'est pas uniquement un phénomène découlant de la décision volontaire ou involontaire d'un individu de quitter son pays, mais elle est parfois provoquée, voire encouragée par des événements à caractère social, économique, politique, ethnique, etc. » (Kaya, 2002, p. 27). Son influence indéniable sur le développement durable du fait qu'elle est l'affaire des futurs acteurs du changement social de leur continent induit une urgence à traiter cette question avec efficacité, sur la base d'une démarche scientifique et rigoureuse. La Communication pour le Changement de Comportement s'invite nécessairement dans cette dynamique avec un paradigme nouveau, celui de la communication permanente. Ce mode nouveau de communication est vécu au jour le jour (communication récurrente) et s'inscrit dans la durée. Il est bien entendu être précédé d'un audit communicationnel ou d'une analyse préalable.

Bibliographie

Adler, A. (1962). *L'enfant difficile : technique de la psychologie individuelle comparée* (Traduit de l'Allemand par Herbert Schaeffer). Paris : édition Payot.

Fall, A. S. et Cissé, R. (2007). *Migrations internationales et pauvreté en Afrique de l'Ouest* (document de travail n°5). Université de Dakar: Poverty Research Center.

Freire, P. (1973). *Education for Critical Consciousness*. New York, USA: Continuum.

Kaya, B. (2002). *Une Europe en évolution – Les flux migratoires au 20^{ème} Siècle*. Paris : Editions du Conseil de l'Europe.

Koné, H. (1981, Décembre). *Communication et développement rural en Côte d'Ivoire. L'expérience de Télé pour tous* présentée à l'ACCE 3rd biennal Conférence, Arusha, Tanzanie..

Kouakou, A. (2013). *Le rôle d'enjaillement en milieu scolaire à Abidjan : analyse et proposition d'une stratégie de communication pour le Changement de Comportement*, (thèse unique de doctorat). Université Félix HOUPHOUËT-BOIGNY), Abidjan, Côte d'Ivoire.

Lasswell, H. (1948). « Structure et fonction de la communication dans la société », in Balle F., Padioleau J. (1973). *Sociologie de l'information et de la communication, Textes fondamentaux*. Paris : Larousse.

Malraux, A. (1951). *Les voix du silence* Paris : Editions Gallimard.

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Parlato, M. et al. « Stratégies de communication et changement de comportement en nutrition » in Koné, H. et SY, J.H. (1995). *La communication pour le développement durable en Afrique*. Abidjan: PUCI.

Tarde, G. (1989). *L'opinion et la foule, (1901)*, Paris : PUF.

Contribution de la radio locale transfrontalière à la promotion de l'interculturalité au Burkina Faso.

Contribution of local cross-border radio to the promotion of interculturality in Burkina Faso

Lacina KABORE

Université Joseph KI-ZERBO

Résumé

Ce travail vise à appréhender la contribution de la radio communautaire à la consolidation de l'interculturalité dans les zones frontalières au Burkina Faso, à travers les productions et les pratiques professionnelles. Les productions sont en langues vernaculaires locales et induisent de ce fait de l'interculturalité au sein du personnel des radios. Face à la menace des conflits intercommunautaires les pratiques professionnelles sont contrastées : primauté des réflexes de médiation et d'autorégulation, mise à contribution des leaders d'opinion, discours d'apaisement. Le péril terroriste a conduit à l'adoption de trois postures : la pratique de l'autocensure, la réduction du volume horaire des programmes et la gestion des situations au cas par cas. Dans ce contexte, l'avenir interculturel de la radio communautaire transfrontalière burkinabè est tributaire de trois freins : les contraintes économiques, la gestion durable du foncier, l'influence de l'espace public central sur l'espace public périphérique. Mots clés: radio communautaire, frontière, interculturalité, conflit.

Abstract

This work aims to understand the contribution of community radio to the consolidation of interculturality in border areas in Burkina Faso, through productions and professional practices. The productions are in local vernacular languages and thus induce interculturality within the radio staff. Faced with the threat of intercommunal conflict, professional practices are contrasted: primacy of reflexes of mediation and self-regulation, the contribution of opinion leaders, appeasement speeches. The terrorist threat led to the adoption of three postures: the practice of self-censorship, the reduction of the hourly volume of programs and the management of situations on a case by case basis. In this context, the cross-cultural future of Burkinabè cross-border community radio depends on three obstacles: economic constraints, sustainable land management, the influence of the central public space on the peripheral public.

Introduction

L'interculturalité est un processus généré par la relation aux autres : « cette relation est tout à la fois pratique et symbolique et concerne aussi bien des situations de contact physique que des rapports à distance et des représentations ». On peut penser qu'elle constitue « une manière de se poser en s'opposant aux autres et participe de la fondation des identités collectives » (Hammouche, 2008, p.4-8). Le grand angle de questionnement de l'«interculturel de l'immigration », prend en considération, dans les situations d'interculturalité, « les réussites et les malaises de l'intégration » et des problématiques spécifiques telles que « l'acculturation, le choc culturel, les filtres perceptifs, les barrages sociaux, les stratégies identitaires ». Les lieux privilégiés de ce type de situation communicationnelle sont l'école, les services sociaux, la police, les médias (Stoiciu, 2008, p. 33-40). En raison du contexte d'oralité ambiante, du coût modeste du transistor, du faible coût des installations d'émission et de sa facilité d'association aux autres médias (le téléphone, l'Internet, etc.), la radio occupe une place prépondérante en Afrique (Tudesq, 1999, p. 15). Dans les localités frontalières du Burkina Faso où le peuplement est le fruit de plusieurs vagues migratoires qui ont sédimenté, à travers les âges, la formation de communautés aux normes et valeurs culturelles hétéroclites, la problématique de la contribution de la radio locale à la consolidation de la diversité culturelle et à la cohabitation mériterait d'être posée. Dans ces zones caractérisées par des mouvements de populations exacerbés aujourd'hui par le boom minier et les attaques terroristes⁵⁴, « le phénomène multiculturaliste se nourrit des déficits de citoyenneté, et les revendications multiculturelles sont avant tout des mises en forme ethniques et identitaires de demandes égalitaires insatisfaites » (De Vidas, 2007, p.1-7). Il n'est donc pas inintéressant de tenter de comprendre et d'analyser comment la radio de proximité peut canaliser ou pas les dynamiques de métissages, de créolisations, ou de formation de diasporas dans ces contrées périphériques. Notre hypothèse de travail est la suivante : la radio communautaire/associative est un vecteur d'interculturalité et de cohésion sociale en zones frontalières au Burkina Faso. Ce travail vise donc à montrer comment, en raison de leur vocation, les radios locales constituent des catalyseurs de la promotion et de la préservation de l'interculturalité dans les localités frontalières du pays. En vue de réaliser cette étude, nous avons compilé et collecté des données en nous fondant sur l'observation. Dans cette optique, nous avons réalisé des entretiens semi-directifs avec les responsables de sept (7) radios transfrontalières sur les 51 radios communautaires/associatives que le régulateur (le Conseil supérieur de la communication) a dénombré en 2019.

⁵⁴ Du 4 avril 2015 au 5 février 2019, 201 attaques terroristes ont été enregistrées. En février 2019, 900 écoles ont été fermées, 500 000 enfants privés d'enseignement et 82 000 personnes déplacées selon les Nations Unies. Source : Herman Frédéric Bassolé, (2019) « Attaques terroristes au Burkina : Des chiffres ahurissants depuis 2015 », site du journal burkinabè en ligne lefaso.net, <<http://www.lefaso.net/spip.php>>, consulté le 13/9/2019.

1. La radio communautaire transfrontalière au service du développement de l'interculturalité

Les radios communautaires transfrontalières étudiées dans ce travail privilégient l'usage des langues locales dans leurs programmes. Les langues vernaculaires dominantes de chaque localité sont systématiquement « exploitées » dans les émissions de la radio. Il en est ainsi du *Kasena* sur Radio Goulou dans le Nahouri (Centre-Sud du pays), du *Fulfuldé* sur Radio *Walde Ejef* à Gorom Gorom (Région du Sahel), du *Gulmatchéma* sur radio *Bouyaba* (L'Est du pays) dans la Tapoa ou du *Fulfuldé* sur Radio Lutte contre la désertification et le changement climatique à Djibo dans le Soum (Région du Sahel) et sur Radio *Tangangari* dans le Yagha (Sahel).

L'expression de ce multilinguisme radiophonique induit de facto de l'interculturalité dans les effectifs des radios concernées. Pour les promoteurs de stations communautaires transfrontalières rencontrés, au-delà de la langue parlée sur les antennes de la chaîne, il s'agit d'une forme de reconnaissance des différentes communautés locales. L'objectif de la radio communautaire étant de promouvoir le pluralisme culturel et coutumier et un multiculturalisme soucieux de l'égalité des communautés dans leurs différences. Les radios communautaires transfrontalières étudiées adoptent trois approches dans le traitement de l'interculturalité et des migrations : la diffusion de programmes de sensibilisation à caractère multiculturaliste ainsi que la diffusion d'émissions interactives et la pratique de l'autocensure. Dans leur contribution à l'ancrage de l'interculturalité, des radios communautaires transfrontalières privilégient la diffusion de programmes de sensibilisation à caractère multiculturaliste. Il s'agit de : Radio Walde Ejef de Gorom Gorom (Région du Sahel), Radio Tangangari / Yagha (Région du Sahel), Radio Buyaba Diapaga/Tapoa (Région de l'Est), Radio Echo des cotonniers de Solenzo (Région de la Boucle du Mouhoun) et Radio Djawapo de Bogandé (Région de l'Est).

A but préventif, la sensibilisation consiste pour la *Radio Waldé Ejef* de Gorom Gorom en la prise en charge du phénomène de la transhumance qui influe sur l'interculturalité. Ces dernières années, la radio a initié des émissions consacrées aux points d'eau, aux pistes à bétail et aux pâturages en vue d'accompagner les éleveurs. Ce programme prône les vertus de la cohabitation entre éleveurs et agriculteurs dans le sens du renforcement de la cohésion sociale. A travers cette émission, la radio diffuse des informations relatives à la transhumance nocturne, l'une des principales sources de conflit entre acteurs communautaires. En outre, *Radio Waldé Ejef* promeut via ses programmes le combat contre le travail des enfants et l'abandon scolaire liés à l'orpaillage. En situation de conflit intercommunautaire, elle s'appuie sur la formation continue de ses journalistes. Pour sa part, le promoteur de *Radio Tangangari* affirme contribuer à l'interculturalité dans sa zone à travers l'utilisation des langues vernaculaires locales (Gourmatchéma, Fulfulde, Haoussa, Djerma, Mooré) et du français sur ses

antennes. Selon lui, loin de constituer une barrière à la cohésion sociale, ces différentes langues sont une richesse à préserver et à promouvoir. De son point de vue, il n'y a pas de problèmes interculturels particuliers dans la zone. La radio travaille à travers ses programmes à diffuser un message de sensibilisation relatif aux valeurs de paix et de cohésion sociale. Les émissions interactives « Salut à toi mon ami », et « Contes et devinettes » sont prisées en raison de leur caractère interactif et inclusif. A l'Est du pays, *Radio Buyaba* (Diapaga) offre à chaque communauté une tranche d'animation. Dans sa grille des programmes, la radio consacre des tranches d'heures par communautés (60% au Gourmatchéma, 12% au français, etc.). Les programmes de la radio couvrent aussi bien des localités du Burkina Faso que celles des pays voisins, et ses promoteurs affirment ne pas se permettre de raconter n'importe quoi. La station rayonne sur des zones peuplées aussi bien par des populations burkinabè qu'africaines, à ce titre, elle intègre aussi bien des lois nationales que des lois des pays voisins dans ses pratiques. A Solenzo sur la *Radio Echos des Cotonniers*, l'expression de l'interculturalité se manifeste dans une approche œcuménique à travers les prêches de leaders musulmans et des émissions consacrées aux chrétiens. De l'avis des responsables de la radio, le phénomène de la transhumance est globalement maîtrisé dans la zone dans la mesure où les pistes à bétail sont bornées depuis de nombreuses années.

Radio Djawapo Bogandé privilégie, pour sa part, la diffusion de microprogrammes réalisés par des partenaires (Les ONG notamment). A travers l'émission « Monde rural » (Emissions fourre-tout), la radio se fait l'écho des activités paysannes et culturelles. Des techniciens sont invités à l'antenne pour éclairer la lanterne des populations sur les techniques culturelles comme la zaï, les cordons pierreux, la demi-lune, etc. Cette émission traite de thématiques diverses et variées : agriculture, élevage, artisanat. C'est une émission semi-interactive au cours de laquelle un micro-trottoir est réalisé sans possibilité d'ouverture de l'antenne aux auditeurs.

Par ailleurs, deux stations de radios, Radio Goulou de Pô (Centre-Sud) et *Radio Lutte contre la désertification et le changement climatique* de Djibo dans le Soum (Sahel) ont opté pour la diffusion d'émissions interactives et ont choisi de pratiquer de l'autocensure comme mode principal d'expression de l'interculturalité. Dans ses émissions interactives d'expression de l'interculturalité, *Radio Goulou* (Pô) promeut le vivre ensemble dans un espace public local plurilingue où les choses sont dites sans tabou. Cet espace public local est un lieu de catharsis créé en vue de désamorcer, par le verbe, les germes des conflits intercommunautaires. Ces émissions sont risquées mais permettent d'éviter les débordements. Dans le Sahel, par contre, *Radio Lutte contre la désertification et le changement climatique* de Djibo (Soum) privilégie l'autocensure. Elle se montre précautionneuse et évite d'aborder des thématiques sensibles comme celles des migrants de peur d'envenimer la situation.

Tableau n° 1 : les radios transfrontalières dans la construction de l'interculturalité

Radio communautaire transfrontalière	Langue locale dominante dans les programmes et effectifs	Diffusion de programmes de sensibilisation à caractère multiculturaliste	Diffusion d'émissions interactives	Pratique de l'autocensure
Radio Goulou de Pô	Kasena		x	x
Radio <i>Walde Ejef</i> de Gorom Gorom	Fulfudé	x		
Radio Buyaba Diapaga/Tapoa	Gulmatchéma	x		
Radio Echo des cotonniers de Solenzo	-	x		
Radio Lutte contre la désertification et le changement climatique de Djibo/Soum	Fulfudé		x	x
Radio Djawapo de Bogandé	-	x		
Radio Tangangari / Yagha	Fulfudé	x		

Source : l'auteur

2. La radio communautaire transfrontalière face aux conflits interculturels

Face aux conflits intercommunautaires, les radios communautaires transfrontalières rencontrées ont des approches contrastées : certaines activent des réflexes de médiation et d'autorégulation, d'autres exploitent le leadership des responsables locaux, d'autres encore privilégient l'apaisement discursif. Pour faire face de manière professionnelle aux situations de conflits et de tensions intercommunautaires, les journalistes de la *Radio Waldé Ejef* à Gorom Gorom s'appuient sur leurs acquis déontologiques engrangés de la formation continue (Sessions de formation du régulateur, des pairs et des ONG). Il n'y a pas de consignes particulières de la Direction qui soient données. Pour éviter les manquements, la radio fait appel à des personnes ressources dans l'animation des émissions consacrées au problème.

La transhumance constitue une problématique interculturelle dans la zone de couverture de *Radio Buyaba* de Diapaga. Dans le temps, les migrants s'orientaient

vers le Bénin à la recherche d'emploi. Aujourd'hui, ils sont moins nombreux à se diriger vers ce pays où la radio enregistre des émissions de sensibilisation sur des thématiques relatives à l'interculturalité et au vivre ensemble transfrontalier. Les responsables de la radio admettent que des réflexes particuliers et les consignes sont indispensables en situation de crises ou de tensions interculturelles. En réalité, la station renonce au traitement de certains problèmes sensibles. Dans la zone, on dénombre trois à quatre villages qui ont deux chefs. Chaque partie ne veut entendre que son chef à la radio. En outre, les deux tiers de la zone est couverte de forêts. Les conflits bergers-forestiers sont lancinants dans la mesure où les premiers convoitent le parc pour en faire une aire de pâturage. Le traitement de la situation est inextricable, surtout lorsque le coutumier s'en mêle. « Nous redoutons plus ces situations que les terroristes », témoigne le Directeur de la radio qui craint qu'elles ne conduisent à des conflits intercommunautaires. La ligne éditoriale est celle d'une radio de communication plutôt que d'une radio d'information. A ce titre, elle s'occupe de problèmes de développement, de communication du monde rural (Problèmes d'eau, de famine, de soif, de pâturage, de transhumance, de santé des populations à la base, etc.).

La Radio Lutte contre la désertification et le changement climatique de Djibo donne des consignes de sécurité à ses journalistes surtout dans le cadre des émissions interactives. A l'image de *Radio Waldé Ejef* de Gorom Gorom, la formation continue (Rencontres de sensibilisation du régulateur) ont permis d'être précautionneux sur la religion. Souvent, confesse le promoteur, ils (Les terroristes) suggèrent de parler de religion, ce qui complexifie la situation dans la mesure où aucune station de radio confessionnelle n'est implantée dans la localité. Si à l'Est du pays (Radio Djawapo de Bogandé) et au Sahel (Radio Tangangari / Yagha), les promoteurs s'appuient sur l'influence des leaders d'opinion locaux à des fins multiculturalistes, au Centre Sud (Radio Goulou de Pô), ils tiennent un discours d'apaisement.

A Bogandé, les conflits agriculteurs-éleveurs, agriculteurs-agriculteurs et les conflits fonciers constituent de véritables menaces pour l'ancrage durable de l'interculturalité en zones transfrontalière. Dans la zone de Bogandé où des conflits agriculteurs-éleveurs ont été recensés récemment, la *Radio Djawapo* a initié et diffusé des microprogrammes conçus avec la voix des sages de la localité en vue construire le pardon et la réconciliation. La contribution de la radio en pareille situation est déterminante dans la mesure où, à travers des journaux parlés, des magazines ou des débats, elle permet aux acteurs qui ne s'écoutent pas, de pouvoir le faire sur ses antennes. Leur présence en studio permet la confrontation pacifique et favorise l'explication des deux camps et ouvre la voie à des solutions. Des tensions entre les communautés nigériennes et burkinabè ont été enregistrées ces dernières années dans la zone de Tangangari. La radio affirme avoir contribué à résoudre le problème à travers la diffusion d'émissions de consolidation de la cohésion et de la paix, sous l'égide des autorités locales (Le Préfet, notamment). En l'absence d'un représentant du régulateur dans la localité, l'autorité (Le Préfet, la Gendarmerie, etc.) a été mise à contribution. Dans la zone, des jeunes nigériens

se ruent vers les sites aurifères devenus de véritables centres commerciaux qui génèrent des risques de conflits sociaux. L'orpaillage abîme l'environnement et les aires de pâturages. Les éleveurs migrent vers l'Est mais en général, les rapports Agriculteurs-Eleveurs sont apaisés. *Radio Tangangari* affirme être favorable à la vulgarisation de la loi sur le foncier, méconnue dans la localité. « Attention, les ondes sont des balles explosives », prévient le directeur de radio Goulou à Pô où en cas de conflit, le premier réflexe est d'éviter d'envenimer la situation ou de verser dans le règlement de comptes. Les premières productions ont vocation à apaiser et à éviter d'embraser. Depuis quatre ans, la radio adhère d'ailleurs à une mesure communale d'interdiction du pâturage de nuit pour endiguer les éventuelles crises communautaires.

Tableau n°2 : les approches radiophoniques face aux conflits intercommunautaires

Radio communautaire transfrontalière	Primauté des réflexes de médiation	Exploitation des leaderships locaux	Apaisement discutif
Radio Goulou de Pô (Région du Centre-Sud)			x
Radio <i>Walde Ejef</i> de Gorom Gorom (Région du Sahel)	x		
Radio Buyaba Diapaga/Tapoa (Région de l'Est)	x		
Radio Echo des cotonniers de Solenzo (Région de la Boucle du Mouhoun)	x		
Radio Lutte contre la désertification et le changement climatique de Djibo dans le Soum (Région du Sahel)	x		
Radio Djawapo de Bogandé (Région de l'Est)		x	
Radio Tangangari / Yagha (Région du Sahel)		x	

Source : l'auteur

3. L'interculturalité confrontée au défi sécuritaire

La nouvelle situation sécuritaire que vit le Burkina Faso a conduit les animateurs des radios communautaires transfrontalières soit à pratiquer l'autocensure comme antidote par défaut, soit à réduire le volume horaire de leurs programmes ou soit à gérer les situations au cas par cas. Depuis le début des attaques dans le pays, la *Radio Djawapo* de Bogandé prône la collaboration avec les Forces de défense et de sécurité (FDS). La Gnagna (province de l'Est du pays) a l'avantage d'avoir des *Koglwéogos* (Groupes d'autodéfense) bien installés, il est difficile qu'un intrus

s'installent dans la zone à leur insu. A en croire les responsables de la radio, « la communication des *Koglwéogos* est meilleure à celle des FDS » qui « manquent d'ouverture ». En réalité, et c'est un fait sociologique, en cette période de crise, l'armée en tant qu'institution a perdu une partie de sa crédibilité et de sa légitimité dans l'opinion. Lorsqu'il y a une attaque terroriste, la radio privilégie les informations officielles diffusées sur la Radio nationale au détriment des siennes, même recoupées. Sur le terrain, les reporters ont pour boussole les normes déontologiques et le règlement intérieur. Dans le passé, des consignes étaient données aux reporters pour la gestion de leurs ressources financières face aux coupeurs de routes. Elles portaient sur la gestion de leur argent et le port obligatoire des gilets. La nouvelle situation sécuritaire complexifie le travail des reporters en région : « face à un reporter, les coupeurs de routes craignent la médiatisation de leurs opérations, les terroristes par contre peuvent l'appréhender comme une monnaie d'échange ». De même, l'incitation des confrères des radios de provinces voisines à la dénonciation peut exposer le reporter à des représailles sur le terrain.

Avec le nouveau contexte sécuritaire, la radio *Waldé Ejef* de Gorom Gorom a revu à la baisse les horaires de travail (6h30 à 20 h). Désormais, des sujets jugés sensibles sont évités : le planning familial, l'Ecole, le port du préservatif, etc. A *Radio Tangangari*, la sécurité est une question difficile et la radio est au-delà du poste de gendarmerie le plus avancé dans la zone, à moins de quatre (4) kilomètres de la frontière. La peur des populations vis-à-vis des FDS est prégnante en dépit des efforts de la société civile. Les approches de communication des FDS sont jugées controversées même si en général, selon le Centre pour la gouvernance démocratique, elles bénéficient dans l'opinion d'un capital confiance plus important que celui des institutions démocratiques (Partis politiques, Parlement, Justice, gouvernement, etc.). Avec l'état d'urgence et l'absence d'énergie électrique (Le solaire est l'alternative par défaut) des mesures ont été prises. Le volume horaire des programmes de la radio a été réduit en raison de ce problème.

D'une radio communautaire transfrontalière à l'autre, le mode d'expression de l'interculturalité en contexte d'insécurité est différent. A *Radio Buyaba* de Diapaga, c'est une gestion au cas par cas. Face au terrorisme, la radio fournit l'information dans le but d'aider à dénoncer. Pour le responsable de la radio, les FDS doivent faire des efforts dans leurs interactions avec les populations, elles font fuir, il faut donc rétablir la confiance avec les populations pour rendre effective la collaboration. Pour le promoteur de la station, « *les terroristes sont parmi nous. C'est donc aux FDS et au gouvernement de tendre la main, leurs messages sont inaudibles, ils prêchent dans le vide* ». A *Radio Goulou* de Pô, ce nouveau contexte sécuritaire est une raison de plus pour éviter de pâturer la nuit afin de ne pas être confondu à des terroristes. Le directeur de la chaîne estime qu'« il faut éviter de se faire la guerre lorsqu'on vous fait la guerre déjà ». Pour éviter l'instrumentalisation des Agriculteurs et des Eleveurs, il faut pratiquer la bonne

cohabitation et dénoncer les individus suspects qui entreraient dans la zone. Dans le Soum à Djibo, la *Radio Lutte contre la désertification et le changement climatique* de Djibo admet qu'il est difficile de nier l'influence de l'insécurité sur la cohésion sociale. La station a signé un contrat de partenariat avec une ONG pour la réalisation et la diffusion d'émissions sur la cohésion sociale afin de créer « une philosophie de vie ». Les terroristes tolèrent ce genre d'émissions. A Solenzo où les programmes de la *Radio Echo des Cotonniers* couvrent une partie du Mali et où les des auditeurs de ce pays contribuent au débats dans les émissions interactives, il n'y a pas de censure. Tous les sujets sont abordés à l'antenne : « les confessions religieuses ont accès aux antennes en raison de l'environnement laïc dans lequel évolue la radio ». Dans ce nouveau contexte sécuritaire, la station synchronise beaucoup avec la RTB-Radio (La Radio nationale).

4. L'avenir de la radio transfrontalière d'interculturalité

Dans leurs efforts d'expression de l'interculturalité, les radios communautaires transfrontalières exercent sous le poids des contraintes économiques et de la politisation de la gestion des minorités au plan local. Au plan économique *Radio Djawapo* de Bogandé dispose de onze (11) agents permanents avec pour principale source de financement la publicité commerciale limitée par le régulateur et l'enclavement de la zone. *Radio Waldé Ejef* de Gorom Gorom reconnaît avoir une santé économique fragile : manque de journalistes qualifiés, insuffisance de ressources humaines. Hormis l'accompagnement de l'association porteuse du projet et la subvention de l'Etat, aucun partenaire externe n'est à déceler. Les partenaires (*CILSS, Agrimet, etc.*) accompagnaient au départ et le reste incombait à l'association. Aujourd'hui, la réduction de la puissance de l'émetteur (80 W au départ) et les arriérés des taxes (Taxes de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des Postes : 300 000 francs par an et taxes du Bureau burkinabè des droits d'auteur : 150 000 francs par an) rendent la situation intenable. Le contexte sécuritaire actuel influe sur le fonctionnement de la *Radio Lutte contre la désertification et le changement climatique* de Djibo en termes de baisse des recettes et de retrait des partenaires. Les émissions sur le port du préservatif ont fait l'objet de menaces par les terroristes. L'avenir économique de la *Radio Echo des Cotonniers de Solenzo* reste marqué par l'éloignement de la province. L'audience est peu diversifiée et peu solvable (Des Agriculteurs pour l'essentiel), les effectifs sont limités (8 agents), les paiements de taxes et la gestion des pannes sont contraignantes, la subvention de l'Etat aux médias est insuffisante et le besoin de formation est criant.

Radio Buyaba Diapaga déplore la politisation du vivre ensemble communautaire. A la radio, toutes les communautés ont les mêmes droits et ont accès aux mêmes tarifs. Dans le passé, déclare le promoteur, « on vivait en paix, la minorité n'étaient pas mises sous pression » comme aujourd'hui. « *La politique a exacerbé la situation. Ils sont prêts à faire usage de leur puissance financière pour brimer les*

minorités et engranger des votes », précise-t-il. Nous avons atteint un stade où dans la zone « *chacun est étranger se soi* » et « *les gens ne se pardonnent plus* » : dans la même région, en raison de son patronyme, un fils de la commune X ne peut plus être maire dans la commune Y et vice-versa. Pour le responsable de la *Radio Goulou* de Pô, les principales menaces à l'interculturalité dans la zone sont relatives aux questions de terre et aux conflits migrants-allogènes : « *la course à l'accaparement des terres est une véritable bombe à retardement* ». Selon la coutume locale, on ne « mesure » pas la terre dans le cadre d'une donation. En outre, l'Etat procède au bornage des terres à l'insu des anciens et plus tard leurs ayant-droits doivent payer pour cultiver. Cela crée des risques de tension intercommunautaires.

Le défi des pouvoirs publics, pour une gestion efficace des conflits, est celui de la responsabilisation de personnes ressources imprégnés des mentalités des communautés. Par ailleurs, la terre n'appartient plus exclusivement à l'Etat et les velléités de politisation de sa gestion sont élevées. Aux termes de la nouvelle loi de 2012⁵⁵ le domaine foncier est composé : du domaine foncier de l'Etat, du domaine foncier des collectivités territoriales et du patrimoine foncier des particuliers. Les risques sont réels de voir des personnes d'une même famille politique (celle au pouvoir) s'accaparer des terres et fragiliser la dynamique interculturelles dans les zones frontalières.

5. La radio local transfrontalière, un espace public local sous influence

Selon le chercheur ivoirien Camille Roger Abolou, les Etats africains francophones ont historiquement fait preuve d'une faible capacité volontariste à gérer la chose publique. Dans un tel contexte, « des espaces public plurilingues se sont imposés par le biais des médias à différentes niveaux de la vie politique nationale » (Camille R. Abolou, 2012 : p. 136). Trois types d'espace publics plurilingues se sont ainsi établis : « l'espace public local, l'espace public régional et l'espace public national » (op. cit.). En termes de modélisation des interactions entre ces trois espaces publics, l'auteur retient trois formes d'interrelations : « l'instrumentalisation », les mouvements entre le « centre et la périphérie », et le « réseautage ». (Ibid.). A la lumière de cette grille d'analyse de l'interculturalité en Afrique francophone, il est possible de poursuivre notre réflexion, tout en relevant des interactions particulières entre le centre (espace public national) et la périphérie (espace public local et régional) dans l'expression de l'interculturalité en contexte d'attaques terroristes et de conflits intercommunautaires. La synchronisation, l'autocensure et la censure dans ces espaces publics locaux et régionaux en pareil contexte sont en partie la résultante d'un discours dominant dans l'espace public national : le régulateur des médias et le ministère en charge de la Communication y tiennent

⁵⁵ Loi n° 034-2012/AN du 2 juillet 2012 portant réorganisation agraire et foncière au Burkina Faso.

un discours d'incitation à la prudence et au bon « choix des mots » pour un traitement vertueux de l'information sécuritaire.

La synchronisation systématique et le refus de publier des informations sensibles recoupées mais en déphasage avec celles de la Radio nationale (RTB-Radio) cache en réalité une situation socio-économique fragile de la radio communautaire transfrontalière. La dépendance vis-à-vis de la subvention de l'Etat aux médias et la crainte de l'épée de Damoclès du régulateur (La peur d'être sanctionné lourdement en cas de manquements, ou de retard dans le paiement d'arriérés taxes, etc.) sont des facteurs favorisant.

Les interactions entre les différents espaces publics plurilingues peuvent être transversales (Entre espaces publics plurilingues locaux) et influencer sur les pratiques journalistiques de la périphérie du pays. Du reste, un promoteur de radio transfrontalière rencontré redoute que l'incitation à la dénonciation des terroristes prônée dans une radio transfrontalière voisine n'influe sur la sécurité de ses reporters en cas d'arrestation par les terroristes. En outre, il est possible d'entrevoir des interactions entre les espaces publics locaux, régionaux, et nationaux, d'une part, et entre des espaces et l'espace public virtuel, d'une part. Elles ont en effet de plus en plus d'importance sur la contribution de la radio communautaire transfrontalière à l'expression de l'interculturalité et à la promotion des droits des migrants. Les efforts de synchronisation et l'autocensure d'expression de la diversité culturelle sont aujourd'hui confrontés à l'explosion des réseaux socio-numériques et aux forums d'internautes dans la presse en ligne. La Toile burkinabè étant marquée par une faible présence des contenus en langues vernaculaires, les incitatives des radios communautaires en matière d'expression de l'interculturalité sont mis à rude épreuve par la diffusion de la rumeur écrite, des fausses nouvelles et de la manipulation (*Fake News*). La diffusion de ces contenus de mauvaise qualité dans les forums d'internautes de la presse en ligne et dans les comptes Facebook, Twitter ou WhatsApp parasite l'influence de ces radios dans la formation des opinions et des attitudes favorables à l'interculturalité.

Conclusion

« La radio communautaire a un futur en termes de promotion de l'interculturalité. La société aura toujours besoin d'apaisement des cœurs, de tolérance et de vivre ensemble ». Elle « constitue le cordon ombilical du dialogue entre communautés et le lien social entre populations surtout en période de crise intercommunautaires ». C'est « un outil d'aide au développement qui concourt à l'intégration régionale ». Ces propos d'un promoteur de radio communautaire transfrontalière rencontré, montrent l'utilité communautaire de ce média dans l'expression et la promotion de l'interculturalité. Le chercheur burkinabè Serge Théophile Balima ne dit pas autre chose lorsqu'il montre les bienfaits communautaires de la radio locale : « l'identité comme on le dit au village, « c'est d'être ensemble » et les radios locales sont les porte-voix de ces territoires vite oubliés par l'Etat central confronté aux problèmes de la mondialisation étouffante »

(Balima, 2012, p. 213). Les radios locales « en émettant dans la langue du pays instaurent dans le processus démocratique une modalité d'appartenance au territoire différente de celle qui porte sur la citoyenneté définie comme relation nécessaire à l'Etat-nation » (op. cit. p. 213). En « réhabilitant la citoyenneté locale, elles deviennent les vectrices de la (...) démocratie participative à la base ». (Ibid., p. 214). La technologie ne constitue ni l'identité, ni la citoyenneté, encore moins l'interculturalité ou la démocratie. Au-delà des difficultés économiques et politiques (Ibid., p. 216-218) qui l'assailent la radio communautaire transfrontalière est confrontée aux contraintes sécuritaire et technologique du contexte: son action d'expression de l'interculturalité est perturbée par les attaques terroristes de ces trois (3) dernières années qui touchent le Burkina Faso et par l'incertitude qui entoure la transition annoncée de la radiodiffusion analogique vers celle numérique, et par la migration des auditeurs jeunes vers les réseaux socio-numériques. En pareil contexte, la faible représentation des langues nationales sur la Toile et les réseaux socio-numériques, couplée au niveau de connectivité approximative, ne militent pas pour le prolongement interculturel des espaces publics (local, régional et national) dans le virtuel. Dans un environnement en rupture permanente, son avenir s'écrira aussi à travers sa capacité à trouver un équilibre structurant entre plusieurs déterminants : la société (l'identité et le développement communautaires), la politique (la démocratie participative), le numérique (l'interactivité et le partage) et la sécurité (la mondialisation de la terreur).

Bibliographie

Abolou, C. R. (2012). Espace public plurilingues en Afrique francophone. Pratiques et représentations dans les médias. Dans S. T. Balima et M. Mathien (eds.), *Les médias de l'expression de la diversité culturelle en Afrique* (p. 133-143). Bruxelles, Belgique : Editions Bruylant.

Balima, S. T. (2012). Langues nationales, identités et territoires dans les radios communautaires au Burkina Faso. Dans S. T. Balima et M. Mathien (eds.), *Les médias de l'expression de la diversité culturelle en Afrique*. Bruxelles (p. 207-2018). Bruxelles, Belgique : Editions Bruylant.

De Vidas, A. A. (2008). Prologue : Les limites de l'interculturalité en Amérique Latine aujourd'hui. *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM* 13/2007, 1-7. Repéré à <http://journals.openedition.org/alhim/1633>

Hammouche, A. (2008). Définir l'interculturalité par les situations, les rapports pratiques et Symboliques. *Hommes et Migrations, hors-série novembre 2008. L'interculturalité en débat*, 4-8. Repéré à https://www.persee.fr/doc/homig_1142852x_2008_hos_1_1_4678

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Stoiciu, G. (2008). L'émergence du domaine d'étude de la communication interculturelle. *Hermès, La Revue* 2008/2 (n° 51), 33-40. Repéré à <https://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2008-2-page-33.htm>

Tudesq, A.-J. (1999). *Les médias en Afrique*. Paris, France : Ellipses.

Espagnols en France entre 1939 et 1959 : les relations entre français et émigrés et impacts sur la foi religieuse des émigrés.

The Spanish in France between 1939 and 1959: relations between the French and emigres and impacts on the religious faith of emigres

Sophie SOLAMA-COULIBALY

Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, Côte d'Ivoire.

Résumé

Le Catholicisme a occupé une place très importante dans l'histoire de l'Espagne parce qu'il a joué un rôle prépondérant dans la vie spirituelle et sociale des populations. Fortement ancrée dans la culture espagnole, les différents pouvoirs politiques ont été obligés d'intégrer et de faire intervenir cette religion dans les grandes instances de décision. Mais, pendant la Seconde République (1931-1939), cette relation de convivialité entre le pouvoir temporel et confessionnel s'est considérablement détériorée. L'immixtion de la religion dans la sphère politique espagnole a été fortement remise en cause par les défenseurs de la République. La polarisation dramatique entre les républicains et les nationalistes a débouché sur la Guerre Civile. Mais, entre 1939 et 1959, sous l'ère franquiste, les nationalistes vainqueurs de ce conflit ont maintenu ce fort sentiment d'appartenance religieuse du sommet de l'Etat jusqu'à la base, parce que convaincus que La Religion était le pilier du système politico-économique et la voie idéale pour sortir l'Espagne de la léthargie. Face à cette situation manichéenne espagnole dans laquelle ces vainqueurs défendaient l'identité nationale espagnole autour de valeurs spirituelles contre le libéralisme, les vaincus républicains et leurs sympathisants n'avaient d'autres solutions que de s'exiler instinctivement vers l'Hexagone. Justement pour eux, la France était ce modèle de réussite politique et social, parce qu'elle est arrivée par la loi de 1905 à séparer l'Etat et l'Eglise. Ces réfugiés ont été rejoints par d'autres migrants économiques qui fuyaient l'austérité et la dictature franquiste. Mais, ces migrations forcées et économiques ont-elles eu une influence sur la foi religieuse des exilés ? Le sentiment de méfiance général envers la religion en France de cette époque a-t-il favorisé l'intégration de certains émigrés politiques espagnols ? Autrement dit, cette migration contemporaine n'a-t-elle pas revêtu d'abord un facteur religieux, une attitude commune de détachement envers la religion ? Y a-t-il eu une accommodation aux mœurs du pays d'accueil ? Il s'agira pour cette communication qui s'inscrit dans une perspective historique et utilise une méthode dialectique, de rechercher les facteurs qui ont dynamisé l'histoire de l'Espagne entre 1939 et 1959, cette période qui a connu le pic de l'immigration espagnole vers la France. On analysera les rapports entre les migrants et la population française, ainsi que le comportement religieux des émigrés dans le pays d'accueil.

Mots clés : Franquisme, émigration, espagnols, déchristianisation, intégration.

Abstract

Catholicism has occupied a very important place in the history of Spain because it has played a leading role in people's social and spiritual life. Strongly rooted in Spanish culture, the various political powers were forced to incorporate it and bring this religion into the major decision-making bodies. During the Second Republic (1931-1939), however, this amical relationship between the temporal and the religious powers deteriorated considerably. Religious interference in the Spanish political sphere has been strongly questioned by defenders of the Republic, and the dramatic polarization between Republicans and Nationalists finally led to the Civil War. But, under the Franco era, between 1939 and 1959, Nationalists who won this conflict kept a strong sense of religious belonging from the highest to the lowest levels of the State because they were convinced that Religion was the pillar of the politico-economic system and the ideal way to bring Spain out of lethargy. In the face of the manichean situation in Spain where the victors were promoting a Spanish national identity based on spiritual values against liberalism,

the defeated Republicans and their sympathizers had no alternative but to leave instinctively for France which was a successful political and social model precisely because it was able to separate the Church and the State by the law of 1905. These refugees were joined by other economic migrants fleeing austerity and the Franco dictatorship. But did these forced and economic migrations have an influence on the religious faith of the exiles? Did the general distrust of religion in France at that time favor the integration of certain categories of Spanish political emigrants? In other words, was not this contemporary migration glazed with religious factor, notably, a common detachment towards religion? Was there also a need to adjust to the mores of the host country? The purpose of this paper, which fits into a historical perspective and uses a dialectical method, will be to look for the factors that revitalized the history of Spain between 1939 and 1959, a period of peak Spanish immigration to France. We will analyze the relationship between migrants and French population also the religious behavior of emigrants in the host country.

Keywords: Franquism, emigration, Spanish, de-christianization, integration.

Introduction

Le Catholicisme a occupé une place très importante dans l'histoire de l'Espagne parce que cette religion a constitué le fondement de la culture de ce pays. Ainsi, fortement ancré dans les pratiques ancestrales populaires et les comportements usuels, les différents pouvoirs politiques espagnols ont été obligés de l'intégrer et de la faire intervenir dans les plus grandes instances de décision. Il est vrai qu'à maintes reprises de l'histoire de l'Espagne comme par exemple, pendant la Seconde République (1931-1939), cette relation de convivialité entre le pouvoir temporel et confessionnel s'est considérablement détériorée. La présence permanente de la religion dans les arcanes du pouvoir politique espagnol a été fortement remise en cause par les défenseurs de la République. La polarisation dramatique entre les républicains et les nationalistes, qui étaient respectivement en faveur d'une rupture totale de la collaboration Eglise-Etat et d'une continuité de cette relation, a débouché sur le bain sang que fut la Guerre Civile espagnole (1936-1939). Mais, pendant la période charnière de 1939 à 1959, sous l'ère franquiste (1936-1975), les nationalistes vainqueurs de ce conflit ont maintenu ce fort sentiment d'appartenance religieuse du sommet de l'Etat jusqu'à la base, parce que convaincus que le Catholicisme, "leur Religion" était le pilier du système politico-économique et la voie idéale pour sortir l'Espagne de la léthargie. Ce conservatisme intégriste (Laboa, 1985, p.20) et la perception du Catholicisme comme la référence sécurisante à tous niveaux, n'ont pas été sans conséquences pour certains critiques, républicains ou socialistes et communistes espagnols, considérés comme les pourfendeurs de la religion. Il est évident que de son côté, la gauche a perçu cette religion comme l'une des principales causes de son affliction. Face à cette situation manichéenne espagnole dans laquelle les vainqueurs défendaient l'identité nationale espagnole autour de valeurs spirituelles contre le libéralisme qui était considéré comme un péché (Callahan, 2003, p.85), les vaincus républicains et leurs sympathisants n'avaient d'autres alternatives que de s'exiler instinctivement vers la France qui, pour eux était accueillante et secourable aux persécutés qu'ils étaient. Ils ont été rejoints par d'autres migrants économiques qui fuyaient l'austérité imposée par l'appareil d'Etat franquiste.

La plupart des travaux consacrés à l'exil espagnol vers la France entre 1939 et 1959 ne traitent pas exclusivement du sujet de la vie et de la pratique religieuse des immigrés (Rubio 1994, pp.35-45. Dreyfus-Armand, 1994, pp.343-355. Angoustures, 1997, pp.457-483), au regard de ce que la religion a représenté comme identité collective du peuple espagnol dans son histoire. En outre, aujourd'hui encore, la religion revêt une importance capitale en général, car l'on suppose qu'elle est la force vive qui catalyse l'action morale. Aussi, pourrait-elle favoriser l'interpénétration des peuples en vue d'enrichir un pays par la diversité culturelle qui le conduirait à son épanouissement. Ce travail s'intitule Espagnols en France entre 1939 et 1959 : Les relations entre français et émigrés et impacts sur la foi religieuse des émigrés. Il s'intéressera justement à ces deux décennies de la période franquiste qui a enregistré un contact entre Espagnols et Français à cause

d'un afflux massif d'immigrés espagnols vers l'Hexagone et leur rapport vis-à-vis de la religion et de la foi. L'Hexagone représentait le modèle de développement auquel la gauche espagnole aspirait, avec un épanouissement du libéralisme tant décrié chez elle. En effet, dès 1905, sous l'initiative du républicain-socialiste Aristide Briand, la France avait su prendre ses distances avec la religion catholique qui l'avait longtemps "asservie"; favorisant ainsi la conception d'une société française laïcisée. Ensuite, commencé à partir de juin 1944, le processus de libération politique de la France avait contribué à faire de ce pays un modèle de réussite économique et politique. Cette libération s'est traduite par la fin de l'occupation allemande⁵⁶, la fin du régime de Vichy⁵⁷ qui avait offert des conditions très favorables à l'épanouissement des structures de contrôle clérical sur les sociétés paysannes de consensus, souvent rebaptisées du nom de "sociétés paroissiales"(Renard, 1987-3, p.466) et la mise en place d'un gouvernement provisoire de la République française.

On pourrait donc imaginer que, dans certaines régions françaises où le sentiment anticatholique s'intensifiait après la loi sur la séparation des Eglises et de l'État, la pratique religieuse était pratiquement sous l'éteignoir à cause d'abondantes critiques et la méfiance envers la religion. Cependant, il y'a d'autres régions qui avaient conservé des liens forts avec cette religion. Cette situation a-t-elle favorisé l'intégration de certains émigrés politiques et économiques espagnols dans les régions qui affichaient une hostilité envers la religion ? La raison politique de leur émigration a-t-elle influencé négativement leur rapport avec la religion catholique en France ? Sous une perspective historique et dans une démarche dialectique, il s'agira ici d'analyser le comportement de ces émigrés en fonction du tempérament religieux des régions d'accueil.

I- Les raisons de la migration espagnole vers la France entre 1939 et 1959

I-1. Le Franquisme comme défense de l'héritage culturel espagnol

Le Franquisme (1936-1975) est le régime politique espagnol fondé par le général Francisco Franco. Certains historiens prolonge l'ère franquiste jusqu'en 1977. C'est l'année des premières élections libres dans le processus de transition démocratique en Espagne. Mais, le régime reposant sur l'influence et le nom personnel de son

⁵⁶ L'occupation de la France par l'Allemagne du chancelier Adolphe Hitler pendant la Seconde Guerre Mondiale, commence à partir de la signature de l'armistice, le 22 juin 1940 et s'achève d'abord avec la libération de la Corse en octobre 1943, et ensuite avec la libération progressive du territoire qui est effective en mai 1945.

⁵⁷ Le régime de Vichy en France dont le Maréchal Philippe Pétain fut le président du conseil et installé à Vichy. Il s'autoproclame président de la République du 11 juillet 1940 au 20 août 1944, même si la période de 1940 à 1947 est considérée comme une vacance de la fonction présidentielle en France. Le Général De Gaulle déclarera le régime de Vichy d'illégitime, nul et non avenu.

charismatique leader qui est mort en 1975, on pourrait affirmer qu'elle s'achève en cette année, même si l'essentiel de l'Establishment⁵⁸ franquiste s'est maintenu après sa disparition. Le 1^{er} Avril 1939, la victoire militaire des franquistes issus du bloc National-conservateur face au Front Populaire, à la fin de la Guerre Civile espagnole (1936-1939) a permis de consolider les bases du régime franquiste qui a eu une longévité de près de quarante années. En effet, la sensible question religieuse de la Constitution espagnole de 1931⁵⁹, a été l'une des questions majeures qui ont cristallisé les positions, pour aboutir à la Guerre Civile. Pour les républicains, les communistes et les socialistes réunis au sein du Front Populaire, il fallait impérativement défendre la République, sous la forme d'un libéralisme qui prônait la limitation des pouvoirs de l'Etat, au regard des libertés individuelles et la désacralisation de la conception culturelle, d'où culturelle unique. En bref, tous les actes de la vie civile ne devaient plus être réglés de fait par la morale et les commandements de l'Eglise (Renard, 1987, p.473). D'ailleurs, ils pensaient que l'Espagne avait perdu son influence sur l'échiquier européen parce qu'elle n'avait pas su s'adapter aux changements. Par contre, la lutte avait un autre sens pour le bloc National-conservateur. La préoccupation majeure a été de régénérer l'Espagne dans sa tradition (Redondo, 1993, p.352). Ensuite, il craignait une autre révolution bolchevique en Espagne. C'était donc, l'Espagne des conservateurs, qui prônait le retour aux fondamentaux, dont la religion, qui avait permis à l'Espagne de se consolider in toto. Ainsi donc, vainqueur de la Guerre Civile espagnole, il va sans dire que l'unanimité politique conservateur allait conduire le bloc National-conservateur dont le chef était le général Franco, à diriger l'Espagne sous les idéaux du National-Catholicisme. En effet, la victoire des franquistes face au Front Populaire a initié une période de 1939 à 1959 qui a été généralement reconnue comme celle qui a abrité un fort sentiment d'appartenance religieuse dans l'histoire contemporaine de l'Espagne. On y véhiculait l'esprit d'un catholicisme de Croisade (Preston, 1976, p.77). La victoire a été acquise contre l'ennemi qui était une molécule complexe au venin spirituel appelé par convenance, communisme ; mais le libéralisme était la forme la plus meurtrière du venin et par conséquent le plus redouté. Quand le venin s'introduisait dans l'organisme humain, il se comportait comme un virus, non seulement incurable, mais aussi infectieux. Certaines personnes appelées dirigeants, s'étaient inoculés de manière maléfique le venin et, comme les démons dans la mythologie catholique, elles essayaient d'étendre l'infection comme elles pouvaient.

⁵⁸ Les positions importantes de l'Etat franquiste, le Conseil national, le Conseil royal et les Cortes sont occupés par ses partisans après sa mort en 1975. L'espace de liberté du roi Juan Carlos I^{er} est limité en conséquence. https://fr.wikipedia.org/wiki/Espagne_franquiste

⁵⁹ La version française de la Constitution espagnole de 1931, se trouve en annexe de la thèse de Sophie SOLAMA née COULIBALY, *L'Eglise Catholique et la Seconde République espagnole*, Editions Universitaires Européennes, Sarrebruck, 2017. Contrairement à l'article 11 de la Constitution de 1876 qui protégeait la pratique religieuse catholique et ses ministres, et ne s'attaquait pas aux biens temporels de l'Eglise, celle 1931 déclarait que « l'Etat, les régions et les mairies ne s'occuperont, ni ne favoriseront et ni ne soutiendront économiquement les églises, les associations et les institutions religieuses. Une loi spéciale promulguera dans un délai de deux la complète extinction du budget alloué à l'Eglise».

Etant l'incarnation du mal, ces hommes méritaient le châtement. Leurs victimes qui auraient pu être de bons Espagnols, si elles n'avaient pas eu la malchance d'être infectées par les dirigeants, en principe ne méritaient pas le châtement, mais elles devaient être fusillées de manière humanitaire, parce qu'elles étaient incurables et pouvaient infecter les autres (Payne, 1968, p.360).

En juin 1947, la loi sur la succession à la tête de l'Etat précisait que l'Espagne est « un Etat catholique, social et représentatif qui, conformément à sa tradition, se constitue en royaume » (Pellistrandi, 2013, p.397). Pour le Franquisme, un atavisme religieux ibérique était donc à défendre. Il était nécessaire de : Revenir aux essences de l'Espagne, à sa catholicité et à partir d'elle recréer l'empire (selon le modèle catholique) et la grandeur de l'Espagne telle que pendant les XV^e et XVI^e siècles. Ce travail historique est celui du Nouvel Etat et de son leader charismatique Francisco Franco qui, en se basant sur le « traditionnel », assume le nouveau, pour créer une nouvelle Espagne, fidèle reflet de l'Espagne éternelle (Fontana, 1986, p.234).

Un projet que l'on peut synthétiser en une phrase : que l'Espagne retourne à Dieu et Dieu à l'Espagne (Callahan, 2003, p.129). Cet attachement viscéral du peuple et de l'ensemble de la classe politique de droite au Catholicisme aux premières heures du Franquisme pourrait être dû à la recrudescence de la foi et de la piété chrétienne après la guerre, à cause de la destruction des temples, la profanation d'images de grande dévotion et la tuerie des prêtres lors du conflit qui ont choqué l'âme sensible du peuple (Montero Moreno, 1999, p.762).

I-2. La victoire franquiste comme la contrainte à la migration vers la France

L'ardente volonté politique des dirigeants franquistes de rechristianiser le pays a entraîné soit l'emprisonnement ou la mise à l'écart, soit la violente répression des oppositions à cette politique gouvernementale. Même des figures de l'intelligentsia catholique progressiste ou simplement libérale (Hermet, 1989, pp.178-179), n'ont pas échappé à cette machine oppressive franquiste. Barroso affirme qu'un tiers du clergé basque a été victime de l'épuration (Barroso, 1995, p.46). Ces critiques envers le régime dont auraient pu s'inspirer les défenseurs de la Théologie de la Libération, ce vaste mouvement socioreligieux du début des années 1960, qui a fait grand écho en Amérique latine. Selon Guy Hermet, parmi les centaines de milliers de prisonniers dans les camps franquistes, 192000 auraient été fusillés, parfois plusieurs années après la Guerre Civile, avec parfois plusieurs centaines d'exécutions par jours durant certaines périodes de 1939 et 1940 (Hermet, 1989, p.180).

En ce qui concerne ces exactions commises par les forces franquistes sur les oppositions au régime, on remarquera que le décompte macabre des historiens n'est pas concordant.⁶⁰ Toutefois, l'essentiel réside dans la détermination à imposer la justice du vainqueur; et surtout dans l'ampleur d'une telle purge perpétrée sous silence à la face du monde. Le monde engagé dans la Seconde Guerre Mondiale pourrait expliquer ce mutisme général face aux clameurs de la gauche espagnole contre la barbarie franquiste. Cela a pu contraindre ces opposants réels ou supposés à se réfugier en France dès 1939 (pour ceux qui n'ont pas été assassinés dans cette terreur blanche)⁶¹, et à retrouver d'autres migrants, mais cette fois-ci "économiques" qui échappaient, d'abord à la guerre elle-même et à l'austérité que leur imposait une Espagne de la post-guerre en pleine quête identitaire ou de "reconstruction". Néanmoins, certains migrants s'y étaient déjà installés également de plein gré ou par vagues successives à cause de différents événements politiques et sociaux qui ont jalonné l'histoire de l'Espagne, formant ainsi une diaspora depuis la fin du XIX^e siècle.

Aujourd'hui encore, le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE) au pouvoir, dont le Secrétaire Général est Pedro Sanchez, et certains immigrants espagnols en France assimilent⁶² le Parti Populaire (PP) et l'extrême droite espagnole à l'Eglise catholique. Même si cette opposition se défend du rapprochement avec l'institution religieuse, le fait de signifier au PSOE de "dégager pour rendre sa grandeur à l'Espagne" (Légasse, Cf. *Marianne*, avril 2019) renvoie à des phrases déjà prononcées sous le Franquisme, qui hantent encore des générations d'exilés. Cela pourrait-être interprété comme une nostalgie de l'époque franquiste (où la religion avait recouvert ses lettres de noblesse) qui a contraint à l'exil ceux qui n'adhéraient pas nécessairement à l'idéologie franquiste.

II- L'accueil français des réfugiés espagnols et les rapports vis-à-vis de la religion

⁶⁰ Se référer à Julián Casanova qui chiffre ces exactions à 150000 exécutions et Richards Michael qui avance le chiffre de 400000 tués par les franquistes (Casanova, Espinosa, et al., 2002, p.8. Richards, 1998, p.11). Par ailleurs, il faut souligner que les chiffres ne sont pas concordants également en ce qui concerne les exactions commises en zone républicaine. La dissimulation des preuves et les tabous autour de cette question encore aujourd'hui, rendent difficiles les enquêtes de terrain. Des charniers de cadavres républicains assassinés sont encore découverts au début du XXI^e siècle (Beuchot, Jeanneney, « *Contre l'oubli, la trace des dictatures* », documentaire, France, 2009).

⁶¹ La Terreur Blanche ou Terror Blanco est l'ensemble des exactions et répressions politiques commises par les nationalistes pendant la Guerre Civile espagnole et ensuite la dictature franquiste. Cette barbarie est opposée à la Terreur Rouge pratiquée en zone républicaine pendant la guerre (Beuchot, J., « *Contre l'oubli, la trace des dictatures* », documentaire, France, 2009).

⁶² Les manifestations antiavortement du PP au côté de l'Eglise et du Forum Espagnol pour la Famille font dire au PSOE que l'institution religieuse affirme ses positions en Espagne de manière indirecte à travers ses "lieutenants" qui sont le PP et l'extrême droite espagnole. La conséquence a été un anticléricalisme visant les infrastructures religieuses par les pros avortements.

II-1. L'accueil et les relations entre migrants espagnols et les français

Au gré des mutations politiques en Espagne, la France a été le pays de choix des réfugiés espagnols de tous bords.⁶³ En 1939, alors que les départements méridionaux tels que la Haute Garonne, le Gard, le Roussillon et les départements de la Bretagne et ceux proches des Pyrénées, les zones industrielles ont été les principales zones de refuge et l'épicentre de l'activisme de la migration politique espagnole en France, les immigrés économiques se sont dirigés principalement vers le Nord. Mais, la région agricole bordelaise a accueilli également un important flux de ces migrants économiques. Bien que nous ayons choisi d'étudier les rapports religieux entre cette migration espagnole et les populations métropolitaines, il faut souligner la présence de ces immigrés espagnols dans les colonies françaises d'Afrique du Nord, telles que l'Algérie (Oran), le Maroc et la Tunisie.

Selon Bartolomé Bennassar, en janvier et février 1939, des centaines de milliers d'Espagnols qui avaient lutté pour la cause républicaine ou qui l'avait soutenue ont franchi la frontière par les passages des Pyrénées orientales (Bennassar, 2001/1, n° 5, p.51). L'historienne Dreyfus-Armand apporte plus de précision sur les données concernant ce départ massif. Elle affirme que les réfugiés étaient plus de « 150000 pendant la guerre elle-même et près de 500000 au début 1939, lors de la *Retirada* (quand l'armée républicaine espagnole a été contrainte de battre en retraite) » (Dreyfus-Armand, Cf. *Libération-Tribune*, 2015). Parmi les exilés, on comptait des civils de différentes origines socioprofessionnelles, les restes de l'armée vaincue, les dirigeants politiques, les fonctionnaires de l'administration de l'Etat et des gouvernements autonomes, des cadres des partis politiques et des organisations syndicales qui avaient soutenu la République (Alted, 1994, p.503). Ils étaient persuadés d'être à l'abri des persécutions, car depuis 1789, la France est considérée comme le pays des droits de l'homme, jusqu'à nos jours. Aussi, ce pays n'était-il pas « le meilleur jardin d'acclimatation du monde ? » (Gide, 1927, p.261). En outre, c'était la situation géographique de l'Hexagone qui s'imposait (Bennassar, 2001/1(n°5), p.52). Cependant, on pourrait dire que cet exil sur le territoire français pendant les premières périodes de la post-guerre espagnole a été difficile, en raison de la réaction du pays d'accueil qui a été mitigée.

En effet, si lors de la Guerre d'Espagne, la France a d'abord accueilli des centaines de milliers de personnes avec humanité sous le Front Populaire (1936-1938), en 1939, les républicains défaits par les troupes franquistes, ont été traités avec brutalité, comme des indésirables et parqués dans des "camps de concentrations"

⁶³ Par exemple entre 1814 et 1820, quand le roi Ferdinand VII rétablit l'absolutisme au pouvoir, les libéraux sont contraints à l'exil en France. En 1923, les opposants à la dictature du Général Primo de Ribera se sont installés également en France. Aussi, le 14 avril 1931, la proclamation de la Seconde République espagnole, obligea t'elle les monarchistes et le roi Alphonse XIII à s'y rendre d'abord et ensuite à Rome en ce qui concerne la famille royale.

français (Dreyfus-Armand, Cf. *Libération-Tribune*, 2005. Dreyfus-Armand, Peschanski, Amalric, et. al., 1994, p.596).

L'installation rudimentaire de ces camps n'était pas sans rappeler les conditions de vie déplorable de leurs résidents (Témine, 1994, p.24). De prime abord, cette réaction xénophobe française a été nourrie par l'exaspération de la guerre d'Espagne et surtout par une série de seize attentats et assassinats sur le territoire français à partir de 1937, impliquant tous des étrangers (des agents russes, italiens et espagnols), en liaison avec le conflit espagnol (Courtois, 1994, p.219). Mais en général, l'attitude de rejet des immigrés pourrait être due à l'appréhension de l'invasion, les stéréotypes et d'autres périls véhiculés par l'immigration, tels que le chômage, la menace de la paix civile et l'insécurité. Pourtant, ce pays naguère terre d'accueil pour des exilés, les avaient recruté comme main-d'œuvre pour combler le vide démographique causé par la Première Guerre Mondiale (Dreyfus-Armand, Cf. *Libération-Tribune*, 2005) et pour répondre à la croissance économique. Par exemple, plusieurs entreprises françaises⁶⁴ de manufacture, de mines et d'automobiles ont eu besoin de cette précieuse main-d'œuvre, sans oublier les régions viticoles telles que Bordeaux et la Bourgogne. Ensuite, de condition précaire qui renvoyait à l'image affadie de la misère du Tiers Monde, les femmes espagnoles connues sous le vocable de "bonnes espagnoles" remplaçaient les bonnes bretonnes à la recherche d'un avenir meilleur (Daviess, Cf. Documentaire *Histoire d'une Nation*, 2018). Par ailleurs, il est important de signaler également la fluctuation de la situation politique dans ce pays d'accueil en 1938. En effet, le Front Populaire français qui aurait pu aider les républicains espagnols exilés à s'intégrer et s'accommoder à la vie française, était tombé en disgrâce à la fin de la III^e République française. En outre, les quatre années du régime de Vichy sous l'occupation allemande n'ont pas amélioré la situation des réfugiés politiques, issus de la défunte Seconde République espagnole.

La collaboration antirépublicaine du Général Franco avec le chancelier allemand Hitler et le Maréchal Pétain a représenté un danger (Talvikki Chanfreau, 2006) pour ceux-ci. Aussi, l'obédience catholique de Pétain, zéléateur du Catholicisme⁶⁵, et son opposition de fait à l'idéologie de gauche pourraient-elles expliquer cette aversion et son inhospitalité envers les réfugiés politiques républicains ; ceux-là même qui "tuaient ou mettaient à mal ladite religion". Dès le 8 juillet 1940, au nom de cette bienveillance des relations entre l'axe Paris-Madrid, le Marechal Pétain avait toléré que les franquistes recensassent les républicains espagnols

⁶⁴ Par exemple, la Manufacture française d'armes et de cycle de Saint-Etienne ou Manufrance, créée en 1885, et spécialisée dans la fabrication des fusils de chasse, vendait également d'autres produits tels que la canne à pêche, des horloges et des articles de ménage. La Société Minière et Métallurgique de Peñarroya était une entreprise française installée en Espagne et ensuite à Lyon. Fondée en 1881, elle était spécialisée dans les ressources non ferreuses. Berliet de Vénissieux est une entreprise de constructions automobiles fondée en 1899. Fusionnant avec d'autres entreprises à partir de 1980, on la connaissait sous le nom de Renault.

⁶⁵ Entre autres caractéristiques du régime de Vichy, on peut citer la "révolution nationale" antilibérale, traditionaliste et nationaliste, le cléricisme.

directement dans les camps français. Une semaine plus tard, Madrid annonça que, Manuel Azaña, président de la Seconde République espagnole (11 mai 1936-3 mars 1939), se trouvait dans la commune française de Périgueux (Talvikki Chanfreau, 2006) dans le Périgord : « des instructions ont été adressées au préfet de la Dordogne et M. Azaña a été maintenu en France jusqu'à son décès » (Archives du Ministère des Affaires Etrangères Français, 1941).

Mais aujourd'hui, bien que mis au banc des accusés, il ne serait pas exagéré d'affirmer que le Maréchal Pétain avait raison de se méfier des républicains, les communistes espagnols ou les "*Rouges*" qui représentaient une menace, aussi bien pour le Franquisme que le régime de Vichy. En effet, loin de donner un blanc-seing à l'exaltation de la haine (Joly, Kauffmann, in Deleplace, 2009, pp.139-154) du régime de Vichy, il faut reconnaître que ces exilés politiques ont composé les $\frac{3}{4}$ du contingent résistant (dans la Légion étrangère) à ce régime et à l'invasion allemande pendant la Seconde Guerre Mondiale, dans la bataille du Détroit de Gibraltar (Davisse, Cf. Documentaire *Histoire d'une Nation*, 2018). A l'appel du Général De Gaulle, les premiers blindés de la "*2^e D.B*" parvenus à l'Hôtel de ville lors de la libération de Paris ont été ceux de la 9^e compagnie "*La nueve*", conduits par les combattants républicains espagnols et des guérilleros (Cf. Documentaire TV5 Monde, 2017). Pour eux, la participation à cette résistance s'inscrivait dans la continuité du combat qui a été mené sans succès en Espagne. D'ailleurs, le but était d'y retourner. Alors, en octobre 1944, après avoir participé à la résistance française, ces guérilleros communistes espagnols avaient tenté en vain une invasion du territoire espagnol à partir du Val d'Aran dans les Pyrénées catalanes, imaginant qu'ils allaient déclencher un soulèvement généralisé contre le Franquisme. Cet échec les a obligés à refluer en France (Bennassar 2001/1(n°5), p.51). De ce fait, tous les espagnols (exilés politiques et économiques) étaient suspectés d'être des "*Rouges*" ou des espions, car certains étaient engagés activement dans la lutte contre le pouvoir franquiste. D'ailleurs, le statut de réfugiés politiques n'avait été accordé aux républicains espagnols qu'en 1945 en France (Témine, 1991, pp.57-72). Cependant, ces jugements contrastés n'ont pas totalement ralenti le flux migratoire des réfugiés politiques et économiques, même s'il avait considérablement diminué du fait des rapatriements et des retours volontaires. Dès 1945, les passages des Pyrénées organisé par des filières clandestines s'étaient intensifiés à nouveau, même si le taux migration espagnole en France de cette année n'avait pas atteint son niveau record de 1939. Mais, ce n'est qu'à partir de 1947, sous la IV^e République française, avec la tolérance envers les réfugiés républicains sous les mandatures à la présidence de Vincent Auriol (1947-1954) et René Coty (1954-1959), que les organisations espagnoles à caractère politique ont commencé à s'épanouir véritablement et à rentrer en résistance ouverte contre leur pays d'origine, sur le sol français. Par ailleurs, en ce concerne le contact entre ces peuples, les données d'une enquête réalisée dans 13 départements du sud-ouest de la France en novembre 1947 sont pertinentes, car elle affiche le degré d'accommodation et les échanges interculturels entre migrants et population d'accueil de cette période. Selon cette étude, 57^{0/0} des

interrogés étaient contre l'installation d'un certain nombre d'étrangers, et 33^{0/0} y étaient favorables. Quant à celle réalisée en 1951, une enquête sur les mariages mixtes donne 47^{0/0} d'opinions défavorables contre 15^{0/0} favorables (Cholvoy, 2015/2 n°170, p.171-189). Ces résultats qui expriment la réticence des français à l'acceptation de l'autre, pourraient révéler l'échec du modèle d'intégration et de la diversité ethnoculturelle de cette époque en France. Les barrières linguistiques et la défense de l'identité française pouvaient-être la cause de cette méfiance malgré les affinités culturelles entre la France et ses voisins tels que l'Espagne et l'Italie.

En 1956, il y a eu la création de l'Institut Espagnol d'Emigration (IEE) par le Franquisme pour contrôler une émigration "assistée" (Lillo, consulté en 2018). En 1959, Madrid accusait Paris d'accepter plusieurs réunions publiques de réfugiés dans le Midi (Talvikki Chanfreau, 2006). Mais, cette émigration forcée due à la rigoureuse politique religieuse franquiste et à l'austérité de la vie a-t-elle provoquée une apostasie des exilés politiques et économiques ? Y a-t-il eu une interpénétration entre les migrants affichant leur obédience religieuse et les populations d'accueil ?

II-2. Quels impacts sur la pratique et la foi religieuse des émigrés ?

On peut penser que la tradition judéo-chrétienne et les affinités culturelles avec la France auraient pu faciliter l'assimilation des migrants espagnols et l'accoutumance au mode de vie de la population d'accueil. Mais d'abord, il est important de prendre en compte la mentalité qui prévalait dans ces régions, quand elles recevaient ces vagues migratoires de 1939. En effet, comme il a été souligné en amont, depuis 1905, la France avait décidé de séparer les pouvoirs confessionnel et temporel, en optant pour le second qui était restreint aux affaires humaines, à l'ordre social et qui était exercé sur les corps et les biens. En 1939, cette décision vieille de trois décennies a eu une influence considérable sur la mentalité française. Ce qui fait que pendant cette époque, la France était caractérisée par une grande diversité de comportements sociaux et religieux tels que l'athéisme, la tiédeur envers la religion ou la foi ardente, en fonction des régions et des individus. En outre, il ne faut pas occulter les appartenances politiques et syndicales (qui selon le cas tolèrent ou refuse la religion) qui pouvaient influencer leurs adhérents. Par ailleurs, en 1945, à la fin de la Seconde Guerre Mondiale, la politique des alliés à l'égard de l'Europe, de condamner les idéologies nazie et fasciste lors des conférences de Yalta et de Potsdam, révélait un profond sentiment de rejet de celles-ci. Favorables à une idéologie marxiste-socialiste ou communiste et donc républicaine, il n'est pas étonnant que les régions et départements français à fortes concentrations ouvrières et paysannes tels que le Sud aient partagé ce climat d'hostilité général envers le nazisme et le fascisme. Faut-il préciser que cette situation rencontrait l'assentiment des exilés politiques espagnols d'obédience républicaine, dont l'essentiel du combat a été de venir à bout de la "fausse démocratie" monarchique et de la religion catholique, "lieu par excellence de l'obscurantisme et du pouvoir

occulte"; qui fut d'abord "l'alliée" de la Monarchie, et ensuite du Franquisme ? D'ailleurs, ils se percevaient comme « des hétérodoxes espagnols, les fils spirituels de tous ceux qui pendant des siècles, ont vu leur liberté de conscience étranglée ». ⁶⁶

On pourrait donc dire que la complexité des relations avec le Catholicisme depuis l'Espagne, a contribué fortement à l'affaiblissement des rapports entre les exilés politiques républicains en France et cette religion. Par exemple, les organisations politiques et syndicales antifascistes espagnoles telles que le Parti Communiste Espagnol (PCE) et le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (POUM) en exil en France ont été invitées par le PCF (Parti Communiste Français) à combattre le fascisme à travers sa structure Main-d'œuvre Etrangère (MOE) qui devenait Main-d'œuvre Immigrée (MOI) en 1932. Aussi, à travers le Service d'Evacuation de Réfugiés Espagnols (SERE), créé en février 1939 par Negrín⁶⁷, le PCE a-t-il largement distillé l'idéologie antifasciste parmi les ouvriers. Ce militantisme politique ou syndical, hostile aux milieux catholiques et partagé par leurs référents français a pu faciliter l'intégration des immigrés communistes espagnols, car déjà en 1937, le PCF était en faveur d'une « fraternité entière, asile sacré aux travailleurs immigrés chassés de leur pays par le fascisme ! » (Cf. *L'Humanité*, septembre 1937, p.1). Toutefois, dans une Espagne de tradition religieuse multiséculaire, il convient de souligner que les anticléricaux espagnols et la gauche n'étaient pas forcément des athées. Certains croyaient en Dieu. Ils étaient nés majoritairement de familles chrétiennes et étaient baptisés à l'Eglise catholique. Ils s'opposaient plutôt à l'orientation idéologique et politique du système de gestion du pouvoir espagnol jugée cléricale. ⁶⁸ Ce qui a contribué efficacement à la déconnection des milieux républicains espagnols en exil avec l'Eglise; malgré l'existence d'une classe ouvrière catholique à travers qui, la Phalange (organisation politique d'obédience fascisante en Espagne) a semblé réaliser ses objectifs totalitaires sans succès notable en France (Bermejo, 1994, p.528), pour s'y être implantée.⁶⁹ Mais, même si les exilés politiques républicains étaient installés dans des régions stratégiques, pour la reconquête du pouvoir en Espagne, l'occupation allemande de 1940 à 1944 et le collaborationnisme de Vichy veillaient de manière drastique à ce que le territoire français ne servît pas de base arrière à une déstabilisation du régime franquiste. Les difficiles conditions de travail qui épuisaient les ouvriers et paysans

⁶⁶ Propos de Fernando de los Ríos du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE), ministre de la Justice de la Seconde République entre le 14 avril et le 16 décembre 1931.

⁶⁷ Juan Negrín fut chef de gouvernement de la Seconde République espagnole et du gouvernement en exil. Pour de plus amples informations sur Negrín, voir Enrique MORADIELLOS, *Negrín. Una biografía de la figura más difamada de la España del siglo XX*, Barcelona, Península, 2006, 651p.

⁶⁸ Pour les raisons de l'anticléricisme en Espagne, voir Sophie SOLAMA née COULIBALY, 2017, p79-83.

⁶⁹ A travers ses lieutenants au sein de la galaxie républicaine en exil en France et les missionnaires espagnols y résidant, la Phalange œuvrait à la propagande du "Movimiento Nacional" (Mouvement National), l'appareil d'Etat de la junte militaire sous le pouvoir franquiste. Fondée en 1933 par José Antonio Primo de Rivera, la Phalange devient une branche politique du Mouvement National.

pouvaient expliquer la baisse de la pratique religieuse et les fréquentations des églises.

Par ailleurs, l'indifférence religieuse pouvait devenir un obstacle ou un atout à l'intégration, selon les attitudes adoptées par la population d'accueil et les institutions politiques. Dans le Nord de la France où les populations étaient favorables à la religion, l'immigré qui avait conservé sa croyance et la pratique religieuse ne fût pas totalement dépaycé. Ce maintien de contact avec la religion pouvait faciliter l'interpénétration entre les populations ou permettre à l'immigré de s'accommoder. Selon R. Ralph, l'un des principes des milieux catholiques français était qu'il fallait d'abord préserver la foi religieuse propre à la majorité des immigrés. Ces derniers, hommes simples, risquaient, s'ils perdaient leurs croyances ancestrales, de sombrer dans la licence et l'agitation. Or, pensait-on, une population transplantée ne pouvait trouver son point d'équilibre dans le désordre moral et politique. Il semblait que le communisme progressait dans la mesure où les étrangers se déchristianisaient (Ralph, 1985, p.109).

Si une majorité d'immigrés venus en France avec la foi catholique, déclaraient, des années plus tard, partager les mêmes convictions, ils restaient fidèles à certaines traditions, au culte des saints, à la bénédiction des maisons ou du bétail. Mais, affranchis de diverses contraintes morales qui pesaient sur eux dans leur pays d'origine, beaucoup cessaient de pratiquer régulièrement (Ralph, 1985, p.111).

La victoire des nationalistes à l'issue de la Guerre Civile espagnole et la politique gouvernementale franquiste (des deux premières décennies) basée sur la quête de l'uniformité religieuse et la volonté délibérée de détruire les vestiges de la Seconde République espagnole a entraîné la répression des oppositions réelles ou supposées au régime. Cette situation a contraint ces voix discordantes à s'exiler vers la France avec d'autres migrants économiques. Même si finalement, l'accueil du pays hôte s'est révélé décevant en raison de la méfiance des populations et la collaboration antirépublicaine du régime de Vichy et de Franco, les barrières linguistiques ont constitué également un frein à l'intégration des migrants. Par ailleurs, les rapports des exilés politiques et économiques espagnols avec le catholicisme en France ont varié en fonction des régions d'accueil et de l'activité économique des migrants. Intracontinentale, cette migration contemporaine a revêtu d'abord un caractère religieux. C'était une attitude commune de détachement envers la religion ou d'acceptation en ce qui la concerne. En effet, si au Sud où le foyer républicain et le sentiment anticatholique étaient plus prononcés, on a constaté une méfiance des émigrés envers la religion pour s'accommoder aux mœurs régionales, au Nord, les populations étaient plus accessibles. En général, l'émigration et le déracinement ont contribué à l'affaiblissement du sentiment religieux. Mais, il faut reconnaître qu'avant leur départ, certains émigrés (notamment ceux qui provenaient du Sud et de l'Est de l'Espagne) avaient laissé se distendre ou se rompre leur lien avec l'Église (Ralph, 1985, p.104). Pour ces

derniers, l'immigration en terre française pouvait-être considérée comme la chronique d'une déchristianisation annoncée.

Bibliographie

ALTED, A. (1994). La République espagnole, 1936-1946. Exil et reconstitution des institutions de l'Etat des régions autonomes. Le Gouvernement de José Giral. Dans P. MILZA et D. PESCHANSKI (Dir.). *EXILS ET MIGRATION: Italiens et Espagnols en France 1938-1946*, (pp.503-515), Paris, France : Editions L'Harmattan.

BERMEJO, B. (1994). *La Falange espagnole en France*. Dans P. MILZA et D. PESCHANSKI (Dir.). *EXILS ET MIGRATION: Italiens et Espagnols en France 1938-1946*, (pp.517-529), Paris, France : Editions L'Harmattan.

CALLAHAN, William J., (2003). *La Iglesia Católica en España (1875-2002)*, Barcelona: Crítica

CASANOVA, J., ESPINOSA, F., et al., (2002). *Morir, Matar, Sobrevivir. La violencia en la dictadura de Franco*, Barcelona: Editorial CRITICA.

DREYFUS, A. et D., PESCHANSKI avec AMALRIC, J.P. et GOUBET, M., (1994), *Les Espagnols dans la Résistance*. Dans P. MILZA et D. PESCHANSKI (Dir.). *EXILS ET MIGRATION: Italiens et Espagnols en France 1938-1946*, (pp.593-626), Paris, France : Editions L'Harmattan.

GIRARD, A. et STOETGEL, J., (1953et 1954). *Français et immigrés*, 2 vol, Paris.

HERMET, Guy, (1989), *La Guerre d'Espagne*, France: Seuil.

LABOA, Juan María, (1985). *La Iglesia y la II República*, Cuadernos Historia 16, nº220, Madrid: Información y Revistas SA.

MONTERO MORENO, A., (1999). *Historia de la persecución religiosa en España. 1936-1939*, (2^a edición), Madrid: BAC.

MORADIELLOS, E., (2006). *Negrín. Una biografía de la figura más difamada de la España del siglo XX*, Barcelona: Península.

PAYNE, S. G., (1968). *Los militares y la política en la España contemporánea*, Paris: Ruedo Ibérico.

PELLISTRANDI, B.,(2013). *Histoire de l'Espagne, Des guerres napoléoniennes à nos jours*, Paris :éditions Perrin.

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

PRESTON, P., (1976). *Spain in crisis: the evolution and decline of the Franco regime*, USA: Barnes & Noble Books.

FONTANA, J., (1986), *España bajo el Franquismo*, Barcelona: CRITICA.

REDONDO, G., (1993). *Historia de la Iglesia en España, 1931-1939, TII, La Guerra Civil (1936-1939)*, Madrid: ED. RIALP, S.A.

RICHARS, M., (1998), *A time of silence. Civil war and the culture of Repression in Franco's Spain, 1936-1945*, Inland, Cambridge University Press.

RUBIO, J., (1994), *La population espagnole en France : Flux et permanences*. Dans P. MILZA et D. PESCHANSKI (Dir.). *EXILS ET MIGRATION: Italiens et Espagnols en France 1938-1946*, (pp.35-45), Paris, France : Editions L'Harmattan.

SOLAMA née COULIBALY, S., (2017). *L'Eglise Catholique et la Seconde République espagnole*, Sarrebruck : Editions Universitaires Européennes.

Sources imprimées

BENNASSAR, B., *Le passage des Pyrénées*, in Les Cahiers de la Shoah, éditeur Les Belles Lettres, 2001/1(n°5).

DREYFUS-ARMAND, G., *Réfugiés espagnols : quand la France choisissait l'infamie*, in Libération du 9 septembre 2015.

GIDE, C., « *la dépopulation rurale et l'immigration* », *Le Christianisme social*, février-mars 1927.

L'Humanité du Mercredi 29 septembre 1937, 34^e Année-num. 14364.

DELEPLACE, M. (dir.), *Villeneuve-Ascq, Presse Universitaire du Septentrion*, col. Histoire et Civilisation, 2009, 347p.

LILLO, N., Dossiers thématiques, *L'immigration espagnole au XXe siècle*, in Histoire de l'immigration, Musée national de l'Histoire de l'immigration, Paris Sorbonne. Consulté en 2018 à <https://www.google.com/search?q=Natacha+LILLO%2C+Dossiers+th%C3%A9matiques%2C+L%E2%80%99immigration+espagnole+au+XXe+si%C3%A8cle%2C+in+Histoire+de+l%E2%80%99immigration%2C+Mus%C3%A9+national>

RENARD, J., Vote, pratique religieuse et école dans l'Ouest de la France, in *Espace, population et sociétés, Populations et élections-Populations and elections*, 1987-3, Persée.

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

TALVIKKI CHANFREAU, M-C., « *Espagnols en territoire français de 1813 à 1971: circuits ou intégrations d'exilés et d'émigrés* », les cahiers du MIMMOC (en ligne), 2006, mis en ligne le 15 février 2006, consulté le 8 août 2018 à https://www.google.com/search?q=TALVIKKI+CHANFREAU%2C+MarieCatherine%2C+«+Espagnols+en+territoire+français+de+1813+à+1971%3A+circuits+ou+intégrations+d'exilés+et+d'émigrés+»%2C+les+cahiers+du+MIMMOC&rlz=1C1NHXL_frFR775FR775&oq=

TEMINE, E., *Emigration « politique » et émigration « économique » in Emigration politique en Europe du XIX^e et XX^e siècles*, Acte du colloque de Rome (3-5 mars 1988), Rome, Ecole Française de Rome, 1991.
Vingtième Siècle, revue d'Histoire, num.7, juillet-septembre 1985.
Revue d'Histoire Moderne et contemporaine, tome 44, num.3, Juillet-Septembre 1997.

Documentaires

BEUCHOT, P., JEANNENEY, J-N., « *Contre l'oubli, la trace des dictatures* », documentaire, France, 2009.

DAVISSE, F. et ADERHOLD, C., Série documentaires, *Les héros dans la tourmente 1927-1954*, 2/4, *Histoires d'une nation*, réal. Yann COQUART, France 2, 25/09/2018.

Documentaire, *La France, une suite de vague migratoire*, <https://information.tv5monde.com/info/> , 18 décembre 2017.

La figure de l'étranger d'après des pratiques communicationnelles du vivre-ensemble chez les Akan.

The figure of the foreigner according to communicative practices of living together in the Akan.

Benoît Kouakou Oi KOUAKOU

Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

Résumé

Cette étude analyse les pratiques communicationnelles du vivre-ensemble, avec l'étranger, dans la société traditionnelle Akan. Elle vise à comprendre en quoi ces pratiques sont révélatrices d'une représentation sociale de la figure l'étranger. Le travail s'appuie sur les entretiens individuels, semi-directifs, avec des questions ouvertes auprès de personnes ressources. Au plan théorique, il s'inscrit dans la perspective de la communication interculturelle, et l'analyse des données utilise le schéma en trois axes proposé par Porter et Samovar : la perception, les processus verbaux, et les processus non-verbaux. L'étude révèle la double figure de l'étranger bienvenu et de l'étranger toujours étranger. Elle découvre comment cet *autre*, différent de *nous*, et venu du lointain, est intégré sans être assimilé, et comment la relation à lui implique à la fois proximité et distance. Le travail met aussi en lumière l'importance de *l'autre* dans la réalisation du *nous*, et appréhende, à l'aune des pratiques Akan, la problématique des migrations à grande échelle dans une perspective d'ouverture non absorbante, donc de promotion de la différence nécessaire et constructive.

Mots clés: Figure de l'étranger, pratiques communicationnelles, communication interculturelle, vivre-ensemble, Akan.

Abstract

This study provides analysis of the communication practices of the living-together with the foreigner in the Akan traditional society. It aims at understanding how these practices are indicative of a social representation of the figure of the foreigner. The research is based on individual and semi-directive interviews with open questions to resource persons. On a theoretical level, it fits in with the intercultural communication and the data analysis uses the three-fold structure by Porter and Samovar: perception, verbal processes and nonverbal processes. The study unveils the dual figure of the foreigner who is most welcome and the foreigner who is still an alien. It discovers how this *other person* so different from *we* and coming from far-off lands is integrated without assimilation, and how the relationship to him implies both closeness and distance. The research also sheds light on the importance of the *other person* in the fulfilment of *we*. It finally explores the issue of large-scale migration in the light of Akan practices and in a perspective of nonabsorbent openness, therefore of promotion of the necessary and constructive difference.

Keywords: Figure of the foreigner, communication practices, intercultural communication, living-together, Akan.

Introduction

La problématique de l'étranger alimente depuis toujours les débats et les passions. C'est que, comme l'explique Simmel (1908) dans sa « Digression », l'étranger représente une forme sociologique, à la fois fixé en un point de l'espace et détaché de ce même point. Il est, selon Otthein Rammstedt (1994 : 147), « tout d'abord l'éloigné (...), celui qui vit à l'étranger (...), celui qui vient de l'étranger ». De là vient que l'étranger déclenche, un peu partout, chez ceux qui l'accueillent, une attitude ambivalente, caractérisée par une ouverture et une méfiance, une attraction et une répulsion, une sympathie et une antipathie. Dans la société traditionnelle Akan, des pratiques de portée axiologique accordent une place d'honneur à celui qu'on accueille : l'étranger est reçu avec des égards dus à son rang de celui qui arrive comme un envoyé des génies ou même de Dieu. Les rituels d'accueil (avec leurs différents aspects et mouvements), l'hospitalité qui lui est accordée (avec tout son contenu) sont autant de pratiques qui communiquent, révèlent, disent le rapport des Akan à l'étranger, ainsi que leur volonté de vivre ensemble avec *l'autre* qu'ils accueillent et intègrent. Il y a aussi le discours des proverbes et des contes, outils de communication de choix dans ce peuple, qui donne un visage à et de l'étranger.

Mais si l'étranger est accepté, a droit à maints égards et est intégré parfaitement à la communauté qui le reçoit, l'homme ou la femme qui est accueilli n'en demeure pas moins un étranger, c'est-à-dire celui qui est un *autre*, qui n'est pas *nous*, qui est différent de *nous*, dans sa pensée, ses pratiques, sa migration, etc. Il est inclus dans un groupe, mais n'y appartient pas de naissance et droit. À preuve, certains rituels à caractère sacré (adorations des divinités), des lieux d'adoration, des symboles sacrés (tabourets royaux, fétiches du clan ou de la famille, tambours sacrés, masques sacrés, etc.) ne lui sont pas accessibles.

Cette étude, qui s'inscrit dans une perspective socio-anthropologique de la communication, vise à analyser certaines pratiques communicationnelles du vivre-ensemble avec l'étranger chez les Akan. Elle répond à cette question centrale : quelle figure de l'étranger révèlent les pratiques communicationnelles du vivre-ensemble dans la société traditionnelle Akan ? Autrement dit, quelles représentations sociales de l'étranger sont traduites dans certaines attitudes et dans le discours d'outils de la communication traditionnelle, comme les proverbes, les contes, etc. ? Et quelle est la pertinence d'une réflexion profonde sur la question de l'intégration et du vivre-ensemble avec les *autres* à l'ère des grandes migrations qui touchent aux installations dans des territoires, des villes et même des quartiers, et qui provoquent une recomposition inévitable des espaces de vie ?

Pour répondre à ces interrogations, l'étude a recours à des entretiens individuels, semi-directifs, avec des questions ouvertes auprès de personnes ressources. Les points bordés concernent les représentations sociales de l'étranger, les rituels pour l'accueillir, son intégration, ce qui lui est permis et ce qui lui est défendu. Ces

personnes sont issues d'ethnies du groupe Akan. Leur diversité (on retrouve, en effets, des ethnies de chacun des trois sous-groupes qui composent le grand groupe Akan) permet d'avoir des visions et des représentations plurielles de la question abordée. Le tableau ci-dessous indique les ethnies et les qualités des interviewés.

Tableau n°1 : Présentation des interviewés

Ethnie	Qualité	Sous-groupe
Agni	Porte-parole des chefs de Bongouanou	Akan frontalier (à l'Est)
Abron	Chef de village de Krakro (Transua), et gardien de la tradition pinango	
Nzema	Un ancien du village de Tchoko (Grand-Lahou)	
Baoulé	Un membre de la notabilité du village d'Agniassikasso (Daoukro)	Akan du Centre
Adjoukou	Un ancien du village de Orbaff (Dabou)	Akan lagunaire (au Sud)
Abouré	Un ancien de Bonoua	
Akyié	Un ancien du village de Boudépé (Adzopé)	

Au plan théorique, l'étude s'inscrit dans la perspective de la communication interculturelle de Richard Porter et Larry Samovar (1991). Ces auteurs, en effet, appréhendent la communication comme un processus avec plusieurs variables périphériques. Leur approche est voisine du schéma communicationnel de Thayer (1968) qui propose une vision systémique et holistique. En effet, selon Thayer, le processus communicationnel est spontané, dynamique et échappe à tout contrôle. Il aboutit à ce qu'il appelle les « comportements communicationnels ». Porter et Samovar définissent ainsi la communication interculturelle en termes de rencontre d'individus avec des programmations différenciées ; des individus qui communiquent à l'intérieur d'un système fortement influencé par leur culture d'origine.

Cette posture permet de comprendre la communication interculturelle comme un processus englobant, qui ne se limite pas uniquement à l'*a priori* d'un exercice d'interaction entre deux ou plusieurs communicants. Elle fait référence à l'ensemble des mécanismes qui se mettent en branle dès lors que des individus de cultures différentes échangent. La culture est entendue ici dans son acception socio-anthropologique, c'est-à-dire comme une totalité sociale, et comme représentant l'ensemble des institutions qui assurent la cohérence entre les individus dans une société. L'institution, au sens de Kardiner (1969), est tout mode établi de pensée ou de comportement observé par un groupe d'individus – donc une société – qui peut être communiqué, et dont la transgression ou la dérivation crée un trouble autant chez l'individu qu'au niveau du groupe. La circonscription de la communication à un cadre interculturel conduit ainsi à mobiliser plusieurs composantes en interférences : perception, prise de parole, symboles, etc. Porter

et Samovar proposent d'analyser les éléments socioculturels du processus communicationnel de sorte à montrer en quoi la culture influence et structure l'être communicationnel. Cette analyse se base sur trois éléments : la perception (qui comprend le système de croyance, de valeur et d'attitude, la vision du monde, et l'organisation sociale), les processus verbaux (langage verbal, structure de la pensée), et les processus non-verbaux (langage non-verbal : gestuelle, symbole...). Dans cette étude, il y a un ensemble de perceptions et de représentations sociales, d'éléments verbaux (le discours des dénominations, des proverbes, des contes, etc.), et d'éléments non-verbaux (en l'occurrence les différents rituels) qui influencent les échanges entre l'étranger et ceux qui l'accueillent, et structurent le rapport à cet *autre* qui vient d'ailleurs.

Les données des entretiens ont été organisées, en cherchant à établir les éléments de signification contenus dans les différents propos tenus, en traduisant les points de vue exprimés, en identifiant les thèmes abordés, et en les catégorisant pour en dégager la signification globale et la portée. L'analyse utilise le schéma en trois axes proposé par Porter et Samovar : la perception, les processus verbaux, et les processus non-verbaux.

- *La perception* : elle concerne toutes les croyances et les représentations autour de l'étranger. Elle est mentale, se situe au niveau de la pensée.
- *Les processus verbaux* : il s'agit du langage verbal, et concerne tout le discours des dénominations, des proverbes et des contes. On s'intéresse ici à la manière dont ces discours sont influencés par la perception de l'étranger.
- *Les processus non-verbaux* : il est question à ce niveau du langage non verbal, qui concerne, dans cette étude, les comportements, le rituel des nouvelles, l'hébergement...

1. L'étranger, le bienvenu

La perception, les éléments verbaux et les éléments non-verbaux dans plusieurs ethnies du groupe Akan permettent de comprendre que l'étranger est ici le bienvenu.

1.1. La perception de l'étranger

La société traditionnelle Akan a généralement une représentation positive de l'étranger. Un peu partout, les croyances orientent à voir celui qui arrive « d'ailleurs » comme un envoyé des génies, voire de Dieu. « Chez les Agni, explique le porte-parole des têtes couronnées de Bongouanou, il est incarné les mannes des ancêtres ». Ainsi, « la famille, qui durant toute une année n'a pas reçu d'étranger, allait consulter un devin pour en savoir les raisons, car cela était vu comme la décision de Dieu et des mannes de se détourner d'elle », continue-t-il. Chez les Baoulés, les N'zema, les Adjoukrou, les Abouré, les Abron ou les Akyé,

c'est la même croyance et la même perception. Un ancien du village Akyé de Boudépé va plus loin : « Ça même un honneur qu'un étranger, vu comme un envoyé des génies, loge chez vous, et vous ne lésinez pas sur les moyens pour lui faire plaisir ».

Que révèlent ces perceptions ? Que communiquent ces représentations de l'étranger ? Comparer l'étranger aux génies ou aux mannes des ancêtres, c'est dire en quelque sorte qu'il est sacré. Comme on réserve aux génies et aux divinités les honneurs qui leur sont dus, l'étranger est ici pris et traité comme ces êtres supérieurs et prestigieux qu'on ne voit pas, et dont il est le possible mandant, représentant. À ce titre, il est toujours le bienvenu, et bénéficie de toutes sortes d'égards, d'attention. Dans le passé, il n'avait même pas besoin de s'encombrer de bagages pour aller là où il va ; il était assuré qu'on lui offrirait gîte et couvert gracieusement.

1.2. Les processus verbaux

Un ensemble d'éléments verbaux, composés particulièrement du discours des dénominations, des proverbes et des contes, présentent l'étranger sous un jour positif, et disent la nécessité qu'il y a à bien le recevoir. La dénomination de « l'étranger », dans presque toutes les langues du groupe Akan, révèle la même réalité. Chez les Agni, le terme *éhofouo*, déformation *élofouo*, signifie « celui qui vient de là-bas », autant dire « d'ailleurs ». C'est la même idée que traduit l'expression *ahohouo* des Abron ou *éyévolé* des Nzema. Les Baoulé utilisent *awofoué* pour exprimer cette idée de l'homme « qui vient de là-bas », ou même *awoléféfoué* pour dire « celui qui vient de loin ». Dans la même veine vont les expressions *outou* ou *outouègn* chez les Adjoukrou, *ôhópoué* chez les Abouré, et *apossé* chez les Akyé. Partout, est mis en avant le fait que celui qui est arrivé vient d'ailleurs, d'une autre contrée, lointaine, différente. Dans tous les cas, l'*éhofouo* (ou *ahohouo*, ou *éyévolé*, ou *awofoué*, ou *outou*, ou *ôhópoué*, ou *apossé*) a toujours besoin d'un *sikéfouo*, c'est-à-dire celui chez qui il doit déposer ses bagages. Le présupposé, c'est que l'étranger doit nécessairement déposer ses bagages quelque part, chez *nous*. Autrement dit, celui qui est de « là-bas », de « loin », ce *lui*, qui n'est pas *nous*, peut néanmoins se décharger chez *nous*, y prendre ses aises. À cet homme d'*ailleurs*, il est fait une ouverture chez *nous*. Le discours des dénominations du terme « étranger » de la société traditionnelle Akan révèle une disposition à faire de la place à ce « pèlerin » inconnu. Il y a là un témoignage d'hospitalité.

À côté de ces dénominations, il y a également tout un discours des proverbes qui trace les sillons d'un rapport privilégié à l'étranger, et oriente à lui réserver un accueil de qualité. En effet, pour ce groupe, et comme l'exprime un proverbe

Abron⁷⁰, « La raison qui déplace l'étranger prime sur tout ». C'est dire qu'un étranger est toujours porteur d'une nouvelle. Il y a une bonne raison qui l'a obligé à se mettre en route. L'accueillir avec bonté, s'enquérir de ses nouvelles, et au besoin lui redonner un nouvel espoir, est une impérieuse nécessité chez les Akan. Le sous-entendu est que n'importe qui, même un dignitaire peut, pour certaines raisons, se retrouver en situation d'étranger quelque part. L'accueil réservé à un étranger, représenté comme un envoyé des divinités, n'est jamais un acte perdu. Être hospitalier et recevoir l'étranger avec beaucoup d'égard, c'est ici le credo. Le proverbe Adjoukrou rappelle, à cet effet : « L'étranger ne se déplace pas avec sa marmite ». Autrement dit, il fait confiance à l'hospitalité légendaire de ceux qu'il visite, au point de leur confier son besoin vital, la nourriture, que traduit l'évocation de la « marmite », instrument qui sert à préparer de quoi manger. Celui qui accueille l'étranger est ainsi invité à ne pas trahir cette confiance. C'est pourquoi en pays Adjoukrou, on ne lésine pas sur les moyens pour satisfaire ce besoin de nourriture. Aussi, il y a un impératif de vivre en harmonie avec celui qu'on accueille. Un proverbe Abouré déclare : « Si tu sais vivre avec l'étranger, il demeure chez toi ». Il y a, en filigrane, dans ce proverbe, toute l'influence de la croyance autour de l'étranger. Cet homme, qui est arrivé en tant que probable envoyé des dieux, ou qui est peut-être un être extra-ordinaire, doit bénéficier de la part de son hôte d'une hospitalité toute spéciale qui pourrait le décider à s'établir chez nous. Que l'étranger s'établisse est toujours un vœu, un grand souhait dans la société Akan. De fait, les Akan sont convaincus que l'étranger, celui qui « arrive de loin », peut être d'un apport utile à la société qui sait accueillir et intégrer. Et dans cette perspective d'intégration, on va jusqu'à lui trouver un tuteur, d'autant que, comme le dit ce proverbe commun à tous, « L'étranger a de gros yeux, mais il ne voit rien ». En termes clairs, ses yeux « extérieurs » ne peuvent pas l'aider à connaître le village de l'intérieur, c'est-à-dire ce qui détermine le quotidien des habitants, leurs relations, leurs qualités et leurs défauts, etc. C'est pourquoi, le principe est de lui trouver, pour une bonne intégration, un tuteur qui devient son protecteur. Le proverbe Baoulé explique : « Si tu as un bon protecteur, tu as un bon appui ». L'étranger protégé et guidé fait facilement corps avec le village sans commettre trop d'impairs. Et dans tous les cas, un des principes de l'hospitalité, qui fait règle du vivre-ensemble chez l'Akan, c'est la possibilité de faire des concessions à l'étranger, de lui faciliter l'intégration, ce, en assouplissant certaines dispositions. Ainsi, un proverbe Baoulé indique : « L'étranger n'offense pas le fétiche *dôh* ». On reconnaît qu'il n'est pas censé connaître les nombreux interdits de ce fétiche, et on lui tolère son faux pas. Bref, ces proverbes disent la valeur de l'étranger, et la nécessité de savoir lui réserver un accueil de choix, car, en fait, on ne sait jamais d'où il vient, et qui est. Le discours de contes Akan va dans le même sens. C'est,

⁷⁰ À la vérité, on retrouve même proverbe, avec des variantes ou non, dans plusieurs ethnies à la fois. Les sources indiquées ici sont simplement fonction des langues dans lesquelles le proverbe a été recueilli.

par exemple, la substance de ce conte Agni qu'on pourrait intituler « Le manque d'hospitalité des habitants de Soutilé »⁷¹.

Soutilé était un village riche. Mais, ses habitants étaient très mais méchants. Plutôt que de donner à manger à l'étranger qui avait faim, ils préféraient jeter à la poubelle ce qu'ils avaient de trop. Un après midi, ces hommes sans cœur virent arriver dans leur village un jeune homme en haillons, couvert de la tête aux pieds de plaies larges et purulentes. Il était suivi par une nuée de mouches vertes. Dans sa main gauche, il tenait l'écuelle des mendiants, et dans sa main droite un bouquet de feuilles qui lui servait de chasse-mouche. Tous ceux qui le rencontraient se bouchaient les narines, car il répandait sur son passage une odeur de cadavre en décomposition.

Ce jeune garçon allait de maison en maison dans le but de mendier un gobelet d'eau, un peu de nourriture et aussi obtenir, si possible, un toit pour passer la nuit. Mais, partout, encouragés par les parents, les enfants se moquaient de lui et le chassaient à coups de pierres.

Partout, sauf dans une cour, la dernière. Là, un homme et sa femme lui ouvrirent la porte de leur maison. Ils lui donnèrent à boire et à manger. Aidée de sa fille aînée, la mère de famille le lava au savon et soigna ses plaies. On lui offrit aussi un grand pagne pour se couvrir, et même une chambre pour la nuit. Cependant, l'étranger refusa de passer la nuit à Soutilé, et avant de partir, il fit une demande surprenante à ses hôtes : « Je m'en vais, dit-il, mais je vous demande un grand sacrifice : quittez le village avec vos parents cette nuit même, avant le chant du coq. » Chacun de son côté, le père et la mère, s'en allèrent avertir les autres membres de leurs familles, mais aucun d'eux ne voulut partir. L'homme et la femme partirent donc, emmenant avec eux leurs six enfants. Le lendemain lorsque le soleil se leva, tous les habitants de Soutilé étaient transformés en pierre et un silence de cimetière enveloppait le village (...)

Ce conte met en scène un étranger, un enfant couvert de plaies puantes, et tout un village. La fin est des plus dramatiques : tous les habitants du village, sauf une seule famille, sont transformés en pierre. Leur drame vient de leur méchanceté et de leur manque d'hospitalité. La famille épargnée est celle qui a ouvert son cœur et les portes de sa maison à l'enfant étranger. Les habitants du village n'ont tenu compte de la croyance véhiculée à travers ce proverbe bien du milieu : « En tout étranger se cache Dieu ». En se laissant aller à un sentiment négatif du fait de l'aspect dégoûtant et misérable de l'étranger, et en lui fermant les portes de leur

⁷¹ L'écrivain ivoirien Amon d'Aby raconte l'histoire dans son livre *La mare aux crocodiles* (1973 : 19-20)

maison et de leur cœur, ils ont ouvert celles de leur village au malheur, à l'anéantissement. Car, en fait, sous l'apparence de cet enfant étranger puant, rejeté, méprisé, moqué et chassé par les enfants encouragés des parents, se cache un être avec un pouvoir, un être capable de décider de leur sort.

Le manque d'hospitalité des habitants de Soutilé se manifeste dans une méchanceté criante. Non satisfaits d'être de glace devant cet être, dont la pauvreté en elle-même était un appel au secours et une invitation à l'aide, ils vont en rajouter aux souffrances du petit étranger malade, en lançant leurs enfants à ses trousses. « Ce comportement bizarre est contraire aux habitudes d'hospitalité pratiquées partout vis-à-vis de l'étranger, en qui l'Africain traditionnel soupçonne la présence d'un génie », écrit Pierre N'Da (1984, p.83).

À l'opposé de l'aversion des autres habitants du village, il y a l'ouverture, la bonté et l'empathie d'une famille, « un homme et sa femme », qui lui ouvrent « la porte de leur maison », lui donnent « à boire et à manger », soignent ses plaies, et proposent de l'héberger. C'est bien à ceux-ci que le pauvre petit étranger aux plaies purulentes dévoile son vrai visage : celui d'un être spécial, qu'on pourrait dire un envoyé des dieux pour éprouver les hommes. Pierre N'Da (idem : 84-85) écrit : « Dans beaucoup de mythologies, les dieux, les génies, pour éprouver la bonté, la pitié, l'hospitalité des hommes, s'incarnent et prennent la figure (...) d'un petit pianique. Homère disait que les dieux parcourent les villes, déguisés en mendiants pour éprouver la justice ou l'injustice des hommes ». Le discours du conte est une invitation la société à opter pour l'hospitalité, et vise par la même occasion à décourager et à proscrire toute attitude de rejet et de relégation de l'autre.

1.3. Les processus non verbaux

Des éléments du langage non verbal traduisent un rapport de qualité à l'étranger chez les Akan. Il s'agit, en l'occurrence, de comportements et de pratiques. Examinons ici le rituel des nouvelles, le soin dans le repas et l'hébergement, ainsi que les rituels d'intégration et d'inclusion. Le rituel des nouvelles, au-delà des paroles, offre partout dans le groupe Akan, des éléments non verbaux riches en signification. La première des choses, c'est de donner un siège à l'étranger. Offrir à asseoir à celui qui arrive, c'est lui permettre de se poser, de se « déposer ». De fait, l'étranger « est considéré comme porteur de nouvelles, de bagages même. Il faut que celui qui le reçoit l'aide à s'en décharger, montre qu'il l'accueille chez lui, le reçoit avec amabilité » (Benoît Kouakou, 2018 : 154). Dans ce rituel des nouvelles, l'étape du gobelet d'eau (et d'autres boisson) est très importante. L'ordre varie selon les ethnies⁷². Quoi qu'il en soit, cet acte rappelle que l'étranger

⁷² Chez les Abouré particulièrement, on demande d'abord la nouvelle avant même d'inviter l'étranger à se désaltérer, car ce dernier est considéré comme porteur de nouvelles ou d'informations qu'on faut rapidement écouter avant tout autre acte. On pense que celui qui arrive peut être en danger (par exemple, poursuivi par des ennemis). Alors, on veut en avoir le cœur net.

vient « d'ailleurs », « de loin », et qu'il a besoin d'étancher sa soif. C'est un geste de nature à apaiser et à rassurer. Les deux autres étapes du rituel des nouvelles consistent à décharger l'étranger de ses bagages et à lui donner un tuteur. Décharger symboliquement l'étranger de ses bagages traduit le fait qu'il est accepté avec honneur là où il est rentré. On lui signifie par-là qu'il est pleinement « entré », d'autant qu'on a mis ses bagages en lieu sûr, chez un tuteur, son protecteur, celui qui répondra de lui durant son séjour. Cette étape est là pour dire à l'étranger : « Tu es le bienvenu ».

À l'étranger qu'on vient de recevoir, il faut s'activer pour offrir le meilleur de soi. Cela va se traduire dans le soin apporté au repas et à l'hébergement. Le repas offert à l'étranger est toujours un repas spécial. On marque ici et là la joie de l'accueillir en offrant un poulet, un mouton, ou du poisson de qualité (particulièrement chez les lagunaires), etc.. Le repas est servi dans des couverts spécialement sortis pour la circonstance. Les autres parents, souvent, apportent également des plats spécialement concoctés pour « notre » étranger, car « un étranger, c'est pour toute la famille », explique le vieux Akyé de Boudépé. L'hébergement est l'autre défi que tient à relever celui qui accueille un étranger. On réserve toujours la meilleure des pièces de la maison, avec les meilleures couvertures. Les parents, si besoin, font sortir les enfants de leur chambre et la préparent pour l'étranger. Il n'est pas impossible de voir des parents eux-mêmes, en cas de nécessité, libérer leur propre chambre pour héberger celui qui est arrivé. Cette attitude au sujet du repas et de l'hébergement de l'étranger trouve son sens dans la bonne image à laisser à l'étranger. « Il faut que l'étranger ait une bonne image du peuple qui l'accueille. L'Akan en général (et l'Adjoukrou en particulier) tient à son image », explique un ancien du village Orbaff, dans le département de Dabou. En reprenant son chemin de retour, l'étranger doit être convaincu d'avoir été bien accueilli. Il y va de l'honneur de la famille et du village.

Les rituels d'intégration et d'inclusion constituent tout aussi un processus non-verbal qui dit la volonté du vivre-ensemble des Akan. Partout, en effet, des possibilités sont offertes à l'étranger qui désire s'établir dans le village. Les « offres » varient selon les sous-groupes. Chez les Akan lagunaires du Sud (Ajoukrou, Abouré, Akyé), qui se caractérisent par l'épreuve des « fêtes de génération », l'étranger, qui a fait ses preuves à travers le témoignage d'un comportement exemplaire et démontré son aptitude à vivre harmonieusement avec les autres, s'il le désire, peut, sur proposition de son tuteur, être intégré dans une génération. Il bénéficiera alors d'un certain nombre de privilèges dus à son titre et à son rang. On peut aller jusqu'à l'intégrer dans la notabilité s'il dispose de la sagesse requise pour occuper ce poste. Chez les autres également, l'intégration et l'inclusion sont possibles. L'étranger qui désire s'établir est présenté au chef du village par son tuteur. Des faveurs et des concessions lui sont faites, même s'il ne va pas jusqu'à siéger au Conseil du village. Ainsi, son tuteur lui trouve, entre autres de la terre à cultiver pour se nourrir et nourrir sa famille (s'il en a). L'étranger, selon désir, peut prendre une femme dans le village. Quand il ne donne pas de

raison de se méfier de lui, c'est souvent le tuteur lui-même qui, comme un père, l'aidera dans cette phase. Les enfants qui naîtront de ce mariage ne feront que consolider l'intégration de ce dernier. De fait, étant donné qu'ici, on est en régime matrilineaire, les descendants ont tous les droits et les privilèges que leur confère la position sociale et politique de leur mère. Ainsi, ils peuvent accéder aux héritages de famille et à la chefferie du village si leur mère descend d'une famille de chef. Ce point montre comment chez les Akan l'étranger est bien vu, bien accueilli. Il est le bienvenu. Mais, il est resté toujours ce qu'il est, un étranger.

2. L'étranger, toujours étranger

Si l'étranger est le bienvenu et accueilli avec égards, il n'en demeure pas moins qu'il reste ce qu'il est : étranger.

2.1. Au niveau de la perception

L'étranger, c'est bien l'inconnu ; celui qui est arrivé un jour « comme ça ». Il est celui dont on ignore l'histoire de vie. Il est certainement l'envoyé des génies, mais alors que veulent les dieux ? Qu'attendent-ils de la famille qui accueille et du village ? La présence de l'étranger suscite toujours des questions, voire de la méfiance. Il est celui qui vient « d'ailleurs », mais pour quoi et pourquoi a-t-il quitté son « chez lui » pour venir « chez nous » ? Que cache-t-il ? Quel est son projet ? Il est celui « qui vient de loin », qu'apporte-t-il donc avec lui de son « lointain » ? La figure de l'étranger apparaît toujours étrange et mystérieuse là où elle s'affiche. Et les choses se complexifient davantage si l'étranger a des attitudes qui entretiennent le mystère.

De son côté, l'étranger n'est pas moins habité de questions et d'appréhensions. Il n'est pas *sorti* de nulle part, n'est pas une page blanche. Il se présente avec les marques de « chez lui », avec ses habitudes, ses façons de voir, de faire, et peut trouver tout aussi étrange ce à quoi il fait face. Il y a donc là la rencontre de deux mondes inconnus. Or, on le sait, l'homme a tendance à préférer demeurer dans son monde de confort. L'autre rebute. Vient-il en ami ou en ennemi ? Va-t-il m'aimer ou me haïr ? Sera-t-il à côté de moi ou face à moi ? Comment entrer en relation avec lui ? Comment vivre avec lui, en allié, en associé ? Ces questions influencent la plupart des éléments verbaux, en l'occurrence le discours de certains proverbes sur l'étranger chez les Akan.

2.2. Les processus verbaux

Des proverbes Akan font comprendre à l'étranger qu'il est certes intégré, inclus, mais assimilé ; qu'il n'a pas encore acquis l'appartenance. Il demeure l'étranger. Un proverbe Agni explique cet état de fait : « Le bois tombé dans l'eau ne devient jamais un crocodile ». Un autre proverbe Baoulé renchérit : « La pintade a beau rester au village, son cri "*kotyè*" ne cessera pas ». C'est dire qu'on reste ce qu'on

est, de par ses origines, du moins on en reste marqué. L'étranger, quel que soit le temps resté dans son nouvel espace de vie, garde toujours les « balafres » de ses origines, qui le trahissent à coup sûr. Il y a comme un sceau indélébile des origines sur chacun, soutiennent les deux proverbes.

Aussi, pour se faire accepter dans le nouvel espace sociétal qu'il souhaite intégrer, l'étranger doit faire au minimum preuve de savoir-vivre avec les autres ; ce qui passe par une certaine adaptation. Un proverbe Baoulé, avec ironie, fustige le comportement d'un étranger incapable d'accommodation. Le proverbe déclare : « L'étranger dit qu'il ne jeûne pas (pendant le deuil) : qu'il mange donc ! ». En effet, en société traditionnelle Akan, pendant le deuil, on marque généralement sa douleur et sa tristesse en observant le jeûne. Par conséquent, les femmes n'ont pas pour premier souci d'aller faire la cuisine. Dans ces conditions, comment l'étranger se débrouillera-t-il pour manger ? En termes clairs, on lui dit ceci : « Puisque tu n'es pas prompt à compatir à notre douleur, et que tu veux manger, alors trouve-toi de la nourriture toi-même puisqu'on n'a pas préparé de repas aujourd'hui ». Ce proverbe est, à la vérité, une invitation à l'étranger à savoir faire corps avec son milieu d'accueil. Il doit éviter de faire cacophonie, de faire « comme ci » quand tout le monde fait « comme ça ». Les normes de l'intégration n'admettent pas la remise en cause ou la mise à mal des normes et l'ordre auxquels l'Akan est fermement attaché.

C'est pourquoi, la société traditionnelle Akan, par les proverbes se fait, au besoin, prescriptive pour autoriser ou défendre. Ainsi, un proverbe N'zema indique : « L'étranger ne peut pas prendre la parole au sujet d'un cadavre avant les habitants du village ». En effet, les protocoles et règles complexes qui entourent les cérémonies de deuil ne peuvent être décodés. Aussi l'étranger a-t-il intérêt à d'abord regarder faire les habitants qui en connaissent les tenants et aboutissants, et à toujours reconnaître sa place, au risque de se le faire rappeler, comme c'est le cas dans cet autre proverbe Abron, qui déclare : « Étranger ! Tu as salué, on ne t'a pas encore répondu, et c'est toi qui réclame un tabouret ». Il y a un ordre des choses, et il ne faut pas se tromper ou mal apprécier. Il est d'abord besoin pour l'étranger de faire ses preuves, et d'attendre, sans impatience, de ceux qu'il est venu trouver qu'ils montrent leur satisfaction. Et en attendant, il lui surtout impératif d'être sobre et sans exigence.

Dans tous les cas, même inclus et intégré, l'étranger n'a pas forcément accès à tout, à des symboles comme le pouvoir. La société traditionnelle Akan donne les balises dans ce proverbe Agni quelque peu énigmatique : « L'épervier d'Adoukro attrape le poussin d'Adoukro. Il s'assoit sur le fromager qui jouxte Adoukro pour le manger. Et ses plumes de malheur ne tombent qu'à Adoukro ». Que veut-on dire? L'épervier, comme l'aigle, symbolise le pouvoir. C'est une manière de dire que chaque prince connaît bien les limites (sociogéographiques) de ses pouvoirs, et doit ajuster ses prétentions en fonction. À l'étranger intégré, il est rappelé que quel que soient ses titres d'origine, il ne peut se poser sur le « fromager », c'est-à-dire le trône, du village Adoukro, ni attraper les « poussins » de ce village : ce

sont là des privilèges réservés à l'épervier des lieux. Ainsi, ces proverbes disent les limites de l'étranger dans l'espace public sociétal qu'il intègre. Dans le même sens va un certain nombre d'éléments non verbaux, en particulier les interdits.

2.3. Les processus non verbaux

Des éléments du langage non verbal concourent à faire comprendre le permis et non permis dans la société traditionnelle Akan. Ces éléments sont surtout visibles dans un ensemble de procédures et d'interdits pour dire à l'étranger qu'il est intégré, inclus, mais non assimilé : il n'a pas acquis par son intégration une appartenance. Chez les Agni, il n'a accès à la terre cultivable que grâce à son tuteur et du protecteur, représente ses parents biologiques. S'il décide de se marier dans le village, il le fera sous le couvert du chef de sa famille d'adoption. Le principe du tuteur ou du protecteur signifie que l'étranger reste étranger aux pratiques qu'il intègre. Même chez les peuples lagunaires où l'inclusion va jusqu'à l'intégration de l'étranger à une génération, il y a toujours la présence de ce répondant. Ainsi, par exemple chez les Abouré, il n'est admis dans une classe d'âge qu'avec « le concours d'un parrain Abouré », rappelle un ancien de Bonoua. Au chapitre des interdits, il n'a pas accès aux symboles sacrés du village : certains fétiches, certains masques, les lieux d'adoration, les forêts et rivières sacrées. Là où il intègre une génération, il a accès à ce « doit » et « peut » voir. Et surtout, il n'a aucun accès à la chaise sacrée nulle part, c'est-à-dire l'accès au pouvoir de chef du village, de roi. Les pratiques communicationnelles Akan indiquent ainsi que l'étranger conserve éternellement son statut d'étranger.

3. De l'impératif du vivre-ensemble à l'ère des grandes mutations

Le vivre-ensemble devient un impératif eu égard aux configurations sociogéographiques des espaces de vie, et oblige à une réorientation des interactions entre *nous* et *l'autre*.

3.1. Une reconfiguration inévitable des espaces de vie

De nombreux facteurs entraînent aujourd'hui des flux migratoires de plus en plus important. L'ampleur de ces « flux migratoires et ce qui les caractérise sont corrélés par les contextes territoriaux, politiques, économiques et socioculturels », écrit Yenkey Holali (2018 : 171). Cet état de fait, qui touche au peuplement des territoires, a pour conséquence de reconfigurer les espaces de vie. Nul, avec l'évolution des démographies et de mondialisation, ne peut plus se faire l'illusion de vivre tranquillement chez lui. Mais parce qu'il occasionne la confrontation des cultures, le phénomène crée chez l'autochtone le sentiment de ne plus être en mesure de décider de ce qui se passe chez lui, autant dire de ne plus être maître chez lui. Quant à l'étranger, il se retrouve souvent dans la dramatique situation de devoir passer par un renoncement à soi. Guillaume le Blanc (2011 : 64-65) écrit : « Émigrer, c'est ne plus s'appartenir, voir un nouveau soi émerger dans les limites

de l'ancien soi et s'apparaître de ce fait comme un témoin précaire de soi-même ». Chez l'un comme chez l'autre, rien n'est vraiment plus comme avant. Chez l'autochtone, le rêve d'une disposition pleine et totale de son espace sociétal et géographique est remis en cause, et il n'est pas sûr qu'il retrouve son ordre d'antan. Au niveau de l'étranger, le projet de *tabula rasa* pour se reconstruire une nouvelle vie sera toujours entaché par le rappel continu de ses origines, si ce n'est pour lui rappeler qu'il est (devenu) envahissant.

La reconfiguration des espaces de vie remet au goût du jour la question du vivre-ensemble, que Michel Maffesoli, dans un document en ligne⁷³, pense en termes de « "consensus" qui n'est rien d'autre que le partage des sentiments, [du] champ magnétique où s'exercent les attractions sociales ». Pour lui, il s'agit de « reconnaître que la complexité, ou la bigarrure prévaut ». Il invite alors à appréhender la nouvelle donne comme le « manteau d'Arlequin ou à la figure artistique de la mosaïque où diversité et cohérence font bon ménage en une harmonie qui, tout en étant conflictuelle n'en est pas moins réelle ». Dans le même vison, Abdellatif Chaouite (1997, p.3) indique :

D'abord figure lointaine et du lointain, d'étrange langue et d'étranges mœurs, elle permet de définir la bordure confortable du "Nous", de lester chaque élément du secret de sa capture dans ce Nous. Puis, il arrive que son insistance, sa persistance ou son interpellation, nous fasse migrer, par intérêt, curiosité ou sympathie vers les territoires de sa figure, qu'elle nous fasse troquer un brin de notre complétude contre un peu de sa mystérieuse légèreté. Enfin, par familiarité ou hostilité, nous nous apercevons un jour qu'elle est en "nous", qu'elle est devenue la figure de l'étranger intérieur. Alors, le labeur des "sillages de longue mémoire" commence, bousculant nos certitudes, dérangeant le confort de nos représentations, défaisant l'harmonie imaginaire de notre Soi et de notre Chez-soi, dévoilant l'étranger en nous-même et à nous-même.

Cette réorientation appelle une réflexion profonde sur *l'autre* et *nous*.

3.2. L'autre et nous

L'autre est un mystère pour *moi*, d'autant qu'il m'apparaît avec une certaine ambiguïté. Me permettant de m'identifier, il est essentiel à ma propre conservation ; je vois en lui mon semblable, un semblable qui a les mêmes droits que moi. Dans le même temps, *l'autre* est différent de *moi*, n'étant pas *moi*. Alors, je m'épuise et me perds à le pénétrer. Claude Benoît (2008 : 148) écrit :

⁷³ Le document, un "Essai" sur son livre *L'ordre des choses. Penser la postmodernité*, sorti à CNRS Éditions en 2014, est disponible sur <https://www.initiationphilo.fr/articles.php?lng=fr&pg=600>

L'autre n'est pas moi. Il est un autre que moi. Il est certain que des abîmes nous séparent [...]. Au-delà de toute différence, il y a en face de moi un être humain, en chair et en os, de la même nature que moi et appartenant à la même condition. La nature promeut la différence – dans ce cas, bagage génétique, éducation, culture, caractère, histoire – mais elle ne promeut le différent qu'à l'intérieur de l'identique. Il y a donc inclusion réciproque entre identité et altérité.

La relation entre *nous* et *l'autre-étranger* est à la fois teintée de distance et de proximité : il ne peut y avoir de liens qu'entre deux êtres à la fois distincts et analogues. Dans cette ambivalence, le "je" acquiert une idée de lui-même grâce à l'autre. En se comparant à lui et en se rapprochant de lui, nous apprenons ce que nous sommes nous-mêmes : Homme. Dans l'autre sens, pour savoir qui nous sommes, il est besoin de connaître ce qui nous distingue des autres hommes. Dans ce rapport à *l'autre-étranger*, donc celui qui arrive du lointain et d'une culture lointaine et différente, la question interculturelle se pose nécessairement avec acuité. Selon Jean-René Ladmirai et Edmond-Marc Lipiansky (1989 : 120) paraphrasant Jean Paul Sartre, « L'autre n'existe comme autre qu'en tant que je le nie de moi, de même que je n'existe que nié de lui-même par autrui. Mais en même temps, je ne peux saisir mon image que dans le regard d'autrui, regard qui m'appréhende de l'extérieur comme objet et donc me fige et m'aliène ».

De fait, le paradigme de l'étranger est celui de l'individu « qui est accueilli dans le groupe sans en être membre », écrit Benjamin Akotia (2006 : 361). Il est celui de l'homme marqué d'une certaine façon par une frontière dont il est porteur ou dont il est le support projectif. Selon Guillaume le Blanc (op. cit. : 38), « L'étranger est celui dont les marqueurs biographiques sont considérés comme hétérogènes au récit national. Aussi est-il moins un être étrange qu'un être rendu étrange, dissemblable par la désignation linguistique [des nationaux] qui n'en finit pas d'opérer sur lui ». La figure de l'étranger est donc une figure qui bouge, une figure *pérégrinante*. Elle pérégrine sur l'axe de relation, avec celle de l'autochtone. Elle demeure en mouvement même quand la personne concrète de l'étranger s'immobilise. Abdellatif Chaouite (1997 : 2-3) parle d'une « figure flottante [...] qui migre [...] d'un pays à l'autre, d'une culture à une autre... mais également d'une doxa à une autre ». Cette migration perpétuelle se réalise « sur une ligne de rapprochement/éloignement, de familiarité/étrangeté, cette figure se voit attribuer au passage de multiples visages, attrayants ou effrayants, loyaux ou hors-la-loi, "réguliers" ou "clandestins" ».

Dès lors, le vivre-ensemble devient une pratique visant à sortir les individus des identités désignées et sclérosées. Comme le pense Aghi Bahi (2006 : 96), « La construction nationale doit apprendre à tenir compte des communautés ethniques tout en les dépassant, à intégrer les diversités religieuses et assurer la conjonction

entre le pouvoir politique et le marché ». Mais, en fait quel est le contenu du vivre-ensemble ? Le vivre-ensemble est synonyme de liens pacifiques, de bonne entente entre les personnes, les peuples. Il renvoie à l'effort et à la capacité des habitants, dans un environnement socialement et culturellement diversifié, à communier dans l'harmonie. Il serait même plus approprié de parler en termes de bien-vivre ensemble, c'est-à-dire de l'état d'harmonie qu'atteignent les habitants vivant dans un environnement faite de diversité sociale et culturelle, en développant une culture de paix entre eux, en se respectant et s'appréciant mutuellement, en somme en vivant dans l'esprit du bon voisinage. Bref, il s'agit, comme le pense Michel Maffesoli (loc. cit.), « de vibrer avec l'Autre, autre de la nature (*deep ecology*), autre du groupe (tribalisme), autre de la déité (religiosité). C'est un tel retour au « ça » socio-anthropologique qui en appelle à une archéo-sociologie, une sociologie des profondeurs étant à même de repérer et d'évaluer la dynamique interne propre aux pulsions primitives du vivre-ensemble »

3.3. Comment les pratiques communicationnelles de la tradition Akan peuvent orienter les pratiques modernes

Dans la recherche d'un idéal du vivre-ensemble, les pratiques communicationnelles Akan peuvent orienter les réflexions. Ce, à travers la convocation de certains éléments que la société Akan juge essentiels pour le bien-vivre ensemble. En l'occurrence, il s'agit, au niveau de ceux qui accueillent, de l'hospitalité vécue comme un sacerdoce, et de ceux qui sont accueillis, du respect des normes, des règles et de l'ordre social. L'hospitalité, on l'a vu, est au fondement du bien-vivre avec l'étranger dans la société Akan. Elle humanise l'étranger et donne à son visage un éclat et une espérance nouvelle. Elle part du principe que *l'autre* est un être sacré, ou un autre moi, puisque celui qui l'accueille réalise que sa situation peut devenir sienne. Les nouvelles configurations des sociétés contemporaines amènent à saisir l'hospitalité comme une discipline que se donnent les hommes pour co-vivre et co-crée. En fait, elle oblige à créer de nouveaux liens sociaux basés sur la volonté de faire société. À la vérité, c'est le lien social qui permet à la société hétérogène de ne pas se déliter. Mais le lien social ne naît pas spontanément, il se construit dans l'intégration, laquelle fait regarder les différences comme des atouts. « Tant que l'étranger est considéré du point de vue de ses *différences*, il reste exclu ou en dehors du groupe. [...] Dès qu'il est perçu du point de vue de ses similitudes, il commence à être considéré comme faisant partie du groupe. Et le groupe est alors contraint de modifier ses représentations collectives », note Xiberras (1993 : 59-60).

Cependant, la société traditionnelle Akan est une société qui craint l'anomie, et qui tient à son ordre et au respect des règles établies, ainsi qu'à la pratique de la bonne moralité. Au niveau de ceux qui sont accueillis, le respect des règles et normes du groupe d'accueil est un gage de bonne intégration. Il s'agit là d'un élément d'évaluation du candidat à l'intégration dans le groupe. Il en est de même pour la soumission à la morale. Viviane Chatel (1997 : 22-23) dira que « L'unité

du groupe social, donc l'appartenance à la société, s'opère [...] par le biais d'une soumission à la morale, établie rationnellement, soumission qui est vécue comme une « adhésion éclairée ». La morale, chez Durkheim (1967), permet aux individus de distinguer le bien du mal et ainsi de fonder leurs actions sur des valeurs qui promeuvent la vie collective. Elle permet aussi d'adopter des façons de faire, de penser et de sentir qui constituent la trame du tissu social, et à s'inscrire dans des rapports sociaux qui lient.

En somme, le vivre-ensemble, ici, amène chacun, autochtone comme étranger, à un effort d'adaptation, de concession. Si à l'autochtone, il est demandé un effort pour créer un espace de liberté et de faire de la place à l'étranger, il est demandé à ce dernier un effort pour respecter l'ordre établi par ceux qu'il est venu trouver.

Conclusion

L'étranger, dans les sociétés traditionnelles Akan, présente la double figure de l'individu sacré, le bienvenu qui reçoit un accueil de choix, et de l'individu intégré mais toujours étranger. Cette deuxième figure n'est nullement un refus ni une relégation de l'étranger. Elle indique le refus de confusion et le respect de la différence. La présente étude visait à analyser les pratiques communicationnelles du vivre-ensemble avec l'étranger chez les Akan. Elle découvre à travers les perceptions, les processus verbaux et les processus non verbaux, éléments de cette pratique communicationnelle, comment dans la société traditionnelle Akan, l'étranger est bien reçu et intégré, sans être assimilé. De fait, elle n'entend pas l'assimilation ou l'appartenance comme un élément qui évalue le bon rapport à l'étranger : un étranger accepté dans la société Akan n'est pas forcément celui qui devient Akan, c'est-à-dire Agni, N'zema, Baoulé, Akyé, Adjoukrou, etc. Il est celui à qui l'on a fait de la place, celui à qui l'on a ouvert les portes du village et des cœurs, et qui vit en bons termes avec ceux qui l'accueillent. La société traditionnelle Akan refuse ainsi l'uniformisation, la dilution ou la négation des différences. Elle admet l'idée du partage d'un espace commun, dans le respect, sans qu'il ait nécessairement une assimilation. Ceux qui accueillent ne redoutent pas de partager leur espace de vie ; ils craignent de perdre leur appartenance et leur identité dans un tout confus. Dans tous les cas, le danger d'une absence de frontières est évident, comme l'explique Benjamin Akotia (op. cit. p.381) :

L'absence des frontières ne signifiera pas nécessairement la fin des conflits. La suppression du lien à la terre fera naître de nouvelles formes de conflits qu'il nous faudra apprendre à gérer. En effet, quand l'étranger ne sera plus celui qui n'est pas de mon ethnie, ni celui qui n'est pas de mon pays, il ne faut pas croire qu'il n'aura plus d'étranger, le risque est que tout le monde devienne étranger.

À l'ère des grandes migrations qui touchent aux installations dans des territoires, des villes et même des quartiers, qui provoquent une recombinaison inévitable des espaces de vie, et qui agitent des passions et des troubles, cette étude sur les pratiques communicationnelles de la société traditionnelle Akan relative à l'étranger et au vivre-ensemble s'est voulu une contribution à la problématique des migrations à grande échelle. *L'autre* demeure essentiel dans la réalisation du *nous*. Et la relation à lui implique à la fois proximité et distance. C'est qu'il ne peut avoir de liens qu'entre deux êtres à la fois distincts et analogues. Pour réaliser l'intercompréhension avec lui et atteindre le consensus, Habermas (1987) convoque *l'agir communicationnel*. Danilo Martuccelli (1999 : 334) dira que « l'entente, le consensus cherché supposent l'acceptation, au préalable, de la subjectivité de l'Autre ». En effet, dans toute communication interculturelle, qui implique « l'idée d'inter-relations, de rapports et d'échanges entre cultures différentes » (Ladmiral et Lipiansky, 1989 : 10), il y a la conscience de *l'autre* à la fois semblable et différent. Loin d'être un obstacle, cela est source de dynamique : l'individu prend conscience que sa connaissance de lui-même dépend de la connaissance de *l'autre*. En somme, à travers les éléments culturels de la communication sur la figure de l'étranger, l'étude révèle l'inévitabilité de la coexistence. Elle révèle également comment les différences acceptées et assumées sont plutôt gage d'harmonie et de paix. Dans cette perspective, d'autres chantiers peuvent s'ouvrir, par exemple sur la communication interculturelle dans le cadre de prévention de conflits entre les communautés des zones rurales.

Bibliographie

- AKOTIA Kokou Benjamin, 2006, « Les figures de l'étranger », *La gestion des conflits chez les Akebu du Togo*, Strasbourg, ANRT, pp 322-339.
- AMON d'Aby Joseph Pierre, 1973, *La mare aux crocodiles*, Dakar-Abidjan, Nouvelles Éditions Africaines
- BAHI Aghi, 2006, « Permanence et bifurcations du "sentiment nationaliste" ivoirien », *Nationalisme, panafricanisme et reconstruction africaine*, A. Mbata Mangu (dir.), Dakar, CODESRIA, pp.83-105
- BENOIT Claude, 2008, « Quand "je" est un autre. À propos d'une belle matinée de Marguerite Yourcenar », *Relief*, pp. 145-160.
- CHAOUIE Abdellatif, 1997, « L'étranger, une figure mouvante », *Écarts d'identité*, N°81, pp. 2-3
- CHATEL Viviane, 1997, « Le lien social d'hier à aujourd'hui. Sur quelques modalités d'intégration dans la société contemporaine, *Le lien social et l'achèvement de la modernité. Expériences d'Amérique et d'Europe*, Paris, L'Harmattan et l'ARCI, pp. 17-40
- DURKHEIM Émile, 1967 (8^{ème} édition), *De la division du travail social*, Paris, PUF.
- HABERMAS Jürgen, 1987, *Théorie de l'agir communicationnel*, Paris, Fayard

- KOUAKOU Oi Kouakou Benoît, 2018, « Les salutations chez les Agni (Côte d'Ivoire) : communication, éducation et socialisation », *Revue Ivoirienne d'Anthropologie et de Sociologie – KASA BYA KASA*, n°38, Abidjan, pp. 147-165
- LADMIRAL Jean-René et LIPIANSKY Edmond-Marc, 1989, *La communication interculturelle*, Paris, Armand Colin
- LE BLANC Guillaume, 2011, *Dedans, dehors. La condition d'étranger*, Paris, Le Seuil.
- MAFFESOLI Michel, « Essai basé sur *L'ordre des choses* », <https://www.initiationphilo.fr/articles.php?lng=fr&pg=600>, Consulté le 10 février 2019, à 10h 05
- MARTUCCELLI Danilo, 1999, *Sociologies de la modernité*, Paris, Gallimard.
- N'DA Pierre, 1984, *Le conte africain et l'éducation*, Paris, L'Harmattan.
- PORTER E. Richard, SAMOVAR A. Larry, 1991. « Basic Principles of Intercultural Communication ». *Intercultural Communication*, New York: New York Press, pp.5-27.
- RAMMSTEDT Otthein, 1994, « L'étranger de Georg Simmel », *Revue des Sciences Sociales de la France de l'Est*, pp. 146-153
- SIMMEL Georg, 1979, (1908), « Digression sur l'étranger », GRAFMEYER Yves et JOSEPH Isaac, *L'École de Chicago, naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Éd. du Champ urbain, pp.53-77
- SIMMEL Georg, 2013 (1908), « Excursions sur l'Étranger », *Sociologie. Études sur les formes de la socialisation*. Paris, Presses universitaires de France, pp. 663-668
- THAYER O. Lee, 1968, *Communication and Communication Systems: in organization, management, and interpersonal relations*, R. D. Irwin.
- XIBERRAS Martine, 1993, *Les théories de l'exclusion*. Paris, Méridiens Klincksieck
- YENKEY Holali Comlan, 2018, « Rôles des contextes dans les migrations internationales en Afrique de l'Ouest », *Intégration régionale, paix et développement dans l'espace CEDEAO*, HEYCHELI Kokou Folly Lolowou (dir.), Lomé, Presses de l'UL.

L'apport du numérique dans la construction du lien social des immigrants d'Abidjan avec le pôle d'émigration.

The contribution of digital technology in the construction of the social bond of Abidjan immigrants with the emigration pole

Eby Joseph BOSSON

Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

Résumé

Cet article se propose de montrer l'apport du numérique dans la construction des liens socio-familiaux des immigrés de Côte d'Ivoire avec le pôle d'émigration. La méthodologie déployée pour la collecte des données s'est reposée sur l'entretien, la recherche documentaire et l'administration d'un questionnaire à un échantillon de 100 immigrés choisis de façon aléatoire dans la ville d'Abidjan. Le questionnaire a porté sur les caractéristiques sociodémographiques et économiques des immigrés et les réseaux et compagnies utilisés par ceux-ci pour les échanges d'information et de transferts de fonds. Il ressort de l'étude que 100% des migrants utilisent le numérique pour échanger les informations avec leur pays d'origine ; 70 % l'utilise pour la réception où le transfert d'argent, seulement 10 % utilise les réseaux communautaires et familiaux pour les échanges de fonds. Le numérique a ainsi supplanté tous les autres réseaux communicationnels et de transfert de fonds mais aussi contribue à la promotion de la proximité entre les immigrés et leurs proches en favorisant l'accessibilité des lieux et l'action à distance. Si par le passé la migration représentait une rupture radicale avec le pays d'origine en raison de l'absence des formes de communication rapides, grâce à la révolution numérique, les migrants sont beaucoup plus à même de maintenir des liens forts avec les pôles d'émigration.

Mots clés : numérique, migration, lien social, Abidjan, Côte d'Ivoire.

Abstract

This article aims to show the contribution of digital in the construction of socio-family links of immigrants from Côte d'Ivoire with the emigration pole. The methodology used for data collection was based on interviewing, documentary research and administering a questionnaire to a sample of 100 randomly selected immigrants in the city of Abidjan. The questionnaire focused on the socio-demographic and economic characteristics of immigrants and the networks and companies used by them for the exchange of information and remittances. The study shows that 100% of migrants use digital technology to exchange information with their country of origin; 70% use it for the reception where the transfer of money, only 10% uses the community and family networks for the exchange of funds. Digital technology has supplanted all other communication and money transfer networks, but it also contributes to the promotion of proximity between immigrants and their loved ones by promoting accessibility and remote action. If in the past migration represented a radical break with the country of origin due to the absence of fast forms of communication, thanks to the digital revolution, migrants are much better able to maintain strong links with the emigration pole.

Keywords: digital, migration, social link, Abidjan, Ivory Coast

Introduction

Le début du XXI^e siècle porte incontestablement les stigmates de nouvelles logiques : celles de la vitesse et de l'instantanéité de l'inter-connectivité. Ce troisième millénaire est en effet marqué par les effets de la révolution digitale (Internet, téléphonie mobile, communication et télévision par satellite). Ces Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) façonnent autrement les notions de frontière, de distance, de temps et de mobilité. Elles représentent un nouveau défi pour l'individu, dont l'horizon socioculturel s'élargit soudainement à l'échelle planétaire. (Nedelcu, 2002, p. 1). Entrés dans le domaine du grand public au cours des années 1990, Internet et les technologies de l'information et de la communication (TIC) ont élargi et multiplié les espaces virtuels dans lesquels les sujets peuvent agir, tout en fournissant un nombre croissant de moyens permettant à la fois de réaliser un certain nombre d'actions mais aussi de vivre de nouvelles formes d'interactions (Macilotti, 2015, p. 81). Ils sont à la base d'une mise en réseau planétaire des individus avec de nouvelles formes de communication (courriels, réseaux sociaux). Ces nouveaux outils de l'internationalisation des échanges, en réduisant les distances géographiques ont induit des changements considérables dans les manières d'envisager, de construire et de maintenir le lien social. Or, cette question se pose avec une acuité toute particulière dans le cas des migrants. Avec le numérique, la définition du migrant qui s'appuie sur différentes formes de rupture, considérées comme fondatrices et radicales, est mise en difficulté. Mobilité et connectivité forment désormais un ensemble de base dans la définition du migrant du XXI^e siècle. Ensemble ils agissent comme un vecteur qui assure et conduit les lignes de continuité dans la vie des migrants et dans les rapports que ceux-ci entretiennent avec leur environnement d'origine. (Diminescu, 2005, p. 3)

La Côte d'Ivoire, située entre le Liberia, la Guinée à l'ouest, le Mali, le Burkina Faso au nord, le Ghana à l'est et l'océan atlantique au sud avec une superficie de 322 463 km², (Figure 1) est connue comme un pays d'immigration en Afrique de l'Ouest en témoigne le taux d'étrangers de 24,2% sur son territoire (INS-RGPH, 2014). Elle a fait de l'ouverture sur l'extérieur, l'un des éléments de sa stratégie de développement. Mais paradoxalement, les migrations qui en résultent restent méconnues dans certains de leurs aspects. La plupart des travaux sur les migrations en Côte d'Ivoire se sont focalisés sur le profil du migrant, son vécu, son pays de provenance et les motivations qui sont à la base de sa migration, alors que le maintien de liens sociaux en rapport avec les nouvelles technologies de l'information et de la communication avec le pays d'émigration n'a fait l'objet que d'un nombre limité d'investigations. Ce manque d'information nous amène à examiner le rôle des TIC dans la construction du lien social de l'immigré avec le pays d'origine. Le lien social étant examiné à travers les échanges d'informations, de capitaux et dans la promotion de la proximité avec le pays d'origine, les questions qui se posent à nous sont ainsi libellées :

Quel est l'apport des outils numériques dans les échanges d'informations et de capitaux ? Quel est l'apport des TIC dans la promotion de la proximité avec le pays d'origine ?

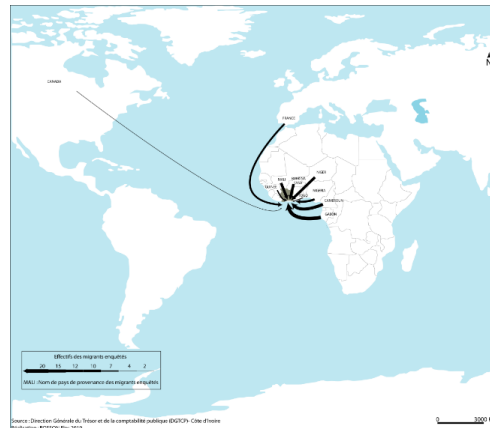
Matériel et méthode

L'enquête conduite dans le cadre de cette recherche a été menée dans la ville d'Abidjan. L'étude s'est fondée sur des sources documentaires et une enquête par questionnaire corroborées par des entretiens auprès des immigrés. La recherche documentaire a permis de recueillir à travers divers travaux de recherches des informations et données en rapport avec les questions de mobilité et du numérique. La bibliographie nous donne une vue synoptique des différentes sources consultées à cet effet. Relativement au questionnaire, un échantillon de 100 immigrés a été constitué. L'échantillon déterminé se compose de non nationaux ayant migré en Côte d'Ivoire et disposant d'une durée de résidence d'au moins 1 an. La durée de résidence a été fixée à un an minimum dans le but de mesurer les fréquences des échanges des immigrés avec le pays d'origine. Un âge supérieur à 18 ans correspondant à la majorité civile en Côte d'Ivoire a été retenu. La population enquêtée se compose de 75 hommes et de 25 femmes. Ils ont été recrutés en fonction de leur zone de provenance. Au total 58 ressortissants de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), 32% de ressortissants de la CEMAC et 10 ressortissants de la zone Europe-Amérique du nord ont été interrogés (Figure 1). La sélection des enquêtés s'est faite de façon aléatoire sur le site d'enquête. Le questionnaire avait pour but de recueillir auprès des immigrés des informations sur leurs caractéristiques sociodémographiques, l'apport du numérique dans leurs échanges d'informations et de capitaux et l'usage des TIC dans la promotion de la proximité avec leurs pays d'origine.

Concernant les entretiens, un guide d'entretien, un dictaphone et un bloc note ont servi au recueil des données. La finalité des entretiens était de capter des informations sur les motifs de l'usage du numérique dans les échanges d'informations et de capitaux, les formes de partages entre les immigrés et leurs proches restés au pays, la nature des informations et les motivations des transferts de fonds. Le traitement des données issues de l'entretien a donné lieu à une retranscription des différents enregistrements réalisés lors de la collecte des données sur le terrain. Une analyse de contenu thématique y a par la suite été adjointe. Les données découlant du questionnaire ont fait l'objet d'une saisie sous Excel après le dépouillement du questionnaire. Puis à l'aide du module du tableau croisé dynamique, les tableaux thématiques ont été obtenus. Pour saisir les lieux connectés, la nationalité de l'immigré a été choisie comme variable dépendante et les paramètres sociodémographiques et les outils des échanges d'information et de promotion de la proximité ont été pris comme variable indépendante. Les différents traitements réalisés nous ont permis d'obtenir des résultats qui structurent notre texte autour des points suivants :

- Les outils numériques dans les échanges d'informations et de capitaux avec le pôle d'émigration
- L'utilité des TIC dans la promotion de la proximité avec le pays d'origine

Figure 1 : Zone de provenance des migrants enquêtés



Résultats

1.- Les outils numériques dans les échanges d'informations et de capitaux avec le pôle d'émigration

Le développement des techniques numériques, notamment l'informatique et internet est à la base d'une mise en réseau planétaire des individus avec de nouvelles formes de communication (courriels, réseaux sociaux). Le lien social étant ce qui relie les individus entre eux, notamment les échanges d'informations et de capitaux, dans cette sous partie, nous faisons une analyse des réseaux et des compagnies utilisés par les immigrés pour les échanges d'information et de transferts de fonds.

1.1.- Le numérique : seul outil d'échange d'information des immigrés avec le pays d'origine

L'enquête révèle que tous les migrants utilisent le numérique pour échanger les informations avec leur pays d'origine. Parmi ces migrants, 53% dont 100% de ressortissants de la CEMAC et d'Europe-Amérique du nord utilisent internet et le téléphone contre 18,97% de ressortissants de la CEDEAO. 47% de l'échantillon tous issus de la CEDEAO utilise uniquement le téléphone pour les échanges d'information avec le pays d'origine (Tableau 1).

Tableau 1 : Répartition des enquêtés selon le réseau d'échange d'information

Réseau d'échange d'information	internet et téléphonie	téléphonie	Total général
Burkinabé	8	5	13
Camerounais	15	0	15
Canadien	1	0	1
Français	9	0	9
Gabonais	17	0	17
guinéen	0	6	6
Malien	0	13	13
Nigérian	3	8	11
nigérien	0	13	13
Togolais	0	2	2
Total général	53	47	100

Source : enquêtes de terrain, 2017

L'usage du téléphone et d'internet s'explique par trois facteurs notamment la vulgarisation du téléphone, la concurrence et la baisse des coûts de communication comme l'affirme cet immigré « *la vulgarisation du téléphone ces dernières années, la réduction des coûts d'appels en comparaison des coûts de transports qui sont très onéreux ont facilité les échanges entre nos proches restés au pays et nous* ». Comme on le constate, les innovations technologiques, la concurrence et la baisse des coûts de communication ont provoqué contre toute attente, une explosion de la téléphonie mobile. En effet ces deux dernières décennies ont vu l'introduction fulgurante des outils de communication en particulier, les téléphones portables dans les différents pays africains. Le développement de ce marché, favorisé par une grande importation de produits issus du marché asiatique à faible coût a engendré une irrigation des marchés urbains en téléphonie mobile. Les innovations technologiques ont ainsi favorisé un accès aisé au téléphone mobile et aux échanges par les coûts réduits des prestations des services et par la rapidité de la transmission de l'information. Par ailleurs, les télécommunications ont été le laboratoire de la libéralisation dans le monde entier. Les opérateurs historiques CI TELCOM, filiale de France Télécom, se sont ouverts à la concurrence et de nouveaux entrants investissent le marché, surtout dans le créneau porteur de la téléphonie mobile. La libéralisation de ce secteur a entraîné une concurrence entre les différentes compagnies de télécommunication : Orange Côte d'Ivoire, MTN Côte d'Ivoire et Moov Côte d'Ivoire entraînant ainsi une baisse de plus en plus progressive des coûts de télécommunication. Dans des sociétés de l'oralité comme celles de l'Afrique, au fort taux d'analphabétisme et où l'absence de transcription écrite de nombreuses

langues est de mise, les échanges téléphoniques et le courrier électronique sont plus efficaces face à des services postaux déficients et des transports difficiles et coûteux. L'intérêt et l'utilité du téléphone sont clairement démontrés par la pratique et ce pour tous les usagers à quelque niveau social qu'ils se situent. C'est un outil particulièrement adapté dans un continent où la vie de relation très intense est basée sur l'échange de la parole.

1.2.- MTN, première société de communication utilisée par les immigrants

L'enquête révèle que MTN arrive en tête des sociétés de communication utilisées par les migrants dans les échanges avec le pays d'origine avec 79% des enquêtés. Parmi ceux-ci, on enregistre 100% de ressortissants de la CEMAC et 81,03% de ressortissants de la CEDEAO. Orange et Côte d'Ivoire TELECOM sont utilisés par 10% des enquêtés. Ceux-ci sont à 100% originaire de la France et du Canada ; 6% des migrants interrogés utilisent le réseau Moov, quand 5% associe MTN et Orange pour échanger avec leur pays d'origine. (Tableau 2)

Tableau 2 : Répartition des enquêtés selon la société de communication

Société de Téléphonie	MOOV	MTN	MTN/ORANGE	ORANGE ET CI TELECOM	Total général
Burkinabé	0	8	5	0	13
Camerounais	0	15	0	0	15
Canadien	0	0	0	1	1
Français	0	0	0	9	9
Gabonais	0	17	0	0	17
guinéen	2	4	0	0	6
Malien	2	11	0	0	13
Nigérian	0	11	0	0	11
nigérien	0	13	0	0	13
Togolais	2	0	0	0	2
Total général	6	79	5	10	100

Source : enquêtes de terrain, 2017

MTN arrive en tête des sociétés de communication utilisées grâce à son réseau d'internet mobile. En effet, l'internet mobile reste le moyen le plus simple pour les migrants interrogés d'être en contact permanent avec les proches restés au pays. Et en la matière MTN domine le secteur de l'internet mobile grâce à la performance de son réseau et la fluidité de la transmission de l'information aux dires de 60% d'enquêtés. Soumis à l'impératif de parler beaucoup et fréquemment à la famille restée au pays tout en étant contraints par les coûts élevés des communications

internationales, les migrants "chassent" toute situation avantageuse dans les systèmes communicationnels, fixes ou mobiles. La qualité du service Internet de MTN leur offre cette possibilité avec les applications comme immo, Facebook WhatsApp et Viber etc. de pouvoir communiquer à moindre coût avec leur proche pour satisfaire « la compulsion de la proximité »

1.3.- Western union, premier réseau de transfert d'argent des immigrés

Le marché du transfert d'argent a connu une évolution rapide au cours de ces dix dernières années en Côte d'Ivoire. L'analyse du tableau ci-dessous indique que plus de 70 % des enquêtés utilisent le numérique pour la réception ou le transfert d'argent. Parmi ceux-ci, 60% utilise Western union et 10% le virement bancaire, seulement 10% utilise les réseaux communautaires et familiaux. Au vu des résultats, on constate des changements majeurs dans le domaine des transferts de fonds par les immigrés.

Au traditionnel transfert de fonds par les réseaux communautaires et familiaux, on remarque de plus en plus l'utilisation du numérique comme moyen de transferts de fonds par les migrants. Malgré une présence des réseaux communautaires sur le marché du transfert d'argent 10% des enquêtés, on assiste depuis quelques années à l'utilisation des services d'opérateurs spécialisés comme Western Union 60% des enquêtés et des banques commerciales 10% des enquêtés. L'usage de Western Union comme premier réseau de transfert d'argent s'explique dans la rapidité du service comme le signifie cet immigré : « *quand j'émetts un transfert d'argent, mes proches n'ont besoin que de dix minutes au maximum pour y accéder, le temps nécessaire pour accomplir les formalités administratives. Contrairement au virement bancaire qui nécessite l'ouverture d'un compte bancaire, dans ce système, ni l'émetteur ni le récepteur n'ont l'obligation d'ouvrir un compte bancaire pour effectuer un transfert* ».

L'avantage compétitif de Western Union réside aux dires de 60% des enquêtés principalement dans la grande sécurité et la fiabilité des transferts, ce qui renforce de plus en plus la confiance des clients. Aussi, la densité de son réseau dans les capitales des pays de l'Afrique fait de lui le service le plus connu en matière de transfert d'argent : en effet, plus de 60% des enquêtés connaissent son existence et s'orientent directement vers ce réseau en cas de besoin de transfert. Comme on le constate, en favorisant l'accessibilité des lieux et l'action à distance, les TIC offrent une opportunité sans précédent dans les sociétés des migrants pour développer des stratégies de transfert de fonds vers les pays d'origine, toute chose qui contribue à maintenir les liens de sociabilité entre ceux-ci et leurs proches.

Tableau 3 : Répartition des enquêtés selon le réseau de transfert d'argent

Réseaux de transfert d'argent	Pas de transfert	Proches	Proches / western union	virement bancaire	western union	Total général
Burkinabé	1	1	0	0	11	13
Camerounais	0	0	0	0	15	15
Canadien	0	0	0	1	0	1
Français	0	0	0	9	0	9
Gabonais	0	0	0	0	17	17
guinéen	4	0	0	0	2	6
Malien	0	1	0	0	12	13
Nigérian	0	0	11	0	0	11
nigérien	4	6	0	0	3	13
Togolais	0	2	0	0	0	2
Total général	9	10	11	10	60	100

Source : enquêtes de terrain, 2017

2.- L'utilité des TIC dans la promotion de la proximité avec le pays d'origine

Le smartphone est un rétroviseur pour garder un lien avec le pays (Gueham, 2016). Dans cette sous-partie, nous analysons la fréquence et la nature des informations échangées par les immigrés avec leur pays d'origine.

2.1.- La nature des informations échangées avec le pays d'origine

Les migrants ont de plus en plus recours aux technologies de l'information et de la communication pour maintenir leurs réseaux de sociabilité, leur attachement au pays d'origine. Traditionnellement, la rupture migratoire se présentait comme un déracinement, puisque le coût et/ou la durée des communications (qu'il s'agisse du téléphone, du courrier postal, ou des voyages) imposait une coupure radicale entre le pays d'émigration et le pays d'accueil (Loveluck, 2012, p.43). Cette rupture plus ou moins profonde des migrants avec leur pays d'origine, laissant bien souvent tout ou partie de leurs proches, de leurs réseaux de sociabilité et de solidarité, de leurs repères culturels derrière eux lors d'une migration est en train de disparaître avec la révolution numérique. L'enquête effectuée (tableau 1) a révélé que tous les migrants utilisent le numérique pour échanger les informations avec leur pays d'origine.

Les données consignées dans le tableau 4 ci-après indiquent que les TIC permettent la construction d'une « coprésence » entre les migrants et leurs

proches restés au pays. En effet, 93% des enquêtés, toute nationalité confondue disent entretenir un lien avec la famille et les proches au travers des TIC en participant à distance à leur quotidien et prendre de leurs nouvelles. 7 % des enquêtés utilisent les TIC pour suivre leurs travaux à distance et pour obtenir des nouvelles de leur proche. Comme on le constate le numérique a introduit un important changement dans la vie des migrants par la construction de l'installation relationnelle avec le pays d'origine.

Tableau 4: Répartition des enquêtés selon la nature des informations échangées

Nature des informations échangées	nouvelle des parents aux pays	suivre mes travaux nouvelle et des parents restés aux pays	Total général
Burkinabé	11	2	13
Camerounais	15	0	15
Canadien	1	0	1
Français	9	0	9
Gabonais	17	0	17
guinéen	6	0	6
Malien	9	4	13
Nigérien	11	0	11
nigérien	12	1	13
Togolais	2	0	2
Total général	93	7	100

Source : enquêtes de terrain, 2017

Par ailleurs, on constate que les formes de partage se transforment : classiquement, on prenait des nouvelles, on se racontait ce qui était arrivé. Désormais, on communique pour dire une sensation, une émotion immédiate, l'état dans lequel on est. Comme l'affirme cette enquêtée « *j'appelle mes parents quand je me sens seule, quand je manque d'assurance ou quand je me sens pas bien* », Mais aussi on suit les travaux à distance (7% des enquêtés). C'est un autre mode de construction de la relation. Cette forme de présence connectée (qui n'est qu'une autre traduction d'ici et là-bas en même temps) est très sensible aux modes de téléprésence : elle change de nature cognitive et émotionnelle en fonction de la richesse interactionnelle. Et, il y a naturellement une affinité spécifique des services multimédias mobiles avec la gestion des relations et des situations en mode « connecté ». Ainsi, l'expérience migratoire présentée par Abdemalek, (as cited in Diminescu, 2005, p. 5) comme une "double absence" ne fait plus sens, du fait de l'émergence d'un espace social de "présences" : les générations d'aujourd'hui, qui s'installent dans la mobilité, sont dotées d'une exceptionnelle

capacité à actualiser en permanence le lien avec leur environnement d'origine. L'idée de "présence" est donc désormais moins physique, moins "topologique" mais plus active et affective, de même que l'idée d'absence se trouve implicitement modifiée par ces pratiques de communication et de co-présence.

2.2.- Des immigrants fréquemment en contact avec leur proche

Pour mesurer la fréquence de communications des immigrants interrogés, nous avons choisis trois catégories de fréquence de contact : souvent (au moins deux fois/semaine), occasionnellement (au moins une fois par mois), rarement (au moins une fois dans l'année) comme indiqué dans le tableau ci-après. Il ressort de l'enquête que 58% des immigrants dont 100% des ressortissants de la CEMAC et ceux de l'Europe-Amérique communiquent au moins deux fois par semaine avec leur proche resté au pays ; 31% des enquêtés, tous des ressortissants de la CEDEAO échangent au moins une fois dans le mois et 11% au moins une fois dans l'année.

Tableau 5 : Répartition des enquêtés selon la fréquence de communication

fréquence de communication	souvent : au moins deux fois/semaine	occasionnelle ment: au moins une fois par mois	rarement: au moins une fois dans l'année	Total général
Burkinabé	9	3	1	13
Camerounais	15	0	0	15
Canadien	1	0	0	1
Français	9	0	0	9
Gabonais	17	0	0	17
Guinéen	0	4	2	6
Malien	0	11	2	13
Nigérian	7	3	1	11
nigérian	0	9	4	13
Togolais	0	1	1	2
Total général	58	31	11	100

Source : enquêtes de terrain, 2017

La fréquence de contact téléphonique est un indicateur de la qualité d'un lien social notamment dans le cas des proches parents que l'on appelle souvent et longtemps lorsqu'on ne peut les voir à cause de l'éloignement géographique (Carole-Anne, 2001, p. 3). La communication étant ce qui nous rapproche, ce qui participe à la construction de notre être, par le numérique, et la fréquence des communications

on conclut que différentes formes de continuité s'établissent entre les immigrés et leur pays d'origine entre l'ici et là-bas. Le numérique assure ainsi la continuité et la permanence du lien social avec les relations qui ont toutes les chances d'appartenir au pôle relationnel le plus efficace du point de vue du soutien moral et affectif (famille et amis proches) mais aussi du point de vue du soutien financier.

2.3.- la construction du lien social à travers le transfert d'argent

Un transfert de fonds des migrants est un envoi transfrontalier de fonds, de la part d'un individu qui travaille dans un pays étranger à une autre personne vivant dans le pays d'origine. Ces transferts représentent une fraction des sommes gagnées par le travailleur migrant, qui sont envoyées principalement à des membres de sa famille. L'enquête a révélé que 10 % des immigrés tous issus de la CEDEAO ne reçoivent ni ne transfèrent de l'argent ; 10% des immigrés soit 100% des ressortissants Français et Canadien transfèrent entre 2000 000 et 4 000 000 F.CFA vers le pays d'origine par an, 17% transfèrent moins de 50 000 F CFA par an et 12% envoient entre 50 000 et 100 000 f CFA. La valeur des transferts d'argent est fortement liée aux caractéristiques financières (revenus) et aux caractéristiques socioéconomiques des migrants et de leur famille restée dans le pays d'origine. L'enquête montre que plus le migrant est économiquement nanti, plus il transfère de l'argent vers son pays d'origine. Toutefois, à côté des transferts d'argent vers les pays d'origine, l'étude a révélé que 32% des immigrés tous issus de la CEMAC, à majorité des étudiants reçoivent entre 1000 000 et 2 000 000 par an. L'analyse des entretiens permet de donner du sens aux motivations de ces transferts. Les résultats des entretiens montrent que les migrants envoient sensiblement autant d'argent à la famille directe qu'aux personnes d'un cercle social et familial plus large, « *j'envoie de l'argent pour soutenir ma famille, mais aussi des proches qui me sollicitent de temps à autre. Je sais que ma famille a besoin de mes envois de fonds pour la nourriture, il faut que j'envoie pour qu'ils vivent.* » Immigré CEDEAO. La participation à distance au bien-être de ses proches au travers des envois de fonds constitue une forme de construction du lien social, et à ce niveau le numérique intervient comme un catalyseur des échanges de fonds puisqu'il intervient à hauteur de 70% dans les transferts de fonds des immigrés (Western Union, 60% ; banques commerciales 10% des enquêtés).

Discussion

Aborder la question de l'apport du numérique dans la construction du lien social des immigrés d'Abidjan avec le pôle d'émigration, nous a amenés sur le champ des mobilités internationales. La question relève tantôt de la géographie de la population, tantôt de la géographie sociale. La thématique des TIC en rapport avec la mobilité se présente comme un axe fort bien utile dans la compréhension de la construction de nouvelles formes de socialisation, de communication et d'échanges entre les immigrés et le pôle d'émigration, car les technologies de l'information et de la communication (TIC) ne touchent pas seulement la

communication, mais tous les aspects de la vie d'un migrant (Diminescu, 2013, p.7). En nous intéressant à cette thématique, notre objectif était de mettre en évidence l'apport du numérique dans la construction du lien social des immigrés d'Abidjan avec le pôle d'émigration. Faute de base de sondage récente et actualisée sur les immigrés, nous avons opté pour une approche méthodologique non probabiliste qui nous a conduits à établir un échantillon de façon aléatoire. Cette approche fragilise une éventuelle généralisation des résultats, mais a le mérite de produire un premier niveau de données sur la problématique étudiée que nous discutons à présent. Les résultats acquis dans cette investigation montrent que le numérique a supplanté tous les autres réseaux communicationnels et de transfert de fonds mais aussi contribue à la promotion de la proximité entre les immigrés et leurs proches en favorisant l'accessibilité des lieux et l'action à distance. En matière d'échanges de capitaux, on note des changements majeurs dans le domaine des transferts¹ de fonds par les migrants. Au traditionnel transfert de fonds par les réseaux communautaires et familiaux, on constate de plus en plus l'utilisation du numérique comme moyen de transferts de fonds. Dans le cadre de cette étude, l'enquête a révélé que plus de 70% des enquêtés utilisent le numérique pour la réception ou le transfert d'argent. En effet 60% utilise Western union et 10% le virement bancaire, seulement 9% utilise les réseaux communautaires et familiaux. Ces résultats ont été mis en exergue par Diminescu (2013, p.8). Pour Diminescu, en lançant en février 2005, au congrès de Barcelone, le programme « système mondial de transferts de fonds utilisant les téléphones portables au profit des travailleurs migrants et des personnes démunies », l'Association GSM a opéré une mutation radicale dans le champ des transferts d'argent des migrants. Ce programme est né d'un constat empirique : si les migrants et leurs familles sont bien connectés via les réseaux mobiles qui couvrent plus de 80 % de la population du monde, ils sont peu bancarisés. Depuis ce programme, de multiples projets ont été lancés à l'initiative de certains Etats, comme les Philippines, où le transfert d'argent par téléphone est devenu une politique d'Etat, et a entraîné la naissance de nombreuses entreprises innovantes.

Les motifs de transferts enregistrés dans cette étude sont relatifs à l'amélioration des conditions de vie des proches. Pour Gaye (2009, p.8) en plus de l'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires, les transferts d'argent sont motivés par la satisfaction d'un intérêt personnel, l'altruisme à l'égard des bénéficiaires et le respect d'un contrat d'assurance. Dans le premier cas, il peut s'agir pour le migrant de constituer une épargne en vue de dépenses de consommation ou d'investissement futures. Dans le second cas, le migrant souhaite contribuer à l'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires. La troisième source de motivation correspond aux transferts de fonds effectués en exécution d'un contrat d'assurance, explicite ou tacite, par lequel le migrant protège les bénéficiaires contre toutes sortes de risques.

De plus, les études empiriques ont montré que le genre du migrant semble également jouer un rôle fondamental dans la mesure où la transmission des biens, des pouvoirs et des symboles dans les sociétés traditionnelles sont fortement liés au genre du migrant. L'étude menée a montré que les hommes 60% sont plus enclins à transférer de l'argent que les femmes 36%. Les comportements de

transferts d'argent des hommes comme le souligne De La Brière et al. (2002) (as cited in Bounie, Diminescu et François, 2010, p.101) sont très liés à l'investissement dans le patrimoine de la famille en vue de l'héritage. Si les TIC concourent à la construction du lien social à travers les transferts d'argent, elles se sont plus illustrées dans les échanges d'information et de la promotion de la proximité avec le pays d'origine. Les résultats de cette étude ont révélé que tous les migrants utilisent le numérique pour échanger les informations avec leur pays d'origine. Parmi ces migrants, 47% utilise uniquement le téléphone et 53% internet et le téléphone pour les échanges d'information avec le pays d'émigration. L'apparition et le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication, à l'origine de nombreuses transformations à travers le monde, ont également significativement impacté la vie des migrants. Téléphone mobile, internet, réseaux sociaux sont devenus les instruments d'un nouveau lien entre le migrant et sa communauté d'origine mais aussi sa société d'accueil. Nous passons ainsi de « l'ère du migrant déraciné » à celle du « migrant connecté » (Diminescu, 2005, p.5). Cette idée est corroborée par Loveluck (2012, p.43), pour qui la rupture plus ou moins profonde des migrants d'avec leur pays d'origine, laissant bien souvent tout ou partie de leurs proches, de leurs réseaux de sociabilité et de solidarité, de leurs repères culturels derrière eux lors d'une migration est en train de disparaître avec la révolution numérique. Pour lui, Traditionnellement, la rupture migratoire se présentait comme un déracinement, puisque le coût et/ou la durée des communications (qu'il s'agisse du téléphone, du courrier postal, ou des voyages) imposait une coupure radicale entre le pays d'émigration et le pays d'accueil. Par les nouvelles technologies, différentes formes de continuité s'établissent entre l'ici et là-bas, entre le maintenant et le jadis, entre la présence et l'absence. En ce sens, la notion de territoire numérique doit être comprise non pas comme un lieu séparé ou un espace à part, mais avant tout comme un nouvel espace d'hybridation entre les différentes dimensions de l'expérience humaine. La numérisation, en plus de favoriser la construction des liens à distances, transforme aussi les territoires en réduisant les coûts de transport par la virtualisation comme le soutient Gensollen (2012, p.39) : le web, et c'est peut-être sa principale originalité, a réalisé, au hasard et sans projet précis, une cartographie générale des proximités. Il s'agit d'une transformation historique et sociologique complexe, car les TIC ne touchent pas seulement à la communication qui supplée l'absence, mais également à tous les aspects de la vie du migrant. Ainsi, le numérique représente de plus en plus un élément constitutif du projet migratoire dans la mesure où il permet aux migrants, une fois installés dans le pays d'accueil, de rester en contact avec leur société d'émigration et de développer des relations de proximité entre les cellules familiales et les réseaux d'amis éloignés (Macilotti, 2015, p.93). L'enquête a montré que les TIC permettent la construction d'une « coprésence » entre les immigrés et leurs proches restés au pays. En effet, 93% des enquêtés disent entretenir un lien affectif avec la famille et les proches au travers des TIC en participant à distance à leur quotidien et prendre de leurs nouvelles. Si auparavant la migration représentait une rupture radicale avec le pays d'origine, actuellement les migrants sont plus à même de conserver des

rapports forts avec leurs régions d'origine. Les technologies numériques et leurs composantes, telles que l'ubiquité, la portabilité et la dématérialisation, ont produit des changements majeurs sur le plan social et individuel. On voit en effet apparaître de nouvelles formes de sociabilité, caractérisées par un sentiment d'immédiateté des contacts et d'abolition des distances. Les immigrés, grâce aux outils numériques, parviennent à maintenir à distance et à reconfigurer « des relations qui s'apparentent à des rapports de proximité » avec leur pays d'origine (Macilotti, 2015, p. 93). Cette idée émise par Macilotti est soutenue par Diminescu (2013, p.7). Pour elle, les TIC ont indiscutablement apporté au monde migrant un support très précieux pour satisfaire cette compulsion de proximité, ce besoin obsessif d'approcher le lointain dont chaque migrant fait l'expérience. Les conversations par Skype et les plateformes sociales telles que Facebook, RenRen, VKontakte, sont entrées dans le quotidien des migrants, et ont transformé le lien à distance : désormais il ne s'agit plus d'une brève communication épisodique, mais d'une manière de vivre ensemble à distance. C'est ce que soutenait Beade (2012, p. 38) quand il affirmait que, si internet est important, c'est précisément parce qu'il nous fait gagner de l'espace-temps, parce qu'il nous permet plus de contact en moins de temps.

Conclusion

Les nouvelles technologies et les flux migratoires se sont imposés comme l'un des principaux laboratoires à partir desquels sont analysées les transformations spatiales et socio-culturelles que produisent les logiques de mondialisation. En proposant l'apport du numérique dans la construction du lien social des immigrés d'Abidjan avec le pôle d'émigration, nous voulions montrer les outils numériques utilisés par les immigrés pour établir les contacts avec le pays d'émigration et le rôle de ces outils dans la promotion de la proximité. Il ressort de l'étude que plus de 100% des immigrés utilisent le numérique pour les échanges d'informations avec le pays d'origine. MTN arrive en tête des sociétés de communication utilisées par les migrants dans les échanges d'informations avec 79% des enquêtés et Western union domine les réseaux de transfert d'argent avec 60% des enquêtés. Le numérique a ainsi supplanté tous les autres réseaux communicationnels et de transfert de fonds mais aussi contribue à la promotion de la proximité entre les immigrés et leurs proches en favorisant l'accessibilité des lieux et l'action à distance. Si par le passé la migration représentait une rupture radicale avec le pays d'origine en raison de l'absence des formes de communication rapides, grâce à la révolution numérique, les immigrés ivoiriens sont beaucoup plus à même de maintenir des liens forts avec les pôles d'émigration.

Bibliographie

Beade B. (2012). Internet nous fait gagner de l'espace-temps. *Les Cahiers de l'ARCEP*, (9), 38

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Bounie D., Diminescu D., FRANCOIS A. (2010). Une analyse socio-économique des transferts d'argent des migrants par téléphone. *Réseaux*, 1, (159), 91-109

Carole-Anne R. (2001). Le téléphone : un facteur d'intégration sociale. *Économie et statistique*, 345, (5), 1-32

De La Brière B., Sadoulet E., De Janvry A. et Lambert S. (2007). The roles of destination, gender, and household composition in explaining remittances: an analysis for the Dominican Sierra, *Journal of Development Economics*, 68, 309-328.

Diminescu D. (2002). Les migrations à l'âge des nouvelles technologies. *Hommes et migrations*, (1240), 6-9

Diminescu D. (2005). Le migrant connecté : pour un manifeste épistémologique, *Migrations/Société*, (102), 275-292

Diminescu, D. (2010). Présentation, *Réseaux*, « Les migrants connectés. T.I.C., mobilités et Migrations » (159), 9-13

Diminescu, D. (2013). L'ère du numérique et les migrants, *Pro Asile 23 / Partie 1 / Les nouvelles facettes de la mobilité internationale*, 6-9

Gaye D. (2009). *Les transferts d'argent des migrants sénégalais : entre gains de bien-être et risques de dépendance*, Communication présentée à la 7^e conférence internationale, Dakar, Sénégal, repéré à <https://smartech.gatech.edu/handle/1853/35669>

Gensollen M. (2012). Territoires numériques : virtualisation et indexation. *Les Cahiers de l'ARCEP*, (9), 39

Gueham F. (2016). Migrations numériques : des smartphones et des hommes, *trop libre*, repéré à <http://www.trop-libre.fr/migrations-num%C3%A9riques-des-smartphones-et-des-hommes/>

INS (2014). *État et structure de la population*, RGPH, volume 4, tome 1, Abidjan, Côte d'Ivoire.

Loukou A. (2005). *Télécommunication et développement en Côte d'Ivoire à l'ère de la société de l'information et de la mondialisation*, thèse unique de doctorat, université de Montpellier III- Paul Valéry, Montpellier, France.

Loveluck B. (2012). Les territoires numériques des migrants, *Les Cahiers de l'ARCEP*, (9), 43

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Macilotti G. (2015). Migrations et société en réseau : TIC et expérience migratoire entre pays d'origine et société d'accueil, *Rivista di Criminologia, Vittimologia e Sicurezza*, IX (1), 81-101

Nedelcu M. (2003). Les technologies d'information et de communication : support de l'émergence d'une diaspora roumaine ?, *Balkanologie*, VII, (1), 43-63

Nedelcu M. (2009). Du brain drain à l'e-diaspora : vers une nouvelle culture du lien à l'ère du numérique », *tic&société*, 3, (1-2) repéré à <http://ticetsociete.revues.org/675> ; DOI : 10.4000/ticetsociete.675

NEDELUCU M. (2010). (Re)penser le transnationalisme et l'intégration à l'ère du numérique. Vers un tournant cosmopolitique dans l'étude des migrations internationales ? , *Revue européenne des migrations internationales*, 26, (2), 33-55

De la migration à l'intégration sociale et économique des migrants africains dans la société britannique : une exploration critique

From migration to social and economic integration of African migrants in the British society: a critical exploration

Alidou Ibourahima BORO

Université de Parakou, Bénin

Résumé

La question de la migration est devenue l'une des préoccupations mondiales les plus importantes de nos jours. Le phénomène concerne des personnes de différents continents et de différentes nations. De nombreux travaux de recherches sur les migrations internationales ont confirmé que les facteurs économiques et sociaux jouent un rôle très important dans la décision des personnes de quitter leur pays d'origine pour un autre pays à la recherche de meilleures conditions de vie. Pour ceux qui réussissent à réaliser leur rêve, leur intégration dans le pays de destination devient parfois très complexe et peu reluisante. L'étude porte sur les migrants africains britanniques. L'objectif principal de ce document est de montrer à quel point la route pour les migrants africains désireux d'aller en Europe est difficile et dangereuse et les difficultés qu'ils rencontrent pour intégrer leur nouvelle société. L'approche méthodologique est socioculturelle et orientée vers une perspective historique et globale, ainsi qu'une approche biographique centrée sur l'analyse des trajectoires des migrants. L'analyse des problèmes d'intégration auxquels ils sont confrontés. L'étude révèle, d'une part, que les migrants africains sont confrontés à de graves problèmes lorsqu'ils se rendent à Londres et, d'autre part, que leur intégration devient une autre bataille à gagner pour leur survie.

Mots-clés : Migration; intégration; Africains; Royaume-Uni; Angleterre

Abstract

The issue of migration has become one of the world important preoccupations nowadays. The phenomenon is embracing people from different continent and from different nations. Many research works about international migration have confirmed that the economic and social factors play a very important role in people's decision to quit their home country to another in quest of better conditions of life. For those who succeed in fulfilling their dream their integration in the destination country sometimes becomes a rough road to follow. The study focuses on the British African migrants willing to socially and economically integrate the British society. The main aim of the paper is to point how hard and dangerous is the road for African migrants willing to go Europe and the difficulties they face to integrate their new society in general and the British society in particular. The methodological approach is socio-cultural oriented towards a historical and comprehensive perspective, as well as a biographical approach centered on the analysis of migrants trajectories. The analysis of the integration problems they face. The study reveals, in one hand that African migrants face serious problems on their way to London and in the second hand it show that their integration becomes a another life battle to win in order to survive.

Keywords: Migration; Integration; Africans; United Kingdom, England.

Introduction

The greatest concern of every human being is to secure a decent future free from the vicissitudes and trifles of life. But unfortunately, there is a progressive loss of benchmark from some young Africans. This research work highlights a similar situation through a critical exploration. When an African is fed up his nation conditions of life the first next destination he has in his mind is getting to Europe. For most of them, the favorite destination is the United Kingdom. Specifically England London. According to the Migration Observatory of Oxford University (Cinzia and Vargas-Silva, 2017), between 2004 and 2017 the foreign-born population in the UK nearly doubled from 5.3 million to around 9.4 million. In 2017, 39% of the foreign-born population came from EU countries. London is the region with the largest number of migrants (3.4 million foreign-born people in 2017). As for African they are about 7% in the greater London according to [Lockheed Martin \(the United Kingdom census, 2011\)](#). As you can see this number of Africans is not negligible. The questions are: why do Africans choose to leave Africa for specifically the English society? What African migrants experience at the center of British society? What the main obstacles of Africans social and economic integration in the English society?

Research Methodology

The desire for a "better life" is sometimes so great that it makes people leave their countries and their families and even their jobs to migrate to developed countries. The lack of good schools and outstanding universities make some of the departing Africans leave the continent. This research paper is the fruit of a documentary research. It has been enriched by some testimonials from former migrants and full integrated Africans English migrants. I have gone through books, reports and documents dealing with my topic. The above method helped me to get the basic information about the situation of British migrants in general and the problems Africans migrants face for their integration in England. I have also gone through networks from which I have collected some useful data to enrich this work.

Research findings

Migration can be hugely effective in improving the income, education and participation of individuals and families, and enhancing their children's future prospects. But its value is more than that: being able to decide where to live is a key element of human freedom. There is no typical profile of migrants around the world. The major concerns of all human being is to guarantee a happy life and live in a safer environment where is worth to live. The desire to change or to move from one place to another becomes strong when the living conditions are unbearable. The necessity for mobility under these condition are then well

established. This preliminary bring me to clarify the concept of migration and integration.

Conceptual clarification

Migration is, first and foremost, a normal human activity. Human beings have always moved from 'one country, locality and place of residence to settle in another'. We tend to migrate from the homes of our families or guardians into our own homes. History almost always shows us that people move in the hope that they will be able to better themselves, sometimes with that hope forced by extreme circumstances. It also shows us that new arrivals face and continue to face similar challenges and find similar successes in that quest⁷⁴. As you can see migration is natural and can't be stopped. People change their living place in quest of the best for themselves. The best they will be seeking the more they will be moving.

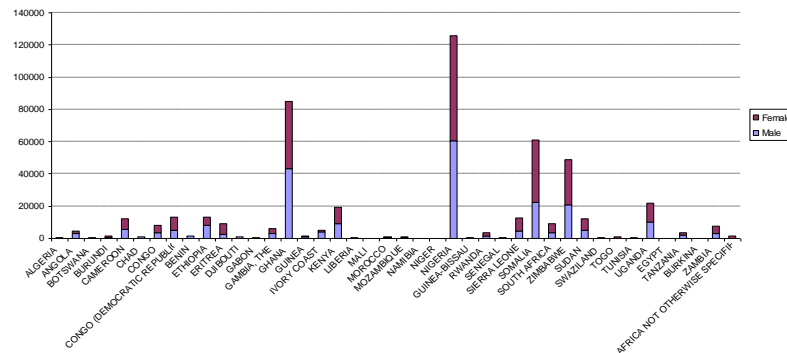
Demographers basically distinguish two types of migration; internal migration which refers to a change of residence within national boundaries, such as between states, provinces, cities, or municipalities and international migration referring to the change of residence over national boundaries. This second type of migration is the one this research is concerned with. Niklas Luhmann (Boisvert, 1996), defines social integration or inclusion as the opposite of social exclusion. Inclusion lets everyone, children and adults, feel valued and respected, and contribute to their community and to society as a whole. For him social integration concerns all the various sectors of society economic, social, cultural, and political. For me being integrated into a given society also means accepting the rules and regulations of that society.

Natives and foreign being give the cultural, economic and social opportunities without regard to the color or the origins. This definition is the one I mean in this work. My objective is to first find out who are the British African migrants and find out how integrated they are in the English society. Do they easily find good jobs? Are they valued and considered as fully part of the English Society? That is what I tried to find out.

Who are the British African migrants?

⁷⁴ www.ourmigrationstory.org.uk/about/what-is-migration.html, 23 octobre 2016

Title: African Migration to the UK



Source: David Owen, 2008.

From the above graph, it appears that the United Kingdom migrants come from everywhere in Africa. But a closer look of the graph allows us to identify that the most migrant's providers are from the British former colonies with Nigeria, Ghana and South Africa as the leaders in terms of number of migrants. This could be explain because of the past colonial relations with the United Kingdom. According to the 2011 Census African migrants are about 4.7 % of the UK total population and they are present in the four nations with England as the most populated with 3.5% of the 4.7%.

Migrants are distributed as followed in the **United Kingdom**:

- England: 1,846,614 that to say 3.5%
- Scotland : 36,178 making 0.7 %
- Wales : 18,276 that is 0.6 % and
- Northern Ireland : 3,616 that to say 0.2 %⁷⁵

From the results of the above census, it appears that England and more specifically London attracts more African migrants.

England, an el Dora do destination

Where ever they are coming from, most of the world migrants have one destination in mind, London. Reaching London is for them the coronation of their long trip. The situation of the Calais jungle in France is a good illustration. France has become a transit land for some of the migrants willing to reach the United Kingdom. This camp was an example of the issue of migrants in Europe. Most of the migrants try to enter the United Kingdom via the Port of Calais or the Channel Tunnel by stowing away on lorries, ferries, cars, or trains travelling to the UK.⁷⁶

⁷⁵ The 2011 UK National Census

⁷⁶ "[Learning from the Jungle](#)". *The Economist*. 8 August 2015. Retrieved 28 December 2015.

The camp gained global attention during the peak of the European migrant crisis in 2015 when the population of the camp rapidly grew and French authorities began carrying out evictions. Some 6,400 migrants were removed from the encampment in 170 buses in October 2016, with the intent of resettling them in different regions of France (Baumard, Maryline, 2016). On 26 October 2016, French authorities announced that the camp had been cleared. Below is a picture the Calais Camp on destruction in 2016.

But why do African migrate and why the United Kingdom and London?

Reasons for migration are multiple and they vary from one person to another. For some, the experience of migration is a perception, an alternative development way taken by the migrant himself following the analysis of the issues, interests and quotas that can bring him such a decision act. For others, this is due to poverty and economic problems, political stability and mainly chronic employment that do not allow them to provide the basic needs to their families. To this category of migrants I can add those who are in the quest of a happy life, who plans to find better jobs with good wages a guaranty for lasting peace and stability. Being in France, Italy and mainly England is for migrants the only way they can come up with their current situation. Most of the migrants willing to go to go to England are those with British colonies backgrounds. Staying in France for example could be very difficult for their social integration. Furthermore, if London attracts more migrants, it is may be because human rights are respected, and migrants are well treated compared to other European countries where they are first imprison or enslaved before any other procedures. The same is true with the respect for the rights of citizenship. Apart from that there are some five important reasons why most of the migrants decide to go to the UK. According to a former migrant I informally questioned during my stay in Ghana they include:

- The respect for human being as sacred
- Migrants are taken care of by National Health Services once in the UK
- Coming from an English speaking country they do not need to waste time to learn English again.
- Job opportunities do exist and illegal work is tolerated
- There are many associations and humanitarians NGOs that take care and guide migrants without any regardless to where they are from.

As my friend said "just do your best whatever the means to reach the UK the remaining is a piece of cake" but is it really easy to get integrated into the British society?

Economic and Social integration of Africans into the British Society

In the United Kingdom, the majority of migrants that came after the two World Wars entered the country as British subjects with full citizenship rights. In contrast

to France, it was "race" rather than "culture" which emerged as the most fundamental problem, and this led to a series of Race Relations Acts which put in place a framework of legislation to protect ethnic minorities from direct and indirect discrimination in all areas of the public life. These racial tensions among the English society have been created also by a policy of "segregation" that started since the 1950's. When these citizens started to settle in UK, they landed in a society mostly peopled by a white population which made them, and "helped" by the Government, to gather in working-class areas where they would find cheap accommodations and unskilled-man jobs. And this is when the social gap between the different social categories in UK has really started to widen.

For some migrants language constitute an obstacle to integration. English language capability has been a key aspect of recent British policy on the integration of migrants (Alexander, 2007). Language is, firstly, a more or less valuable resource, through which other resources can be obtained and in which one can choose to invest and thus it is part of the actors' human capital. Secondly, it is a symbol, which can describe things, express internal states, convey requests and define situations, including the activation of stereotypes about the speaker and the potentially associated prejudices, for example relating to an accent. Thirdly, it is a medium of communication and the transactions that proceed through it and therefore assumes the special function of the communicative securing of coordination and understanding. Against this general background, the acquisition of the language of the receiving country is first of all a central condition of all further social integration of migrants outside the ethnic context. This is true in the United Kingdom but only African migrants with French background face this obstacle.

Tony Blair, when Prime Minister, expressed the view that integration is not about culture or lifestyle, but about sharing core British values of tolerance, solidarity and equality (Hickman et al. 2008). The British society explicitly recognizes that it needs supplementary workforce to contribute to its sustainable development in every sector. Migration is one the main supplier of that workforce. From 1973 to 1993, the United Kingdom greatly profited from qualified migrants workforce. Since then, quotas appear on certain professions this facilitated the influence of Africans towards the British society. Their social and economic integration is not without difficulties.

British natives consider the presence of African migrants as a danger for their jobs in security. This can explain their behaviour towards them, discriminations, hatred xenophobia Migration policies do exist and are even the strongest one within Europe but they need to be implemented on the right ways for a sustainable co-operation and collaboration between the different groups of its population. Based on current situations in the United Kingdom of the recent years, it is clear that the social and economic integration of Africans in England may not be easy. Most of the migrants has elementary occupation. They do not have decent jobs in

addition, with the issue of the exit of Great Britain from the European Union known as "BREXIT" which crystallizes today all the attentions that it is in Great Britain, in Europe and in Africa, the deal may change and this may create more integration problems to African migrants in the whole Kingdom.

Conclusion

Far from being exhaustive, at the end of this research work, I come to the first conclusion that many life conditions lead Africans to migrate and many reasons justify their choice for the United Kingdom and more specifically England. Nevertheless, their social and economic integration into the British society has not always been without difficulties. It is obvious from the results of my research that the origin of migration in the UK has its roots in the different revolutions it passed through, the two wars and its past imperial role. African migrants are considered as a danger by the natives for their jobs and the political leaders sometimes consider them as a threat for the national security and health. The successful social, economic and cultural integration of the UK African migrants could be both profitable for both the United Kingdom and the African countries. Although African migration deprives African countries with their young and competent workforces, it also contributes to Africa development through the impacts of the remittances on the continent economic development. Mutual understanding are conditions under which migrants' integration can be successful. Indeed, especially in times when the integration of migrants is rising on the political agenda, it is important to understand the factors influencing it and the context in which it is occurring. Still many questions remain unanswered. What would become of the Britain's migration policy after its official exit from the EU? What impact will this have on Africans who want to migrate to this society? Wait and see!

References

- Alexander, M. (2007). *Cities and labour immigration: Comparing policy responses in Amsterdam, Paris, Rome and Tel Aviv*. Aldershot: Ashgate.
- Baumard, M. (2016). "Jungle": the dismantling will begin Monday at dawn]. *Le Monde.fr* (in French). Retrieved 23 October 2016.
- Boisvert D. (2006). La théorie des systèmes sociaux. *Aspects sociologiques*, vol. 13, 1.
- Cinzia R. and Vargas-Silva c. (2017), "Migrants in the UK: An Overview," Migration Observatory briefing, COMPAS, University of Oxford.
<https://migrationobservatory.ox.ac.uk/resources/briefings/migrants-in-the-uk-an-overview/>; 02 February 2019.

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Hiclunan, M., Crowley, H. and Mai, N. (2008). *Immigration and social cohesion in UK: the rhythms and realities of everyday life*. York: Joseph Rowntree.

Hickmann, F. and Schnapper, D. 2003, (eds.), *the integration of immigrants in European societies*, Stuttgart, Lucius and Lucius, Foundation.

AXE 3.

DIASPORA, TIC ET MIGRATION

Projections médiatiques autour des « migrants ». De la quête du mieux-être au faire face du rejet ?

Media projections around "migrants". Searching well-being or to face a rejection?

Linda SAADAOU

Réseau de Recherche sur les Médias (AMEDDIAS) - Luxembourg

Résumé

« Migration ». Un terme omniprésent dans l'actualité politique, juridique, économique, environnementale ... Que désigne la sphère médiatique par-là ? De nos jours, nombre de chercheurs préfèrent parler de « mobilité » ou de « circulation », les termes étant plus explicites pour comprendre des flux à géographie variable dans le temps. « Migrants ». Un terme qui englobe tous types de citoyen dans un contexte de circulation, causé par les guerres, l'environnement, l'économie - de citoyens réfugiés, des demandeurs de protection internationale, des déplacés du climat, des travailleurs frontaliers, une fuite des cerveaux, des exilés pensionnés ou encore fiscaux... Parmi tous ces types de profils, un point commun : la recherche d'un mieux-être. Dans cette quête, on peut observer quelques constantes positives au cours de l'histoire comme la stabilité de pays d'accueil ou la richesse d'échanges socio-culturels. Or, la récurrence des discours de rejet reste dominante. On constate ainsi à travers le temps les enjeux d'une information déontologique quant aux représentations de populations en déplacement (envahisseurs, criminels, violeurs...). Ce sont de ces représentations médiatiques de la « migration » particulièrement dans le bassin méditerranéen dont nous traiterons au prisme des faits divers les plus stigmatisants, aux caricatures politiques les plus dénonciatrices, de l'Ancien Régime à nos jours.

Mots-clés : e/im/migration, histoire, presse, stigmat, caricature

Abstract

"Migration". An ubiquitous term in political, legal, economic and environmental news. What does the media sphere mean? What migration flows are we dealing with? Nowadays, many researchers prefer to speak of "mobility" or "circulation", the terms being more explicit to understand fluxes with variable geography in time. "Migrants". A term that encompasses all types of citizens in a context of traffic, caused by wars, the environment, the economy - refugee citizens, applicants for international protection, climate displaced, cross-border workers, brain drain pensioned exiled or even taxpayers... Among all these types of profiles, one thing in common: the search for a better life. In this quest, we can observe some positive constants over the course of history such as host country stability or the wealth of socio-cultural exchanges. However, the recurrence of discourse of rejection remains dominant. Over time, we can see the stakes of deontological information regarding the representations of displaced populations (invaders, criminals, rapists, etc.). These are media representations of "migration", especially in the Mediterranean basin which we will deal with in the prism of the most stigmatizing news items, the most denunciatory cartoons, from the Old Regime to the present day.

Keywords: e/im/migration, history, press, stigmas, caricatures

Projections médiatiques autour des « migrants » : De la quête du mieux-être au faire face du rejet ?

Parmi toutes les régions du monde, le bassin méditerranéen est un observatoire remarquable : de l'Égypte à la Grèce antique, en passant par la période des croisades, de l'Empire Ottoman jusqu'à aujourd'hui, les migrations de masse se renouvellent. Ces flux contribuent ainsi à la construction de nouveaux espaces. Malgré la variété des contextes historiques et des ruptures, il est possible de déceler dans la narration des phénomènes de migration, un certain nombre de permanences, d'images qui se répètent. Si l'on se penche sur les représentations médiatiques de ces permanences, il faut au moins remonter au 19^{ème} siècle avec l'apparition de la presse des tribunaux sous l'Ancien Régime. En ces temps de migrations *intra-muros* puis frontalières, les faits divers s'appuient sur des compte-rendus tendant à stigmatiser violemment l'ensemble des migrants. De nos jours, ce genre de stigmatisation se renouvelle et s'accroît avec la digitalisation de l'information. Pour illustrer ces couvertures médiatiques, seront sollicités divers travaux de disciplines croisées entre Histoire (Vigarello, Noiriél, Gastaut, Kalifa), Sciences de l'information et de la communication (Bonnafous, Saadaoui), sciences politiques (Dris, Geisser) et des Sciences transdisciplinaires du réseau MIMED (Migrations en Méditerranée). Nous nous concentrerons ainsi sur les perceptions journalistiques des 19^{ème} et 20^{ème} siècle avant de traiter de l'information sur les flux de circulation du 21^{ème} siècle en Méditerranée, à travers les caricatures politiques du dessinateur de presse Ali Dilem. Au final, la quête du mieux-être et le risque de rejet auquel le dit « migrant contemporain » fera face sera exposé dans un contexte médiatique de « civilisation des mœurs » (Elias, 1973)

Du migrant rural dans la presse de l'Ancien Régime

Du latin *migratio*, dérivé du verbe *migrare*, le terme « migration » désigne le fait de migrer, de s'en aller d'un endroit, changer de séjour, partir, émigrer... Comprendre les flux migratoires contemporains, c'est aussi prendre en compte leur complexité à travers l'histoire. Des populations partent, certaines ne font que passer, d'autres font des allers-retours avec le pays d'origine. Cependant, de tous temps, avec les déplacements de population, les nouveaux arrivants sont souvent incriminés.

En France, sous l'Ancien Régime, le monde urbain exècre les migrants ruraux et les changements sociétaux liés à de nouvelles formes de travail. La figure de ces immigrants se construit sur des préjugés : celle d'étrangers, envahissant l'espace et prenant le travail des autres pour des paies moindres. En ces temps, il s'agit de travail de service dans l'hôtellerie, la restauration, de gestion et de ventes en boutique. Les ruraux sont donc considérés comme des voleurs de travail, de métiers plus faciles et initialement réservés aux femmes, puisqu'ils nécessitaient moins d'efforts physiques, en ces temps industriels. Si l'on se focalise sur la

perception médiatique de cette classe ouvrière, on remarquera aussi via le fait divers, qu'en plus, le rural, le « gueux », le « pouilleux » est souvent décrit comme coupable de crimes les plus abjects comme le viol. Ce sont les mêmes crimes tabous, aux chiffres gris⁷⁷, commis dans toutes autres classes sociales mais semblant qui sont surmédiatisés lorsqu'il s'agit des migrants ruraux, la classe sociale « inférieure » paraissant la plus criminelle et inéduquée parmi les Français. Ainsi, au début du 19^{ème} siècle, l'opinion publique assimilait les agresseurs à des monstres frustrés issus du monde rural. Comme résumé par l'historien Georges Vigarello, les populations mal connues étaient derechef stigmatisées comme « barbares » et coupables (1998 : 187) :

« Les industries, leur encombrement, les migrants plus nombreux fascinent et inquiètent. La crainte de la violence vise moins celle des campagnes que celle des rues, cette promiscuité jusque-là inconnue dans les villes [...]. Les "sauvages de Paris", ceux de Georges Sand ou d'Eugène Sue, sont autant de "barbares vivant au milieu de nous", "peuplades" renforçant la certitude d'un accroissement du crime, ouvriers d'un nouveau genre, migrants des campagnes transportant l'inquiétude au cœur des cités ».

Avec ces nouvelles populations inconnues autour de la ville, les portraits dépeints par la presse n'ont pas forcément aidé à leur intégration. L'image de cette migration *intra-muros* dans la métropole, se remarque avec la presse française *La Gazette des Tribunaux*. Né en 1825, le journal spécialisé dans le compte-rendu de procès, n'échappe pas à la mode du fait divers, fonds de commerce lucratif⁷⁸. À cette époque, sa formule repensée fait partie d'une nouvelle presse qui fabrique de la curiosité en s'adressant à toutes les classes de la société. Comme le constate Georges Vigarello (1998), le quotidien répercute de la sorte une nouvelle topographie criminelle lorsqu'il établit en série, autour de 1840, les crimes de mœurs commis par des ouvriers, entremêlant viols d'adultes et viols d'enfants : « les attentats à la pudeur se renouvellent de façon effrayante » (12/10/1838), ceux surtout d'« ouvriers carriers » (20/05/1833), d'« ouvriers maçons » (06/05/1841), de « garçons fumistes » (20/06/1833), de « charbonniers » (02/04/1842), de « deux hommes à demi ivres sur une ouvrière » ou sur « une jeune fille revenant d'un bal » (20/04/1842). Perçus comme des personnes fausses, des personnes à bannir, ils sont associés à des lieux oubliés du progrès et dépravés. Ils viennent des faubourgs - des bourgs de la ville – et sont perçus comme faux et emplis de faux bourgeois inéduqués tout comme les banlieues renvoient à des gens « bannis du lieu », au moins éloignés à une lieue de la ville, en ces temps. Des titres de presse relatifs à ces quartiers populaires s'enchaînent : des « jeunes

⁷⁷ Déchiffrer les viols dans nos sociétés, relevé d'un chiffre "gris", c'est à dire indénombrable dans la mesure où aujourd'hui encore, nombreuses sont les victimes qui n'osent pas en parler.

⁷⁸ Initialement *La Gazette des tribunaux* était destinée à un public de juristes, qu'elle perd à la fin du 19^{ème} siècle pour s'approprier un lectorat de curieux, avides de sensationnel.

gens du Faubourg Saint-Antoine sur une jeune fille mineure », ou encore « 12 ouvriers imprimeurs du faubourg » incitant *La Gazette* à « appeler toutes les sévérités de la justice » (12/10/1838) pour des actes « renouvelés plusieurs fois, toujours dans les mêmes conditions au Faubourg Saint-Antoine » (01/05/1841)⁷⁹. On constate que le fait divers révélateur des représentations sociales fonctionne avec un mécanisme particulièrement redoutable dans le cas de l'immigration : il révèle un malaise social, mais aussi un rejet, une certaine xénophobie. Le lieu nourrit les stigmates. Pour la presse de ce temps, l'atteinte violente de vols et de violences appartiendrait d'abord au monde des villages et des hameaux. L'argument est même systématisé depuis le 18^{ème} siècle, fixé sur une conviction : « l'incompatibilité entre l'existence de certains crimes et l'existence de la civilisation » et « l'appartenance du meurtre ou du viol à un monde rural fait d'archaïsme opposé à un monde urbain fait de modernité » (Vigarello, 1998 : 131-133). Le progrès se lit à l'aune de l'urbanité : la ville, son développement et ses lumières devraient éloigner la violence et le sordide. Finalement, l'utopie d'une civilisation industrielle et citadine, prête à remédier à tous les maux de la société, se met lentement en place : la civilisation - et le « processus de civilisation » en découlant (Elias, 1973) - devraient effacer crimes et délits. C'est au cœur de ces certitudes, pourtant, que prennent source des questionnements sur la réalité de la violence autant que sur la manière de l'évaluer, la ville et le crime suggérant des inquiétudes jusque-là inconnues.

Effectivement, en parlant d'un « monde des villages et des hameaux », et en le comparant à des « lieux oubliés du progrès », on peut voir, au travers d'analyses de presse, s'opérer un « procès de civilisation » désignant comme « non civilisés » ici, les migrants français ruraux, et, par association simpliste, les opposer à la modernité, en tant que primitifs et ignorants supposés (Saadaoui, 2010). Ces réflexions mènent à s'interroger sur les effets d'une pathologie urbaine. La ville serait plutôt un contre-exemple, un « antre poisseux de corruption, un gouffre de tentations » dont l'entassement aviverait tous les dangers tout comme l'augmentation des crimes et délits signifierait uniquement une croissance des « turpitudes et dépravations urbaines » (Vigarello, 1998 : 136).

Aussi, des travaux de démographie tels ceux de Jean-Claude Chesnais (1981) rejoignent les constatations de l'histoire des représentations susmentionnées. Ils se penchent sur la perception de ces sempiternels nouveaux migrants, qui sont désormais des couples de migrants, des familles regroupées et non pas des hommes seuls arrivant en ville. Si la figure du meurtrier barbare fait encore partie

⁷⁹ Se référer au Code pénal, 1810, article 333. Il est à noter que la loi de 1810 ne donnait pas la définition du viol, mais spécifiait seulement qu'il était passible de travaux forcés. C'est vers la jurisprudence (les décisions des juges) qu'il faut se tourner pour voir comment cette loi était appliquée. Par ailleurs, si *La Gazette des Tribunaux* mentionnait régulièrement la découverte des faits divers, elle évoquait plus rarement, le résultat des poursuites. Aucun commentaire ne s'attarde encore à leur particularité même si le code aggrave la peine, le « châtement » pour leur violence extrême

de l'imaginaire du crime, la presse informe alors sur une menace qui devient plus précise, plus localisée : c'est la peur du migrant voisin qui se substitue à la peur du campagnard, le migrant frontalier – quand bien même citoyen – étant encore plus « étranger » que le Français rural : l'Italien et le Belge en premier lieu.

« Procès de civilisation » du migrant économique frontalier

Jusqu'aujourd'hui, on pourrait voir se répéter dans ces réprobations historiques un lent « procès de civilisation » (Saadaoui, 2010 : 17) qui découlerait des travaux sur les processus de civilisation de Norbert Elias (1973) qui voudrait que la société de mœurs « civilisée », la « société de Cour » se donne le devoir de civiliser les autres classes sociales à son image. Avec ce procès de civilisation, apparaît alors une nouvelle sensibilité urbaine : « cité redoutée, vénérée et haïe où naissent les normes morales et sanitaires du XIXe siècle » (Vigarello, 1998 : 186), comme les normes de comportement confirmant l' « émergence d'une autre France » évoquée par l'historien Yves Lequin (1983 : 193). Les idées reçues sont entérinées, notamment celle selon laquelle les étrangers seraient une charge pour la société et un danger pour la cohésion nationale. Difficile de répondre à ces idées préconçues sur les migrants, sans parler d'un contexte politique favorable ou réticent à l'immigration.

Via un regard plutôt médiatico-politique, les préjugés sur des immigrés en provenance d'Afrique, d'Amérique latine ou d'Europe de l'Est s'accroissent avec de fortes montées d'extrémisme. Si l'on retourne à l'époque de l'Ancien Régime en France explicitée par Georges Vigarello, on s'aperçoit que les compte-rendus de *La Gazette des tribunaux* (27/02/1887) avec la représentation des auteurs de viols ou de viols collectifs commis par des accusés « étrangers » : du « sujet italien, ignoble personnage », des « sujets belges » faits d' « ignorants » ou encore d'« abrutis », habités par des « passions perverses » font régulièrement l'actualité, avec des appellations réductrices. *La Gazette* fabrique ainsi une « culture du crime » ce qui accroît son audience nationale, demeurée longtemps modeste à ses prémisses. L'historien Dominique Kalifa (1995 : 121) renforce ces constations en parlant de la presse de l'époque qui a tendance à plus dévoiler des affrontements violents quand ils sont commis par des étrangers, surtout s'il s'agit de rixes après des beuveries, entre ouvriers, entre Français et Italiens et aussi entre Italiens. Ce genre de stéréotypes semble avoir souvent visé les étrangers qui intègrent les classes sociales défavorisées, assimilées par la presse à des « barbares », des gens non civilisés, à des nouvelles « classes dangereuses ». Comme l'explique l'historien Gérard Noiriel (1988 : 249) à la fin du 19^{ème} siècle, s'il est vrai que les Italiens et les Belges ont été victimes d'une intense xénophobie surtout dans le monde ouvrier, il faut constater par ailleurs que les trois crises économiques modernes françaises (à la fin du 19^{ème} siècle, et au 20^{ème} siècle dans les années 1930 et à partir du milieu des années 1970) ont suscité autant de vagues de xénophobie contre de nouveaux migrants venus travailler. On comprend que la jeunesse

française issue du monde ouvrier effraie et que ce ne sont plus désormais les ruraux ou les étrangers « migrants » des frontières françaises, mais les classes populaires et ouvrières qui tiennent « le rôle de la menace ». Le poids des mots est à prendre en considération dans un discours qui peut déboucher sur des polémiques sensibles comme l'ont illustré les faits divers discutés du 19^{ème} siècle. Un travail d'analyse des formes discursives sur la représentation d'une population sociodémographique particulière est utile pour comprendre l'image des immigrés dits de première génération, puis de seconde génération, dans la presse écrite de la fin du 20^{ème} siècle. Le traitement d'un sujet à polémique et les discours médiatiques qui en découlent sont particulièrement à considérer de manière prudente. C'est précisément le point sur lequel renseigne la chercheuse en Sciences de l'Information et de la Communication, Simone Bonnafous, avec son ouvrage *L'immigration prise aux mots. Les immigrés dans la presse au tournant des années 80* (1991). Cette étude s'est intéressée aux attaques virulentes qui ont été émises à l'égard de populations originaires d'Afrique du Nord dans une partie intitulée « Extrême droite : de la théorisation à l'attaque » (1991 : 48-62). Elle montre notamment à partir d'exemples tirés de la presse comment reportages et enquêtes sur les faits divers peuvent s'organiser autour de récits décrivant l'horreur des crimes et délits commis par des immigrés. Ces derniers sont par ailleurs accusés par la presse d'extrême droite des années 50, *Minute*, d'être les violeurs de « nos » femmes. Pour exemple, le titre du reportage du 5 au 11 octobre 1977 : « Victime de quinze voyous, Brigitte est mutilée à jamais et pourtant... les VIOLEURS arabes sont EN LIBERTÉ ».

Stigmates des générations dites de l'immigration

A la fin du 20^{ème} siècle et au début du 21^{ème} siècle, l'histoire se répète encore et cette fois-ci pour la génération d'enfants nés en France, socio-politiquement appelée "seconde génération de l'immigration". Les stigmates se pérennisent et se renouvellent toujours avec les crimes les plus abjects – tels le viol commis en réunion qui sera désormais appelé par la sphère médiatico-politique "tournantes" : on tournerait une femme, comme une activité ludique pornographique, comme dans un « *gang bang* ». Encore une fois, il s'agit d'un processus d'exploitation du « faits divers qui fait diversion » sur les malaises économiques du pays comme l'interroge en temps de délocalisations industrielles de masse, la thèse en Sciences de l'Information et de la Communication de 2010 « Traitements et interventions médiatiques autour des "tournantes" : du fait du divers à la question de l'immigration ? » (Saadaoui, 2010). Ce, dans un contexte où d'autres discours interfèrent, où les thèmes de la montée de l'insécurité et de la xénophobie sont prégnants au sein des débats qui accompagnent les campagnes électorales présidentielles de 2002. Le fait divers ciblé envers une population apparaît comme un élément supplémentaire déclencheur de « paniques morales » nationales — comme l'évoquait déjà pour les migrations françaises du 19^{ème} siècle Gustave Lebon dans l'ouvrage pertinemment intitulé *Psychologies des foules* (1895). Le

manque d'éducation et de repères de ladite première génération de l'immigration a souvent été un fer de lance pour expliquer les délits ou crimes commis en périphérie de la ville engendrant des peurs et psychoses. Nombreux sont les traitements médiatiques s'intéressant aux « enfants de l'immigration en déshérence » (*Le Figaro*, 05/11/2002).

En 2002, durant l'année où la presse a le plus discuté de viols commis en réunion en tant que « tournantes », sur France 2 à une heure de grande écoute, ce sont *100 minutes pour convaincre* qui sont attribuées à des personnalités politiques, invitées à réfléchir sur le climat social français, non pas en relation avec les préoccupations socio-économiques prioritaires des Français, mais en relation avec le thème de l'insécurité⁸⁰. Aussi, le ministre de l'Intérieur en fonction, Nicolas Sarkozy, annonçait-il une volonté de politique de fermeté face aux « barbares » : « Quand, à dix, ils se mettent dans des tournantes, j'appelle ça des barbares qui commettent un crime. Il est temps d'employer le bon vocabulaire » dit-il sur le plateau de télévision. Dans cette optique, est-ce alors si surprenant de voir s'afficher sans précautions aucunes sur le site Internet du parti d'extrême droite Mouvement National Républicain, cette définition de la tournante :

« Tournante : viol collectif d'ordre "initiatique", caractéristique des banlieues et des cités soumises à la loi des bandes ethniques [...] ? Bien que difficile à évaluer en raison du silence des victimes qui craignent des représailles, le nombre de ces crimes odieux, qui frappent surtout des mineurs, serait selon tous les spécialistes, en hausse constante ».

Nombreux sont les partis extrémistes et xénophobes qui vont s'approprier les discours sur les « tournantes » pour pointer des problèmes de civilisation parmi les auteurs de viols collectifs. D'autres sites Internet ouvertement islamophobes ne tarderont pas à faire le lien entre viols collectifs, immigration et religion, les mêmes causes produisant les mêmes effets. Pour en arriver à la présence de tels propos sur la toile, il est intéressant d'observer le glissement de sens opéré du fait divers via le fait de société par le discours informatif.

Encore une fois, sont moins médiatisées des informations touchant à « l'image de la France d'en haut ». Le procès relatif aux CRS parisiens écroués pour viol en réunion sur des prostituées étrangères (*Le Figaro* et *Le Monde*, 13/12/2003) ou encore celles de policiers lillois écroués pour viol en réunion (*Le Figaro*, 28/05/2002) sont plus occultés. Un procès d'excès de pouvoir est un tant soit peu médiatisé, à la suite d'un compte-rendu d'audience de quatre policiers en fonction à Albi, relatant les Assises évitées pour quatre gardiens de la paix, présumés auteurs de viols. La journaliste Françoise-Marie Santucci pour *Libération* (03/07/2002) racontait le drame de la victime, Laetitia, une jeune mère de 19 ans

⁸⁰ Jean-Marie Le Pen, Élisabeth Guigou et Jean-Guy Talamoni à cette occasion discutaient des valeurs de tolérance de la République sur la question de l'immigration (09/12/2002).

et la peine infligée aux auteurs : un simple sursis requis pour plusieurs viols commis entre décembre 1999 et janvier 2001. Un autre journaliste Stéphane Thepot (*Le Monde* du 04/07/2002) relate encore un propos de Maître Gaubert, avocat général, non sans interpeller de par la comparaison : « Ce n'était pas une "tournante" comme dans les cités, mais une "farandole" », affirme M. Gaubert, qui demande la confirmation des peines prononcées ». Si à travers ces compte-rendus d'audiences, les protagonistes diffèrent de ceux ciblés dans le traitement des tournantes, on remarque dans cette « affaire de farandole » un schéma de défense pour les auteurs présumés, qui est le même pour la plupart des présumés auteurs se défendant en arguant de l'argument du consentement de la victime, de l'absence de perception de la gravité des actes.

Outre frontières, toujours en pleine crise économique de délocalisation industrielle, les représentations de l'immigration s'équivalent, avec encore une fois, une image salie de leur descendance. Si l'on se penche sur les presses francophones frontalières, belges ou suisses, le fils de l'immigré apparaît tout aussi dangereux. En Belgique, pour le quotidien *Le Soir*, la faute est imputable à l'autre, à l'étranger, souvent à l'« Africain ». En témoigne, pour exemple l'article intitulé : « Justice - Arriéré judiciaire. Tribunaux paralysés faute de policiers (*Le Soir* du 18/05/05) » :

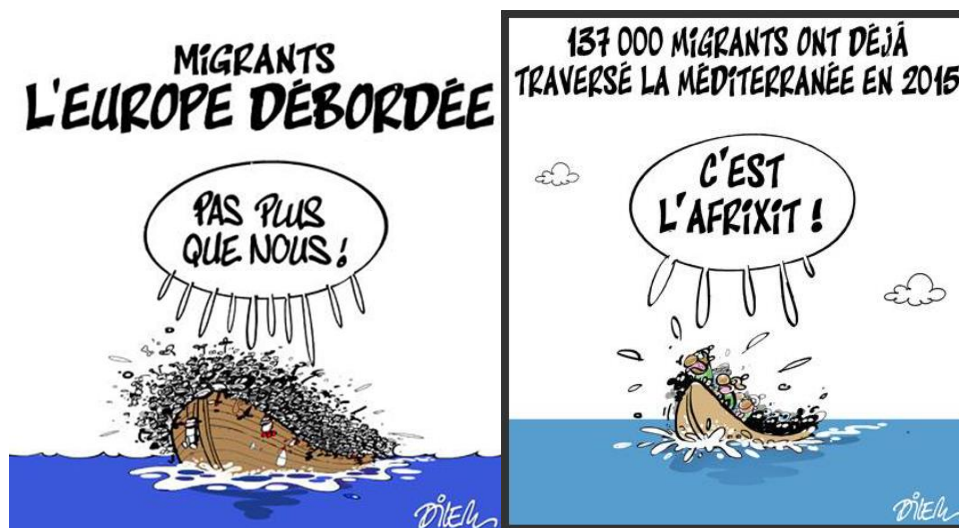
« Du côté de la 54^e chambre correctionnelle, en vue de donner la priorité qui s'impose à une grosse affaire de viol collectif, imputé à une bande de jeunes africains, la MAF (pour Mafia africaine), peu d'affaires avaient été fixées ».

Sabine Pirolt pour la presse suisse *L'hebdo* (23/11/2007, pp. 76-82) consacrera un dossier consacré aux « tournantes de Suisse » intitulé : « Viols collectifs : demain, votre fille ? » Dans cet écrit, le traitement médiatique des viols commis par des étrangers en Suisse se rapproche d'articles de quotidiens de France ou encore de Belgique, à la différence près que les populations immigrées ou enfants d'immigrés visés sont souvent des étrangers des Balkans. Le traitement médiatique en Suisse et en Belgique, pour une partie de la seule presse francophone, révèle qu'il n'y a pas de frontières idéologiques pour le fait que la culture du pays d'origine puisse être stigmatisée dans le pays d'accueil. Le relai médiatique du viol s'impose encore une fois, sous l'angle de l'immigration, non seulement pour les immigrants mais aussi pour leur descendance, quand bien même ayant évoluées dans des valeurs d'égalité et de fraternité. En ce sens, le traitement médiatique des viols commis en réunion, dénommés « tournantes » au début du 21^{ème} siècle révèle un processus d'intégration difficile des migrants dans l'histoire de la société française plutôt qu'un phénomène d'exclusion spécifique au temps présent.

Prémises de la caricature du « migrant méditerranéen » ?

Que ce soit par le biais de l'image (cinéma, télévisions, illustrations de presse) ou du texte (articles, reportages, dossiers), on voit que les grands titres des presses

quotidiennes nationales et régionales, des hebdomadaires alimentent généreusement, jusqu'à son paroxysme le phénomène de « panique morale ». Ce qui montre que des représentations sombres de l'immigration attribuée à une population particulière est un sujet important à étudier aujourd'hui encore. Si l'on prend l'exemple des médiatisées traversées des migrants venant d'Afrique pour rejoindre l'Europe par la méditerranée, les traitements journalistiques ont contribué à un climat de panique déjà durant les flux de circulation : du pathos, des discours plaignant le sort des « migrants » mais aussi des projections socio-économiques menaçantes pour le pays d'accueil. En termes de caricatures sur les crises des traversées des migrants dans le bassin méditerranéen, nombreuses ont été les parutions établies par Dilem, dessinateur de presse algérien⁸¹ dont l'humour se lit dans la caricature entre cynisme, raillerie, ironie, sarcasme ou encore burlesque. Sous le titre « Migrants – L'Europe débordée » (Figure 1) répondent en chœur, les passagers dans une embarcation fortuite fortement remplie, « Pas plus que nous » (*Liberté*, 01/09/2015). Un autre dessin, montre de nouveau une embarcation remplie en mer, avec en titre « 137 000 migrants ont déjà traversé la méditerranée en 2015 » (figure 2), et le mot des passagers : « c'est l'Afrixit ! » (TV5 Monde, 03/07/2015). Cela renvoie aux préoccupations financières du Brexit comparées à celles de citoyens d'Afrique – du Nord au Sud. Nombres de caricatures politiques dénoncent en temps de révolution industrielle digitale, les conditions de vie des Africains quittant le continent vers un mieux-être économique telle politiquement parlant, le Royaume-Uni.



Outre la traversée des migrants, ce sont aussi les arrivées qui sont caricaturées. Pour exemple celle où l'on voit arriver une embarcation pleine sur une plage où un

⁸¹ Ali Dilem publie ses caricatures dans le quotidien algérien *Liberté*, dans l'émission de télévision Kiosque de TV5 Monde sur la chaîne francophone TV5, et dans l'hebdomadaire français *Charlie Hebdo*.

gendarme français plante un panneau « STOP ». Et un passager de répondre : « ...Et comment vous aller faire pour gagner la prochaine coupe du monde ? » (figure 3 – *Liberté*, 19/07/2018). Cette image dénonce une inhumanité face à une immigration économiquement choisie plutôt qu'une aide humanitaire ignorée.



En ce qui concerne les arrivées d'Afrique, on peut voir deux hommes dans les eaux de mer en train de lever les bras et l'un crier « au secours ». Face à eux, un homme de la Croix Rouge avec une bouée à son bras, leur répondant « Désolé !... Je ne reconnais pas l'accent syrien ! » (Figure 4, *Liberté*, 12/09/2015), supposant ainsi que la France ne semble que concernée par les Demandeurs de protection internationale que sont les Syriens expatriés. En ce sens, c'est l'hypocrisie de l'Europe et subséquemment des ONG qui financent des dispositifs plus politiques, qu'humanitaires qui est dépeinte. Dispositifs intéressés encore, comme l'illustrent encore les rixes européennes sur l'intérêt des opérations, face au nombre croissant de morts et disparus en mer entre 2011 et 2015. En 2013, le gouvernement italien et sa marine militaire, initient *Mare Nostrum*, opérations de sauvetage en mer face mais cette mesure sera supplantée fin 2014, par *Triton*, une opération européenne sécuritaire – et non humanitaire – consistant à dissuader les citoyens en partance d'Afrique. Cette volonté de rejet s'est notamment soldée par des aides financières et des formations, hors de l'Espace Schengen, auprès de pays déstabilisés telle la Lybie⁸². Quand bien même l'immigration semble légale avec des flux d'immigration, elles ne semblent toujours pas bienvenues avec des arguments qui pousseraient à diriger une famille de migrants typée d'Afrique du Nord, dans une Europe des

⁸² Par ailleurs, l'opération italienne *Mare nostrum* disposait de moyens plus conséquents contre moins d'un tiers pour Triton. Des objectifs et un budget qui ne sont pas sans conséquence en termes de moyens humains. L'opération Triton, gérée par l'agence Frontex avec le concours de 18 états de l'espace Schengen qui fournissent des moyens techniques et humains. L'objectif des deux opérations diffère cependant. *Mare nostrum* était clairement affichée comme une mission de sauvetage des migrants en détresse. Ainsi, la zone de patrouille de la marine militaire italienne pouvait s'éloigner de ses côtes pour aller chercher les bateaux de migrants à la dérive dont une large majorité était dans une zone située proche des côtes libyennes. Alors que Triton relève avant tout de la protection des frontières de l'Union européenne. C'est pourquoi la zone de patrouille de Frontex se cantonne aux eaux territoriales italiennes loin de la majorité des naufrages.

Balkans plutôt que dans une autre Europe, implicitement, une « Europe des Six »⁸³. Ainsi ces pays que sont la Bulgarie, la Croatie, la Grèce, la Roumanie et la Slovénie, désormais membres de l'Union européenne semblent tout autant être dépréciés et rejetés, telles que présentés (figure 5). En somme, une Europe de seconde zone, moins chère et plus accessible, comme des places de football pour des équipes nationales, vendues au noir devant des entrées de stade (TV5, 26/10/2015). Une caricature remarquée de Dilem s'intitule « Regroupement familial en Méditerranée » (figure 6, *Liberté*, 19/04/2015). On y distingue une maman et trois enfants, rejoindre au tréfonds de la mer, le papa noyé, allongé sur le ventre au milieu d'une faune et d'une flore vivantes, poissons, coquillage, étoile de mer, algues... La bulle du poisson « ?! » peut traduire une forme de questionnement candide, sur ces arrivées improbables dans leur environnement.



Le dessin a été repris sur la page Facebook de la LICRA⁸⁴, entraînant ainsi de nombreux messages désobligeants, ce qui l'a contrainte à retirer le dessin. Pour l'hebdomadaire français *Courrier de l'Atlas*, le journaliste Nadir Dendoune s'est particulièrement intéressé en 2015, à cette caricature et à ses retours. Pour le journaliste, via le média social, de nombreux internautes se sont indignés « d'une liberté d'expression à géométrie variable régulièrement pointée du doigt ». Il cite notamment Sadia, un Sénégalais installé à Paris qui témoigne de cette charge de « deux poids deux mesures » qu'il ressent : « On peut rire de tout mais pas avec tout le monde mais le problème est que tout le monde rit de nous ». Le journaliste

⁸³ L'expression Europe des Six désigne l'ensemble des États fondateurs de l'Union européenne, de 1951 à 1973 soit l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas.

⁸⁴ La Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme, initialement nommée LICA pour Ligue internationale contre l'antisémitisme est une association née en 1928 pour combattre l'antisémitisme.

cite encore, entre autres témoignages sur les injustices du monde vu par le dessin de presse, Fatou, une Marseillaise :

« En 2015 on dessine encore les Noirs avec de grosses bouches rouges tel Tintin au Congo, c'est pathétique. Mais je ne pense pas que ce soit pour se moquer des migrants mais plutôt pour dénoncer ce qui se passe. Je ne pense pas que l'humour soit dirigé contre les Noirs. Mais, ils dénoncent plutôt les passeurs : ces vendeurs de morts. Ils dénoncent l'inertie de la communauté européenne et internationale. Bien sûr, c'est peut-être choquant mais c'est ce que je vois quand je regarde ce dessin ».

Cette représentation de Dilem apparaît sans doute aujourd'hui comme l'une des plus illustres dénonciations de ce qu'il se passe en Méditerranée ; comme une sonnette d'alarme pour « mettre en maux » une réalité plus qu'une fiction sur le quotidien de ce que l'on appelle dans le monde arabe les « *harragas* », des « brûleurs » – en ce sens brûleurs de frontières. Ahmed Ould Djemri Saadaoui, président de l'Amicale des Algériens en Europe à Nancy⁸⁵ faisant partie de la dite première génération de l'immigration économique française dans les années 50 témoigne de la perception des migrants dans l'actualité de ces crises du Bassin méditerranéen. Pour ses pairs, l'immigration était choisie et désirée par les pays nécessitant une immigration de travail. Cette *génération sacrifiée* dont traite le sociologue Abdelmalek Sayad (1999) a participé de surcroît, à l'économie de son pays depuis l'étranger. En somme, avec la même volonté que lesdits migrants contemporains, qui sont eux considérés comme des rejetés, indésirables mais participant pourtant à une économie transversale des deux côtes de la méditerranée. Pour lui, cette image de *harragas* traversant la mer parle beaucoup des sociétés d'où ils proviennent :

Il faut remarquer la contribution des *harragas* à la prise de conscience d'un mal être dans des pays, pourtant riches de ressources et riches d'une jeunesse motivée. Ces départs sont une fracture douloureuse pour la famille, mais aussi pour la patrie avec une fuite, un désarroi d'une jeunesse rêvant d'une société optimisée par leurs compétences. Elle n'en rêve plus devant une corruption que les gouvernements rendent "légale", une oligarchie toute puissante, qui méprise son peuple en lui donnant des miettes... Des gouvernements encore plus gavés par des politiques et multinationales profitant des peuples et richesses africaines. Les départs des *harragas* montrent l'urgence à revoir les systèmes dits démocratiques.

⁸⁵ Entretien réalisé à l'Amicale des Algériens en Europe de Nancy, le 26 mai 2019.

Le politologue Cherif Dris, dans un article traitant des « Nouvelles figures de l'immigration. En France et en Méditerranée » (2008) interrogeait justement la place de la question migratoire dans les rapports euro-méditerranéens en mettant l'accent sur les paradoxes de la politique de l'UE en matière d'immigration. Désormais, l'intensification de la lutte contre l'immigration clandestine vire à l'obsession sécuritaire d'un côté ; détournement de la matière grise des pays du Sud de l'autre. Qu'il s'agisse d'immigration dite « choisie », « non subie » ou « concertée », le risque est le même : le maintien de ces pays dans une situation de dépendance et de sous-développement permanents. Au final, autour du bassin méditerranéen, les interventions médiatiques sur l'immigration ont fait beaucoup de vagues et le thème a été repris au niveau international. D'autres pays ont utilisé le fait divers et ont aussi connu des dérives médiatiques. Dès lors, il semble judicieux de relire l'historien Gérard Noiriel déjà en 1988 :

« De tous les vieux pays d'immigration, la France est celui où les flux d'immigration ont toujours été le plus étroitement dépendants de l'état de marché au travail. C'est pourquoi, il y a ici un lien plus fort qu'ailleurs entre crise économique et xénophobie. En effet, dans les sociétés démocratiques, le rôle essentiel des porte-paroles est de nommer la crise, de désigner des responsables, de proposer des solutions. Chaque société nationale, compte tenu de ses traditions politiques propres, dispose d'un "stock" de formules stéréotypées, d'explications toutes faites, de boucs émissaires tout trouvés, qui sont mobilisés pour satisfaire les électeurs et que l'on retrouve dans la presse politique. »

Pour Vincent Geisser, politologue dont les travaux se centrent dans la même période que ceux de Simone Bonnafous précédemment cités, ce type de représentations par la presse dans les années 90 sont des symptômes d'ethnicisation de boucs émissaires choisis pour des fins politiques nationalistes. Une trentaine d'années plus tard, à l'issue des élections européennes de 2019, ce sont soixante-treize eurodéputés d'extrême droite, menés par le Rassemblement national et la Ligue italienne qui ont annoncé la création du groupe parlementaire "Identité et démocratie (ID). Les chercheurs du réseau MiMed (Migrations en Méditerranée) d'Aix en Provence, Virginie Baby-Collin, Sophie Bouffier et Stéphane Murlane ont pour objectif de croiser les disciplines de l'histoire, de l'archéologie, de la sociologie, de la géographie, des sciences politiques, etc. Leurs travaux rejoignent les conclusions de chercheurs pluridisciplinaires suscites, des sciences de l'Information et de la Communication, de l'Histoire, de la sociologie ou encore de la démographie : cela n'a pas de sens au regard de l'histoire de s'imaginer qu'on peut fermer les frontières et vivre entre soi. La vision du monde d'un chacun chez soi n'est certes pas nouvelle. Les discours de rejet se répètent au fil de l'histoire. Seules les populations changent quand chaque nouvelle génération de migrants est sempiternellement accusée de tous les vices. La répétition dans l'histoire de ces discours s'appuie sur l'idée que les migrants représentent une menace. Ils sont

perçus comme des ennemis sur le plan politique, comme une source de troubles pour la société, comme une concurrence déloyale sur le marché du travail ou encore comme facteurs de dégénérescence culturelle. Les chercheurs du MiMed axent encore leurs travaux sur les migrations comme initiateurs de synergies menant à la création d'autres cultures enrichissantes à la fois pour les locaux et les migrants. Cela rejoint encore la réalité socio-démographique voulant qu'en plus de l'intégration de personnes à des cultures différentes de la leur, il y a aussi la construction de nouvelles identités profitables à tout un chacun. Et indubitablement, les exemples observés en Méditerranée ne sont qu'un concentré de ce qui se passe ailleurs dans le monde.

Conclusion

Si on remonte dans le temps, on voit que les migrations ont toujours apporté des richesses inégalables avec des échanges de cultures et de connaissances diverses. Le rejet du résident fixe, qu'elle que soit son origine ou son héritage géographique prévaut sur l'acceptation de sa quête d'un bien être. Une réflexion sur le rôle, la déontologie et l'éthique des médias comme miroir de certains discours est à approfondir : malgré une représentation très différente de la réalité du terrain, il peut s'opérer une véritable distorsion de réalité qui traduit le fonctionnement du paysage politico-médiatique. Comment interpellent encore l'historien Yvan Gastaut et le médiateur social Bruno Quemada dans l'ouvrage *Migrations : quand les préjugés s'en mêlent* (2007), trop de préjugés à travers l'histoire entraînent le rejet, la mise à l'écart via des images véhiculées par le cinéma, la presse, des lobbys extrémistes... Dans ce contexte, incontestablement, à quoi sert et quelle force a le droit ? Comment lutter efficacement contre les stigmates ? Aussi, pour mieux comprendre notre présent et la complexité de certains phénomènes que l'on pense uniques alors qu'ils se répètent de manière accablante, il est nécessaire de regarder vers le passé pour préconiser un retour sur la liberté de circulation.

Bibliographie

Livres

- Bonnafous S. (1991). *L'immigration prise aux mots : les immigrés dans la presse au tournant des années 80*. Paris, France. Éditions Kimé.
- Chesnais J.-C. (1981). *Histoire de la violence en Occident de 1800 à nos jours*. Paris, France : R. Laffont.
- Elias N. (1973). *La civilisation des mœurs*. Paris, France : Calmann-Lévy.
- Kalifa D. (1995). *L'encre et le sang. Récits de crimes et société à la Belle Époque*. Paris, France : Fayard.
- Lebon G. (1895). *Psychologie des foules*. Paris, France. Édition Félix Alcan, 9e édition, 1905.
- Lequin Y. (1983). *Les villes et l'industrie. L'émergence d'une autre France*. Paris, France : Armand Colin.
- Sayad A. (1999). *La Double Absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*. Paris, France : Le Seuil, coll. "Liber".

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Noiriel G. (1988). *Le creuset français. Histoire de l'immigration, XIX^e-XX^e siècle*. Paris, France : Le Seuil.

Vigarello G. (1998). *Histoire du viol XVI^e- XX^e siècle*. Paris, Le seuil.

Contributions de livres

Saadaoui, L. (2009). « Perceptions psycho-sociologiques de l'immigration dans le traitement médiatique du fait divers "tournantes" ». Dans A. Cherqui & P. Hamman (dirs), *Production et revendications d'identités, Éléments d'analyse sociologique* (p. 117-131). Paris, France : L'Harmattan coll. Logiques sociales.

Sayad A., (1997). « L'immigration et la "pensée d'État". Réflexions sur la double peine ». Dans S. Palidda (dir.), *La construction sociale de la déviance et de la criminalité parmi les immigrés en Europe* (p.11-29). Luxembourg, Conseil de l'Europe, COST Migrations.

Articles et publications scientifiques

Dris C. (2008). La question migratoire dans les relations euro-méditerranéennes : entre intégration et obsession sécuritaire. *Hommes et migrations*, 1266, (3), 126-139.

Gastaut Y., Quemada B. (2007). Migrations : quand les préjugés s'en mêlent. *Migrations société*, 19, (109), 27-206.

Articles électroniques

Dendoune, N. (2015) « Immigration. Une caricature de Dilem sur les naufragés provoque la colère des internautes », *Le Courrier de l'Atlas*, 25 avril 2015.

Repéré à <https://www.lecourrierdelatlas.com/immigration-une-caricature-de-dilem-sur-les-naufages-provoque-la-colere-des-internautes--2933>

Bouffier S., Baby-Collin V. et Murlane S., video de vulgarisation par Mister Geopolitix pour *EchoSciences Provence-Alpes-Côte d'Azur*, 13 mai 2019.

Repéré à <https://orem.hypotheses.org/426>

Mémoires et thèses

Geisser V., *Ethnicité et politique dans la France des années 1990 : étude sur les élites politiques issues des migrations maghrébines* (Thèse de doctorat). Université Aix-Marseille 3.

Saadaoui, L. (2010). *Traitements et interventions médiatiques autour des "tournantes" en France : du fait divers à la question de l'immigration ?* (Thèse de doctorat). Ecole doctorale Perspectives Interculturelles : Ecrits, Médias, Espaces, Sociétés (PIEMES), Metz-Nancy, en partenariat avec Centre de Recherche sur les Médiations, Metz, France.

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Pratiques communicationnelles des immigrants Ibo au Togo à l'ère du numérique.

Communicational practices of Ibo immigrants in Togo in the digital era.

Napo Mouncaïla GNANE

Université de Lomé, Togo

Résumé

Les TIC, notamment le téléphone portable et internet du fait de leur démocratisation, ont modifié, voire bouleversé nos pratiques quotidiennes ces vingt dernières années. Ces outils ont ainsi induit de nouvelles pratiques communicationnelles chez les migrants, suscitant ainsi des réflexions et recherches mettant en rapport les TIC et les phénomènes migratoires. C'est dans cette logique que cet article met en lumière les pratiques communicationnelles des immigrants ibo à Lomé à l'ère du numérique. Il relève leurs pratiques communicationnelles en rapport avec leurs besoins d'intégration dans le pays d'accueil et de maintien des liens avec le pays d'origine tout en relevant l'influence de ces pratiques sur les candidatures à l'immigration ; ce, à partir d'une approche documentaire et des entretiens avec ces migrants à travers la ville de Lomé.

Mots clés : Communication, Ibo, Immigration, Lomé, TIC.

Abstract

ICTs, especially mobile phones and the Internet owing to their democratization, have changed and turned our daily activities upside down over the last 20 years. These tools have thus induced new communicative practices among migrants, therefore, prompting reflections and research relating ICTs and migratory phenomena. It is in this logic that this article highlights the communicational practices of Ibo immigrants in Lomé in the digital era. It identifies their communicational practices in relation to their needs for integration in the host country and for maintaining links with the country of origin while shedding light on the influence of these practices on applications for immigration; from a documentary approach and interviews with these migrants throughout the city of Lome.

Keywords : Communication, Ibo, Immigration, Lomé, ICT

Introduction

Même si l'histoire humaine a toujours été marquée par de nombreux mouvements et déplacements d'un espace géographique à l'autre d'individus ou groupes d'individus pour des raisons sécuritaires, climatiques, économiques, politiques, sociales ou encore démographiques, ces dernières années, l'immigration internationale, notamment celles des Africains en direction des pays européens et l'ensemble des problématiques qu'elle soulève semble devenir un fait marquant de ce siècle. À ce titre, et en raison des derniers développements des événements qui lui sont liés, elle focalise l'attention des politiques, des organisations internationales, des médias et des chercheurs. Cette focalisation sur des événements de Ceuta et Melilla, des naufrages de pirogues et les nombreuses disparitions qu'ils entraînent, les trafics humains dont sont objet des candidats africains à l'immigration ou encore les exigences de l'Europe négociant avec les pays d'origine ou dits de transit en vue de la réadmission des immigrés clandestins semble occulter l'importance et les problématiques liées à l'immigration entre les différents pays sur le continent africain, (Daum et Dougnon, 2009).

En effet, contrairement à certaines idées reçues et à l'importance accordée à l'immigration du Sud vers le Nord dans l'actualité médiatique et dans les débats politiques, l'Afrique accueille la plus grande partie⁸⁶ du flux de l'immigration africaine, qui est avant tout interne. Les politiques d'ouverture et de libre circulation des citoyens adoptées par de nombreux pays et les États membres des communautés telles que la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) ont encouragé et intensifié de nouveau des flux migratoires assez remarquables entamés durant la période postindépendance sur le continent (GDS, 2007⁸⁷ ; Maroc Diplomatique, 2018⁸⁸).

L'Afrique de l'Ouest est un territoire de très fortes mobilités, animé par des migrations internes et des migrations internationales qui ont une longue histoire et sont souvent étroitement liées. C'est aussi la première région d'accueil des migrations en Afrique (GDS, 2007)⁸⁹. L'on retrouve ainsi au Togo diverses communautés ethniques étrangères. Au rang de celles-ci, comme le souligne également Ouro Bitasse (2015), l'on note depuis quelques décennies, une présence assez remarquable des immigrants Ibo, surtout dans la ville de Lomé la capitale.

⁸⁶ Selon l'Institut National des Études démographiques (établissement public français), en 2017, la majorité des migrants internationaux africains, soit 53% vivent dans un pays situé dans leur région de naissance. <http://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/memos-demo/focus/les-migrations-dans-le-monde> . Consulté le 11 février 2019.

⁸⁷ http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/12_dossierGDS40.pdf Consulté le 10 octobre 2018.

⁸⁸ <http://maroc-diplomatique.net/immigration-interafricaine-entre-mefiance-et-xenophobie/> consulté le 29 septembre 2018.

⁸⁹ Idem 3

Ces immigrants Ibo, comme c'est le cas d'ailleurs de tous les immigrants, sont amenés à développer des stratégies de coopération et d'intégration dans leurs milieux d'accueil tout en cherchant à maintenir les liens avec leur pays d'origine. Or, comme le soulignent plusieurs analystes (Stebig et Deverin, 2008 ; Rigoni, 2010), les outils d'information offrent aujourd'hui, et surtout avec le web 2.0 avec ses modalités simples, démocratiques et ouvertes, au migrant la possibilité de s'approprier le réseau social dans lequel il s'inscrit, et d'en tirer avantage pour son intégration dans le pays d'accueil. Ils favorisent aussi des liens réguliers de celui-ci avec le pays d'origine.

Partant, notre analyse se propose d'étudier les pratiques communicationnelles des ibo de Lomé dans leur coopération avec les autres immigrants et dans les rapports qu'ils entretiennent avec leur pays d'origine à l'heure du foisonnement des outils numériques de communication. Elle se veut également un cadre d'étude des influences de l'usage de ces outils numériques de l'information et de la communication sur les projets d'immigration des Ibo restés au Pays.

Il s'agit donc pour nous, de prendre part et d'enrichir les débats et réflexions en cours en lien avec l'usage des outils numériques de communication dans un contexte migratoire africain.

Pour ce faire, l'analyse après spécification du corpus méthodologique et théorique se focalise dans un premier temps sur les immigrants Ibo à Lomé avant de mettre à jour en deuxième lieu leurs pratiques communicationnelles en lien avec les TIC. Pour finir, une troisième partie analyse les influences de ces pratiques communicationnelles sur les projets d'immigration des Ibo restés au Pays.

1- Corpus méthodologique

La démarche méthodologique utilisée dans la présente analyse est de type qualitatif. Pour rendre compte de la façon dont les immigrants utilisent les nouveaux outils numériques de l'information et de la communication nous nous sommes appuyés sur des données de terrain. En effet cette approche à travers les entretiens individuels a fourni des données empiriques collectées auprès des immigrants Ibo dans la ville de Lomé. Un total de 25 immigrants Ibo des deux sexes issus de différentes catégories socioprofessionnelles repartis dans les différents quartiers de Lomé ont été interviewés à partir d'un guide d'entretien semi-directif. Ces données qualitatives ont fait l'objet d'une analyse du contenu et sont utilisées sous forme de verbatim pour soutenir et mieux comprendre l'objet de notre analyse.

Pour appuyer l'approche qualitative, cette recherche a été également abordée sous le prisme de plusieurs orientations théoriques sous-tendant d'importants travaux antérieurs. Le sujet ici convoqué a déjà fait l'objet de nombreuses recherches se

rapportant à divers domaines de la connaissance dont la sociologie. Nous nous sommes en particulier appuyés sur des travaux qui interrogent les technologies de l'information et de la communication dans leur dimension humaine et dans un contexte d'immigration. Ainsi les travaux qui mettent en relief les impacts des TIC dans les processus migratoires ainsi que sur les pratiques quotidiennes des migrants (Diminescu, 2005 ; Parham, 2004 ; Van Den Bos et Nell, 2006) constituent les cadres de référence de cette recherche. Les travaux en rapport avec les usages des TIC par les migrants pour tisser et entretenir des réseaux relationnels dans les pays d'accueil et d'origine (Appadurai, 1996 ; Seymen, 2017 ; Castells, 2002 ; Proulx, 2008 ; Licoppe, 2002 ; Diminescu, 2002, 2005) ont également orienté et enrichi cette analyse.

2- La communauté Ibo de Lomé

Il nous semble utile, avant d'aborder la question des pratiques communicationnelles des Ibo à Lomé, de faire un détour pour situer le contexte de leur présence au Togo. Les migrants africains ou d'ailleurs, qui ont pour destination le Togo viennent pour des raisons diverses. Il s'agit entre autre de la recherche d'une qualification professionnelle, la poursuite des études, la recherche d'un emploi, pour des raisons commerciales, soit fuyant des zones d'instabilité. Ils viennent en général à la recherche d'une vie meilleure. Au rang de ces étrangers dont la majorité vient du Ghana (38% des migrants internationaux) et du Benin (23% des migrants internationaux), figure la communauté Ibo qui représente 9% des migrants internationaux selon les données datant de 2010 de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques (INSEED⁹⁰)

Leur aire géographique d'origine se situe, en particulier, dans le sud du Nigeria, anciennement le Biafra, et dans des parties du sud-ouest du Nigeria, principalement dans les régions du delta du fleuve Niger : Delta State (*Agbar*) et Rivers State (*Port Harcourt*) d'après Tijani (2006, Cité par Ouro Bitasse, 2015). Leur présence au Togo date des années 1970 surtout à partir de la guerre de Biafra (1967-1970). Mais relevons aussi avec Ugochukwu (2016) que la récession qui a frappé le pays dans les années 1980 et les restrictions imposées à l'immigration par les pays occidentaux ont poussé de nombreux Nigériens, qui jusque-là immigraient plutôt vers l'Europe et les États-Unis pour des raisons historiques, à explorer le reste du continent africain. Depuis lors cette communauté dont environ 30% résident à Lomé (INSEED⁹¹) constitue une composante assez remarquable et très dynamique dans le secteur du commerce (notamment la friperie et la vente des pièces de rechange d'autos et de motos) et ce dans presque toutes les grandes villes du Togo.

⁹⁰ www.inseed.tg.php/thematique/statistiques-demographiques Consulté le 9 février 2019.

⁹¹ Idem 5

3- Pratiques communicationnelles des Ibo de Lomé

Les TIC notamment le téléphone (smartphone) portable et l'accès à internet mobile sont omniprésents dans le quotidien des africains. Au Togo, Ces outils de communication sont relativement accessibles⁹². Cette démocratisation du téléphone portable et de l'accès à internet mobile associé à leur relative facilité d'utilisation (avec un aspect oral), ont accentué leurs usages par les Loméens comme c'est le cas aussi chez les immigrants. C'est ce que reconnaît aussi Gualtierie (2014) en soutenant que la baisse des coûts et l'extension du réseau mobile a fait du portable un outil indispensable à la vie des migrants. Avec l'avènement des TIC au Togo autour des années 2000, quelques immigrants Ibo à Lomé utilisaient le courrier électronique (e-mail), l'application Skype ou procédaient par des appels téléphoniques pour satisfaire leurs besoins de communication. Mais ces dernières années, l'utilisation qu'en font les immigrants est beaucoup plus orientée vers les appels téléphoniques, les SMS, Facebook et surtout WhatsApp. Cette utilisation semble être généralisée chez ces immigrants quel que soit le profil socioprofessionnel. Comme le témoigne cet immigrant de la vingtaine :

« On communique de plus en plus via Facebook et WhatsApp et rarement par les appels téléphoniques et SMS. Internet et les smartphones nous facilitent la vie ».

Par ailleurs, si ces usages du téléphone portable se révèlent « normaux » ou même « banals » pour les uns, ils constituent pour les immigrants Ibo des pratiques stratégiques en raison de leur statut et de leurs besoins : celui d'être présent et de s'intégrer au pays d'accueil tout en gardant un lien avec le pays de provenance. Même si de nombreuses études ont vu dans la position du migrant une situation de rupture physique, politique, économique et sociale avec sa population et son pays d'origine (Sayad, 1999), cette vision des phénomènes migratoires définie par une série de ruptures entre l'homme et son milieu semble aujourd'hui remise en cause. Cette question est de plus en plus analysée en faisant de l'existence du migrant une double réalité influencée par ses rapports avec son pays d'accueil et les liens qu'il entretient grâce aujourd'hui aux TIC avec son pays d'origine (Proulx, 2008 ; Licoppe, 2002, Diminescu, 2005). C'est dans cette perspective dualiste des logiques dans lesquelles s'inscrivent les migrants que s'oriente notre analyse des pratiques communicationnelles des Ibo à Lomé. Leurs usages du téléphone portable avec les possibilités offertes par l'accès à internet s'orientent plus par rapport à leur quête de l'intégration et leur souci de maintenir des liens avec le

⁹² Le ministère des postes et de l'économie numériques estime le taux de pénétration du téléphone mobile à 86% et celui d'internet à 36% en 2017.

pays d'origine. Aussi ces technologies numériques de communication sont-elles particulièrement utiles à ces immigrants dans des situations particulières de crise et pour soutenir leurs activités.

3.1- Pratiques communicationnelles et mécanismes d'intégration

Dans leur quête d'une qualification professionnelle, d'un emploi, de la protection et de la sécurité, bref du mieux-être, les immigrants ont les mêmes préoccupations. Ces préoccupations sont aussi le fait de l'éloignement de leur cadre social habituel de vie et donc des besoins d'adaptation et d'intégration à leur nouveau cadre de vie. Et pour y faire face, plusieurs mécanismes s'offrent à eux. En effet comme le souligne Ouro Bitasse (2010), la nécessité d'intégration urbaine suppose une ingéniosité de la part des immigrants Ibo à Lomé. Ceux-ci développent des stratégies en vue de relever ce défi. Ces stratégies d'insertion peuvent aller, entre autres, du recours aux réseaux sociaux identitaires (parenté, religion) à l'exercice des activités (réseaux professionnels ou résidentiels).

Il ressort de l'analyse des données recueillies auprès des immigrants Ibo interviewés, qu'en général, ces immigrants se réfèrent à trois principaux réseaux relationnels pour faciliter leur intégration et faire face à leurs difficultés quotidiennes. Il s'agit des :

- Réseaux religieux : c'est le mécanisme évoqué par la plupart des immigrants interrogés comme cadre d'intégration. Si en général les Ibo fréquentent des églises chrétiennes avec les togolais ; ces derniers ont de plus en plus tendance à se retrouver dans des groupes religieux créés et gérés par des pasteurs Ibo.
- Réseaux de parenté : ce sont des associations et clubs constitués sur la base des liens de parenté et des origines géographiques des Ibo.
- Réseaux professionnels : ce sont des associations ou groupes constitués du fait de l'exercice d'une même activité professionnelle, généralement dans une même zone géographique (Exemple de l'association des commerçants du grand marché de *Hédjranawoé*).

À travers ces réseaux, les immigrants Ibo trouvent des possibilités de s'entraider, de se soutenir face aux différentes difficultés auxquelles ils font éventuellement face (problème financier, logement, appui à l'organisation des événements comme les mariages, baptême, enterrement...). Dans cette quête de l'intégration, les technologies nouvelles de l'information et de la communication apparaissent comme une aubaine. C'est ce que semble confirmer une immigrante Ibo, commerçante qui réside au Togo depuis au moins 20 ans :

« Je me rappelle qu'à mon arrivée à Lomé, mis à part les dimanches où j'avais la possibilité de rentrer en contact avec mes frères de l'église, ou les membres de l'association des

ressortissants de notre village à Lomé les premiers dimanches de chaque mois, il était très difficile de rester en contact avec les miens. La ventilation des informations en rapport avec notre association était un casse-tête. Mais grâce aujourd'hui au téléphone portable et à internet tout est différent, tout semble plus facile ».

Dans ce sens, Rigoni (2010), Stébig et Deverin (2008) constatent que grâce aux outils d'information et de communication, le migrant a aujourd'hui la capacité de s'approprier le réseau dans lequel il s'inscrit, et d'en tirer avantage pour son intégration dans le pays d'accueil., internet devient un outil au moyen duquel les réseaux associatifs, politiques ou religieux se développent, les mobilisations se globalisent et les médias des minorités ethniques prennent un nouvel essor.

Un immigrant Ibo, président de l'association « *Alayi Community* » témoigne de l'utilisation du téléphone mobile en ces termes :

« Quatre jours avant la tenue de la réunion mensuelle ou d'une réunion extraordinaire de l'association, le chargé à la communication informe tous les membres par des appels téléphoniques. Aussi, l'information est postée par écrit et par message audio sur notre groupe WhatsApp, c'est très facile et efficace ».

Mis à part l'envoi des SMS et les appels téléphoniques, aujourd'hui l'utilisation de Facebook et surtout de WhatsApp permet d'animer les différents réseaux d'appartenance des immigrants, à travers le partage d'informations pratiques (annonces, sollicitations d'aides, invitations...). De multiples fonctionnalités permettent à ces immigrants non seulement de renforcer leur appartenance à ces groupes d'intégration mais également de diversifier voire de tisser des réseaux complexes de contacts. Dans ces cercles (réseaux) où le membre a besoin en permanence de maintenir les liens et le contact avec les autres membres, le recours à la médiation d'une technologie est devenu courant. À partir de ces outils mobiles il est plus facile de maintenir les liens et de gérer son appartenance à plusieurs réseaux de sociabilité à la fois. Ces outils permettent de partager les informations et de programmer les rencontres (Gnane, 2016).

Ainsi, à travers les appels téléphoniques, l'envoi de SMS, les différentes fonctionnalités de Facebook et surtout de WhatsApp, les mécanismes d'intégration aux différents réseaux de solidarité et d'entraide entre immigrants Ibo se voient renforcés ; ces différents usages facilitent l'appartenance aux cadres d'intégration dans le pays d'accueil, mais diversifient également les possibilités de rester en contact avec les autres immigrants dans la ville de Lomé et à travers tout le Togo.

3.2- Pratiques communicationnelles pour le maintien des liens avec le pays d'origine

Le deuxième niveau d'analyse de pratiques communicationnelles des immigrants Ibo de Lomé s'oriente vers les stratégies convoquées par ces derniers pour maintenir les liens avec leur pays d'origine et pallier la rupture physique des contacts avec les leurs restés au pays. Face à l'éloignement de leur pays d'origine et de leurs proches, les immigrants sont amenés à développer des stratégies. Certains étaient obligés de se rendre de temps à autre au Nigéria pour s'enquérir des nouvelles des proches. D'autres recouraient à l'envoi d'une lettre soit par poste soit par quelqu'un qui s'y rend. Une autre catégorie optait pour l'envoi d'un enregistrement d'un message audio par cassette. Plus tard, avec le développement des télécommunications, les appels téléphoniques sont apparus comme une autre alternative. Ceux qui avaient la maîtrise optaient pour l'envoi des mails avec l'avènement d'internet en s'appuyant généralement sur des intermédiaires au pays pour transmettre leurs messages et leur renvoyer des réponses.

Mais aujourd'hui, l'on assiste à l'émergence d'autres pratiques communicationnelles avec le téléphone mobile et l'accès à internet mobile. Un immigrant de la cinquantaine témoigne à cet effet :

« A l'époque, il fallait envoyer des lettres via la poste ou les confier à quelqu'un. Ce qui était très couteux. Aussi les lettres mettaient du temps pour arriver à destination ou n'arrivaient jamais. Aujourd'hui, nous sommes régulièrement en contact. Nous faisons aussi de l'économie sur les frais de communication avec le téléphone portable »

Un autre de la quarantaine renchérit :

« Ah ! Le développement du numérique a facilité les choses. Dans le temps, pour envoyer un message à la famille au Nigeria, on écrivait une lettre. Et là, il fallait attendre que quelqu'un voyage sur le Nigéria. Ton correspondant était aussi obligé d'attendre le retour de l'intermédiaire avant de lui transmettre sa réponse. C'était difficile. Mais maintenant avec WhatsApp ou les appels par téléphone mobile, c'est rapide et facile.

Désormais, pour donner de ses nouvelles et en prendre, l'immigrant Ibo dispose grâce au téléphone portable et à internet d'un éventail de possibilités. Ainsi, celui-ci à la possibilité de partager son quotidien en postant des photos et vidéos (changement de photos de profil et animation de son statut) via Facebook et surtout WhatsApp. Ce dernier outil offre la possibilité à l'immigré d'envoyer des messages audio, d'effectuer des appels vidéo. L'accès à internet permet également

à ceux qui le peuvent et le souhaitent de s'informer de l'actualité du pays en visitant des sites qui y sont dédiés. L'accès à l'actualité politique et sociale est également possible par inscription dans des groupes WhatsApp regroupant immigrants et ceux restés au pays. Ces technologies facilitent également les transactions financières entre les immigrants et leurs familles grâce aux transferts mobiles. Ainsi, le développement des nouveaux médias sociaux a une importance particulière dans la vie quotidienne des migrants qui sont loin de leur pays d'origine mais gardant un contact avec leur communauté (Waldinger, 2015, cité par Seymen, 2017). Grâce donc aux TIC, notamment le téléphone portable, l'immigrant peut facilement joindre et être joint par les siens ; gardant ainsi une proximité avec son pays d'origine.

3.3- Autres pratiques communicationnelles

D'autres pratiques communicationnelles que l'on associe, et non de façon exclusive à l'immigrant Ibo sont liées au fait que les TIC et notamment le téléphone mobile apparaissent pour eux, non seulement comme un véritable outil de travail et de soutien aux activités professionnelles, mais également comme un outil de résilience face aux périodes difficiles entre les immigrants et leurs hôtes. Les Ibo en effet sont particulièrement connus au Togo pour leur attrait, leur dynamisme et leur implication dans les activités de commerce. Dans ce cadre, les TIC apparaissent comme des outils de soutien et d'accompagnement de leurs activités commerciales. À en croire les témoignages des commerçants interviewés, à partir des appels téléphoniques ils peuvent passer ou recevoir des commandes même en dehors du Togo. À partir des appels, les SMS et aujourd'hui l'application WhatsApp, les transactions entre les fournisseurs et les clients deviennent beaucoup plus faciles. À cela s'ajoute la possibilité de faire des paiements via les transferts mobiles. Le témoignage d'un vendeur de pièces de rechange d'automobiles est illustratif à cet effet :

« Je commande certains de mes produits via appels téléphoniques et WhatsApp (envoi des images). Mes clients et moi échangeons très facilement. Avant qu'ils ne viennent acheter des articles ils m'appellent parfois d'avance pour s'assurer des stocks».

D'autres encore envahissent Facebook pour promouvoir leurs produits. C'est le cas de cet immigrant de la vingtaine, spécialisé dans la vente des vêtements et chaussures :

« Il y a plusieurs pages sur Facebook dédiées à la promotion et à la vente des articles de tout genre à Lomé. Je suis inscrit sur plusieurs de ces sites et cela me permet de booster mon activité. Je reçois parfois les commandes à partir de ces plateformes. Une fois le prix négocié, je livre la commande et j'encaisse. Il

arrive à certains clients de me payer par avance via les transferts d'argent mobile pour garantir la marchandise. Internet est un véritable outil de travail pour moi ».

L'autre particularité des pratiques communicationnelles s'observe lors des épisodes difficiles vécus par les immigrants Ibo à Lomé. En effet, l'actualité récente telle que relayée par les médias et réseaux sociaux ainsi que par des recherches (Ouro Bitasse, 2015, 2018), montre une multiplication des conflits entre immigrants Ibo et des Togolais. Les raisons immédiates souvent évoquées pour justifier ces tensions et conflits sont diverses : soupçon de cannibalisme des Ibo, rumeurs sur la décapitation d'enfants et le vol d'organes humains pour les besoins d'occultisme, les combines de tous ordres (trafic des stupéfiants, faux billets, vols à mains armées, escroqueries, recherche du gain facile). En plus la proximité de certains Ibo avec les cybercafés où ils passent une bonne partie de leur temps fait d'eux des coupables désignés des actes associés à la cybercriminalité. Ces situations ont par moment entraîné de vives tensions soldées parfois par des pertes en vie humaine. Ces épisodes sont généralement mal vécus par les immigrants qui en sont généralement victimes. Aujourd'hui, le téléphone portable et internet mobile offrent des opportunités (appels, sms, WhatsApp...) à ces immigrants pour gérer au mieux ces périodes difficiles en s'envoyant des alertes, en recevant des consignes des proches ou en alertant les autorités administratives locales pour obtenir protection.

4- Impact de l'usage des TIC sur l'immigration des Ibo

Plusieurs paramètres interviennent dans la décision d'immigrer d'une personne. Les candidats à l'immigration sont généralement amenés à quitter leur pays d'origine pour des raisons économiques, académiques, sécuritaires..., ensemble de motifs que l'on pourrait résumer, sans verser dans une forme de réductionnisme, en la recherche d'un mieux-être. Pour ce faire, et en ce qui concerne l'immigration des Ibo au Togo, il existe des circuits, mécanismes et réseaux bien ficelés qui organisent et entretiennent ce phénomène. Ces systèmes vont du placement à une forme de traite et impliquent parfois la famille ou des intermédiaires. Toutefois, les TIC et en particulier le téléphone portable tel qu'utilisés par les immigrants pour rester en contact avec ceux restés au pays, ont une part dans leur décision d'immigrer. Aujourd'hui, grâce à Facebook et au WhatsApp, les immigrants Ibo partagent des images et vidéos relatives à leurs boutiques, magasins, moments festifs (mariages, baptêmes, anniversaires) et autres évènements heureux. Généralement les photos de profils et autres images partagées reflètent une forme de réussite et de mieux-être.

Une immigrante témoigne à cet effet :

« Il suffit d'envoyer une photo de ta boutique par WhatsApp ou Facebook à un Nigérian resté au pays et cela lui donne une idée de la prospérité des affaires au Togo. Ceci peut amener celui-ci à vouloir immigrer ».

Un autre renchérit :

« J'ai deux frères qui projettent en ce moment même de venir à Lomé. On discute à travers les réseaux sociaux et je leur raconte la manière dont le business marche au Togo. Cela leur donne une idée aussi de la vie que nous menons ici et leur permet de se préparer en conséquence avant de prendre la route ».

Les flux d'informations envoyées et qui très souvent sont positifs, ont des effets sur le choix d'immigrer de leurs compatriotes restés au pays. Si ces outils numériques de communication tels qu'utilisés entre les immigrants et leurs parents restés au pays ne déterminent pas à eux seuls leur décision d'immigrer, ils participent parfois à la décision, du moins à l'organisation et à l'exécution du projet d'immigration.

Conclusion

Cette analyse se voulait un cadre d'étude et de mise à jour des pratiques communicationnelles des immigrants Ibo dans la ville de Lomé. Se basant sur des données de terrain recueillies auprès d'un échantillon d'immigrants Ibo à travers la ville de Lomé et s'appuyant sur des travaux antérieurs en la matière, elle relève que les TIC en particulier le téléphone portable et internet avec l'éventail de fonctionnalités et d'applications de communication qu'ils offrent sont au cœur du quotidien de ces immigrants. Les usages qu'ils font de ces outils désormais faciles d'accès, sont en rapport avec leurs besoins d'intégration dans leur pays d'accueil, mais également celui de rester en contact avec leur pays d'origine, le Nigéria. Outre ces situations qui ne sont pas spécifiques aux immigrants Ibo de Lomé comme l'attestent de nombreuses recherches antérieures portant sur la même thématique, sont apparues à partir de cette analyse d'autres pratiques communicationnelles spécifiques aux Ibo et en rapport avec leurs activités commerciales et aux relations parfois tendues qu'ils vivent épisodiquement avec des Togolais. En outre, ces objets connectés (smartphone) du fait qu'ils mettent l'immigrant permanemment en contact avec ses proches restés au pays, sont susceptibles d'influencer la décision d'immigrer de ces derniers. Ils participent à la limite à la préparation, à l'organisation et à la l'exécution du projet d'immigration.

Bibliographie

Appadurai, A. (1996). *Modernity at large. Cultural dimensions of globalization*. Minneapolis, USA : University of Minnesota press.

Castells, M. (2002). *La galaxie Internet*. Paris, France : Fayard.

Daum, C. et Dougnon, I. (2009). Les migrations internes au continent africain. *Hommes & migrations*, 1279 du 1^{er} mai 2009, 6-11. Répéré à <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/280>. Consulté le 04 décembre 2018.

Diminescu, D. (2002). L'usage du téléphone portable par les migrants en situation précaire. *Hommes et Migrations*, 1240 de Novembre-Décembre 2002, 66-79. Répéré à <https://doi.org/10.3406/homig.2002.3923> https://www.persee.fr/doc/homig_1142-852x_2002_num_1240_1_3923. Consulté le 16 novembre 2018.

Diminescu, D. (2005). Le migrant connecté : pour un manifeste épistémologique. *Migrations Société*, 17 (102), 275-292.

Gnane, N. M. (2016). Les usages du téléphone portable à Lomé : entre opportunités et menaces. *CAHIERS DU CERLESHS*, XXXI (52), 1-20.

Gualtieri, J. (2014). Dans la poche du migrant, l'indispensable portable. *Orange-Digital Society Forum : Diasporas connectées*. Repéré à <https://digital-society-forum.orange.com/fr/les-forums/1331>. quels sont les usages des tic par les migrants. Consulté le 7 février 2019 ;

Licoppe, C. (2002). Sociabilité et technologies de communication. Deux modalités d'entretien des liens interpersonnels dans le contexte du déploiement des dispositifs de communication mobiles. *Réseaux*, 112-113, 172-210.

Ouro Bitasse, E. (2010). *Les stratégies d'insertion des communautés étrangères à Lomé et la problématique de la cohésion sociale : étude comparée des communautés Haoussa et Ibo*, Mémoire de DEA. Lomé, Togo : Université de Lomé.

Ouro Bitasse, E. (2015). *Les stratégies d'intégration des communautés étrangères à Lomé et la problématique de la cohésion sociale : regards croisés sur les communautés Haoussa et Ibo*, Thèse de doctorat unique de sociologie. Lomé, Togo : Université de Lomé.

Ouro Bitasse, E. (2018). Les déterminants sociologiques des tensions entre la communauté ibo et les Togolais. *WIIRE, Presse Universitaire d'Ouagadougou*, 7, 113-135.

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Praham, A. A. (2014). Diaspora, community and communication : Internet use in transnational Haiti. *Global Networks*, 4 (2), 199- 217.

Proulx, S. (2008). Des nomades connectés : vivre ensemble à distance. *Hermès*, 51, 155-166.

Rigoni I. (2010). Technologies de l'information et de la communication, Migrations et nouvelles pratiques de communication. *Migrations Société*, 6 (132), 31-46. Repéré à <https://www.cairn.info/revue-migrations-societe-2010-6-page-31.htm>. Consulté le 6 février 2019.

Sayad, A. (1999). *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*. Liber, France : Seuil.

Seyram, S. G. (2017). *L'usage des TICs et l'évolution des projets migratoires des migrants africains en Turquie (Les cas d'Istanbul)*. Thèse de doctorat de sociologie. Strasbourg, France : Université de Strasbourg.

Stebig, J. et Deverin, Y. (2008). L'appropriation des TIC par les diasporas : analyse des répercussions potentielles dans les pays d'origine. *Netcom : Réseaux, communication et territoires*, du 1 juin 2008, 22 (1/2), 127-144. Repéré à <http://journals.openedition.org/netcom/2025>. Consulté le 6 octobre 2018.

Ugochukwu, F. (2016). Migrations nigérianes à l'écran : Man on Ground et l'Afrique du Sud post-apartheid. *Revue européenne des migrations internationales*, 32 (1), 211-228. Repéré à <https://journals.openedition.org/remi/7605> . Consulté le 5 février 2019.

Van Den Bos, M. et Nell, L. (2006). Territorial bounds to visual espace : transnational online and offline networks of Iranian and Turkish-Kurdish immigrants in the Netherlands. *Global Networks*, 6 (2), 201-220.

Les pratiques culturelles et médiatiques à l'épreuve des luttes identitaires en Afrique.

Cultural and media practices in the face of identity struggles in Africa.

Edmond DOUA

Sidiki BAMBA

Université Félix Houphouët Boigny, Cote d'Ivoire

Résumé

Il est généralement admis qu'on ne peut prétendre connaître l'identité d'autrui, sans communiquer avec lui, sans échanger, sans lui permettre de se dire, de s'exprimer en tant que sujet et produit d'une société observée. Pour jouer ce rôle, le média va donc intervenir, afin de rendre la communication utilitaire. Le fait de communiquer devient alors synonyme d'échanger et de perpétuer un rapport de personne à personne (paradigme de communication interpersonnelle). Dans ce jeu de rapprochement des individus, le média fait abstraction de la différence des origines, de la nature du comportement et de la tradition de ceux qui interviennent dans cette relation systémique. Ils sont plutôt pris dans leurs diversités et leurs identités au plan culturel. A la lumière de cette approche théorique, les auteurs se fondent sur le cas du continent africain, pour porter une réflexion sur les véritables enjeux des médias, en l'occurrence face aux stratégies de défense, de sauvegarde et de promotion des identités culturelles africaines ; ceci, à l'épreuve des mouvements incontrôlés du phénomène migratoire des peuples, tels qu'observés ces derniers temps. L'article questionne l'histoire de ce continent, afin de mieux situer, au plan contemporain, la problématique de l'intégration des peuples condamnés à vivre ensemble, nonobstant leurs différences culturelles.

Mots-clés : Communication-culture-société-identité-immigration-Afrique

Abstract

It's generally admitted that one cannot pretend to know the identity of others, without communicating with him, without exchanging, without allowing him to speak, to express himself as a subject and product of a society observed. To play this role, the media will intervene, in order to make communication useful. Communication then becomes synonymous with exchanging and perpetuating a person-to-person relationship (interpersonal communication paradigm). In this game of bringing people together, the media ignores the difference in origins, nature of behavior, and tradition of those involved in this systemic relationship. They are more involved in their diversity and their cultural identities. In the light of this theoretical approach, the authors rely on the case of the African continent, to reflect on the real issues of the media, in this case in face of the strategies of defense, safeguard and promotion of African cultural identities, in the context of the uncontrolled movements of the migratory phenomenon of peoples, as observed recently. The article questions the history of this continent, in order to better situate, at the contemporary level, the problematic of the integration of the peoples condemned to live together, notwithstanding their differences, at the cultural level.

Keywords: Communication-culture – society – immigration- identity-Africa

Introduction

En réaction aux multiples turbulences issues des mutations sociales, telles que les mutations sociopolitiques et économiques, les envahissements par la technologie, les mouvements migratoires intensifiés, les phénomènes d'urbanisation exacerbée et inattendue, les hommes sont obligés de s'adapter et d'affronter rapidement ces changements parfois répétés. Certaines populations, par exemple, aux prises avec les avatars de l'acculturation, cherchent à manifester des cortèges de symptômes qui s'associent très vite à l'affrontement de systèmes de normes et de valeurs, le plus souvent contradictoires. Dans le but d'apporter une solution à ce problème, les sciences humaines sont initialement interpellées. De façon pratique, leurs actions consistent à répondre aux besoins sociaux et à tenter de résoudre des séries de difficultés concrètes et principalement liées à l'insertion des migrants au sein des sociétés d'accueil. Les différentes actions entreprises conduisent à faire évoluer les points de vue et changer les positions des uns et des autres. L'interaction sociale devient de ce fait, un objet de réflexion privilégié et l'intérêt est davantage accordé aux systèmes que forment des partenaires pris dans le contact de cette interculturelité. Cependant, il n'est pas toujours évident que ces acteurs sociaux s'acceptent mutuellement et de nombreux écueils vont émailler leur relation en société. La raison à la base est que les hommes ont toujours manifesté leur capacité à se différencier entre eux et à produire des variations culturelles (Chaubet, 2013). En outre, dans la confrontation avec la multiplicité des cultures, les hommes sont régulièrement gênés par l'existence de la différence avec l'autre, considéré comme étranger. Alors, comment traiter ce dernier, de surcroît complètement étranger à la nouvelle culture, quand la sienne est totalement ou partiellement ignorée par ceux qui l'accueillent? En plus, quelle définition donner à son statut, dès lors que se pose le problème de son identité culturelle et des informations le concernant? Et enfin, quelle approche médiatique faut-il à adopter, aux fins de permettre aux acteurs sociaux, aux identités culturelles différentes et diverses, de s'accepter mutuellement et de réussir le pari de l'intégration? L'exemple du continent africain, aidera à mieux décortiquer cette problématique, à la fois historique et contemporaine. Dans cette optique, l'on procédera à la définition et aux fonctions de la culture dans les sociétés, les facteurs des chocs des cultures ainsi que les stratégies identitaires seront exposés. En fin de compte, l'on verra comment les médias ont contribué au positionnement des cultures en Afrique, grâce à des élites engagés dans cette cause d'émancipation culturelle.

Définition et fonctions sociales de la culture

L'on ne saurait parler d'identité culturelle sans toutefois procéder à une définition de la culture. Il convient de noter que d'une part, la notion est perçue comme une somme de connaissances ayant trait aux diverses sciences ou arts humains. D'autre part, elle demeure l'organisation stricte de ces connaissances, le fait qu'elles sont structurées entre elles, assimilées, et qu'elles forment un tout

cohérent (Cuche, 2016). Enfin, la culture désigne un certain développement de faculté sur le plan intellectuel, considéré chez l'homme civilisé, comme ayant une certaine primauté par rapport à d'autres facultés (Vinsonneau, 2000). Ce concept comprend en outre, les manières collectives de penser et de sentir l'ensemble des coutumes, d'institutions et d'œuvres. La danse par exemple, avant d'être un spectacle, est une imitation réciproque. Par là s'établit une société, une communication, un langage absolu, autrement dit un échange de signes pures qui n'a d'autres sens que lui-même, qui ne se rapporte à rien d'autre (Lacoste, 2002). Toutefois, quelles que soient leurs origines, les humains sont producteurs de cultures irréductibles les unes aux autres et soumises par conséquent à de nécessaires échanges mais aussi et surtout à d'incessantes transformations. En effet, avec des objectifs transversaux communs à l'ensemble des domaines tels que la conservation du patrimoine, la création artistique, la diffusion la formation, l'animation, la recherche, la communication, l'administration, la culture est au cœur de nombreux problèmes de mutation et de menaces. On note également des réactions entreprises çà et là sur la question de sa survie. Cette réalité occasionne des menaces sur les identités culturelles, avec des réactions des acteurs sociaux, qui tenteront de sauvegarder et de promouvoir leur patrimoine culturel.

Analyse des stratégies identitaires face aux menaces

Les pratiques culturelles sont des marqueurs symboliques des identités sociales (Coulangeon, 2016). En fait, à côté de la propriété et de la consommation, des biens matériels, les préférences esthétiques et les faits culturels participent dans les sociétés modernes, aux rituels d'identification de la vie. En réaction aux multiples turbulences issues des mutations sociales et économiques, les envahissements technologiques, les mouvements migratoires intensifiés, les phénomènes d'urbanisation exacerbée, les hommes sont obligés de s'adapter et d'affronter rapidement ces changements parfois répétés. Par conséquent, ils tentent de se donner de nouveaux cadres de référence, de nouvelles grilles d'interprétation du réel, en un mot, une autre place dans le monde. Aussi, le thème de l'interculturel apparaît-il rapidement dans les champs respectifs de la psychopathologie et des sciences de l'éducation.

En règle générale, les individus pris entre deux systèmes culturels opposés, manifestent toujours diverses attitudes qui sont plus ou moins variables entre les extrêmes. Toutefois, malgré ces deux extrêmes, les individus ont la possibilité d'opérer un choix. Deux cas de figure s'offrent à eux, avec différentes conséquences possibles. Dans le premier cas, à titre d'illustration, en acceptant l'envahissement par les caractéristiques étrangères, les individus peuvent cesser de se reconnaître dans le système culturel de ses origines. Pour ce faire, ils adoptent *primo*, une posture de soumission. *Secundo*, ils s'assimilent dans l'univers nouvellement découvert. Dans le deuxième cas, en se fermant à l'intrusion de la nouvelle culture, ils réalisent au contraire une séparation de leur être et ils peuvent,

par conséquence, se trouver exclure de la société, provisoirement ou définitivement. Mais entre ces deux pôles observés, divers positionnements, variant selon les situations traversées et les réactions vécues, sont quasiment probables. Dans ce cas précis, ces positionnements se traduisent régulièrement par des manipulations et des interprétations diverses des codes et des pratiques culturels en présence (Béra & et Lamy, 2008). Ceci explique donc pourquoi, quand deux individus sont en général pris entre deux ou plusieurs cultures, ils s'emploient systématiquement à sauvegarder leur sentiment d'identité. Pour atteindre donc ce but, ils cherchent nécessairement à transformer certaines représentations et certaines valeurs qu'ils s'attellent à mettre au service de leur projet ontologique, tout en asseyant de répondre aux exigences du nouvel environnement culturel dans lequel ils sont appelés à vivre.

Du point de vue psychologique, on note cependant qu'un individu réussit mieux son intégration lorsqu'il parvient à élaborer certaines cognitions et certaines des conduites propres à lui assurer l'économie des tensions. Ces tensions étant évidemment le corollaire et la résultante de l'affrontement entre code culturel de ses origines et celui de l'univers où il s'agira de s'adapter, en demeurant, en revanche, ancré dans le premier. Ainsi, face à une culture pratiquement étrangère et à laquelle l'acteur social est emmené à s'accommoder et ce, le plus souvent contre sa volonté, ce dernier développe, instinctivement et spontanément, diverses stratégies identitaires. Dans le but d'apporter une solution à ce problème, les sciences humaines sont initialement interpellées. De façon pratique, leurs actions consistent à répondre aux besoins sociaux et à tenter de résoudre des séries de difficultés concrètes et principalement liées à l'insertion des migrants au sein des sociétés d'accueil, dans un système appelé communément mondialisation (Chaubet, 2013). Cependant, il n'est pas toujours être évident que ces acteurs sociaux s'acceptent mutuellement et de nombreux écueils vont émailler leur relation en société. La raison à la base est que les hommes ont toujours manifesté leur capacité à se différencier entre eux, et à produire des variations culturelles repérables à travers leurs coutumes, leurs langues, leurs modes d'appréhension du réel, leurs façons de structurer des institutions. En outre, dans la confrontation avec la multiplicité des cultures, les hommes sont régulièrement gênés par l'existence de la différence avec l'autre, considéré comme étranger. Alors, comment traiter ce dernier, de surcroît complètement étranger à la nouvelle culture, quand la sienne est totalement ou partiellement ignorée par ceux qui l'accueillent ? En outre, quelle définition donner à son statut, dès lors que se pose le problème de son identité culturelle et des informations le concernant ?

L'histoire a, en effet, montré que lorsqu'ils ont été confrontés à ce problème, le plus souvent, les hommes se sont empressés de s'octroyer une nature d'essence supérieure, tout en reléguant les étrangers dans un univers subalterne (Vinsonneau, 2000). En pareille circonstance, l'on refuse d'admettre le fait même de la diversité culturelle, on préfère rejeter hors de la culture, dans la nature, tout ce qui ne se conforme pas à la norme sous laquelle on vit. Or, au contraire,

l'approche interculturelle n'a pas pour objectif d'identifier autrui en l'enfermant dans un réseau de significations, ni d'établir une série de comparaison sur la base d'une échelle ethnocentrée. L'accent devrait plutôt être mis sur les rapports plus que sur les cultures ou des individus pris comme des nomades (Abdallah-Preteceille, 2000). Pour maximiser donc les chances de réussir la communication entre des individus d'horizons divers il est impérativement nécessaire de veiller au respect des rituels d'interactions et à l'alignement des contenus échangés sur ce que prescrivent les séries des normes en présence. Par les rituels, en fait, des communautés humaines se créent, des passages à l'intérieur de celles-ci et d'une communauté à l'autre s'organisent. Il est également fondamental de veiller à ne pas projeter sur les signes qu'émettent les personnes étrangères des interprétations qui ne sont pertinentes qu'eut égard à la culture d'appartenance de celui qui les appréhende. De telles interprétations ne coïncidant pas probablement pas avec les significations que les sujets avaient initialement à transmettre. Au cas où ces règles n'auraient pas été observées, les individus chercheront à sauvegarder leurs propres identités culturelles.

On peut finalement voir en l'identité l'ensemble des mécanismes par lesquels les individus ou les groupes projettent un sens sur leur être, en reliant leur passé, leur présent et leur avenir, les images de leurs actions réelles, celles des actions qui leur sont, de ce fait recommandées et celles par lesquelles ils souhaitent se caractériser. En réalisant une telle intégration de différences et de contradictions, la dynamique identitaire s'opère comme un processus dialectique permettant à chacun de se rendre semblable à autrui tout en s'en distinguant simultanément. Par l'intégration de l'autre dans le même environnement que soi et par la réalisation du changement dans la continuité, la dynamique identitaire fonctionne comme une constance d'où résulte le sentiment d'identité. En autorisant les acteurs sociaux à s'édifier à la lumière du sens qu'ils se donnent à eux-mêmes, l'identité réalise une fonction ontologique et instrumentale, en reliant l'individu ou le groupe à son environnement par l'intermédiaire de la culture. Pour autant, on peut dire que c'est par la médiation de la culture que le sujet est informé des stimuli issus du monde environnant et de lui-même. La culture indique ainsi à chacun comment signifier les situations traversées et les modes de réactions pertinentes par rapport à celle-ci. En ce sens, elle se confond avec un vivier de significations partagées d'où émergent l'identité collective, armature à partir de laquelle s'édifient et se diversifient les identités individuelles (Laulan, 2018).

En définitive, on retient que lorsque les individus se trouvent confrontés à des systèmes culturels qui se contredisent entre eux, tout simplement par le fait qu'ils sont étrangers les uns aux autres, il en résulte inévitablement un choc. De ce choc produit, naissent des conflits d'intérêt dont les effets et les conséquences sont souvent imprévisibles et incontrôlables. Cela se produit généralement quand l'une des deux cultures cherche, par tous les moyens possibles à contrôler l'autre, afin de mieux la dominer et l'avilir. Les médias apparaissent, dès lors, comme l'une des

alternatives possibles pour réussir la communication entre les différents acteurs sociaux, d'univers variés (Porcher, 2006).

Acteurs et pratiques médiatiques dans les mouvements d'émancipation en Afrique

En une soixantaine d'années de colonialisme, l'histoire, la philosophie et la tradition africaines, généralement transmises de génération en génération par voie orale, ont été au mieux dépréciées, au pire oubliées, voire perdues, du moins dans les couches de la population directement en contact avec les colonisateurs et les missionnaires. Ainsi, l'écriture, présentée comme source de savoir et indispensable à toute civilisation qui tend à évoluer, provoque-t-elle chez les africains la perte de leur "africanité". L'africanité étant définie comme « une réalité essentiellement fondée sur les hommes issus d'une même terre, vivant sur le même continent, voués inéluctablement, de par le processus nécessaire de décolonisation à tous les niveaux et de libération globale, au même destin, malgré les particularités nationales ou régionales (Méda, 2006). L'africanité se présente comme un concept utilisé pour désigner l'union des peuples africains autour de leur identité culturelle, formant de ce fait une communauté culturelle (D'Almeida-Topor, 1999).

Ainsi, l'inquiétude de ces nationalistes se confirme-t-elle quand, au contact avec l'occident, la plupart des pratiques culturelles et artistiques ont été bouleversées, occasionnant du coup, un problème de leur conservation, de leur sauvegarde, de leur promotion et de leur développement. C'est l'exemple des arts du spectacle, à savoir : la musique, la danse et le théâtre des faits culturels qui ont subi certains effets néfastes de la colonisation (Leymarie, 1993). Cette domination coloniale est allée encore plus loin, en influant sur l'ensemble de l'organisation culturelle et sur les valeurs traditionnelles des peuples africains. Mais l'école, initiée par les colons, constitue un élément important dans le processus de prise de conscience sur la nécessité et la possibilité pour eux, de s'organiser et défendre leurs pratiques artistiques et culturelles (Stamm, 2003). Aussi, les tenants du nationalisme culturel africain, dès lors, commencent à lutter contre le danger que représente la subversion totale, par ces formes de pratiques importées et, nonobstant leurs caractères inadaptés et inappropriés, qui leur sont imposées. Ils s'appuieront donc sur les nouveaux instruments de l'information et de la communication que constituent les médias (Lenoble, 1996).

Brassage des cultures et nouvelles pratiques communicationnelles

L'urbanisation massive, en entraînant le brassage des populations, contribue à l'émergence de nouveaux comportements et de nouvelles pratiques culturelles, précédant à la fois des pratiques traditionnelles, du modernisme et d'un apport populaire. Les sources de ce dernier élément sont multiples, à la fois endogènes et extérieures, car aux influences exercées par les anciens colonisateurs, s'ajoutent

celles des Noirs américains et de la diaspora. Perdus dans cette floraison de pratiques culturelles, les Africains, dans un souci de sauvegarde de leur patrimoine et de leur identité culturelle, réagissent, en créant des mouvements de revendication et de protestation pour la promotion et la reconnaissance de l'identité culturelle.

Toutefois, le problème de communication se pose avec acuité. En effet, comment arriver à informer et à sensibiliser une population aussi diverse que variée sur le plan linguistique et composée majoritairement d'analphabètes? Cette problématique s'inscrit donc dans le vaste champ de la contribution de la communication sociale au processus de développement en Afrique (Koné & Habib Sy, 1995). De ce fait, le style de communication s'avère ici important, car la façon dont une population perçoit les objectifs politiques, les idées nouvelles ou les techniques modernes, conditionne, pour une large part, sa participation au projet de développement (Laurent, 1970). Les populations africaines réclament un développement authentique, c'est-à-dire la recherche et l'application de modèles de développement socio-économiques inspirés par le patrimoine culturel africain (Balandier, 1970). Les communications sociales sont examinées dans une société concrète, avec le souci de les rattacher aux réseaux de relations et de respecter leurs modalités « culturelles », très variées. Pour donc réussir donc leur mission, les initiateurs des luttes émancipatrices en Afrique s'appuient sur l'usage des médias, comme moyens efficaces d'information. En effet, née de la volonté des nombreuses missions religieuses en Afrique, calquée sur le modèle européen par la suite, la presse africaine sert d'abord la cause religieuse, avant de constituer véritablement plus tard, un moyen d'information indispensable pour la population africaine (Tudesq, 1995). Grâce aux médias, l'Afrique va s'ouvrir sur le monde extérieur pour renforcer son identité et l'esprit de solidarité entre ses divers peuples. En plus de leur dimension politique, les informations intègrent une dimension culturelle d'autant plus importante qu'il s'agit des émissions écoutées. La radio, grâce aux programmes émis dans la plupart des cas en langues locales, permet de communiquer aux populations les plus éloignées des villes, l'expression d'une identité africaine (Tudesq & Lenoble-Bart, 2008).

Conclusion

Face aux différentes mutations sociales, notamment les mouvements migratoires intensifiés, les êtres humains ont été obligés de s'adapter et d'affronter rapidement ces bouleversements. Pour ce faire, à l'épreuve des transmutations des identités culturelles, les élites africaines réagissent, afin de combattre les systèmes de normes et de valeurs contradictoires en présence. En s'appuyant sur les médias, ces leaders réussissent à émanciper leur peuple, par une prise de conscience, sur l'impérieuse nécessité de sauvegarder et de promouvoir les identités et pratiques culturelles du continent. Les médias mettent ainsi un accent particulier sur l'information, sur l'éducation et la promotion des langues, sur le développement

socio-économique et enfin sur le divertissement et la culture. *In fine*, Cette stratégie contribue à favoriser l'intégration des peuples et à les rapprocher davantage, autour des valeurs cardinales qui fondent l'humanité. Un rappel historique s'est avéré important, afin de mieux comprendre les dynamiques sociales qui sous-tendent les différents flux migratoires, qui ont cours de nos jours. Au plan contemporain, il convient de mieux nourrir la réflexion, pour voir comment, par une pratique médiatique efficace, l'on pourrait arriver à créer un véritable cadre de cohabitation pacifique entre divers acteurs sociaux. L'histoire des Hommes n'a-t-elle pas démontré que ceux-ci condamnés à vivre ensemble ?

Bibliographie

Abdallah-Pretceille, M., (2004). *L'éducation interculturelle*. Paris, France : PUF.

Abou, S. (1981). *L'identité culturelle*. Paris, France : Anthropos.

Alcaud, D., & al. (2001). *Manuel de culture générale*. Paris, France : Hachette Livre.

Balandier, G. (1970). *Sociologie des mutations*. Paris, France : Anthropos.

Batumike, C., (2000). *Presse écrite africaine, d'Europe francophone. Choix d'exil, défis, échecs et succès*. Paris, France : Editions des Ecrivains.

Béghain, P., (1998). *Le patrimoine culturel et lien social*. Paris, France : Presses de Sciences Po.

Béra, M. & Lamy, Y., (2008). *Sociologie de la culture*. Paris, France : 2^e éd. Armand Colin.

Bekale, M. (2005). *Démocratie et mutations culturelles en Afrique noire*. Paris, France : L'Harmattan.

Betti, M., & et T., O., (1989). *Dictionnaire de la négritude*. Paris, France : L'Harmattan.

Bidima, Jean-G., (1995). *La philosophie négro-africaine*. Paris, France : PUF.

Bidima, Jean-G., (1997). *L'art négro-africain*. Paris, France : PUF.

Billaud, J., (1996). *L'homme et la culture. Racines et perspectives*. Lyon, France : Chronique Sociale.

Chaubet, F. (2013). *La mondialisation culturelle*, Paris : PUF.

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Coulangeon, P. (2016). *Sociologie des pratiques culturelles*. Paris, France : La Découverte.

Cuche, D. (2004). *La notion de culture dans les sciences sociales*. Paris, France : La Découverte.

D'almeida–Topor, H. (1996). *L'Afrique au XX^{ème} siècle*. Paris, France : Armand Colin/ HER.

Dubar, C. (2001). *La crise des identités : l'interprétation d'une mutation*. Paris, France : PUF.

Koné, H. & Sy, J.H. (1995). *La communication pour le développement durable en Afrique*. Abidjan, Côte d'Ivoire : Presses Universitaires de Côte d'Ivoire.

Lenoble-Bart, A. & Tudesq, André-J. (2008). *Connaître les médias d'Afrique subsaharienne. Problématiques, sources et ressources*. Paris, France : Karthala.

Lenoble-Bart, A. (1996), *Afrique Nouvelle. Un hebdomadaire catholique dans l'histoire. 1947-1987*. Talence, France : Maison des Sciences et de l'Homme d'Aquitaine.

Lacoste, J. (2002). *La philosophie de l'art*. Paris, France : PUF.

Laulan, A.M. (2018). *Culture et mondialisation*. Paris, France. Hermes, La Revue.

Laurent, S. (1970). *Formation, information et développement en Côte d'Ivoire*. Paris, France : Cahier d'études africaines.

Ollivier, B. (2007). *Les sciences de la communication. Théories et acquis*. Paris, France : Armand Colin.

Porcher, L. (2006). *Les médias entre éducation et communication*. Paris, France : Librairie Vuibert.

Provost, G. (1996). *Médias et pratiques culturelles*. Grenoble, France : Presse Universitaire de Grenoble.

Rieffel, R. (2005). *Que sont les médias ?*. Paris, France : Gallimard.

Rieffel, R., (2001). *Sociologie des médias*. Paris, France : Ellipse Marketing. S.A.

Sacriste, V., (2007). *Communication et médias. Sociologie de l'espace médiatique*. Paris, France : Fourcher.

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Stamm, A. (2003). *L'Afrique de la décolonisation à l'indépendance*. Paris, France : Que sais-je? / PUF.

Vinsonneau, G. (2000). *Culture et comportement*. Paris, France: Armand Colin/HER.

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Le rôle des TIC dans l'émigration des Ivoiriens.

The role of ICTs in the emigration of Ivorians

Manizan ALLOU

Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

Résumé

D'une position de terre d'immigration par excellence due à son histoire, à sa géographie, à son économie de plantation et à sa politique d'ouverture sur l'extérieur, la Côte d'Ivoire connaît aujourd'hui une tendance plus accentuée des flux d'émigration. La mondialisation de l'économie et l'instabilité socio-politique depuis la fin des années 1990, constituent des facteurs du départ des Ivoiriens. La communication numérique et l'internet ont à leur tour accentué le phénomène migratoire. Et pourtant, au plan de la relance économique, le Gouvernement a réussi à remettre l'économie sur la voie d'une croissance. Le taux moyen annuel de croissance du PIB réel est d'environ 9%. (Plan National de Développement 2016-2020). Malgré cette embellie économique, le taux de pauvreté est de 46,3% (ENV-2015). Le migrant ivoirien a aujourd'hui la capacité de s'approprier le réseau dans lequel il vit, et d'en tirer profit pour son départ et son intégration dans le pays d'accueil. Une fois à l'extérieur, les TIC permettent de maintenir des liens identitaires avec le pays d'origine. Dans cette ère de l'information et de la communication, les nouvelles technologies sont à l'origine de nouvelles opportunités de développement et exercent un impact significatif dans l'organisation de la diaspora ivoirienne.

Mots-clés : TIC-Emigration-Diaspora-Développement. Côte d'Ivoire

Abstract

From a position of land of immigration par excellence due to its history, its geography, its plantation economy and its policy of openness to the outside, Côte d'Ivoire is now experiencing a greater tendency emigration flows. The globalization of the economy and the socio-political instability since the end of the 1990s is factors in the departure of Ivorians. Digital communication and the internet have in turn accentuated the phenomenon of migration. And yet, in terms of economic recovery, the Government has managed to put the economy back on the path of growth. The average annual growth rate of real GDP is around 9%. (National Development Plan 2016-2020). Despite this economic upturn, the poverty rate is 46.3% (ENV-2015). The Ivorian migrant today has the capacity to appropriate the network in which he lives, and to benefit from it for his departure and his integration in the host country. Once outside, ICT makes it possible to maintain identity links with the country of origin. In this era of information and communication, new technologies are creating new opportunities for development and have a significant impact on the organization of the Ivorian diaspora.

Keywords: TIC-Emigration-Diaspora-Développement- Côte d'Ivoire

Introduction

Située dans la zone intertropicale et au cœur du golfe de Guinée en Afrique occidentale, la Côte d'Ivoire dont la population est de 23 millions d'habitants (RGPH-2014), s'étend sur une superficie de 22 463 km² avec environ 600 km de façade maritime. Pays en voie de développement, la Côte d'Ivoire dispose d'énormes potentialités dont l'exploitation a fait d'elle, le premier pays d'immigration par excellence en Afrique avec 4 000 047 étrangers des 15 366 672 habitants soit 26% en 1998 et 24 % en 2014. Cette embellie socio-économique de la Côte d'Ivoire s'explique par l'option d'une stratégie de développement basée sur le libéralisme économique comme projet de société et forme de régulation de l'activité économique, la promotion de la l'agriculture d'exportation et l'ouverture sur l'extérieur comme soutien à la croissance. L'agriculture contribue à 22% du PIB. Elle procure environ 75% des recettes d'exportation non pétrolière et occupe 46% de la population active. Le pays produit aussi des cultures vivrières qui contribuent pour plus de 17% du PIB. Il produit le gaz et le pétrole qui contribuent pour environ 6% du PIB. (Ministère de l'Economie et des Finances, 2010)

Cependant, l'analyse des profils de revenus indique une détérioration des conditions de vie des ménages. Le taux de pauvreté est passé de 10% en 1985 à 49% en 2008 pour se hisser à 46% en 2015 (ENV-2015). L'envol économique de la Côte d'Ivoire a été freiné par des différentes crises qui constituent des facteurs répulsifs de l'émigration des Ivoiriens. D'une émigration d'élèves et d'étudiants, la Côte d'Ivoire connaît de plus en plus une tendance des personnes non qualifiées et qualifiées à l'émigration. En 2000, 284 médecins formés en Côte d'Ivoire, ont migré à l'étranger, ce qui correspond à 14 % du total des médecins formés en Côte d'Ivoire. (Banque Mondiale, 2008). Quel gâchis!

En tant qu'opportunité de développement, la diaspora ivoirienne qui est éparpillée dans tous les continents, représente non seulement une source de financement, mais aussi un puissant outil de développement. Aujourd'hui, avec la reconstruction post-crise de la Côte d'Ivoire, il est question d'associer tous les fils du pays à la réconciliation nationale et à la cohésion sociale. Dans ce contexte, l'apport technique et les acquis sociaux des Ivoiriens de la diaspora composée de tant de compétences, d'expertises et de talents, est plus que nécessaire et souhaitée. La problématique consiste à chercher à comprendre comment d'une terre d'immigration, la Côte d'Ivoire, malgré ses performances économiques et embellies socio-économiques actuelles, puisse emprunter le chemin de l'émigration ? Quels sont les déterminants de cette migration ? La réponse à cette problématique nous a permis d'utiliser une méthodologie basée sur la revue documentaire et la collecte de données sur le terrain. Ainsi, nous avons utilisé des documents nationaux et internationaux. Il s'agit de publications et des rapports de structures intervenant dans le domaine migration et développement, de données de Recensements Généraux de la Population et de l'Habitation et d'études démographiques. Nous avons aussi utilisé des rapports de la Banque Mondiale, du Fonds des Nations

Unies pour la Population (UNFPA) et de l'Organisation Internationale Pour les Migrations (OIM).

Malgré l'ampleur du phénomène, on a une insuffisance de données consacrées à ce nouveau phénomène qu'est l'émigration. En effet, parmi les quatre recensements généraux de la population, seul le RGPH de 2014 prend en compte la variable émigration. C'est pourquoi, nous avons procédé à la collecte de données à travers des interviews auprès d'un certain nombre d'officiels et de responsables et d'ONG en charge des questions migratoires et auprès d'une cinquantaine de jeunes des cybercafés. L'objectif de cette étude est de montrer le rôle que jouent les Technologies de l'Information et de la Communication dans l'émigration des Ivoiriens. Les principaux résultats attendus sont de montrer le rôle que jouent les TIC dans l'accentuation de la migration de la Côte d'Ivoire vers l'extérieur. L'autre résultat attendu est de montrer comment on peut aussi « retourner » au bercail avec les TIC. C'est-à-dire qu'avec la maîtrise des TIC par la diaspora ivoirienne, celle-ci peut efficacement contribuer au développement de l'économie numérique de la Côte d'Ivoire. Notre étude s'articule autour des points suivants : les déterminants de l'émigration, le profil des émigrants, l'apport de la diaspora dans le développement des TIC en Côte d'Ivoire et les déterminants de l'émigration

I.1 Les déterminants socio-économiques

L'analyse de la structure de la population ivoirienne révèle une population extrêmement jeune. Les moins de 35 ans représentaient 78,5% de la population totale en 1975 (RGP) de 1975, 80,5% en 1988 (RGPH-1988), 79,4% en 1998 (RGPH-1998) et 77,7% en 2014 (RGPH-2014). Une autre caractéristique de la population ivoirienne est la forte fécondité. Le nombre annuel de naissances est passé de 200 000 en 1960 à 800 000 en 2015 (Politique Nationale de Population, 2015, p10). Une telle structure démographique oblige l'État à consentir ses efforts de développement à la lutte contre le chômage et à la création d'emplois décents, surtout pour les jeunes. Et malgré les nombreux instruments mis en place pour faire face au chômage des jeunes de nombreux défis subsistent encore. Même si le gouvernement ivoirien dit que le taux de chômage est de 5%, on dénombre de nombreux jeunes qui connaissent d'énormes difficultés et sont durement confrontés à de nombreux défis d'ordre socio-économique. A ces défis socio-économiques viennent s'ajouter les défis socio-politiques et militaires. Le souvenir douloureux incompréhensible des conséquences considérables et désastreuses de la crise post-électorale de 2010-2011 avec ses milliers de morts, « nous font peur pour les prochaines élections de 2020 » (Enquête de terrain, 2019 à Yopougon-Selmer). La peur du lendemain peut aussi constituer des éléments répulsifs pour le départ.

Avec les crises socio-politiques et militaires que la Côte d'Ivoire a connues, le chômage, l'insuffisance d'emplois, et d'activités génératrices de revenus rendent les jeunes vulnérables. De plus, la marginalisation des jeunes vivant dans une

société où les normes et le contrôle social se sont profondément affaiblis, les exposent aux risques de toutes sortes : manque d'autorité parentale, incertitude, insécurité, aggravation de la pauvreté et énorme peur pour le lendemain. De plus, les jeunes se sentent exclus par les échecs scolaires et universitaires, l'absence d'emplois et de perspectives alors que des modèles de communication et de réussite sont à portée de main dans les publicités, dans les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), la télévision qui présente l'occident comme un eldorado, un espace d'immigration sans problèmes. Les migrants, candidats à l'émigration, utilisent les Tic et les réseaux sociaux pour s'informer des itinéraires à suivre, des formalités administratives et juridiques à remplir et les visas à obtenir pour arriver en Europe ou ailleurs. Les TIC permettent aux candidats à l'émigration de s'imprégner de la réalité migratoire depuis le pays d'origine jusqu'au pays d'accueil.

Même s'agissant de la migration irrégulière, les migrants ont besoin de l'apport des TIC et des réseaux sociaux pour s'informer afin de mieux connaître les réalités migratoires. Les jeunes ivoiriens tout comme leurs frères africains empruntent souvent sur la « pointe des pieds » la difficile, pénible, incertaine et parfois mortelle route migratoire à la recherche d'un mieux-être.

I.2. Rôle des TIC dans la migration des Ivoiriens

Les migrants sont profondément liés aux technologies : hier, vecteurs des innovations technologiques entre les pays, un rôle que remplit de nos jours, internet. Les migrants sont à présent des usagers très particuliers des TIC. Conscients des avantages que procurent les TIC, les migrants n'ont pas attendus la démocratisation des équipements mobiles ni les politiques d'inclusion numérique à leur égard pour en profiter. Portable décodé partagé à plusieurs, chasse aux zones de communication gratuite, tout est bon pour téléphoner un peu plus longtemps à la famille, restée à la famille. L'usage des TIC va plus loin que la simple fonction communicationnelle. En réalité, grâce aux nouveaux outils de communication, les populations migrantes élaborent des stratégies inédites qui leur permettent autant de garder un lien avec leur pays d'origine que de s'intégrer dans le pays d'accueil. Lorsqu'un accès à internet est possible, nombre de migrants participent à des sites web qui deviennent autant de lieux virtuels pour échanger des informations et des bons tuyaux, mais plus encore, pour créer des liens et maintenir une identité collective. Avec une population ivoirienne très jeune : (les moins de 35 ans représentant 77,7% de la population totale), on comprend aisément la place de cette frange de la population dans la migration. Les émigrants sont pour la plupart des jeunes ouverts aux innovations, aux nouvelles idées et à la créativité qui prennent le chemin parfois incertain de la migration

II. Profil des émigrants

2.1 Evolution des flux et évolution de la migration

L'insuffisance et même le manque de données exhaustives, fiables et actualisées et d'études ciblées et approfondies sur la diaspora ivoirienne à l'étranger, ne nous permettent pas de mieux cerner tous les contours de cette problématique émergente. Ainsi, il est difficile d'avoir des données sur l'effectif exact et la structure par sexe et par âge de la population des Ivoiriens de la diaspora. Cependant, à partir de sources consulaires, le Département des Ivoiriens de l'Etranger (DIE) du Ministère des Affaires étrangères de la Côte d'Ivoire, estimait de 2000 à 2008, l'effectif de la population des Ivoiriens vivant à l'étranger à 240 900 personnes. En tant que phénomène récent, nous pensons que cet effectif reflète bien la réalité. Selon la Direction des Ivoiriens de l'Etranger, la répartition des Ivoiriens de l'extérieur par pays en 2008, se présente comme suit

Pays	Effectif	Emigré/Total Emigré (%)	Pays	Effectif	Emigré/Total Emigré (%)
France	120 000	49,81%	Egypte	480	0,2%
Etats-Unis	50 000	20,76%	RDC	450	0,2%
Grande Bretagne	20 000	8,30%	Lybie	400	0,2%
Italie	20 000	8,30	Arabie Saoudite	380	0,2%
Sénégal	5 000	2,08	Chine	300	0,1%
Allemagne	3 220	1,34%	Inde	250	0,1%
Canada	3 000	1,25%	Israël	250	0,1%
Burkina Faso	2 500	1,04%	Corée du Sud	150	0,1%
Maroc	2 000	0,83%	Russie	150	0,1%
Mali	1 700	0,71%	Iran	120	0,05%
Danemark	1 500	0,62%	Ethiopie	110	0,05%
Suisse	1 200	0,50%	Japon	110	0,05%
Afrique du Sud	1 000	0,42%	Algérie	100	0,04%
Guinée Conakry	1 000	0,42%	Angola	50	0,02%
Belgique	1 000	0,42%	Mexique	30	0,01%
Espagne	1 000	0,42%	Malaisie	10	0,00%
Gabon	950	0,39%	Singapour	10	0,00%
Ghana	860	0,36%			
Nigéria	540	0,22%	Total	240 900	100%

Source : Département des Ivoiriens de l'Etranger (2 000-2008), Ministère des Affaires étrangères.

Sur ce tableau, nous remarquons que l'Occident avec en tête la France, suivie des Etats –Unis d'Amérique, de la Grande Bretagne, et de l'Italie, sont les principaux pays destinataires des Ivoiriens. En Afrique, le Sénégal, le Burkina Faso le Maroc et le Mali apparaissent comme les pays attractifs des Ivoiriens. Aujourd'hui, la Direction Générale des Ivoiriens de l'Extérieur du Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur de la république de Côte d'Ivoire, fait savoir qu'environ 1 240 000 Ivoiriens vivent à l'étranger dont 60 % en France. Pour information, la population de la Côte d'Ivoire est de 23 millions d'habitants en 2014. Les crises socio-politiques et politico-militaires à répétition que la Côte d'Ivoire a

connues, pourraient expliquer les 1 240 000 Ivoiriens vivant à l'étranger. Quant aux types de migrants, on distingue des réfugiés, des demandeurs d'asile, des migrants travailleurs, des étudiants etc. Ces migrants sont confrontés à des problèmes d'ordre administratif, socio-politique, à des tracasseries judiciaires et à des problèmes de logements et d'emploi malgré leur expertise. Les émigrés ivoiriens sont principalement des émigrés permanents, car plus de 40 000 d'entre eux, plus de 65% ont une durée de résidence supérieure à 5 ans (OCDE, 2008).

2.2 Structure par âge et par sexe

Les données de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE) sur la population émigrée de la Côte d'Ivoire indiquent une prépondérance des hommes (52%) par rapport aux femmes (48%), soit un rapport de masculinité de 109 hommes pour 100 femmes. En France, la proportion des femmes (51%) est supérieure à celle des hommes (OCDE, 2008). En général, la majorité des pays de destination ou d'accueil, compte plus d'hommes que de femmes. Le rapport de masculinité qui varie de selon les tranches d'âge, est de 83 hommes pour 100 femmes dans la tranche d'âge de 15 à 24 ans contre 117 pour les classes de 25 à 64 ans et 109 pour les 65 et plus. Mais au niveau des âges de moins de 25 ans, on enregistre plus de femmes que d'hommes. Les émigrés ivoiriens se concentrent entre 25 et 64 ans. Cette classe d'âge d'actifs au plan du travail, traduit effectivement la motivation économique de l'émigration. Nos enquêtes de terrain auprès de la Direction Générale des Ivoiriens de l'Extérieur, indiquent que quelques migrants et migrantes sont accompagnés par des enfants.

2.3 Niveau par compétence

Des auteurs comme Koudou, et Louhouri (2008) ont fait savoir que les Ivoiriens de la diaspora dans leur majorité dans leur immense majorité, montrent de la bravoure pour réussir malgré un contexte qui ne leur pas favorable. On retrouve les Ivoiriens dans les secteurs d'activités suivants : Sécurité, surveillance, bâtiment, employés de maison, assistance maternelle et médicale, médecins, policiers, enseignant, informaticiens (objet de notre étude) etc. Les Ivoiriens de la diaspora rencontrent tout comme leurs frères africains, de nombreuses difficultés. Il s'agit de problèmes de logements, d'intégration socio-professionnelle, d'emploi etc. L'absence de documents administratifs et juridiques entraîne des problèmes de tracasserie et même d'humiliation de la part des autorités du pays d'accueil. Parti à la recherche d'un mieux-être, l'émigré dans ses débuts peut être confronté à un manque de ressources financières, ce qui l'expose à d'autres soucis plus complexes. Les Ivoiriens de l'étranger dans leur immense majorité, sont animés d'une bravoure pour réussir et apporter leur contribution au développement de leur pays.

Les émigrants ivoiriens ouverts à la science et à la technologie peuvent transférer dans leur pays d'origine des connaissances, des savoir-faire et des expériences acquises. Dans des pays d'émigration comme le Mali, le Sénégal et le Cap Vert que nous avons visités, et bien d'autres, la diaspora constitue une force additive qui joue un rôle de premier plan dans le processus de développement. Cela se manifeste par des transferts de fonds et par l'expertise des émigrés. Les émigrés ivoiriens ayant une haute qualification dans tous les domaines, sont des acteurs potentiels de développement pour leur pays d'origine qu'est la Côte d'Ivoire. Il s'agit des Ingénieurs, des Médecins, des Enseignants d'Universités, de Grandes Ecoles, des Chercheurs d'Instituts et de Centres de Recherche qui jouent un grand rôle dans le développement de leur pays à travers la migration circulaire. La diaspora constitue une sorte d'interface entre les deux espaces que sont les pays d'origine et d'espace. La communauté des Ivoiriens de l'étranger représente une sorte de relais scientifique et technologique qu'il faut savoir capter et mettre au service du développement.

En effet, en tant que modèle de vie et de développement, la diaspora ivoirienne constitue un apport socio-politique et économique, scientifique et technologique, culturel, sportif etc., pour le développement de la Côte d'Ivoire. Les premiers émigrés ivoiriens constitués d'élèves et d'étudiants qui se sont expatriés pour acquérir le savoir et qui sont retournés au pays, travaillent dans tous les secteurs d'activités correspondant à leur profil de formation (dans la vie politique, dans les Institutions, dans les Universités, dans les Instituts et Centres de recherche, dans les administrations et le secteur privé etc.)

En effet, les expériences et les expertises acquises par les migrants à travers les TIC, leur permettent d'apporter leur modeste contribution à l'émergence de la Côte d'Ivoire. Véritable solution aux situations des plus précaires, les TIC sont à la fois des outils de travail, des outils de création d'activité et de lutte contre la pauvreté. Comme exemple, nous avons malheureusement le cas des nombreux diplômés des Universités et des grandes Ecoles qui se sont « débrouillés » pour ouvrir des Cybercafés. L'accès massif des différents migrants aux TIC leur permet de participer non seulement à la promotion de l'économie numérique, mais aussi d'ouvrir des lieux d'échange d'informations. Cet accès crée les conditions pour le maintien de liens et l'établissement d'identités collectives. Un usage d'autant plus visible que les traces laissées par leurs activités numériques, peuvent être collectées et analysées par les Chercheurs.

L'utilisation des nouveaux outils et les nouveaux services permettent de se rendre compte de certains changements d'aspiration et de paradigme. Si les migrants apprécient la proximité retrouvée avec leurs proches, ils élaborent également des stratégies plus individuelles pour échapper à des pressions à la fois culturelles et économiques grâce à des nouveaux services numériques comme le transfert d'argent par mobile. Appelés à être redéfinis au contact des populations migrantes, les nouveaux outils numériques s'intègrent dans les stratégies individuelles,

familiales et collectives tissées par les migrants devenus des « e-stratèges ». Vivant en métropole, berceau des TIC, la diaspora qui a appris de nouvelles méthodes de communication, d'informatisation et de matérialisation, peut renforcer la gouvernance numérique ou e-gouvernance en Côte d'Ivoire. Cela revient à promouvoir la coopération internationale avec les pays d'accueil des migrants en procédant à leur recensement et à leur profilage. Les ministères en charge de la migration en Côte d'Ivoire sont interpellés surtout celui en charge de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur où la Direction Générale des Ivoiriens des Ivoiriens de l'Extérieur a, en collaboration avec l'OIM mis en œuvre un projet relatif à la cartographie des Ivoiriens de la diaspora (Enquête de terrain auprès de la (DGIE, 2019).

Cet important projet permettrait d'avoir des données socio-démographiques fiables, actualisées et désagrégées. Il permettrait aussi d'avoir plus d'informations exactes sur les déterminants de l'émigration, le profil des émigrants et leur niveau de compétence, d'expertise et de savoir-faire de nos compatriotes. En d'autres termes, cet important projet permettrait d'identifier ou de capter les compétences des Ivoiriens en matière de TIC. L'apport de la diaspora ivoirienne peut aussi se faire avec les populations ivoiriennes à travers la compétence informatique. En dehors de l'expertise de la diaspora ivoirienne en matière des TIC, il s'avère indispensable d'associer toutes les composantes de la diaspora ivoirienne.

Au plan sportif, la diaspora notamment footballistique composée de joueurs de talents, constitue un canal par lequel la Côte d'Ivoire peut être mieux connue à l'extérieur. Le Brésil de Pelé a acquis sa notoriété mondiale grâce à sa diaspora sportive. Immensément. Riche et détentrice de ressources financières, l'apport de la diaspora sportive est vivement sollicité pour la mise en œuvre d'éventuels projets sur la migration circulaire.

Perspectives

Avec le développement des TIC, les Ivoiriens de la diaspora sont appelés à jouer un rôle de premier ordre de relais scientifique et technologique dans le développement de la Côte d'Ivoire. Vivant pour la plupart dans des pays développés ou émergents, les migrants ivoiriens particulièrement les informaticiens sont dotés d'une vision « binoculaire » de développement. C'est-à-dire que la diaspora ivoirienne a non seulement l'avantage de connaître les réalités ivoiriennes de près, mais aussi d'avoir une vision prospective du développement. A ce titre, leur acquis et leur expertise, leur savoir-faire et leur expérience en matière de TIC s'avèrent indispensables au processus de développement de la Côte d'Ivoire. Vivant dans un monde globalisé où l'importance stratégique des flux migratoires comme levier de promotion socio-économique et scientifique n'est plus à démontrer, la diaspora peut aussi jouer un rôle d'alternative pour le développement de la Côte d'Ivoire. Si l'immigration a fortement contribué au

peuplement de la Côte d'Ivoire, la migration circulaire devrait permettre à la Côte d'Ivoire de s'auto-développer en matière de développement des TIC.

Résultats obtenus

Au terme de notre analyse, nous avons prouvé que les TIC jouent un rôle considérable dans l'accentuation des flux migratoires de la Côte d'Ivoire vers l'extérieur. D'autre part, nos résultats ont prouvé qu'une exploitation de l'expertise, du savoir-faire de la diaspora pourrait accélérer le développement des TIC en Côte d'Ivoire. Comme indiqué très, De nombreux ivoiriens qui ont étudié à l'étranger, travaillent en Côte d'Ivoire. Après nos dix ans en Europe, nous apportons notre modeste contribution au développement scientifique de la Côte d'Ivoire.

Conclusion

Perçue comme un phénomène récent et une opportunité de développement, l'émigration des Ivoiriens reste faible (1% de la population totale), mais s'avère irréversible. En effet, eu égard à la jeunesse de la population ivoirienne, à la persistance du chômage et au développement des TIC, la migration constitue inéluctablement un enjeu majeur du XXI^{ème} siècle. Convaincu que la migration s'intensifie avec le développement des TIC, nous pensons qu'il revient au gouvernement ivoirien de créer les conditions adéquates pour une meilleure promotion de la migration circulaire dans le processus de développement. Cela revient à améliorer le système de collecte de traitement, d'archivage et de diffusion des données migratoires sur la diaspora à travers la réalisation d'enquêtes et d'études dans les ambassades, consulats et postes de frontières à l'aéroport et dans les ports de Côte d'Ivoire.

Recommandations

Recommandations à l'égard de l'Etat ivoirien

- Recenser et identifier tous les Ivoiriens de la diaspora partout où ils se trouvent ;
- Prendre des mesures adéquates pour faciliter le recensement, l'immatriculation des Ivoiriens de la diaspora auprès des autorités consulaires où ils résident ;
- Valoriser la migration pour en faire une opportunité de développement ;
- Faciliter l'accès des TIC aux populations migrantes ;
- Valoriser les migrations pour en faire des opportunités de développement ;

- S'inspirer de l'expérience similaire observée dans les pays comme l'Inde en matière de développement des TIC :

Recommandations à l'égard de la diaspora

- La diaspora ivoirienne doit comprendre que « Un tronc d'arbre aura duré dans l'eau, il ne deviendra jamais caïman » Selon la sagesse africain ;
- Faire obtenir aux candidats à l'émigration, les documents réglementaires conformes aux lois en vigueur dans les pays d'accueil ;
- Apporter votre expertise au processus de développement de la Côte d'Ivoire ;
- Apporter votre expertise aux collectivités décentralisées, aux organisations de la société civile, aux associations et aux mutuelles de développement.

Recommandations à l'égard de la communauté scientifique ivoirienne

- Conduire des études approfondies sur la problématique migration et les TIC
- Faire comprendre à l'Etat ivoirien la nécessité de vulgariser les TIC non seulement dans les populations migrantes, mais aussi au sein des Universités, des Instituts et Centres de recherche.
- Mettre en place un cadre de coopération entre les Chercheurs ivoirien et la « diaspora scientifique ». Ce cadre permettra d'échanger et de partager les expériences en matière de vulgarisation des TIC dans les Instituts et Centres de recherche de Côte d'Ivoire.

Bibliographie

Allou, M. et Irié, M. (2004). Population et développement « des politiques et programmes. *BUNAP Infos*, 000, 2-11.

Hugo, P. (2002). L'éducation. Dans. G., P., *Taapinos. La Côte d'Ivoire à l'aube du XXI siècle*. Paris : Edition Karthala.

Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement (2008). *Migration et Développement : défis et perspectives en Côte d'Ivoire* (Rapport National sur l'Etat et le devenir de la Population de la Côte d'Ivoire 2007-2008). Abidjan : REPCI

Institut National de la Statistique, Côte d'Ivoire. (2001). *Recensement Général de la Population et de l'Habitation de 1998 : Migration*. Volume 4, tome 2, Abidjan.

Institut National de la Statistique, Côte d'Ivoire, (2014), Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2014 (RGPH-2014), Principaux indicateurs.

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Ministère des Affaires Etrangères (2008). Département des Ivoiriens de l'étranger (DIE), Base de données du Département des Ivoiriens.

Le Courrier (2001). n°187, juillet-août 2000), le magazine de la coopération du développement UE-ACP. Dossier Migration, Bruxelles, 80p.

Fraternité Matin, (2013). n°14691), du jeudi 21 Novembre 2014, 39p.

Sociabilités diasporiques sur le web : entre imaginaire collectif et migrations contemporaines des communautés ivoiriennes.

Diaspora sociabilities on the web: between collective imaginary and contemporary migrations of the ivorian communities.

Oulaï Honoré KAHI

Université de Bouaké, Côte d'Ivoire

Résumé

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) ont significativement impacté les processus migratoires. En quoi ces technologies participent-elles à la réorganisation de la logique des projets migratoires et à la mobilisation des actions des migrants ivoiriens ? L'objectif est d'analyser le lien entre les TIC et le champ migratoire. En d'autres mots, investiguer le rapport entre l'utilisation des outils numériques et le processus des migrations contemporaines. Pour ce faire, nous recourons à une recherche qualitative descriptive et interprétative qui permet de comprendre la signification des phénomènes selon le point de vue des participants. Les résultats obtenus montrent que les dispositifs sociaux techniques sont des lieux de convergence stratégiques ; la connectivité et l'intelligence collective, de nouvelles données. Ces dernières contribuent aux processus migratoires très diversifiés.

Mots-clés : migration, connectivité, diaspora, technologie, intelligence collective

Abstract

New information and communication technologies (ICTs) have significantly impacted migration processes. How do these technologies contribute to the reorganization of the logic of migration projects and the mobilization of the actions of Ivorian migrants? The aim is to analyse the link between ICT and the migration field. In other words, investigate the relationship between the use of digital tools and the process of contemporary migration. To do this, we use descriptive and interpretative qualitative research to understand the significance of the phenomena from the participants' point of view. The results obtained show that technical social arrangements are strategic places of convergence; connectivity and collective intelligence of new data. They contribute to highly diversified migration processes

Keywords : migration, connectivity, diaspora, technology, collective intelligence

Introduction

« L'apparition et le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) a significativement impacté la vie des migrants. Nous passons ainsi de "l'ère du migrant déraciné" à celle du "migrant connecté" » (Diminescu, 2013, p. 7). Par ailleurs, les technologies numériques et leurs composantes ont élargi et multiplié les espaces virtuels (Damome, 2011; Giorgia, 2015 ; Angeliki, 2018). Ces composantes se présentent comme, primo des réseaux d'intérêt orientés vers l'accomplissement des projets migratoires ; secundo, des réseaux d'intégration qui véhiculent des ressources nécessaires à une bonne intégration des migrants ; et tertio, des réseaux diasporiques orientés d'avantage vers le pays d'origine (Mihaela, 2009 ; Rafik, 2017). Les dispositifs sociaux techniques sont devenus des lieux de convergence stratégiques ; la connectivité et l'intelligence collective, de nouvelles données de migration. L'appropriation des dispositifs précités et le recours à l'intelligence collective favorisent l'organisation du projet migratoire, le processus d'intégration et la réduction de la distance sociale avec la société d'origine. Ainsi, les TIC donnent aux processus migratoires très diversifiés, des opportunités de coordination des actions des migrants entre différents pôles de migration.

Ces études consultées font consensus sur le lien entre Internet et migration ; ce qui fonde notre question de recherche suivante : en quoi ces technologies participent-elles à la réorganisation de la logique des projets migratoires et à la mobilisation des actions des migrants ivoiriens ? L'objectif est d'analyser le lien entre les TIC et le champ migratoire ; en d'autres mots, investiguer le rapport entre l'utilisation des outils numériques et le processus de migrations contemporaines des communautés ivoiriennes. Nous partons de la théorie de la computation sociale (Coutant et Stenger, 2009 ; Levy, 2008) en intelligence collective (Levy, 1997) en lien avec les approches réseaux migratoires et capital social (Portes, 1998 as cited in Piguet, 2013) pour comprendre les processus de migration recourant aux TIC. Par ailleurs, notre lecture du contexte actuel des migrations contemporaines induit l'hypothèse selon laquelle les TIC participent à la réorganisation de nouvelles formes de représentations identitaires individuelles, à leur inscription dans la logique du projet migratoire qui contribue à la mobilisation des actions des migrants ivoiriens. La méthodologie utilisée recourt à la recherche qualitative descriptive et interprétative qui permet de comprendre la signification des phénomènes selon le point de vue des participants (Gallagher, 2007). De plus, une ethnographie du web (Barats et al., 2013) a également été exploitée. Les données collectées à partir des variables retenues ont été analysées pour faire ressortir les tendances essentielles à l'étude et organiser la réflexion articulée autour des migrations contemporaines en deux axes : i) les dispositifs sociaux techniques comme lieux de convergence stratégiques ; ii) l'espace public diasporique et l'intelligence collective en tant que nouvelles données.

1. Enjeux théoriques

La littérature spécialisée, jusqu'alors centrée sur les individus, prend en compte des itinéraires nouveaux. Il s'agit des interrelations entre le migrant et son environnement composite constitué de réseaux migratoires, outils de communication numériques et les multiples usages en lien avec les imaginaires individuels et collectifs.

1.1. Les apports de l'approche réseaux migratoires

Les recherches sur les stratégies (survie et capacités des migrants) liés aux migrations ont mis au jour plusieurs modèles explicatifs dont la théorie des réseaux et le capital social (Haas, 2010). Elles permettent de dépasser la vision individuelle pour aller vers une vision prenant en compte des actions collectives qui relient les migrants, les non migrants et les diasporés. Ainsi, les notions de réseaux personnels et sociaux sont au cœur des processus migratoires. Boyd (1989 as cited in Couant et Stinger, 2010) inclut les réseaux comme lien entre les lieux de départ et d'arrivée. Ainsi, les réseaux sont des "facteurs intermédiaires, médiateurs entre les facteurs structurels et les acteurs". Massey (1990) a élaboré un modèle ancré sur l'effet cumulatif pour expliquer l'approche "réseaux". L'effet réseaux cumulatif montre que les migrations s'auto-entretiennent par le truchement des réseaux et du changement social induit sur le contexte d'origine (Massey, 1993). Par ailleurs, l'effet des canaux migratoires souligne la mise en place progressive de trajectoires migratoires (Findlay, 1990 as cited in Piguet, 2013). Faisant remarquer le rôle crucial de tels réseaux, Hendrik et al., (2005) expliquent que c'est pendant la phase initiale du processus migratoire qu'ils servent de sources d'informations, de fournisseur d'aide et d'appui. Les migrants reçoivent donc des bénéfices en termes de capital social, résultats de la sociabilité externe et de la solidarité.

1.2. Les apports de l'approche capital social

Stenifield (2008 as cited in Digout et Besson, 2016) montre que l'utilisation d'un réseau socionumérique permet de construire un capital social (CS). Ce CS, au prisme individuel, réfère à l'ensemble des ressources insérées dans les RSN disponibles et utilisés par le(s) acteur(s) pour l'action. En termes d'action, l'individu produit un « effort » qui peut bénéficier à ceux avec qui il interagit. Ceci crée un lien symétrique fondé sur la « relation réciproque » : l'individu s'attend donc à ce que cet effort engendre en retour un effort équivalent, d'où l'idée d'un capital que l'on accumule à la faveur de ses interactions sociales. Dans ce contexte, le capital social est un sous-ensemble de la sociabilité, réservé aux amis et connaissances que l'on aide. (Stutzman et al., 2012, as cited in Bang et Huiban). Le CS est également assimilé à un capital connexionnel qui « émerge de l'existence des liens sociaux entre acteurs ; c'est le nombre directe de connexions d'un égo » (Digout et Besson, 2016, p. 47). Cet aspect de connectivité explique la forte corrélation qui existe entre l'utilisation faite des RSN et la valeur perçue du CS en général par

les usagers et en particulier par les migrants et les diasporés. À partir des études sur les dispositifs sociotechniques, Cucchi et Fuhrer démontrent que des dimensions du capital social influencent l'exploitation des outils technologiques de communication. Ils mentionnent entre autre : la dimension relationnelle (confiance et normes partagées), la dimension structurelle (liens entre les membres) et la dimension cognitive (connaissances et sens produit). Ces trois dimensions ont joué un rôle capital dans les échanges entre potentiels migrants, migrants et diasporés. La confiance et les normes partagées par les parties prenantes du projet, les informations requises pour réussir le voyage et le sens qui caractérise l'imaginaire collectif sont autant d'éléments qui constituent la trame du processus migratoire. Il apparaît donc dans les stratégies migratoires, que l'appartenance à des réseaux conditionne les opportunités ou accroît les chances de migrer : disponibilité des ressources des réseaux, réduction des coûts et des risques (Palloni, 2001). Ainsi, l'apport du capital social est efficient et Portes (*supra*) le met en évidence à travers les fonctions qu'il a identifiées : "source de contrôle social", "source de support familial" et "source de bénéfices provenant des réseaux extrafamiliaux". Outre les approches "réseaux migratoires" et "capital social", le potentiel des outils technologiques de communication est de plus en plus pris en compte. Des outils comme Skype, WhatsApp, les messageries textuelles et vocales de Facebook, Gmail Messenger, Yahoo Messenger, les blogs et les sites dédiés sont légion. Ils facilitent et favorisent le maintien des réseaux migratoire et d'un capital social, voire d'une intelligence collective. Ils font partie intégrante de la computation sociale.

1.3. Les apports de la computation sociale

Selon Levy (2008), la computation sociale en termes de nouveaux types d'applications et d'usages relevant du web 2.0, « construit et partage de manière collaborative des mémoires numériques collectives à l'échelle mondiale, qu'il s'agisse de photos (Flickr), de vidéos (Youtube, Dailymotion), de musique (Bittorent), de pointeurs web (Delicious, Ferl, Diigo) ou bien de connaissances encyclopédiques (wikipedia, Freebase ». L'auteur met en évidence ici, l'idée d'un collectif engagé dans la construction et le partage de différentes formes de contenus. De plus, il inclut dans les dispositifs évoqués, les RSN, dont l'omniprésence est de mise dans la computation sociale. Par ailleurs, Boyd (2007) et Ito (2008) distinguent les activités identifiées sur les RSN en : i) activités focalisées sur Internet et ii) activités fondées sur la sociabilité. Les deux types s'inscrivent dans la logique de l'usage des TICs par les migrants ivoiriens. Ces derniers exploitent des services web qui permettent [aux individus] de construire un profil public ou semi-public au sein d'un système ; de gérer une liste des utilisateurs avec lesquels ils partagent un lieu lien ; de voir et naviguer sur leur liste de liens et sur ceux établis par les autres au sein du système (Coutant et Stenger, 2009).

Les services sus-mentionnés sont fournis par les artefacts numériques dans leurs composantes techniques et logicielles. À ce propos, Ito et al., (2008, as cited in

Coutant et Stinger, 2010) mentionnent des usages hérités et spécifient des formes de participations sur les outils numériques : passer du bon temps ensemble (hanging out) en utilisant des outils comme la messagerie instantané, *Facebook* ou *MySpace* pour retrouver et discuter avec ses amis ; surfer, se frotter à l'extérieur (Messing out), chercher de l'information, bricoler avec des moyens expérimentaux ou naviguer au hasard. Ainsi, les contenus sont élaborés, déposés et organisés sur les RSN par les communautés créées, via l'interconnexion. Ces ressources et activités sont rendues opérationnelles par la computation sociale qui augmente aussi bien la propension que les possibilités de l'intelligence collective (IC) des migrants et des diasporés.

1.4. Les apports de l'intelligence collective

Cette IC est entendue au sens de « (...) intelligence partout distribuée, sans cesse valorisée, coordonnée en temps réel, qui aboutit à une mobilisation effective des compétences » (Levy, 1997, p. 29). Nous pouvons en déduire que l'IC dans le milieu migratoire réfère à un potentiel qu'ont les acteurs (migrants et diasporés) de "co-réfléchir", "co-crée" et "co-construire" dans le but d'atteindre des objectifs déterminés à l'avance pour une migration efficiente et efficace. Ces acteurs interagissent par des "échanges structurés" de façon spécifique et sont soumis à une "dynamique à trois temps : l'élaboration collective, la décision et le travail collaboratif" (Vignes, 2013). C'est ce que font d'une part les potentiels migrants, les migrants et les diasporés et d'autre part les migrants et les diasporés pendant le voyage, à l'arrivée et au cours des démarches d'intégration. L'IC est développée ici pour produire des résultats qui font sens et sont supérieurs à ce qui aurait été obtenu si chaque migrant et chaque diasporé était resté isolé. C'est un constat régulier sur les RSN, autres blogs, et sites où la masse d'information accumulée augmente considérablement. Cette observation ne saurait ignorer les moyens logiciels et techniques que sont les dispositifs sociotechniques constituants essentiels du cyberspace. Par ailleurs, les six caractéristiques suivantes de l'IC sont pertinentes et efficaces pour la réalisation des objectifs migratoires :

- la décentralisation du savoir et des pouvoirs ;
- l'autonomie des individus valorisés en tant que créateurs de sens et de contenus ;
- l'expansion d'un espace intersubjectif dégagé des contraintes économiques mais aussi institutionnelles et étatiques ;
- une interactivité constante entre les individus et leur environnement (technique, économique...) facilitée par les technologies mobiles (smartphone et tablette) dont les modifications sont perçues et contrôlées en temps réel ;
- la disparition des structures molaires (au sens de massives, globales...) au profit de petites entités autonomes ;
- l'émergence d'une nouvelle convivialité, d'une nouvelle civilité et d'une nouvelle éthique. (Digout et Besson, 2016, p. 44).

Ces caractéristiques sont en congruence avec la computation sociale, moteur des stratégies de communication des potentiels migrants, migrants et diasporés.

1.5. Les apports de la sociabilité en ligne

Selon Digout et Besson (2016), le monde de la sociabilité est « constitué d'êtres qui souhaitent établir exclusivement entre eux des actions réciproques entièrement pures, qui ne soient pas perturbées pour ainsi dire par aucune référence matérielle » (2016, p. 41). C'est ici une capacité relationnelle qui anime potentiels migrants, migrants et diasporés déjà caractérisés par une culture de groupe. Dans ce relationnel, les deux auteurs précités distinguent la sociabilité interne (univers domestique) de la sociabilité externe (tournée vers les réseaux amicaux et professionnels). Le milieu migratoire utilise les deux formes de sociabilité car il recourt à un réseau social hors ligne et en ligne.

L'avantage du réseau social numérique est qu'il est centré sur l'intelligence collective dans ses logiques d'interactivité constante entre les individus, d'émergence d'une nouvelle convivialité et d'expression d'un espace intersubjectif. Ainsi, le réseau migratoire en ligne, s'apparente à « une structure idéale de relations entre égaux. ». [...] et s'inscrit dans l'homophilie au sens de logique sociale de « l'amitié qui se forme entre des individus qui se ressemblent sur un aspect précis. » (Digout et Besson, 2016, p. 42), ici le projet migratoire. La sociabilité numérique oriente vers la mise en place d'une sociabilité aux moyens d'outils technologiques de communication et d'évolution dans des réseaux sociaux virtuels. Selon Beaudouin (2009), cité par Marcotte (2016), il n'est désormais plus possible d'aborder la question de la sociabilité sans « intégrer toutes les modalités de contacts, celle des outils, des services, des dispositifs de cette mise en contact. » (Marcotte, 2016, p. 3). Les nouvelles formes de sociabilités qui prévalent dans les processus migratoires découlent de l'usage des dispositifs numériques permettant des échanges, de nouvelles habitudes d'interaction.

Le cadre conceptuel et les enjeux théoriques ont permis d'élaborer la méthodologie.

2. Méthodologie

2.1. La sélection des répondants

La méthode utilisée pour la sélection des participants est la technique d'échantillonnage en boule de neige qui consiste à « opérer un contact initial avec des informateurs clés, qui pointent à leur tour vers des cas riches en information » (Pickard, 2007, p. 65). Ces informateurs clés sont des "potentiels migrants" et les assistants cybercafés. Ils nous ont dirigés vers d'autres répondants. Ainsi, nous avons retenu des actants-répondants qui ont accès à Internet et dont l'âge moyen

est compris entre 18 et 35 ans. Un quota de 25 potentiels migrants, considérés comme ceux dont on peut apprendre beaucoup sur les processus de migration et sur les modes de communication via les TIC. La même technique a été utilisée pour la constitution d'un échantillon composé de "diasporés", ceux-ci peuvent exprimer une diversité d'opinion significative sur les nouvelles pratiques de communication numérique. Dans leur cas, le principe de saturation empirique (O'Reilly et Parker, 2013) a été utilisé pour la constitution de ce type d'échantillon. Par ailleurs, nous avons eu recours aux dispositifs sociotechniques, sources du corpus.

2.2. La collecte des données

La collecte des données s'est faite au moyen de trois outils : l'ethnographie du web (Barats et al., 2013), le guide d'entretien et une entrevue de groupe ou groupe focalisé. Le premier outil concerne la consultation des blogs dédiés et des sites diasporiques en vue d'explorer les types de contenus mobilisés dans les rubriques interactives et de co-production. Près de 140 messages échangés et 48 commentaires sur les blogs diasporiques ont été collectés. Le second outil a permis d'avoir des échanges intenses avec les deux types de répondants sur une période de 18 mois. Pendant cette période, nous avons obtenu par tranche de 2 mois, les extraits de réponses approfondies des actants. Les données rattachées aux nouvelles expressions identitaires et aux nouvelles stratégies d'échange via les artefacts techniques et logiciels ont pu être collectées ; 75 extraits de conversation classés en verbatim ont été constitués. Le principe essentiel du troisième outil consiste en une interaction entre les participants comme moyen de collecte (Baribeau et Germain, 2010) des avis sur les différentes stratégies utilisées et les perceptions des migrants pour documenter des opinions. Des discussions ont été conduites autour de l'exploitation des outils numériques aux fins d'efficacité dans le processus de migration ; 34 extraits de conversation classés en verbatim ont été récoltés. Le corpus obtenu est composé de 298 verbatims.

2.3. Cadre d'analyse

Les informations recueillies (verbatim d'entretien et corpus issus des sites diasporiques et des espaces socionumériques) ont fait l'objet d'une analyse de contenu (Bardin, 2007 ; Mucchielli, 2006). Nous avons différencié les contenus produits en fonction des énonciateurs ("potentiels migrants et "diasporés"). Le critère qui a conditionné le choix des données a été la référence aux utilisations des outils numériques dans le processus migratoire et les déterminants des imaginaires. Les référents empiriques ou observables analysés sont : les types d'artefacts numériques usités et les nouvelles données. Ces artefacts réfèrent aux réseaux d'intérêt, aux réseaux d'intégration, aux sites diasporiques, aux médias sociaux et aux technologies communicationnelles. Les nouvelles données renvoient aux ressources temporelles et spatiales, au capital de sociabilité en ligne, transfrontalières que sont les cyber-diasporas. Ces ressources ont engendré de nouvelles formes de représentation identitaires individuelles et collectives qui se

construisent par le flux des échanges en ligne. Enfin, sont analysés, les contenus des posts aux fins de comparaison. Le but est d'arriver à une compréhension approfondie des pratiques sur l'espace public diasporique qui favorise des échanges de "savoir-circuler" collectifs explicites et tacites entre potentiels migrants. Le corpus obtenu a fait l'objet d'une analyse de contenu ; les unités de sens ont été traitées à l'aide de Sphinx Lexica et les résultats exportés dans Microsoft Excel. Le traitement effectué a abouti à des résultats exposés et discutés ci-après.

3. Internet social comme lieux de convergence stratégiques

Les diasporas connectées et les migrants exploitent les potentialités numériques de l'Internet social pour respectivement consolider les liens et obtenir de l'information sur le processus migratoire. Les divers enjeux en résultant contribuent à l'augmentation des usages diasporiques des TICs ; ces usages amènent Rigori (2010) à distinguer deux âges des pratiques numériques diasporiques.

3.1. Le premier âge des pratiques numériques diasporiques

Cet âge est celui des pratiques individuelles de mise en lien qui permettent de maintenir le contact entre le pays d'origine et le pays de destination. Les outils utilisés sont : Skype, l'e-mail, les webcams et le téléphone cellulaire individuellement. Les diasporés ivoiriens interrogés ont décrit les usages qu'ils faisaient des TICs au cours de leur projet. Ainsi, le verbatim 5 (un diasporé résidant à Chanteloup-les-vignes), décrit ses usages des outils numériques : « *les gens actuels ont la chance avec Internet ; nous, on utilisait seulement skype et e-mail. Je partais au cybercafé pour les préparatifs de mon voyage. Je bloquais un ordinateur pour plusieurs heures pour communiquer avec mon futur tuteur à Paris.* ». Le verbatim 21 (diasporé maintenant à Bron), expose : « *Je vais souvent sur les applications "tchat" avec webcam pour prendre des renseignements sur mon projet avec mon fiancé qui est à Lyon ; skype et yahoo, c'est plus rassurant et chic.* ». Le verbatim 42 (diasporé au Havre), montre une communiquait intense par mail : « *le mail me permet d'exposer mes idées. C'est vrai que dans le temps, la taille des pièces jointes était limitée, mais cela suffisait pour un texte d'une dizaine de pages et pour échanger des documents divers...* ». Le verbatim 124 explicite : « *Par skype et quelquefois par webcam, je recevais toutes les directives possibles ainsi que les photos des endroits où je devais travailler. Je ne dormais plus ; j'étais très souvent au cybercafé. Je rêvais de Paris rien qu'à voir les photos et entendre parler des opportunités financières... c'était fou.* » Ce migrant en Ile-de-France, se souvient qu'il était en contact, selon lui, avec un groupe d'amis qui l'aidait à préparer son voyage et réussir son projet.

L'analyse de contenu des verbatim du corpus a abouti aux résultats suivants (Tableau 1 et Tableau 2). Ces deux tableaux contiennent l'ensemble des données brutes et représentent des scores d'utilisation des artéfacts techniques et

logicielles des technologies de communication avant, pendant et après le processus de migration. L'ensemble des scores pour un outil choisi est de 6 et représente sa distribution. La distribution pour toutes les variables ou outil de communication est de 36 pour le tableau 1 et de 78 pour le tableau 2. À partir de cette distribution des scores nous avons retenu deux procédés statistiques pour dégager l'information pertinente :

- la fréquence relative d'apparition, exprimée en pourcentage, de chacune des variables ;
- le mode ou la valeur la plus répandue dans la distribution de fréquence.

Les participants ont attribué des scores sur leurs usages des outils technologiques de communication. Les valeurs de scores varient entre 01 et 10.

Tableau 1 : Exploitations des TICs par les migrants au premier âge des pratiques diasporiques

Artéfacts	Types d'acteurs						Mode multiple			Fré- quence
	Potentiels migrants		Assistants cybercafés		Diasporés					
Skype	07	10	05	10	08	10	10	10	10	1,39
E-mail	02	05	02	04	03	05	2	2	2	0,58
Webcam	07	09	03	04	06	09	9	9	9	1,06
Chat	06	08	01	08	05	08	8	8	8	1,00
Téléphone	03	05	05	05	08	10	5	5	5	1,00
Appel sur Internet	07	06	02	06	05	06	6	6	6	0,89

Source : notre enquête

La multimodalité montre que les usages des artéfacts sont très fréquents ; certains outils sont plus sollicités que les autres selon les besoins et les contextes. C'est le cas de skype (10, 10, 10) qui combine à la fois la webcam, le téléphone et le "chat". L'appel sur Internet est prisé par les potentiels migrants ce qui n'est pas le cas des diasporés. Les valeurs des fréquences (1,39) montrent que skype était l'outil le plus à la mode pour les échanges d'informations. Il ressort de ces résultats que l'appropriation des TICs facilite l'organisation du projet migratoire et le processus d'intégration. Les TICs, même dans leur premier âge de pratiques diasporiques, permettent de disposer de l'information pertinente qui revêt une importance cruciale pour les migrants ivoiriens avant, pendant et après le voyage. Pour le maintien des relations avec le pays, tous les diasporés ivoiriens sont unanimes pour dire qu'ils recourent aux mêmes pratiques numériques.

3.2. Le deuxième âge des pratiques numériques diasporiques

Cet âge est celui de l'interactivité et de la participation en ligne. Ces pratiques ont

vu le jour à l'ère de la computation sociale au cours de laquelle les technologies de communication ont pris un nouvel essor : accroissement de la "masse critique"⁹³ des équipements, amélioration de la "présence sociale"⁹⁴ et de la "richesse de ces médias"⁹⁵. Ces outils du web 2.0 accélèrent le flux des échanges et facilitent la construction des réseaux de contacts.

3.2.1. Les diasporés interrogés

Le recoupement des informations recueillies mettent en exergue les verbatim clés suivants :

Verbatim 150 : « *les "webcams" permettent le direct ; c'est fabuleux* » ;

Verbatim 148 : « *sur mon smartphone, j'ai les infos de la famille au pays, chaque jour par WhatsApp* » ;

Verbatim 174 : « *sur Facebook, on se voit en vidéo, on cause dans notre langue* » ;

Verbatim 192 : « *les enfants ici ont pu voir les parents âgés et bien bavardé avec eux, c'était émouvant. Tout ça, grâce à Internet et aux caméras* ». « *J'ai pu voir les nouveau-nés de ma tante grâce à l'ordinateur que j'avais envoyé aux petits frères* ».

À l'analyse des propos retenus, on s'aperçoit que l'Internet social est devenu une extension numérique du territoire physique et permet l'enchevêtrement des actions. Ce qui fait dire à Rieffel (2014) que : « les pratiques virtuelles et hors ligne se déploient dans une espèce de continuum où les formes de sociabilité antérieures se réactualisent. » (2010, p. 95). Les diasporés ivoiriens parviennent ainsi à « maintenir à distance et à reconfigurer des relations qui s'apparentent à des rapports de proximité » avec leur pays d'origine par les TICs.

3.2.2. Les potentiels migrants interrogés

Les potentiels migrants ivoiriens utilisent les TICs pour obtenir des informations précises concernant les options et opportunités qui s'offrent à eux en Europe ainsi que les facteurs de risques liés au processus de migration. Les extraits d'entretien suivants, ont été les plus récurrents au cours des focus groups animés :

⁹³ La masse critique est le taux d'équipement à partir duquel la communication de groupe à travers le média en question devient possible. Elle implique également un phénomène boule de neige : dès que la proportion des personnes équipées la dépasse, les autres sont obligés de s'équiper s'ils ne veulent pas rester sans information. (Uhlir et al., 1979).

⁹⁴ La présence sociale selon Short et al. (1976) réfère à une distinction des médias en médias sensibles et sociables (fort degré de présence sociale) de ceux impersonnels insensibles et peu sociables (faible de degré de présence sociale).

⁹⁵ La richesse des médias renvoie à la richesse de l'information que le média est capable de transmettre. Cette richesse, selon Trevino et al., (1987) est la capacité de modifier la compréhension d'un événement pendant un intervalle de temps donné.

Verbatim 232 : « *Moi, c'est avec Facebook que je communique ; je reçois les vidéos, les photos et beaucoup de techniques" que les amis me proposent.* »

Verbatim 202 : « *Pour moi, c'est WhatsApp : tu n'as pas besoin de l'ordinateur pour te connecter. Partout, avec ton phone, tu reçois les messages, avec les images, tous les détails, tu es bien informé.* »

Verbatim 208 : « *avec tablette, tu fais comme sur un ordinateur et sur un téléphone. Tu as les deux en même temps. Tu peux tout faire : e-mail, vidéos, images, tout ; tu as tout Internet et les bonnes informations de Bengué.* »

Verbatim 221 : « *si tu as le matériel informatique, tu as tous les topos avec les amis footballeurs. Internet-la, c'est trop bon, on a les sons en direct et avec tous les détails, photos, vidéos, tout. Je sais que je vais partir au froid.* »

Comme dans le cas précédent, nous avons utilisé la méthode des scores pour amener les participants à évaluer leurs usages des technologies propres à la computation sociale. La distribution obtenue est consignée dans le tableau suivant (Tableau 2).

Tableau 2 : Exploitations des TICs par les migrants au deuxième âge des pratiques diasporiques

Artéfacts	Types d'acteurs						Mode multiple			Fré- quence
	Potentiels migrants		Assistants cybercafés		Diasporés					
Skype	2	3	2	2	3	3	2	2	2	0,19
E-mail	2	2	1	2	2	2	2	2	2	0,14
Webcam	5	4	1	1	2	1	1	1	1	0,18
Tchat	2	3	4	5	2	3	2	2	2	0,24
Téléphone	5	4	1	1	3	2	1	1	1	0,21
Appel Internet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00
Facebook	10	10	10	10	10	10	10	10	10	0,77
WhatsApp	8	8	2	1	8	9	8	8	8	0,46
Snapchat		2	2	2	2	2	2	2	2	0,13
Messenger	9	10	7	8	10	10	10	10	10	0,69
Smartphone	8	8	1	5	8	10	8	8	10	0,51
Tablette	3	2	2	2	8	8	2	2	2	0,32
Note Book	4	5	4	4	8	9	4	4	4	0,44

Source : notre enquête

Les valeurs des modes et fréquences montrent que les outils, Facebook (0,77), WhatsApp (0,46), Messenger (0,69), Smartphone (0,51), Notebook (0,44), plus à la mode, sont très exploités par les acteurs des projets de migration. Leurs fonctionnalités sont telles que les échanges d'information sont facilités.

Les résultats du tableau montrent que l'Interactivité et les nouvelles formes de sociabilité engendrées par les outils numériques, font du web, un lieu d'action des

potentiels migrants où leur imaginaire social est influencé et façonné. Ces pratiques numériques diasporiques se déploient continuellement avec les outils sans cesse nouveaux et performants. Les sites et blogs diasporiques en sont une illustration complémentaire.

3.2.3. Les sites diasporiques explorés

Les sites explorés remplissent deux fonctions principales : informer sur les réalités du pays et permettre des échanges multiples avec les diasporés. Par ailleurs, en termes de contenu, diverses rubriques contextualisés, structurent ces sites : "immigration", "forum", "débat", "contributions", "musiques", "cuisine", "retrouvailles", "immobilier", "affaires" etc. Trois grandes catégories ont été identifiées par la littérature spécialisée (Scopsi, 2009). Damone (2012) mentionne les sites à identité revendiquée⁹⁶, à références régionales⁹⁷, à références à un pays⁹⁸, les sites généralistes et les sites thématiques. Hassane (2010) distingue les sites relevant des médias du "je"⁹⁹, ceux des médias du "nous directif" et enfin ceux du "nous participatif". Quel que soit le format retenu, les supports en ligne sont le lieu d'interactivité grâce à des nouvelles formes de visibilité et de présence en ligne.

4. Les nouvelles donnes

Deux angles principaux d'analyse, pour ce qui est de l'usage des outils numériques par les diasporas connectées, ont été retenus pour la suite de l'étude. Par des flux d'échange intenses, les "présences connectées" (Licoppe, 2002) constituent aussi bien un capital social pourvoyeur de ressources spatiales et, un capital d'intelligence collective.

4.1. Capital social comme ressources spatiales

La connectivité, offre à la diaspora des ressources multiples telles la diversité de la capacité relationnelle, la dynamique ubiquitaire, des possibilités d'interaction avec d'autres personnes et une prise de conscience d'une appartenance déterminée. L'interconnexion permet une unification des ressources de la diaspora connectée : les sujets de ce groupe social en ligne développent des échanges entre eux et dans le groupe. La diaspora en devient ainsi une ressource spatiale de par la multiplicité des expériences acquises dans des espaces géographiques différents. Ces ressources spatiales sont les ferments des "effets réseaux cumulatifs" et "effets canaux migratoires". Par ailleurs, la quantité et la qualité des liens entre les diasporés ainsi que le climat de confiance qui y règne constituent le capital social nécessaire aux migrants dans la mise en œuvre des projets migratoire. Un tel

⁹⁶ www.lesafriques.com, www.grioo.com, www.allafrica.com

⁹⁷ www.wobebli.net, www.tagbana.com

⁹⁸ www.maliweb.net, www.cameroun.net

⁹⁹ www.kotokoli.blog.free.fr

capital social est pourvoyeur de ressources spatiales et accroît le désir de migration. Ces ressources spatiales participent à la construction de l'intelligence collective au sens de mobilisation de compétences en ligne.

4.2. Capital d'intelligence collective

La computation sociale offre aux diasporés et aux migrants, les instruments leur permettant d'échanger et de s'investir dans des réseaux migratoires. Ils peuvent ainsi se prévaloir d'un espace collaboratif et participatif outillé et riche. De fait, ils ont des possibilités inouïes de "co-crée" et de "co-construire" par le truchement des TICs afin de faciliter l'organisation du projet migratoire et le processus d'intégration. Un répondant abondant dans le même sens, raconte : « *j'ai eu en ligne des renseignements sur les démarches, le logement, la santé, mes droits et les personnes à contacter pour les "djocis" bien payés. Le jour où je suis arrivé à Bengué, je savais ce que je devais faire au début. Tous les gens que je connais aujourd'hui ont été vus sur les réseaux. Actuellement, il y a un qui est mon colocataire.* » (Verbatim 250). L'un des diasporés de notre échantillon explique : « *nous leurs disons à travers Internet comment se préparer au départ, que faut-il mettre dans les bagages et ce qu'il y a à faire à l'arrivée. On leur donne les informations utiles avec les outils les plus simples comme WhatsApp, Face... euh... tous ceux qui ont des renseignements se mobilisent pour le faire...* » (Verbatim 261).

Ces résultats montrent que les migrants s'adaptent à leur nouveau milieu – contexte socioculturel et physique – grâce à l'Internet social. Ils relèvent les défis et surmontent les difficultés tout en continuant à garder les contacts avec le pays d'origine. La computation sociale devient une sorte de sésame qui fait de l'Internet social un « espace social caractérisé par un degré de créativité élevé où sont expérimenté de nouvelles manières de résoudre les problèmes qui peuvent se poser dans les relations sociales contemporaines. » (Karim, 2003 cité dans Miela, 2010, p. 61).

Conclusion

Il existe un lien réel entre les TIC et le champ migratoire. C'est une mise en disposition des informations pertinentes contribuant à l'accroissement du désir de migration. La méthodologie de la recherche qualitative descriptive et interprétative a permis de comprendre la signification des phénomènes selon le point de vue des diasporés et migrants ivoiriens. Résultats Par ailleurs, l'Internet social se présente comme un lieu de convergence stratégique ; le capital social, les ressources spatiales et l'intelligence collective comme de nouvelles données. Limites Les sociabilités diasporiques sur le web – dans l'optique des migrations – pourraient être étudiées de façon approfondie à partir des nouveaux médias pris séparément afin de déterminer l'impact de chaque outil.

Bibliographie

Beaudouin, Valérie, (2009) Les dynamiques des sociabilités, dans Christian Licoppe, *L'évolution des cultures numériques*, Paris, France : FYP.

Claire Scopsi, (2009), Les sites web diasporiques : un nouveau genre médiatique ?, *tic&société*, Vol. 3, n° 1-2, Repéré à : <http://ticetsociete.revues.org/640>.

Coutant et Stenger, (2009), La prescription ordinaire sur les réseaux sociaux numériques : Un moteur pour l'activité. *Médias*, 9 (Décembre), 1-24.

Damome, Etienne L. (2011), La diaspora africaine et ses sites Internet. Un nouveau format médiatique ?. *Afrique contemporaine* vol 4, 240, 147-148.

Dang Nguyen G., Huiban E., Deporte N. (2014), *Usage de Facebook : entre reconnaissance et visibilité*, papier présenté au 1er Workshop pluridisciplinaire sur le Numérique, Université de La Rochelle.

De Haas Hein, (2010), *Le mythe de l'invasion. Migration irrégulière d'Afrique de l'Ouest au Maghreb et en Union européenne*. Oxford, Grande Bretagne : IMI.

Digout et Besson, (2016), *Web social, le web 2.0 au service de la valeur dans l'entreprise*, Paris, France : Vuibert.

Diminescu, Dana. (2013), « L'ère du numérique et les migrants : Quel impact sur la façon d'envisager et de penser les migrations ? », *Proasile, Revue de France terre d'asile*, Numéro spécial, 23.

Hassane, S. (2010), L'Internet des diasporas noires aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en France, *Revue européenne des migrations internationales*, vol. XXVI, p. 119-139.

Macilotti, Giorgia. (2015), Migrations et société en réseau : TIC et expérience migratoire entre pays d'origine et société d'accueil, *Revue de criminologie, victimologie et sécurité*, Année 9, Numéro 1, Janvier-Avril.

Marcotte, Sophie, (2016), La sociabilité numérique comme ressort de la fiction, *Sens public*, N°12, Repéré à <http://sens-public.org/article1225.html>

Nedelcu, Mihaela (2009), *Le migrant online. Nouveaux modèles migratoires à l'ère du numérique*, Paris, France : L'Harmattan.

Nedelcu, Mihaela (2010), (Re)penser le transnationalisme et l'intégration à l'ère du numérique. Vers un tournant cosmopolitique dans l'étude des migrations

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

internationales ?, *Revue Européenne des Migrations Internationales* (REMI), vol. 26, 2, 33-55.

Piguet Etienne, (2013). *L'immigration en suisse. Soixante ans d'ouverture*. Lausanne, Suisse : Presses polytechniques romandes.

Rafik, Arfaoui (2017), L'usage des TIC par les indésirables, *Netcom*, vol 4, 31-3/4 Repéré à <http://journals.openedition.org/netcom/2799>.

Rigoni, Isabelle (2010). Technologie de l'information et de la communication, migrations et nouvelles pratiques de communication. *Migration Société*, 132, 31-46.

Vignes, et al. (2013). *Intelligence collective*. Repéré à <http://colligence.fr/27-intelligence-collective-livre-blanc-version-papier-9791092520033.html>

AXE 4.

ORGANISATIONS NATIONALES ET INTERNATIONALES ET QUESTIONS DE LA MIGRATION CONTEMPORAINE

Étude des enjeux socioéconomiques de migrations internationales en Afrique de l'Ouest : analyse des apports des TIC pour les transferts de fonds de migrants.

Social economic studies of international migrations in west Africa: analysis of ICT contribution for funds transfert by migrants

Evariste DAKOURÉ

Université Aube Nouvelle, Burkina Faso

Résumé

Les migrations internationales en Afrique s'inscrivent dans l'histoire du continent : les Africains migrent majoritairement dans l'espace africain, et ce, de longue date. Les migrations hors du continent sont plus récentes et donnent lieu de nos jours à des débats passionnés dans certains pays d'accueil. Cet article se consacre à l'analyse des enjeux économiques et financiers liés aux migrations internationales en Afrique. Si les flux migratoires africains sont plus importants sur le continent, les flux financiers liés au transfert d'argent vers l'Afrique, fait par des migrants africains vivant hors du continent sont en volume plus considérables que les transferts réalisés par les migrants résidant en Afrique même. Les frais de transferts sont parfois élevés et la naissance du mobile banking (transferts d'argent mobiles) contribue à réduire certains de ces coûts. Cela représente en même temps des opportunités économiques pour divers acteurs intervenant dans la prestation de services financiers.

Mots-clés : migrations internationales, transfert d'argent, TIC, mobile banking, développement humain en Afrique

Abstract

International migration in Africa is part of the continent's history: Africans have been migrating for a long time into the African space. Migrations out of the continent are more recent and today give rise to passionate debates in some host countries. This article is devoted to the analysis of economic and financial issues related to international migration in Africa. While African migration flows are more important on the continent, the financial flows linked to the transfer of money to Africa by African migrants living outside the continent are larger than the transfers made by migrants living in Africa. Transfer fees are sometimes high and the birth of mobile banking (mobile money transfers) helps to reduce some of these costs. At the same time, it represents economic opportunities for various stakeholders involved in the delivery of financial services.

Keywords: international migration, money transfer, ICT, mobile banking, human development in Africa

Introduction

La question migratoire entraîne de fortes tensions en Europe depuis de nombreuses années. On parle de crise migratoire depuis 2015, période où une *grosse vague* de migrants clandestins a déferlé sur les côtes européennes. A titre d'exemple, selon Myria Georgiou et Rafal Zaborowski (2017, p.2) « *un million environ de personnes fuyant la guerre et la misère sont arrivées en 2015 en Europe (Frontex 2015), dont un pourcentage important cherchait à échapper au conflit qui dévastait la Syrie.* » Il faut cependant mentionner que Frontex a indiqué début janvier 2019 une nette baisse des flux migratoires *clandestins* à destination de l'Europe pendant la période 2018.

Cette situation ci-dessus évoquée donne lieu à une production de discours divers, relayés médiatiquement, dont certains laissent à penser que l'Europe est envahie par des cohortes de clandestins. A ce sujet Khelifa Messamah (2012, p.13) affirme que « *les discours politiques n'ont fait qu'amplifier la médiatisation de la peur de l'immigration. La réaction politique a été de mettre en place différents dispositifs pour mieux la contrôler...cette stratégie soulève de nouveaux enjeux politico-médiatiques et idéologiques.* » Cet état de fait donne une idée du large éventail d'enjeux à l'œuvre dans le cadre des différentes migrations vers l'Europe, qu'il s'agisse de *flux réguliers* ou *irréguliers*. Ces enjeux concernent à la fois les pays européens de destination, les pays d'origine des migrants et ceux de transit, tout en mettant en jeu une multitude d'acteurs institutionnels et non institutionnels.

Pour certains dirigeants européens dont les pays traversent des problèmes structurels ou conjoncturels divers, le migrant donne une occasion de produire des discours opportunistes qui circulent dans les médias, « *on le considère comme responsable de la crise et du chômage, il est perçu comme la source d'appauvrissement de la classe ouvrière et du déclin de l'Europe...Claire Rodier dénonce l'image souvent présente dans les médias et les discours politiques d'une invasion de migrants irréguliers, prédateurs et délinquants.* » (Khelifa, 2012, p.13) L'instrumentalisation de la question migratoire se fait aussi au niveau de pays africains et à ce sujet, selon Julien Brachet et al. (2011, p. 164), « *les dirigeants jouent également de la peur européenne de l'invasion pour utiliser ces mêmes migrants comme objets de marchandage...Mouammar Kadhafi, quelques mois seulement avant d'être à nouveau érigé par les Européens en figure de l'ennemi-dictateur, annonçait aux côtés de Silvio Berlusconi à Rome que «pour "stopper" l'immigration clandestine [...], la Libye soutenue par l'Italie demande à l'Union européenne au moins 5 milliards d'euros par an* » [AFP, 31 août 2010]. » Certains pays plus au sud du Sahara ont signé des accords avec des pays européens pour entre autres, le rapatriement de clandestins et bénéficient ainsi de divers soutiens inscrits dans une logique de co-développement. Inscrits dans cette logique, ces pays négocient en complément des accords : accès à un large ensemble de

métiers dans lesquels leurs ressortissants sont autorisés à travailler légalement dans les pays d'accueil. Notons que certains pays africains jouent également sur plusieurs tableaux sur la question migratoire, leurs autorités travaillent aussi à capter la manne financière que constituent les divers transferts d'argent et investissements des migrants dans leurs pays d'origine. A titre illustratif, le Burkina Faso, signataire d'un accord de coopération pour la gestion de ses migrants avec la France en 2009, a organisé du 11 au 13 juillet 2018, un forum de la diaspora dans l'optique de capitaliser le potentiel apport financier de sa diaspora. Ainsi, les migrations internationales sont l'objet de multiples enjeux économiques, sociaux, politiques, culturels, amenant Seydi Ababacar Dieng (2008) à affirmer que « *la migration constitue actuellement une des problématiques majeures de l'économie mondiale. Elle demeure au cœur des débats de politique économique et sociale tant dans les pays de départ que dans les pays d'accueil. En effet, la nature et l'importance des flux migratoires ont un impact différent mais significatif sur les économies des pays concernés.* » Pour beaucoup de pays africains, un aspect particulier émerge de ces multiples enjeux, il s'agit de la question des transferts d'argent de migrants, qu'ils vivent dans un autre pays africain ou hors d'Afrique. Dans la suite de cet article, nous évoquerons d'abord l'approche méthodologique utilisée pour la collecte des données ayant servi à l'étude. Puis nous aborderons l'ampleur des flux migratoires en Afrique ; l'importance des transferts d'argent des migrants ; les incidences de ces transferts sur les conditions de vie des populations qui reçoivent de l'argent de la part de migrants. Nous examinerons ensuite les apports des TIC et du mobile banking en particulier, pour les transferts de fonds de migrants africains et l'inclusion financière ; avant de conclure.

1-Indications méthodologiques

Cet article est basé sur une collecte de données de sources documentaires. La recherche menée a consisté à collecter sur des sites web diverses données (résultats) d'enquêtes réalisées sur les migrations et les transferts de fonds par plusieurs institutions.

Sources exploitées :

- Les transferts de fonds de migrants ouest africains de l'espace UEMOA, enquête menée par la BCEAO.
- Les transferts de fonds de migrants sénégalais, enquête réalisée par l'Institut de Recherche pour le Développement Economique et Social (IRDES) du Sénégal.
- Un rapport commandité par la Banque Africaine de Développement, concernant la réduction des coûts des transferts d'argent des migrants afin d'optimiser leur impact sur le développement en Afrique.
- Les transferts d'argent mobile au Burkina Faso et les usages du terminal mobile, étude conduite par Sylvestre Ouédraogo de l'Université Ouaga 2.

- Le rôle des bureaux de postes dans les transferts d'argent en milieu rural en Afrique et les apports des TIC, étude commanditée par le Fonds International de Développement de l'Agriculture.
- Un rapport du conseil de l'Europe sur le fait migratoire.
- Les rapports annuels 2017 et 2018 sur les transferts d'argent mobile et le rôle du transfert d'argent mobile dans l'inclusion financière en Afrique de l'Ouest ; rapports du GSMA (faière mondiale des opérateurs de téléphonie mobile. Voir plus d'informations *infra*)
- Des données recueillies sur la plateforme en ligne : digital-society-forum de l'opérateur de téléphonie mobile français Orange.

Ces différentes données sont disponibles sur Internet et la bibliographie en fin d'article donne les liens permettant d'y accéder.

Par ailleurs, un ensemble de documents livresques, composé d'ouvrages et d'articles sur les migrations, le co-développement, les transferts de fonds des migrants, les transferts d'argent mobile, les enjeux socioéconomiques des TIC, entre autres, a été exploité dans le présent article.

2-Définitions de notions utiles pour l'étude

2-1 De la notion de migrants

En nous intéressant au transfert de fonds des migrants, nous nous intéressons particulièrement aux migrations économiques, donc aux personnes qui émigrent pour travailler. Ainsi, pour la notion de migrants, en se référant à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille du 18 décembre 1990 suivant l'Article 2 on peut dire que: « L'expression "travailleurs migrants" désigne les personnes qui vont exercer, exercent ou ont exercé une activité rémunérée dans un Etat dont elles ne sont pas ressortissantes¹⁰⁰. » Cette Convention internationale en son Article 47 stipule que :

1. Les travailleurs migrants ont le droit de transférer leurs gains et économies, en particulier les fonds nécessaires à l'entretien de leur famille, de l'Etat d'emploi à leur Etat d'origine ou à tout autre Etat. Ces transferts s'opèrent conformément aux procédures établies par la législation applicable de l'Etat concerné et conformément aux accords internationaux applicables.
2. Les Etats concernés prennent les mesures appropriées pour faciliter ces transferts.

¹⁰⁰ Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. Repéré à : https://www.cncdh.fr/sites/default/files/convention_travailleurs_migrants_0.pdf consulté le 15 avril 2019

Au vu de ce qui précède, on constate que l'objet de notre étude, les transferts d'argent des migrants via notamment les téléphones portables, sont encadrés par des accords internationaux. Mais les multiples enjeux liés à ces transferts complexifient leur faisabilité.

2-2 De la notion d'inclusion financière

Dans les pays en développement, beaucoup de gens n'ont pas accès aux services financiers en général et bancaires en particulier. Des initiatives sont souvent prises pour inclure ces personnes dans la sphère des services financiers. Selon la Banque Mondiale « l'inclusion financière définit la possibilité pour les individus et les entreprises d'accéder à moindre coût à toute une gamme de produits et de services financiers utiles et adaptés à leurs besoins (transactions, paiements, épargne, crédit et assurance) proposés par des prestataires fiables et responsables¹⁰¹. » Le développement des transferts d'argent par téléphone portable contribue à accroître l'inclusion financière de beaucoup d'Africains.

3-Des flux migratoires africains plus nombreux dans l'espace africain mais les migrants vivant hors d'Afrique transfèrent plus d'argent vers le continent

Plusieurs études montrent que les migrations des Africains se font majoritairement dans l'espace africain. A ce sujet, la Banque Centrale de Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a publié en 2013, un rapport duquel il ressort « *que les africains émigrent majoritairement à l'intérieur du continent, avec 64% du total, devant les pays de l'OCDE (25%). Le phénomène est encore plus accentué au niveau sous-régional, comme indiqué ci-après...L'Afrique de l'Ouest présente le plus fort taux de migration sous-régionale, avec 71% du total des migrants qui restent dans la zone, contre 24% vivant hors de l'Afrique et 5% en Afrique Centrale* ». (BCEAO, 2013, p.10). Ce constat avéré n'est pas pris en compte dans la majorité des discours officiels circulant dans les médias en Europe et en Amérique du Nord car la préoccupation des tenants de ces discours concerne le contrôle des frontières européennes et nord-américaines pour tenter de limiter les flux migratoires non autorisés. Ainsi, François Gemenne, (2015, p.8) indique : « *le débat sur les migrations est dès lors devenu un débat très crispé et tendu, souvent purement idéologique, et complètement déconnecté de la réalité des migrations. On est pour ou contre l'immigration, on estime que l'intégration est une réussite ou un échec, que l'on accueille trop d'immigrés ou qu'on doit en accueillir davantage, que les frontières doivent être ouvertes ou mieux contrôlées.* » Par ailleurs, les enjeux

¹⁰¹ Ressource de la banque mondiale en ligne. Repéré à : <https://www.banquemondiale.org/fr/topic/financialinclusion/overview> consulté le 15 avril 2019

financiers des migrations, notamment en termes de transferts de fonds des migrants sont plus importants du côté des migrants vivant hors d'Afrique : pour la plupart des pays africains de forte tradition migratoire, les fonds transférés par les migrants vivant dans des pays européens ou américains sont conséquents. A titre illustratif, le rapport de 2013 de la BCEAO stipule que les flux de ressources en direction du Mali proviennent majoritairement de la France (48,6%), d'Espagne (10,5%), des Etats-Unis (9,7%), des pays de l'UEMOA¹⁰² (8,7%) et des pays de la CEMAC¹⁰³ (11,0%). Concernant le Sénégal autre pays de forte tradition migratoire (vers des pays hors d'Afrique), le même rapport dit que « *le continent européen fournit plus des quatre cinquièmes des fonds reçus (82,1%), dont 10,6% empruntent les circuits informels. Il est suivi de l'Afrique avec 9,8% et du continent américain pour une part estimée à environ 6,7% du total global.* » De ce rapport, il ressort que trois pays de l'espace UEMOA dont le Burkina Faso tirent la plus grosse part des transferts de fonds venant de leurs diasporas vivant en Afrique. A ce propos, le rapport dit : « *la majorité des ressources reçues par le Burkina proviennent de l'Afrique (46,9%), spécialement des pays de l'UEMOA (39,2%) et singulièrement de la Cote d'Ivoire (30,9%). L'Europe occupe la deuxième place avec 32,0%, dont les pays de la zone euro pour 25,9%. Le troisième pourvoyeur des fonds des travailleurs migrants est le continent américain avec 16,3%.* » Cette question des transferts d'argent des migrants est un enjeu économique fondamental pour l'ensemble de l'Afrique. Car, « *un autre rapport publié par l'African Institute for Remittances (AIR) avait déjà estimé à 65 milliards de dollars le montant atteint en 2017 par les transferts de fonds de la diaspora africaine vers le Continent.* » Aboubacar Yacouba Barma (2018). Le rapport de l'*African Institute for Remittances* mentionne que ce montant correspond à plus du double de l'aide publique au développement pour l'Afrique, estimée à 29 milliards de dollars en 2017. Et toujours selon ce rapport, les fonds profiteraient à plus de 120 millions d'Africains grâce aux opérations réalisées par quelque 30 millions de migrants africains. En outre, selon Bourenane, « *du fait de leur importance pour les populations destinataires, les flux d'argent des migrants tendent à rester stables et sont peu sensibles aux évolutions de la conjoncture.* » (Naceur Bourenane, 2011, p. 2) Les envois d'argent des migrants constituent ainsi une importante source de financement des économies des pays africains et des populations proches de ces migrants.

Cependant ces transferts engendrent des coûts. Certains acteurs de la coopération au développement demandent que ces coûts baissent pour qu'ils participent davantage au co-développement. « *La tendance actuelle à la stabilisation des coûts des transferts d'argent à un niveau élevé a entraîné une mobilisation nationale, bilatérale et multilatérale des États. Ce rapport préconise donc des*

¹⁰² L'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine regroupe 8 pays : Burkina Faso, Benin, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo.

¹⁰³ La Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale regroupe 6 pays : Cameroun, République centrafricaine, République du Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, Tchad.

*solutions pour réduire les coûts de ces envois d'argent et optimiser leur contribution au développement» (Naceur Bourenane, 2011, p.3). Il est aussi possible de constater qu'avec le développement des TIC, de nouveaux procédés et services de transferts de fonds se répandent et participent à diminuer les frais de transferts d'argent des migrants. Il s'agit du transfert d'argent par téléphone portable. En effet, en 2005 la GSMA¹⁰⁴ a lancé officiellement un système de transferts d'argent via téléphone portable. « En lançant, le 12 février 2005, au congrès de Barcelone le programme « Global Money Transfer Pilot Uses Mobile To Benefit Migrant Workers And The Unbanked », l'Association GSM a opéré une mutation dans le champ des transferts d'argent des migrants » David Bounie (2010, p. 93). Avant que la GSMA ne lance officiellement les transferts de fonds via téléphone mobile, certains acteurs bancaires donnaient déjà la possibilité à leurs clients migrants, de transférer de l'argent vers leurs pays d'origine en utilisant le téléphone portable. Voir *infra* dans la section qui *historicise* les transferts d'argent des migrants, la pratique de la banque française dénommée Société Générale.*

4- Les évolutions dans les transferts de fonds des migrants africains

De longue date, les migrants africains ont toujours envoyé de l'argent à leurs proches restés dans leur pays d'origine en utilisant des intermédiaires auxquels ils font confiance. L'utilisation des services de transporteurs routiers et autres voyageurs a pendant longtemps servi au transfert de fonds de nombreux migrants africains. En plus des circuits informels de transferts d'argent, les bureaux de poste ont aussi permis aux migrants de faire des transferts de fonds avant qu'on ait la possibilité de transferts via le téléphone mobile, qui est au centre de cette étude. Les mandats postaux sont des services financiers que beaucoup de migrants africains utilisent depuis des décennies. « *Les OPN d'Afrique, qui ont toujours effectué les transferts d'argent principalement sous forme de mandats postaux, sont de plus en plus nombreux à multiplier les options pour les migrants et leur famille restée au pays.*» (Hans Boon, 2016, p.7) Ainsi avec le développement de nouveaux procédés de transferts d'argent incluant l'usage des TIC (dont les transferts via téléphone portable) les bureaux de poste africains ont la possibilité d'augmenter leurs parts de marché dans ce domaine. En effet, « *dans ce secteur en pleine évolution, principalement du fait des transformations technologiques, quelques réseaux postaux occupent le devant de la scène avec plus de 20 pour cent des parts de marché et une gamme de services de transfert d'argent peu coûteux à destination des zones rurales* ». Selon Julia Gualtieri (2014 a), depuis 2005 les migrants peuvent, sur abonnement, transférer de l'argent à l'international via un simple appel ou par SMS selon les services. Ce programme pilote est apparu sous l'impulsion de GSMA et il s'agit selon Julia Gualtieri (2014

¹⁰⁴La GSMA représente les intérêts des opérateurs de téléphonie mobile dans le monde entier. Elle réunit près de 800 opérateurs et 300 sociétés appartenant à l'écosystème mobile, dont des fabricants de téléphones et dispositifs, des éditeurs de logiciels, des fournisseurs d'équipements, des fournisseurs de services Internet et des entreprises de secteurs connexes.

a) « *d'un changement pour le moins apprécié par les migrants, nombreux à posséder un téléphone mais guère à posséder un compte bancaire* ». Gualtieri soutient que dès 2009, on compte 10 millions d'utilisateurs et dans certains pays, comme aux Philippines, cette activité devient même une politique d'Etat à l'origine de nombreuses entreprises innovantes.

Toujours en matière de transferts de fonds via téléphone mobile, Annie Chéneau-Loquay (2012, p.85) indique que « *la pratique du transfert d'argent par un simple coup de fil, qui existe depuis longtemps en particulier avec les émigrés, et s'appuie sur la confiance et l'entraide –, s'est très vite démultipliée naturellement via les mobiles, avant même que les opérateurs ne créent des procédures particulières pour ces services* ». Un des pays africains où le système de transfert d'argent par téléphone portable a rapidement eu du succès est le Kenya. A ce sujet, Anna McGovern (2011) affirme que « *l'essor des services bancaires par téléphone mobile sur le marché kenyan, où M-Pesa occupe une position dominante, a été rapide. Fin 2010, quatre opérateurs comptaient plus de 15,4 millions d'abonnés (soit plus de la moitié de la population adulte du pays)* ». La simplicité d'utilisation du procédé de transfert d'argent via téléphone mobile par des clients dont certains ne se sont jamais servis d'une carte bancaire et d'un distributeur de billets de banque, a contribué au succès de ce type de transfert d'argent. « *Il suffit d'envoyer par SMS au destinataire un code secret, qui reste actif pendant quelques heures. Cette facilité d'emploi explique sans doute le succès immédiat du service M-Pesa. Peu après son lancement, les transferts de fonds reçus par cette méthode ont atteint une valeur totale de 100 millions de dollars.* » Anna McGovern (2011). Quant à David Bounie, Dana Diminescu et Abel François (2010, p.96) ils affirment en matière de transfert d'argent des migrants via téléphone que « *depuis 2004, la Société Générale met à la disposition de ses clients détenteurs d'un compte courant un service bancaire, accessible par téléphone fixe ou mobile, appelé I-Transfert. Ce service permet d'initier des transferts d'argent internationaux par téléphone à partir d'un compte courant et à destination de bénéficiaires qui résident dans les pays où sont installées les filiales de la Société Générale.* » Concernant la clientèle de la Société Générale pour ce type de service, ces auteurs laissent aussi savoir que « *l'analyse des transferts... montre d'une part que les migrants les plus nombreux à utiliser le service proviennent de l'Afrique subsaharienne (47 %) et de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (42 %) et que, d'autre part, la répartition des transferts suit globalement celle des migrants puisque 45 % et 40 % des transferts en volume sont adressés à ces régions.* » Par ailleurs, il est important de rappeler que dans les pays africains, on dénombre plus de téléphones portables que de comptes bancaires. Vu sous cet angle, on peut aisément comprendre que ce marché du transfert d'argent via les téléphones portables représente d'énormes opportunités pour divers acteurs de services financiers qui y voient une niche. Parmi ces acteurs, on peut mentionner les bureaux de poste ; les sociétés de transferts d'argent (STA) comme Western Union, MoneyGram ; les banques ; les opérateurs de téléphonie mobile ; les

sociétés de micro-finances, et plusieurs autres petits prestataires de services de transferts d'argent via téléphone mobile évoluant dans le secteur informel.

Après le lancement du transfert d'argent par téléphone mobile au Kenya, on a assisté à une diversification des types de prestations de services financiers via ce procédé. Ainsi, selon Anna McGovern (2011) une autre étape a consisté à développer des transactions :

qui éliminent ou réduisent considérablement la place de l'argent liquide dans les opérations de transfert de fonds, ... On commence déjà à voir cela quand une personne achète un forfait de communication prépayé sur un téléphone M-Pesa pour l'envoyer à un autre usager. Il n'y a alors plus besoin de payer comptant ...Ainsi, une personne vivant à l'étranger peut envoyer un forfait de communication prépayé au bénéficiaire, qui pourra à son tour l'échanger directement contre des biens ou services auprès de détaillants participants. (Anna McGovern, 2011).

Les services financiers mobiles concernent donc des transferts internationaux, donnant ainsi la possibilité de transferts directs entre migrants à l'étranger et leurs proches restés au pays (y compris dans les milieux ruraux). C'est le cas aussi en Afrique de l'Ouest où cette offre existe. « *Airtel, MTN et Orange font partie des opérateurs mobiles qui ont lancé des transferts d'argent transfrontaliers qui ont permis de renforcer le commerce et les échanges entre les différents pays de la région, y compris le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali et le Sénégal* » (GSMA, 2018, p.24). En outre, les opérateurs de téléphonie mobile dans cette partie de l'Afrique sont également dans une phase de développement, de diversification de services financiers, d'assurances. A ce sujet « *en novembre 2017, MTN a lancé un service de crédit au Ghana afin de fournir des prêts pouvant aller jusqu'à 1000 GHS (220 \$) aux clients éligibles. En 2016, Orange a mis en place des Établissements de monnaie électronique (EME) en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Mali et au Sénégal afin de disposer d'une plus grande autonomie et d'une agilité accrue dans la prestation d'une variété de services financiers tels que le crédit, l'épargne et l'assurance* » (GSMA 2018, p.24). La suite de cet article évoque des opportunités que les services de transfert d'argent mobile représentent pour des opérateurs de téléphonie mobile.

5- De la croissance du taux de pénétration du téléphone mobile en Afrique

Avant d'évoquer les contributions des transferts d'argent mobiles à l'augmentation de l'inclusion financière en Afrique de l'Ouest, voyons d'abord comment le terminal mobile s'est imposé dans cet espace africain, y compris dans les milieux ruraux.

Plusieurs facteurs ont contribué depuis le début des années 2000 à la croissance de l'accès au téléphone portable en Afrique. A ce propos :

le « miracle » de la téléphonie mobile est lié à l'arrivée de téléphones bon marché à moins de 20 dollars, à un marché de l'occasion dynamique et surtout aux efforts faits par les fabricants et opérateurs qui ont su adapter le produit et les services aux pratiques des usagers. En effet, à partir du début des années 2000, ils ont complètement changé de modèle ; plutôt que de réaliser une marge élevée sur un petit nombre d'utilisateurs, ils ont privilégié la réalisation d'une faible marge sur un nombre élevé d'abonnés, avec une politique commerciale tenant compte de la faiblesse des revenus. (Cheneau-Loquay 2012, p.85)

En plus de rendre les terminaux accessibles, les acteurs du secteur ont aussi rendu les services accessibles aux populations africaines à faibles revenus. Ainsi les opérateurs téléphoniques ont étendu la couverture des réseaux et promu des innovations techniques pour faciliter leur utilisation. Entre autres innovations on a : « – le prépaiement, qui concerne 96 % des usagers, avec des cartes puis des systèmes de recharge électronique de crédit, de téléphone à téléphone, – la possibilité de transférer du crédit à un autre abonné via un texto à partir de toutes petites sommes, – l'offre de bonus au coup par coup, à certaines périodes de l'année, – la baisse considérable du prix de la carte SIM (5,12 dollars au Sénégal avec la même somme en crédit de communication en 2009, 2 dollars en 2012) ». (Cheneau-Loquay, 2012, p.85) De ce fait, dans plusieurs capitales d'Afrique de l'Ouest et du Centre, on trouve assez facilement de nos jours, des téléphones portables neufs (utilisant deux cartes SIM) à des coûts très abordables. L'usage des téléphones portable doubles SIM permet aux usagers de jouer avec les tarifs des opérateurs et d'adapter leur consommation en fonction des offres promotionnelles. Cela, en utilisant l'une ou l'autre puce pour téléphoner selon le réseau auquel appartient le numéro du correspondant désiré.

Cette pénétration de la téléphonie mobile concerne toutes les zones, y compris celles pauvres ou rurales qui sont bien souvent dépourvues d'infrastructures sociales et technologiques. Cheneau-Loquay (2012, p.86) affirme que « *ce relatif nivellement de l'espace de la communication à distance, permet paradoxalement une création d'usages à moindre coût dans les zones urbaines ou péri-urbaines pauvres, sous équipées en lignes fixes et en lignes électriques ou même qui en sont dépourvues, ainsi qu'en milieu rural.* » Concernant les migrants africains en situation précaire en Europe, ils ne sont pas en reste des usages des services de téléphonie mobile. « *Conscients des avantages que procure ne serait-ce qu'un téléphone portable, les migrants n'ont pas attendu la démocratisation des équipements mobiles ni les politiques d'inclusion numérique à leur égard (toutes récentes) pour en profiter. Portable décodé partagé à plusieurs, chasse aux zones de communication gratuite, tout est bon pour téléphoner un peu plus longtemps*

à la famille, restée au pays. Mais leur usage des TIC va bien plus loin que la simple fonction communicationnelle » Julia Gualtieri, (2014 b). Comme on le sait, pour des raisons familiales certains migrants africains même en situation précaire font des transferts d'argent pour leurs proches restés au pays. Parmi eux, d'aucuns quittent leur village africain en laissant leurs femmes et enfants, pour tenter l'aventure en France. Ils auront accès au téléphone mobile dans leur nouveau pays d'accueil.

Toujours sur cette question du développement rapide du téléphone mobile en Afrique, Annie Chenau-Loquay (2012, p.87) pense que c'est parce qu'il n'est plus l'apanage des seuls nantis. Ainsi « *les petits artisans et commerçants du secteur de « l'économie populaire », les hommes et femmes de toutes conditions, l'ont adopté parce qu'ils ont compris l'intérêt du système d'abonnement par cartes prépayées (96 % des utilisateurs en Afrique), et parce qu'ils peuvent accéder facilement à la multitude de services qui leur sont proposés à proximité de leurs lieux de travail ou d'habitation.* » . Ces petits artisans et commerçants sont peu enclins à l'usage des services bancaires classiques, de ce fait, l'accès au téléphone mobile et en particulier au service de transferts d'argent mobile, augmente leur inclusion financière.

Selon la GSMA, en fin 2016, l'Afrique de l'Ouest comptait 172 millions d'abonnés uniques, qui représentaient 320 millions de connexions mobiles. Ainsi « *Le taux de pénétration de la région en nombre d'abonnés uniques s'élève désormais à 49 %, légèrement supérieur au taux de pénétration de 47 % enregistré dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne.* » (GSMA, 2017, p. 2). D'après la GSMA, les services financiers mobiles, notamment ceux relatifs à *l'argent mobile*, continuent de se développer rapidement en Afrique de l'Ouest. Ainsi « *le nombre de comptes associés à des services financiers mobiles enregistrés dans la région a atteint les 104,5 millions en 2017, une augmentation de 20,9 % par rapport à l'année dernière.* » (GSMA 2018, p.3) En outre, la valeur totale des transactions au cours de cette même période a atteint 5,3 milliards de dollars. Et le rapport précise qu'« *il y a désormais 57 services d'argent mobile actifs en Afrique de l'Ouest (contre 51 en Afrique de l'Est) et, en 2017, la région comptait 34 % du total de comptes d'argent mobile enregistrés en Afrique subsaharienne.* » (GSMA 2018, p. 23) Certes, il s'agit ici de discours d'accompagnement d'un acteur institutionnel fédérateur du secteur des télécommunications, et cela pourrait laisser croire que cet acteur a tout intérêt à soutenir une vision positive de l'apport du mobile banking et son développement. Mais il n'en demeure pas moins qu'on dispose là, d'un indicateur intéressant sur le développement de ce type de service. Le GSMA n'est pas un prestataire de ce service mais une association faitière.

6- Transfert d'argent par téléphone mobile et inclusion en Afrique

Nous avons mentionné *supra* que les services financiers mobiles continuent de croître en Afrique de l'Ouest. Selon la GSMA, cette croissance s'explique par un

environnement de plus en plus favorable pour ce type de service avec notamment « *l'extension rapide des réseaux d'agents et un environnement réglementaire favorable. En Afrique de l'Ouest, il y a 13 fois plus d'agents de services financiers mobiles actifs que de succursales bancaires et de distributeurs automatiques, et 13 pays sur 15 disposent d'un règlement d'habilitation pour leurs services d'argent mobile.* » (GSMA 2018, p.23). Ainsi l'augmentation des comptes actifs pour les transferts d'argent par téléphone portable contribue de manière significative à l'inclusion financière dans cette partie de l'Afrique, où comme mentionné précédemment, les gens sont peu nombreux à avoir accès à des services financiers classiques. La GSMA indique : « *avec plus de 400 millions d'utilisateurs enregistrés, l'argent mobile facilite l'accès aux services financiers, dont beaucoup contribuent à renforcer la résilience des pauvres en réduisant leur vulnérabilité aux catastrophes ou aux chocs économiques, sociaux ou environnementaux.* » (GSMA 2017, p.13) Les transferts d'argent des migrants contribuent aussi à la résilience de populations rurales et urbaines pauvres, qui seraient davantage dans des conditions de vie difficiles s'ils ne recevaient pas ces transferts. Il est important de mentionner que « *pour de nombreux groupes marginalisés dans le monde, la téléphonie mobile représente la première étape de l'accession à une société connectée. La téléphonie mobile joue un rôle transformationnel clé pour offrir une identité formelle et l'accès à divers services de base, dont notamment les services financiers* » (GSMA, 2017, p.15). Parmi ces rôles transformationnels importants du téléphone mobile, il y a le fait qu'il permet par la réception de l'argent transféré par des migrants africains, d'impacter significativement l'évolution socioéconomique de localités rurales, voire de pays entiers.

7- Transfert d'argents de migrants africains via téléphone mobile et développement humain en Afrique

Pour rappel, 65 milliards de dollars ont été transférés vers l'Afrique par les migrants africains en 2017, selon un rapport de *l'African Institute for Remittances (AIR)*. Les statistiques sur ce type de transferts sont également évoquées dans un rapport de novembre 2016 du FIDA¹⁰⁵, avec des estimations de croissance à l'horizon 2020. « *Les transferts d'argent vers l'Afrique et à l'intérieur du continent représenteront près de 80 milliards USD en 2020* » (Hans Boon, 2016, p.10) Selon ce rapport d'étude, ces transferts d'argent touchent plus de 200 millions de personnes membres de familles de migrants africains, parmi lesquelles plus de 40 pour cent vivent dans des communautés rurales. Ainsi les transferts d'argent des travailleurs migrants représentent un soutien majeur pour de nombreuses familles et représentent un poids économique significatif en Afrique.

Les transferts d'argents via téléphone portable, en prenant de l'ampleur participent aussi à ces flux d'argent des migrants africains du continent africain vers leurs familles. Notons que « *dans une récente enquête, GSM Association (GSMA) a*

¹⁰⁵ Fonds International pour le Développement de l'Agriculture.

passé en revue au moins 29 corridors transfrontaliers de transfert d'argent mobile entre 19 pays d'Afrique. Cette enquête montre comment ce type de transactions d'un pays à l'autre du continent s'est amélioré grâce à la collaboration entre des opérateurs de télécommunications et des sociétés de transfert d'argent. » (Hans Boon, 2016, p.12) A titre illustratif, il a été mentionné *supra* que ce type de transferts est offert par des opérateurs de téléphonie mobile en Afrique de l'Ouest. De nombreux résultats d'enquêtes montrent les types d'usages que les ménages africains recevant de l'argent provenant de migrants font. En dehors des dépenses liées à l'alimentation, la santé et l'éducation qui sont très récurrentes, certains ménages investissent dans des services de télécommunication et de communication pour rester en contact avec leurs proches qui ont émigré. Pour le cas du Burkina Faso, « *il ressort des résultats des enquêtes menées dans le cadre du projet «Migrations pour l'Afrique» qu'au Burkina, 66% des ménages recevant des transferts de fonds de l'extérieur de l'Afrique ont accès à la téléphonie mobile, contre 39% pour ceux qui ne bénéficient d'aucun apport financier. Ces ménages ont également un plus grand accès aux informations à travers la télévision (41% contre 9%) et l'internet (14% contre 2%).* » (BCEAO, 2013, p.13) De plus en plus d'acteurs s'accordent aussi pour affirmer que les TIC ont apporté un appui important aux migrants pour leurs transferts de fonds, « *dans le cas des transferts de fonds de migrants, le développement des TIC a créé de nouvelles possibilités pour envoyer plus rapidement de l'argent d'un pays à un autre. Depuis plusieurs années, des hommes et des femmes ont traversé des frontières en quête d'un avenir meilleur pour eux-mêmes et leurs familles. Les TIC, en constante amélioration, ont accéléré ce phénomène, en rendant la migration, la communication et l'envoi d'argent plus faciles et parfois moins coûteux.* » (IRDES, 2013, p. 50). L'idée de cette tendance à la baisse des coûts de transferts d'argent sous l'impulsion des apports des TIC est aussi soutenue par le FIDA, « *on estime que les transferts via des instruments dématérialisés (Internet, cartes et téléphones mobiles) vont nettement augmenter à moyen terme et seront offerts à un coût inférieur à celui de l'envoi d'espèces. Parallèlement, le nombre de destinataires ruraux capables de recevoir des transferts d'argent dématérialisés est en hausse ; ils se servent principalement de porte-monnaies mobiles.* » (Hans Boon, 2016, p.45) Comme les populations rurales africaines ont de plus en plus accès à divers services de téléphonie mobile, elles pourront aussi bénéficier de cette potentielle baisse des transferts d'argent. Suivant l'hypothèse d'une baisse, les migrants qui envoient de l'argent à des proches de leurs villages d'origine, pourront reporter les gains économisés des frais d'envoi, sur la somme-même qui est envoyée à leurs proches, lesquels pourraient ainsi améliorer davantage leur conditions de vie.

8-Développement de services de transferts d'argent en milieu rural : une niche pour la captation des transferts de fonds des migrants africains

Les transferts d'argent des migrants africains constituent une opportunité à saisir pour plusieurs acteurs intervenant dans ce secteur financier. Une enquête menée

par la BCEAO «*révèle qu'une importante proportion des flux emprunte les circuits informels, en raison notamment des coûts élevés des transactions et du faible accès aux services de transfert dans les milieux ruraux.* » (BCEAO, 2013, p.8). Cela signifie qu'il existe là un marché de niche pour des acteurs alternatifs, à côté de gros acteurs comme les banques et les sociétés de transfert d'argent. Pour saisir ces opportunités, il faut des préalables dont la BCEAO (2013) fait cas en mentionnant entre autres :

- l'accroissement de la concurrence dans le secteur, afin de favoriser la réduction des coûts ;
- le développement de points de services de transferts rapides dans les milieux ruraux et la création de nouveaux produits pour favoriser la promotion d'opérateurs alternatifs comme les bureaux de poste, les coopératives d'épargne et de crédit ou les banques rurales, qui disposent de vastes réseaux accessibles aux pauvres et aux populations rurales ;
- l'exploitation du potentiel du « mobile banking » pour l'envoi et la réception des fonds des migrants par le téléphone mobile;
- l'intensification des études sur la migration et les envois de fonds des travailleurs, pour une meilleure estimation des flux informels et des motifs économiques des transferts ;
- l'émission de bons pour capter les placements de la diaspora, afin d'accroître les possibilités des migrants à contribuer au financement des projets de développement dans leurs pays d'origine ;
- le renforcement du lien entre les migrants et leur pays d'origine, à travers notamment des politiques de création de structures ou de missions spécifiques en charge des ressortissants à l'étranger.

C'est une vision similaire à ce dernier point, qui a conduit un des pays membres de l'UEMOA, le Burkina Faso, à créer début 2018 un ministère dédié aux burkinabé de l'étranger.

Depuis la naissance des transferts d'argent via téléphone mobile en Afrique, de nombreuses études montrent la croissance continue de ce secteur et pointent le fait qu'il existe un marché du transfert d'argent interurbain et à destination des milieux ruraux sur le continent. « *Au niveau des transactions monétaires interurbaines, Naiditch (2009) montre que l'avènement des TIC a totalement bouleversé le mode traditionnel de transfert d'argent en Afrique, qui reste une activité très développée en raison de la dépendance financière de nombreuses populations des zones rurales et urbaines.* » Selon un rapport du ministère de l'économie et des finances du Sénégal, ce mode de transfert se développe entre les villes africaines parce qu'il est jugé simple, fiable et rapide. « *En effet, dans les instants qui suivent le dépôt de l'argent dans une agence agréée, et pourvu qu'il soit informé par téléphone mobile, le destinataire peut immédiatement retirer l'argent qui lui a été transféré en se rendant dans une agence locale des diverses entreprises qui opèrent dans ce domaine* ». (IRDES, 2013 p.55) Dans le cas sud-

africain, Anna McGovern (2011) signale : « *les transactions par téléphonie mobile peuvent permettre aux banques d'accéder aux marchés ruraux sans avoir à ouvrir de nouvelles agences. En mai 2011, neuf mois après son lancement, le partenariat Vodacom-Nedbank comptait 140 000 abonnés en Afrique du Sud et avait établi plus de 3 000 agences M-Pesa et 2 000 guichets automatiques dans le pays.* » La limite à mentionner dans ces cas de figure est que parfois les milieux ruraux sont peu desservis et souvent certains petits prestataires de service de transfert d'argent mobile, qui évoluent dans le secteur informel, ne disposent que de sommes d'argent très modestes. Néanmoins, des solutions existent pour pallier le faible accès aux services financiers dans les milieux ruraux africains. Et dans ce sens, des alliances se nouent, impliquant des opérateurs de téléphonie mobile, des banques et des acteurs de la micro-finance (qui ont généralement un réseau plus étendu, incluant des zones rurales) pour permettre aux populations de ces localités rurales d'avoir accès au service de transfert d'argent mobile. En la matière, des exemples existent au Ghana, pour ne citer que ce cas. « *Le réseau de transfert d'argent mobile mis en place grâce à des partenariats avec quatre sociétés de téléphonie mobile au Ghana nous a permis d'étendre nos services auprès de clients répartis dans l'ensemble du pays* » (Anna McGovern , 2011).

Dans certains cas au Burkina Faso, même quand le téléphone portable n'est pas directement utilisé pour le transfert d'argent, il fait partie des outils utilisés dans le processus de transfert de fonds. A ce sujet, Sylvestre Ouédraogo (2008, p.21) après un entretien avec le responsable du service virement et transfert du réseau des Caisses Populaires du Burkina affirme que :

de cet entretien il ressort que le mobile est surtout utilisé jusque-là pour la confirmation et la vérification des opérations de transferts, l'outil principal utilisé étant le fax. » Comme illustration, Ouédraogo mentionne que « pour un transfert entre une agence de Ouagadougou et une agence de Bobo, les ordres de virement et les numéros de compte du client sont faxés et c'est après cela que le portable intervient pour confirmer. Le portable est surtout utilisé au lieu du fixe car les agents sont tous dans le système de flotte. (Sylvestre Ouédraogo, 2008, p.21)

La flotte est un abonnement de plusieurs numéros de téléphones portables groupés, à prix préférentiel qu'une institution peut souscrire auprès d'un opérateur de téléphonie mobile pour permettre à chaque employé ayant une carte SIM de l'abonnement groupé d'appeler gratuitement un autre employé ayant aussi une carte SIM de ce même abonnement. Le prix de chaque communication est payé mensuellement par l'organisation qui a souscrit à la flotte pour ses employés. Dans ce cas-ci, il s'agit d'un outil permettant de fluidifier la communication, y compris en situation de mobilité, entre employés d'une organisation. Enfin, notons aussi que les TIC offrent de grandes opportunités pour la création de services multiples à destination des migrants africains. D'où l'importance de favoriser l'accès à ces

dispositifs. « *En effet, le développement des TIC sur l'ensemble du territoire permettra aux migrants de préférer envoyer de l'argent à leurs parents par des canaux formels. Cela peut donc encourager les bénéficiaires à créer des comptes bancaires d'une part et à consommer de plus en plus les services financiers d'autre part.* » (IRDES, 2013 p. 73) Ainsi on peut augmenter l'inclusion financière en Afrique en développant le mobile banking.

Conclusion

Les apports des transferts de fonds des migrants africains sont énormes comme le montrent les études précédemment citées. Ces transferts dépassent très largement en volume l'Aide Publique au Développement (APD). Ils sont aussi supérieurs aux Investissements Directs à l'Étrangers (IDE), en Afrique. On pourrait dire que les migrants africains sont les principaux bailleurs de fonds ou investisseurs en Afrique. Cela permet de comprendre davantage les enjeux économiques liés aux migrations internationales et les difficultés à réguler les migrations clandestines : ces migrants arrivés dans un pays d'accueil européens ou américain représentent de potentielles mannes financières. Un chiffre illustre particulièrement le poids économique des migrants africains hors d'Afrique : dans le cas du Sénégal (qui est un pays de forte tradition migratoire hors d'Afrique), les migrants du continent européen fournissent plus des quatre cinquièmes des fonds reçus (82,1%). Les pays africains condamnent légitimement les migrations clandestines qui conduisent de jeunes africains dans des périple se terminant régulièrement par des noyades en Méditerranée ou par des traitements affligeants dans des camps de rétention déshumanisants dans certains pays de transit. Mais une fois que ces aventuriers réussissent leur *coup*, ils deviennent une source de fonds importants et réguliers pour leur pays d'origine. C'est pour cela qu'il a été dit *supra* que certains pays africains, en matière de migrations internationales, jouent sur plusieurs tableaux pour en tirer bénéfice. Ils ont signé des accords avec des pays européens pour entre autres, le rapatriement de clandestins et bénéficient ainsi de divers soutiens inscrits dans une logique de co-développement. En même temps, ces pays négocient des accords pour que leurs ressortissants soient autorisés à travailler légalement dans un ensemble de métiers. Et ils organisent parfois des forums pour capter le maximum d'investissements de migrants africains dans leur pays d'origine. Dans ce dernier cas, il n'est pas question de débattre sur les moyens par lesquels les membres de la diaspora participant à ce type de forum sont arrivés dans leur pays d'accueil. L'étude menée nous a également permis d'appréhender l'ampleur grandissante des transferts d'argent mobiles et les apports non négligeables de ce genre de services pour les transferts des fonds de migrants africains.

Bibliographie

Barma A, Y. (2018). Transferts d'argent : les migrants africains toujours généreux. La Tribune Afrique. Repéré

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

à <https://afrique.latribune.fr/economie/conjoncture/2018-04-24/transferts-d-argent-les-migrants-africains-toujours-generaux-776357.html>

BCEAO. (2013). « *synthèse des résultats des enquêtes sur les envois de fonds des travailleurs migrants dans les pays de l'Uemoa* ». Repéré à [https://www.bceao.int/sites/default/files/2017-12/synthese des resultats des enquetes sur les envois de fonds des travailleurs migrants dans les pays de l uemoa.pdf](https://www.bceao.int/sites/default/files/2017-12/synthese%20des%20resultats%20des%20enquetes%20sur%20les%20envois%20de%20fonds%20des%20travailleurs%20migrants%20dans%20les%20pays%20de%20l%27uemoa.pdf)

Boon, H. (2016). Transferts d'argent et bureaux de poste en Afrique. Répondre aux besoins des migrants et de leurs familles en milieu rural. Repéré à https://www.ifad.org/documents/38714170/40194630/PostalOfficesReport_WEB_f.pdf/3199a789-1be3-43d4-9503-988d05b3b947

Bounie, D ; Diminescu, D et François, A. (2010). Une analyse socio-économique des transferts d'argent des migrants par téléphone, *Réseaux*, n° 159, p. 91 à 109

Bourenane, N ; Bourjij, S et Lhériaux, L. (2011). Réduire les coûts des transferts d'argent des migrants et optimiser leur impact sur le développement. Outils et produits financiers pour le Maghreb et la Zone franc. Repéré à [https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/2011_1_2_Transferts argent migrants resume fr-updated.pdf](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/2011_1_2_Transferts_argent_migrants_resume_fr-updated.pdf)

Bourven M. (2008). Comment mobiliser l'épargne des migrants en faveur du codéveloppement. Rapport du Conseil Economique et Social (France). Repéré à https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2008/2008_14_monique_bourven.pdf

Brachet J. (2009). *Migration transsahariennes. Vers un désert cosmopolite et morcelé (Niger)*. Broissieux (France), Edition du Croquant, TERRA.

Brachet, J et al. (2011). Le Sahara entre espace de circulation et frontière migratoire de l'Europe. *Hérodote*, n°142.

Channac F. (2006). Vers une politique publique internationale des migrations ? Réseaux politiques et processus de transfert de modèles. Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.). *Revue française de science politique*, Vol. 56, 393-408

Chéneau-Loquay, A. (2012). La téléphonie mobile dans les villes africaines. Une adaptation réussie au contexte local. *L'espace géographique*, tome 41, 82-93.

Dieng, S. A. (2008). Déterminants, caractéristiques et enjeux de la migration sénégalaise, *REVUE Asylon(s)*, n°3.

Dieng S. A. (2000) *Epargne, crédit et migration : le comportement financier des migrants maliens et sénégalais en France*. Thèse de doctorat en Sciences

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

économiques. Université Lyon2. Repéré à http://theses.univ-lyon2.fr/documents/lyon2/2000/dieng_sa/download

Gemenne, F. (2015). Migrations internationales : un enjeu Nord-Sud ? *Alternatives Sud* Volume 22. Repéré à https://www.cetri.be/IMG/pdf/as_migrations_pdf_final_2015_-_1.pdf

Georgiou, M et Zaborowski, R. (2017). Couverture médiatique de la « crise des réfugiés » : perspective européenne. *Rapport du conseil de l'Europe*. Repéré à <https://rm.coe.int/couverture-mediaticue-cirse-refugies-2017-web/168071222e>

Gualtieri, J. (2014). La banque portable, l'outil du migrant autonome. Repéré à <https://digital-society-forum.orange.com/fr/les-forums/138-la-banque-portable-lroutil-du-migrant-autonome>

Gualtieri, J. (2014). De l'intégration sociale à l'inclusion numérique. Repéré à <https://digital-society-forum.orange.com/fr/les-forums/141-de-lintegration-sociale-a-linclusion-numerique>

Institut de Recherche pour le Développement Economique et Social (IRDES) (2013). *Etude sur les transferts de fonds des migrants sénégalais. Rapport de l'enquête internationale. Dakar.* Repéré à http://www.dmc.finances.gouv.sn/fonds_migrants_senegalais.pdf

McGovern, A. (2011). Transferts d'argent : le téléphone portable au secours des banques. Repéré à <https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/december-2011/transferts-d%E2%80%99argent-le-t%C3%A9l%C3%A9phone-portable-au-secours-des-banques>

Messamah, K. (2012). Modèles migratoires en France. *Homme et migrations*, 1300, 6-16. Repéré à <https://journals.openedition.org/hommesmigrations/911>

Ndiaye M et Robin N. (2010). Les migrations internationales en Afrique de l'Ouest : Une dynamique de régionalisation articulée à la mondialisation. *Dans Dossier / Les migrations subsahariennes*. Repéré à http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers18-07/010057435.pdf

Ouedraogo, S. (2008). Rapport provisoire de l'étude sur les transferts et l'usage des terminaux mobiles au Burkina Faso. Association Yam Pukri, Burkina Faso. Télécom ParisTech. Repéré à http://www.burkina-ntic.net/ressources/assets/docP/Document_N081.pdf

Wihtol de Wenden, C. (2008). L'Europe, un continent d'immigration malgré lui. *Strates* p.59-71. Repéré à <http://journals.openedition.org/strates/6530>

Communication des organisations nationales et internationales dans la crise migratoire contemporaine : enjeux des discours pro et anti-migrants.

Communication from national and international organizations in the contemporary migration crisis: issues of pro and anti-migrant speeches

Kacou GOA

Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

Résumé

Les problématiques liées aux crises migratoires actuelles sont le résultat d'un monde en mutation. Lesdites crises ont engendré de nombreuses communications et divers discours de personnalités, d'organisations nationales et internationales. Ainsi, les discours des communicants présentent des enjeux et définissent des visions souvent contradictoires. Quelle analyse peut-on faire des discours des responsables d'États, des organisations nationales et internationales concernant le phénomène des migrations contemporaines ? Cette étude permet de constater des organisations gouvernementales et non-gouvernementales pro-migrants et anti-migrants. Les pro-migrants sont les organisations de défense de la migration, qui ont des discours de compassion et d'aide aux migrants. Les groupes anti-migrants sont ceux qui critiquent l'accueil de migrants (clandestins) ou qui prennent des mesures attentatoires au respect de l'immigré, au mépris des droits humanitaires. L'ensemble des techniques d'étude des communications portant sur le modèle d'Harold Lasswell permet d'analyser les fonctions et les effets des communications des personnalités, des organisations gouvernementales et non-gouvernementales sur l'actualité de l'immigration. L'objectif de cette analyse est de comprendre les émotions des organisations nationales et internationales dans les crises migratoires contemporaines. Le discours est identitaire et est une communication qui expose une relation sociale. Autrement, il faut considérer les discours comme des actes sociaux constitutifs de rapports sociaux et d'enjeux. Équivoque des contextes, identité des acteurs, politique de positionnement ou stratégie de manipulation d'autrui, la communication est un acte incontestablement complexe, qui implique tout ce qui se passe lorsque des personnes entrent en interaction et fait intervenir à la fois des processus cognitifs, affectifs et inconscients.

Mots-clés : Migration, Crise, Organisation, Communication, Humanité.

Abstract

The issues related to current migration crises are the result of a changing world. These crises have spawned numerous communications and various speeches by personalities, national and international organizations. Thus, the speeches of communicators present issues and define often conflicting visions. What analysis can be made of the speeches of State leaders, national and international organizations concerning the phenomenon of contemporary migration? This study reveals pro-migrant and anti-migrant governmental and non-governmental organizations. The pro-migrants are the organizations of defense of migration, which have speeches of compassion and help migrants. Anti-migrant groups are those who criticize the reception of migrants (illegal immigrants) or who take measures that are detrimental to respect for immigrant, in defiance of humanitarian rights. The set of techniques for studying communications on Harold Lasswell's model makes it possible to analyze the functions and effects of the communication of personalities, governmental and non-governmental organizations on current immigration issues. The purpose of this analysis is to understand the emotions of national and international organizations in contemporary migration crises. The speech is identity and is a communication that exposes a social relation. Otherwise, discourses must be considered as social acts that constitute social relations and issues. Equivocal contexts, identity of actors, positioning policy or strategy of manipulation of others, communication is an indisputably complex act, which involves everything that happens when people interact and involves both cognitive processes, emotional and unconscious.

Keywords : migration, crisis, organization, communication, humanity.

Introduction

La migration se définit comme l'entrée, dans une aire géographique ou un pays donné, de personnes allochtones ou autochtones qui y viennent pour un long séjour ou pour s'y installer. Les croisières migratoires d'un lieu à un autre concernent l'émigration et l'immigration. Selon les Nations unies (ONU), toute « personne née dans un autre pays que celui où elle réside » est immigrée. Les recherches d'archéo-paléontologues, réalisées sur la génétique, authentifient l'existence des flux migratoires depuis l'époque paléolithique (Wihtol de Wenden, 2016), de l'Afrique vers l'Europe. Ces mouvements ont continué durant l'antiquité et après la Renaissance avec, notamment, la conquête de l'Amérique par les États européens. Aujourd'hui, la migration, surtout illégale, est d'actualité. En effet, dans le monde contemporain, le phénomène de l'immigration clandestine ou irrégulière fait l'objet de plusieurs débats à tous les niveaux. Ainsi, l'actualité mondiale sur des migrants esclaves en Lybie, suite à une chronique de la chaîne américaine CNN, le 13 novembre 2017, a engendré de nombreuses communications et de multiples discours de personnalités, d'États, d'organisations nationales et internationales. Dans cette optique, il convient de mener une étude sur les discours des uns et des autres sur le sujet. De fait, chaque organisation ou représentant de groupe communique pour être et paraître (Goa, 2018) dans ce dossier humanitaire complexe.

Autrement dit, les crises migratoires actuelles ont engendré de nombreuses communications et divers discours des États ou personnalités étatiques, des institutions nationales et internationales ainsi que des organisations non-gouvernementales. Il y a évidemment, dans ce contexte, une problématique des enjeux des discours contradictoires dans le phénomène des migrations clandestines contemporaines (Mendy, 2009). De ce fait, la question principale de cette étude se présente comme suit : Quelle analyse peut-on faire des différentes communications des Organisations nationales et internationales dans la crise migratoire contemporaine ?

Une telle interrogation invite à faire une analyse argumentative des discours des acteurs ou groupes majeurs dans les débats de l'immigration illégale ou clandestine. L'objectif de cette analyse est de comprendre les enjeux des communications et les émotions des organisations gouvernementales et non-gouvernementales internationales (ONU, OIM, USA, UE, UA, ONG...) concernant les crises migratoires actuelles. Cette analyse va permettre de comprendre les réflexions, les indignations et les saisissements des organisations nationales (Gouvernement, ONG...) et internationales concernant les migrations clandestines et les frontières de l'humanité, pour mieux en cerner les intérêts nationaux et internationaux qui expliquent ces pratiques ainsi que les entraves interculturelles qu'elles suscitent. Cet article aborde les communications liées aux approches des institutions nationales ou supranationales autour des phénomènes contemporains de déshumanisation. Les différentes problématiques liées à la polémique des

transhumances irrégulières actuelles sont le résultat d'un monde en mutation. De fait, les crises migratoires actuelles éprouvent les frontières de l'humanité, de la solidarité, de l'éthique et, surtout, des actions de développement du monde. Il importe, ainsi, de trouver les perspectives théorique et méthodologique de l'analyse des discours (Maingueneau, 2014) et/ou communications des organisations nationales et internationales sur les crises migratoires mondiales contemporaines.

Analyse des discours des organisations : perspectives théorique et méthodologique

Cette étude s'est appuyée sur la méthode qualitative référencée à l'analyse du discours des organisations dans une approche théorique et méthodologique. Pour Bernard Berelson¹⁰⁶, l'analyse du discours est une technique de recherche pour la description objective, systématique et quantitative du contenu manifeste et latent des communications, ayant pour but de les interpréter. Ainsi, pour comprendre l'analyse argumentative du discours, Ruth Amossy (2006, p.37) définit l'argumentation comme

« les moyens verbaux qu'une instance de locution met en œuvre pour agir sur ses allocutaires en tentant de les faire adhérer à une thèse, de modifier ou de renforcer les représentations et les opinions qu'elle leur prête, ou simplement d'orienter leurs façons de voir ou de susciter un questionnement sur un problème donné ».

Liée à la théorie de l'argumentation dans le discours, elle implique les principes rhétoriques, logiques et pragmatiques et des fondements en rapport avec son intégration dans l'analyse du discours. Diversement, notre travail a élaboré un ensemble de dispositions d'analyse des communications portant sur le prototype de Dwight Harold Lasswell (1946). Il a été question d'analyser les fonctions et les effets des communications des personnalités étatiques et des organisations internationales sur l'actualité préoccupante de l'immigration clandestine : qui parle ? (étude de l'émetteur) ; pour dire quoi ? (contenu manifeste) ; comment ? (analyse des moyens ou vecteur du message, média utilisé, rhétorique) ; à qui ? (étude du récepteur) ; dans quel but ? (objectif); avec quels résultats ? (effets, influences) ; dans quel contexte ? (milieu, époque, circonstances).

Ces questions nous ont permis d'appréhender les milieux et organismes émetteurs, l'information véhiculée, l'ensemble des techniques argumentatives utilisées, les

¹⁰⁶ Bernard Berelson (1912-1979), un scientifique américain de comportement, fait des contributions importantes dans les champs de recherche de communications. Il a pratiquement créé le terme "les études du comportement " et est devenu le principal responsable du Centre d'Étude Avancée dans les Études du comportement à Stanford, Californie.

publics récepteurs avec des analyses selon des variables et les influences du message sur l'audience. Cette analyse de contenu s'est appliquée à divers textes et communications. Dans l'analyse de contenu, il a été question d'interpréter les activités cognitives idéologiques et comportementales du locuteur. L'ensemble des techniques d'étude des communications portant sur le modèle d'Harold Lasswell permet d'analyser les activités et les effets des communications (Woodward & Denton, 1992) de personnalités étatiques et des organisations non-gouvernementales (chef d'État, acteur politique, Responsable de groupe, observateur, Organisations non gouvernementales...) sur l'actualité préoccupante de l'immigration clandestine. Selon Jean-Pierre Meunier et Daniel Peraya (2010, p. 39), « *la véritable communication se fait à partir de signaux, c'est-à-dire de signes conventionnels, produit volontairement par l'émetteur pour être reconnu comme tels par le destinataire* ».

Cette recherche s'est appuyée fondamentalement sur certains discours et textes fondateurs d'organisations en relation avec les migrations. Il y a une pléthore d'interventions sur le sujet de migration. Cependant, ici, un choix raisonné est fait de certaines déclarations et/ou des statuts de groupes, notamment :

- le discours du Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, à l'occasion de la publication d'un rapport intitulé « Rendre les migrations bénéfiques pour tous »¹⁰⁷.
- le texte relatif au « Pacte global pour des migrations sûres, ordonnées et régulières »¹⁰⁸
- les discours du roi Mohammed VI, adressé au 5ème sommet Union africaine (UA)-Union européenne (UE) à Abidjan, en tant que coordonnateur du programme de la migration au sein de l'UA, et lors du 30e sommet de l'organisation panafricaine, fin janvier 2018 à Addis-Abeba (discours lu par le chef du gouvernement marocain, Saad El-Othmani)¹⁰⁹
- la constitution et les textes fondamentaux de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM)¹¹⁰.
- les discours de défenseurs des droits de l'Homme et ONG sur les Migrations: les ONG appellent les pays à agir¹¹¹.
- la réflexion sur « Migration et développement » menée par la Fédération genevoise de coopération ;

¹⁰⁷ [news.un.org/.../1001212-migrations-le-chef-de-lonu-appelle-se-concentrer-sur](https://news.un.org/fr/1001212-migrations-le-chef-de-lonu-appelle-se-concentrer-sur).

¹⁰⁸ www.lefigaro.fr/vox/politique/2018/11/21/31001-20181121ARTFIG00303--le-pacte-de-l-onu-sur-les-migrants-va-encourager-l-immigration-au-lieu-de-l-encadrer.php.

¹⁰⁹ www.huffpostmaghreb.com/2017/11/29/le-texte-integral-du-discours-du-roi-au-sommet-ua-ue_n_18681526.html; http://afrique.lepoint.fr/actualites/migrations-l-agenda-africain-pour-agir-sur-les-solutions-04-02-2018-2192002_2365.php.

¹¹⁰ www.iom.int/fr/la-constitution-et-textes-fondamentaux-des-organes-directeurs.

¹¹¹ www.nouvelobs.com/topnews/20181211.AFP9731/pacte-sur-les-migrations-les-ong-appellent-les-pays-a-agir.html.

- la déclaration des Maires au Maroc (Marrakech), « Villes ensemble pour les migrants et les réfugiés », le 17 décembre 2018 ;
- le discours de Viktor Orbán du mardi 11 septembre 2018 au parlement européen de Strasbourg : « La Hongrie défendra ses frontières et arrêtera l'immigration illégale » ;
- le discours de Donald Trump au Congrès, à Capitol Hill, Washington DC, le 28 février 2017 ;
- le discours de Sahra Wagenknecht (Députée au Bundestag et membre du parti politique allemand Die Linke) au congrès de Die Linke, le 10 juin 2018 ;
- le discours de Matteo Salvini (Chef de la LIGUE, extrême droite italienne), le 3 juin 2018 en Sicile (Italie). Son message aux migrants : « Préparez-vous à faire les valises ».

Il y a évidemment des intérêts géostratégiques, économiques et sociaux (Bromberg et Trognon, 2004) que justifient les discours en question sur les crises migratoires. Ainsi, les discours des organisations gouvernementales et non-gouvernementales internationales définissent des visions (Meunier et Peraya, 2010) souvent contradictoires et exposent des enjeux.

Enjeux communicationnels du discours

Le discours est une communication qui expose une relation sociale. Il est identitaire. Ainsi, la communication discursive se présente comme une action ou une réaction qui permet d'identifier l'émetteur et le contexte de communication. Dans ce sens, il faut considérer les discours comme des actes sociaux constitutifs de rapports sociaux et d'enjeux. Aucun discours n'est neutre. Tout discours a une vocation explicite et/ou implicite. Dans la visée, il importe de savoir que tout langage humain est un message, c'est-à-dire le contenu d'une communication entre moi et autrui, entre autrui et moi, entre autrui et autrui. Équivoque des articulations, filtrage du récepteur, politique d'auto-exposition ou de manipulation d'autrui, la communication est un acte incontestablement alambiqué car divers enjeux s'enchevêtrent. Le psychosociologue Alex Mucchielli a, ainsi, délimité des enjeux de la communication. Le premier enjeu de la communication consiste, évidemment, à *transmettre de l'information*. C'est ce que Roman Ossipovitch Jakobson appelle la « fonction référentielle ». Le journaliste, l'homme politique, l'enseignant et tout communicateur sont pris eux-mêmes à des degrés divers dans cette double contrainte de devoir à la fois informer mais aussi « accrocher » le public, le divertir, le séduire. Chaque acte de communication implique trois éléments : un locuteur et son interlocuteur, un code linguistique, un contexte. Le deuxième enjeu de la communication réside dans le *jeu de positions* des partenaires. Toutes les relations humaines impliquent une certaine mise en scène

de soi, comme l'a montré le sociologue Erving Goffman¹¹². Communiquer, c'est d'abord se montrer à autrui sous un jour particulier, présenter une certaine image, défendre une identité particulière. De fait, dans toute conversation, il y a un jeu de positions, un marquage de territoire, une relation qui délimitent le champ et la façon de s'exprimer. Le troisième enjeu concerne la *tentative d'influence* de l'interlocuteur. Communiquer, c'est aussi chercher à convaincre et à charmer autrui. Derrière la simple transmission d'informations, il y a souvent la volonté d'argumenter et donc d'influencer autrui. Le dernier enjeu de la communication implique le protocole de la communication, la régulation de la relation elle-même. La communication est évidemment ritualisée, car les relations humaines sont souvent conflictuelles ou instables. Pour René Alleau (1977), la communication est subséquemment considérée comme un système alambiqué qui prend en compte tous les signes et discours lorsque des humains entrent en interaction et fait intervenir à la fois des processus cognitifs, affectifs et inconscients. Toute communication comporte toujours une « méta-communication » exprimée par le ton employé, les expressions et les attitudes qui viennent se greffer sur le contenu premier du message. La forme prise par le message constitue en elle-même un message. Les chercheurs de l'École de Palo Alto¹¹³, Grégory Bateson et Paul Watzlawick furent les premiers à mettre en évidence la pluralité des niveaux de communication contenus dans un message. Toute information comporte une double face : un contenu visible et un contenu latent. A l'analyse des discours, on constate des organisations gouvernementales et non-gouvernementales pro-migrants et anti-migrants.

Communication et argumentaires des organisations pro-migrants

Les pro-migrants sont les personnalités (politiques, économiques ou sociales) et/ou les organisations nationales et internationales de défense de la migration. L'immigration illégale concerne généralement les populations de pays du Tiers-monde qui cherchent des conditions d'existence agréables dans les régions du monde plus prospères. Elle occasionne des clandestins ou des apatrides qui risquent leurs propres vies afin de rejoindre des pays présentant des meilleurs atouts de développement. Ces migrants indésirables partent à l'aventure avec l'aide de passeurs malhonnêtes leur escroquant des sommes colossales pour leur proposer des embarcations précaires par fleuves et mers, ou des voies de transit inhumaines via montagnes, déserts ou frontières dangereuses. D'ailleurs, le 26

¹¹² Rattaché à l'*École de Chicago*, il s'écarte des méthodes dites *quantitatives* et statistiques pour privilégier l'observation participante. Pour lui, l'interaction sociale est guidée par le souci de ne pas perdre la face. La notion d'interaction prend une place très importante dans son œuvre.

¹¹³ En psychologie, l'école de Palo-Alto est un courant de pensée et de recherche développée par l'Autrichien Paul Watzlawick, dans la ville de Palo Alto en Californie, à partir de 1950. Opposé à la théorie Freudienne, il s'agit de traiter les malades non plus suivant le schéma classique en psychanalyse (névrose/psychose) mais en travaillant sur les interactions « actuelles » du patient avec l'environnement. Par extension, ces recherches abordent le domaine de l'organisation dans l'entreprise.

octobre 2004, l'Union Européenne a mis en place l'Agence européenne pour gérer les frontières extérieures de l'Union Européenne (Frontex), pour amplifier le contrôle aux frontières. Incontestablement, plus ces contrôles sont renforcés, plus il est pénible et périlleux pour les migrants illégaux de les franchir. Cela se traduit par de milliers de morts et des souffrances parmi ceux qui cherchent désespérément un avenir reluisant¹¹⁴

Les organisations et les personnes pro-immigrées sont les associations, les États, les institutions et/ou les personnalités (publiques) qui ont des discours de compassion et d'aide aux migrants clandestins. Elles appellent souvent au respect du droit humanitaire international. De fait, lors de son discours au 5^e sommet Union Africaine-Union Européenne à Abidjan (UA-UE), le 30 novembre 2017, le roi Mohamed VI a montré qu'aujourd'hui, l'immigration « *a pris une connotation négative, puisqu'elle est associée à la drogue et autres trafics, voire aux méfaits des changements climatiques* ». Autrement, pour lui, il y a un imaginaire collectif qui dépeint l'immigration comme source de la pauvreté, de la précarité, de l'instabilité et même de la mort. Kofi Annan, l'ancien Secrétaire général de l'ONU, invite à éviter les appréhensions de la migration et à considérer les avantages du phénomène. Pour lui, « *nous ne pouvons ignorer les véritables problèmes politiques que pose l'émigration, comme nous ne pouvons non plus perdre de vue les formidables perspectives qu'offre celle-ci aux émigrants, aux pays qu'ils quittent et ceux où ils se rendent* » (www.contrepoints.org, 2014).

Dans le débat sur l'immigration (illégal), les pro-migrants mettent l'accent sur la perpétuation de l'humanité et le droit de la personne humaine, comme mentionné dans le discours du roi Mohamed VI au 5^e sommet Union Africaine-Union Européenne à Abidjan, le 30 novembre 2017. Il a dit ceci :

« Nous avons été révoltés par les pratiques atroces rapportées par les médias, et subies par des migrants dans notre voisinage. Il s'agit d'un véritable déni de l'Humanité. C'est ainsi que la Libye, nouvelle terre de passage entre l'Afrique et l'Europe, est devenue le corridor de tous les maux et cristallise tous les malheurs. »

Certains théoriciens de la communication, comme Jürgen Habermas ou Michel Serres, s'emploient à dévoiler combien la communication entre les hommes - c'est-à-dire la conversation, l'entretien, le contact - renvoie à un enjeu humain indispensable : celui de construire une société fondée sur l'acceptation de l'autre. Les interlocuteurs doivent vouloir, savoir et pouvoir communiquer en relation avec le moment et les circonstances ou situations de communication. Lors de la publication du rapport intitulé « Rendre les migrations bénéfiques pour tous », António Guterres, l'actuel Secrétaire général de l'ONU, a invité à prendre en

¹¹⁴ (www.contrepoints.org/2014/02/12/156396-immigration-africaine-pourquoi-quittent-ils-leur-pays).

compte les aspects « largement positifs » des migrations. Pour lui, la migration touche à toutes les priorités mondiales liées à l'approfondissement des objectifs de développement durable, à la promotion et à la protection de la paix et des droits universels de l'homme. Il reconnaît les divers défis et les solutions éventuelles. António Guterres invite à une action collective mieux organisée. Autrement, A. Guterres insiste :

« Dans mon rapport, je demande que nous nous concentrons sur les aspects positifs des migrations et que nous utilisions les faits et non les préjugés comme base pour relever les défis. Avant tout, je préconise un discours respectueux qui place notre humanité collective au centre du débat » (www.news.un.org)

Dans cette optique, le « Pacte global pour des migrations sûres, ordonnées et régulières » a été adopté au Maroc par plusieurs États membres de l'ONU. Ce pacte comprend des visions comme la mise en place d'un système de recensement harmonisé sur les migrants (local-national-et-mondial), le renforcement de la coopération internationale pour une migration ordonnée et sécurisée (Objectif 23), la lutte contre les passeurs (Objectif 9) ou l'organisation des frontières (Objectif 11). Les pays signataires doivent s'engager à « *éliminer toutes formes de discrimination, à condamner et contrer les expressions, actes et manifestations de racisme, de discrimination, de violence, de xénophobie et d'intolérance envers les migrants* »¹¹⁵

Ainsi, António Vitorino, le Directeur général de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), insiste sur l'intégration des migrants aux régions d'accueil. De fait, le 8 décembre 2018 à Marrakech, il a argumenté, lors du Cinquième Forum des maires (plus de 150) et représentants des autorités locales du monde sur la mobilité humaine, que « *dans un monde de plus en plus urbanisé, nous devons associer les politiques de migration et d'urbanisation comme l'appelle à le faire le Nouvel Agenda urbain et le droit de la ville doit aussi s'appliquer aux migrants si nous ne voulons laisser personne de côté* »¹¹⁶

Cet argumentaire rejoint la vision de la Résolution du Conseil n° 923 du 29 novembre 1995 qui a attribué un objectif général à l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), notamment, « *de renforcer sa capacité d'aide aux États dans la perspective d'une gestion humaine et ordonnée de la migration* »¹¹⁷. De ce fait, pour l'OIM, le pacte sur les migrations permettra de « renforcer la coordination sur les questions [...] de la migration internationale ». D'ailleurs, le paragraphe 2 de l'article premier de la Constitution de l'OIM stipule que «

¹¹⁵ www.lefigaro.fr/vox/politique/2018/11/21/.

¹¹⁶ www.iom.int/fr/news/les-maires-du-monde-entier-se-reunissent-en-soutien-la-mobilite-humaine-la-migration.

¹¹⁷ (www.iom.int/fr/propos-du-droit-de-la-migration)

l'Organisation coopère étroitement avec les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales concernées par les questions de migration, de réfugiés et de ressources humaines afin, entre autres, de faciliter la coordination des activités internationales en ces domaines »¹¹⁸

C'est dans cette veine que la Croix-Rouge, la Caritas et la Fédération genevoise de coopération (FGC), comprenant 48 ONG du domaine de la coopération au développement et de la sensibilisation, ont réfléchi sur le problème de la migration. Ainsi, en janvier 2008, dans le cadre du 2e Carrefour de la solidarité, la FGC a dévoilé les aspects positifs de la migration et a prouvé l'implication de l'immigration dans l'échange réciproque de richesses. D'autres organisations non gouvernementales comme Médecin sans frontière (MSF) et France Terre d'asile, ont proposé la mise en place urgente d'actions de recherche, de secours et de sauvetage des immigrants pour éviter de nouveaux naufrages. Yanik Marguerat et Christelle Genoud (2008) pensent que, les ONG de développement du Nord ont une prise de position délicate dans ce débat sur l'immigration. D'une part, elles doivent être vigilantes à ne pas légitimer le discours des partis de droite populiste qui soutiendrait la coopération au développement si celle-ci permettait réellement de mettre fin à la migration irrégulière et, d'autre part, il faut réussir à évoquer les avantages de la migration sans toutefois occulter la « migration du désespoir ».

Aussi, a été présentée le 17 décembre 2018 à New York, lors de l'Assemblée Générale des Nations Unies visant à adopter le Pacte mondial sur les réfugiés (GCR), la Déclaration des Maires à Marrakech, « *Villes ensemble pour les migrants et les réfugiés* »¹¹⁹ La défense des migrants se retrouve également sur le plan juridique. Aux USA, certains États démocrates ont maintenu leurs pressions judiciaires visant à suspendre le décret anti-immigration du président américain, Donald Trump¹²⁰ Autrement, « *bien des voix se lèvent pour dénoncer la victoire des partis d'extrême droite dans beaucoup de pays d'Europe et le renforcement des lois sur l'immigration. La xénophobie augmente, les immigrés sont montrés du doigt... Mais peut-on honnêtement accuser les immigrés d'être la cause du chômage, de l'insécurité, de l'insalubrité ?* »¹²¹

Vraisemblablement, pour plusieurs raisons, les discours et opinions de certains groupes et personnalités gouvernementales ou non-gouvernementales sont connus et clairs : ils sont contre la migration, surtout les clandestins.

Discours et opinions des groupes anti-migrants

¹¹⁸ www.iom.int/fr/la-constitution-et-textes-fondamentaux-des-organes-directeurs.

¹¹⁹ (www.iom.int/fr/news/les-maires-du-monde-entier-se-reunissent-en-soutien-la-mobilite-humaine-la-migration-et-au).

¹²⁰ (www.voaafrique.com/a/les-opposants-au-decret-migratoire-de-trump-accentuent-leur-pression/3764781.htm).

¹²¹ (www.contrepoints.org/2014/02/12/156396-immigration-africaine-pourquoi-quittent-ils-leurs-pays).

Les groupes anti-immigrés sont composés de gouvernements, de personnalités étatiques, de structures qui critiquent l'accueil de migrants clandestins ou, qui prennent des mesures attentatoires au respect de l'immigré au mépris des droits humanitaires. Ils refusent de porter assistance à ces personnes en difficulté. Il y a des États qui ferment leurs territoires ou expulsent les clandestins. D'autres menacent et/ou sanctionnent les organisations non gouvernementales qui leurs portent secours (ces ONG sont considérées comme complices). Lesdits gouvernements et gouvernants refusent d'accueillir « la misère du monde ». Ils cherchent à persuader l'auditoire du bienfondé de leurs discours. Pour Bromberg Marcel et Trognon Alain (2004), la persuasion consiste en une communication intentionnelle qui a un impact sur la façon dont les humains cogitent, perçoivent et/ou agissent envers un objet, une personne, un groupe, une idée.

De fait, les responsables ou présidents des pays anti-migrants cherchent généralement à persuader l'opinion, à travers des discours sécuritaires et souverainistes. Ainsi, lors de son discours solennel de politique générale, Donald Trump a prescrit sa politique de « l'Amérique d'abord », consistant à l'application d'une défense ferme aux frontières, afin d'empêcher la migration irrégulière. Autrement, pour le président américain, il faut des lois pour protéger les populations des États-Unis d'Amérique des clandestins qui « *représentent une menace particulière pour la sécurité nationale et la sécurité du public* »¹²²

L'argument est ainsi partagé par plusieurs pays anti-migrants. En juillet 2018, la Hongrie a expliqué par la voix de son ministre des affaires étrangères et du commerce, Peter Szijjarto, que le pacte de migration proposé par l'ONU « *était contraire au bon sens et à la nécessité de restaurer des règles de sécurité en Europe* ». D'ailleurs, c'est ce que dit Viktor Orbán dans son discours au parlement européen, le mardi 11 septembre 2018 :

« Chaque nation et État-membre a le droit de déterminer comment organiser sa vie dans son propre pays. Nous défendons nos frontières, et nous seuls déciderons avec qui nous vivrons. Nous avons bâti une barrière, et avons arrêté les centaines de milliers de migrants. Nous avons défendu la Hongrie, et nous avons défendu l'Europe ».

Le débat de l'immigration envenime les relations entre les pays membres de l'Union européenne¹²³. En fait, le Premier ministre conservateur hongrois a affirmé avec vigueur, ce 11 septembre 2018, le choix de son pays et sa volonté de ne pas se laisser influencer par les arguments des pro-migrants, dans les termes suivants :

¹²² (www.voaafrique.com/a/usa-immigration-trump-agriculteurs-securite-racisme).

¹²³ (www.franceculture.fr/emissions/le-tour-du-monde-des-idees/limmigration-une-epine-politique-dans-le-pied-de-lue

« Ils veulent condamner la Hongrie car les Hongrois ont décidé que notre patrie ne sera pas un pays d'immigration. Avec le respect dû, mais avec la plus grande fermeté, je rejette les menaces des forces pro-immigration, leur chantage et leur diffamation de la Hongrie et des Hongrois, le tout s'appuyant sur des mensonges ». (Viktor Orbán, 2018, op.cit.).

Pour Viktor Orbán, la propension à fermer les frontières de la Hongrie aux migrants est un vecteur de la souveraineté de son pays.

Dans la même optique, en septembre 2018, à la tribune de l'ONU, Donald Trump a aussi fait savoir, qu'il « *rejetait l'idéologie mondialiste et qu'il ne connaissait que le patriotisme* ». De fait en 2017, les États-Unis ont été les premiers, à indiquer leur refus de signer le « Pacte global pour des migrations sûres, ordonnées et régulières » proposé par l'ONU et adopté au Maroc par certains États. L'Australie a aussi contesté ledit pacte en juillet 2018 pour les mêmes arguments de « protection des frontières » et de « souveraineté ». Plusieurs pays signataires du pacte comme l'Autriche, la Pologne, la Tchécoslovaquie ont retiré leurs soutiens au texte en novembre 2018 craignant que le pacte soit une prime à l'immigration, d'une part, ou parce que pour eux, « la protection des frontières était une priorité absolue », d'autre part. Subséquemment, la chute du gouvernement belge de coalition est considérée comme le résultat d'une augmentation des visions nationalistes sur l'immigration chez les flamands à l'approche des élections, « *une attitude qui les a conduits à refuser le pacte de l'ONU soutenu par le Premier ministre, selon des experts* »¹²⁴. Concernant la problématique de l'immigration, la Belgique est divisée sur le sujet ainsi que l'Allemagne. D'ailleurs, la députée Sahra Wagenknecht s'oppose à la vision de la Chancelière allemande Angela Merkel quant à une ouverture totale des frontières. Les arguments économiques sont avancés ici par les opposants aux immigrants. En effet, au congrès de Die Linke (parti politique allemand), le 10 juin 2018, Sahra Wagenknecht, a estimé que l'immigration de travailleurs étrangers augmente la concurrence sur le marché allemand du travail et tire les salaires vers le bas. La conviction de la députée est de voir l'Allemagne diminuer la quantité de réfugiés qu'il doit recevoir sur son sol. De même, le gouvernement d'Israël a fait savoir à l'ONU, dès 2017, qu'il privilégiait les accords bilatéraux pour le recrutement de main-d'œuvre non qualifiée et refuse de signer le Pacte sur la migration (Yves Mamou, 2018).

Les partis nationalistes et d'extrême droite sont également des pourfendeurs de l'immigration. Le président Donald Trump a également dit, devant les représentants des deux chambres réunies en session commune au Congrès, que son pays doit « *abandonner le système actuel d'une immigration peu qualifiée et adopter à la place un système basé sur le mérite* »¹²⁵. De ce fait, dans un message

¹²⁴ www.la-croix.com/.../Belgique-atteinte-radicalisation-discours-immigration

¹²⁵ www.voaafrique.com/a/donald-trump-esquisse-une-reforme-de-l-immigration-au-merite.

aux migrants, le 3 juin 2018 en Sicile, Matteo Salvini, le chef du parti italien d'extrême droite (la LIGUE), a montré son intention d'expulser les migrants en ces termes : « *Préparez-vous à faire les valises* ». Le discours de Matteo Salvini reflète la position de tous les nationalistes, les groupes anti-migrants et les souverainistes de tous les pays du monde. Les anti-immigrés pensent que tous les problèmes sont liés à l'immigration clandestine (Pince Gérard, 2013).

Conclusion

L'immigration irrégulière est un véritable problème pour tout le monde : citoyens, gouvernements, organisations nationales et internationales. Dans ce sens, il faut considérer les discours comme des actes sociaux constitutifs de rapports sociaux (Jodelet, 1994) et d'enjeux. Équivoque des contextes, identité des acteurs, politique de positionnement ou stratégie de manipulation d'autrui, la communication est une dynamique sociale. Dans la pratique, les actions concernant la migration sont complexes ou ne suivent pas l'esprit des discours théoriques. Les migrants clandestins sont à la merci des trafiquants de tout ordre, à contrario des approches des organisations ou institutions nationales et supranationales autour des phénomènes contemporains de déshumanisation. Diversement, les migrations contemporaines clandestines éprouvent les frontières de l'humanité, de la solidarité, de l'éthique et, surtout, des actions des organisations non gouvernementales, des organisations régionales, des pays et de l'Organisation des Nations Unies. Tous les États et organisations sont coupables et captifs d'intérêts sociaux, politiques, économiques, stratégiques. Les esclavagistes sont esclaves de leur idéologie et du gain. Les migrants sont victimes de complexe d'infériorité et de visée économique. L'ONU, les États-Unis, L'Union Européenne, l'Union Africaine, les organisations non- gouvernementales, les pays sont prisonniers d'intérêts des puissances et captifs de démagogie, pour certains, et sont victimes d'incompétence et de manque de moyens, pour d'autres. Autrement, les discours dénotent des intérêts de chaque acteur dans le débat sur l'immigration. Les pro-immigrés justifient leur position par la prise en compte de problèmes humains, politiques, sociaux et économiques tels que les droits humains, la mondialisation, les guerres, les régimes oppressifs, la misère, les maladies, les besoins de mains d'œuvre dans les industries, l'éducation, etc. Les anti-migrants utilisent aussi les arguments humains, politiques, sociaux et économiques comme la souveraineté de chaque État, la sécurité des citoyens, la protection des frontières, le terrorisme, le développement économique et social, le chômage des natifs, l'inculturation, le danger de la migration clandestine.

Autrement dit, les discours des uns (pro-immigrés) et des autres (anti-migrants) sont recevables. Cependant, il faut mettre l'Homme au centre de toute politique et action. La Ligue des Droits de l'Homme semble prendre en compte les avis de tout le monde dans son discours sur la migration, à savoir : « *Migrer, quitter son pays, quel qu'en soit le motif, est toujours un choix douloureux, mais un choix*

dont le droit est inscrit dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme à l'article 13. Migrer est un choix personnel, aucune mesure étatique dans un monde où existe la liberté de circulation des marchandises, des services et des capitaux, ne pourra empêcher les personnes de circuler. S'il est légitime que les États contrôlent les entrées et les sorties à leurs frontières, il n'est pas légitime que les États considèrent les personnes qui se présentent à leurs frontières comme des criminels¹²⁶. En somme, la crise migratoire n'est que la conséquence du mépris de l'humanité (inhumanité) dans les territoires en développement, les États émergents et les pays développés. La migration est nécessaire pour la survie du monde. Un pays sans étranger est-il possible ?

Bibliographie

Alleau, R.(1977). *La science des symboles*. Paris : Payot ;

Amossy, R. (2006). *L'argumentation dans le discours*. Paris : Armand Colin ;

Blanchard, P.; Bancel, N., Boubeker, A. (2008). *Nord-Est. Frontière d'empire. Soldats coloniaux et immigration des Sud*. Paris : La Découverte ;

Bromberg, M. et Trognon, A. (2004). *Psychologie sociale et communication*. Paris : Dunod ;

Escarpit, R. (1980). *Théorie générale de l'information et de la communication*. Paris : Hachette ;

Falconi, A. (1992). *Les bases de l'Audiovisuel : Initiation au langage médiatique*. Kinshasa : Edition St Paul Afrique ;

Garcia, D. et Le Bras, H. (2017). *Archéologie des migrations*. Paris : La Découverte ;

Gildas, S. (dir.) (2015). *Dictionnaire des migrations internationales : approche géohistorique*. Paris : Armand Colin ;

Goa, K. (2013). *La communication de crise au Port autonome d'Abidjan*. Paris : L'Harmattan ;

Goa Kacou (2018). *Communiquer pour être et paraître dans la société de consommation*. Paris : L'Harmattan ;

¹²⁶ » www.contrepoints.org/2014/02/12/156396-immigration-africaine-pourquoi-quittent-ils-leur-pays

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Jakobson, R. (1981). *Éléments de linguistique générale* (1 et 2), Paris, Minuit ;

Jodelet, D. (1994). *Les représentations sociales*. Paris : PUF ;

Lasswell Harold Dwight (1936), *Politics: Who Gets What, When, How*. Peter Smith Pub Inc;

Lasswell Harold et al (1946). *Propaganda, Communication and Public Opinion: A Comprehensive Reference Guide*, Princeton: Princeton University Press;

Lazarsfeld Paul, Berelson Bernard & Gaudet Hazel (1944), *The people's choice: How the Voter makes up his mind in presidential campaign*. New York: Columbia University Press;

Lendrevie Jacques et Lindon Denis (1997). *Mercator: Théorie et pratique du marketing*. Paris : Dalloz ;

Maingueneau Dominique (2014). *Discours et analyse du discours*. Paris : Armand Colin ;

Marguerat Yanik et Genoud Christelle (2008). « Migration et développement : une réflexion menée par la Fédération genevoise de coopération », *Annuaire suisse de politique de développement*, 27-2 | 2008, mis en ligne le 16 mars 2010, disponible sur URL : <http://journals.openedition.org/aspd/517>;

McLuhan Herbert Marshall (1968). *Pour comprendre les médias*. Paris : Seuil ;

Mendy Toumany (2009). *L'immigration clandestine: Mythes, mystères et réalités*. Paris : L'Harmattan ;

Meunier Jean-Pierre et Peraya Daniel (2010). *Introduction aux théories de la communication*. Bruxelles : De Boeck ;

Mucchielli Alex (1999). *Théorie systémique des communications, Principes & applications*. Paris : Armand Colin ;

Perelman Chaïm (1990). *L'empire rhétorique. Rhétorique et Argumentation*. Paris : Vrin ;

Pince Gérard (2013). *Les français ruinés par l'immigration*. Paris : Godefroy de Bouillon ;

Stasi Bernard (1985). *L'immigration, une chance pour la France*. Paris : Robert Laffont ;

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Wihol de Wenden Catherine (2016). *L'immigration : découvrir l'histoire, les évolutions et les tendances des phénomènes migratoires*. Paris : Eyrolles ;

Woodward C. Gary & Denton E. Robert (1992). *Persuasion and influence in American life*. Waveland: Prospect Heights, 2nd Ed.

Les supports artistiques et communicationnels des organisations nationales et internationales et leurs rôles et impacts dans le traitement du phénomène de la migration clandestine en Côte d'Ivoire.

The artistic and communication media of national and international organizations and their roles and impacts in dealing with the phenomenon of clandestine migration in Côte d'Ivoire

Aman Jean Pierre M'BESSO

Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

Résumé

L'aventure et le rêve de nombreux migrants Ivoiriens se transforment en cauchemars. Le foisonnement d'images et de vidéos déshumanisantes qui circulent sur les réseaux sociaux en est une parfaite illustration. Tout comme l'est les nombreux cris de détresses lancés en direction de la mère patrie, l'implorant, voire la suppliant à l'effet d'organisation de rapatriement dont le cas Lybien qui a fait couler beaucoup d'encre et de salive reste encore vivace dans la mémoire collective des Ivoiriens. Cette situation préoccupe toute la société. Les pouvoirs publics, la presse, les organismes, les institutions, les artistes et la communauté scientifique s'intéressent au sujet en vue de comprendre, d'informer, d'éduquer, de sensibiliser et de trouver des réponses idoines à la résorption de cette migration irrégulière qui honore peu l'image de marque de la Côte d'Ivoire sur l'échiquier mondial. Cette présente étude s'inscrit dans le cadre du colloque migrations contemporaines et frontières de l'humanité : Dynamiques communicationnelles et interculturelles, et cherche à partir de l'axe 4 relatif à organisations nationales et internationales et questions de la migration, à montrer à partir d'observation directe, de recherche documentaire livresque et sur internet et d'entretien semi directif, à appréhender comment des organismes nationaux et internationaux (MASA¹²⁷, MIAIE¹²⁸, centre culturel...) utilisent des supports artistiques (humour, danse contemporaine, exposition d'œuvre, représentation dramatique) et communicationnels dans le traitement du phénomène de la migration clandestine en Côte d'Ivoire.

Mots clés : Arts et culture, MASA, MIAIE, Centre culturel, Côte d'Ivoire.

Abstract

The adventure and dreams of many Ivorian migrants turn into nightmares. The proliferation of images and dehumanizing videos circulating on social networks is a perfect illustration. Just like the many cries of distress sent to the motherland, imploring her, even begging her for the organization of repatriation. The Lybian case that has been much ink and saliva still alive in the collective memory of Ivoirians. This situation preoccupies the whole society. The public authorities, the press, organizations, institutions, artists and the scientific community are interested in the subject in order to understand, inform, educate, sensitize and find appropriate answers to the resorption of this problem that does not honor the image of the country on the world chessboard. This study is part of the conference on contemporary migration and the frontiers of humankind communicational and intercultural dynamics, and seeks from axis 4 relating to national and international organizations and issues of migration to show on the basis of direct observation, book search and internet research and semi-directive interviews to understand how national and international organizations (MASA¹²⁹, MIAIE¹³⁰, cultural center ...) use artistic supports (humor, contemporary dance , exhibition of work, dramatic representation) and communication in the treatment of the phenomenon of clandestine migration in Côte d'Ivoire.

Keywords: Arts and culture, MASA, MIAIE, Cultural center, Côte d'Ivoire.

¹²⁷ Marché des Arts du Spectacle d'Abidjan

¹²⁸ Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur

¹²⁹ Abidjan Market for Performing Arts

¹³⁰ Ministry of African integration and Ivoirians from outside

Introduction

De tout temps et en tout lieu, les hommes ont toujours éprouvé le désir de mobilité (Hermet Guy, 2015, p.146) pour diverses raisons que tente d'appréhender l'Association Internationale des Démographes de la Langue Française (AIDELF) avançant ainsi que

la volonté et la capacité de migrer à l'étranger résultent à la fois de la personnalité et des trajectoires socioéconomiques du candidat migrant, de l'environnement par son ménage, des circuits d'information aux quels il est exposé, des réseaux migratoires et des contextes politiques et économiques du pays d'accueil (2007, p.13).

Les causes d'ordre personnel et des contingences socioéconomiques, environnementales, sécuritaires et informationnelles poussent des individus, qu'ils soient jeunes ou vieux, de tous sexes et de divers horizons géographiques à l'immigration. Quand ces déplacements s'opèrent à l'intérieur des territoires ou en dehors de ceux-ci de façon régulière, cela passe quelquefois inaperçue et moins médiatisé. Ce qui n'est en revanche pas le cas de mouvement de masse internationaux, de l'immigration clandestine qui défraie la chronique et demeure de plus en plus une préoccupation planétaire (Alan Simmons, 2002 ; Olivier Kirsh, 2015), tellement le phénomène a pris des ampleurs et des proportions inquiétantes, au regard des conséquences énormes que n'a cessé de rapporter les médias. Il ne se passe un jour, sans que des images de migrants clandestins dans des embarcations de fortunes surchargées à la conquête des côtes méditerranéennes et occidentales susceptible de répondre à leur motivation de départ n'inondent les chaînes de télévisions internationales et nationales, ainsi que les réseaux sociaux tel que facebook, twitter et you tube. Les médias audiovisuels et la presse s'intéressent dans leurs différentes productions au phénomène de la migration qui préoccupe les gouvernants du monde entier (ONU, 2016 ; UE-UA¹³¹, 2017; Commission nationale de l'UNESCO en Côte d'Ivoire, 2019 ; Forum Mo Ibrahim, 2019) qui en débattent lors d'importantes assises. Très certainement à la recherche de solutions qui puissent à moins de freiner le phénomène, l'atténuer et surtout en limiter les catastrophes dramatiques que de telles entreprises occasionnent.

En dépit de la multiplication de sommets et de la contribution des médias dans l'information, la sensibilisation de l'humanité sur cette problématique de migration clandestine, l'on continue d'enregistrer de nombreux candidats à l'immigration irrégulière. Les pays de départ se sont multipliés, et l'on compte au titre des africains en France non plus que de sénégalais, de maliens, de camerounais, de congolais, mais aussi d'ivoiriens (Jean Yves Blum Le Coat, 2014, p.30). Le nombre de ressortissants ivoiriens aperçus même aux portes des côtes de la Grèce, de

¹³¹ Sommet conjoint de l'Union Européenne et de l'Union Africaine

L'Espagne, mais aussi en Afrique dans les pays du Maghreb s'est accrue au point où, la Côte d'Ivoire occupe le 4^{ème} rang au niveau mondial de l'immigration irrégulière selon le classement effectué par l'Organisation Internationale pour la Migration (OIM) en 2017. Cette situation préoccupe toute la société. La presse, les organismes, les institutions, les artistes et la communauté scientifique s'intéressent au sujet en vue de comprendre, d'informer, d'éduquer, de sensibiliser et de trouver des réponses idoines à la résorption de cette migration irrégulière qui honore peu l'image de marque de la Côte d'Ivoire sur l'échiquier mondial. Cette présente étude cherche à partir d'observation directe, de recherche documentaire livresque et sur internet et d'entretien semi directif à appréhender le traitement du phénomène de la migration clandestine en Côte d'Ivoire à travers les supports artistiques et communicationnels (humour, danse contemporaine, exposition d'œuvre, représentation dramatique, affichage) des organismes nationaux et internationaux, ainsi que de leur impact et effet sur la société ivoirienne.

La structure de ce travail se présente en trois (3) parties. Le premier axe privilégie le cadre conceptuel dans lequel l'on aborde successivement les définitions de concepts, le cadre méthodologique de l'étude et les fondements théoriques qui sous-tendent la réflexion. Le second axe présente les résultats de terrains. Enfin la dernière partie est consacrée à la discussion des résultats au terme duquel une conclusion viendra clore la réflexion.

1. Cadre conceptuel

1.1. Définition de concepts

« Plus les concepts sont clairement définis avant et pendant leur utilisation, moins ils risquent de provoquer des difficultés lorsqu'on y a recours pour régler un problème de communication » (Sven Windahl, 1993, p.31). Cette perception de Sven Windahl invite à la clarification de notions dans un travail pour éviter toutes ambiguïtés et interprétations floues. Dès lors, des termes du sujet que sont les supports artistiques et communicationnels, des organisations nationales et internationales et la migration clandestine seront à clarifier. Que retenir de ces notions ?

1.1.1. Supports artistiques et communicationnels

Les supports artistiques et communicationnels renvoient aux arts et à la communication. L'art peut être appréhendé comme l'expression par les œuvres de l'homme d'un idéal esthétique qui crée de l'émotion, du plaisir. Brigitte Govignau avance à cet effet qu' « un monde sans art serait froid, ennuyeux, sinistre : ce serait un monde sans émotions, sans amour, sans véritables êtres humains » (1995, p.5). Elle souligne de ce fait l'importance de l'art dans la société. Les territoires de l'art sont par ailleurs larges, couvrant des productions dans des domaines aussi

variés comme l'architecture, la peinture, la photographie, l'humour, la comédie, la musique, le cinéma, la danse, le théâtre ; visant le beau et relevant d'une « valeur esthétique ou sous forme de mode » comme le fait remarquer Isabelle de Maison Rouge (2002, p.24). Au-delà de représenter le beau, l'art est un instrument d'échange, de dialogue et de communication entre son créateur et le public. L'art est alors un support et un outil de communication, étant entendu qu'il est une action consistant pour les hommes à échanger des messages, en face à face ou bien à distance (Francis Balle, 2013). L'art est de ce fait un médium, c'est-à-dire un instrument de communication. En l'admettant ainsi, il revient de clarifier l'acception de communication qui renvoie selon Eric Maigret à une « action de coordination et de partage intersubjectif, le ferment du savoir et du progrès » (2015, p.38). Il assigne à la communication des fonctions et rôles d'acquisition de connaissance et de savoir, d'éducation, de développement, à travers plusieurs actions. Cela montre l'existence de divers types de communication, dont celle dite de communication de masse qui est l'échange de message en direction d'un public large par le biais de techniques et de moyens de communication tel que la presse, la radio, la télévision, l'affichage qualifié de média populaire et visuel par excellence par Atchoua Julien (2014, p.4), le cinéma et l'internet. Celle qui établit une communion entre les individus dans la société et dans les collectivités en vue d'échanger, de partager, de négocier, de séduire ou de convaincre.

Les arts et la communication ne peuvent être mis en action que dans des territoires, des espaces structurés, des collectivités et des organisations, qu'il convient à présent de clarifier.

1.1.2. Organisations nationales et internationales

La définition de la notion d'organisation doit être perçue selon le dictionnaire de la science politique et des institutions politiques comme un ensemble d'action ou de pratiques organisées de façon stable (Hermet Guy, 2015, p.150). L'organisation désigne en outre des acteurs nationaux ou internationaux, doté d'un appareil administratif durable et de finalités précises et affichées qui regroupe soit des représentants mandatés. Pour nous, l'organisation est donc une structure, une institution, une administration constituée et administrée par des personnes qui en reçoivent mandat pour exercer dans différents types d'organisations, au plan local, national ou international. Dans ce présent travail il sera question d'évoquer l'action des institutions nationales et internationales dans le traitement du phénomène de la migration irrégulière.

1.1.3. Migration clandestine

Une migration peut être définie comme le déplacement d'une personne ou d'un groupe de personnes, soit entre pays, soit dans un pays entre deux lieux situés sur son territoire (Cités et gouvernements locaux unis, 2019). Quant à l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) un migrant s'entend de toute personne qui, quittant son lieu de résidence habituelle, franchit ou a franchi

une frontière internationale ou se déplace ou s'est déplacé à l'intérieur d'un Etat. La migration clandestine est une migration qui se pratique individuellement ou en masse par des personnes au mépris de la législation d'immigration de zone d'accueil.

1.2. Cadre méthodologique

L'approche méthodologique utilisée dans la collecte des données de ce travail repose sur les techniques d'enquêtes sociologiques. L'ensemble de moyens rigoureux, objectifs et le plus rationnellement possible ont été mobilisés pour répondre à notre question de recherche (Luc Bonneville, 2007, p.50). Ainsi, l'observation directe de manifestations culturelles organisées par des organismes nationaux et internationaux, la recherche documentaire et des entretiens semi-directifs ont été mobilisés dans la collecte de données.

1.2.1. Observation directe

L'observation directe de manifestations et d'événements culturels organisés dans le district d'Abidjan ainsi que d'affiches publicitaires dans la région de la Mé¹³² ont permis de saisir l'objet de notre étude. A travers le regard, la perception in situ de faits culturels et communicationnels, l'on est parvenu à la production de la connaissance. « Cette démarche d'élaboration des savoirs » (Alain Blanchet, 2013, p.19) a été menée auprès de l'Institut Français d'Abidjan (IFA) et du Centre d'Action Culturelle Abobo (CACAB) à l'occasion de la 10^{ème} édition du Marché des Arts d'Abidjan (MASA) tenu en mars 2018. Au cours de cette biennale internationale des arts de la scène, la compagnie Franco-Burkinabè, N'gamb'Art, a dénoncé l'immigration clandestine à travers un spectacle de danse contemporaine intitulé « Non ! Je ne prendrai pas la méditerranée » à l'IFA, puis au CACAB.

Par ailleurs, l'on a visité l'exposition de tableaux de l'Artiste-peintre Ivoirien Jacob Bleu tenu à l'IFA en mai 2018 qui fixe au travers de sa plume l'immigration. C'est à travers sa production picturale et sonore qu'il saisit le phénomène de l'immigration dans une démarche informative, éducative et de sensibilisation du public face à ce fléau.

De plus le Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur (MIAIE) s'appuie également sur les supports artistiques et communicationnels pour informer, éduquer et sensibiliser sur l'immigration. Dans cette perspective, le MIAIE a organisé en collaboration avec le MASA, la nuit de l'humour à l'occasion du MASA 2018. Cette commande culturelle du MIAIE sur les scènes du MASA a permis à des humoristes Ivoiriens de présenter au Palais de la Culture d'Abidjan (PACA) des spectacles sur la thématique de l'immigration, en dépeignant ce phénomène avec satire pour une éveil de conscience des populations à renoncer à ces voyages massifs et irréguliers au péril de leur vie. En outre, ce département

¹³² Une des 31 Régions de la Côte d'Ivoire située au sud-est d'Abidjan

ministériel a initié un projet d'appui et d'insertion des jeunes immigrés rapatriés en Côte d'Ivoire à travers un projet agricole dans la région de la Mé, où il nous a été donné de voir des affiches publicitaires informatives de ce projet dans des villages de la sous-préfecture d'Agou dans la région de la Mé en Côte d'Ivoire.

Puis, le MIAIE participe aussi à des conférences et rencontres pour communiquer autour de l'immigration. L'on a puis suivre et assister à un exposé présenté par le Directeur Général (DG) de la Direction Générale des Ivoiriens de l'Extérieur (DGIE) à l'occasion du 5^{ème} colloque international LASSME¹³³ sous le thème « crises et développement en Afrique : jeunes en questions », tenue du 21 au 22 mars 2018 à Bingerville en Côte d'Ivoire. Enfin, nous avons visionné des vidéos et des films portant sur l'immigration sur les réseaux sociaux (You tube, face book) ainsi que sur des sites d'organismes tel que l'OIM, la fédération internationale de la croix rouge.

En somme nous avons observé des pratiques artistiques et communicationnelles, puis visionnés des vidéos dans la cueillette des informations pour rendre compte de leur usage par des organismes nationaux et internationaux. Quoi que cela soit riche, ces observations ont été enrichies par d'autres outils de recueils de données.

1.2.2. Recherche documentaire

La production de cette connaissance s'est appuyée sur de nombreux écrits d'ordre général et spécifique portant sur la migration. Ainsi, la littérature scientifique faite d'ouvrages, de thèses et d'articles scientifiques ont nourri notre réflexion. Toute cette documentation consultée en bibliothèque et sur internet et dans des revues spéciales en lignes tel, la revue européenne des migrations internationales ont permis d'élargir nos connaissances sur le sujet, mieux ces contenus documentaires, source de nos références bibliographiques ont permis d'orienter, de (ré) cadrer notre analyse et d'enrichir le travail. De tout ce qui précède, l'on note que les diverses recherches documentaires, physiques et électroniques ont complété, renforcé et enrichi les observations faites sur le rôle et de l'impact des organismes quant à l'utilisation des outils artistiques et communicationnels pour saisir la question de l'immigration clandestine. Aussi, avons-nous jugé nécessaire de compléter ces informations documentaires à travers des échanges avec des acteurs pour recueillir leur sentiment et perception sur le phénomène de la migration, d'où le recours à l'entretien.

1.2.3. Entretien semi directif

Quelle est la perception des organismes et des professionnels des arts, de la culture et de la communication sur la migration ? Comment communique-t-il

¹³³ Laboratoire de Sociologie Economique et d'Anthropologie des Appartenances Symboliques est une entité du département de sociologie à l'Université Félix Houphouët Boigny

autour de cette thématique ? C'est entre autre, toutes ces questions qui ont constitué notre guide d'entretien semi directif avec les acteurs de certains organismes identifiés ayant accepté de nous partager leurs préoccupations, perceptions et sentiments sur le thème abordé en une demi-heure d'entretien en face à face. Ainsi, la direction générale du MASA nous a ouvert ses portes au cours duquel le premier responsable de l'établissement, par ailleurs critique des arts, n'a pas manqué de nous livrer ces sentiments sur l'immigration et l'ensemble des actions, notamment l'organisation de spectacle variés d'humour ou de danse pour communier avec le public sur l'immigration. D'autres organismes comme le CACAB au service de la promotion et du développement des arts et de la culture dans la commune d'Abobo a permis à l'occasion d'échange avec les animateurs de cet établissement culturel de bien comprendre ces missions. Mieux ces échanges ont permis aussi d'apprécier la programmation culturelle de cette institution qui à travers les offres de spectacles de danse, de théâtre, de conte, de musique participent à la formation des citoyens de la cité grâce à des thématiques aussi riches que variés, dont l'immigration.

Par ailleurs, en plus des institutions culturelles, certains professionnels des arts, notamment des humoristes tel Dollo Adama, dit Adama Dahico ont partagé avec nous leur vision de départs massifs de personnes vers des destinations plus sûres, en dépit des conséquences que de telles entreprises occasionnent quelquefois.

Pour lui, cette thématique d'actualité brûlante est abordée dans ces spectacles pour interpeller et conscientiser la société face à ces fléaux.

Tous ces entretiens couplés aux observations et recherches documentaires ont permis de recueillir de précieuses informations, dont l'analyse et la discussion permettraient de comprendre le rôle et l'impact des supports artistiques et communicationnels déployés par les organismes dans le traitement du phénomène de la migration clandestine en Côte d'Ivoire. Mais, avant, quel fondement théorique sous-tend notre étude ?

1.3. Concept théorique

Luc Bonneville invite le scientifique, ou quiconque s'inscrit dans cette démarche, à avoir recours à des théories existantes sur le phénomène observé (2009, p.17). C'est dire que l'appui théorique est indispensable à l'avancée de toute recherche scientifique. Dès lors que la théorie est nécessaire à la recherche, peut-on s'en passer ? Autrement dit, quelle approche théorique permettrait au mieux de vérifier les informations collectées sur le terrain ?

1.3.1. Démocratisation culturelle

Pour se faire, le concept de démocratisation culturelle qui prône l'accessibilité de tous les citoyens aux institutions culturelles, ainsi qu'aux produits des arts et de la culture est convoquée dans notre travail. Il s'agit d'améliorer, de favoriser et d'encourager l'accès de toutes les populations à l'art et à la culture, à travers un

aménagement culturel territorial et de la programmation d'offres et de manifestations culturelles.

1.3.2. Théorie de l'information

Les théories sur la migration, notamment le paradigme de l'information incomplète permettrait de montrer le rôle de l'information dans toute entreprise de migration. Autant, elle peut être source de départ de personnes vers des zones jugées favorables à leur épanouissement socio-économique ; l'information peut participer à freiner le phénomène de la migration. Xavier Greffe avance à cet effet qu'une « communication peut créer des changements de comportement » (1999, p.145) d'où des institutions y recourent pour tenter d'infléchir les flux migratoires.

2. Présentation des résultats de terrain

2.1. Action d'organismes nationaux et internationaux

La Côte d'Ivoire qui jouit d'une embellie économique, d'un développement de production agricole et industrielle, attrayante ayant contribué à une vague migratoire internationale de certains pays frontaliers, notamment du Burkina Faso vers la Côte d'Ivoire dans les années 1980 (AIDELF, 2007, p.335) est paradoxalement un pays de départ et de transit d'un taux élevé d'immigrés clandestins (OIM, 2017). Ce taux élevé de l'immigration clandestine amène les autorités Ivoiriennes et des organismes nationaux et internationaux à prendre des mesures et des actions en vue de freiner, voire d'éradiquer ce phénomène. Diverses actions sont ainsi proposées et mises en œuvre pour interpeller, former, conscientiser les citoyens ivoiriens de la nécessité d'émigrer en respectant les mesures d'immigrations des pays d'accueils.

L'action gouvernementale passe par l'organisation de rencontre et de plateforme de discussion nationale et internationale de recherche de solution. Le 5^{ème} sommet UE-UA tenue à Abidjan en novembre 2017, au cours duquel les dirigeants du monde entier ont planché sur le phénomène de l'immigration, est une illustration parfaite des actions des gouvernants. Aussi à travers les structures nationales comme le MIAE, des programmes de sensibilisations de masses sont organisés à travers des rencontres scientifiques et professionnels, des activités médiatiques mais aussi et surtout le recours aux pratiques artistiques et culturelles (théâtre, humour...) pour un éveil de conscience de la société au phénomène de la migration clandestine. Toutes ces séances de sensibilisations quoi que importantes ne constituent pas toujours une mesure assez efficace pour retenir les potentiels candidats vers des zones jugées paradisiaques, en empruntant des voies et des zones parfois dangereuses (les routes du Sahara, la méditerranée). Là où, les migrants subissent des maltraitements, des abus et toutes sortes de violences. Face

à des ampleurs de drames, relayés par les medias et les réseaux sociaux, quand on sait qu'aujourd'hui la place qu'occupe les réseaux sociaux dans le quotidien de la très grande majorité des gens dans le monde (Gonneau Emiley, 2016, p.17), le gouvernement organise des missions de rapatriement, des opérations de retour volontaire et de prise en charge des migrants. L'accompagnement gouvernemental se traduit par des prises en charge psychologiques et d'organisation de formation professionnelle avicole et agricole, à travers des programmes d'aide à la réinsertion, tel le PARCI¹³⁴ organisé en 2009. Toutes ces actions du gouvernement ivoirien sont portées à la connaissance de la population à travers les medias.

2.2. Institution culturelle

Pour un changement de mentalité et de comportement des organismes à vocation culturelle, comme le MASA, organisent et programment des manifestations artistiques majeures sur des thématiques diverses et variées qui touchent les problématiques de la société. L'immigration clandestine est racontée par des créateurs dans leurs œuvres picturales, filmiques, romanesques, musicales, chorégraphiques, humoristiques ou dramatiques pour rendre compte du phénomène de la migration clandestine. Ainsi, les organisateurs du MASA 2018 ont programmé la compagnie Franco-Burkinabè N'gamb'art dans leur scène du PACA, de l'IFA et du CACAB pour donner un spectacle chorégraphique de danse contemporaine au thème évocateur « Non ! Je ne prendrai pas la méditerranée » pour dénoncer, décrier et dépeindre dans un mélange de plusieurs genres musicaux de danse, de musique, et de théâtre l'immigration, qualifiée d'une peste qui dévaste l'avenir du continent africain, en l'amputant de sa jeunesse, quelquefois victime de sa très grande dépendance des Technologies de l'Information et de la Communication (Masselot Gérard, 2004, p.153). Manipulant habilement à souhait et à leur guise les medias, instruments à la fois « salvateurs et toxiques » (Goa Kacou, 2015, p.15), des passeurs présentent exploits et réussites sociales issus des phénomènes migratoires. Ces images et vidéos visionnées grâce aux TIC renforcent, augmentent et amplifient les projets et desseins de potentiels migrants, que cela fini par séduire à parachever leurs espoirs et rêves de regagner ces prétendus eldorados au péril de leur vie. En dépit de campagne d'éducation, de formation, de pédagogie, d'instruction portée par divers secteurs culturels, parmi lesquels les créations de spectacles vivants (Tobelem Jean Michel, 2017, p.5) font vivre au public, au spectateur des émotions, des pulsions, des sensations de rire, de pleure, par les jeux de scène et du contenu des messages qu'elles délivrent (Dominique Bourgeon, 2014, p.161). Ce fut donc le cas avec la danse contemporaine de la compagnie Franco-Burkinabè qui a présenté un magnifique et un beau spectacle qui a émerveillé le public de l'IFA et du CACAB tant par le jeux scénique des acteurs, mais surtout par la profondeur des messages de l'immigration, véritable cris de cœur de la compagnie N'gamb'art à la prise du contrôle de l'esprit des spectateurs face aux fléaux que représente

¹³⁴ Programme d'Aide à la Réinsertion des migrants en Côte d'Ivoire

l'immigration clandestine. Au cours donc de ce spectacle, les artistes ont partagé leur sentiment et perception de l'immigration, en analysant le phénomène dans son entièreté, c'est-à-dire depuis les motivations de voyage aux différentes péripéties du voyage aux conséquences dont la presse ne cesse au quotidien de faire l'écho.

Par ailleurs la 10^{ème} édition du MASA a intégré pour la première fois l'humour dans ces programmations. Des humoristes ont au travers de satire, abordé divers thèmes dans leur spectacle. Le fait marquant des spectacles humoristiques fut la nuit de l'humour, où une commande artistique du MIAE auprès du MASA a permis aux artistes humoristes, critiques de la société et éveilleurs de conscience de présenter des spectacles sur l'immigration pour sensibiliser, éduquer la société au phénomène de l'immigration clandestine. Avec ces différents spectacles, le MASA, organisation internationale, s'inscrit dans l'appropriation des maux et fléaux de la société pour une éducation populaire de l'humanité. Il en est de même pour le MIAE qui travaille en étroite collaboration avec des institutions, fussent-elles à vocation artistique pour intensifier et amplifier ses actions de sensibilisation face à l'immigration irrégulière. Des établissements culturels de la capitale économique, en leur qualité de diffuseurs culturels prennent des parts actives dans l'éducation socioculturelle durable des populations sur des sujets d'actualités. L'IFA accueille de ce fait des manifestations et événements culturels nationaux qu'internationaux. Il demeure ainsi une place incontournable de productions culturelles, dont il a abrité l'exposition de l'artiste peintre Jacob Bleu. Dans une démarche particulière mêlant tableaux, sons et projections de films. L'artiste exprime sa perception de l'immigration. A travers ce mélange de genre artistique, l'artiste présente diverses phases de l'immigration au divers public de l'IFA pour mieux porter son message d'éducation, et d'enseignement populaire par des images expressives de l'immigration.

Comme nous venons de le voir des institutions culturelles de portée nationale et internationale installées en Côte d'Ivoire sont impliquées dans le traitement du phénomène de la migration, qui dorénavant n'est plus réservé aux sociologues, démographes, historiens et géographes (Noirel Gerard, 1992). Même si les études sur les migrations « sont un thème d'étude cher aux géographes, tout autant qu'aux démographes, aux sociologues et aux économistes » (AIDELF, 2007, p. 127), les artistes, les organisations culturelles, les médias s'y intéressent autant que toutes les disciplines des sciences sociales, selon des démarches, des techniques et des méthodes que recommandent les Sciences de l'Information et de la Communication (SIC) et les sciences des arts.

Dès lors quels effets et impacts de l'utilisation de ces supports artistiques et communicationnels sur les populations Ivoiriennes ? Le traitement artistique et communicationnel de l'immigration clandestine prônée par des institutions se ressent-il dans la société Ivoirienne ?

3. Discussion des résultats

Les progrès de la communication, des réseaux sociaux ont fini par faire de la migration internationale, un phénomène planétaire. La publicité et la propagande des médias entretiennent parfois l'illusion des candidats à l'émigration par des histoires et des images diffusées. Pour donc amener les candidats à y renoncer des institutions et des organismes internationaux et nationaux utilisent ces mêmes outils de communication pour limiter, voire freiner ces mouvements massifs incontrôlés de population à travers le monde, étant donné que les médias sont dotés de pouvoir (Creton Laurent, 2016, p84). Le MIAE passe par les médias pour sensibiliser les populations vivant en Côte d'Ivoire sur l'immigration irrégulière aux conséquences néfastes. La présence de cette institution étatique sur les plateaux des médias publics de télévision et de radio vise à exhorter les populations à émigrer dans les conditions régulières, c'est-à-dire en respectant les conditions d'immigration des pays d'accueil. Aussi, le MIAE multiplie ces actions par leur présence à travers des caravanes de sensibilisations, des colloques pour partager leurs différentes actions visant à contrecarrer l'immigration clandestine. Dans cette perspective, le MIAE recourt aussi aux réseaux sociaux, dont l'utilisation « chez les jeunes est un phénomène avéré aujourd'hui » (Masselot Gérard, 2014, p.153) dans sa démarche pédagogique pour toucher les populations les plus touchées par ce phénomène.

Ainsi persuadé que l'immigration a toujours existé, selon les époques ou les régions, il leur incombe en tant qu'organisme étatique national en charge de la migration d'atténuer l'amplitude de ces flux de population en faisant aussi recours aux pratiques artistiques et culturelles. D'où les arts vivants tel que le théâtre, l'humour sont sollicités pour davantage sensibiliser les populations. Cette approche du MIAE, soutenue et accompagnée par d'autres organismes comme le MASA et des institutions culturelles en Côte d'Ivoire en terme de campagne de communication médiatique et de support artistique pour informer, alerter, éduquer et sensibiliser de potentiels personnes susceptibles de migrer a tel un impact et effet sur la population ivoirienne ? Les nombreuses campagnes d'information à l'échelle internationale de l'OIM à travers des bulletins d'informations, des interviews radio/télé, le festival international de film de la migration, des vidéos, des plateformes de types « je suis migrant » contribuent-ils à donner le maximum d'information aux personnes, de prendre en toute connaissance de cause la décision de migrer ? Ou alors ces différentes actions menées au plan national qu'international évitent-elles à la Côte d'Ivoire d'occuper les premiers rangs de pays « fournisseurs » de migrants ?

La Côte d'Ivoire qui accueille depuis longtemps des réfugiés et des demandeurs d'asile, malgré les tensions politiques passées (HCR, 2018), regorge de plus en plus de ressortissants qui tentent de gagner l'Europe et se positionnent aujourd'hui au 4^{ème} rang des pays de l'Afrique de l'ouest (BBC News Afrique, 2018). Selon

l'OIM, parmi la plupart des 13 500 migrants ayant quitté la Libye pendant les deux premiers mois de 2017, l'on y compte des ivoiriens.

La lecture de ces chiffres indique que le phénomène de la migration clandestine orchestrée depuis la Côte d'Ivoire prend de plus en plus d'ampleur. Dès lors les multiples actions des structures étatiques, appuyées par des institutions internationales ne sont pas toujours en mesure de faire fléchir les intentions de personnes à la recherche de l'eldorado nonobstant les conséquences parfois dramatiques.

En revanche, le rapatriement en 2018 d'une vague de 168 migrants en provenance de la Libye (Portail officiel du Gouvernement de Côte d'Ivoire, 2018) met en lumière des actions du Gouvernement Ivoirien appuyé par des Institutions internationales de soulager des migrants, des souffrances endurées en Libye. Les établissements culturels étudiés dans ce travail jouent un rôle pédagogique très actif en amenant leur public à la découverte, compréhension, analyse, ouverture d'esprit et prise de conscience sur les problématiques des offres culturelles qu'ils présentent. Partant de ce fait, il serait indéniable de reconnaître à ces institutions culturelles, leur rôle multiple à la fois au niveau scientifique, artistique, culturel, social et éducatif. Cependant, des campagnes d'informations et de communication menées en amont pour éviter aux populations de s'aventurer dans l'immigration irrégulière passe quelque peu inaperçu, en témoigne la nuit de l'humour au MASA 2018 et de l'exposition de l'artiste Jacob Bleu tenu à l'IFA sur l'immigration qui est vu, entendu par une population et un public averti, c'est-à-dire de catégorie de population les mieux prédisposées à la consommation culturelle que sont des cadres et d'intellectuels (Tobelem Jean Michel, 2015, p.229).

Conclusion

Il ressort de cette étude, que le phénomène de l'immigration clandestine est une préoccupation planétaire qui touche de nombreux pays africains dont la Côte d'Ivoire. Autant des solutions et des plans d'actions sont élaborés à l'échelle internationale pour freiner la ruée de population vers des zones de confort, des Etats de départ et de transit de migrants initient diverses actions pour juguler le phénomène de l'immigration irrégulière par des campagnes de sensibilisation et des programmes d'activités pour maintenir leurs ressortissants. Aidé en cela par, divers organismes étatiques ou supranationaux, les médias et des professionnels des arts et de la culture conduisent des programmes d'information et de sensibilisation.

Les productions artistiques sont ainsi abondamment utilisées par certains organismes pour sensibiliser. Cependant, le choix des supports artistiques et de communication des organismes étudiés, quoi que de qualité influencent quelque fois peu les potentiels candidats à l'immigration irrégulière. Les messages véhiculés semblent non seulement incompris par certaines populations, mais aussi inaccessibles aux publics cibles, car se déroulant dans des lieux, des espaces et

des milieux quelquefois infréquentés et hostiles des potentiels migrants. Aussi le faible aménagement culturel ne permet pas une véritable démocratisation et décentralisation de l'offre pédagogique culturelle au plus près des territoires.

Pour donc amener une prise de conscience des populations à renoncer la traversée des déserts et des océans au péril de leur vie, les pouvoirs publics ivoiriens doivent davantage travailler au renforcement du développement socio-économique et sécuritaire. De même les institutions culturelles et des organismes en charge de la migration gagneraient à inonder et à investir courageusement les foyers et chemins de la migration clandestine pour contenir le flux de transit dans les pays maghrébins. Aussi revient-il aux institutions d'adapter les supports artistiques et de communications des cibles visées, en allant au plus près des foyers de migrants, non sans intensifier les campagnes de sensibilisation de proximité par le truchement de la presse locale, les leaders d'opinions et communautaires.

Bibliographie

Alain Blanchet, Rodolphe Ghiglione, Jean Massonnat. (2013). *Les techniques d'enquête en sciences sociales*. Paris : Dunod.

Alan Simmons. (2002). Mondialisation et migration internationale : tendances, interrogations et modèles théoriques. *Cahiers québécois de démographie*, Volume 31(1), 7-33. Repéré à <https://www.erudit.org/fr/revues/cqd/2002-v31-n1-cqd402/000422ar/>.

Association Internationale des Démographes de Langue Française (AIDELF). (2017). *Les migrations internationales, observation, analyse et perspective*. Paris : Presse Universitaire France.

Atchoua N'guessan Julien. (2014). Analyse du discours politique a travers les affiches de campagne électorale de 2010 en Côte d'Ivoire. *La revue communication en question, Numéro spécial (janvier 2014), 1-19*. Repéré à <http://www.comenquestion.com/numero%20special%20pdf/special%20com%20en%20question%20atchoua%201.pdf>.

Balle Francis. (2013). *Médias et société*. Paris : Lextenso éditions.

BBC Afrique. (2018). Immigration et croissance : le paradoxe ivoirien, *News d'Afrique, du 18 avril 2018*. Repéré à <https://www.bbc.com/afrique/region-44871708>.

Cécile Canut. (2017). Tu ne pleures pas, tu suis Dieu... : Les aventuriers et le spectre de la mort, *Revue européenne des migrations internationales*, Volume 33 (2-3), 21-43. Repéré à <http://journals.openedition.org/remi/8720>.

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Collet Hervé. (2004). *Communiquer, pourquoi, comment ? Le guide de la communication sociale*. Eaubonne- France : CRIDC.

Commission Nationale Ivoirienne pour l'UNESCO. (2019). Les migrations irrégulières de l'Afrique de l'ouest vers l'Europe : quels défis pour les pays de la CEDEAO ?, Grand Bassam, les 12, 13 et 14 mars 2019 (en ligne). Repéré à <https://comnat-unesco.ci/images/cgb2019/tdr--agenda--french-v1.0.pdf>, consulté le 18 février 2019.

De Maison Rouge Isabelle. (2002). *L'art contemporain*. Paris : Le cavalier Bleu.

Deville G. (2005). *Le pouvoir des médias : mythes et réalités*. Grenoble : PUG.

Étienne Piguet. (2013). Les théories des migrations. Synthèse de la prise de décision individuelle, *Revue européenne des migrations internationales*, Volume 29 (3). Repéré à : <http://journals.openedition.org/remi/6571>.

Fondio Pierre, Tchumkam Hervé. (2013). Exils et migrations post coloniales : de l'urgence de départ à la nécessité du retour : mélanges offerts à Ambroise Kom, *Littérature et migrations transafricaines*, Volume 36. Repéré à <https://www.erudit.org/fr/revues/ela/2013-n36-ela01496/1026357ar.pdf>.

Forum Mo Ibrahim. (2019). Ouverture du Forum Mo Ibrahim 2019 Allocution de son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA Président de le République de Côte d'Ivoire, Abidjan, les 5 - 7 avril 2019. (En ligne). Repéré à <http://www.presidence.ci/wp-content/uploads/2019/04/Discours-du-PR-Ouverture-du-Forum-Mo-Ibrahim.pdf>, consulté le 14 avril 2019.

Françoise Ugochukwu. (2016). Migrations nigérianes à l'écran : *Man on Ground* et l'Afrique du Sud post-apartheid , *Revue européenne des migrations internationales*, Volume 32 (1). Repéré à <http://journals.openedition.org/remi/7605>.

Fédéric Moulin. (2017). Libye, l'enfer des migrants", avec Jean-Guy Vataux, Chef de mission Médecins Sans Frontières. (En ligne). Repéré à <https://www.youtube.com/watch?v=LE9Z8wMavjU>, consulté le 16 avril 2019.

Goa Kacou. (2015). Réquisitoires éthiques contre l'information sur internet. *La revue communication en question*, Numéro 4 (juin/juillet 2015), 1-18. Repéré à <http://www.comenquestion.com/com%20en%20question%204/com%20en%20question%20pdf/1%20goa%20kacou%20.pdf>.

Govignau Brigitte. (1995). *La petite encyclopédie de l'art*. Paris : éditions du Regard.

Greffe Xavier. (1999). *La gestion du patrimoine culturel*. Paris : Anthropos.

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Gucht Daniel Vander. (1989). *Art et société*. Bruxelles : Les éperonniers.

Hebert M. (1997). *La publicité est elle toujours l'arme absolue ? Plaidoyer pour une communication efficace*. Paris : Liaisons.

Hermet Guy, Badie Bertrand. (2015). *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*. Paris : Armand Colin.

Le Coat Jean Yves Blum, Eberhard Mireille. (2014). *les immigrés en France*. Paris : La documentation Française.

Luc Bonneville, et al. (2007). *Introduction aux méthodes de recherche en communication*. Canada : La Chenelière.

Marco Martiniello. (2016). Les artistes urbains belges, la crise migratoire et le terrorisme. Entretiens avec Kaer, Gioia Kayaga, Giacomo Lariccia, David Mendez Yopez, Tutu Puoane et Rival. *Revue européenne des migrations internationales*, Volume 32 (3-4). Repéré à <http://journals.openedition.org/remi/8226>.

N'da Paul. (2015). *Recherche et méthodologie en sciences sociales et humaines (Réussir sa thèse, son mémoire de master ou professionnel, et son article)*. Paris : l'Harmattan.

Nicolas Jounin. (2014). Aux origines des « travailleurs sans papiers ». Les spécificités d'un groupe au service d'une identification généraliste. *Revue européenne des migrations internationales*, Volume 30 (1). Repéré à <http://journals.openedition.org/remi/6716>.

Noiriel Gerard. (1992). *Population, immigration et identité nationale en France XIX et XX siècle*. Paris : Hachette.

Olivier Kirsh. (2015). Migrations internationales : Un enjeu planétaire. *Journal officiel de la République Française*, 2015-31 NOR : CESL1100031X du jeudi 12 novembre 2015. Repéré à https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2015/2015_31_migrations_internationales.pdf.

Omar Ba. (2009). *Je suis venu, j'ai vu, je n'y crois plus*. Paris : Max Milo.

Organisation Internationale pour les Migrations de Côte d'Ivoire. (2017). Rapport de profilage des migrants ivoiriens 2017. (En ligne). Repéré <https://www.iom.int/sites/default/files/country/docs/cote-divoire/Cote-d%27Ivoire-Rapport-Profilage-2017.pdf>, consulté le 02 février 2019.

Piche Victor. (2013). *Les théories de la migration*. Paris : Ined.

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Sven Windahl, et al. (1993). *Utilisation des théories de la communication (une introduction à la planification de la communication)*. (Québec) Canada : Télé-université.

Secrétariat général du comité interministériel de contrôle de l'immigration. (2012). *Les chiffres de la politique de l'immigration et de l'intégration-Année 2011*. Paris : La documentation Française.

Tobelem Jean-Michel. (2015). *La gestion des Institutions culturelles : Musées, patrimoine, centres d'art*. Paris : Armand Colin.

Toure Moriba. (1993). *Migration et urbanisation au sud du sahara : quels impacts sur les politiques de population et de développement*. Dakar : CODESRIA.

L'Union Africaine et l'Agenda africain sur la migration : un plan stratégique pour une autre approche de la crise migratoire.

The African Union and the African Agenda on migration: a strategic plan for another approach to the migration crisis?

Cyrille Aymard BEKONO

Université de Yaoundé I, Cameroun

Résumé

L'initiative d'un Agenda africain sur la migration est partie d'un constat : la plupart des lieux communs se rapportant à la migration africaine subsaharienne sont faux. La gestion postcoloniale de la question migratoire n'a été couronnée que d'un timide succès et a constamment été envisagée, non comme une source de solutions et d'opportunités, mais comme porteuse de menaces et de désespoir. Sous peine de perdre tout crédit moral sur cette question, l'Union africaine ne saurait pratiquer la politique de deux poids deux mesures : condamner les violations flagrantes des droits des migrants africains ailleurs et pratiquer la politique de l'autruche lorsque des faits similaires ont lieu sur le continent. C'est cette prise de conscience collective qui donna lieu à l'élaboration de l'Agenda. En cela, l'Agenda se veut une rupture épistémologique et pratique du phénomène migratoire en Afrique. C'est une position africaine commune qui devrait mettre fin à la « fausse perception » qui fait de l'Afrique le synonyme de la migration. Il est orienté vers l'action et a pour objectif ultime de promouvoir une coopération optimale entre les pays d'origine, de transit, de destination des migrants. Toutefois, la pertinence de cet Agenda est loin de garantir l'efficacité de son implémentation, du fait d'un certain nombre de distorsions objectives dont les unes sont liées à la trop forte implication du Maroc dans son élaboration, tandis que d'autres concernent l'essence restrictive des politiques migratoires des Etats membres de l'Union africaine. S'interrogeant sur les possibilités de réussites de l'Agenda, notre réflexion s'inscrit dans une perspective interdisciplinaire de la gouvernance des migrations africaines et entend proposer un cadre d'analyse qui se veut plus empirique que théorique.

Mots-clés : Union africaine, Migrations africaines, Agenda africain, Crise migratoire, Afrique.

Abstract

The initiative of an African Agenda on Migration is part of an observation: most of the commonplaces relating to Sub-Saharan African migration are false. The post-colonial management of the migration issue has been only a trifling success and has been constantly envisaged, not as a source of solutions and opportunities, but as a threat and a source of despair. At the risk of losing all moral credit on this issue, the African Union can not practice the policy of double standards: condemn the gross violations of the rights of African migrants elsewhere and practice the ostrich policy when similar facts take place on the continent. It was this collective awareness that led to the development of the Agenda. In this, the Agenda is an epistemological and practical break from the migratory phenomenon in Africa. It is a common African position that should put an end to the "false perception" that makes Africa synonymous with migration. It is action-oriented and its ultimate objective is to promote optimal cooperation between the countries of origin, transit and the destination of migrants. However, the relevance of this Agenda is far from guaranteeing the effectiveness of its implementation, due to a certain number of objective distortions, some of which are linked to the excessive involvement of Morocco in its elaboration, while others concern the restrictive essence of the migration policies of African Union member states. Questioning the possibilities of success of the Agenda, our reflection is part of an interdisciplinary perspective of the governance of African migration and intends to propose a framework of analysis that is more empirical than theoretical.

Keywords: African Union, African Migration, African Agenda, Migration Crisis, Africa.

Introduction

L'Europe est loin d'être le seul continent impacté par les migrations, l'Afrique aussi ne serait-ce que par les drames humains vécus par ceux de ses enfants qui choisissent de migrer clandestinement, mais aussi par l'impact que les migrations ne manquent pas d'avoir sur la disponibilité de son potentiel humain dans la construction d'économies que la majeure partie des pays placent sur une orbite dite d'émergence. L'idée que toutes les migrations africaines sont à destination de l'Europe est, d'ailleurs, contraire à la réalité. Dans les faits, la plupart des migrations africaines ont lieu à l'intérieur du continent, et de nombreux pays africains sont d'importants pays de destination à part entière. Quoi de plus normal donc que l'Union africaine réfléchisse à mettre en œuvre un dispositif pour mieux comprendre et humaniser ces migrations, pour mieux enraciner la partie désespérée de sa jeunesse qui a décidé de prendre d'assaut la Méditerranée, quel qu'en soit le prix. L'Afrique a fait son analyse de la situation et fait des préconisations à travers un Agenda, dont le roi Mohammed VI du Maroc s'est fait le leader et le porte-voix continental.

a. Problématique

L'ampleur du phénomène migratoire en Afrique ces dernières années a conduit l'Union africaine à prendre une série de mesures visant non seulement l'amélioration de la gouvernance de la mobilité humaine, mais aussi l'implémentation de la libre circulation des personnes à l'intérieur des Communautés économiques régionales et entre celles-ci. Toutes ces mesures antérieures à l'Agenda africain sur la migration ont produit des résultats peu satisfaisants du fait des contrariétés entre les logiques souverainistes des Etats, mais d'avantage de leur caractère non contraignant. L'Agenda africain sur la migration se donne donc, dans ce contexte, l'ambition d'unir l'Afrique face au phénomène migratoire et en démystifiant les idées reçues sur les migrations africaines. En cela, elle constitue, du point de vue épistémologique, une autre approche de la gouvernance des migrations en Afrique.

L'idée d'un Agenda commun pour les migrations est partie d'un constat : la plupart des considérations se rapportant à la migration subsaharienne sont fausses. Afin de trouver des solutions adéquates et adaptées aux faits, l'Agenda a été élaboré d'après des données chiffrées pour déconstruire les mythes et les stéréotypes associés à la migration. Cependant, tout comme de nombreuses initiatives qui l'ont précédées, les chances de voir ce projet continental réussir peuvent être diluées dans un certain nombre de maux qui limiteraient son efficacité. Dans ces conditions, notre réflexion, s'interrogeant sur les possibilités de réussite de l'Agenda africain sur les migrations, entend proposer des réponses pertinentes en termes de bonne gouvernance des migrations africaines.

b. Cadre théorique

Les théories migratoires ne servent pas qu'à comprendre et à expliquer des phénomènes. Elles servent également à justifier les choix en matière de politique. Toutes les politiques migratoires depuis le XX^e siècle sont fondées sur un postulat considéré comme immuable : l'immigration est un privilège et non un droit. Il s'agit du paradigme qui fonde les politiques migratoires sur les besoins économiques des pays, et donc essentiellement orienté vers le marché du travail. Il est, en outre, fondé sur le principe de la souveraineté nationale en matière de politiques migratoires (Piché, s.d., p.350). C'est dire que, la circulation des personnes et des biens met en évidence deux intérêts contradictoires dont la matérialisation, en matière de politiques migratoires, se traduit soit en termes de fermeture des frontières, par l'adoption de mesures restrictives à l'entrée ou à la sortie du territoire, soit en termes d'ouverture de celles-ci, par l'adoption de mesures visant l'assouplissement de l'immigration et de l'émigration.

Le paradigme de la fermeture des frontières aux flux migratoires se fonde sur le principe de la souveraineté nationale. La gestion de l'immigration et de l'émigration se positionne dans ce cas, comme un moyen dont se sert un Etat pour affirmer sa souveraineté. L'Etat souverain a donc la responsabilité de veiller sur la protection de ses frontières. Les politiques migratoires restrictives trouvent leur essence dans une vision des relations internationales de cette époque profondément marquées par une méfiance permanente des Etats, dans la mesure où l'espionnage, la subversion, l'intoxication des masses, etc., y interviennent souvent. Il s'agit bien d'activités extrêmement dangereuses pour la survie des Etats. Devant la permanence des menaces aussi graves, les gouvernants sont obligés de faire preuve d'une vigilance soutenue en vue de déjouer, de faire échec aux menées mises en œuvre par les détracteurs du pays. L'un des moyens les plus appropriés, à cet égard, est le contrôle des frontières qui se traduit finalement par la restriction de la liberté de circulation des personnes susceptibles d'être des vecteurs de telles menaces. Cela oblige les gouvernements à repenser le concept de sécurité et à inventer de nouveaux instruments de protection de l'Etat. C'est-à-dire que, la perception de l'autre comme menace potentielle se fonde sur les obsessions sécuritaires qui appellent à un renforcement de l'Etat (Ela et Zoa, 2006, p.89).

A l'opposé des politiques migratoires restrictives, se trouve le paradigme qui fonde les politiques migratoires sur les besoins économiques de l'Etat et dont l'apport des étrangers est jugé nécessaire pour la satisfaction desdits besoins. Il s'agit également là d'une approche libérale ou des " migrations sans frontières ", qui promeut le respect des normes internationales garantissant le droit des personnes à circuler librement. Il est généralement admis que la préoccupation majeure de tout gouvernement est la promotion du bien-être de ses populations. La recherche de cet idéal implique par conséquent la promotion d'un développement intégral et rapide du pays ; développement dans lequel les échanges jouent un rôle déterminant. Car un Etat condamné à l'isolement a peu de chance de survivre. On

en arrive à la déduction que, le développement d'un Etat se trouve conditionné par l'établissement et la multiplication des échanges de tous ordres avec d'autres Etats. Or, ces échanges ne s'opèrent couramment qu'à travers les mouvements des personnes et des biens, lesquels ne sont possibles que si les frontières sont maintenues ouvertes, et que s'est instauré dans leur exécution plus de libéralisme. Il en résulte donc que, la satisfaction du bien-être des populations recommande la libre circulation transfrontalière des personnes et des biens. Cette approche purement libérale est partagée par des auteurs comme Antoine Pécoud, Paul de Guchteneire, Delphine Pagès el- Kanoui, Gérard Noiriël, Jean-Marc Ela, Anne-Sidonie Zoa, pour ne citer que ceux-là, et des organisations internationales comme l'ONU, l'UE, l'UA, la CEMAC, la CEDEAO, etc.

Dans un contexte économique fondé sur la circulation des marchandises, des capitaux et de l'information, les tenants du paradigme des " migrations sans frontières " pensent que la position qui vise à cantonner les êtres humains n'est pas valide. Elle ne pourra survivre ni aux coups de boutoirs de celles et ceux qui la combattent au risque de leurs vies, ni à la prise de conscience que l'emmurement du monde est une fuite en avant (GISTI, 2011, p.10). Pour ces libéraux, il est nécessaire de remettre au cœur de toute pensée et de toute politique, l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 : " Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien ". Les droits de l'homme apparaissent alors, nous dit Antoine Pécoud et Paul de Guchteneire, comme une référence supranationale dans laquelle s'inscrit la dimension éthique du scénario " migrations sans frontières " (Pécoud et Guchteneire, 2009, p.120). Jean-Marc Ela et Anne-Sidonie Zoa vont plus loin en rappelant qu'on juge aussi la " démocratie " à la manière de traiter l'étranger et de respecter les droits de l'homme.

c. Méthodologie

Dans son livre *Combats pour l'Histoire*, Lucien Febvre définit l'histoire comme étant la connaissance du passé basée sur les sources suffisamment vérifiables et vérifiées (Febvre, 1953, p.10). Cela suppose que l'historien, dans son œuvre de reconstruction du passé, est en perpétuelle quête des informations auprès des sources qui sont de natures diverses : écrites, orales, archéologiques, sonores, ethnologiques, linguistiques, etc. La diversité des sources dont l'historien a besoin pour reconstruire le passé de l'humanité amène à constater que, l'histoire est une discipline qui ne peut se faire sans sources et qui n'a qu'une source n'a pas de source. Suivant cette orientation, nous avons eu recours à diverses catégories de sources réparties en sources écrites et en sources orales.

— Les sources écrites

Ici nous distinguons deux catégories de sources écrites : les sources primaires (documents d'archives) et les sources secondaires. Les bibliothèques et les archives conservent des objets, comme des documents et des livres, qui nous

aident à découvrir les événements qui se sont déroulés dans le passé. Une façon d'organiser ces objets est de les diviser en sources primaires et en sources secondaires. Mis en ensemble, ces deux types de sources nous aident à comprendre les personnes, les idées et les événements.

— Les sources orales

En Histoire, on appelle sources orales, les matériaux recueillis par enregistrement lors d'entretiens avec les témoins des faits historiques étudiés. Longtemps boudées par les sciences sociales et humaines, du fait de nombreux préjugés européocentristes et du poids de la tradition écrite, les sources orales sont de nos jours considérées comme des sources à part entière et sont abondamment utilisées par de nombreux historiens. La construction des sources orales en Histoire passe par trois étapes : la recherche des témoins et la prise de contact. Vient ensuite le moment de l'entretien proprement-dit. Par ces étapes accomplies, le travail d'analyse critique de ces sources et leur utilisation dans une recherche peuvent alors commencer. Rigoureusement analysées, ces sources orales peuvent constituer des sources à part entière pour appuyer un argument, et/ou venir compléter des sources d'autres natures dans le travail de l'historien.

Pour obtenir les sources orales dans le cadre de ce travail, nous avons délimité un échantillon assez représentatif. C'est ainsi que nous avons privilégié les informateurs d'un certain âge, notamment ceux qui ont connu et vécu les faits étudiés. Toutefois, du fait des difficultés rencontrées dans la collecte de cette catégorie de sources, nous nous sommes contenté d'interroger quelques témoins de cette histoire encore en vie et présents au Cameroun, au Maroc ainsi que certains diplomates de l'Union Africaine qui ont pris part à l'élaboration de l'Agenda africain sur la migration. L'outil principal de collecte des données ici est le guide d'entretien que nous avons administré à l'échantillon préalablement déterminé. L'entretien était ouvert afin de laisser les informateurs s'exprimer de façon libre et exhaustive. Cette technique permet d'avoir un contact direct avec l'interlocuteur et de mieux cerner ses impressions. Les informations obtenues des sources orales ont été confrontées à celles des sources écrites. Cela nous a permis d'identifier la vérité historique et de faciliter l'analyse et l'interprétation des données ainsi collectées des diverses sources ci-dessus présentées.

d. Des résultats

1. L'Agenda africain sur la migration, une rupture audacieuse dans les politiques migratoires de l'Union africaine

L'ampleur du phénomène migratoire en Afrique ces dernières années a conduit l'Union africaine à prendre une série de mesures visant non seulement l'amélioration de la gouvernance de la mobilité humaine, mais aussi

l'implémentation de la libre circulation des personnes à l'intérieur des Communautés économiques régionales et entre celles-ci. Toutes ces mesures antérieures à l'Agenda africain sur la migration ont produit des résultats peu satisfaisants du fait des contrariétés entre les logiques souverainistes des Etats, mais d'avantage de leur caractère non contraignant. L'Agenda africain sur la migration se donne donc, dans ce contexte, l'ambition d'unir l'Afrique face au phénomène migratoire et en démystifiant les idées reçues sur les migrations africaines. En cela, elle constitue, du point de vue épistémologique, une autre approche de la gouvernance des migrations en Afrique.

1.1.- Les axes majeurs de la politique migratoire de l'OUA/UA antérieurs à la mise sur pied de l'Agenda : de l'indifférence à la prise de conscience

La question sur la migration africaine, à l'intérieur ou hors du continent africain, avait longtemps été le parent-pauvre dans l'ordre des priorités de l'Organisation de l'Unité Africaine. Avant l'institution du Traité d'Abuja de 1991, instituant la CEA, l'OUA ne s'était préoccupée que de la catégorie des migrants forcés, notamment les réfugiés. Le contexte politique et sécuritaire s'y prêtait du fait de nombreux conflits armés qui émaillaient les premiers moments de l'existence des Etats africains nouvellement indépendants.

En effet, au moment où l'Organisation de l'Unité Africaine fut créée, à l'issue des travaux de la conférence d'Addis-Abéba du 22 au 26 mai 1963, il existait en Afrique des pays encore en lutte pour leur libération du colonialisme portugais et espagnol (Angola, Mozambique, Sao Tomé et Principe, Guinée Bissau, Cap-Vert, Guinée Espagnole, Sahara Occidental) ainsi que du régime d'apartheid en Afrique australe (Afrique du Sud, Rhodésie du Sud, le Nyassaland). En plus de ces conflits de décolonisation qui opposaient les armées coloniales aux mouvements africains de libération nationale, d'autres types de conflits impliquaient la catégorie d'Etats africains indépendants et souverains. Certains conflits, sans être des conflits de décolonisation, étaient liés à la façon dont cette décolonisation avait été réalisée. Ils opposaient un ou des peuples à l'Etat dont l'unité était menacée. D'autres conflits concernaient les frontières des Etats. Enfin, une dernière catégorie de conflits était la conséquence des contradictions multiples à l'intérieur de l'Etat (Gonidec, 1993, p.100). Tous ces conflits provoquaient le déplacement forcé des populations à l'intérieur comme à l'extérieur du continent. A cela, l'OUA n'était pas indifférente ; elle chercha tous les moyens possibles pour résoudre l'épineux problème des réfugiés.

La situation des réfugiés africains préoccupa l'OUA dès les premiers moments de son existence. Après avoir adopté dans ce domaine de nombreuses résolutions et avoir organisé, seule ou en coopération avec l'Organisation des Nations Unies, des conférences pour étudier les différents aspects du problème, l'OUA adopta en 1969 une convention qui vise à compléter sur le plan régional les textes de portée

universelle (convention de 1951 et le protocole de 1967) (Gonidec, 1993, p.94). Si la convention de 1969 vise, selon son préambule, à traiter le problème des réfugiés d'une manière essentiellement humanitaire, les préoccupations politiques ne sont pas en reste. Il s'agit aussi de traiter les sources de disputes entre les pays d'origine des personnes déplacées et les pays d'accueil, d'éviter que les réfugiés ne profitent de leur situation pour se livrer à des activités subversives dans le pays hôte. Ainsi, le droit au statut de réfugié ne dépend pas seulement de considérations humanitaires, mais aussi de considérations politiques (Gonidec, 1993, p.94).

Si la question des personnes déplacées en situation de conflits armés avait plus retenu l'attention de l'OUA, il est à noter que le sort des migrants travailleurs fit l'objet de la création d'un comité *ad hoc* en 1979. La Commission du travail, organe permanent de l'OUA, réunissant les ministres du Travail d'Afrique institua ce comité *ad hoc* en vue d'établir un accord-cadre de coopération en matière de migration des travailleurs d'Afrique (Ricca, 1990, p.64). Il est clair que l'institution de ce comité *ad hoc* traduisait la volonté de l'OUA de promouvoir, à l'échelle du continent, la libre circulation des travailleurs et par là son arrimage aux normes de l'Organisation Internationale du Travail. Cette tendance de l'OUA à concevoir la mobilité des personnes comme un droit fondamental de l'homme fut consacrée dans la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.

La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples fut adoptée en 1981 en Nairobi par la Conférence des chefs d'Etat de l'Organisation de l'Unité Africaine et entra en vigueur le 28 octobre 1986. En son article 12, cette Charte consacre la libre circulation des personnes en ces termes :

1. toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat, sous réserve de se conformer aux règles édictées par la loi.
2. toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays. Ce droit ne peut faire l'objet de restrictions que si celles-ci sont prévues par la loi, nécessaires pour protéger la sécurité nationale, l'ordre public, la santé ou la moralité publique.
3. toute personne a le droit, en cas de persécution, de rechercher et de recevoir asile en territoire étranger, conformément à la loi de chaque pays et aux conventions internationales.
4. l'étranger légalement admis sur le territoire d'un Etat partie à la présente charte ne pourra en être expulsé qu'en vertu d'une décision conforme à la loi.
5. L'expulsion collective d'étrangers est celle qui vise globalement des groupes nationaux, raciaux, ethniques ou religieux¹³⁵.

¹³⁵ Article 12 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples de l'OUA.

L'avènement du traité d'Abuja en 1991 marque un tournant décisif dans la politique migratoire de l'OUA. L'organisation panafricaine prit conscience de l'importance de la mobilité humaine, notamment la libre circulation des personnes, dans le renforcement de l'intégration et le développement aux niveaux sous-régional et régional. Cette prise de conscience traduit l'implication du panafricanisme sur la question des migrations africaines. Et à cet effet, Sergio Ricca avait affirmé que le panafricanisme représente, à défaut de l'unité absolue entre Etats, la recherche d'espaces économiques homogènes à l'intérieur desquels les biens et les personnes auraient la faculté de circuler librement et partant de trouver un meilleur emploi (Ricca, 1990). Dans l'article 43 du chapitre VI du traité d'Abuja, consacré à la libre circulation des personnes, les droits de résidence et d'établissement¹³⁶, il est indiqué que :

1. Les Etats membres s'engagent à prendre, individuellement, aux plans bilatéral ou régional, les mesures nécessaires à la réalisation progressive de la libre circulation des personnes et à assurer la jouissance des droits de résidence et d'établissement à leurs ressortissants à l'intérieur de la Communauté.
2. Les Etats membres conviennent de conclure, à cet effet, un protocole relatif à la libre circulation des personnes, aux droits de résidence et d'établissement¹³⁷.

Le programme d'intégration de l'Afrique, tel que défini dans le traité d'Abuja, l'Agenda 2063 et le Programme Minimum d'Intégration de l'Union Africaine est ambitieux. Ces cadres politiques ont à chaque fois donné l'occasion aux dirigeants africains de réaffirmer leur volonté de créer un espace continental permettant la libre circulation à travers les frontières des personnes, des biens, des services et des capitaux, doté d'infrastructures de classe internationale, de politiques harmonisées et d'un esprit panafricain alimentant des relations de collaboration entre les Etats du continent (Davis, 2016).

Afin de redynamiser le processus de l'intégration en Afrique, la Commission de l'UA, en collaboration avec les communautés économiques régionales, décida d'élaborer un programme minimum d'intégration. Ce programme, composé d'activités et projets relevant des secteurs ou sous-secteurs prioritaires, est perçu comme un instrument de l'intégration continentale. La libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux est un des secteurs prioritaires à réaliser à un taux de 100%¹³⁸. La première phase d'exécution du programme est prévue pour

¹³⁶ Le traité d'Abuja, établissant la CEA, avait défini six étapes d'intégration réalisables sur une période de 40 ans maximum. La libre circulation des personnes et leurs droits de résidence et d'établissement font partie de la sixième étape, cela suite à la création du Marché Commun Africain (cinquième étape).

¹³⁷ Article 43, alinéas 1 et 2 du chapitre VI du traité d'Abuja.

¹³⁸ Département des Affaires Economiques de la Commission de l'Union Africaine. (2009). *Le Programme Minimum d'Intégration (Programme de Yaoundé). Première phase : 2009-2012*, p.2.

la période 2009-2012. En matière de la libre circulation totale des personnes dans les communautés économiques régionales et partielle entre elles, l'objectif de la première phase d'exécution du programme prévoit :

- l'accélération de la mise en place effective des protocoles régionaux relatifs à la libre circulation des personnes, aux droits de résidence et d'établissement ;
- l'exemption de demande de visa pour les Africains détenteurs de passeports diplomatiques et de service ;
- la facilitation de l'obtention du visa pour certaines catégories d'hommes d'affaires, de chercheurs et universitaires ;
- la mise en place des instruments de sécurité en vue en vue d'améliorer la coopération sécuritaire et la lutte contre le terrorisme dans chaque communauté économique régionale et entre elles¹³⁹.

Afin d'améliorer la gouvernance de la migration de la main-d'œuvre, les dirigeants africains ont, depuis 2004 et dans le cadre de l'Union Africaine, élaboré une série de politiques stratégiques à l'échelle du continent. Très souvent complémentaires, ces politiques constituent un cadre général pour la migration de la main-d'œuvre nationale et régionale à l'échelle du continent. Il s'agit principalement de :

- Plan d'action sur l'emploi et la lutte contre la pauvreté adopté en 2004. Ce plan promeut l'équité dans la gouvernance internationale et la facilitation de la migration de la main-d'œuvre en Afrique ;
- Cadre stratégique pour une politique de migration, adopté en 2006 ;
- Cadre stratégique social de l'UA, adopté en 2008. Il préconise l'intégration régionale et la collaboration des régimes de sécurité sociale en Afrique afin d'assurer la protection des travailleurs migrants ;
- Plan d'action de l'UA pour l'intensification du commerce intra-africain, adopté en 2012. Ce plan affirme l'importance de la libre circulation des personnes et de la régulation de la migration de la main-d'œuvre ;
- 9^{ème} session de la Commission du Travail et des Affaires Sociales de l'UA (avril 2013), considère la migration régionale de la main-d'œuvre comme un facteur important pour le développement durable et l'intégration régionale. Il fut également adopté, au cours de ladite session, le Pacte pour l'emploi des jeunes et des femmes, qui promeut « la mobilité régionale et sous-régionale de la main-d'œuvre » et appelle l'UA et les communautés économiques régionales à élaborer un plan pour la migration de la main-d'œuvre ;
- Plan stratégique 2014-2017 de la Commission de l'UA fixe parmi ses stratégies la « promotion de la migration de la main-d'œuvre afin de favoriser les investissements transfrontaliers et de combler les déficits de compétences » ;

¹³⁹ Ibid., p.10.

- 24^{ème} session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA adopta en janvier 2015 la Déclaration et le Plan d'action sur l'emploi, l'éradication de la pauvreté et le développement inclusif en Afrique. La gouvernance de la migration de la main-d'œuvre pour promouvoir l'intégration régionale en constitue un des domaines prioritaires. Il fut également adopté le Programme conjoint de la migration de la main-d'œuvre pour le développement et l'intégration régionale. L'objectif de ce programme est de favoriser la migration régulière en Afrique ;
- 25^{ème} session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA adopta en juin 2015, la Déclaration sur la migration. Celle-ci réaffirme la mobilité des compétences et la libre circulation des personnes à l'échelle continentale comme étant des priorités pour l'Afrique¹⁴⁰.

Outre ces cadres stratégiques africains, l'UA a conclu plusieurs accords internationaux sur la mobilité de la main-d'œuvre. Il s'agit de :

- la Déclaration conjointe UA-UE sur la migration et le développement, adoptée à Tripoli en 2006 ;
- la Stratégie commune UE-Afrique et le Plan d'action pour le partenariat Afrique-UE sur la migration et l'emploi¹⁴¹.

1.2 L'Agenda africain sur la migration, un nouveau paradigme dans la conception et la gestion du phénomène migratoire en Afrique

Initiative marocaine à la base, l'élaboration de l'Agenda africain sur la migration est partie d'un constat : la plupart des lieux communs se rapportant à la migration africaine subsaharienne sont faux. La gestion postcoloniale de la question migratoire n'a été couronnée que d'un timide succès et a constamment été envisagée, non comme une source de solutions et d'opportunités, mais comme porteuse de menaces et de désespoir. Il fut un temps où l'immigration était liée aux déplacements commerciaux, aux pèlerinages religieux ou était imposée par les conflits et les pandémies. Dans l'histoire contemporaine, elle a pris une connotation négative, puisqu'elle est associée à la drogue et autres trafics, voire aux méfaits des changements climatiques. Peu capables ou peu désireux de saisir les causes profondes du phénomène migratoire, on le fige et on le généralise dans des représentations stéréotypées : à travers des images de déferlements de personnes sans travail et sans ressources, parfois aux profils douteux. Ainsi, dans l'imaginaire collectif, l'immigration est associée aux fléaux de la pauvreté, de la précarité, de l'instabilité et même de la mort.

¹⁴⁰ AU/Programme conjoint UA/OIT/IOM/CEA de gouvernance de la migration de main-d'œuvre pour l'intégration et le développement en Afrique. Repéré à www.ilo.org/wcmsp5/groups/public.

¹⁴¹ Ibidem.

L'obsession sécuritaire qui hante aujourd'hui la plupart des pays (essentiellement les pays riches), place ainsi la gestion des flux migratoires au cœur du dispositif de défense du territoire. On observe dans ces pays l'explosion des représentations de l'autre (notamment les ressortissants du tiers-monde), autour de l'opposition sécurité/danger. Dès lors, la question de la sécurité se pose en dehors du cadre conventionnel, compte tenu des menaces de nature économique dont on prend conscience à travers le courant d'opinion qui s'amplifie dans les pays du Nord. Dans ce contexte, s'ouvre un nouveau champ de tension où "la revanche du tiers-monde" constitue l'horizon de nouvelles menaces qui structurent l'imaginaire occidental (Ela et Zoa, 2006, p.89). Cela oblige les gouvernements à repenser le concept de sécurité et à inventer de nouveaux instruments de protection de l'Etat. C'est-à-dire que, la perception de l'autre comme menace potentielle se fonde sur les obsessions sécuritaires qui appellent à un renforcement de l'Etat. Face au problème de pauvreté, les pays du tiers-monde sont considérés comme des foyers de violence dont l'extension vers l'hémisphère nord constitue une menace permanente. Dans cette perspective, le défi auquel les pays riches sont confrontés n'est pas l'agression d'un Etat rival, mais la remise en question des pauvres qui, à cause de leur situation de précarité et de souffrance, ne sauraient rester docile (Ela et Zoa, 2006, p.89).

Sous peine de perdre tout crédit moral sur cette question, l'Union Africaine, d'après le président de la Commission de l'UA, Faki Mahamat, ne saurait pratiquer la politique de deux poids deux mesures : condamner les violations flagrantes des droits des migrants africains ailleurs et pratiquer la politique de l'autruche lorsque des faits similaires ont lieu sur le continent. C'est cette prise de conscience africaine qui donna lieu à l'élaboration de l'Agenda africain sur la migration. Confié lors du 28e sommet de l'Union Africaine au Maroc, la rédaction de cet Agenda devra permettre d'unifier et démystifier les questions liées à la gouvernance des flux migratoires. C'est une position africaine commune qui devrait mettre fin à la « fausse perception » qui fait de l'Afrique, le synonyme de migration car, en effet, les Africains ne re-présentent que 14% des 250 millions de migrants enregistrés en 2017 (Tribune Afrique, 2018).

L'Agenda africain sur la migration se veut une rupture épistémologique et pratique du phénomène migratoire en Afrique. Il est orienté vers l'action et a pour objectif ultime de promouvoir une coopération optimale entre les pays d'origine, de transit, de destination et de retour. D'après ses concepteurs marocains, l'Agenda suppose un changement de paradigmes, une redéfinition de la migration qui s'appuie sur une démarche introspective et positive ainsi qu'une volonté politique réelle des Etats qui ont tous intérêt à ce que la migration se fasse dans la sécurité, la légalité, la régularité, l'ordre et le respect des droits humains¹⁴². L'idée que toutes les

¹⁴² Discours du Ministre marocain des Affaires étrangères à la Conférence ministérielle de l'UA, le 08 janvier 2018, pour un Agenda Africain sur la Migration.

migrations africaines sont à destination de l'Europe est contraire à la réalité. Dans les faits, l'Afrique est la première destination des migrants. Aussi, la migration africaine ne saurait constituer une menace pour les pays d'accueil, aussi bien en Afrique qu'en dehors du continent africain. A ce propos, d'ailleurs, l'Agenda africain sur la migration tient à corriger quatre mythes infondés :

- la migration africaine n'est pas, de manière prédominante, intercontinentale. Elle est d'abord intra-africaine : sur 5 Africains qui se déplacent, 4 restent en Afrique ;
- la migration irrégulière n'est pas majoritaire : elle ne correspond qu'à 20% de la migration internationale ;
- la migration n'appauvrit pas les pays d'accueil : 85% des gains des migrants restent dans les pays d'accueil ;
- enfin, il ne doit plus avoir de distinction entre pays d'émigration, de transit et d'installation¹⁴³.

Dans un discours lu par le chef de gouvernement, Saâd-Eddine El Othmani, le souverain a décliné les grandes lignes de ce document qui comprend deux propositions majeures. La première concerne la création d'un Observatoire africain de la migration et le développement (OAMD)¹⁴⁴, dont le siège sera au Maroc et qui aura pour mission l'observation et l'échange d'informations entre les pays africains, afin de favoriser une gestion maîtrisée des flux migratoires. La deuxième proposition, quant à elle, suggère la création d'un poste d'Envoyé spécial de l'UA chargé de la migration. Une fonction dont le titulaire aura la responsabilité de coordonner les politiques de l'UA dans ce domaine. Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre d'une nouvelle approche de la question migratoire. La migration est finalement « un phénomène naturel », insiste le souverain marocain, « qui constitue la solution et non pas le problème ». Une perspective positive sur la question devra donc être adoptée « en mettant en avant la logique humaniste de responsabilité partagée et de solidarité ». Ce qui aboutira, *in fine*, à une nouvelle approche afro-centrée.

2. Des distorsions objectives pouvant entraver l'implémentation de l'Agenda africain sur la migration

La pertinence de l'Agenda africain sur la migration est loin de garantir l'efficacité de sa mise en œuvre. Principalement, deux facteurs objectifs peuvent en rendre compte. D'une part, la trop forte implication des autorités marocaines dans l'élaboration de l'Agenda et surtout dans un contexte marqué par le grand retour du Royaume chérifien dans l'organisation panafricaine, donnent à penser que cette initiative est davantage au service des intérêts souverainistes du Maroc. D'autre part, la permanence des politiques migratoires restrictives dans bon nombre de

¹⁴³ Discours du roi Mohammed VI au 5^{ème} sommet Union africaine (UA)-Union européenne (UE) à Abidjan, en tant que chargé de coordonner le programme de la migration au sein de l'UA.

¹⁴⁴ Les dirigeants africains ont décidé de confier à ce nouvel outil important la mission de fédérer les stratégies nationales des Etats africains et de mieux interagir avec leurs partenaires étrangers.

pays africains traduirait l'opposition entre les intérêts souverainistes des Etats et les prescriptions communautaires en matière de gouvernance de la mobilité humaine.

2.1.- L'Agenda africain sur la migration : une initiative au service des intérêts diplomatiques marocains

La forte implication du Maroc dans l'élaboration et la mise en œuvre de l'Agenda africain sur la migration peut constituer un frein à la réussite de ce projet continental dont l'importance ne souffre d'aucun doute. La désignation du Maroc au 28^e sommet de l'UA comme « leader africain sur la migration », le fait que l'initiative d'un agenda africain sur la migration vienne du roi Mohammed VI et sa rédaction confiée au gouvernement marocain, le choix de Mohammed VI comme coordonnateur de l'action de l'UA en matière de migrations et le choix de Rabat comme siège de l'Observatoire africain de la migration et le développement donne à l'Agenda une forte coloration marocaine. Cela donne à penser que l'Agenda africain sur la migration est une initiative au service des intérêts diplomatique du Maroc, surtout dans un contexte politique africain marqué en 2017 par le « grand retour » du Royaume chérifien au sein de l'Union Africaine.

Le retour du Maroc dans son milieu naturel, à la fois géographique et humain, aura constitué l'évènement marquant l'année 2017. Lors du sommet de Nairobi (Kenya) en 1984 de l'Organisation de l'Unité Africaine, le Maroc avait vigoureusement protesté contre l'admission de la RASD (République Arabe Saharaoui Démocratique) comme membre de l'organisation panafricaine, au mépris du droit, en tant qu'entité ne réunissant pas les conditions minima d'un Etat. Saisissant l'opportunité du 28^e sommet de l'Union Africaine (Addis-Abeba 30 et 31 janvier 2017), le Maroc a célébré son retour de manière magistrale ; un retour qui souligne un succès diplomatique après une absence qui lui était plus préjudiciable qu'autre chose.

Pour des raisons économiques et géostratégiques, le Maroc a pris conscience de la nécessité du retour au sein de l'organisation panafricaine, après une absence qui lui a causé beaucoup de tort et servi les intérêts de ses adversaires. A la lumière des grands bouleversements en cours dans le monde depuis deux décennies, cet état de choses a pris le temps nécessaire de murir, avant que la diplomatie marocaine ne révise progressivement son agenda en lançant une offensive diplomatique envers les Etats avec lesquels ses relations se sont vues brouillées à cause de leur attitude hostile à sa revendication nationale. En réponse également à des considérations politiques, et en l'absence d'un espace maghrébin qui reste en panne, le Maroc a pris conscience de l'importance qu'il y a à réintégrer l'institution panafricaine, bien que celle-ci pèse encore peu sur la vie des peuples africains en termes de résolution des conflits, de développement des relations économiques ou de lutte contre la pauvreté et l'insécurité de plus en plus liée au terrorisme.

Il y a un nouveau contexte politique, économique, stratégique et géopolitique en Afrique qui fait que les conditions qui ont poussé le Maroc à quitter l'organisation panafricaine en 1984 sont en train, aujourd'hui, de changer et il y a des opportunités nouvelles qui font que le Maroc, acteur économique principal sur le continent, acteur de développement, acteur pour la sécurité, la stabilité et le maintien de la paix en Afrique voit en ces changements une opportunité pour réintégrer l'UA. Il y a plusieurs dimensions dans ce retour: économique – le Maroc investit sur le continent et a des intérêts économiques importants dans toutes les régions du continent ; politique – le Maroc ne peut pas être le seul pays africain en dehors d'une organisation régionale importante telle l'Union Africaine ; enfin, le Maroc ne peut pas laisser un espace libre dans lequel ses adversaires lui créent des problèmes, essentiellement sur la question du Sahara Occidental. Le temps est venu pour que le Maroc défende ses intérêts par lui-même et pour que le Maroc cherche à faire évoluer ce contexte de l'intérieur de l'UA. On ne peut faire changer les choses que quand on est membre, pas de l'extérieur ; la politique de la chaise vide s'étant avérée infructueuse durant les 32 années d'absence du Royaume chérifien au sein de sa « famille africaine ». Dans cette atmosphère de changement, les diplomates marocains ont retroussé leurs manches, guidés par un double objectif : s'inscrire pleinement dans tous les nouveaux défis du continent et de l'Union, et chasser le Polisario en usant d'une politique d'isolement savamment orchestrée par les stratèges du Palais. « Si 2017 a été l'année de l'adhésion du Maroc à l'UA, 2018 sera celle de son installation dans toutes les structures de ce regroupement panafricain » (Jeune Afrique, 2018).

Dans un tel contexte, l'implication du Maroc dans la conception et la mise en œuvre de l'Agenda africain sur la migration participe de sa stratégie de positionnement, entant que leader, sur l'échiquier diplomatique africain. Afin d'obtenir l'adhésion d'autres pays africains à son projet de réintégrer l'UA, le Maroc s'est engagé depuis quelques années à refaire son image auprès des Africains au sud du Sahara. La révision de sa politique migratoire en 2013 en constitue un des leviers les plus importants.

Longtemps considéré comme pays hostile à l'immigration des Africains au sud du Sahara, du fait de nombreuses maltraitances dont étaient victimes les immigrés noirs, le Maroc, à travers sa nouvelle politique migratoire qui se veut humanisant, perçoit désormais l'immigration en tant qu' « opportunité et non une menace économique, culturelle ou sociale »¹⁴⁵. Par exemple, le gouvernement marocain veut faire du Maroc un « hub universitaire pour l'Afrique », en développant encore davantage l'accueil d'étudiants africains. Cette nouvelle vision de la politique migratoire marocaine est clairement exposée dans le discours du Roi Mohammed VI, à l'occasion du 38^e anniversaire de la Marche Verte, en ces termes :

¹⁴⁵ Ministère chargé des Marocains Résidant à l'étranger et des Affaires de la Migration, *Stratégie Nationale d'immigration et d'Asile*, p.5.

« ...Les relations privilégiées qui unissent le Maroc aux pays de l'Afrique subsaharienne ne sont pas que politiques et économiques. Ce sont, dans le fond, des liens humains et spirituels séculaires. Eu égard à la situation qui prévaut dans certains de ces pays, nombre de leurs citoyens immigreront au Maroc d'une façon légale ou illégale. Jadis point de passage vers l'Europe, notre pays s'est transformé en destination de résidence. Face à l'accroissement sensible du nombre des immigrés venus d'Afrique ou d'Europe, nous avons invité le gouvernement à élaborer une nouvelle politique globale relative aux questions d'immigration et d'asile, suivant une approche humanitaire conforme aux engagements internationaux de notre pays et respectueuses des droits des immigrés. »

(Mohammed VI, 2006).

Ainsi peut-on constater que les concepteurs marocains de l'Agenda africain sur la migration se sont inspirés de la nouvelle politique migratoire du Royaume chérifien ; ce qui s'apparenterait à une sorte d'« imposition » de la vision marocaine aux Etats membres de l'UA et pourrait susciter des réticences de leur part. L'UA aurait dû confier la rédaction de l'Agenda à un comité *ad hoc*, plutôt qu'au Maroc qui venait de réintégrer l'organisation panafricaine, surtout que le retour de ce pays n'avait pas obtenu l'adhésion de certains Etats membres. En effet, le 30 janvier 2017, le Maroc réintégra l'UA et son admission fut prononcée par l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement réunis à huis clos à Addis-Abeba.

Ce retour du Maroc ne fut pas du goût de certains pays. Sur les 42 pays présents à Addis-Abeba, neuf pays, ainsi que la RASD, avaient pris la parole pour s'opposer au Maroc d'une manière virulente. Il s'agit de l'Afrique du Sud, l'Algérie, le Zimbabwe, le Lesotho, le Mozambique, la Namibie, l'Angola, le Botswana, et l'Ouganda. Ces adversaires politiques du Maroc ne cachent pas leurs soutiens à la RASD. Ainsi, il est clair que les pays hostiles au retour du Maroc dans l'UA s'engageront le moins à mettre en œuvre un agenda dont les orientations sont purement identiques à la nouvelle politique migratoire du Royaume chérifien. Dans une note à l'attention du ministre marocain des Affaires étrangères et de la Coopération, en date du 22 avril 2013, la Direction des affaires africaines dudit ministère relevait déjà l'existence en Afrique des pays hostiles au Maroc. Cette direction considère que les pays d'Afrique de l'Est et Australe sont généralement hostiles au Royaume chérifien¹⁴⁶.

146

https://telquel.ma/2015/01/07/en-afrique-diplomatie-marocaine-liste-ses-pays-hostiles_1429111, consulté le 13/12/2018 à 13h48.

2.2.- La persistance des tensions entre la logique souverainistes des Etats et les intérêts communautaires

Près de 80% des migrations africaines légales ou irrégulières sont intra-africaines. C'est dire que l'Afrique reste la destination première des Africains. Toutefois, cette mobilité humaine se déroule dans un contexte africain marqué par l'accentuation des politiques migratoires restrictives conçues et implémentées dans bon nombre de pays. Un rapport de la Commission économique pour l'Afrique, en date d'octobre 2017 et portant sur la gouvernance des migrations en Afrique, indique clairement que les politiques d'immigration des pays africains sont, à quelques exceptions près, restrictives. Le caractère restrictif de ces politiques migratoires s'illustre par des régimes de visas stricts, des restrictions autour de l'établissement et des emplois légaux pour les ressortissants étrangers et l'accès difficile, voire impossible, aux droits à la citoyenneté (CEA, 2017, p.4). La décolonisation, d'après ce même rapport de la CEA, a marqué une phase de la formation de l'Etat, période au cours de laquelle les Etats africains nouvellement créés et leur gouvernement ont tenté d'instaurer un sentiment d'unité nationale dans des sociétés multiculturelles (CEA, 2017, p.4). Cela a fréquemment augmenté l'envie chez les dirigeants des Etats nouvellement créés, d'affirmer la souveraineté nationale par l'introduction des restrictions à l'immigration et les contrôles aux frontières et de dépeindre les immigrants comme une menace à la souveraineté, la sécurité et à l'homogénéité ethnique ou à la stabilité, afin de rallier le soutien politique (CEA, 2017, p.4).

Dans un contexte aussi marqué par de nombreuses restrictions à la mobilité des personnes à l'intérieur du continent africain, l'Agenda africain sur la migration n'est qu'un instrument de plus dans l'arsenal législatif de l'Union Africaine et dont le sort ne serait pas moins distinct des initiatives qui l'ont précédées. Nous avons ressassé, dans la première partie de cette réflexion, les différentes mesures prises par l'OUA et l'UA pour améliorer la gouvernance des migrations sur le continent, notamment en matière de libre circulation des personnes. Ces belles initiatives de l'organisation panafricaine ont toujours été confrontées à des logiques souverainistes, nationalistes et protectionnistes des Etats et leur caractère non contraignant ne facilite pas leur mise en œuvre. Ainsi, les chances de voir ce projet continental réussir peuvent être diluées dans un certain nombre de maux qui limiteraient son efficacité. La différence de perception de la « menace » migratoire, par chacun des Etats, ne favorise pas la mutualisation des ressources et des moyens indispensables pour y faire face. De même, les pesanteurs d'un souverainisme empreint de nationalisme exacerbé, communs aux leaders politiques africains, constituent un frein à l'implémentation de l'Agenda commun. A cela faudrait-il ajouter les tares liées au fonctionnement de l'Union Africaine et aussi la forte dépendance de cet organisme et ses Etats membres aux vues des partenaires internationaux (notamment l'Union européenne et ses Etats membres) qui contrarient souvent les réalités africaines. En conséquence, l'Afrique se présente

comme le continent où l'on retrouve des politiques de visa les plus restrictives au monde. « Au cours des dernières décennies, cette restriction de visas d'entrée a été effectivement à la hausse en Afrique de l'Ouest, en Afrique de l'Est et en Afrique centrale » (CEA, 2017, p.4).

Conclusion

En définitive, l'Agenda africain sur la migration est un nouveau chapitre de la gouvernance des migrations africaines qui porte la vision africaine commune aux partenaires extérieurs et aux Nations unies, pour une appropriation commune à l'échelle internationale. C'est une initiative qui s'articule autour de trois axes principaux, en premier « faire de la migration en Afrique, un choix et non une nécessité ». Le second axe vise à « s'affranchir des idées reçues et de battre en brèche les stéréotypes associés aux migrants », alors que le troisième axe vise à « forger une vision globale, intégrée et holistique de la migration ». En clair, la politique migratoire continentale devra avant tout démystifier la question, car la connaissance informée est la condition *sine qua none* de toute réponse africaine fiable, concrète et complète. Il suffit pour s'en apercevoir, de rappeler que la migration est régulière à hauteur de 80%, qu'elle bénéficie d'abord aux pays d'accueil puisque 85% des apports y restent. Toutefois, la pertinence d'une telle initiative risquerait d'être diluée dans des distorsions objectives par des Etats souverains dont les intérêts sont très souvent opposés à la logique communautaire.

Bibliographie

Article 43, alinéas 1 et 2 du chapitre VI du traité d'Abuja.

* *AU/Programme conjoint UA/OIT/IOM/CEA de gouvernance de la migration de main-d'œuvre pour l'intégration et le développement en Afrique*. Repéré à www.ilo.org/wcmsp5/groups/public.

Davis, D. (2016). Assurer le suivi de l'intégration régionale en Afrique. *Passerelles*, vol.17, 8, 200-220.

Département des Affaires Economiques de la Commission de l'Union Africaine. (2009). *Le Programme Minimum d'Intégration (Programme de Yaoundé). Première phase : 2009-2012*.

Discours du Ministre marocain des Affaires étrangères à la Conférence ministérielle de l'UA, le 08 janvier 2018, pour un Agenda Africain sur la Migration.

Discours de Sa Majesté le Roi du Maroc, Mohammed VI, à la nation à l'occasion du 38^e anniversaire de la Marche Verte, Rabat, le 06 novembre 2013.

Actes du Colloque International « Migrations contemporaines et frontières de l'humanité : dynamiques communicationnelles et interculturelles », Université Félix Houphouët-Boigny (Cote d'Ivoire), 27-29 Mars 2019.

Discours du roi Mohammed VI au 5ème sommet Union africaine (UA)-Union européenne (UE) à Abidjan, en tant que chargé de coordonner le programme de la migration au sein de l'UA.

Ela, J.M. ; Zoa, A.S. (2006). *Fécondité et migrations africaines : les nouveaux enjeux*. Paris, France : L'Harmattan.

Gonidec, P.F. (1993). *L'OUA trente ans après*. Paris. France : Karthala.

Jeune Afrique. (2018). Le Maroc : le choix de l'Afrique et ses conséquences. Repéré à <https://www.jeuneafrique.com/mag/485118/politique/maroc-le-choix-de-lafrique-et-ses-conséquences/> .

Klavert H. (2011). African Union framework for migration : current issues and questions for the future. Repéré à www.ecdpm.org/dp108 .

Ministère chargé des Marocains Résidant à l'étranger et des Affaires de la Migration, *Stratégie Nationale d'immigration et d'Asile*, 1993.

Ricca, S. (1990). *Migrations internationales en Afrique. Aspects légaux et administratifs*. Paris, France : L'Harmattan.

« Union Africaine : le Maroc dévoile les grandes lignes de l'Agenda africain sur la migration », *Tribune Afrique*, 09/01/2018.

Union Africaine. Cadre de politique migratoire pour l'Afrique révisé et plan d'action (2018-2027).

Union Africaine. Position africaine commune sur la migration et le développement. Repéré à www.african-union.org .